Université de Poitiers
Faculté de Science Humaines et Arts

Thèse présentée par

Gunhild ODDEN
pour l'obtention du grade de docteur en sociologie

Migrants dans la ville

Une étude socio-anthropologique des mobilités migrantes à Salamanque

Sous la direction de
Gilles FERRÉOL et Marie-Antoinette HILY

Membres du jury :
Mohammed CHAREF, Professeur de géographie à l'Université d'Ibnou Zohr d'Agadir
Emmanuel MA MUNG, Directeur de recherche, CNRS
Gilles FERRÉOL, Professeur de sociologie à l'Université de Franche-Comté
Marie-Antoinette HILY, Chargée de recherche, CNRS
Francisco TORRÉZ PÉREZ, Professeur de sociologie à l'Université de Valence

NOVEMBRE 2010

À Mormor & Kaare

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier mes directeurs de thèse Gilles Ferréol et Marie-Antoinette Hily pour leurs encouragements, conseils et critiques constructives. Ces deux enseignants-chercheurs m'ont accompagnée depuis mes premiers pas dans le monde universitaire français : Gilles Ferréol en tant que professeur dès mon DEUG 1 en sociologie, Marie-Antoinette Hily en tant qu'enseignante lors de l'année de ma licence, puis comme directrice de mes mémoires en Master 1 et en Master 2.

Je tiens également à remercier l'ensemble de l'équipe Migrinter. Un merci particulier à Naïk Miret qui, dès mon année de Master 2, m'a encouragée à travailler sur l'Espagne. Merci aussi à toute l'équipe *e.migrinter*. Enfin, un grand merci aux doctorants qui ont participé aux relectures de certains chapitres de cette thèse : Marie Chabrol, Daniel Senovilla Hernández et Hélène Simon-Lorière.

Un certains nombre d'acteurs ont financièrement appuyé cette thèse. Qu'ils soient ici tous remerciés : la commune d'Øyer , la Fondation d'Eva et Erik Anker, et la Fondation de Lisa et Arnfinn Heje.

Un grand merci aussi à mon centre de recherche actuel, SIK[1], pour avoir eu la volonté de me recruter avant d'avoir soutenu et pour m'avoir encouragée lors de la phase finale de la rédaction.

Un merci tout particulier à Julien Barbier pour m'avoir accompagnée et soutenue tout au long de cette thèse ; à Marie Petit pour ses nombreuses relectures efficaces et constructives ; à mes parents.

Enfin, je tiens à exprimer ma plus grande reconnaissance envers tous ceux que j'ai rencontrés sur le terrain, migrants ou Espagnols, et qui, d'une manière ou une autre, ont participé à la construction des données ici présentées.

[1] Senter for interkulturell kommunikasjon / *Centre pour la communication interculturelle*, Stavanger (Norvège)

INTRODUCTION **10**

1ERE PARTIE : DÉMARCHES THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES **17**

CHAPITRE I **18**

POSITIONNEMENT THÉORIQUE **18**

1 QUELS CONCEPTS POUR UNE SOCIO-ANTHROPOLOGIE DE LA MOBILITÉ ? **18**

1.1 Le transnationalisme 18

1.1.1 Le vocabulaire du transnationalisme 18

1.1.2 Une notion adéquate ? 20

1.2 La circulation migratoire 21

1.2.1 « Circuler », un phénomène ancien 21

1.2.2 L'usage de la notion de circulation migratoire 22

1.3 La mobilité 23

1.3.1 La sociologie de la mobilité 24

1.3.2 L'anthropologie du mouvement 25

1.4 Les réseaux sociaux 27

1.4.1 La notion de capital social 28

1.4.2 La notion de réseau dans l'étude des migrations 30

2 UNE ENTRÉE PAR LA VILLE **32**

2.1 L'influence de Park 32

2.2 Une ville et des rencontres ou la construction de l'urbanité 34

2.2.1 Le commerce ethnique 35

2.2.2 Le quartier 38

3 LE PROJET MIGRATOIRE COMME CLÉ DE LECTURE DE LA MOBILITÉ **39**

3.1 Premières apparitions et tentative de définition 39

3.2 Le cas des femmes et des étudiants dans les travaux existants 41

CHAPITRE II **46**

PROCÉDURES MÉTHODOLOGIQUES **46**

1 L'APPROCHE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE OU « LA LECTURE RENOUVELÉE DU CONTEMPORAIN » **46**

1.1 Thick description 47

1.2 Choix des lieux des enquêtes 48

1.2.1 Salamanque 48

1.2.2 Les autres lieux 49

2 LES OUTILS MÉTHODOLOGIQUES 51
2.1 L'observation 51
2.1.1 L'enquête de terrain, une expérience relationnelle 52
2.1.2 Les différentes situations d'observation 55
• La scène institutionnelle 55
• La scène commerçante 57
• Au domicile des informateurs 58
• Espaces publics, cafés, bars 62
2.2 Les entretiens formels 62
2.2.1 Les différents groupes d'informateurs 62
2.2.2 La construction du récit 64

3 Sources statistiques 67
3.1 Recensement des commerces à Garrido Norte 67
3.2 Quelques remarques à propos des données chiffrées sur l'immigration en Espagne 68
3.3 Presse et photographies 70

4 Retranscription et analyse des données 71
4.1 L'analyse des observations 71
4.2 L'analyse des récits de vie 74

2ÈME PARTIE : LOGIQUES DE MOBILITÉS DANS L'ESPACE MIGRATOIRE ESPAGNOL 77

CHAPITRE III 78

L'ESPACE MIGRATOIRE ESPAGNOL 78

1 L'ÉTAT ESPAGNOL ET SA POLITIQUE MIGRATOIRE. QUELLE LOGIQUE DE MOBILITÉ ? 78
1.1 De l'émigration à l'immigration 78
1.1.1 L'émigration espagnole 78
1.1.2 L'immigration et son évolution 80
1.2 Le début d'une politique migratoire : l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne et l'élaboration de la loi organique 7/1985 82
1.3 L'évolution des politiques 83
1.3.1 D'une politique d'anticipation à la conscience d'une Espagne pays d'immigration 83
1.3.2 L'entrée en vigueur de la loi org. 4/2000, modifiée par les lois 8/2000, 11/2003 et 14/2003 86
1.3.3 Le retour du Parti Socialiste et le processus de régularisation en 2005 88
1.3.4 Mécanismes d'entrées, d'expulsions et de régularisation de la loi organique 14/2003 93
• Mécanismes d'entrées régulières 93

- Mécanismes d'expulsion 95
- Mécanismes de régularisation 95
- Le renouvellement du permis ou comment rester en situation régulière 96

1.4 Le lien entre la crise économique actuelle du pays et les politiques migratoires 97

1.5 L'entrée en vigueur de la dernière loi : principales modifications 100

2 L'ESPAGNE, PORTE D'ENTRÉE DANS L'ESPACE SCHENGEN 101

2.1 Un ordre régional sécuritaire et des frontières militarisées 102

2.1.1 Le détroit de Gibraltar, laboratoire d'application des conventions de Schengen 103

2.1.2 La migration irrégulière via Ceuta et Melilla et les événements à l'automne 2005 105

- Gourougou et Bel Younech, des ghettos dans la forêt ou « le peuple des clandestins » 106
- Les enclaves après les événements en 2005 108

2.1.3 De Ceuta et Melilla aux îles Canaries 109

2.2 La prise de conscience des limites de l'approche sécuritaire des migrations 113

2.2.1 Le cas espagnol : la Plan Afrique 2006-2008 114

2.2.2 Les trois dimensions du Plan 115

3 LE PAYSAGE MIGRATOIRE ESPAGNOL D'AUJOURD'HUI 116

3.1 Principales données sociodémographiques de la population étrangère en Espagne 116

3.1.1 Les premières nationalités 117

3.1.2 Groupes d'âge 118

3.1.3 Lieu de naissance de la population étrangère 119

3.1.4 Type de permis de séjour 120

3.1.5 Les étrangers avec un permis de séjour lié aux études 121

3.2 La répartition spatiale de la population étrangère en Espagne 121

CHAPITRE IV 134

SALAMANQUE, UNE VILLE INTERIEURE ESPAGNOLE 134

1 SALAMANQUE, QUELLE SPECIFICITÉ 134

1.1 Principales caractéristiques de la ville 134

1.2 Principales caractéristiques de la population étrangère 138

1.2.1 L'évolution du nombre et les premières nationalités 138

- Les pionniers de l'immigration 138
- L'évolution qualitative de l'immigration 142

2 LES QUARTIERS DE LA VILLE 146

2.1 Les quartiers du Nord : ceux préférés par la population étrangère 147

2.1.1 Le quartier de Garrido Norte, là où une majorité des étrangers s'installe 147

2.1.2 Les préférences résidentielles selon les nationalités 150

3 LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS 154

3.1 Les différents types de mobilités estudiantines 155

3.1.1 Les échanges institués 155

3.1.2 Les étudiants libres 157

3.2 L'expérience migratoire des étudiants 158

3.2.1 La construction de réseaux sociaux nationaux et internationaux 160

3.2.2 Les cours 162

3.2.3 Travailler parallèlement aux études 165

3.3 Le capital de mobilité ou une élite migrante 167

3.4 Lorsque le projet d'étude ne se concrétise pas 169

3ÈME PARTIE : PRATIQUES D'ANCRAGE, DE CIRCULATION ET DE PASSAGE DES MIGRANTS À SALAMANQUE 174

CHAPITRE V 175

LE RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'ACCUEIL, LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX ET LES PROJETS DES MIGRANTS 175

1 LES ONG COMME ACTEUR DE L'INSERTION DES MIGRANTS 175

1.1 Les ONG à Salamanque 176

1.1.1 Le rôle des ONG dans le parcours des migrants 178

1.1.2 Savoir mobiliser les ressources institutionnelles 179

- Lorsque les ONG s'approchent des migrants 185

2 L'ÉGLISE 188

2.1 Le Centre d'accueil du Père Antonio 189

3 LES ASSOCIATIONS DE MIGRANTS 191

3.1 Historique des associations des migrants à Salamanque 192

3.1.1 Le rôle au sein du groupe 193

3.2 Les dynamiques associatives sénégalaises 197

3.2.1 La fête culturelle annuelle sénégalaise 197

3.2.2 L'émergence d'une deuxième association sénégalaise 203

CHAPITRE VI 208

LES PRATIQUES DE LA VILLE 208

1 PRATIQUER LA VILLE 208
1.1 Des noms de quartier peu connus et un usage limité 208
1.2 Au-delà des quartiers 209
1.2.1 L'usage des parcs 210

2 LA SCÈNE NOCTURNE 213
2.1 « Faire la fête à l'espagnol » ou le processus d'un apprentissage 214
2.1.1 Trouver une fille, se jouer des identités 217
2.1.2 La scène nocturne comme lieu de travail 219

3 LE MARCHÉ HEBDOMADAIRE 221
3.1 La vente ambulante en Espagne 221
3.2 *El rastro* ou « l'autre Salamanque » 222
3.2.1 Les différents types de vendeurs sénégalais 226
3.2.2 Les vendeurs de disques sénégalais : tactiques et accords informels 231
3.2.3 Quitter le marché 236

CHAPITRE VII 239
LE QUARTIER DE GARRIDO NORTE 239

1 HISTOIRE DU QUARTIER 239
1.1 L'arrivée des migrants à Garrido Norte 240
1.2 Représentation actuelle du quartier 243
1.3 La mosquée 244

2 INVESTIR DANS LE COMMERCE : ENTRE OPPORTUNITÉ ET APPROPRIATION 246
2.1 Principales caractéristiques des commerces et des commerçants 247
2.2 Le bar japonais Tokyo 255
2.3 Le bar brésilien Samba 261
2.4 La crise et ses conséquences 267
2.4.1 Laisser son commerce 268
2.4.2 Circuler pour mieux s'installer 269

CHAPITRE VIII 273
PRATIQUES DE CIRCULATION ET DE PASSAGE 273
1.1 Pierre, Cameroun 273
1.2 Djibril, Guinée 281
1.3 Akim, Algérie 286

1.4 Mohammed, Sénégal 290

CONCLUSION 295

BIBLIOGRAPHIE 301

TABLEAUX ET CARTES, VUE D'ENSEMBLE 314

ANNEXES 316

1 Questionnaire réalisé auprès des migrants commerçants à Garrido Norte 316

2 Grille d'observation pour les commerces ethniques à Garrido Norte 316

3 Les grilles d'entretiens 317

4 Les données issues du questionnaire réalisé auprès des migrants commerçants à Garrido Norte. 323

5 Les informateurs : vue d'ensemble 328

6 Les cinq premiers groupes d'étrangers en Espagne par province (2008) 333

7 Exemple d'entretien retranscrit 335

Introduction

Cette thèse s'inscrit à la fois dans un questionnement théorique sur les mobilités migrantes et dans un parcours migratoire personnel. Apporter quelques aspects de ma propre histoire migratoire me permet de renseigner le lecteur sur mes choix de terrain, de questionnements et de démarches méthodologiques.

Le double parcours

J'étais encore au lycée lorsque je décidai de partir en France. Je rêvais d'apprendre la langue de Baudelaire sous les palmiers de la Méditerranée. À cette époque, pour moi, la France c'était le Sud. Ce fut cependant dans le Nord que je partis, dans un village situé tout près de la frontière belge. « La France a une frontière avec la Belgique ? » fut la première question qui me vint lorsque j'appris qu'une famille française de cette région était prête à m'accueillir[2]. Durant une année scolaire, je participais à la vie familiale des Bauduins, j'allais en Belgique le week-end et je fréquentais le lycée Châtelet de Douai la semaine. Je ne parlais pas français et aucun soutien spécialisé ne me fut proposé. Cela ne m'apeurait cependant pas : j'étais heureuse d'écouter, d'observer. *Car tout ce que j'entendais et observais, c'était différent.* Et petit à petit, je parvins à donner du sens à ces différences.

Au terme de cette première expérience migratoire, je rentrai dans mon petit village norvégien d'Øyer. Je terminai le lycée et repartis en France l'année suivante : je voulais y suivre des études en sociologie. Mes candidatures à Rennes et à Bordeaux, les deux universités qui me paraissaient les plus appropriées, ne furent cependant pas retenues. « Niveau de français trop faible et manque de motivation », me communiqua l'une d'entre elles[3]. *Je me sentis exclue et incomprise*. Le Centre culturel français à Oslo trouva une solution : des études de langue française pour étrangers (FLE) à l'Université de Poitiers. C'était la première fois que j'entendis le nom de cette ville qui allait devenir mon lieu d'ancrage – d'une manière ou d'une autre – durant de nombreuses années. Mon année en FLE mit en attente mon projet d'études sociologiques. Elle me permit cependant une entrée

[2] Je partais en effet dans le cadre d'un programme d'échanges pour lycéens.

[3] À cette époque, les étudiants européens (Espace économique européen inclus) devaient encore passer un test de français et envoyer un dossier de candidature plutôt important afin de pouvoir intégrer l'Université française.

mesurée dans le monde universitaire français. J'appris alors, entre autre, à prendre des notes, à rédiger des textes selon les normes d'une dissertation. Bref, cette manière autre d'étudier. L'année suivante j'entamais, enfin, mon cursus en sociologie à l'Hôtel Fumé dans le centre de Poitiers. Je ne connaissais personne dans ma promotion. Mes notions en français demandaient à être perfectionnées : lorsque, en DEUG 1, le Professeur Gilles Ferréol indiqua le titre d'un de ses cours – « la délinquance juvénile » – je ne comprenais ni le mot « délinquance » ni celui de « juvénile ». Mais ma joie de me retrouver dans un tel cadre – si différent, nouveau et riche – l'emportait presque toujours sur un éventuel « dégrisement ».

Lorsqu'en troisième année, l'année de la Licence, l'opportunité de réaliser notre propre enquête nous fut donnée, mon choix de sujet se dirigea vers les étudiants chinois à Poitiers. Comme je l'écrivis alors dans l'introduction du rapport de la pré-enquête, en justifiant ce choix, « ayant moi-même quitté mon pays d'origine pour faire des études en France il y a cinq ans, le sujet des étudiants asiatiques "me parlait". Que l'expérience puisse jouer concernant le choix d'un sujet, j'ai pu le remarquer en lisant un extrait de *L'Étranger* d'Alfred Schütz. Ce dernier émigra aux États-Unis quatre ans avant de publier *L' Étranger* en 1940 » (Odden, 2003). Cette enquête me donna goût aux recherches empiriques, *cette rencontre avec l'Autre que je trouvais si captivante, attirante. Cette aventure.* De même, elle m'apprit à inclure dans la démarche l'histoire sociale du chercheur ; « la scruter et l'interpréter » (Mills, 1967, *in* Beaud et Weber, 2003 : 38).

Portée par mon envie d'apprendre l'espagnol et de réaliser un mémoire de recherche sur les migrations en Espagne – j'avais dans les médias observé avec beaucoup de curiosité le phénomène des *pateras*, ces embarcations de fortune qui débarquaient dans le Sud du pays – je me retrouvai en Master 1 en Espagne. Si mon projet de départ était celui d'aller sur la côte, justement pour étudier les dynamiques migratoires liées aux *pateras*, un accord institutionnel me conduit à Salamanque. De nouveau, je me retrouvais dans une ville dont le nom m'était, peu avant, inconnu. De nouveau, *ma destination fut définie en fonction du contexte rencontré.* Il en était alors de même pour mon sujet de recherche. Puisque je me trouvais désormais à Salamanque, je désirais étudier les migrants dans cette même ville. Une première particularité de la ville me fut alors vite présentée : « À Salamanque, il n'y a pas de migrants ». À l'Université, on me conseilla même de changer de sujet. Les Norvégiens sur la côte me furent proposés comme sujet alternatif. Je refusai. D'abord parce qu'étudier « les Norvégiens » ne correspondait pas à mon envie d'aller vers l'Autre, ensuite parce qu'un terrain lointain ne favorisait pas la démarche que je souhaitais entreprendre : celle d'une immersion dans la

durée. Dès lors commença mon souhait de rendre cette migration *a priori* invisible, visible ; cette migration salmantine si peu étudiée.

Lors de mon année en Master 1, je choisis de construire ma description et mon analyse autour de la notion de réseaux sociaux. Pour ce faire, je me concentrais sur le cas des Argentins, Roumains et Sénégalais. Je cherchais plus précisément à connaître « le rôle des réseaux sociaux dans le processus d'intégration des migrants ». L'année d'après, en Master 2, j'étais de retour à Poitiers. Je choisis alors de poursuivre mes recherches sur la ville de Salamanque. Je me concentrai sur le cas des Sénégalais, le groupe auprès duquel je parvins à négocier une certaine place. Aussi, désormais influencée par une tradition « migrinterienne », j'abandonnai la notion d'intégration au profit de celle de mobilité. Salamanque suscita curiosité et intérêt, chez moi mais aussi chez mes collègues. Ainsi, entreprendre des études doctorales avec comme point de départ Salamanque se présenta comme une opportunité me permettant de développer une réflexion autour des mobilités migrantes dans une ville moyenne intérieure, encore peu marquée par les migrations[4]. Par de nombreux séjours sur le terrain, *une pratique circulaire entre la France et l'Espagne*, se dessinait un questionnement dont les fils conducteurs – les notions clés – devinrent de plus un plus clairs. Cette pratique circulaire correspondrait alors à la qualification de Norbert Elias des allers-retours entre terrain et théorie comme « un mouvement pendulaire ininterrompu entre deux niveaux du savoir » (Elias, 1993 : 35).

L'étape finale de ma propre histoire migratoire, et aussi celle de cette thèse, fut marquée par *une migration de retour*. Après dix à l'étranger, je décidai de rentrer. Je retrouvai alors un pays ayant évolué, des expressions qui ne me parlaient plus, un regard autre. J'étais entre les deux. Ni ici, ni là-bas. C'est dire que l'on retrouve dans mon propre parcours de nombreuses similitudes avec ceux qui seront décrits et analysés tout au long de cette thèse. Avant de préciser davantage l'objet de ce travail, je ne peux que citer Wright Mills :

> *« Vous devez donc apprendre à utiliser au profit du travail intellectuel l'expérience acquise dans la vie ; vous devez sans cesse la scruter et l'interpréter. En ce sens, le métier est le centre de vous-même, et vous entrez vous-même tout entier dans la moindre de vos créations intellectuelles. Vous « avez une expérience », c'est-à-dire que votre passé resurgit dans le présent, qu'il l'influence et qu'il circonscrit les limites de l'expérience à venir. Sociologue, vous avez pour tâche de régler ces interférences compliquées, de vous emparer de ce que vous vivez et de trier ; c'est le seul moyen*

[4] Cette thèse fut réalisée avec une allocation doctorale ministérielle d'une durée de trois ans.

d'en faire le guide et la pierre de touche de votre pensée et d'acquérir du même coup le métier d'intellectuel » (Mills, 1967, *in* Beaud et Weber, 2003 : 38).

Ville et mobilité

À partir d'une entrée par la ville, l'objet de cette thèse est d'étudier la mobilité des migrants à Salamanque d'une part, et de saisir l'évolution de l'espace urbain récepteur de cette même mobilité d'autre part. Ma démarche s'inspire des travaux qui abordent les migrants sous l'angle de leurs compétences, leurs savoir faire et leur savoir-être pour « s'organiser dans la mobilité » (Hily, 2009). Comme l'avance Dubucs, « une telle grille de lecture porte autant sur la décision de migrer et les projets qui la sous-entendent, que sur les modalités concrètes du déplacement lui-même, ou sur les pratiques de mobilité entre et dans les espaces fréquentés à l'occasion de la migration : l'accès au logement s'appréhende en termes de choix résidentiels, l'approvisionnement (alimentaire) en termes de modes de consommation, ou encore les sociabilités en termes d'identification à tel ou tel groupe d'appartenance » (Dubucs, 2009 : 9).

Ma recherche vise à produire essentiellement deux niveaux de résultats. Un premier consiste à décrire et analyser des *parcours migratoires*. Comment lire ces parcours ? À quelle logique de mobilité correspondent-ils ? Comme le souligne Arab, « là où, autrefois, on ne signalait aucun arrêt des zones de transit et de rebonds plus ou moins longues, on note aujourd'hui des étapes nouvelles, des retours en arrière qui se dessinent dans les itinéraires de ce nouveau type de migrant » (Arab, 2008 : 20). Ce sont alors précisément ces parcours marqués par des va-et-vient, des renouvellements des mouvements et des investissements dans différents lieux dont je m'efforcerai de saisir la logique. Rappelons que, dans le but de dépasser l'approche des migrations comme le simple passage d'un pays à un autre, les chercheurs s'intéressant aux mouvements des populations ont développé différents concepts qui permettent une lecture plus complète de la mobilité : transnationalisme (Basch, Glick Schiller et Blanc-Szanton, 1994) ; circulation migratoire (Doraï, Hily et Ma Mung, 1998) ; territoire circulatoire (Tarrius, 1989) ou migralité (Coulibaly-Tandian, 2008). Cette thèse vise alors aussi un bilan critique de cette littérature qui, parfois, omet le rôle de l'État. Même si les migrants parviennent, par des ressources transnationales notamment, à se soustraire à la domination de l'État, cette soustraction n'est que partielle : l'État reste le cadre de référence (Potot, 2003 ; Pian, 2009).

Cette thèse est également une interrogation sur *l'espace urbain à l'épreuve des nouvelles mobilités*. Le choix de qualifier ces mobilités de « nouvelles » fait référence à la

migration désordonnée d'une part, se distinguant des migrations ordonnées des années 1970 (Peraldi, 2002), et renvoie au passage récent de l'Espagne comme pays d'immigration d'autre part. L'évolution de la ville espagnole réceptrice des migrations internationales ouvre vers des pistes d'observations et d'analyses particulièrement riches. Des quartiers comme Lavapiés à Madrid, el Raval à Barcelone ou Ruzafa à Valence constituent aujourd'hui des véritables « mosaïques ethniques » ou coexistent une importante diversité d'origine. D'abord connus par une implantation importante de migrants, ces quartiers ont fait l'objet de nombreuses études s'intéressant plus particulièrement au commerce ethnique (Beltrán, Oso et Ribas, 2007 ; Sierre del Pozo, 2006 ; Torrez Pérez 2007). Dans cette thèse, l'analyse ne se limite pas au seul champ du commerce ethnique, mais inclut des scènes urbaines divergentes permettant de proposer une réflexion autour de la construction de l'urbanité, définie comme les relations crées à et à travers la ville (Capron et Monnet, 2000). Il s'agit, dès lors, d'interroger la transformation de la ville, la construction et la déconstruction d'espaces et de lieux de sociabilité, la négociation d'identités chez la population migrante, mais aussi chez la population autochtone et, finalement, d'interroger le rôle du migrant dans la construction de l'urbanité lorsque celui-ci n'est, finalement, *a priori* que de passage. Trois scènes urbaines ont été choisies afin d'illustrer ces dynamiques : la scène du commerce ethnique, la scène institutionnelle et la scène nocturne. Ces endroits sont fréquentés par un grand nombre de migrants, aux statuts divergents, et constituent des cadres propices à l'analyse de lieux de rencontres, de modes de sociabilités et d'expression identitaires.

Les deux niveaux de résultats ici décrits sous-entendent ainsi un troisième : celui de l'articulation entre les parcours et les manières d'investir – spatialement et temporairement – la ville. Quelle place occupe la ville de Salamanque dans les parcours des migrants ? S'agit-il d'une migration définitive, d'une migration de passage, d'une migration circulaire ? Quelles sont les formes d'ancrage et les pratiques de proximité des migrants dans la ville ? Enfin, comment la circulation et le passage permettent-ils de réinterroger l'ancrage, la supposée intégration sur le long terme ?

La notion de *projet migratoire* est proposée comme clé de lecture de la problématique posée. L'idée est qu'une telle lecture permet de saisir la logique des parcours *et* des manières d'investir la ville. Les auteurs mobilisant cette notion dans une perspective dynamique partagent l'idée selon laquelle le projet migratoire est révélateur de la capacité des migrants à se projeter dans le temps d'une part, et s'accordent sur le fait que le projet est en constante évolution d'autre part. Comme le dit Ma Mung :

> *« Le projet migratoire est sans cesse alimenté par l'acte migratoire […] Le projet migratoire ne déclenche pas la migration dans une séquence linéaire du type formation du projet puis réalisation, c'est dans une certaine mesure l'action de migrer qui permet d'en avoir l'intention. Dans ce sens, l'action précède l'intention »* (Ma Mung, 2009 : x).

Ma Mung propose aussi d'associer la notion de projet à celles de dispositions intérieures (les initiatives, le savoir-faire des migrants) et de conditions extérieures (c'est-à-dire la situation, l'environnement, le contexte dans lequel se réalise l'acte migratoire).

L'hypothèse centrale de cette recherche est ainsi celle d'un projet qui se dessine et se redessine au gré des rencontres et des opportunités. Cette hypothèse est accompagnée d'une deuxième idée directrice : circuler pour mieux s'installer, que cette installation ait lieu au pays d'accueil, au pays d'installation ou entre les deux (habiter le mouvement).

Les démarches méthodologiques de la recherche s'inscrivent dans le cadre de la socio-anthropologie et sont essentiellement qualitatives. Par des longs séjours sur le terrain, sept mois en tout[5], j'ai cherché à me « faire une place » auprès des migrants ; d'accéder à des informations qui requièrent qu'une confiance s'installe entre le chercheur et l'informateur. J'ai plus particulièrement procédé par observation, entretiens formels semi-directifs et conversations informelles spontanées. Salamanque constitue le lieu central de l'enquête, mais quelques villes et villages situés aux alentours ont également été visités. Les lieux de commerces, l'espace public, les cafés et les bars, les institutions comme les ONG ou les associations de migrants et le domicile des informateurs sont les principaux cadres de la recherche. Enfin, s'agissant de saisir la *diversité* des dynamiques contemporaines de mobilité, d'identifier différentes figures de migrants, mes informateurs sont commerçants, étudiants ou salariés, femmes ou hommes, étrangers ou Espagnols.

La structure de la thèse

Pour aborder ces différents enjeux, cette thèse est composée de trois parties. La première est consacrée aux démarches théoriques et méthodologiques. Dans le premier chapitre il s'agit de présenter de manière critique le champ conceptuel de cette étude, puis, dans le deuxième chapitre, de démontrer la posture méthodologique sur laquelle sont fondés les résultats de mes recherches. Plus qu'une simple présentation de mes choix méthodologiques, il s'agit, à partir

[5] Si l'on inclut mes années de M1 et de M2, j'ai entre 2004 et 2009 passé 18 mois à Salamanque.

d'une approche relationnelle de l'enquête de terrain – c'est-à-dire les relations entre l'enquêteur et les enquêtés (Mohia, 2008) –, de proposer une réflexion autour de la production du savoir socio-anthropologique.

La deuxième partie traite plus spécifiquement du contexte national et local dans lesquels s'inscrit cette thèse. D'abord, mon propos sera de contextualiser la situation migratoire en Espagne. Je tenterai alors, dans le troisième chapitre, de comprendre et d'analyser la transition relativement récente de l'Espagne comme pays d'*émigration* à pays d'*immigration*, les réponses politiques à cette transition et, par là, les logiques de mobilités dans l'espace migratoire espagnol. Puis, dans le quatrième chapitre, je présenterai les spécificités de Salamanque en montrant les principales caractéristiques de la ville et de sa population étrangère, notamment les étudiants étrangers.

La troisième partie revient, de manière plus focalisée, sur les pratiques de mobilités et d'ancrage. Le cinquième chapitre est consacré aux institutions et aux associations de migrants de la ville. À partir d'une sociologie des rencontres, il s'agit d'appréhender ces lieux comme des lieux où se créent des nouvelles relations. Il sera également question de leur rôle identitaire. Enfin, il sera surtout question de la manière dont les migrants utilisent ces institutions, se les approprient afin de les utiliser comme une ressource. Le chapitre suivant, le chapitre six, traite des manières d'investir la ville. Quartiers, parcs, scène nocturne, marché hebdomadaire : dans quelle mesure et comment les informateurs pratiquent-ils ces lieux ? Quelle signification peut-on donner à ces pratiques et quelles sont les (nouvelles) relations qui s'y créent ? Le chapitre sept porte plus spécifiquement sur le quartier Garrido Norte. Mon propos sera de décrire l'évolution de la zone, les tactiques d'insertion des migrants commerçants et les nouvelles formes de relations sociales qui s'y établissent. Il s'agira aussi de discuter de la survie des petits commerces et de replacer les parcours et les projets des migrants dans le contexte actuel. Enfin, on se demandera dans quelle mesure on peut penser les démarches des migrants commerçants comme modalités pratiques relevant de la circulation migratoire et des migrations de transit. Le chapitre huit est consacré à l'exemple de quatre cas précis de carrières migratoires. L'objectif sera de décrire et d'analyser de manière fine et précise les parcours de certains de mes informateurs.

1ere PARTIE : DÉMARCHES THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES

CHAPITRE I
POSITIONNEMENT THÉORIQUE

L'objectif de ce chapitre est de situer le cadre théorique dans lequel s'inscrit ce travail et de discuter des concepts que je mobiliserai. Je vais dans un premier temps aborder trois concepts qui ont émergé au sein de la sociologie des migrations afin de dépasser l'approche des migrations comme le simple passage d'un pays à un autre : le *transnationalisme*, la *circulation migratoire* et, enfin, la *mobilité*. J'aborderai également la notion de réseaux sociaux, étroitement liée aux trois premières. Je vais ensuite aborder le choix de procéder par une entrée par la ville. Enfin, je m'arrêterai, dans un troisième temps, plus longuement sur la notion de projet migratoire, notion clé de cette thèse.

1 QUELS CONCEPTS POUR UNE SOCIO-ANTHROPOLOGIE DE LA MOBILITÉ ?

1.1 Le transnationalisme

1.1.1 Le vocabulaire du transnationalisme

Afin de lire le champ international non étatique, émerge dans les années 1970 le concept du transnationalisme. Longtemps confiné aux chercheurs nord-américains, le vocabulaire du transnationalisme connait aujourd'hui un certain succès dans les milieux académiques européens. Cependant, des divergences existent entre l'approche nord-américaine et européenne du transnationalisme, de même que chaque discipline scientifique a développé sa propre production et sa propre définition. Je n'en retiendrai ici que deux, essentielles pour la compréhension de l'utilisation de ce concept : l'approche économique et l'approche socio-politique.

L'approche économique place l'entreprise transnationale, qui se caractérise par sa capacité de déployer son activité dans différents pays, au centre de l'analyse. Lubbers (2003), haut-commissaire aux réfugiés des Nations Unies, définit ainsi l'entreprise transnationale :

> *« Une entreprise transnationale est une société qui gère des investissements étrangers et produit des biens ou des services dans plus d'un pays. Les entreprises transnationales sont d'importants acteurs globaux possédant des ressources considérables. Elles sont de moins en moins à un pays en particulier et deviennent de plus en plus virtuelles »* (Lubbers, 2003, cité par Lafleur, 2005 : 10).

Cette définition, à laquelle, selon Lafleur, on associe le plus souvent le transnationalisme, met en avant l'effacement de l'État-nation au profit de l'activité économique (Lafleur, 2005 : 10).

L'approche socio-économique quant à elle « insiste sur les conséquences qu'a la mondialisation de l'économie sur les pratiques des individus et plus particulièrement des migrants » (*ibid*). L'accent est mis sur la mobilité de l'individu (le migrant) et sur les capacités de cet individu à maintenir des liens avec son pays d'origine. Les « artisans » de cette approche, pour reprendre l'expression de Berthomière et Hily (2006), sont principalement Glick Schiller et ses collègues. Ils définissent ainsi le transnationalisme :

> *« Nous définissons le transnationalisme comme les procédés par lesquels les migrants forgent et maintiennent des relations sociales multiples et créent de la sorte des liens entre leur société d'origine et la société où ils s'installent. Nous appelons ces procédés « transnationalisme » pour insister sur le fait que de nombreux immigrés construisent aujourd'hui des sphères sociales qui traversent les frontières géographiques, culturelles et politiques traditionnelles. Un élément essentiel du transnationalisme est la multiplicité des participants des immigrés transnationaux (transmigrants) à la fois dans le pays d'accueil et d'origine. Nous sommes cependant toujours à la recherche du vocabulaire adapté pour décrire ces nouveaux espaces sociaux »* (Basch, Glick Schiller et Blanc-Szanton, 1994 : 7, traduits et cités par Lafleur, 2005 :11).

Lafleur retient comme dénominateur commun pour ces deux définitions du transnationalisme (économique et socio-politique) « l'identité comme détachée d'un territoire exclusif » (Lafleur, 2005 : 11) et montre que leur différence réside dans leurs disciplines respectives. Si la définition économique relève plutôt des sciences économiques et commerciales, la définition socio-politique relève plutôt de la science politique, de la sociologie et de l'anthropologie. Dans les lignes qui suivent, c'est la dernière qui sera discutée.

Un premier apport des « études transnationales » est celui de rompre avec la dualité espace d'origine et/ou espace d'installation et d'ouvrir vers une interrogation sur le continuum entre les sociétés d'origine et les sociétés d'accueil « qui ne forment plus qu'un seul et même

espace de l'arène de l'action sociale » (Brettell, 2000 : 104-105, cité par Berthomière et Hily, 2006 : 71).

Comme l'avance Lacroix, « les réseaux transnationaux attirent généralement l'attention par leurs contournements de frontières, leur immersion dans l'illégal et leur apparition dans les zones grises de l'infra-légal » et « le transnationalisme a longtemps été considéré comme une « anti-monde » (Lacroix, 2005 : 23). La construction du transnational peut alors être lue comme la tentative des migrants de dépasser une fracture subie : l'émigré-immigré ne se sent jamais à sa place, ni ici, ni là bas, d'où la construction sociale de l'espace transnational, un espace qui inclut ici et là bas, et de la figure du transmigrant.

1.1.2 Une notion adéquate ?

Le transnationalisme reste aujourd'hui discuté. Lafleur avance qu'une première difficulté liée à l'usage de ce concept est celle de la tendance à « définir tout phénomène migratoire contemporain comme transnational » (Lafleur, 2005 : 21). Portes a défini trois conditions qui doivent être remplies pour pouvoir désigner une activité ou un phénomène comme transnational : «1) une part significative de la communauté concernée est impliquée dans les activités transnationales […], 2) les activités se produisent de manière stable et récurrente […], 3) le contenu de ces activités n'est pas recouvert par un autre concept » (Portes, 1999, traduit et cité par Lafleur, 2005 : 22).

Lacroix, lui, avance une toute autre difficulté liée à ce concept : «[le transnationalisme] s'est construit autour d'une opposition forte entre deux sphères : celle des réseaux et des territoires, de la mobilité et du "statique", de la nation transcendante et du communautarisme transnational… Aujourd'hui, cette opposition stricte est mise à mal » (Lacroix, 2005 : 23). Lacroix propose alors de repenser le transnationalisme en développant une approche qui laisse de la place à « l'observation des rencontres et des articulations des différents acteurs » (*ibid.*), soit les interactions entre différents groupes tels la société d'accueil ou de départ *et* les groupes transnationaux. Berthomière et Hily vont dans le même sens que Lacroix en proposant de « poser le regard en dehors du champ délimité du devenir national et de privilégier une démarche où l'observation renseigne sur le quotidien des sociabilités dans l'espace public » et de « chercher à saisir dans l'événement de la rencontre le sens des conflits, des ajustements, des petits arrangements et autres accommodements bien plus que de penser les appartenances dans des cadres normatifs (Berthomière et Hily, 2006 : 80).

Dans cette thèse, je ne m'efforcerai pas de définir, selon les critères établis par Portes, si un phénomène ou une activité est « transnational ou non ». Il s'agirait plutôt de développer la piste énoncée par Berthomière et Hily. J'utiliserai le terme de transnationalisme pour souligner qu'un phénomène ou une activité implique deux ou plusieurs État-nations et, par là, pour souligner l'échelle internationale des mouvements spatiaux et relations sociales actuelles. La notion de transnationalisme sera ainsi, dans cette thèse, appréhendée plus comme un outil descriptif qu'un objet proprement dit. Enfin, pour revenir sur les divergences entre l'approche nord-américaine et l'approche européenne du transnationalisme, citons Potot qui avance que « si dans les deux cas, le constat de la transnationalisation des migrations contemporaines rend définitivement obsolète les conceptions de l'immigration comme processus d'assimilation dans le pays d'accueil, aux États-Unis la notion de transnationalisme fait référence aux pratiques de *migrants bipolaires*, socialement ancrés dans le pays d'accueil et dans celui du départ, alors qu'en France, les nouveaux flux migratoires en Europe sont plutôt analysés en termes de *mobilité* ou de *circulation migratoire »* (Potot, 2003 : 18).

1.2 La circulation migratoire

L'introduction dans la recherche dans les années 1980 de la notion de circulation migratoire (Hily, 2009 : 24) témoigne, comme pour la notion de transnationalisme, du besoin d'un vocabulaire permettant de décrire la complexité croissante des phénomènes de la mobilité.

1.2.1 « Circuler », un phénomène ancien

Si le terme de « circulation migratoire » est relativement récent, le phénomène ne l'est pas : de nombreux travaux, historiques notamment, ont décrit une pratique de circulation. Ceux sur la circularité des étudiants au Moyen Âge, l'ouvrage d'Anderson sur le *hobo* de 1923 (Hily, *ibid*.) ou encore ceux sur les mobilités répétées des travailleurs tout au long du XXe siècle en constituent des exemples (Cortes et Faret, 2009 : 11). Depuis les années 1950, ce sont les termes comme « champ migratoire », « espace migratoire », « noria » ou « migrations pendulaires » qui sont mobilisés pour donner du sens aux déplacements et aux modes d'organisation des migrants d'alors (Hily, *ibid*.). Puis, avec les dynamiques de reconfiguration et de complexification des processus de migrations internationales apparaissent des termes tels « migrant », « circulant », « transmigrant », « territoires circulatoires », « réseaux transnationaux », « diaspora »… (*ibid*.). C'est par ailleurs Mabogunje qui, en 1970, parle déjà

de la nécessité d'étudier la migration comme « circulaire, interdépendante et comme un système progressivement complexe et se modifiant lui-même (Mabogunje, 1970, cité par Hily, 2009 : 25). Mary, Lim et Zlotnik utilisent un vocabulaire similaire en 1992 (Hily, *ibid*.).

Quant à la définition de la circulation migratoire, elle correspond, selon Berthomière et Hily (2006), à une démarche qui « tente de tenir compte à la fois des espaces concernés par les migrations, des déplacements accrus des personnes entre différents lieux et des flux matériels (biens, services, remises) et idéels (normes, valeurs, représentations) induits par les migrations ». Il ne s'agit donc pas seulement d'un type de migrations de personnes, mais d'un processus plus global[6].

1.2.2 L'usage de la notion de circulation migratoire

Aujourd'hui, on retrouve l'utilisation de la notion de circulation migratoire dans diverses disciplines qui privilégient une approche dynamique des migrations plutôt que l'approche en termes d'insertion ou d'intégration. Parmi les études qui proposent une véritable réflexion autour de cette notion, il faut citer *Le bilan des travaux sur la circulation migration* (Dorai, Hily, Loyer et Ma Mung, 1998) qui dresse, comme son nom l'indique, un bilan des travaux sur les mobilités contemporaines et retrace plus particulièrement la généalogie du concept de circulation migratoire, tout en discutant sa filiation avec d'autres concepts développés dans la recherche française ou anglo-saxonne. En 2009, dans un ouvrage collectif, sous la direction de Cortès et Faret, *Les Circulations transnationales. Lire les turbulences*, on note le passage de « circulation migratoire » à « circulation transnationale ». Cette dernière notion est peut-être plus facilement transposable à l'échelle internationale, car celle de « circulation migratoire » est avant tout une notion « française ». Comme le précise Hily, dans la littérature anglophone, « l'équivalent de la notion de "circulation migratoire" – *migratory circulation* – est peu utilisée. On lui préfère celles de *circular migration* ou de *circulatory migration*, qui insiste sur la dimension de migration plutôt que sur celle de la circulation » (Hily, 2009 : 25). Comme nous l'avons déjà indiqué, c'est la notion de transnationalisme qui, dans la littérature anglophone, est privilégiée et qui se rapproche le plus de la conception « française » de la circulation migratoire.

---

[6] Cette démarche est proche de la définition de la mobilité d'Urry (2005). Ce dernier parle du « voyageur du corps », des «mobilités d'objets », des «mobilités imaginées » et du « voyage virtuel ».

Pour définir l'espace social dans lequel les migrants se déploient, Tarrius (1993) propose la notion de *territoire circulatoire*. Pour lui, ces territoires impliquent autant un aspect spatial, inscrit dans le mouvement, qu'une composante sociale et relationnelle, propre à ce dernier. Plus récemment Coulibaly-Tandian, dans une thèse sur la population sénégalaise à Toulouse et à Barcelone, a proposé la notion de *migralité.* Ainsi écrit-elle : « Plus que celui de "*circulation migratoire* ", le concept de "*Migralité*" rend mieux compte, à notre avis, de la multiplicité des formes de circulations et de sédentarité et exprime davantage cette tension permanente entre ces différents formes et pratiques socio-spatiales et économiques ». Coulibaly-Tandian démontre ainsi que les pratiques de certains de ses informateurs se retrouvent dans une situation qu'elle qualifie comme étant *entre* la migration (selon l'auteure souvent appréhendée comme définitive) et la mobilité (ici « nouveau migrant nomade ») : « Le retour devient circulation, l'installation se conjugue avec la mobilité, la circulation remplace l'installation et/ou la complète » (Coulibaly-Tandian, 2008 : 21-22). Je souligne cependant que c'est moins la notion que l'on choisit, que l'utilisation que l'on en fait, qui importe dans un travail scientifique.

Concernant les apports de l'approche en termes de circulation migratoire, on retient, pour cette recherche, avant tout, l'attention qu'il convient de porter, dans une perspective socio-anthropologique, aux modes d'organisation des migrants, plus ou moins stables, aux réaménagements répétés liés aux contraintes, aux attitudes telles que la confiance, l'engagement, la parole, aux capacités de ruser, marchander, se débrouiller et aux compétences circulatoires et relationnelles. Enfin, on note que la plupart des études sur la circulation migratoire portent sur des activités économiques, formelles ou informelles. Or, mes recherches empiriques en Espagne ont permis d'identifier des pratiques de circulation qui ne s'inscrivent pas toujours dans ce cadre précis. L'objectif ici est alors de comprendre cette mobilité souvent réengagée (et par là une pratique de circulation), ces trajectoires de plus en plus complexes. L'hypothèse qui accompagne cette façon d'appréhender la circulation migratoire est celle de *circuler pour mieux s'installer*.

1.3 La mobilité

Une première question qui se pose lorsque l'on étudie la mobilité est celle de sa définition. *Le Petit Robert* (2001) définit la mobilité comme 1) « [le] caractère de ce qui peut se mouvoir ou être mû, changer de place, de position » et comme 2) « [le] caractère de ce qui change rapidement d'aspect ou d'expression ».

1.3.1 La sociologie de la mobilité

Quelle est la place qui a été donnée à la mobilité dans la sociologie est quel en a été l'usage ? Comme le rappelle Bourdin, dans la tradition sociologique, la mobilité n'existe que dans deux définitions : celle de la mobilité spatiale et celle de la mobilité sociale. Dans cette sociologie, l'échelle de référence est celle des sociétés, soit des ensembles considérés comme des organisations structurées avec des institutions, une culture, une organisation sociale spécifique… Si l'on peut entrer et sortir de ces structures, comme le fait le migrant, dans l'analyse de ces dernières, la stabilité et l'intégration priment sur la mobilité et les transformations. Cette sociologie privilégie alors les systèmes normatifs, les contraintes qui s'exercent sur l'individu, les grands groupes et phénomènes collectifs ou les conflits sociaux comme la lutte des classes. Dans la tradition sociologique, la mobilité n'occupe alors qu'une place mineure dans la problématique du changement social (Bourdin, 2005 : 7-8).

Simmel est l'un des pionniers parmi les auteurs classiques à avoir abordé la mobilité, et plus particulièrement celle des migrants. Dans son célèbre texte sur l'« étranger», Simmel écrit : « On ne conçoit pas ici l'étranger au sens du vagabond, qui vient un jour et repart le lendemain, mais de celui qui vient un jour et reste le lendemain » (Simmel, 1998 [1908] : 663). Simmel analyse ainsi « les relations sociales en fonction du degré d'" étrangeté" qui intervient » (Bourdin, *ibid*) et se situe dans la sociologie classique naissante (société stable, organisée). Néanmoins, les interrogations de Simmel ouvrent bien sur la mobilité. Ainsi écrit-il que « comme l'humanité ne peut acquérir l'existence que nous lui connaissons que par sa mobilité, les changements de lieu au sens strict, la migration, produisent pour ses interactions une foule de conséquences. Du point de vue du sociologue, le critère fondamental de classification de ces phénomènes est : quelles formes de socialisations s'établissent dans un groupe de migrants par contraste avec un groupe fixé dans l'espace ? Quand un groupe non pas en entier, mais certains de ses éléments migrent, quelle formes en résultent pour le groupe lui-même et pour les personnes migrantes ? » (Simmel, 1998 [1908], cité par Bourdin, 2005 : 10).

Plus récemment, John Urry, sociologue britannique, propose de ne plus penser la société comme un ordre, une structure et une reproduction au sein de l'État comme l'ont fait les fondateurs de la sociologie. En faisant allusion à Durkheim, il propose « de nouvelles règles de méthode sociologique » (2005 : 31). En effet, selon Urry, les mobilités franchissent les frontières nationales, ce qui rend problématiques les pouvoirs des sociétés. Il remet alors en cause le concept même de société et plaide pour une sociologie « post-sociétale » allant

« au-delà des sociétés », soit une véritable sociologie des mobilités. Et puisque les mobilités forment et reforment la vie sociale et l'identité sociale, et ce de manière continue, Urry remet en cause le concept d'intégration tel qu'il a longtemps été conçu (reproduction de l'identique au sein d'une société territoriale). Urry se démarque par ailleurs « de la prise en compte des mobilités verticales » et tente, plus précisément, de « construire une autre approche de la mobilité qui explore les liens entre personnes mobiles, motifs des mouvements et effets sur la vie et l'organisation sociales » (Dureau et Hily, 2009 : 14).

Bourdin, quant à lui, définit la mobilité, de manière large, comme « l'ensemble des techniques et des comportements qui permettent l'accès à des ressources sociales désirées. Plus celles-ci sont diverses et changeantes, plus l'acteur est demandeur de moyens pour les atteindre, plus la mobilité devient centrale » (Bourdin, 2005 : 9). Cette définition s'aligne plus largement sur les travaux qui considèrent la mobilité comme « ressource » ou « compétence » (Morokvasic, 1998, 1999 ; Rémy, 2000, 2004). Dès lors, la mobilité apparaît comme une construction libre et individuelle, centrale dans le parcours social des acteurs, s'inscrivant dans une sociologie de l'expérience.

Dans ce présent travail, je définis la mobilité comme les déplacements dans l'espace et les transformations sociales que ces déplacements engendrent d'une part, et la capacité des individus à accéder à cette mobilité d'autre part (Dureau et Hily, 2009, Ma Mung, 2009).

1.3.2 L'anthropologie du mouvement

L'étude de la mobilité n'est pas propre à la sociologie. Alain Tarrius plaide, comme Urry, pour une approche allant au-delà des structures définies. Il propose plus précisément d'appréhender la mobilité comme un paradigme de recherche et invite à en faire une véritable « anthropologie du mouvement » (Tarrius, 2000 : 41). C'est à partir de ses recherches sur les ouvriers lorrains de Fos-sur-Mer que Tarrius débute ses interrogations sur la mobilité. Découvrant que les usages (professionnels, sociaux et culturels) de l'espace de ces ouvriers diffèrent de ceux de la population locale, Tarrius émet, dés 1985-1986, l'idée selon laquelle l'analyse ne peut pas s'arrêter à un seul espace local (Alioua, 2008[7]). Il va par la suite construire ses recherches autour de la triade espace-temps-identité (Tarrius, 2000 : 39) qu'il conjugue au paradigme de la mobilité. Ainsi écrit-il :

---

[7] Je reprends ici un entretien réalisé avec Tarrius par Alioua.

« Ces approches, conjuguées en un paradigme de la mobilité, initient une anthropologie du mouvement à même de comprendre comment les traversées de l'espace sont toujours aussi des traversées des hiérarchies sociales. Appréhender les groupes sociaux à partir de leurs mobilités spatiales présente dont un intérêt majeur : toute mobilité, sociale, culturelle, économique, fait trace dans l'espace et dans le temps ; trace des parcours, des déménagements, de l'appropriation foncière, des installations et désinstallations, des fréquentations, nouvelles ou répétées. Ainsi est suggéré, dès lors que nous sommes très soucieux d'articuler les divers rapports entre espaces et temps des échanges, un paradigme de la mobilité ; espace et temps fournissent alors de remarquables facilitateurs à la compréhension de ce paradigme, précisément par les traces qu'ils expriment » (Tarrius, 2000 : 41).

Les populations étudiés sont diverses : les réseaux maghrébins des économies transfrontalières, les déplacements d'élites professionnelles internationales, les réseaux internationaux des trafiquants d'héroïne, les migrants irlandais et leur rôle dans la transformation du quartier Dockland à Londres, les nouvelles formes de nomadisme des Gitans (Tarrius, 2005 : 21)[8] et les réseaux et la circulation des Afghans (2007)[9]. Les travaux de Tarrius ont à voir avec la problématique simmelienne concernant « la tension permanente entre nomadisme et sédentarisme qui précarise l'inscription dans un lieu de la ville, ou celles de Park définissant l'homme marginal comme s'affranchissant peu à peu de son appartenance à des collectifs identitaires pour tenter d'en instaurer d'autres » (Mazzella, 2004 : 21). La démarche de Tarrius est compréhensive et attribue aux migrants des compétences et initiatives. Elle se distingue alors de la démarche dite classique, « trop habituée à considérer les phénomènes sociaux dans leur stabilité » (Bourdin, 2005 : 20). Quant à sa méthodologie, elle se particularise par des données très fines que « seules l'observation ethnographique, l'approche micro [et] l'enquête qualitative permettent » (Alioua, 2008 : 10). L'approche théorique et méthodologique adoptée dans cette thèse est fortement inspirée des travaux de Tarrius. Je reviendrai aux apports de la sociologie tarriusienne pour cette thèse à plusieurs reprises. Jusque là, il a surtout été question de démontrer l'évolution du concept de mobilité et de montrer comment ce concept est passé d'un concept mineur (la sociologie des fondateurs) à un concept majeur (sociologie contemporaine) au sein de la sociologie.

---

[8] Je reprends ici une courte synthèse réalisée par Tarrius lui-même (2005).

[9] Je fais ici référence au dernier ouvrage de Tarrius : *La remontée des Sud. Afghans et Marocains en Europe méridionale* (2007).

1.4 Les réseaux sociaux

En sociologie, l'utilisation des concepts tels que ceux de mobilité, de transnationalisme ou de circulation migratoire est étroitement liée à la notion de réseaux sociaux. Cette dernière est aujourd'hui d'un usage fréquent. Il ne s'agit pas ici de faire un bilan exhaustif des travaux sur les réseaux sociaux. Je vais en revanche procéder par un bref détour historique de cette notion, pour ensuite préciser le sens que je donne à ce terme de façon à le rendre heuristique pour la problématique développée dans ma thèse.

Mercklé définit les réseaux sociaux comme l'ensemble d'unités sociales et les relations que ces unités (individus, groupes informels d'individus, organisations formelles comme des associations, des entreprises, des pays) entretiennent les unes avec les autres : transactions monétaires, transferts de biens, échanges de services, transmissions d'informations, de perceptions ou de contacts physiques et plus généralement « toute sorte d'interactions verbales ou gestuelles » (Mercklé, 2004 : 4).

C'est à l'anthropologue Barnes (1954) que l'on doit l'emploi du terme *réseau social*. À partir d'une étude sur un village de pêcheurs norvégiens, Barnes a tenté de rendre compte des liens reliant les habitants de ce lieu. Il distingue trois « champs » dans son étude : 1) un champ territorial, considéré comme la source de relations stables, entre voisins (entraide, pratiques religieuses communes…) ; 2) un champ produit par le système industriel, constitué d'unités autonomes mais interdépendantes et 3) un champ se référant au système de classes, rassemblant des liens d'amitiés, hérités ou construits. Pour Barnes, ce troisième champ traverse les deux autres : c'est précisément par les relations issues de ce champ qu'un marin va trouver du travail sur un nouveau bateau par exemple. On retiendra également de l'étude de Barnes son idée selon laquelle tous les individus de l'île qu'il étudie « peuvent être indirectement reliés entre eux par une chaîne qui ne comprend vraisemblablement pas plus de quatre relations d'interconnaissance. Surtout, pour Barnes, ce réseau est potentiellement illimité : il ne s'arrête pas avec l'unité territoriale ou l'unité de production et relie la commune de Bremnes à d'autres communes, et, au-delà, au monde entier » (Cusset, 2007 : 42).

Milgram, dans son célèbre article « The Small world Problem » (1967), a par la suite démontré empiriquement les intuitions de Barnes. Ce psychologue social américain a cherché à connaître « le nombre moyen d'intermédiaires se connaissant mutuellement qu'il serait nécessaire de mobiliser pour relier deux individus pris au hasard de la société américaine » (*op. cit.*, 2007 : 43). L'expérience de Milgram, basée sur un échantillon d'une centaine de personnes, a montré que ce nombre était de 5.2 intermédiaires. D'autres expériences ont suivi,

montrant en effet que le monde constitue « un vaste réseau de relations où chaque individu est beaucoup plus proche de n'importe quel autre que ce qu'il imagine » (*ibid.*).

Nonobstant, même s'il revient à Barnes d'avoir inventé la notion de réseau social, et à Milgram d'avoir démontré son utilité de façon empirique, c'est Simmel qui est considéré comme le père fondateur des analyses en termes de réseaux. L'œuvre de Simmel a par la suite influencé l'École de Chicago et l'interactionnisme symbolique. Pour Forsé, la « science des formes de l'action réciproque » de Simmel peut se traduire de la façon suivante : « Il [Simmel] ne veut pas dire autre chose, dans notre vocabulaire d'aujourd'hui, qu'elle est la science des structures des relations sociales » (Forsé, 2002, cité par Mercklé, 2004 : 15).

Les études sur les réseaux ont par la suite pris différentes directions, se distinguant par des méthodologies et des questionnements différents. Dans ce travail, c'est une interrogation sur la construction du lien social que je retiendrai, les relations dont dispose ou se crée un individu et les ressources auxquelles il peut ainsi accéder. Outre l'influence de Simmel, de l'École de Chicago et plus particulièrement de l'interactionnisme symbolique dans ma manière d'appréhender les réseaux, ma démarche s'inspire également de la thèse développée par Granovetter (1973) dans son célèbre article « The Strenght of Weak Ties ». Granovetter montre que les liens « faibles », les simples « connaissances », peuvent se révéler d'une grande richesse. L'auteur démontre que les liens forts ne nous font pas sortir du groupe d'affinité. En revanche, les liens faibles quant à eux forment des « ponts locaux » permettant aux individus de sortir du groupe d'origine et, ainsi, de se connecter à d'autres groupes. Ces « ponts » offrent alors l'opportunité d'accéder aux informations qui ne sont pas disponibles dans le cercle des liens forts. Par une étude du marché du travail, Granovetter montre ainsi que l'on trouve « plus souvent un emploi grâce à une simple connaissance que grâce à des personnes avec lesquelles on entretient des relations fréquentes et fortes » (Cusset, 2007 : 44). La thèse de Granovetter permet de sortir de l'idée selon laquelle les réseaux migratoires sont des réseaux communautaires fermés.

1.4.1 La notion de capital social

Avant d'aborder la notion de réseaux sociaux dans l'étude des migrations, il me semble nécessaire d'évoquer brièvement la notion de capital social.

On distingue deux façons d'aborder la notion de capital social en sociologie. Une première est celle qui se conçoit essentiellement du point de vue des individus, assimilant le capital social à une ressource que les individus peuvent mobiliser, de manière stratégique ou

non. C'est le point de vue développé par Bourdieu, dans sa théorie sur les rapports de domination et les mécanismes de reproduction, et les sociologues des réseaux sociaux.

Bourdieu définit le capital social comme « les ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de "relations" ». Un réseau qui est lui-même le produit de « stratégies d'investissement social consciemment ou inconsciemment orientées vers l'institution ou la reproduction de relations sociales directement utilisables » (Bourdieu, 1980, cité par Ponthieux, 2008 : 32). Les sociologues des réseaux sociaux, tels Burt (1992) et Lin (1995), définissent également le capital social comme les réseaux et les ressources auxquelles les individus peuvent accéder, leur permettant « un avantage dans la compétition avec les autres ». Cet avantage n'est pas automatique mais « va de pair avec une obligation de réciprocité ou de compensation » (*ibid.*). Dans l'optique de l'approche développée par Granovetter, Burt introduit par ailleurs la notion de « trou structural ». On note que Bourdieu se distingue des autres auteurs ayant recours à cette notion plus par son cadre théorique, plutôt déterministe (rapport de domination et mécanismes de reproduction), que par la définition qu'il en donne. L'approche développée par Coleman est différente. Pour ce dernier, le réseau est fermé (absence de « trous » [Burt] ou de « liens faibles » [Granovetter]). Aussi, pour Coleman, le capital social correspond aux caractéristiques d'une structure sociale donnée, laissant peu de marges de manœuvres aux individus. Cusset (2007) avance ainsi que « le capital social de Coleman n'est pas vraiment un capital. Il a plutôt les caractéristiques d'une externalité positive, il est le produit de la structure » (Cusset, 2007 : 52).

L'autre façon d'envisager le capital social est celle qui le conçoit du point de vue collectif. Cette façon d'aborder le capital social a surtout été développée par le politologue Putnam (1995) dans son article « Bowling Alone : America's declining Social Capital »[10]. L'approche développée par cet auteur s'aligne sur celle de Coleman. Par une approche macro-sociale, Putnam s'interroge sur la coopération, la réciprocité et la confiance au sein d'une société et considère, de fait, le capital social comme le fondement même de la cohésion sociale. Cette approche est alors similaire de celle développée par les fondateurs de la sociologie (Cusset, 2007 : 47). L'approche de Putnam reste contestée, notamment par le fait qu'elle « amalgame sous une même appellation des phénomènes très différents (Ponthieux,

[10] R. D. Putnam, « Bowling Alone: America's Declining Social Capital", *Journal of Democracy*, vol. 6, n°1, 1995, pp. 65-78.

2008 : 33)[11]. On retient que si l'approche individualiste permet de comprendre comment l'acteur agit en société, le second s'intéresse plutôt à l'étude de la cohésion sociale.

Pour Lévesque et White (1999, 2001) le capital social se produit dans les réseaux sociaux, définis à leur tour comme un espace social. Mais comme le disent ces auteurs, « le capital social ne se réduit cependant pas à l'existence de liens sociaux organisés en réseaux ». En effet, pour eux « sa valeur résulte plutôt de l'importance des ressources présentes dans le réseau et de la façon dont ces ressources sont mobilisées pour devenir utilisables » (Lévesque et White, 2001 : 169). On note au passage que la sociologie américaine des migrations a étroitement lié réseaux et capital social. Les travaux de Espinosa et Massey (1997) sur les migrations clandestines entre le Mexique et les Etats-Unis, ceux de Portes (1998) sur les *sources* du capital social ou la contribution de Waldinger (1997) sur le rôle des normes dans la mobilisation du capital social en constituent des exemples (Potot, 2003 : 57-60).

Dans ce travail, c'est la conception des réseaux comme source de capital social et la capacité des individus de les mobiliser de façon tactique que l'on retiendra. On privilégiera cependant la réflexion en termes de réseaux à celle interrogeant plus particulièrement le capital social. La notion de réseaux sociaux me semble en effet, à elle seule, plus adaptée à notre objet de recherche.

1.4.2 La notion de réseau dans l'étude des migrations

Dans une perspective migratoire, qui est celle qui nous intéresse plus particulièrement ici, la notion de réseau social peut donc permettre de : 1) décrire et analyser les relations dont dispose l'individu et les ressources auxquelles il peut ainsi accéder ; 2) saisir le rôle du réseau dans le développement et le maintien de la mobilité et 3) interroger les dynamiques collectives des migrants, mais aussi la capacité de ces derniers à nouer des liens externes au groupe d'origine.

En France, la notion de réseau a d'abord été mobilisée « pour étudier la formation et le développement de réseaux sociaux d'immigrants en milieu urbain, en privilégiant le système d'interaction entre agents et communautés différentes » (Hily, Berthomière *et al*., 2004 : 7). Puis, se sont développés les travaux sur les réseaux transnationaux, s'inscrivant dans le cadre

[11] Voir Cusset (2007) pp. 57-62 pour une lecture plus complète des critiques qui ont été faites à l'égard de l'approche du capital social développée par Putnam, mais aussi pour les instances gouvernementales et non gouvernementales qui, malgré ces critiques, se sont inspirées des travaux de Putnam (la Banque mondiale, l'OCDE et le gouvernement canadien par exemple).

de la mondialisation et l'affaiblissement de l'État-Nation. Pour Badie (1995), « s'interroger sur les réseaux transnationaux […] consiste à analyser la construction des liens sociaux qui donnent réalité et vie à la mondialisation » (Badie, 1995 : 15). Ces travaux mettent l'accent sur la création de nouveaux espaces sociaux, allant au-delà des cadres définis par les États. Potot (2003) montre que cette approche permet d'observer « le jeu des acteurs dans les constructions sociales qu'eux-mêmes dessinent. Dès lors, elle peut décrire l'interdépendance qui lie entre eux les individus de différents mondes sociaux ou sociétaux autour de valeurs ou d'intérêts communs. La perspective qui s'intéresse aux réseaux sociaux transnationaux considère ceux-ci comme des formes sociales qui participent aux échanges internationaux parallèlement à ceux organisés par les États-nations» (Potot, 2003 : 54).

La notion de « mondes sociaux » est intéressante. Elle permet une lecture de la *construction* de mondes sociaux d'une part, puis une analyse de la capacité des individus à *circuler* entre ces mêmes mondes d'autre part. Cette approche s'inscrit plus largement dans un questionnement sur l'articulation entre itinéraires individuels (micro) et contraintes institutionnelles (macro), mais aussi sur la notion de « carrière » telle que l'ont mobilisée les interactionnistes (notamment Becker[12], 1985 [1963]). Les recherches sociologiques sur les réseaux sociaux en situation migratoire ne se limitent donc pas aux dynamiques micro (le contexte individuel), mais incluent également celles dites macro (contexte plus large). Il s'agit alors de proposer un niveau d'analyse intermédiaire, associant les interactions micro-sociales *et* les phénomènes macro-sociaux (soit un meso-niveau), démontrant la construction de réseaux à la fois locaux (quartier, ville) et internationaux.

Si Granovetter parle en termes de « liens forts » et de « liens faibles », Hily et Rinaudo évoquent les « solidarités internes » et les « alliances externes » (Hily et Rinaudo, 2002 : 93). Morokvasic (1999), dans une étude sur la mobilité transnationale des migrants de l'Europe de l'Est, parle, elle, en termes de « solidarités précaires », du moins dans la durée, mais tout de même profitables, basées sur une activité ou une expérience partagée :

> *« Pour les pendulaires, qui font des haltes de courte durée pour commercer, le fonctionnement des réseaux est encore plus dicté par leur activité. Les réseaux se*

[12] Voilà ce qu'avance Becker sur la notion de carrière dans son célèbre ouvrage *Outsiders* : « Cette notion désigne les facteurs dont dépend la mobilité d'une position à une autre, c'est-à-dire aussi bien les faits objectifs relevant de la structure sociale que les changements dans les perspectives, les motivations et les désirs des individus. Les études consacrées aux professions utilisent généralement le concept de carrière pour distinguer ceux qui "réussissent" de ceux qui ne réussissent pas (quelle que soit la définition de la réussite que l'on adopte). Mais on peut aussi l'utiliser pour distinguer divers types d'aboutissement des carrières, indépendamment de la question de la "réussite" » (Becker, 1985 : 47).

forment dans un territoire où les solidarités précaires fonctionnent le temps d'un voyage, pour se dissoudre aussitôt après et se reconstituer de nouveau avec d'autres personnes ou lors d'un nouveau trajet. Des liens ne se forment pas tant sur les bases ethniques, que sur les bases de l'expérience commune à ceux qui partagent la même route, investissent les mêmes espaces et ont à faire aux mêmes intermédiaires (agents de voyage, guides, recruteurs, logeurs, garde-frontières, douaniers) » (Morokvasic 1999 : 8).

Dans cette thèse, la notion de réseaux est donc mobilisée en tant qu'outil conceptuel permettant la description et l'analyse des modes d'organisations des populations migrantes. À partir d'une démarche prenant en compte différentes échelles (micro/macro, local/international), je m'efforcerai de décrire et d'analyser comment les individus se créent des relations et comment ces relations peuvent se révéler comme étant une ressource, tout en prenant compte du sens que les acteurs donnent eux-mêmes à leurs inscriptions dans ces mécanismes (Potot, 2003 : 56). Je reviendrai à la notion de réseau lorsque j'évoquerai celle de projet migratoire, car, finalement, dans ce travail, ce sont les individus et leurs *projets* qui sont considérés comme étant au centre de la construction de réseaux (Hily et Rinaudo, 2002).

2 UNE ENTRÉE PAR LA VILLE

Comme l'écrit Grafmeyer, « la ville est à la fois territoire et population, cadre matériel et unité de vie collective, configuration d'objets physiques et nœud de relations entre sujets sociaux » (Grafmeyer, 2006*a* : 8). Dans cette thèse, la ville est appréhendée comme une entrée permettant de répondre au questionnement central, tel que je l'ai défini dans l'introduction de cette thèse : comprendre la logique de la mobilité et saisir l'évolution de l'espace urbain récepteur de cette même mobilité. Parmi les nombreux travaux consacrés à la construction sociale de la ville à partir des mobilités de diverses sous-populations, signalons ceux menés par Péraldi (2002, 2001), Bordreuil (1999), Grafmeyer (2006a, 2006b, 2004), Joseph (2004), Battegay (2003), Bourdin (2004) et Tarrius (2007*a*, 2007*b*, 2007*c*, 2006, 2002, 2001, 2000, 1993).

2.1 L'influence de Park

L'article de Park de 1915, intitulé « The City : Suggestions for the Investigations of Human Behaviour in the City Environment» et publié dans le *American Journal of Sociology*, puis

réédité en 1925, est généralement cité comme le texte fondateur de la sociologie urbaine d'une part et de l'École de Chicago d'autre part (Lannoy, 2004 : 158). L'objectif de Park est de « considérer la ville non comme un phénomène géographique mais comme une sorte d'organisme social » (Park, 1925, cité par Fijalkow, 2007 : 51). Park propose plus précisément d'étudier la ville sous deux angles : l'ordre écologique et l'ordre moral. Si le premier fait référence à la dimension spatiale de la ville, le deuxième relève plutôt des interactions au sein de la ville. Pour Park, l'étude de ces interactions peut expliquer le développement de « comportements hors normes dans certaines aires morales. Il s'agit en définitive d'une sociologie locale du contrôle social » (Fijakolow, *ibid*.). Parmi les nombreuses études de l'École de Chicago qui, à la suite des travaux de Park, se sont intéressées aux questions relatives à l'urbain, nous pouvons plus particulièrement citer l'étude pionnière de Wirth (1938) sur le Ghetto. Pour Wirth, « la ville est le théâtre de processus d'agrégation et de ségrégation des populations qui se regroupent en "aires morales". Dans une situation de proximité spatiale et de diversité sociale, le citadin joue sur plusieurs registres et rôles selon le type de milieu auquel il s'adresse. Cette structure matérielle implique donc que les relations en ville soient anonymes, superficielles, éphémères, segmentaires, utilitaires, rationnelles » (Fijakolow, *op. cit.* : 53).

Dans quelle mesure cette thèse est-elle toujours exploitable ? Selon Tarrius (2006), la conception de l'École de Chicago de la ville n'est aujourd'hui pas recevable telle quelle : « D'abord parce que la ville ne se saisit plus comme totalité, tant sa mise en forme dépend désormais d'espaces et de populations qui *lui sont extérieurs*, ensuite parce que les catégorisations de la norme et de la marge ne sont opposables que dans des franges de plus en plus restreintes d'une officialité chancelante marquée par la grande faiblesse de l'État à se dire, à s'exposer, à s'orienter, à incarner un projet social dans le champ urbain » (Tarrius, 2006 : 45). Tarrius propose alors un changement d'échelles, permettant de mieux articuler les étrangers dans la ville avec leurs nombreuses origines. Ainsi écrit-il : « La trame des propositions de Simmel et de Park reste d'actualité comme mode privilégié de penser les processus de changement, mais la ville ne suffit plus à dire les sociabilités du monde contemporain : les "districts moraux" deviennent des zones criminogènes aussi vastes que l'Andalousie ou les espaces albanophones » (Tarrius, 2006 : 46). C'est ainsi que, à partir d'une étude sur les villes de Sofia en Bulgarie et celle d'Alicante en Espagne, Tarrius parle en termes de « "districts moraux" transnationaux » (Tarrius, 2006 : 62). On note que les villes étudiées par Tarrius sont caractérisées comme étant des « espaces criminogènes » qui se trouvent dans des positions de « frontières ». La ville concernée dans cette thèse ne peut pas *a*

priori être qualifiée comme telle : on n'associe pas Salamanque à une activité criminogène, et on ne considère pas la ville – malgré sa proximité avec la frontière portugaise – comme une ville de frontière que l'on traverse. Dès lors, il s'agit de démontrer que les villes intérieures avec une faible présence étrangère peuvent elles aussi permettre d'étudier l'articulation entre mobilités (transnationales) et changement urbain. La signification et l'intérêt sociologique d'un phénomène ne sont en effet pas liés à sa taille (Elias, 1997 ; Garnier 2006).

2.2 Une ville et des rencontres ou la construction de l'urbanité

Si la notion d'urbain se réfère à l'ensemble de la ville, celle de l'urbanité renvoie plutôt aux *relations sociales* que les individus doivent entretenir entre eux lorsqu'ils habitent une ville et qu'ils sont amenés à coexister avec d'autres individus dans ce même espace (Capron et Monnet, 2000). L'urbanité, c'est donc la relation des individus *à la ville*. Comme l'écrivent Beuscart et Peerbaye, « la ville est aussi le lieu de nouvelles manières d'être distant : l'"urbanité" désigne d'ailleurs cette qualité de l'homme de la ville, "d'affabilité naturelle et d'usage du monde", qui enveloppe ses contacts avec des inconnus » (Beuscart et Peerbaye, 2003 : 3). Pattaroni, lui, rappelle, en citant les analyses de Simmel, que « la ville a été en effet de tout temps le lieu où des personnes ont dû apprendre à vivre ensemble, en trouvant les moyens de composer un monde commun malgré leurs différences de mode de vie, de croyances, d'aspirations ou encore de rythmes » (Pettaroni, 2007 : 283). Comme le dit Grafmeyer, la ville est donc placée

> *« sous le signe de la mobilité : migrations, mobilités résidentielles, déplacements journaliers imposés par la spécialisation des espaces… Ces faits de mobilité sont porteurs de déstabilisation des appartenances et des certitudes. Mais ils sont, en même temps, les moyens et les signes d'adaptations plus ou moins réussies aux exigences de la condition citadine. Ils traduisent ainsi, à l'échelle des destins individuels, l'ambivalence des processus de désorganisation/réorganisation qui sont sans doute constitutifs de toute vie sociale, mais qui s'exacerbent dans la ville moderne. Les auteurs de l'École de Chicago ont abondamment développé ce thème, en écho à l'idée simélienne de la nécessaire imbrication de l'ordre et du désordre, de l'intégration et de la rupture »* (Grafmeyer, 2006a : 89-90).

C'est ainsi que la ville se présente comme une scène permettant la mise en lumière des interrelations entre différents groupes et l'étude de la constitution de nouveaux espaces de socialisation.

On peut étudier la socialisation selon deux perspectives. Une première se réfère à la socialisation primaire, aux compétences langagières et cognitives, aux dispositions éthiques et aux règles de conduites liées à une appartenance déterminée. Cette approche de la socialisation conçoit le processus de production des êtres sociaux en termes de « transmission, de continuité et de reproduction » (Grafmeyer, 2006 : 88). La deuxième perspective s'intéresse plus particulièrement aux interactions et aux formes de relations qui résultent de ces interactions. Il s'agit là de saisir comment «se construisent, se confortent, se défont et se reconfigurent des manières d'être ensemble, des modes de coexistence, mais aussi des systèmes d'attitudes qui peuvent évoluer au fil des expériences individuelles » (Grafmeyer, 2006 : 89). Ici, c'est surtout sur cette deuxième approche que je m'alignerai, tout en soulignant que les deux perspectives ne sont pas incompatibles (les individus adaptent les dispositions héritées lors de la socialisation primaire aux situations qu'ils vivent par exemple). La perspective interactionniste de la socialisation s'inspire des travaux de Weber et de Simmel. Pour ce dernier, la sociologie se définit en effet comme l'étude des *formes* de la socialisation. Pour Simmel, « il y a société là où il y a action réciproque de plusieurs individus » (Simmel, 1999 [1908], cité par Cusset, 2007 : 29). Simmel s'intéresse à toutes les formes d'actions réciproques, y compris les formes les plus banales. Voilà ce qu'écrit Cusset (2007) à propos de l'approche simmelienne : « Il y a en effet une infinité de formes relationnelles et d'actions réciproques humaines qui peuvent paraître négligeables mais qui n'en contribuent pas moins à produire la société telle que nous la connaissons » (Cusset, 2007 : 30). M'inspirant de la posture scientifique de l'interactionnisme symbolique, courant développé par les sociologues de la deuxième École de Chicago tels Goffman et Becker, je chercherai dans ce travail à dire et à analyser « ces manières d'être ensemble », pour reprendre l'expression de Grafmeyer ; de saisir la construction du lien social en situation migratoire et de, finalement, se demander « qu'est-ce qui fait lien ? » Comme signalé dans l'introduction de cette thèse, trois scènes ont été choisies afin de décrire et analyser les formes de socialisation et les interactions qui les accompagnent : la scène commerçante, la scène institutionnelle et la scène nocturne. Je m'arrêterai ici plus spécifiquement sur la première car l'histoire et, surtout, le vocabulaire du commerce ethnique demandent quelques précisions.

2.2.1 Le commerce ethnique

La prolifération de commerces qui proposent des produits « exotiques », ou qui sont simplement tenus par une population migrante, est un des principaux indicateurs donnant une

visibilité à la présence multiethnique dans l'espace urbain. Cette présence témoigne également de la transformation des habitudes de consommation de certains citadins autochtones (Beltrán, Oso et Ribas, 2007).

L'intérêt scientifique pour le commerce ethnique est d'abord né aux États-Unis, où c'est le terme de *ethnic business* qui est utilisé, puis s'est développé en Europe à partir des années 1970. C'est la sédentarisation des migrants à partir de 1973 qui aura établi le phénomène en Europe, même si, comme l'indique de Tapia, des premières expériences remontent plus tôt. Le cas des cafés parisiens où se retrouvait la population migrante algérienne en constitue un exemple (de Tapia, 2005 : 53).

La recherche sur le commerce ethnique s'est développée dans différentes directions. On retiendra, à partir d'une courte synthèse réalisée par Ma Mung (2006), les études sur les « centralités minoritaires » où l'enjeu culturel de la production et la consommation des biens dits ethniques est privilégié (Raulin, 2000) ; les études analysant les activités marchandes des migrants à partir du « paradigme de la mobilité » développé par Tarrius ; celles sur les centralités commerçantes immigrées (Battegay, 2003) ou sur les places marchandes (Peraldi, 2001, Schmoll 2004) ; les études s'intéressant à la circulation des produits (Schaeffer 2004) ; celles portant sur un quartier ou une population déterminée ou, enfin, les études privilégiant la logistique mobilisée dans les échanges marchands entre pays d'origine et pays d'installation (de Tapia, 2005).

Quant à la production espagnole sur le commerce ethnique, elle est récente. Ceci s'explique principalement par le passage tardif de l'Espagne comme pays d'*immigration*. En effet, dans un premier temps, la recherche scientifique espagnole sur les mouvements migratoires s'est intéressée à l'émigration des Espagnols vers l'Europe ou l'Amérique, ou bien aux mouvements intérieurs d'une région à une autre. Puis, à partir du milieu des années 1980, soit à l'époque où les premiers migrants commencent timidement à arriver, les Espagnols se tournent vers l'immigration non communautaire pour en faire un objet d'études. À cette époque, la recherche espagnole questionne surtout le « qui vient et pourquoi ? » Pendant plusieurs années, un grand nombre de publications vont ainsi s'intéresser à la configuration des flux d'entrée, à l'insertion des immigrés sur le marché du travail, leur distribution géographique, leur situation juridique, leurs conditions de vie, leurs aspirations futures, leur bagage culturel ainsi que leurs diverses expériences de racisme et de xénophobie. Cette première étape dans la recherche espagnole aborde la migration sous un angle quantitatif, soit de manière générale, soit par le biais des monographies par nationalités, généralement liées à un espace spécifique. À partir des années 1990, on voit de plus en plus

d'études qualitatives apparaître. L'ensemble de ces études a comme point commun de s'intéresser à ce qui ce passe sur le territoire espagnol. Les relations que peuvent entretenir les migrants avec le pays de départ, ou avec d'autres pays d'ailleurs, sont à peine abordées. L'année 2000 marque un tournant au sein de la recherche espagnole avec des études abordant la mobilité, le transnationalisme et le commerce ethnique, soit des thématiques qui étaient jusque là quasiment absentes[13].

Dans cette thèse, le commerce ethnique est appréhendé comme une entrée permettant de traiter le questionnement suivant : comment les migrants commerçants participent-ils à la construction de l'urbanité, telle que nous l'avons définie plus haut. Comment la ville de Salamanque, en tant que ville moyenne enregistrant une faible présence étrangère et offrant peu d'opportunités de travail, organise-t-elle la présence des commerçants étrangers ? Enfin, dans quelle mesure peut-on penser les démarches des migrants commerçants comme modalités pratiques relevant de la circulation migratoire et des migrations de transit ?

Le commerce ethnique désigne ensuite, dans cette thèse, les activités marchandes – sédentaires ou ambulantes – d'un groupe ethnique. Quant au sens que je donne au terme ethnique, il s'aligne sur celui défini par Barth en 1969 et repris par, entre autres, Raulin (2000). Cette dernière écrit :

> *« Selon cet auteur, les groupes ethniques se manifestent en se différenciant par un certain nombre de traits socio-culturels des autres groupes avec lesquels ils coexistent et sont en interactions, reformulant ainsi des frontières qui les distinguent les uns des autres mais qui demeurent néanmoins franchissables »* (Raulin, 2000 : 10).

---

[13] Parmi les études espagnoles sur les initiatives commerciales des migrants, nous pouvons citer l'ouvrage collectif *Empresariado étnico en España* sous la direction de Beltrán, Oso et Ribas (2007). Cette publication rassemble les travaux de différents chercheurs qui se sont interrogés sur le pourquoi, où et comment du développement de l'activité entrepreneuriale des migrants en Espagne. Les treize contributions de l'ouvrage s'articulent autour des axes suivants : les théories de l'étude du commerce ethnique, la mobilité sociale et la mobilité du travail, l'insertion dans le cadre urbain, la perspective de genre, l'importance du capital culturel et social et les concepts de mobilité et de circularité. Si certaines études présentées s'intéressent au cas d'une ville précise (Madrid, Barcelone, Almeria, Alicante ou Tanger), d'autres prennent comme point de départ une collectivité déterminée (femmes dominicaines ou marocaines, Chinois ou Sénégalais). On note qu'un seul texte s'inscrit dans l'axe sur la mobilité et la circularité. Il s'agit de la contribution de Ribas et Sempere sur le commerce à la valise à Alicante et à Tanger, mélangeant contrefaçons et économie du bazar. De même, on retient qu'aucune contribution ne porte sur l'espace qui nous intéresse plus particulièrement ici, à savoir Salamanque (ou même la région de Castille et Léon où se trouve notre ville d'étude). Parmi les études abordant le commerce ethnique en Espagne il faut également citer les travaux de Francisco Torres (2004, 2007) sur la ville de Valence, ceux de Serre del Pozo (2006) sur le quartier de Ciutat Vella Barcelone et ceux de Solé et Parella (2005) sur la Catalogne.

J'utiliserai donc le terme ethnique « sous sa forme d'adjectif, afin de souligner la capacité de cette dimension à se décliner, pour le meilleur comme pour le pire » (*ibid.*). Enfin, je souligne que le commerce ethnique tel qu'il est appréhendé ici ne désigne pas seulement les entreprises orientées vers le groupe dont il est issu (type communautaire), mais celles orientées vers d'autres groupes ethniques, les autochtones inclus (Ma Mung, 2006).

2.2.2 Le quartier

Lorsque l'on procède par une entrée par la ville, il est incontournable d'évoquer la notion de quartier. Cette dernière est, nous le savons, d'usage courant. Mais est-elle toujours pertinente à la compréhension des phénomènes sociaux et urbains à l'heure de la mondialisation ? Authier, Bacqué et *al.* résument ainsi les différents points de vue concernant la place du quartier dans une société de réseaux et de mobilité[14] :

> *« Pour certains auteurs, le rapport au quartier ne concernerait que des groupes marginalisés n'ayant pas accès à la mobilité et serait synonyme d'enfermement territorial et social. Au contraire, pour d'autres observateurs de la vie urbaine contemporaine, le quartier constituerait encore une ressource pour ses habitants et l'ancrage dans le quartier serait cumulatif d'autres usages, plus mobiles, de la ville. De même, certains auteurs donnent à penser que la ville d'aujourd'hui se fragmente en entités constituées sur la base de l'"entre-soi, qui menacent la cohésion sociale et urbaine, tandis que d'autres considèrent que ces modes de relations sociales territorialisés sont complémentaires d'autres modalités des liens sociaux s'exprimant dans d'autres lieux ou sous des formes non territorialises »* (Authier, Bacqué *et al.*, 2007 : 8).

Ma façon d'appréhender le quartier dans ce travail s'aligne plutôt sur le dernier point de vue ici exprimé. S'agissant de tenter d'articuler l'ancrage, la circulation et le passage des migrants dans la ville, de saisir leurs différentes inscriptions spatiales et temporaires, les modes de relations sociales territorialisées permettent une réflexion autour des pratiques d'ancrage des migrants dans la ville. Le quartier est alors appréhendé ici comme une « entrée », ou une échelle d'analyse, nous permettant d'identifier les formes d'ancrage et les pratiques de proximité des migrants et de nous demander dans quelle mesure ces formes et pratiques conduisent à une remise en question des appartenances locales et à l'émergence de

---

[14] Il s'agit des points de vue issus d'un séminaire de recherche où un groupe de chercheurs de diverses disciplines s'est réuni régulièrement pendant quatre ans (2002-2006) afin de discuter de la notion de quartier (Authier, Bacqué et *al.*, 2007 : 8).

nouveaux rapports sociaux. Cependant, comme le soulignent Authier, Bacqué *et al.*, « ce cadre descriptif n'a de sens que confronté à d'autres échelles » (Authier, Bacqué et *al.* 2007 : 9). Rappelons alors que l'échelle d'analyse de ce travail ne se limite pas au seul espace du quartier ou de la ville, mais s'étend à une dimension transnationale.

Il s'agit donc de proposer une lecture des formes de mobilité et d'ancrage de la population migrante à Salamanque; de mettre en lumière les interrelations entre différents groupes dans la ville et de cerner ainsi la constitution de nouveaux espaces de socialisation.

3 LE PROJET MIGRATOIRE COMME CLÉ DE LECTURE DE LA MOBILITÉ

J'ai jusque-là défini les concepts et les théories que je vais mobiliser tout au long de cette thèse. Aussi, j'ai évoqué la ville comme porte d'entrée. Il me reste maintenant à clarifier mon usage de la notion de projet migratoire. Si les notions évoquées jusque là permettent de *décrire* la mobilité*,* elles ne permettent pas, selon moi, de la *lire*, c'est-à-dire *saisir la logique du mouvement.*

Comme signalé dans l'introduction, le projet migratoire fait partie de ces notions dont les usages sont de plus en plus fréquents dans la littérature sur les migrations. Je vais ici, dans un premier temps, évoquer les quelques études où la notion de projet fait l'objet d'une analyse. Puis, dans un deuxième temps, je vais présenter quelques travaux où la notion de projet migratoire est présente, mais où son utilisation n'est pas toujours accompagnée d'une définition et/ou d'une analyse critique. Il ne s'agit pas d'en faire un bilan exhaustif, ces travaux étant trop nombreux. Il s'agit en revanche de discuter de l'usage de la notion migratoire dans les études existantes et d'évoquer les spécificités dans l'étude du projet migratoire des groupes tels les femmes, les personnes venues par le biais du regroupement familial ou, encore, les étudiants. Je terminerai ce chapitre en démontrant comment la notion de projet migratoire peut être utile dans la description et l'analyse des mobilités à l'œuvre dans les sociétés actuelles.

3.1 Premières apparitions et tentative de définition

Parmi les premiers auteurs à avoir eu recours à la notion de projet migratoire, nous pouvons citer Taboada-Leonetti et Levi (1978) et Taboada-Leonetti (1979 ; 1982). En étudiant les modalités d'insertion des femmes immigrées dans la société d'accueil, Taboada-Leonetti

soutient l'idée selon laquelle l'insertion de ces immigrées dépend du projet migratoire du départ : projet économique court ou projet d'enracinement long (Taboada-Leonetti, 1972, 1982, *in* Memni, 2007 : 322). Ainsi, la notion de projet migratoire renverrait, dans un premier temps, à la capacité des migrants à se projeter dans le temps. Mai s'est à titre d'exemple intéressé au projet migratoire des jeunes albanais qui souhaitent migrer vers l'Italie. À partir d'un travail de terrain dans deux villes albanaises, l'auteur s'est plus particulièrement intéressé au rôle de la télévision italienne dans la construction et la formulation du projet migratoire. Mai définit alors le projet migratoire plus comme un processus discursif permettant de saisir comment ces jeunes se perçoivent, se définissent et se situent par rapport à un environnement social et culturel - que celui-ci soit l'Albanie ou l'Italie - que comme un déplacement géographique (Mai, 2001 : 192).

Rosental (1999) a mobilisé la notion de projet migratoire dans un ouvrage sur les migrations internes en France au XIXe siècle. Rosental propose de faire de cette notion une notion clé dans l'analyse des migrations. En effet, selon cet auteur, la notion de projet migratoire favorise l'articulation des échelles macroscopiques et microscopiques. Aussi, elle permet d'inclure la dimension temporelle des migrations. Le recours à cette notion donnerait ainsi une explication plus juste des migrations. Florence Boyer (2005) a mobilisé la notion de projet migratoire dans ses travaux sur la circulation des migrants touaregs de la zone de Bankilaré (Niger). Son travail figure parmi les études peu nombreuses proposant une véritable réflexion autour de cette notion. Pour cette auteure, la notion de projet migratoire permet une approche plus dynamique de la migration internationale que les approches en termes de déterminants. Par une analyse critique de ces derniers, tels que le modèle de push/pull, la tradition économico géographique ou l'approche structuraliste, Boyer montre qu'en se concentrant soit sur une dimension explicative, soit sur une seule échelle d'analyse, ces courants ne permettent pas de saisir les migrations internationales dans toute leur globalité et complexité.

Hily et Rinaudo (2002) se sont intéressés aux projets migratoires des vendeurs à la sauvette sur le marché de Vintimille en Italie. On retient plus particulièrement de cette étude l'idée selon laquelle ce sont les individus et leurs projets qui sont au centre de la construction des réseaux. Pour les migrants, circuler dans différents réseaux de relations leur permet de saisir et de se créer des opportunités. C'est plus précisément ce que les auteurs appellent « la grammaire des projets ».

Plus récemment, Ma Mung (2009) a proposé une réflexion autour de cette notion dans un chapitre d'un ouvrage collectif intitulé *Les Mondes de la mobilité* (Dureau, Hily, 2009).

En partant d'une analyse critique des travaux de Rosental et de Boyer, Ma Mung propose d'associer la notion de projet migratoire à celle de la « création migratoire » ou « la création de mondes migratoires ». Ma Mung introduit également la notion de l'autonomie, permettant, ainsi, d'articuler les « dispositions intérieures » des sujets (c'est-à-dire leurs initiatives et leurs savoir-faire) et les « conditions extérieures » (c'est à-dire la situation, l'environnement, le contexte dans lesquels se réalise l'acte migratoire). Cette conjonction conduit à l'interrogation suivante : comment le migrant, à partir de ses dispositions intérieures, organise-t-il les conditions extérieures, ou, comme le dit Ma Mung, « l'extériorité matérielle-sociale » ? Pour cet auteur, ce questionnement permet une réflexion autour des savoir-faire et pouvoir-faire des migrants.

Nasri, propose d'assimiler l'élaboration d'un projet migratoire à « une volonté individuelle ou collective, dont le but est de parvenir à une amélioration du cadre de vie », et souligne l'importance de saisir « la nature de ce choix, les bases, les représentations, les événements, bref, les contingences qui participent à l'inscription dans un processus migratoire » (Nasri, 2009 : 1). Il écrit :

> *« Les projets migratoires diffèrent en de nombreux points. En fait, il y a autant de projets que d'individus porteurs. L'élaboration n'est pas linéaire, elle ne répond pas forcement à une logique plus ou moins déterminée. Ce n'est pas une démarche, une stratégie préétablie, dans l'optique d'arriver à un but qui est forcement l'installation en Europe. Le projet s'insère au sein de dotations économiques, sociales et culturelles du migrant potentiel. Chaque cas est singulier, il reflète pour partie les expériences et les représentations des individus porteurs. Ils ne constituent que des projections dont le niveau d'avancement, de cristallisation est variable »* (Nasri, 2009 : 14).

De par une approche longitudinale, je m'efforcerai dans ce travail de prendre en compte à la fois le contexte (soit l'extériorité socio-matérielle, telle qu'elle est définie par Ma Mung) et les « dispositions intérieures » des individus. L'interrogation qui en résulte est alors la suivante : comment le migrant organise-t-il, à partir de ses dispositions intérieures, les conditions extérieures ?

3.2 Le cas des femmes et des étudiants dans les travaux existants

C'est depuis peu que les travaux sur les femmes en migration connaissent d'importantes avancées : les études sont plus nombreuses, plus diverses et scientifiquement en progrès, notamment avec le passage de femmes en migration á celui de genre et migration.

Aujourd'hui, il existe un grand nombre d'études où la femme et le projet migratoire occupent une place centrale. Nous verrons ici quelques-unes d'entre elles.

Dans une perspective de genre, Izquierdo Escribano (2000) s'est intéressé au projet migratoire de 1 981 sans papiers en Espagne. L'auteur définit le projet migratoire comme « disposition d'esprit qui couvre tout le périple » (*disposición de ánimo que cubre todo el periplo*) et souligne la remodélisation constante du projet. Izquierdo Escribano identifie trois éléments qui doivent être pris en compte lorsque l'on s'intéresse à cette notion : le projet de migrer vers une destination définie au préalable, les perspectives d'y rester (ou non), et les perspectives d'un retour éventuel. Sa définition se distingue alors de celle du Collectif IOE, une des premières équipes de recherche espagnoles à s'être intéressée aux migrations à l'œuvre dans la société espagnole, qui réduit le projet migratoire aux seules motivations premières de migrer (Collectif IOE, 1998, *in* Izquierdo Escribano, 2000 : 2). Izquierdo Escribano montre que la motivation du départ n'est pas identique entre les deux genres. En effet, même si la motivation première est l'obtention d'un travail chez les hommes comme chez les femmes, ces dernières évoquent plus souvent un projet d'études et, surtout, la nécessité d'une stabilité du couple et/ou de la famille. Les hommes, quant à eux, expriment avec plus de fréquence le fait d'avoir plus de liberté (politique notamment) et plus d'argent. Nonobstant, les différences les plus significatives sont observées chez les femmes en termes de nationalités, ce qu'Izquierdo Escribano explique par les caractéristiques socio-démographiques et les origines géographiques de l'échantillon. Ainsi, chez les femmes dominicaines, le regroupement familial est à peine évoqué en tant que motivation première (4.1%). Pour ce groupe, la recherche d'un travail est en effet largement identifiée comme le projet migratoire principal (75.2%). En revanche, c'est chez les Polonaises que la recherche d'un travail est le moins souvent évoquée comme motivation principale (43.2%) et que le regroupement familial est le plus souvent identifié comme la raison du départ (29.7%). De l'étude d'Izquierdo Escribano, qui est, comme beaucoup d'études espagnoles, plus quantitative que qualitative, on retiendra le rôle du contexte (et ici plus particulièrement celui des politiques migratoires) dans la formulation et la reformulation du projet. L'interrogation sur les projets migratoires de migrants originaires de différents pays impliquent en effet un effort important de contextualisation.

Soulignons également le rôle du contexte économique dans le pays d'accueil. Petek-Salom (1998) retrace l'évolution du projet migratoire des ressortissants turcs en France et montre comment la situation économique en Europe à l'époque où ces migrants s'y sont installés (années 1970) a conduit à une redéfinition du projet initial. D'abord venus avec

l'idée, dans un futur plus ou moins proche, de monter un commerce ou acheter une maison en Turquie, ce projet s'est transformé par la concrétisation d'un regroupement familial, la naissance des enfants sur le territoire français, puis l'arrivée de Turquie des épouses de ces enfants…

Le cas des femmes migrantes venues par le biais du regroupement familial mérite quelques réflexions. Les auteurs d'une étude portant sur la grossesse en situation migratoire écrivent : « Lorsque les femmes viennent dans le cadre du regroupement familial, le projet est d'emblée induit par le mari. Cette situation concerne le plus souvent les femmes originaires de l'Afrique du Nord et d'une partie de l'Afrique Noire subsaharienne (Pons *et al*., 2004 : 194). Peut-on pour autant avancer que ces femmes sont dépourvues de projets ? Selon moi, même si, en effet, l'origine du départ est liée à un regroupement familial (formel ou informel), les femmes venues par ce biais peuvent au cours de l'expérience migratoire définir leurs propres projets. Il peut s'agir d'un désir d'avoir un enfant, de faire des études, de travailler, de retourner au pays… Aussi, des situations contextuelles et/ou relationnelles peuvent avoir des conséquences qui n'étaient pas prévues au départ : divorce, obligation du couple de vivre séparément pour des raisons juridiques ou professionnelles… Voilà des éléments qui me conduisent à souligner la nécessité de ne pas limiter le projet aux intentions de départ, mais à son évolution au cours de l'expérience migratoire. Comme le dit Bouly de Lesdain, « l'examen des projets migratoires au moment du départ offre une vision statique des profils des migrants, éloignée de la réalité. Ainsi, des femmes arrivées avec leur conjoint ou venues le rejoindre en France profitent de leur séjour pour suivre des études, quitte à prolonger la durée de leur séjour au-delà de celle de leurs époux » (Bouly de Lesdain, 1999 : 191).

Un autre groupe de femmes qu'il faut mentionner est celui des prostituées, et plus particulièrement celles qui sont venues par le biais du *trafficking*, le trafic d'être humains. Peut-on là parler d'un projet migratoire ? Andrijasevic (2005) a étudié le cas de la traite des femmes d'Europe de l'Est en Italie et montre que « les projets migratoires [de ces femmes], qu'ils comportent ou non un contrat de travail sexuel, apparaissent comme des éléments centraux dans les récits que font les interviewées […] Pour ces femmes l'émigration en Italie s'inscrit [donc] dans un projet : sortir de la pauvreté, trouver du travail, retrouver l'estime de soi, échapper aux violences familiales et en définitive rompre avec le sentiment de piétiner dans l'existence. Par conséquent, l'entrée en Italie par le biais de la traite était un moyen d'être mobile et d'émigrer » (Andrijasevic, 2005 : 161-162).

Enfin, une figure particulière de migrants est celle de l'étudiant étranger dont la mobilité est *a priori* temporaire. Murphy-Lejeune (2003) remarque que l'étude des étudiants

étrangers peut paraître « fort éloignée des migrations souvent dramatiques que peuvent connaître émigrés, immigrés, exilés, réfugiés ou clandestins » (Murphy-Lejeune, 2003 : 11). Cependant, dans une étude sur « l'étudiant européen voyageur », Murphy-Lejeune choisit d'envisager la mobilité étudiante et la migration comme « deux notions s'inscrivant dans un espace de sens commun » car « la décision de partir, l'arrivée dans un nouvel espace, l'appropriation progressive de l'environnement linguistique et culturel, les nouveaux rôles professionnels, la conquête de relations sociales, les transformations identitaires nécessitées par l'effort d'adaptation se retrouvent d'une expérience à l'autre » (*ibid.*). Ainsi, « considérer les parcours de mobilité étudiants à côté de parcours plus traditionnels permet d'élargir le cadre d'étude. On envisage les trajectoires non plus du point de vue des sociétés réceptrices préoccupées de la présence et de l'intégration potentielle d'arrivants parfois imprévus, mais du point de vue des individus voyageurs au cœur du processus migratoire, leur voix exprimant leur histoire à côté d'histoires similaires » (Berâo, 1999 ; Benguigi, 1997 ; Buijs, 1993 ; Huston, 1999, *in* Murphy-Lejeune, 2003 : 12).

Salamanque est surtout une ville étudiante qui accueille chaque année un très grand nombre d'étudiants étrangers. Les étudiants occupent en effet une certaine place dans cette thèse. Comment appréhender le projet migratoire de ce groupe particulier ? Bouly de Lesdain, dans un article sur le projet migratoire des étudiantes camerounaises, propose une réflexion sur « les conséquences du projet migratoire initial (poursuivre des études) sur l'attitude des femmes face à l'emploi et son rôle dans les mécanismes de sédentarisation » (Bouly de Lesdain, 1999 : 189). L'auteure montre plus particulièrement que la réussite du projet migratoire estudiantin du départ n'assure pas un retour au pays d'origine car le projet migratoire a pu évoluer au gré des rencontres et des événements. La rencontre d'un conjoint et la constitution d'une famille en constitue un exemple. Le but premier n'est alors « plus de rentrer au Cameroun une fois les études achevées, mais d'offrir à leurs enfants une formation solide. Le projet migratoire se modifie, tandis que l'espace investi se déplace » (Bouly de Lesdain, 2006 : 200). Johanna de Villiers procède par une approche similaire : « Le projet migratoire initial, formulé par le père, est orienté vers l'accumulation d'un capital économique dans l'idée d'un retour au pays d'origine ; avec la stabilisation en Belgique et le regroupement familial, ce projet se modifie et se réoriente vers la réussite sociale des enfants dans l'immigration » (Johanna de Villiers, 2003 : 117). D'autres éléments que ceux mentionnés par Bouly de Lesdain peuvent également redessiner le projet migratoire du départ. La non-réussite des études, une perte du titre de séjour pour diverses raisons ou l'obligation de travailler afin d'assurer un certain niveau de vie en constituent des exemples. Il faut

également mentionner le cas des étudiants qui utilisent la voie des études afin d'obtenir un titre de séjour. En effet, la frontière entre le statut d'étudiant étranger et le statut de migrant est franchissable : on peut facilement basculer de l'un à l'autre. Avec la situation spécifique de Salamanque (ville étudiante) et l'hypothèse selon laquelle les étudiants étrangers sont aussi au cœur d'un processus migratoire où le projet est en constante évolution, nous verrons dans cette thèse les trajectoires de plusieurs étudiants étrangers. Il s'agit de démontrer que les étudiants font eux aussi partie des mobilités contemporaines dont l'Espagne est le théâtre.

***

Pour conclure ce premier chapitre, on retiendra que si les travaux sur les dites nouvelles migrations ont permis d'aborder les migrations « autrement » (dépassement de l'approche des migrations ordonnées des années 1970), on peut toutefois se demander si ces travaux n'ont pas tendance à survaloriser la position du migrant. Cette réserve a déjà été évoquée par d'autres auteurs. Potot (2003) avance que même si les migrants parviennent, par des ressources transnationales notamment, à se soustraire à la domination de l'État, cette soustraction n'est que partielle : « La place du migrant reste celle que lui consent la société d'accueil, à la marge des activités dominantes » (Potot, 2003 : 30). Un autre aspect qui me conduit à nuancer l'apport de ces approches est la tendance à focaliser le regard sur les migrants « hypermobiles », donnant le sentiment que cette « hypermobilité » est devenue la forme première d'adaptation des migrants, laissant ainsi de côté tous ceux qui « ne disposent pas des ressources nécessaires (familiales, communautaires, linguistiques, culturelles…) pour bénéficier des avantages de la mobilité, ou tout simplement qui n'éprouvent pas l'envie de se lancer dans ce genre d'initiative » (Hily, Rinaudo : 2002 : 348).

On constate également que la majorité des travaux traitant des nouvelles migrations portent sur la figure du migrant commerçant. Or, les migrants étudiés dans ce travail ne se limitent pas à ce seul groupe. En procédant par une entrée par la ville, il s'agit de saisir la *diversité* des dynamiques contemporaines de mobilité, d'identifier différentes figures de migrants. Commerçants, étudiants ou salariés, ces acteurs sont animés par une même stratégie : une mobilité spatiale permettant une mobilité sociale, soit une dynamique nourrie par un projet migratoire en constante évolution.

CHAPITRE II
PROCÉDURES MÉTHODOLOGIQUES

L'inscription de cette recherche dans le cadre de la socio-anthropologie m'a incitée à opter pour une méthodologie essentiellement qualitative. Plus précisément, j'ai dans ce travail procédé par l'observation, les entretiens formels semi-directifs (c'est-à-dire des entretiens avec une grille préétablie, généralement enregistrés) et les conversations informelles spontanées (sans grille et non enregistrées). L'étude comprend également quelques sources quantitatives : il s'agit d'un questionnaire réalisé auprès de l'ensemble des migrants commerçants du quartier Garrido Norte et des données issues des principales sources statistiques liées aux migrations en Espagne. L'objet de ce deuxième chapitre est de présenter mes choix et démarches méthodologiques d'une part, et de proposer une réflexion autour de la production du savoir socio-anthropologique et des sources statistiques d'autre part.

1 L'APPROCHE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE OU « LA LECTURE RENOUVELÉE DU CONTEMPORAIN »[15]

L'approche socio-anthropologique s'aligne sur l'objet de recherche de cette thèse : la mobilité dans l'espace et les transformations que cette mobilité engendre au sein de la ville. Comme le dit Bouvier (1997), « l'émergence et la justification de cette analyse [socio-anthropologique] tient d'abord aux transformations qui affectent les sociétés contemporaines » (Bouvier, 1997 : 1). Comment justifier le « mix » de ces deux disciplines, longtemps tenues cloisonnées ? Rappelons que historiquement, la sociologie se veut science du proche (l'étude des sociétés modernes), alors que l'anthropologie, elle, se définit comme l'étude du lointain (l'étude des sociétés traditionnelles). Or, là-bas hier, l'Autre est également ici aujourd'hui.

Bouvier montre que l'approche sociologique peut être ressourcée par l'analyse anthropologique. Selon lui, « "la socio-anthropologie" » prend pour objet cette situation présente, ce contexte déstructuré, anomique. Pour l'aborder elle postule un croisement entre certains éléments d'ordre tant sociologique qu'anthropologique » (Bouvier, 1997 : 2).

[15] Expression empruntée à Bouvier (1997 : 3). Si ce dernier emploi « lecture » au pluriel, j'ai quant à moi opté pour le singulier.

L'approche socio-anthropologique se prête ainsi à une lecture renouvelée du contemporain et à l'étude des quotidiennetés des individus, élément central dans ce travail.

Les travaux de l'anthropologue américain Clifford Geertz constituent une première référence anthropologique pour mes recherches. Geertz propose une réflexion autour de la retranscription scientifique des données empiriques (expériences de terrain). Il introduit alors le concept de la *thick description*. Ce concept apparaît d'abord dans son article « Deep play : Notes on the balinese Cockfight » (1972), puis dans son article « Thick Description : Toward an Interpretative Theory of Culture » (1973). On retrouve ensuite ces deux essais dans son ouvrage *Interpretations of Cultures* (1973). Les travaux de Geertz marquent le passage vers une anthropologie plus interprétative, s'inspirant de la sociologie compréhensive de Weber. Pour Geertz, l'anthropologie se distingue de ses disciplines académiques voisines par la méthode de l'ethnographie. « Et l'ethnographie peut être comprise comme une manière particulière d'« inscrire » la culture, une forme particulière d'écriture *thick*. L'analyse anthropologique est ainsi, en un mot, une aventure [*venture*] de *thick description* » (Rapport et Overing, 2000 : 349, ma traduction).

1.1 Thick description

La notion de « Thick Description » est due au philosophe Gilbert Ryle (Rapport et Overing, 2000). Ce dernier montre qu'une description superficielle, la *thin description*, ne permet pas de distinguer un *twitch* (mouvement convulsif) d'un *wink* (clin d'œil). Or, l'un de ces mouvements est involontaire tandis que l'autre et volontaire. En termes de signification sociale, la différence est alors importante. S'inspirant de la thèse de Ryle, Geertz propose ainsi de décrire *thickly*. Pour Geertz, ce procédé est donc l'objet principal de l'ethnographie.

Saisir le sens symbolique du comportement des individus demande une démarche « microscopique ». La *thick description* se caractérise ainsi par la spécificité d'un contexte bien confiné (petits groupes) et la recherche qualitative sur le long terme. Nonobstant, comme le soulignent Rapport et Overing (2000), cette caractéristique ne signifie pas que l'étude anthropologique ne se prête pas aux grandes échelles d'analyses (villages ou villes, sociétés ou civilisations), mais que les larges conclusions que tire l'anthropologue sont issues du particulier (Rapport et Overing, 2000 : 249).

L'intérêt principal de l'approche choisie – l'approche socio-anthropologique – réside donc dans la prise en compte de la dimension subjective des individus. Cette approche implique par conséquent une démarche où l'on se place au plus près des faits étudiés. Pour

ainsi faire, j'ai procédé par « bricolage », « intuition » et « improvisation » pour reprendre les termes d'Olivier de Sardan (1995 : 73). Cette démarche demande des compétences et un savoir faire qui s'acquièrent moins dans les manuels de méthodologie que sur le terrain même. Après une entrée timide sur mon terrain à Salamanque en 2004/2005, j'ai, au fil des années, appris à négocier, à m'adapter, à faire preuve de souplesse. Cette immersion dans la durée m'a permis de me « faire une place sur le terrain », c'est-à-dire de participer à la vie quotidienne des informateurs sans que ma présence soit remise en cause et d'obtenir des informations que l'on n'obtient pas lors d'un premier entretien avec un inconnu, mais auxquelles on accède par une relation de confiance construite dans la durée.

1.2 Choix des lieux des enquêtes

Avant de préciser davantage mes procédures méthodologiques, il convient d'abord de présenter les lieux géographiques concernés par l'enquête.

1.2.1 Salamanque

La ville de Salamanque constitue, nous le savons, le lieu principal de mes recherches. Ce choix s'inscrit tout d'abord dans une logique de continuité par rapport aux recherches menées au cours de mes années en M1 et en M2. Ce prolongement a plus précisément permis de « retrouver » des informateurs d'une part, et de faciliter la mise en contact avec de nouveaux informateurs d'autre part (méthode « boule de neige »). Dès la première année de thèse, j'ai alors rapidement pu me construire un réseau sur le terrain. Mais le choix de Salamanque est aussi un choix lié aux spécificités de cette ville. Ville moyenne intérieure avec peu d'opportunités de travail et ayant une faible présence étrangère, Salamanque se distingue de la capitale ou des villes côtières telles Barcelone, Valence, Alicante et autres. Ces dernières sont désormais marquées – mais aussi associées – à une présence migratoire importante et ont, depuis quelques années, fait l'objet de nombreuses études. Salamanque, en revanche, reste très peu étudiée en termes de migrations. Le choix de cette ville s'inscrit ainsi plus largement dans un questionnement sur l'Autre dans des villes moyennes encore peu marquées par les migrations. Enfin, Salamanque est aussi une ville universitaire mondialement reconnue qui attire un très grand nombre d'étudiants étrangers. On associe ainsi à cette ville prestige et notoriété, ce qui, nous le verrons plus loin, constitue un élément contextuel favorisant le choix des migrants, étudiants ou non, de s'y installer (de façon durable ou non). À l'intérieur de la

ville, l'enquête s'est effectuée dans divers lieux et contextes : les espaces publics, les lieux commerciaux, les cafés et bars, la scène institutionnelle et le domicile des informateurs. Nous y reviendrons.

1.2.2 Les autres lieux

Si Salamanque constitue l'entrée principale de mon enquête, celle-ci ne s'est cependant pas limitée à cet espace. Afin d'acquérir des éléments me permettant une description et une analyse plus riches, notamment en termes de dynamiques résidentielles de la population migrante, mais aussi de la capacité des migrants à circuler et à s'adapter selon le contexte local, comme c'est le cas des vendeurs ambulants qui sillonnent les marchés de la région, j'ai accompagné mes informateurs dans différents lieux de la province en question, notamment la zone résidentielle El Encinar dans la commune de Terradillos, située à 10 kilomètres de Salamanque. Cette zone, construite dans les années 1980, enregistre une présence étrangère plus importante que la ville de Salamanque. Je suis également allée à la « ville dortoir » de Santa Marta, à Alba de Tormes, à Ciudad Rodrigo, à Guijuelo et dans les petits villages de Barco de Ávila et de Piedrahita, situés dans la province de Ávila.

Je suis également allée au Sénégal. Dans le cadre d'un colloque sur les migrations à l'Université Gaston Berger en juin 2007, où j'allais présenter une communication, l'occasion de visiter les villes et villages d'origine, les anciens lieux de travail et la famille de certains informateurs s'est alors présentée. J'étais à Salamanque lorsque j'ai appris que j'allais au Sénégal. Le séjour s'est, ainsi, organisé en fonction d'idées et d'initiatives de Sénégalais à Salamanque : plusieurs informateurs ont tenu à ce que je rende visite à la famille au pays. J'ai également accompagné depuis Salamanque jusqu'à Pikine (banlieue dakaroise) deux enfants sénégalais. Ce séjour m'a permis d'obtenir des données diverses : de l'organisation informelle de la communauté sénégalaise à l'aéroport de Madrid (taxis, aide à l'enregistrement etc.) aux conditions sociales, économiques et familiales au pays. Une dizaine de familles ont été visitées. Les données obtenues lors de ce séjour ont été croisées avec celles obtenues lors des entretiens et des observations à Salamanque. Il convient cependant de souligner que ce séjour a été plus une *occasion saisie* qu'un véritable terrain de recherche. Pour définir le Sénégal comme tel, il aurait fallu effectuer des séjours similaires dans d'autres pays avec comme finalité une approche en termes de comparaison.

Tableau 1:Tableau récapitulatif des lieux d'enquête à l'extérieur de la commune de Salamanque, avec le type des données et les outils d'enquête

Lieux	Détails	Outils d'enquêtes
Santa Marta Ville dortoir située à cinq kilomètres de Salamanque centre.	- Domicile	- Entretiens formels, conversations informelles, souvent lors d'un repas ou en regardant la télévision sénégalaise
Alba de Tormes Petite ville située à 30 kilomètres de Salamanque	- Marché - Domicile	- Observation au marché local hebdomadaire - Entretiens formels et conversations informelles dans un foyer sénégalais
Ciudad Rodrigo Ville située à 90 kilomètres de Salamanque	- Carnaval annuel	- Suivi d'un informateur clé brésilien qui souhaite visiter le carnaval - Retrouvaille d'informateurs marocains et sénégalais (vendeurs ambulants)
Guijuelo Ville située à 50 kilomètres de Salamanque, ayant plusieurs entreprises de charcuterie	- Domicile	- Entretien formel et conversations informelles avec un informateur sénégalais auparavant dans El Encinar, puis à Salamanque
Barco de Ávila Petit village situé à 100 kilomètres de Salamanque (province de Ávila)	- Marché	- Suivi d'un vendeur sénégalais (trajet, installation de la marchandise, vente, rangement de la marchandise, trajet du retour)
Piedrahita Petit village situé à 50 kilomètres de Salamanque (province de Ávila)	- Marché	- Suivi d'un vendeur sénégalais (trajet, installation de la marchandise, vente, rangement de la marchandise, trajet du retour)
El Encinar Zone résidentielle située à 10 kilomètres de Salamanque	- Fêtes culturelles - Commerces - Mairie municipale - Domicile	- Participation à une rencontre interculturelle - Participation à trois reprises à la fête annuelle de l'association sénégalaise - Entretiens formels et conversations informelles dans un commerce sénégalais - Recueil des données chiffrées auprès de la mairie - Entretiens et conversations informelles chez des informateurs marocains et

		sénégalais, souvent autour d'un repas
Sénégal	- Kebemer - Pikine - Saint Louis - Mbao - Dakar - Cambérène	- Visite (une demi-journée) chez la famille d'un informateur ; visite sur son ancien lieu de travail - Visite de deux jours chez la famille des deux enfants que j'ai accompagnés depuis Salamanque ; visite sur l'ancien lieu de travail d'un informateur ; rencontre avec la famille d'un informateur - Rencontre à deux reprises avec la famille et le meilleur ami d'un informateur - Visite de quatre jours chez la famille d'un informateur - Rencontre avec la mère d'un informateur sur son lieu de travail (marché des fleurs) - Visite de deux jours chez l'ami d'un informateur ; rencontre avec la famille du même informateur et « retrouvaille » de l'enfant de celui-ci ; rencontre avec une famille ayant accueilli une informatrice guinéenne (Cambérène comme lieu de transit)

2 LES OUTILS MÉTHODOLOGIQUES

2.1 L'observation

Un premier outil méthodologique utilisé est celui de l'observation. Celle-ci occupe, avec la réalisation d'entretiens, une place centrale dans cette thèse. Olivier de Sardan définit l'observation de la façon suivante :

> *« Par un séjour prolongé chez ceux auprès de qui il enquête (et par l'apprentissage de la langue locale si celle-ci lui est inconnue), l'anthropologue se frotte en chair et os à la réalité qu'il entend étudier. Il peut ainsi l'observer, sinon "de l'intérieur" au sens strict. Du moins au plus près de ceux qui la vivent, et en interaction permanente avec eux. On peut décomposer analytiquement (et donc artificiellement) cette situation de base en deux types de situations distinctes : celles qui relèvent de l'observation (le chercheur est témoin) et celles qui relèvent de l'interaction (le chercheur est*

coacteur). Les situations ordinaires combinent selon les dosages divers l'une et l'autre composante » (Olivier de Sardan, 1995 : 75).

Nous pouvons ainsi dire que l'objectif premier de l'observation est celui de vivre avec et vivre comme la population que l'on se propose d'étudier. Dans un premier temps, la démarche a plus précisément constitué un premier pas dans la familiarisation avec mes terrains. Puis, dans un deuxième temps, l'observation a été utilisée comme une modalité de production que j'ai croisée avec d'autres modes de production de données empiriques, tels les entretiens et le recensement quantitatif.

2.1.1 L'enquête de terrain, une expérience relationnelle

Comme le signale Olivier de Sardan, l'apprentissage de la langue locale se présente comme un premier outil permettant de mettre à l'œuvre la démarche de l'observation. Lorsque je suis allée une première fois à Salamanque en septembre 2004, l'année de mon Master 1, je ne parlais en effet pas espagnol. En suivant des cours de géographie et de sociologie en langue espagnole à l'Université, mais aussi en effectuant plusieurs formations dans différentes écoles de langues de la ville, j'ai, au fil des ans, atteint un niveau en espagnol me permettant de converser et réaliser des entretiens en espagnol sans difficultés majeures. Cependant, mon niveau est resté celui d'une « non Espagnole », ce qui a, finalement, constitué un atout dans mes relations avec les migrants non-hispanophones d'origine. En effet, l'apprentissage de la langue espagnole s'est avéré être le partage d'une expérience commune. Autrement dit, mes informateurs et moi, ayant vécu les mêmes débuts difficiles, les mêmes frustrations quant au sentiment de ne pas pouvoir s'exprimer comme nous le voudrions ou de ne pas être compris, éprouvions un sentiment de solidarité. C'est donc dans le partage de cette expérience que j'ai pu m'approcher de mes informateurs non hispanophones d'origine, de mettre ceux qui étaient complexés par leur niveau en espagnol à l'aise (« moi non plus je ne parle pas très bien ») et, ainsi, progressivement construire une relation de confiance. Mes connaissances du français ont à leur tour constitué un avantage pour approcher des migrants originaires de l'Afrique francophone. Certains des migrants originaires de cette région, ne parlant peu ou pas l'espagnol, se sont, à titre d'exemple, montrés heureux de pouvoir converser avec quelqu'un en langue française.

Pour la plupart de mes informateurs[16], ni le français, ni l'espagnol ne constituent la langue employée lors des interactions avec les membres du groupe d'origine. Je me suis alors souvent retrouvée dans des situations d'observation où je n'étais pas en mesure de pouvoir comprendre ce que l'on disait autour de moi. Le cas des sénégalais parlant le wolof constitue un exemple. Les migrants sénégalais sont un groupe auprès duquel j'ai passé beaucoup de temps, d'abord parce que je suis certains d'entre eux depuis l'année de mon Master 1, ensuite parce que ce groupe occupe une place centrale sur la scène commerciale de la ville. J'ai alors jugé nécessaire d'apprendre quelques notions et expressions basiques en wolof. Je n'ai pas pu, par ces connaissances limitées, comprendre les conversations dans cette langue. J'ai, en revanche, pu entrer plus facilement en contact auprès des membres de ce groupe, m'y « faire une place » : lorsque l'on salue quelqu'un, que l'on demande les nouvelles de la famille restée au pays ou que l'on dit que le repas est bon en wolof plutôt qu'en espagnol ou en français, ce ne sont pas les mêmes relations qui s'établissent. La maîtrise de quelques phrases et notions basiques en wolof a ainsi constitué un *gate opener*, me permettant de vivre des moments clés au sein de ce groupe.

Les questions des connaissances linguistiques renvoient plus largement à l'identité du chercheur. Sur le terrain, je me suis généralement présentée comme une « étudiante norvégienne qui travaille sur des questions liées à l'immigration à Salamanque». Mon statut d'étudiante a constitué un avantage : on veut généralement aider l'étudiant (Beaud et Weber, 2003). Si une partie des informateurs étaient familiers avec les études doctorales, tant en termes de durée, d'effort, et de modalités de financement, d'autres ont moins bien saisi la logique dans laquelle je m'inscrivais. La question du « comment se passent tes vacances à Salamanque ? » m'a, par exemple, été souvent posée. D'autres personnes, m'ayant vu sillonner les mêmes lieux et poser des questions similaires depuis cinq ans, se sont montrés quelque peu sceptiques quant à la durée de mes études et ma situation en général. « Tu n'as toujours pas fini ? », « Comment tu fais pour financer tes séjours ?» ou « Tu ne vas pas bientôt travailler ? » constituent des exemples de questions auxquelles j'ai du faire face. Ces questions s'inscrivent dans « l'ordre de l'interaction » pour reprendre les termes de Goffman (1988). Dans une approche relationnelle de l'enquête de terrain (Mohia, 2008), il s'agit alors d'inclure dans cet « ordre de l'interaction » la place du chercheur. L'objectivisme en sciences sociales, notamment au sens durkheimien où « les phénomènes sociaux sont des choses et doivent être traités comme des choses » (Durkheim, 2002 : 27) a longtemps « conforté des

[16] Le cas des migrants originaires des pays hispanophones constitue bien évidemment une exception.

postures épistémologiques et méthodologiques qui autorisaient le chercheur à se prétendre observateur neutre et à ignorer sa propre subjectivité » (Mohia, *ibid*.). Or, comme le dit Mohia (2008), « le problème de l'approche de la réalité en sciences sociales ne concerne pas seulement la démarche scientifique et ses critères d'objectivité qu'on décide de modifier en décrétant, par exemple, la prise en compte de la subjectivité. Il concerne aussi la relation à l'autre, le sort qui est réservé à cette relation dans les démarches sociologiques et ethno-anthropologiques, probablement dès leurs débuts » (Mohia, 2008 : 10-11). C'est donc dire que mon statut influence ma relation à l'autre. Outre mon statut d'étudiante, ma nationalité norvégienne a alors elle aussi joué un rôle dans la construction de mes relations sur le terrain. Ni Espagnole, ni originaire d'un pays colonisateur, j'ai suscité de la curiosité. La plupart des informateurs ne connaissaient en effet pas d'autres personnes originaires de la Norvège. Dans beaucoup de cas, l'envie d'apprendre des choses sur « l'Autre » était alors mutuelle[17].

Mon statut d'étudiante étrangère m'a placé dans la catégorie des « Giri », expression utilisée pour désigner les étudiants étrangers à Salamanque[18]. Cette qualification fait plus largement allusion aux conduites que la population locale associe aux étudiants étrangers. « Faire la fête », « bronzer sur la *Plaza Mayor* » ou « prendre un verre dans les cafés de la *Plaza Mayor* » sont ainsi des exemples de « ce que font les "Giri" », soit des conduites qui se distinguent de celles du reste de la population salmantine (les Espagnols ou les migrants ne viennent généralement pas à la Plaza Mayor pour bronzer) ou qui, pour des raisons économiques, sont moins usuelles (les prix des consommations dans les cafés de la Plaza Mayor sont parmi les plus élevés de la ville). En effet, c'est surtout un certain pouvoir d'achat qui est associé aux étudiants étrangers. Sur le terrain, afin de ne pas faire de mon statut de « Giri » une image qui pouvait rendre plus difficiles mes relations avec mes informateurs, j'ai d'abord fait attention à mes tenues vestimentaires. Certains informateurs ont été très attentifs à ce genre de chose, c'est le cas de quelques vendeurs ambulants par exemple, notamment ceux qui vendent des produits de contrefaçon. Il m'est une fois arrivé de porter une écharpe en laine italienne et un commerçant gitan n'a pas tardé à remarquer la petite étiquette verte indiquant le nom de la marque. Il m'a alors « rappelé » la signification sociale de cette étiquette : « Ce sont les riches qui mettent de telles écharpes ». J'ai par ailleurs essayé de toujours être en possession de pièces de monnaie. Au marché, cette tactique s'est révélée

---

[17] En fin d'entretiens, j'ai souvent demandé pourquoi l'informateur a accepté de me raconter son histoire. Beaucoup ont répondu qu'ils pensaient, en faisant ma connaissance, « apprendre plus sur la Norvège ».
[18] L'expression est également utilisée ailleurs en Espagne.

fructueuse dans la mesure où les vendeurs sont toujours à la recherche de pièces. J'ai alors souvent pu les dépanner, en échange de billets. Ces échanges ont par la suite facilité la mise en contact, la manière dont j'étais perçue… Enfin, on associe également aux « Giri » les appartements du centre où les loyers sont les plus élevés. Mes informateurs ont presque systématiquement demandé où je logeais, avec qui et le prix de mon loyer. Je n'ai alors pas transmis la même image selon les réponses que je donnais. Si lors de mon séjour dans un appartement du centre c'est l'image du « Giri » que j'ai transmise, mon choix, pour les deux séjours suivants, de m'installer dans le quartier résidentiel de Garrido Norte m'a permis de me défaire un peu de cette image. C'est par une immersion dans la durée que j'ai appris ces subtilités, d'où la nécessité d'être patiente, de prendre les quelques faux-pas que l'on a pu faire comme une expérience s'inscrivant dans, justement, « (l'apprentissage) de l'expérience du terrain » (Mohia, 2008).

2.1.2 Les différentes situations d'observation

Selon les situations et les lieux d'enquêtes, j'ai adopté un rôle différent. Je ne pouvais, en effet, pas utiliser les mêmes tactiques d'enquête dans les marchés, dans les magasins, au café, sur la scène nocturne, au domicile des enquêtés, sur les lieux institutionnels… Pour atteindre les objectifs posés, il a donc fallu varier les démarches en fonction des objectifs posés, de la durée du séjour et de mon degré de familiarité avec les acteurs (Sall, 2007 : 108). Pour une meilleure compréhension de la procédure méthodologique de cette thèse, nous verrons ici plus en détail les situations et lieux où l'outil méthodologique de l'observation a été utilisé.

- *La scène institutionnelle*

La scène institutionnelle a constitué une première porte d'entrée sur le terrain. C'est plus précisément à la Croix-Rouge que je me suis rendue dès l'année de mon Master 1, et où j'ai réalisé mes tout premiers entretiens[19]. La responsable du programme lié à l'immigration a ensuite facilité ma mise en contact avec d'autres informateurs, notamment des responsables d'associations de migrants. C'est ainsi qu'une première « boule de neige » a commencé à rouler. Après la Croix-Rouge, et toujours en Master 1, j'ai également commencé à nouer des contacts avec Caritas.

[19] Dans le cadre de mon mémoire de Master 1, j'ai plus précisément réalisé un entretien avec la responsable du programme « immigration » de la Croix-Rouge et deux autres entretiens avec le médiateur culturel et l'assistante sociale du même programme.

Si ces institutions ont, dans un premier temps, constitué des portes me permettant d'entrer en contact avec des informateurs migrants, et d'avoir une première idée du type d'appui qu'elles proposent à la population migrante dans la ville, elles ont par la suite fait l'objet d'un travail d'enquête plus approfondi. Dans le cadre de la thèse, j'ai ainsi travaillé comme volontaire durant six semaines – en mai et juin 2007 – au Centre interculturel de Caritas. Parmi les tâches qui m'ont été confiées figuraient la garde d'enfants (le centre dispose d'une petite garderie gratuite), le service au café (après les cours, un café et des gâteaux sont proposés aux utilisateurs du centre), l'accueil et l'inscription en cours de langues de nouvelles personnes, l'accompagnement de migrants francophones chez l'avocat, au service social, au pôle emploi… Par cette immersion, j'ai pu observer le fonctionnement du centre « de l'intérieur » ; suivre les migrants dans leurs démarches et nouer des liens avec divers types d'informateurs (migrants récemment arrivés, volontaires de différentes nationalités…) En 2008, le centre m'a sollicitée pour intervenir auprès d'un collège dans la ville (intervention sur l'immigration sénégalaise) et d'animer une des soirées thématique du centre (soirée portant sur la culture sénégalaise), soit des interventions s'inscrivant elles aussi dans des situations d'observation. Dans ce cadre, j'ai avant tout joué le rôle du volontaire.

S'inscrivent également dans le cadre de l'observation de la scène institutionnelle mes visites auprès des structures telles le centre d'hébergement d'urgence et les services d'appui aux dépendants à la drogue et à l'alcool de la Croix Rouge, le centre d'hébergement du Padre Damien, le centre d'hébergement du Padre Antonio, la *Casa de los pobres*, le Centre d'action sociale du quartier Garrido Norte, le syndicat de travail *Comisiones Obreras*, l'association d'aide aux migrants *Salamanca Acoge,* la chambre de commerce de Salamanque, la mairie de Salamanque et la mairie de El Encinar. L'objectif de ces visites était de découvrir les différentes instances proposant un appui à la population migrante de la ville, d'en avoir une vision globale. Ma familiarisation avec les institutions s'est par ailleurs avérée utile lors des entretiens approfondis : lorsque les interviewés les évoquaient, leurs récits me parlaient, ce qui à mon tour m'a permis de poser des questions plus approfondies, de faciliter le déroulement de la conversation.

Plusieurs associations de migrants ont également été approchées, d'abord par téléphone, puis dans un cadre plus formel. J'ai pu assister à quelques réunions, fêtes ou cérémonies. Cependant, la plupart des associations n'ayant pas de locaux, d'autres étant peu dynamiques, les données les concernant sont surtout celles issues des entretiens formels. En m'approchant des institutions et des associations de migrants, c'est surtout mon identité de doctorante que j'ai mise en avant.

On note qu'une seule institution s'est montrée réticente à l'égard de mon travail. Il s'agit de la structure d'aide aux migrants *Salamanca Acoge*. Cette réticence s'expliquerait par mon approche quelque peu tardive auprès de cette instance (2008) et par le grand nombre d'étudiants qui la sollicitent. En fait, lorsque le travail de terrain a débuté en 2005, très peu d'étudiants travaillaient sur des questions liées aux migrations dans la ville. D'ailleurs, lorsque j'ai évoqué mon intention de réaliser mon mémoire du Master 1 sur les migrations à Salamanque lors de mon année Erasmus, la personne chargée du cours sur les migrations internationales de la faculté de sociologie de l'Université de Salamanque m'a suggéré de changer de terrain : « À Salamanque, il n'y a pas de migrants ». Néanmoins, au fur et à mesure de l'augmentation du nombre de migrants dans la ville et de la prise de conscience de l'existence du phénomène, étudier l'immigration est devenu un sujet de plus en plus populaire chez les étudiants à Salamanque. Mon « ancienneté » auprès des institutions les plus sollicitées telles la Croix Rouge et Caritas, mais aussi aux yeux de certaines associations de migrants[20], s'est alors avéré être un avantage : je n'étais pas perçue comme « encore un étudiant qui veut de l'information ». En revanche, à *Salamanque Acoge*, c'est ainsi que j'ai été reçue. Obtenir les données du compte rendu des activités de l'année civile précédente s'est par exemple avéré très difficile. Selon leur dires, il serait « trop facile pour les étudiants de reprendre les données du rapport », soit le travail de la structure. Ces difficultés n'ont pas posé de problèmes réels. L'objectif premier, en m'approchant de Salamanca Acoge, était d'obtenir des données sur l'histoire du quartier Garrido Norte où la structure est implantée. Or, présents depuis peu dans le quartier, les employés des lieux n'en savaient guère plus que moi.

- *La scène commerçante*

La scène commerçante occupe une place importante dans cette thèse. C'est au marché hebdomadaire de Salamanque que j'ai commencé à observer les stratégies et tactiques des vendeurs, les échanges entre différents groupes… Dans un premier temps, j'ai joué le rôle de l'étudiante étrangère qui se promène au marché, achète quelques objets dans l'espoir de pouvoir nouer quelques premiers contacts. Puis, au fil du temps, les contacts se sont établis et j'ai gagné la confiance des vendeurs. Je suis alors passée de l'étudiante acheteuse à l'étudiante vendeuse : certains commerçants n'ont pas hésité à me confier leur stand le temps qu'ils aillent acheter un café ou discuter avec un frère. Je suis allée au marché de Salamanque toutes

[20] Le président de l'association des migrants sénégalais affirme ne plus recevoir les étudiants qui le sollicitent par exemple. Moi, je n'ai cependant jamais eu de refus : « Toi, c'est différent, on te connait » (2008).

les semaines durant mes séjours sur le terrain. Je suis également partie avec un vendeur durant deux jours dans les petits marchés des villages alentours. Gagner la confiance des vendeurs a été un processus très long et il a fallu être patiente. Mes quelques notions en wolof et mes connaissances du Sénégal m'ont été d'une aide importante dans cette démarche.

Les établissements commerciaux du quartier Garrido Norte ont également fait l'objet d'une enquête. J'ai plus précisément recensé l'ensemble des commerces tenus par la population migrante dans le quartier et, par l'aide d'une grille d'observation, noté les principales caractéristiques des commerces (nom, police et couleurs de l'enseigne, type de produits vendus ou services proposés, clients…). Lors de ces observations, c'est le rôle de l'étudiant qui prend un verre, qui déjeune ou qui cherche un objet particulier que j'ai adopté. Cela m'a permis d'entrer en contact avec d'autres clients, d'observer des situations d'interactions. Certains commerces se prêtant mieux à ce type d'observations que d'autres, c'est le cas des cafés notamment, ils ont fait l'objet de plusieurs visites de ma part, quelques fois en compagnie d'informateurs clé. J'ai aussi réalisé un questionnaire auprès des entrepreneurs étrangers de ce quartier. Des entretiens plus approfondis ont été réalisés, en plus du questionnaire, auprès d'une dizaine d'entre eux. Lors de ces deux situations, c'est mon rôle de chercheur que j'ai mis en avant. Nous reviendrons aux conditions de réalisation du questionnaire un peu plus loin.

On note que le type de contact qui s'est établi avec les commerçants à Garrido Norte n'est pas le même que celui que j'ai pu avoir avec les vendeurs au marché. Ayant eu moins de temps pour gagner leur confiance, certains se sont montrés quelque peu méfiants à mon égard.

- *Au domicile des informateurs*

Bénéficiant des relations confiance qui se sont installées avec certaines personnes, j'ai pu me rendre au domicile de plusieurs d'entre elles. Quelques logements ont fait l'objet de plusieurs visites. Aussi, j'ai « suivi » dans différents appartements quelques informateurs qui, au cours de l'enquête, ont déménagé. Le domicile, l'espace le plus intime des enquêtés, constitue un espace riche en informations. S'y rendre permet d'observer les conditions dans lesquelles les enquêtés vivent d'une part (type de logement, nombre d'habitants, décoration…), et d'observer des situations d'interactions d'autre part. Au début de mon travail de terrain, les visites chez les enquêtés étaient plutôt courtes (généralement le temps d'effectuer un entretien formel). Puis, avec le temps, les informateurs m'ont proposé de rester pour prendre un thé, un repas, de revenir pour un couscous le dimanche… soit de m'intégrer dans des moments de leur vie quotidienne. Cette volonté de faire partager peut, d'une certaine manière, s'expliquer

par le fait que les migrants savaient que je faisais un travail sur la vie des migrants. D'ailleurs, des phrases comme « toi, tu veux savoir comment on vit » ou « toi, tu t'intéresses à ce qu'on fait » m'ont souvent été adressées. Mon propre domicile lors de mes séjours prolongés à Salamanque s'est également avéré propice à l'observation. Les colocations étant une solution pour se loger à Salamanque, j'ai partagé mon domicile avec des personnes aux statuts et origines divergents. Parmi ces colocataires figurent un certain nombre d'étudiants étrangers fréquentant des écoles de langue privées. Entre 2004 et 2007, j'ai moi aussi pris des cours d'espagnol dans ce type d'écoles, soit 11 semaines de cours quotidiens au total. La fréquentation de ces écoles m'a permis de comprendre leur mode de fonctionnement d'une part, et de créer des liens avec des étudiants étrangers d'autre part. Dans ces écoles de langues, j'ai surtout utilisé mon identité d'étudiante étrangère.

Tableau 2: Période des séjours, lieu de résidence et principales caractéristiques des colocataires

Séjour	**Quartier**	**Qui**
Avril-juillet 2007	Centre ville	• Étudiant japonais • Fille espagnole, salariée
Janvier-février 2008	Garrido Norte	• Étudiant chinois • Étudiant Erasmus autrichien • Fille autrichienne, compagne de l'étudiant Erasmus autrichien • Homme espagnol, musicien • Garçon espagnol, enseignant en stage à Salamanque
Mai 2008	Garrido Norte, même appartement que pour le séjour précédent	Je retrouve le musicien espagnol et l'étudiant Erasmus autrichien du dernier séjour. Les autres habitants sont partis : l'étudiant chinois est parti étudier à Barcelone, la jeune fille autrichienne est partie travailler dans le sud de l'Espagne, le garçon espagnol a terminé son stage et est retourné dans sa ville d'origine du nord de l'Espagne.
Février-mars 2009	Estación	• Fille espagnole, salariée et propriétaire de l'appartement • Étudiante taïwanaise • Étudiante chinoise • Étudiante coréenne 1, repart en Corée du sud durant mon séjour • Étudiante coréenne 2, vient prendre la chambre de l'étudiante coréenne 1

Photos 1 et 2 : Des étudiants asiatiques venus cuisiner dans un des appartements dans lesquels j'ai vécu à l'occasion du nouvel an chinois. La situation permet d'observer la répartition des tâches, l'appropriation d'une cuisine qui n'est pas « la leur » (ils n'habitent pas l'appartement), les habitudes culinaires emportées du pays d'origine, mais aussi l'apprentissage de ces dernières : c'est au cours de l'expérience de la mobilité que certains étudiants étrangers apprennent à cuisiner (Photo : G. Odden, janvier 2008).

Photo 3 : Repas organisé à l'occasion de la visite d'un ami d'un des mes colocataires. Il s'agit d'un cadre permettant de saisir des situations d'interactions entre personnes aux statuts, origines et âges divergents (Photo : G. Odden, février 2008).

Photo 4 : Repas chez des Sénégalais. Le partage du repas constitue un moment clé de l'observation participante au sein de ce groupe, permettant de vivre leur quotidien « de l'intérieur » : répartition des tâches, l'apprentissage du savoir culinaire chez les hommes, heure et organisation du repas, la cérémonie du thé, l'hospitalité... (Photo : G. Odden, mars 2009).

Photo 5 : Visite dans une famille hispano-marocaine. La situation constitue un cadre propice pour étudier « la mise en scène de la marocanité » : décorations, couleurs, thé, gâteaux apéritif et habits « marocains » (Photo : G. Odden, mai 2008).

- *Espaces publics, cafés, bars*

Un dernier cadre d'observation concerne l'espace public (rues et places, parcs et squares etc.) et les cafés et bars[21]. C'est dans ce cadre que j'ai pu utiliser davantage mon identité d'étudiante étrangère. En adoptant les comportements des autres étudiants étrangers, j'ai pu me « glisser dans le décor », observer, converser… Comme le dit Peraldi (2001), « l'immersion est un art de la conversation. Il ne s'agit pas seulement de questionner, interroger ou enquêter, mais faire en sorte que ces questionnements s'inscrivent dans l'ordre naturel des interactions » (2001 : 23). C'est ainsi que sur ces lieux, et surtout la scène nocturne, je suis restée discrète concernant mon rôle de chercheur. Cela ne m'a cependant pas empêché de demander de revoir certaines personnes que j'y ai rencontrées dans le cadre d'un entretien formel. De même, j'ai souvent vu sur ces lieux des personnes avec qui un entretien formel avait déjà été réalisé. Ces deux cas de figure s'inscrivent plus largement dans le cadre du croisement des données.

2.2 Les entretiens formels

Comme le dit Kaufman (2004), « l'entretien dans les sciences humaines et sociales a déjà une longue histoire. Son origine est multiple : enquête sociale du XIXe siècle, travail de terrain des ethnologues, entretiens cliniques de la psychologie. Et il s'inscrit aujourd'hui dans une vaste nébuleuse de pratiques plus ou moins proches des critères scientifiques : études de motivation, interviews journalistiques, etc. De cette histoire très riche deux éléments peuvent être soulignés. Premièrement une tendance à accorder davantage d'importance à l'informateur. À l'entretien administré comme un questionnaire s'est progressivement substitué une écoute de plus en plus attentive de la personne qui parle […] Deuxièmement, et ceci brouille les cartes : la variété des méthodes est grande. Chaque enquête produit une construction particulière de l'objet scientifique et une utilisation adaptée des instruments : l'entretien ne devrait jamais être employé de la même manière » (Kaufmann, 2004 : 14-15).

2.2.1 Les différents groupes d'informateurs

Dans ce travail, des entretiens ont été réalisés auprès de divers acteurs. Ces derniers peuvent être mis dans les catégories suivantes : a) migrants et étudiants étrangers ; b) migrants

[21] Les cafés et bars autres que ceux situés dans le quartier Garrido Norte.

responsables d'associations de migrants ; c) migrants commerçants dans le quartier Garrido Norte c) Espagnols habitants du quartier Garrido Norte, et d) Espagnols employés dans les institutions en contact avec les migrants. Les objectifs des entretiens avec ces différents acteurs n'étaient pas les mêmes. Ainsi, une grille différente a été établie pour chaque catégorie (voir annexes). Pour les entretiens avec les migrants et les étudiants étrangers, la trajectoire migratoire a constitué le fil conducteur de la conversation. Avec les responsables d'associations de migrants, les objectifs étaient de reconstituer l'histoire migratoire du groupe d'une part, et de saisir la dynamique de l'association d'autre part. Pour les entretiens avec les migrants commerçants à Garrido Norte, l'accent a été mis sur les stratégies commerciales. Quant aux entretiens réalisés avec les Espagnols du même quartier, j'ai cherché à avoir des informations sur l'histoire du quartier et sur les dynamiques de sociabilité. Enfin, pour les entretiens avec les Espagnols employés dans des institutions en contact avec les migrants, l'objectif était de 1) recueillir de l'information générale sur l'institution et sur la situation migratoire dans la ville, 2) comprendre comment les migrants utilisent ces instances.

Les grilles d'entretiens ont été élaborées avant leurs passations, cependant elles ont légèrement évolué au cours de l'enquête. Les grilles ont été considérées comme un guide pour faire parler mes interlocuteurs. Ainsi, lors des entretiens, je n'ai regardé la grille que de temps à autre et, surtout, je n'ai jamais lu les questions. La formulation des celles-ci a alors pu différer d'un entretien à un autre. Cette méthode a permis de donner un certain ton à l'entretien : il s'agissait plus d'une conversation autour d'un thème que la simple réponse à des questions. La dynamique des entretiens a beaucoup varié en fonction des personnes interrogées. Certains n'ont pas été très loquaces et de nombreuses relances, plus ou moins réussies, ont dû être effectuées. D'autres ont été plus bavards, ce qui a permis de donner un caractère approfondi à l'entretien. En négociant l'acceptation de la présence du magnétophone, j'ai souligné l'anonymat des données[22], j'ai précisé que j'étais la seule personne qui allait écouter la bande et j'ai souvent proposé un exemplaire de l'entretien retranscrit. La plupart des personnes interviewées ont accepté l'enregistrement. Lorsque les informateurs ont refusé, j'ai pris des notes. Les données non-enregistrées sont toutefois moins riches que celles issues d'entretiens enregistrés. Les entretiens ont été réalisés en espagnol ou en français.

Ce sont les entretiens réalisés avec les migrants et les étudiants étrangers quiont été les plus denses. Ce sont aussi ces personnes que j'ai suivies dans la durée. J'ai avec eux, pour

[22] Sauf pour les responsables institutionnels qui ont parlé au nom de leur instance respective.

reprendre les termes de Kaufmann, « pris le temps de plonger dans les histoires personnelles, de susciter des confidences, de fouiller le passé : la richesse du matériau est dans la complexité de la chair biographique » (Kaufmann, 2004 : 15). Dans les lignes qui suivent, nous verrons plus en détail les procédés mis en œuvre pour reconstituer finement les trajectoires migratoires des informateurs et identifier minutieusement la formulation et la reformulation du projet.

2.2.2 La construction du récit

Tout d'abord, les entretiens et les observations réalisés avec et parmi les migrants ont été complémentaires. Comme le dit Becker, « une personne peut dire ou faire quelque chose, soit en étant seule avec l'observateur [comme dans le cadre d'un entretien formel], soit en présence d'autres membres du groupe. La puissance probatoire de l'observation de comportement dépendra de la probabilité d'être observé dans les deux situations. Dans un cas, l'informateur présente *solo* des discours et des comportements qui reflètent fidèlement son point de vue, mais qui n'auraient pas été inhibés par la présence du groupe » (Becker, 2003 : 354). L'informateur peut également construire un discours erroné lors de l'entretien formel, soit un discours qui ne peut pas être, généralement, tenu en présence du groupe. La situation familiale ou juridique ou la manière dont la personne est venue en Espagne sont des exemples d'informations que certains m'ont dissimulées lors de l'entretien formel. Puis, en passant du temps avec ces mêmes personnes plus tard et dans des contextes autres, certains m'ont avoué « ne pas avoir dit la vérité », d'autres ont « oublié » le premier discours et ont ouvertement parlé, à moi ou aux compatriotes, de leur(s) femme(s) au pays, de leur situation irrégulière, de la traversée en pirogue… Ces observations s'inscrivent plus largement dans la construction sociale du discours et conduit, encore une fois, le chercheur à s'interroger sur son statut; à décrypter les raisons qui ont pu amener l'informateur à construire un discours plutôt qu'un autre.

Comme le montre Bertaux, « pour parvenir à généraliser dans l'étude de la formation des trajectoires biographiques, il faut réduire le champ de l'observation à un type particulier de parcours ou de contexte ». Dans cette thèse, ce type particulier de parcours est donc les *parcours migratoires*. Pour qualifier ces parcours, je mobilise également les notions de trajectoires migratoires et de carrière (Becker, 1985). Par un raisonnement *longitudinal,* soit des *récits de vie*, j'ai ainsi cherché à reconstituer les successions temporelles de mobilité,

d'événements, de situations, de rencontres, de projets, soit une approche qui prend en compte, nous le savons, le sens que les individus donnent à leurs expériences.

On part, on ne sait pas toujours où l'on va, mais le départ est généralement lié, on le sait, à un désir d'amélioration de conditions de vie. Puis, tout au long de l'expérience migratoire, le projet prend forme. Lors de mes entretiens, je n'ai alors jamais débuté par la question « pourquoi es-tu parti ? », mais plutôt par la formulation suivante : « Quand tu es parti de chez toi, où pensais-tu aller ? » Suite à cette question, j'ai pu reconstituer la trajectoire du migrant et, ainsi, identifier les espaces parcourus, les rencontres qui ont eu lieu, la position occupée (mobilité familiale, professionnelle, sociale, résidentielle, juridique….) et la formulation et la reformulation du projet, caractérisé, je le rappelle, par un continuum temporel et une redéfinition constante. Je m'aligne sur les propos de Ma Mung (2009) qui avance que ce n'est pas le projet migratoire qui déclenche la migration, mais l'action de migrer qui déclenche le projet. Le projet a ainsi constitué un fil directeur lors des entretiens avec les migrants.

Tableau 3: Tableau récapitulatif des lieux de l'enquête à Salamanque et les outils de l'enquête

Lieux	**Détails**	**Outils d'enquête**
La scène commerçante ethnique		
Commerce ambulant	- Le marché hebdomadaire - La vente informelle en dehors du marché	- Observation, conversations informelles, entretiens formels avec les vendeurs en dehors du cadre du marché - Observation, conversations informelles
Commerce sédentaire	- Les commerces ethniques à Garrido Norte	- Observation, conversations informelles, entretiens formels et/ou passation d'un questionnaire auprès des commerçants
L'espace public		
La rue, les parcs, les squares…	- Parc Carrefour - Parc Jesuitas - Autres	- Observation - Observation - Observation
Les cafés et les bars		
	- Les cafés et les bars	- Observation

	autour de la Plaza Mayor - Les cafés et les bars dans le reste de la ville (sauf Garrido Norte)	- Observation
La scène institutionnelle		
Les ONG	- La Croix Rouge *Accueil immigrés* *Centre hébergement d'urgence* *Centre des dépendants à la drogue ou à l'alcool* - Caritas - Salamanca Acoge	- Entretien formel avec la responsable du programme, une assistante sociale et un médiateur culturel - Visite guidée du centre et conversations informelles avec les utilisateurs - Conversations informelles avec la responsable du programme - Entretien formel avec la responsable du programme - Stage de six semaines au Centre Interculturel, conversations informelles avec les utilisateurs et les autres volontaires - Entretien formel avec la responsable du programme et une assistante sociale
Les associations de migrants	- L'association des Marocains - L'association des Sénégalais - L'association des Latino-américains - L'association des Argentins - L'association des Péruviens - L'association des Boliviens - L'association pour le développement de	- Entretien formel avec le président de l'association - Entretien formel avec le président de l'association à deux reprises plus de nombreuses conversations informelles - Participation à la fête annuelle et au Grand Magal. - Entretien informel avec le président remplaçant - Participation à une réunion - Entretien formel avec le président de l'association et avec le comptable - Entretien formel avec le président de l'association - Entretien formel avec le président de l'association - Observation dans le parc de rencontres des Boliviens - Entretien formel avec le président (*avant* la création

	Mecke (Sénégal)	de l'association), conversations formelles lors de situations multiples, conversations téléphoniques à l'initiative du président, participation à une réunion
Autres	- Centre d'hébergement El Padre Antonio - La Casa de los Pobres - Centre des services sociaux à Garrido Norte	- Entretiens formels avec le responsable et avec des migrants habitants du centre - Observation et conversations formelles avec les utilisateurs lors d'une visite au centre - Entretien formel avec une employée du centre, recueil de données écrites
Au domicile	- Domicile des informateurs - Domicile propre	- Entretiens formels, conversations informelles, observation participante - Entretiens formels, conversations informelles, observation participante

3 Sources statistiques

Si mes données sont essentiellement de types qualitatifs, cette thèse comporte également quelques sources quantitatives : comme je l'ai déjà mentionné, un questionnaire a été réalisé auprès de l'ensemble des migrants commerçants recensés dans le quartier Garrido Norte et je me suis appuyée sur les données chiffrées des principales sources espagnoles en ce qui concerne les migrations.

3.1 Recensement des commerces à Garrido Norte

Afin d'identifier les établissements commerciaux tenus par la population migrante dans le quartier Garrido Norte, je me suis appuyée sur diverses sources. Tout d'abord, j'ai utilisé le *Guide des entrepreneurs latino-américains*, édité par l'Université de Salamanque (2007)[23] et le *Catalogue des projets de l'auto-emploi*, édité par la Croix Rouge (2007)[24]. Ces deux

[23] Il s'agit d'une initiative liée à la *Semaine latine,* organisée annuellement par l'Université et diverses associations de la ville. Nous y revendrons plus loin.

[24] Ce catalogue regroupe les personnes, migrantes on non, qui ont pu bénéficier du programme de l'auto-emploi de la Croix Rouge à Salamanque.

supports ont permis d'identifier plusieurs commerces. Une fois le contact établi avec les commerçants recensés par ces biais, il leur a été demandé s'ils connaissaient d'autres commerçants étrangers dans le quartier. J'ai également fait du porte-à-porte. Je ne suis pas entrée dans la totalité des commerces, ce qui aurait exigé un travail considérable, mais ceux dont le nom, le type de produits ou le personnel me laissaient supposer qu'il s'agissaient d'un établissement tenu par une personne migrante. J'ai également demandé à plusieurs habitants espagnols du quartier de m'indiquer des établissements de ce type. Je n'ai pas pu avoir d'informations concernant les commerçants étrangers auprès de la Chambre de Commerce car les nationalités ne figurent pas, selon les reponsables, dans leurs données.

32 commerces ont été identifiés. L'ensemble des entrepreneurs a accepté de répondre aux questions (voir les annexes pour le questionnaire). Un commerçant chinois a, dans un premier temps, refusé de collaborer, jugeant son niveau d'espagnol trop faible. Après négociation, il a proposé que j'aille voir son fils, employé dans un commerce situé dans un autre quartier de la ville. Dans ce cas, c'est donc le fils qui a répondu aux questions au nom du père. Un seul entrepreneur ne travaille pas dans son commerce. Il s'agit d'un Portugais résidaient au Portugal. Pour cet établissement, c'est donc la responsable des lieux qui a répondu aux questions. Un deuxième entrepreneur était en vacances dans son pays d'origine au moment de l'enquête. Comme dans le cas précédent, c'est un employé qui a répondu aux questions. On note que parmi les 32 commerçants identifiés, un entretien plus approfondi, en plus du questionnaire, a été réalisé avec huit d'entre eux. Ces entretiens ont été réalisés avec les commerçants qui se sont montrés le plus disponibles et intéressés. Certains se sont en effet montrés très enthousiastes concernant l'intérêt que je portais à leurs initiatives commerciales et aux migrations en général.

3.2 Quelques remarques à propos des données chiffrées sur l'immigration en Espagne

Les données chiffrées peuvent nous donner une indication sur l'évolution et les caractéristiques de l'immigration en Espagne et, plus particulièrement, à Salamanque. Il existe en Espagne principalement deux sources statistiques à ce sujet : le ministère du Travail et des Affaires sociales (MTAS) et l'Institut national de Statistiques (INE). Le MTAS publie des données sur les étrangers, toutes nationalités confondues, en situation régulière. Néanmoins, ces données ne remontent qu'à partir de 2003 et ne reflètent alors que la situation de ces toutes dernières années. Aussi, l'échelle la plus petite des données disponibles sur le site

internet du MTAS est celle des provinces. Ces données nous renseignent alors sur la province de Salamanque, mais non pas sur le cas de la capitale de même nom. Quant au site internet de l'INA, cette instance nous propose les chiffres du *Padrón,* le registre de population espagnole. Toute personne qui réside sur le territoire espagnol, de manière légale ou non, est censée s'inscrire dans le *Padrón* de la commune où elle réside. Ces données prennent alors aussi, *a priori*, en compte les personnes sans papiers. Néanmoins, il convient de souligner que tous les sans-papiers en Espagne ne sont pas inscrits dans ce registre. Plusieurs éléments peuvent expliquer la non-inscription de certains étrangers dans ce registre : on ne connaît pas l'existence du registre, on connaît l'existence mais non pas les avantages de s'y inscrire[25] ou on ne possède pas d'adresse fixe. Aussi, certains sans-papiers, par peur, ne souhaitent pas que leur identité et adresse soient révélées. D'autres facteurs sont également à prendre en compte à propos des chiffres issus de ce registre. Une personne peut par exemple avoir déménagé sans l'avoir signalé. Aussi, les communes espagnoles reçoivent des subventions en fonction du nombre d'inscrits dans leur registre. Il s'est alors avéré que certaines communes ont manipulé les chiffres.

Selon le *Especial Inmigrantes* du quotidien *El Mundo*[26], des failles administratives font qu'un étranger peut s'inscrire dans deux mairies distinctes, que 50 personnes déclarent habiter la même adresse, voire qu'une personne qui apparaît dans le *Padrón* n'est réellement jamais venue en Espagne. Une tentative d'améliorer la crédibilité de ces chiffres existe, notamment avec la *Ley Orgánica 14/2003* qui exige un renouvellement de l'inscription tous les deux ans pour tous les étrangers non communautaires et sans une carte de séjour permanente. Ainsi, les chiffres du Padrón de 2006 n'incluent pas les 492 952 étrangers sans-papiers n'ayant pas renouvelé leur inscription à temps. Chez l'INE, on considère que « ces personnes ne sont plus ou ne sont jamais allées en Espagne » (*El Mundo, Especial Inmigrantes)*. Néanmoins, l'exclusion de ces personnes des statistiques ne signifie pas qu'elles ne se trouvent plus sur le territoire espagnol. Cette mesure, censée améliorer la qualité des données, reste alors pour le moins controversée. J'ai moi-même accompagné un jeune sénégalais qui s'est rendu à la mairie où son père l'avait inscrit pour chercher un certificat dont il avait besoin dans le cadre d'un procès pour vente de disques piratés. Ne connaissant pas la règle de la rénovation obligatoire, on lui dit sur place qu'il n'est plus

---

[25] L'inscription donne accès à l'éducation et aux soins par exemple. Aussi, l'inscription dans le *Padrón* constitue une preuve sûre lorsque l'on souhaite régulariser sa situation et permet de prouver que l'on réside sur le territoire depuis au moins trois ans.

[26] Disponible sur *www.elmundo.es*

inscrit. Sans domicile fixe, suite à un conflit avec son père et un endettement envers les fournisseurs de disques piratés, il ne peut pas non plus s'inscrire de nouveau. Ce cas constitue alors un exemple d'une personne qui se trouve bien en Espagne, qui veut même déclarer sa présence, mais n'est recensée nulle part. Son cas n'est certes pas unique. Les données issues du registre de population espagnole sont donc à prendre avec précaution. Faisons enfin la remarque que les données issues du *Padrón* prennent en compte, contrairement à celles du MTAS, les municipalités. Par contre, jusqu'en 2002, les étrangers sont seulement recensés par continent, puis à partir de 2003 on commence à inclure d'autres nationalités. Les données du *Padrón* municipal de Salamanque de 2006 concernent treize nationalités, celles qui sont considérées comme « principales ». Ce point reste néanmoins relatif : les Anglais, au nombre de 97 seulement, y figurent. Si les données du MTAS remontent seulement à 2003, celles de l'INE sont disponibles à partir de 1998[27].

3.3 Presse et photographies

La presse et les photographies constituent les derniers supports méthodologiques de cette thèse. J'ai, depuis ma première année à Salamanque, réalisé un travail important de lecture de presse. J'ai principalement consulté les journaux nationaux *El País* et *El Mundo* et les journaux locaux *La Gaceta* et *El Adelanto*. Les journaux nationaux m'ont permis de me faire une idée de la manière dont les médias espagnoles traitent le phénomène de l'immigration, de me tenir au courant de l'évolution des politiques et des débats sur ces questions. Quant aux journaux locaux, ils étaient plus « proches » de mon terrain. J'y ai trouvé plusieurs articles abordant des événements auxquels j'ai assisté, parfois même des articles sur mes informateurs. Certains informateurs (migrants comme Espagnols) avaient d'ailleurs leur propre dossier de presse et ont proposé de me faire des photocopies des articles qui m'intéressaient. Toute l'information que j'ai jugée pertinente pour mes recherches a été découpée et classée dans un dossier de presse.

Enfin, les photographies constituent elles aussi des données socio-anthropologiques. Lors de mes premiers pas sur le terrain, je suis restée très discrète quant à la prise de photos. Puis, au fur et à mesure que la confiance s'installait avec les informateurs, prendre des photos s'est avéré de plus en plus « facile ». Lorsqu'il s'agissait de photographier des personnes, j'ai

[27] Celles de 1996 sont également disponibles, mais non pas celle de 1997. Pour une continuité annuelle, nous partons donc de l'année 1998.

toujours demandé la permission au préalable. Aussi, certains ont régulièrement demandé à ce que je les prenne en photos pour qu'ils puissent en envoyer au pays. J'ai ainsi pris et développé un très grand nombre de photos que j'ai remis aux informateurs. Certains ont aussi partagé leurs propres photos avec moi, soit une situation où j'ai pu visualiser les histoires que l'on me racontait (maisons, famille et amis au pays ; voyages, événements, quotidien en Espagne ; photos de membres de la famille ayant migré dans d'autres pays…)

Pour terminer, on note que, lors du dernier séjour à Salamanque, en février et mars 2009, j'ai également utilisé un caméscope. Il s'agissait là surtout d'un outil de travail exploratoire : n'ayant jamais filmé sur le terrain, il a fallu apprendre comment s'y prendre, avec les individus rencontrés, certes, mais également du point de vue technique. Lors de cette première expérience, j'ai plus précisément filmé à la Plaza Mayor, au marché (mais jamais les vendeurs ambulants), la cérémonie du Grand Magal et un entretien.

4 Retranscription et analyse des données

L'approche socio-anthropologique donne donc à voir « comment "fonctionne" un monde social ou une situation sociale […], une description en profondeur de l'objet social […], un *modèle* fondé sur les observations, riches en descriptions de "mécanismes sociaux" et en propositions d'*interprétation* (plutôt que d'explication) des phénomènes observés » (Bertaux, 2005 : 24-25). Comment ai-je alors traité les données empiriques issues du travail de terrain pour les interpréter, les « faire parler »[28]?

4.1 L'analyse des observations

Concernant les observations, j'ai tenu un carnet de terrain. C'est généralement *après* avoir observé une rencontre, un événement ou un contexte particulier que le carnet a été rempli. Se présenter avec un cahier et un stylo sur le terrain ne s'inscrit habituellement pas dans cet ordre naturel de l'interaction que j'ai essayé d'établir. Le carnet a constitué une sorte de journal (« qu'est-ce que j'ai fait et qu'est-ce que j'ai observé ce jour là ? ») ou, comme le disent d'Arborio et Fournier (2005), des « notes repères » :

[28] Expression empruntée à Barros et Zalc (2008) qui, eux, parlent de « faire parler des archives ».

« Le dilemme entre observer et noter amène tout d'abord à renoncer dans un premier temps à son envie de tout noter et à donner à ses notes une forme « finie », les rendant prêtes à être mobilisées dans l'écriture argumentative finale. C'est du moins le cas des premières notes, celles qui sont prises sur le vif : elles ne servent souvent que de repères, lors de la rédaction du compte rendu détaillé, pour se remémorer quelques événements marginaux, tel comptage ou telle parole entendue. Les documents ethnographiques collectés participent de la même façon à ce travail de remémoration. On se propose de désigner ces notes comme notes repères » (Arborio, Fournier, 2005 : 54).

Pour Arborio et Fournier (2005), « ces documents ne sont pas destinés à être utilisés tels quels dans le compte rendu final, mais constituent un matériau de base pour l'analyse » (Arborio, Fournier, 2005 : 56). Pour ces deux auteurs, les notes peuvent être classées dans différentes catégories : *notes descriptives* (description de lieux, rencontres, récits d'événements, d'interactions) ; *réflexions personnelles* (impressions personnelles, comme les difficultés rencontrées, permettant de suivre l'évolution de l'enquête) ; *notes prospectives* (les pistes à suivre, à vérifier, des textes à lire, les hypothèses) et *notes d'analyse* (c'est-à-dire les premiers éléments d'analyse, proches des notes prospectives). Pour illustrer ces catégories de notes qui, de toute manière, s'entremêlent, ici quelques extraits du carnet :

Notes descriptives : Vendredi 11 mai 2007 : Au centre je rencontre R, Marocain, arrivé en janvier avec un faux contrat dans le ménage qu'il a payé 6000€. « On fait des prêts » dit-il. C'est sa copine marocaine déjà sur place qui lui a trouvé le contrat. Son père voulait qu'il aille en France ou en Belgique. Il lui a dit que l'Espagne c'était bien, ne lui a pas dit que c'était pour rejoindre sa copine. Arrivé à Salamanque sa copine met terme à la relation. Il croyait que Salamanque était dans la banlieue madrilène […]

Réflexions personnelles : Jeudi 5 avril 2007 : Je prends un taxi pour le quartier San Jose où j'ai RV avec le responsable de l'association des Nigérians […] Une fille nigériane m'attend dans les escaliers avec un regard très sceptique. Je me demande alors où je suis. Je dis que j'ai RV avec M. La fille dit que M n'habite pas là, mais que c'est son père. Je dis que nous avions pourtant fixé un RV là et que j'ai eu Monday par téléphone. Elle me demande quand et je dis « il y a deux ou trois jours » ; elle me dit d'entrer. Je ne me sens pas à l'aise […] Pourquoi a-t-il fixé le RV chez sa fille et non pas chez lui et sa femme, que j'ai également eue au téléphone ?

Notes prospectives : Dimanche 1er avril 2007 : Arrivée dans mon appartement, je rencontre mon colocataire japonais. Il est en Espagne depuis deux ans (trois ans dit-il plus tard) […] Il va dans des écoles de langues privées. En ce moment il va dans « la moins chère » et a deux heures de cours par jour. A côté il vend des chaussures pour le Japon : il a une page web

destinée aux Japonais qui souhaitent acheter des chaussures de la marque Camper (marque espagnole). Les clients passent une commande par son site, il reçoit la commande et va dans des magasins à Salamanque chercher les chaussures et les envoie au Japon. Piste : le fait de s'inscrire dans une école de langue permet d'avoir un visa étudiant. Stratégie ?

Notes d'analyses : Dimanche 8 avril 2007 : […] À 19h j'ai RV avec M à la Plaza Mayor. Il a aussi RV avec A, un Espagnol né à Madrid de père espagnol et de mère portoricaine […] M veut aller dans un « locutorio » appeler. On y voit leur ami marocain (qui d'ailleurs était au marché ce matin) qui se joint à nous […] A ne sait ni de quel pays vient M, ni s'il a ses papiers. Il dit le connaître depuis un mois […] Qu'est-ce qui fait lien dans ce groupe ? Le fait qu'ils ne travaillent pas ? Que font-ils réellement ensemble ? C'est du passe-temps ou des projets ?

Comme l'écrivent Arborio et Fournier (2005), « ces différents types de notes se trouvent en proportions variables selon le type de situation dont on veut rendre compte, selon l'avancée du travail de terrain » (Arborio et Fournier, 2005 : 59). Les exemples du carnet ci-dessus sont issus du premier séjour à Salamanque dans le cadre de la thèse. Ces notes comportent alors moins d'éléments d'analyse que celles issues des séjours suivants.

La première phase de l'analyse des données est celle de la *relecture* du carnet : en relisant les premiers écrits, des souvenirs reviennent et des nouvelles réflexions surgissent. Ceux-ci ont alors été notés à part ou sur le carnet avec une couleur distincte. Puis, dans un deuxième temps, il a fallu systématiser les données (groupement par thèmes, par informateurs…) pour, enfin, les « faire parler » de manière sociologique. Pour ce faire, on peut distinguer trois manières d'articuler matériaux et analyses : *la description ordonnée*, soit une description très précise qui ne peut-être faite qu'après des observations répétées dans le temps, ouvrant vers une analyse plus générale ; *le raisonnement illustré* par des exemples, distingués typographiquement du reste du texte (comme les citations longues d'entretiens) et *les longues scènes commentées*, accompagnées d'éléments de contextualisation, les éléments biographiques… (Arborio et Fournier 2005 : 105-106). Ces trois modes d'expositions s'inscrivent tous dans la *thick description* de Geertz, invitant à une écriture bien spécifique : celle de « l'anthropologue comme auteur »[29].

Les principales difficultés touchant à l'analyse des données issues des observations ont concerné l'ampleur du matériau et le passage à l'écriture finale. Comme le dit Arborio et Fournier (2005), « le chercheur éprouve toujours, à certaines étapes du travail, le sentiment

[29] Je fais ici référence à l'ouvrage de Geertz *Works and Lives. The Anthropologist as Author,* (2007) [1988]

que "les matériaux parlent d'eux mêmes" et que toute analyse focalisée sur tel aspect ou tel événement réduit beaucoup ce qui a été observé » (Arborio et Fournier 2005 : 104). C'est surtout par l'étape intermédiaire de profonds comptes-rendus de terrain, rédigés après chaque séjour, que je suis peu à peu sortie d'une « restitution fascinée » (Farge, 1989, cité par Arborio et Fournier 2005 : 104) au profit d'une *interprétation* sociologique des données ; c'est-à-dire les nommer, les catégoriser et les théoriser (Sall, 2007 : 115).

4.2 L'analyse des récits de vie

Comme l'avance Bertaux (2005), une fois les récits recueillis, « on dispose de toute une série de témoignages sur le même phénomène social. La mise en rapport les uns avec les autres permet […] d'isoler un noyau *commun* aux expériences, celui qui correspond à leur dimension *sociale*, celle que l'on cherche précisément à saisir » (Bertaux, 2005 : 41). Pour ce faire, j'ai fait le choix de retranscrire intégralement la majorité des entretiens enregistrés. Retranscrire l'intégralité des entretiens permet de faire parler la totalité du matériau et de relever des éléments qui au premier abord ne semblaient peut-être pas significatifs. Le choix de tout retranscrire se justifie également par les propos de Bertaux à ce sujet : « La retranscription partielle pose un problème spécifique : elle nécessite de toute façon une première écoute intégrale sur une platine à compteur fiable, pour repérer les passages à ne pas retranscrire dont on noterait le thème et les contenus. Or, il s'avère qu'on passe à peu près autant de temps, sinon plus, à décider des passages à éliminer qu'on en aurait mis à les retranscrire (Bertaux, 2005 : 69).

Pour l'analyse des entretiens, j'ai dans un premier temps effectué un travail important au niveau de l'annotation sur les entretiens même. J'ai ainsi souligné et noté tout ce que j'ai trouvé intéressant. Ce travail a servi à classer l'information par thèmes d'une part, et de retrouver la structure diachronique du récit d'autre part.

Le récit de vie est une production discursive, c'est-à-dire que le sujet fait un effort pour *raconter* une histoire vécue. Les modes d'analyse du récit doivent par conséquent respecter cette caractéristique. Bertaux (2005) distingue, entre le parcours biographique et le récit qui le raconte, « un niveau intermédiaire, celui de la totalisation subjective (toujours en évolution) de l'expérience vécue. Elle constitue l'ensemble des matériaux mentaux à partir desquels le sujet cherche à produire un récit. Elle est faite de souvenirs, mais aussi de leur mise en perspective, de réflexions et d'évaluations rétrospectives. Mémoire, réflexivité, jugement moral y contribuent ensemble, ainsi que les autres facultés intellectuelles du sujet,

ses "équipements" culturels et son idéologie, sa vision du monde et de sa place dans le monde » (Bertaux : 2005 : 71). Ceci dit, indépendamment dont la *façon* dont l'informateur *raconte* son parcours, ce dernier contient, inévitablement, un certain nombre d'événements qui ont marqué le parcours, soit « le noyau stable autour duquel se développe nécessairement la construction du récit qui s'édifie par "mise en intrigue", comme le dit Ricœur dans *Temps et récit,* de ces événements centraux […] S'agissant de la véracité des récits de vie, l'hypothèse la plus plausible est que non seulement ces événements, mais leur ordre temporel ont été mémorisés correctement par le sujet et qu'il est capable de restituer dans son récit non seulement les événements, mais cet ordre » (Bertaux, 2005 : 73-74). Ce dernier ne se fait cependant pas de façon linéaire, le récit saute en avant, revient en arrière, prend des chemins de traverse… C'est donc par une analyse en profondeur sur le récit lui-même que j'ai pu reconstituer la structure linéaire du récit. Si cette structure reconstituée peut présenter quelques décalages par rapport au parcours lui-même (décalages liés à des erreurs de mémoire, dissimulations volontaires, etc.), ceux-ci sont souvent repérables sous formes d'incohérences (incohérences dans l'entretien lui-même ou incohérences repérées suite au croisement, déjà mentionné, avec les données recueillies dans d'autres contextes tels l'observation). De toute façon, comme le stipule Bertaux (2005), ces éventuels écarts sont généralement minimes : « Il nous paraît […] beaucoup plus plausible de présupposer une bonne correspondance, que de postuler que le récit de vie déformerait la structure diachronique du parcours biographique au point de la rendre méconnaissable » (Bertaux, 2005 : 74).

Avec l'importance accordée aux *projets* des migrants, il a donc fallu procéder par un travail, à partir du manuscrit retranscrit, au niveau de la reconstitution précise des enchaînements de rencontres, de situations, d'événements et d'actions afin de comprendre les mécanismes sociaux de la formulation et de la reformulation du projet migratoire, d'articuler processus collectifs de changement social (comme, par exemple, les régularisations massives, les crises économiques…) et parcours individuels ou familiaux. On note que la majorité des migrants interviewés avaient en tête un très grand nombre de dates relatives à leur parcours, certains m'ont même montré un cahier avec les dates notées : date précise du départ ; date de l'arrivée dans un tel ou tel pays, date de l'obtention de la première carte de séjour, de la carte de séjour permanente, dates du dernier séjour au pays… Ceci a, dans une certaine mesure, facilité la reconstitution linéaire du parcours certes, mais a également donné une idée de la notion de temps chez les migrants. Des phrases du type « j'ai fait un an et deux mois en

Espagne » ou « ça fait cinq ans et demi que je n'ai pas vu ma famille » sont, à titre d'exemples, particulièrement récurrentes dans les conversations informelles avec les migrants.

Les principales difficultés au niveau de l'analyse des récits de vie ont concerné les « zones blanches » (périodes non évoquées, manque d'informations sur un élément cité…) et les incohérences identifiées. Dans la mesure du possible, j'ai essayé d'avoir plus d'informations sur ces périodes/éléments/incohérences lors de rencontres postérieures. Je suis cependant restée discrète, surtout au niveau des incohérences : le rôle du sociologue n'est pas celui de « pénétrer par effraction dans la vie privée de sujets » (Bertaux, 2005). Nonobstant, plutôt que de passer trop de temps à combler ces « trous », j'ai surtout cherché pour quelle raison, subjective ou non, le sujet ne s'est pas attardé sur un événement particulier, ou pourquoi une information « erronée » a pu être émise. Une telle analyse ouvre également vers des pistes de réflexion particulièrement riches.

***

Ce deuxième chapitre avait pour intention de présenter et questionner mes démarches méthodologiques. Comme le dit Mohai (2008), « un curieux silence pèse en effet sur le terrain » (Mohai, 2008 : 11). Si de nombreux auteurs l'évoquent, c'est plus pour le *définir* que pour *rendre compte* des conditions de production du savoir socio-anthropologique. Pour sortir de ce « silence », j'ai dans ce chapitre mis l'accent sur l'expérience relationnelle de l'enquête de terrain. De ce contexte particulier, on retient la nécessaire auto-interrogation constante du chercheur concernant son statut et sa place sur le terrain, « soit une démarche ouverte autant sur soi que sur l'autre d'un bout à l'autre de sa démarche, dans sa pratique comme dans ses élaborations théoriques » (Mohai, 2008 : 286).

Dans la partie suivante, nous verrons les résultats issus de ce travail de terrain fin auprès d'un échantillon d'informateurs restreint. À partir d'une description profonde, cette *Thick Description* évoquée au début du chapitre, il s'agit de donner une signification sociale aux « miettes de la vie quotidienne », expression employée par Bonicco (2006) en faisant référence à Goffman, et de tirer des conclusions pouvant être généralisées pour d'autres migrants, voir pour d'autres villes espagnoles.

2ÈME PARTIE : LOGIQUES DE MOBILITÉS DANS L'ESPACE MIGRATOIRE ESPAGNOL

CHAPITRE III
L'ESPACE MIGRATOIRE ESPAGNOL

L'objectif de ce chapitre est de contextualiser la situation migratoire en Espagne. Encore pays d'émigration dans les années 1980, l'Espagne est aujourd'hui parmi les premiers pays récepteurs de migrants dans le monde. Nous tenterons alors de comprendre cette transition migratoire, ses réponses politiques et, par là, les logiques de mobilités dans l'espace migratoire espagnol[30].

1 L'ÉTAT ESPAGNOL ET SA POLITIQUE MIGRATOIRE. QUELLE LOGIQUE DE MOBILITÉ ?

1.1 De l'émigration à l'immigration

1.1.1 L'émigration espagnole

Le début de l'émigration espagnole dans l'histoire contemporaine remontre au XIXe siècle. C'est vers l'Algérie qu'une première vague de migrants espagnols se dirige dès 1830, l'année de la conquête française du pays. Ces premiers départs sont principalement liés à l'accroissement démographique de l'Espagne et, par là, à son incapacité à absorber la population active. En 1890, l'Algérie compte 160 000 Espagnols, pour la plupart originaires de l'Espagne de l'Est ou des îles Baléares. Après l'indépendance de l'Algérie en 1962, environ 30 000 pieds-noirs s'installent dans la région d'Alicante, non sans y laisser des empreintes[31] (Martin-Muñoz, 2002).

Une deuxième vague de migrants Espagnols est celle qui se dirige vers l'Amérique Latine. Ces flux, beaucoup plus importants que ceux vers l'Algérie, commencent autour de

---

[30] La rapidité de l'évolution de l'immigration dans le pays a même causé quelques difficultés quant à la rédaction de ce chapitre : certains passages ayant été écrits à l'automne 2008, deux ans plus tard la réalité n'est plus la même. Pour une certaine cohérence entre les données présentées dans ce chapitre et celles issues des recherches empiriques (2007 - début 2009), j'ai choisi de moins me focaliser sur la période fin 2009 - 2010. J'y fais toutefois référence lorsque je juge cela nécessaire. La promulgation de la dernière loi sur l'immigration en Espagne (fin 2009) constitue un premier exemple.

[31] Pour plus d'information sur les pieds-noirs en Espagne, voir l'article de Juan Jean-Paul Sempere (2000) « Les pieds-noirs à Alicante ».

1850 et comme pour la première vague, la raison du départ est économique ; l'économie espagnole est en retard et le continent américain à besoin de main d'œuvre. L'Argentine et Cuba constituent les deux premiers pays d'accueil de cette vague migratoire. Suite au krach économique de 1929, les politiques migratoires des pays latino-américains deviennent plus restrictives et l'émigration économique espagnole vers le continent ralentit. En 1950, le continent américain compte tout de même 3.5 millions d'Espagnols, majoritairement originaires de la Galice et de l'Andalousie. Ce n'est que dans les années 1970 que cette migration cesse définitivement. Parallèlement au ralentissement de l'émigration économique se produit une nouvelle vague, politique cette fois et liée à la guerre civile espagnole (1936-1939). Le Mexique et le Chili sont les deux premiers pays d'accueil de ces migrants politiques (Martin-Muñoz, 2002).

Les départs vers l'Europe constituent la dernière vague de migrants Espagnols. Ces départs sont particulièrement significatifs à partir de la fin des années 1950. La Suisse, l'Allemagne et la France constituent les trois premiers pays d'installation des migrants espagnols en Europe. Des conditions économiques toujours en retard, le régime franquiste (1937-1977) et l'appel des pays européens en plein développement économique à une main-d'œuvre originaire des pays moins développés sont, nous le savons, les facteurs explicatifs des départs des Espagnols vers l'Europe. Ces migrants sont originaires de toute l'Espagne, leur nombre dépasse les deux millions et les remises de fond qu'ils envoient au pays jouent un rôle important dans le développement économique de l'Espagne.

Parallèlement à cette période, l'Espagne sort progressivement de son autarcie économique, notamment par la signature d'accords avec les États-Unis, l'augmentation du tourisme et le développement urbain et industriel. Cette nouvelle situation favorise également les migrations espagnoles internes, comme celles vers la Catalogne[32]. Enfin, avec la mort de Franco en 1975 et la fin du régime totalitaire, démarre un nouveau cycle politique en Espagne. Ce dernier s'accompagne d'une profonde reconversion de l'infrastructure de production, permettant l'obtention d'indices de développement supérieurs à la moyenne des pays de l'Union européenne (Martin-Muñoz, 2002). Le nouveau cycle compte également de nombreux émigrés retournés au pays. Dans les années 1970, la fin de la croissance économique post-guerre et la crise du pétrole entraînent une baisse de l'emploi dans l'Europe occidentale de l'époque. En 1974, certains pays européens, dont la France, ferment même

[32] Comme le montre Naïk Miret (1997), la migration interne vers la Catalogne du reste de l'Espagne est régulière dès 1877. La période 1950-1975 constitue néanmoins l'apogée de cette migration.

leurs frontières à l'immigration. Entre 1975 et 1980, 650 000 émigrés espagnols retournent au pays (Collectif IOE, 2002). Il semble donc y avoir un lien entre la fermeture des frontières et le retour des émigrés au pays. Nonobstant, l'Espagne compte toujours un grand nombre d'expatriés. En 2001, pour chaque immigré se trouvant en Espagne, il y avait toujours deux Espagnols résidant à l'étranger (Collectif IOE, 2001 : 11).

1.1.2 L'immigration et son évolution

Jusqu'en 1960, la présence étrangère en Espagne est peu importante. Environ 55 000 étrangers résident en Espagne au milieu du XXe siècle. La proportion entre émigrés et immigrés est alors de 100 pour 1 (Collectif IOE, 2002). À partir des années 1960, on note un timide accroissement des arrivées. Il s'agit majoritairement de retraités Européens en quête d'un climat doux et d'un coût de vie inférieur à ce qu'ils trouvent dans leur pays d'origine. Durant cette période viennent également quelques migrants politiques originaires de la Guinée ou de l'Amérique latine (López Sala, 2002). En 1960, les étrangers représentent 0.2% de la population, en 1970 le pourcentage s'élève à 0.4%. Il s'agit d'une augmentation très discrète, mais réelle (Collectif IOE, 2002).

Entre 1975 et 1980, le pays se trouve dans une phase *pré-initiale* de l'immigration ; le solde migratoire est toujours négatif et les chiffres des étrangers résidents oscillent entre 165 286 et 183 264. Ces étrangers sont majoritairement des Européens ou des Sud-Américains. Seulement 3 000 sont des Nord-Africains (Izquierdo, 1996, cité par Moya Malapeira, 2006). Une économie peu attractive (crise du pétrole au niveau international, inflation élevée, taux de chômage considérable) et un climat politique instable (terrorisme persistant, climat d'incertitude politique générale, crise du parti politique *Unión de Centro Democrático*, UCD, à la tête du gouvernement entre 1977 et 1982) font que l'Espagne ne se présente pas comme un pays d'immigration attrayant (Moya Malapeira, 2006).

Les années 1980-1985 marquent un changement de scénario avec une stabilisation politique (après le coup d'État du 23 février en 1981) et économique (avec les négociations liées à l'adhésion du pays dans l'Union européenne notamment). Les arrivées commencent alors à augmenter de façon plus significative, marquant la *phase initiale* de l'immigration. À la fin de cette période, en 1985, le pays compte environ 250 000 étrangers en situation régulière et entre 100 000 et 250 000 personnes en situation irrégulière, soit une augmentation de 36% par rapport à l'année 1980 (*ibid.)*. Durant la période 1985-1990, la situation politique se stabilise davantage et, conséquence de l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne

(1985), la situation économique s'améliore. Le besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée peut expliquer l'augmentation des étrangers de cette période. On remarque des arrivées de certains pays de l'Amérique latine, du Maroc, de Chine et des Philippines. Ces migrations sont d'ordre économique et témoignent d'une Espagne comme pays d'installation (Izquierdo, 1992, 1996 *in* López Sala, 2002). Aussi, suite à un durcissement des politiques migratoires dans des pays comme, par exemple, la France au milieu des années 1980, on note également des arrivées de migrants auparavant installés dans d'autres pays européens (Ma Mung, 2005).

Le rythme s'accélère davantage à partir des années 1990. En 1991, suite à des procédures de régularisation, le nombre d'étrangers en situation régulière est de 360 655. On note également une augmentation des arrivées de Marocains. En 1991, près de 50 000 Marocains résident en Espagne. (Moya Malapeira, 2006). En 1995, le nombre d'étrangers du pays est de 449 733 personnes. En 1999, le nombre est de 801 329 personnes. Carvajal Gómez (2006) explique l'augmentation de l'immigration en Espagne durant les années 1990 par la situation socioéconomique du pays, certes, mais également par les dispositifs mis en place par l'État espagnol permettant aux étrangers l'obtention d'un permis de séjour (période de régularisation, mis en place du contingent et ré-documentation, nous y reviendrons plus longuement dans la partie politique).

Enfin, malgré les arrivées dans les années 1990, l'évolution la plus significative de l'immigration en Espagne n'a lieu que dans les années 2000. Entre 2000 et 2008, le pays compte une augmentation annuelle d'étrangers résidents allant de 213 340 à 957 206 personnes, soit une augmentation moyenne annuelle de 409 170 personnes. C'est en 2000 que 1'on passe la barre symbolique d'un million. En 2002, on arrive à 1 300 000 pour arriver à 1. 650 000 en 2003. En 2004, on est tout près des deux millions pour arriver à 2 700 000 en 2005. La grande différence entre 2004 et 2005 s'explique par la régularisation de près de 600 000 étrangers en situation irrégulière en mai 2005 (nous y reviendrons). En 2006, le chiffre dépasse les trois millions et en 2007 on frôle les quatre millions. La très forte augmentation entre 2006 et 2007 s'explique par l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union européenne ; une partie importante de ces migrants résidaient auparavant de façon irrégulière sur le territoire espagnol. En juin 2008, l'Espagne compte 4 169 000 étrangers en situation régulière, soit 9% de la population totale.

Tableau 4: L'évolution du nombre d'étrangers en situation réguliers (1995-2008[33])

Année	Nombre	Augmentation par rapport à l'année précédente
1995	499 733	-
1996	538 984	39 251
1997	609 813	70 829
1998	719 647	109 834
1999	801 329	81 682
2000	895 720	94 391
2001	1 109 060	213 340
2002	1 324 001	214 941
2003	1 647 011	323 010
2004	1 977 291	341 280
2005	**2 738 932**	**761 641**
2006	3 021 808	282 876
2007	3 979 014	**957 206**
2008	**4 169 086**	190 072

Source : ministère du Travail et des Affaires Sociales espagnol (MTAS).

En comparant ce chiffre à celui du *Padrón* (chiffre du 1er janvier 2008) qui, nous l'avons déjà vu, inclut les étrangers en situation irrégulière, nous pouvons avancer qu'un million de personnes serait aujourd'hui en situation irrégulière en Espagne[34]. Ce chiffre est néanmoins, comme nous l'avons souligné, à prendre avec précaution.

1.2 Le début d'une politique migratoire : l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne et l'élaboration de la loi organique 7/1985

Jusqu'au milieu des années 1980, les étrangers pouvaient entrer et se régulariser sur le territoire espagnol sans trop de difficultés et la question migratoire était quasiment un thème inexistant (Gil Araújo, 2002). C'est l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne qui va pousser le pays et le gouvernement du Parti Socialiste (PS) à élaborer une première loi sur les étrangers. Le contrôle des frontières espagnoles étant désormais un enjeu européen, la promulgation d'une loi est une condition *sine qua non* pour entrer dans l'Union. La Commission européenne joue ainsi un rôle important dans l'élaboration de cette première loi, déterminant non seulement le moment de son apparition, mais également le type de politique

[33] Les données correspondent à la date du 31 décembre, sauf pour l'année 2008 où la date de référence est celle du 30 juin.
[34] Au 1er janvier 2008, 5 220 577 étrangers étaient inscrits dans le *Padrón*

à adopter. Une loi sur l'asile est alors approuvée en 1984, et la loi des Droits et Libertés des Étrangers, aussi appelée la loi Organique 7/85 (*Ley Orgánica 7/1985 de Extranjería*), est votée en 1985, six mois avant l'entrée de l'Espagne dans l'Union (1986). Cette année est également celle d'une première régularisation d'immigrés. 43 800 personnes obtiennent alors leurs papiers. L'opinion publique reste indifférente face à cet événement, de même que le débat politique à ce sujet reste rare (Collectif IOE, 2001, López Sala, 2002).

La loi organique 7/85 met en place une politique d'immigration centrée sur le contrôle des flux et l'ordre public : l'entrée, les papiers d'identité obligatoires pour travailler et résider et les procédures d'expulsion. Dans le texte, le migrant est défini plus comme de la main-d'œuvre économique que comme un sujet de droits ; l'accès aux droits économiques et sociaux est limité[35], aucun permis de travail ou de résidence de durée permanente n'est envisagé et le droit au regroupement familial n'est pas garanti. En outre, le texte définit l'immigration comme temporaire et la question de l'intégration sociale des immigrés n'est pas abordée (Collectif IOE, 2001 ; López Sala, 2002). La promulgation de cette loi est en effet plus le résultat de pressions externes qu'une réponse directe à la situation du pays : la présence étrangère y est toujours faible et la société espagnole a à peine conscience que ce domaine requiert une intervention gouvernementale (López Sala, 2002). Enfin, malgré l'accent mis sur le contrôle des frontières, la politique migratoire espagnole reste largement plus souple que celle d'autres pays européens. Le peu de contrôles et la possibilité d'intégrer l'économie informelle sans trop de difficultés vont progressivement attirer de plus en plus de migrants vers l'Espagne.

1.3 L'évolution des politiques

1.3.1 D'une politique d'anticipation à la conscience d'une Espagne pays d'immigration

À partir de 1991 commence une seconde étape de la politique d'immigration en Espagne, allant au-delà de l'aspect purement sécuritaire. En 1991, plus de 100 000 personnes bénéficient d'une régularisation par exemple. Aussi, lors de cette même année, la Direction générale des Migrations (*Dirección Interministerial de Extranjería*) et la Commission interministérielle d'Étrangers (*Comisión Interministerial de Extranjería*), chargée de la

[35] Les étrangers n'ont pas accès à des programmes de promotion pour l'emploi par exemple (aides étatiques à l'embauche) (Collectif IOE, 2001).

coordination entre les différents départements, sont créées. En 1993 se met en place le système de quotas (*el Contingente*). Ce dernier est une particularité espagnole, pensé comme un système permettant de faire venir de la main-d'œuvre non communautaire qui occuperait des emplois que les résidents du pays ne souhaitent pas (ou plus) faire. Le nombre d'étrangers du contingent, par activités et provinces, est annuellement déterminé par le gouvernement en fonction des prévisions des offres de travail. Néanmoins, selon le Collectif IOE (2001), depuis 1994 le contingent sert de « régularisation dissimulée » (2001 : 7) car une bonne partie des étrangers admis par ce système résident déjà sur le territoire espagnol (même si de manière irrégulière). Notons également la signature du Traité de Maastricht (le traité sur l'Union européenne) en 1992, amenant à la distinction entre les étrangers communautaires et ceux non-communautaires (distinction toujours très présente dans le discours politique et médiatique et dans la production scientifique en Espagne).

Un plan d'intégration sociale des immigrés (*Plan de Integración Social de los Inmigrantes*) se met en place en 1994. Celui-ci a comme objectif de promouvoir l'intégration sociale des immigrés en Espagne, mais aussi la coopération avec les pays émetteurs et la lutte contre l'immigration irrégulière. Le plan entend par « intégration sociale » des immigrés l'accès aux droits civiques et sociaux de base au même niveau que les Espagnols. Les aspects prioritaires du plan concernent le marché du travail (égalité à l'accès à l'emploi, même droit de travail, de formation et d'information), l'éducation, la coprésence (*convivencia*) territoriale et la participation citoyenne (mouvements associatifs) Néanmoins, sont considérés comme sujets à cette intégration uniquement les migrants travailleurs. C'est ainsi que s'établit une relation entre le contrôle des entrées (recrutement par l'État des travailleurs étrangers) et la possibilité d'intégration des étrangers sur le territoire (Gil Araújo, 2002 : 169).

En 1994, se crée également le Forum de l'Immigration. Ce dernier est composé de représentants de l'administration, des syndicats, d'ONG espagnoles et d'associations de migrants. Notons à propos des ONG que celles-ci jouent aujourd'hui un rôle important dans la gestion des collectifs vulnérables des États-providences. Ceci est particulièrement vrai pour l'Espagne et sa population immigrée. Trois points peuvent expliquer cette particularité espagnole : 1) l'incorporation tardive du pays au modèle de l'État-providence, 2) l'arrivée tardive des immigrés, et 3) la tradition catholique de substitution et de charité devant les collectifs vulnérables (Gil Araújo, 2002 : 169). En 1994, entre également en vigueur une réforme de la politique d'asile du pays, permettant aux autorités de refuser avec plus de

facilités les demandes d'asile[36]. En conséquence, les demandes d'asile diminuent de 12 000 à 6 000 demandes par an (Collectif IOE, 2001 : 7). Enfin, notons la création de l'Observatoire Permanent de l'Immigration (*Observatorio Permanente de la Inmigración OPI*). L'objectif de ce dernier est de connaître le rôle de l'immigration dans la société espagnole, d'élaborer des analyses et faire des propositions[37].

En 1996, le règlement de la loi organique 7/85 fait l'objet d'une réforme importante, avec notamment l'introduction des cartes de séjour et de travail d'une durée plus importante qu'auparavant et la distinction entre délits *mineurs*, *graves* et *très graves*, permettant d'éviter l'expulsion pour tout délit. En 1996, une nouvelle période de régularisation, ou plutôt de « re-documentation », a également lieu. Les critères pour obtenir une régularisation sont les suivants : prouver sa présence en Espagne avant janvier 1996 et avoir déjà possédé, à un moment donné, un permis de travail ou de séjour. La famille proche de ces personnes peut également aspirer à une régularisation. 18 800 personnes obtiennent des papiers suite à cette troisième régularisation (Collectif IOE, 2001 : 13).

L'année 1996 est également celle des élections générales. Après 14 ans avec le gouvernement du Parti Socialiste (PS), le Parti Populaire (PP), un parti de droite, prend le relai. José Marie Aznar devient alors chef du gouvernement espagnol. Une première modification du nouveau gouvernement est celle d'une séparation au niveau de l'administration entre la gestion des flux liés au travail (contingent et permis de travail) et la politique sociale destinée à la population étrangère. Hormis cela, durant les premières années au pouvoir, la politique du PP s'inscrit dans une ligne de continuité. D'une part, suite à la signature des Accords Schengen notamment, le contrôle des frontières occupe une place importante. En 1998 par exemple, le Plan Sud (*Plan Sur*) est présenté par le directeur de la police espagnole. Ce dernier est destiné à augmenter les contrôles frontaliers et portuaires. L'Andalousie, Murcie, Ceuta et Melilla sont les espaces concernés par ce plan qui mobilisera une centaine d'agents policiers. Aussi, à Ceuta et Melilla, afin de « clore » les deux enclaves et avec l'aide de l'Union européenne, des clôtures sont construites et des systèmes de détection sophistiqués sont mis en place. Néanmoins, le résultat de ces mesures n'est pas une baisse de l'immigration irrégulière, mais un durcissement des conditions d'entrée et

---

[36] Il s'agit là d'une harmonisation au niveau européen, avec l'instauration de la procédure « expresse » aux frontières notamment.

[37] Notons la série de publication de l'Observatoire permanent de l'immigration. Les ouvrages sont généralement dirigés par des universitaires et sont très au point sur la situation et les tendances actuelles. 17 livres, touchant à des thèmes divers (réseaux sociaux, marché du travail, commerce ethnique, communautés spécifiques…) ont été publiés entre janvier 2004 et octobre 2008.

l'élaboration de nouvelles routes (Collectif IO, 2001 : 8). D'autre part, la politique du PP maintient l'importance de l'intégration sociale des immigrés. Ainsi, le Plan d'intégration sociale des Immigrés et le Forum de l'Immigration, créés par le PS, se poursuivent. La politique reste alors entre le contrôle des frontières et l'intégration des immigrés.

Le nouveau gouvernement met également l'accent sur le fait que le pays a *besoin* de main-d'œuvre. Dans certaines provinces et secteurs (agriculture, hôtellerie, etc.), il existe une demande importante de main-d'œuvre temporaire, non couverte par la population autochtone. Ainsi, en 1997, s'instaure un accord entre le gouvernement, les entreprises et les syndicats pour régler l'embauche et les conditions salariales des travailleurs étrangers dans ces secteurs. En 1999, un deuxième accord est mis en place, permettant cette fois-ci d'embaucher les étrangers à partir de leur pays d'origine lorsque la main-d'œuvre résidant en Espagne demeure insuffisante. Il s'agit de migrations temporaires, ne dépassant pas les neuf mois. Suite à cette nouvelle mesure, des accords sont signés avec le Maroc, visant l'organisation du travail et du séjour des travailleurs temporaires marocains en Espagne. La durée de leur permis étant limitée, il en est de même pour leurs droits (ils n'ont pas droit à une réunification familiale par exemple). On est alors face à une nouvelle formule pour réguler les flux temporaires. Ce système de régulation des flux temporaires s'ajoute au système de quotas et s'inscrit dans la logique de « l'immigration désirable » du pays, définie par Sandra Gil Araújo (2002) comme « celle qui couvre des nécessités de main d'œuvre (moins chère) du marché du travail local et qui arrive à partir des voies établies par le pays récepteur » (Gil Araújo, 2002 : 173, traduit de l'espagnol).

1.3.2 L'entrée en vigueur de la loi org. 4/2000, modifiée par les lois 8/2000, 11/2003 et 14/2003

La première loi espagnole en matière migratoire, la loi 5/85, va rester en vigueur durant quinze ans. Une nouvelle loi est promulguée en janvier 2000, après plus d'un an de négociations : la Loi organique 4/2000 (*Ley Orgánica 4/2000 sobre los derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración sociale*). Sandra Gil Araújo (2002) résume ainsi les principales modifications par rapport à la loi organique 5/85: le droit à l'assistance juridique gratuite des immigrés en situation irrégulière, le droit à l'éducation de tous les mineurs, le droit à l'accès aux services de santé pour les immigrés en situation régulière et pour les immigrés en situation irrégulière lorsqu'ils sont inscrits dans le *Padrón*, le droit au regroupement familial pour les immigrés en situation régulière et ayant des ressources

suffisantes pour maintenir une famille, la communication des motifs pour les visas refusés, la régularisation automatique des immigrés irréguliers lorsque ceux-ci sont inscrits dans le *Padrón* depuis deux ans et peuvent justifier de moyens de survie suffisants et, enfin, la résidence permanente non sujette à être renouvelée pour les immigrés ayant résidé en Espagne depuis cinq ans (Gil Araújo, 2002 : 168, traduit de l'espagnol). La loi 4/2000 ouvre aussi un processus extraordinaire de régularisation. Sur 243 000 demandes, 57 000 sont rejetées dans un premier temps. Néanmoins, suite aux réactions de l'opposition et aux manifestations dans de nombreuses villes espagnoles en faveur des sans-papiers, le gouvernement se voit obligé de réexaminer les dossiers refusés. 36 000 personnes supplémentaires obtiennent une régularisation suite à cette procédure (Collectif IOE, 2001 : 9). Le nombre total de régularisés s'élève alors à 222 000 personnes.

Peu après l'entrée en vigueur de la loi, le gouvernement fait part de son intention de la modifier. Le gouvernement Aznar présente ainsi un nouveau projet de loi en juin 2000 et la loi 8/2000 est approuvée en décembre. Les principaux changements par rapport à la loi précédente sont la suppression des régularisations automatiques, l'élimination des motivations des refus de visas, la restriction des droits des immigrés en situation irrégulière (comme le droit à la réunion, la manifestation, l'association, la syndicalisation et la grève) et la modification du régime disciplinaire permettant la détention et l'expulsion des étrangers en situation irrégulière (Gil Araújo, 2002 : 169, traduit de l'espagnol). Dans le cadre de la loi 8/2000 se crée aussi le Conseil Supérieur de Politique d'Immigration (*Consejo Superior de Política de Inmigración*) et le Programme Global de Régularisation et Coordination des Étrangers et des Immigrés en Espagne (*Programa Global de Regulación y Coordinación de la Extranjería y la Inmigración en Espana, GRECO*). Ce Programme est appliqué entre 2000 et 2004 et contient des mesures pour la lutte contre l'immigration illégale, l'amélioration de l'accueil et l'accès à l'information des nouveaux arrivés (l'incorporation au marché du travail, la droit à l'assistance sanitaire etc.), la lutte contre le racisme et la xénophobie et l'aide au développement des pays d'origine (*El Mundo*, 31 mars 2001, édition électronique).

Si le gouvernement avait annoncé qu'aucun processus de régularisation n'aurait lieu après celui de 2000, deux nouvelles procédures de régularisations s'ouvrent en 2001. Une première s'adresse aux Équatoriens disposés à rentrer au pays pour revenir avec des papiers (25 000 régularisés, parmi lesquels seulement 5 000 sont réellement allés en Equateur) et d'un processus dit d'enracinement (*arraigo*) (300 000 personnes régularisées). En 2001 sont également signés des accords particuliers avec des pays comme le Maroc, la Colombie et

l'Équateur, et ce alors que la loi, elle, est supposée être appliquée de la même manière à tous les immigrés extracommunautaires (Collectif IOE, 2001 : 10 et 13).

En 2002, de nouveau, le gouvernement annonce vouloir modifier la loi. Une nouvelle loi se met en place en 2003 : la loi 11/2003 du 29 septembre. Cette dernière introduit quelques modifications mineures concernant les conséquences de l'expulsion, les modalités d'entrée dans les centres de rétention, les sanctions liées à des délits et la procédure de l'autorisation judiciaire de l'expulsion, tout comme d'autres prévisions pénales (Aja et Arango, 2006 : 60, traduit de l'espagnol).

La dernière loi, la loi 14/2003 du 20 novembre, introduit, quant à elle, des modifications plus détaillées, dont un grand nombre sont liées au contrôle des flux migratoires. Ainsi, elle restreint, par exemple, le droit au regroupement familial. Certains auteurs (Navarro, 2004 ; Velasco, 2004 ; Cudolà, 2004 *in* Aja et Arango, 2006 : 61-62) qualifient la loi 14/2003 d'anticonstitutionnelle, soulignant l'amoindrissement des droits des étrangers qu'elle induit.

Tableau 5: les Lois des Étrangers (1985-2003)

Loi	**Mois/année**	**Principales caractéristiques**
LO 5/1985	Juil. 1985	Condition *sine qua non* pour entrer dans l'UE, accent mis sur le contrôle, politique d'anticipation
LO 4/2000	Janv. 2000	Introduction d'un certain nombre de droits des étrangers (réguliers et irréguliers)
LO 8/2000	Déc. 2000	Restriction des droits des immigrés en situation irrégulière
LO 11/2003	Sept. 2003	Modifications mineures
LO 14/2003	Nov. 2003	Modifications majeures liées au contrôle, restriction des droits des étrangers (rég. et irrég.)

Élaboration propre.

1.3.3 Le retour du Parti Socialiste et le processus de régularisation en 2005

Le 14 mars 2004, trois jours après les attentats de Madrid du 11 mars, le Parti Socialiste emporte les élections générales et José Luis Rodriguez Zapatero devient le chef du gouvernement espagnol. La forte augmentation d'immigrés s'étant accompagnée d'un nombre important de personnes en situation irrégulière, souvent incorporés sur le marché du travail, Zapatero annonce, peu après son arrivée au pouvoir, son projet de procéder à une période exceptionnelle de régularisation d'immigrés.

La période des demandes de régularisation s'étend de février à mai 2005, soit trois mois, et les critères pour pouvoir obtenir une régularisation sont les suivants : être inscrits

dans le *Padrón* depuis au moins six mois, posséder un contrat de travail[38] et être sans antécédents pénaux. Le premier critère fait l'objet de critiques tenaces de la part des syndicats, ONG et associations de migrants car un grand nombre de migrants n'est pas inscrit dans le registre de population, soit par inquiétude de révéler leurs noms et adresses alors qu'ils sont en situation irrégulière, soit par ignorance. Quant au deuxième critère, plusieurs patrons profitent de la régularisation en demandant aux migrants de leur payer une somme plus ou moins importante pour l'obtention d'un contrat. La signature de contrats fictifs est également pratiquée. Enfin, le dernier critère pose des problèmes notamment aux migrants détenteurs d'un ordre d'expulsion lié à leur situation irrégulière. Dans la troisième partie, en étudiant plus finement des trajectoires de migrants, nous verrons des cas précis liés à la régularisation.

Pour le gouvernement espagnol, l'objectif de la régularisation est double. Il s'agit, d'une part, de lutter contre le marché du travail clandestin et, de l'autre, d'accroître le nombre de cotisants à la sécurité sociale. Parmi les 691 655 demandes enregistrées, 575 827 personnes obtiennent une régularisation de leur situation[39]. Il s'agit de la régularisation la plus importante en Espagne et l'une des plus importantes en Europe. Le nombre de régularisés ne dépasse cependant pas la régularisation en Italie en 2003, où environ 690 000 personnes avaient obtenu une carte de séjour.

Tableau 6: Les différents processus de régularisation en Espagne

Année	Nombre de régularisés	Gouvernement
1985	43 800	Parti Socaliste
1991	110 000	Parti Socaliste
1996	18 800 (Plan ré-documentation)	Parti Socaliste
2000	220 000	Parti Populaire
2001	25 000 (Plan Equateur)	Parti Populaire
2001	300 000 (régularisation "por arraigo")	Parti Populaire
2005	574 414	Parti Socaliste

Source : Pour la période 1985-2001, le Collectif IOE (2001). Pour 2005, la sous-délégation du gouvernement à Salamanque.

[38] D'une durée variant en fonction du secteur du travail.

[39] Les chiffres utilisés pour la régularisation en 2005 sont ceux du Secrétariat d'État de l'Immigration de décembre 2005 et début 2006, *in* Miguel Pajeres (2006). Nous constatons que les chiffres diffèrent selon les différentes sources. Les chiffres que nous avons obtenus en main propre par la sous-délégation du gouvernement à Salamanque diffèrent légèrement de ceux présentés dans l'étude de Pajeres par exemple.

Les Équatoriens, les Roumains, les Marocains, les Colombiens et les Boliviens sont les plus nombreux à obtenir une régularisation de leur situation.

En nous intéressant plus particulièrement au pourcentage d'autorisations obtenues, par rapport au nombre de demandes présentées, les Équatoriens obtiennent le pourcentage le plus élevé (91,2 %). Ainsi, le collectif ayant présenté le plus grand nombre de demandes est aussi celui ayant obtenu le pourcentage le plus élevé d'autorisations acquises. Les autres collectifs de l'Amérique latine obtiennent également un pourcentage élevé d'autorisations obtenues, tout comme ceux de l'Europe de l'Est. En revanche, les pays asiatiques obtiennent un pourcentage très bas. Seulement 53 % des demandes des Indiens aboutissent à une régularisation. Pour les Pakistanais, le pourcentage est de 53, 8 % et pour les Chinois de 60,8 %. À lire la presse espagnole, nous pouvons penser qu'une partie des Asiatiques ayant vu leur régularisation refusée fait partie des sans-papiers qui se sont déplacés depuis d'autres pays européens dans l'espoir d'obtenir un permis de séjour en Espagne. Or, ces migrants n'auraient pas de documents justifiant de leur présence en Espagne depuis au moins le 8 août 2004[40]. Notons également que parmi les 24 premiers pays de la régularisation, sont présents seulement quatre pays de l'Afrique Sub-saharienne : le Sénégal, le Nigeria, le Mali et le Ghana. Pajeres (2006) montre que le nombre total de demandes de migrants d'origine sub-saharienne est de 40 819, soit 5,9 % des demandes. Dans la mesure où le nombre de demandes déposées donne une indication de la présence de migrants en situation irrégulière, on pourrait alors en déduire que les migrants d'origine sub-saharienne ne représenteraient que 6 % du total des migrants en situation irrégulière en Espagne. Ce pourcentage est alors moins important que ce que l'on pourrait penser, vu la très forte médiatisation de l'immigration irrégulière en provenance de l'Afrique en Espagne.

[40] Dans un article paru dans *El Mundo* le 25 avril 2005 (édition électronique), nous pouvons lire que 2000 migrants, la majorité des Pakistanais, attendraient dans le pays basque français pour passer en Espagne et, ainsi, tenter de se régulariser. Selon le quotidien, ils viendraient principalement de France, mais aussi d'Autriche ou de Hongrie. L'article nous informe également de l'expulsion (une parmi d'autres) de 250 Pakistanais sans-papiers de San Sébastian vers la France le 25 avril 2005.

Tableau 7: Demandes et autorisations du processus de régularisation des immigrés en Espagne 2005, par pays d'origine (24 premiers pays)

	Demandes	Autorisations	%
Total	**691 655**	**575 980**	**83,3**
Équateur	140 020	127 644	91,2
Roumanie	118 546	99 673	84,1
Maroc	86 806	68 401	78,8
Colombie	56 760	50 334	88,7
Bolivie	47 325	39 646	83,8
Bulgarie	25 598	22 207	86,8
Argentine	23 896	21 444	89,7
Ukraine	22 247	19 450	87,4
Pakistan	15 782	8 492	53,8
Chine	13 416	8 157	60,8
Uruguay	10 650	9 653	90,6
Brésil	10 488	8 042	76,7
Sénégal	10 100	7 238	71,7
Venezuela	8 051	6 772	84,1
Algérie	8 038	5 994	74,6
Russie	7 950	5 694	84,2
Paraguay	7 522	5 795	77
Nigeria	7 326	5 124	69,9
Mali	7 205	6 201	86,1
Inde	5 064	2 685	53
Chili	4 984	4 308	86,4
Ghana	4 682	3 636	77,7
Cuba	4 244	3 562	83,9
Rép. Dominicaine	3 994	3 182	79,7

Source : Secrétariat de l'État de l'immigration et de l'Émigration, *in* Miguel Pajeres (2006.)

Madrid est la communauté autonome qui enregistre le plus grand nombre de demandes (171 321). La capitale est suivie de la Catalogne (139 480), la Communauté Valencienne (108 496), l'Andalousie (84 678) et la Murcie (43 796)[41]. Hormis Madrid, ce sont donc dans les régions situées sur la côte méditerranéenne où l'on note les plus grands nombres de demandes. Ceuta et Melilla sont les deux communautés qui reçoivent le moins de demandes, ce qui bien évidemment s'explique par le peu d'habitants que comptent les deux enclaves espagnoles par rapport aux autres communautés autonomes. Néanmoins, nous pouvons faire

[41] Ces chiffres sont ceux de la MTAS du 31 décembre 2005.

la remarque que ces deux villes sont également celles où le taux d'autorisations accordées est le moins élevé : 35,8 % pour Melilla et 60,0 % pour Ceuta. La moyenne nationale d'autorisation non accordée est, elle, de 83,3 %.

Tableau 8: Demandes et autorisations du processus de régularisation des immigrés en Espagne 2005, par communautés autonomes

Communauté autonomes	Nombre de demandes	Autorisations positives	% Autorisation positives	Demandes non résolues
Madrid	171 321	134 563	78,6%	72
Catalogne	139 480	117 583	85,5%	1 952
Valence	108 496	86 306	79,9%	543
Andalousie	84 678	71 429	84,4%	53
Murcie	43 796	37 344	86,1%	428
C. La Manche	26 766	24 495	91,8%	75
Canaries	23 492	19 158	81,6%	2
Îles Baléares	21 445	19 518	91.0%	6
Aragon	18 257	16 937	92,8%	4
Pays Basques	13 189	11 112	84,3%	6
C. León	11 497	9 779	85,1%	4
Navarre	8 050	7 329	91,1%	4
La Rioja	6 655	5 618	84,4%	1
Galice	6 574	5 446	83,5%	55
Extremadura	2 935	2 440	83,2%	2
Asturies	2 780	2 551	91,8%	0
Cantabrie	1 960	1 555	79,7%	10
Ceuta	69	30	60.0%	19
Melilla	215	77	35,8%	0

Source : ministère de l'Intérieur espagnol (chiffres du 31 décembre 2005).

En ce qui concerne les secteurs de travail dans lesquels les étrangers ayant obtenu une autorisation sont impliqués, 33,4 % des nouveaux affiliés à la sécurité sociale travaillent dans le secteur du travail domestique (*hogar*), 21, 2 % dans la construction (*construcción*), 14,6 % dans le secteur agricole, 10,77 % dans l'hôtellerie et 0,11 % dans la pêche. 20,34 % des nouvelles affiliations concernent des secteurs autres que ceux précédemment mentionnés.

Si de nombreux étrangers en situation irrégulière étaient incorporés dans le marché du travail avant la régularisation en 2005, les contrôles se sont maintenant renforcés et les employeurs sont plus réticents à employer des sans-papiers. La régularisation en 2005 marque ainsi un changement dans le marché du travail espagnol, auparavant considéré comme particulièrement facile à intégrer, même pour ceux se trouvant en situation irrégulière. Néanmoins, même s'il devient plus difficile pour les migrants de trouver du travail sur une

base irrégulière depuis 2005, cela ne signifie pas que l'emploi irrégulier n'existe plus, mais illustre la tendance des employeurs à adopter une attitude plus conforme que celle précédemment observée[42]. Il faut également souligner que, contrairement à une idée reçue, les migrants ne sont pas à l'origine du travail informel. En Espagne, tout comme dans les autres pays de l'Europe du sud, l'économie informelle y est ancrée depuis bien longtemps. En entrant dans ces pays, les migrants ont alors trouvé dans cette économie différentes opportunités de travail (Reyneri 1999 ; 2003, Kitty, 2005). Nous y reviendrons à propos de la vente ambulante.

1.3.4 Mécanismes d'entrées, d'expulsions et de régularisation de la loi organique 14/2003

Après le processus de régularisation en 2005, l'immigration en Espagne « redevient », du moins officiellement, une immigration ordonnée par l'État espagnol : l'embauche à l'extérieur des frontières est préconisé et la présence d'immigrés en situation irrégulière sur le territoire espagnol condamnée (Santolaya, 2006). Nous verrons ici plus en détail les mécanismes d'entrée, d'expulsion et de régularisation de la loi 14/2003. C'est cette loi qui était en vigueur lors des recherches menées sur le terrain et qui, par conséquent, nous renseigne sur le contexte politique et juridique dans lequel les informateurs se trouvaient à cette époque.

- *Mécanismes d'entrées régulières*

Le visa se présente comme un premier instrument de régularisation des flux d'entrée (Malapeira, 2006). On distingue sept types de visas : visa de transit, visa de séjour (non supérieur de trois mois), visa de courtoisie (diplomates, certains fonctionnaires…), visa de séjour pour études, visa de résidence (séjour supérieur de trois mois, sans travailler) visa de résidence et de travail (séjour supérieur de trois mois avec le droit de travailler) et visa de recherche d'un travail. Nous allons ici d'abord développer les procédures permettant l'obtention des deux dernières formes (visa de résidence et de travail et visa de recherche d'un travail). Puis, nous verrons rapidement les critères permettant le regroupement familial (et par là, l'obtention du visa de résidence).

---

[42] Un article paru dans le journal *Le Monde* le 11 décembre 2008, portant sur la crise du secteur agricole en Espagne et la difficulté des étrangers, et particulièrement des sans-papiers, à trouver du travail dans les champs, illustre notre affirmation : « Les deux tiers des immigrés bloqués à Ubeda [ville située dans la région de Jaen, une région qui fournit le tiers de la production mondiale d'huile d'olive notamment] n'ont pas de papiers. "Raison supplémentaire pour qu'ils ne trouvent pas d'embauche […] Le contrôle du travail au noir a considérablement augmenté ces dernières années, à la fois par le nombre d'inspecteurs présents dans les champs et le montant d'amendes" », explique le maire de la commune.

a) L'embauche des travailleurs étrangers non communautaires à partir du contingent

La législation espagnole en vigueur en matière d'immigration permet l'embauche d'un travailleur étranger non communautaire, à condition que celui-ci détienne une autorisation administrative lui permettant de travailler. Cette autorisation peut s'obtenir par le biais contingent qui est, nous l'avons vu, approuvé annuellement par le gouvernement en fonction de la situation nationale de l'emploi et susceptible d'être ajusté au cours de l'année[43]. Les employeurs souhaitant embaucher par cette voie doivent eux-mêmes présenter leurs demandes devant les autorités de travail espagnoles qui, à leur tour, les transmettent aux autorités locales du pays d'origine. Commence par la suite la procédure de sélection. Les employeurs peuvent participer à la sélection des travailleurs. Une fois sélectionnés, ceux-ci obtiennent, auprès des autorités consulaires, une autorisation initiale de résidence et de travail salarié d'une durée d'un an, valable à partir de la date de l'entrée sur le territoire espagnol. Il est également possible d'obtenir, par la voie du contingent, un visa de recherche à l'emploi (*visado para la búsqueda de empleo)*. Ce visa permet le déplacement en Espagne afin de chercher du travail durant une période de trois mois. Si au bout de cette période un contrat de travail n'a pas été signé, la personne est obligée de sortir du pays.

b) L'embauche des travailleurs étrangers non-communautaires à partir du pays d'origine

L'embauche des travailleurs étrangers non communautaires à partir du pays d'origine est également possible lorsque l'emploi qui sera occupé se trouve dans le catalogue des secteurs où il est difficile de recruter (catalogue trimestriel) ou si le futur employé peut prouver, par un certificat des Services publics de l'Emploi (*certificación del Servicio Público de Empleo*), qu'il éprouve des difficultés pour recruter. C'est l'employeur qui, dans un premier temps, présente le dossier à l'organisme compétent de la province de l'activité de l'entreprise. Puis, dans un deuxième temps, l'étranger présente le dossier et sa demande de visa auprès de l'ambassade ou consulat espagnol de son pays d'origine par lequel il obtient son visa de résidence et de travail pour une durée d'un an[44]. Entre le 1er janvier 2005 et le 31 juillet 2008,

---

[43] Article 39 de la Loi organique 4/2000 sur les droits et libertés des étrangers en Espagne et leur intégration sociale ; Articles 77 et suivants du Règlement, approuvé par l'Arrêté Royal 2393/2004 (MTAS)

[44] Cette voie est utilisée par certains étrangers en situation irrégulière en Espagne. Plus précisément ils négocient un contrat avec leur futur employeur, puis ils entrent avec le contrat dans leur pays d'origine, ce qui leur permet de revenir avec des papiers. Certains de ces contrats sont également fictifs. Nous en verrons des cas précis plus loin.

457.717 travailleurs étrangers sont venus en Espagne par ce biais, 88.180 parmi eux durant les premiers mois de l'année 2008 (*El País*, le 1 novembre 2008, EE).

c) Le regroupement familial

La législation espagnole en vigueur permet le regroupement familial aux personnes étrangères en situation régulière en Espagne depuis un an et ayant obtenu l'autorisation pour continuer à y résider pendant au moins un an supplémentaire. Les membres de la famille pouvant être regroupés sont le conjoint, les enfants de l'intéressé et ceux du conjoint de moins de 18 ans et les ascendants ou ceux du conjoint de l'intéressé étant à sa charge.

- *Mécanismes d'expulsion*

Le ministère de l'Intérieur espagnol distingue quatre types d'expulsions du territoire national : le retour ou la dénégation d'entrée (*retorno* ou *dénégación de entrada*), la réadmission (*readmisión*), l'expulsion (*expulsión*) et le refoulement (*devolución*). On entend par retour ou dénégation d'entrée le refus à la frontière officielle (ports, aéroports…) à un étranger d'entrer dans le pays. Ce refus est lié à un manque de documentation ou à une interdiction d'entrer sur le territoire espagnol ou dans l'espace Schengen. Les réadmissions se réfèrent aux expulsions d'étrangers originaires de pays ayant signé un accord de réadmission avec l'Espagne. Les expulsions peuvent être d'origine pénale ou liés à un inaccomplissement de la norme administrative (comme le fait d'être en situation irrégulière). Enfin, le refoulement s'applique aux expulsés qui contreviennent à l'interdiction d'entrée ou aux étrangers qui tentent d'entrer dans le pays aux marges des postes frontaliers officiels.

Tableau 9: Expulsions de migrants en Espagne en 2006 et 2007

Figures reconnues par la loi	2 007	2 006	DIF	%
Retours	24 335	19 332	5 023	+26%
Réadmissions	6 248	4 616	1 632	+35,40%
Expulsions	9 467	7 214	2 253	+31,20%
Refoulés	15 868	21 652	-5 784	-27,30%
Total	55 938	52 814	3 337	+6%

Source : ministère de l'Intérieur espagnol.

- *Mécanismes de régularisation*

En Espagne, la plupart des étrangers en situation irrégulière sont entrés dans le pays avec un visa (Malapeira, 2006). L'entrée sur le territoire espagnol de ces migrants s'est donc effectuée

de manière tout à fait légale. C'est donc en restant dans le pays plus longtemps que ce que leur visa les autorise qu'ils se transforment en étrangers en situation irrégulière. L'obtention de tels visas peut ainsi être interprétée comme une *stratégie migratoire*. Cette stratégie est bien connue des autorités espagnoles, d'où le rejet plus ou moins systématique de visas de tourismes ou de visites aux ressortissants de certains pays. Quant aux étrangers qui entrent en Espagne de manière illégale, la plupart de ces entrées se feraient par la frontière avec la France et, dans une moindre mesure, par celle avec le Portugal (*ibid*.).

En dehors des régularisations extraordinaires, la régularisation individuelle dite d'enracinement (*regularización por arraigo*) est une autre voie permettant aux étrangers en situation irrégulière l'obtention d'un permis de séjour. Les critères à remplir pour aspirer à une telle régularisation sont les suivants : 1) résider en Espagne depuis au moins deux ans et travailler depuis au moins un an (*arraigo laboral*, ou 2) résider en Espagne depuis au moins trois ans et être en possession d'un contrat de travail d'une durée d'un an, qui sera initié suite à la régularisation (*arraigo social*). Dans les deux cas, le demandeur ne doit pas avoir d'antécédents pénaux, ni dans le pays d'origine, ni en Espagne (Santolaya, 2006 : 139). Afin de démontrer la durée de la permanence en Espagne, le demandeur peut fournir un quelconque document officiel, comme la carte justifiant de l'inscription dans le registre de population (*empadronamiento*), la carte sanitaire etc.

Le premier type de cette régularisation (*arraigo laboral)* est assez paradoxal dans la mesure où le demandeur doit révéler sa situation de travailleur irrégulier et, par là, dénoncer la pratique illégale du patron l'ayant engagé. Nous remarquons que, pour les deux types, il s'agit de mécanismes de régularisation liés au travail. Les difficultés liées à la régularisation individuelle dite d'enracinement sont généralement liées aux manques de documents officiels, ou au fait d'avoir des antécédents pénaux[45].

- *Le renouvellement du permis ou comment rester en situation régulière*

Pour certains, ce n'est pas l'accès à un premier permis de séjour qui est le plus difficile, mais l'obtention d'un premier renouvellement de celui-ci et, par là, le maintien d'une situation régulière (Espiérrez et Monés, 2006). Cette difficulté s'expliquerait principalement par les exigences demandées pour le renouvellement du permis initial, ces dernières pouvant être plus restrictives que pour l'obtention du premier permis. À titre d'exemple, parmi les 128 000

[45] Les étrangers détenteurs d'un ordre d'expulsion pour séjour irrégulier sur le territoire espagnol peuvent ainsi rencontrer des difficultés pour se régulariser. Il en est de même pour les étrangers ayant été condamnés pour vente de produits contrefaits (disques, sacs…) par exemple.

personnes ayant demandé une régularisation lors de la normalisation extraordinaire en 1991, seulement 64% d'entre eux étaient deux ans plus tard en situation irrégulière (Izquierdo, 1996, *in* Kitty 2005 : 39).

Tableau 10: Les permis de travail (salariés et compte propre), vue d'ensemble[46]

Permis de travail B (salarié)	
Permis initial	Le permis initial se limite à un seul secteur de travail et à un seul lieu géographique
1er renouvellement	Le premier renouvellement est d'une durée de deux ans et permet de travailler dans un quelconque secteur et dans n'importe quel lieu géographique
2e renouvellement	Le deuxième renouvellement est d'une durée de deux ans et permet de travailler dans un quelconque secteur et dans n'importe quel lieu géographique
Permis permanent	Après cinq ans, c'est le permis permanent qui peut être obtenu. Celui-ci est d'une durée indéterminée, mais doit toutefois être renouvelé tous les cinq ans. La dénomination du permis est désormais « permis C »

Permis de travail D (compte propre)	
Permis initial	Le permis initial se limite à un seul secteur de travail et à un seul lieu géographique
1er renouvellement	Le premier renouvellement est d'une durée de deux ans et permet de travailler dans un quelconque secteur et dans n'importe quel lieu géographique
2e renouvellement	Le deuxième renouvellement est d'une durée de deux ans et permet de travailler dans un quelconque secteur et dans n'importe quel lieu géographique
Permis permanent	Après cinq ans, c'est le permis permanent qui peut être obtenu. Celui-ci est d'une durée indéterminée, mais doit toutefois être renouvelé tous les cinq ans. La dénomination du permis est désormais « permis E »

Source : http://asesores.com/extranjeros/renovacion.htm.

Par rapport aux politiques d'autres pays européens, les procédures d'entrée et de régularisation espagnoles peuvent paraître plutôt souples. Nonobstant, nous observons depuis 2007 un durcissement de la politique espagnole en matière migratoire.

1.4 Le lien entre la crise économique actuelle du pays et les politiques migratoires

Depuis la fin de l'année 2007, l'Espagne est confrontée à une grave crise économique, en partie liée à la politique des banques espagnoles. Ayant adopté le modèle des crédits américains, les banques espagnoles ont facilement accordé des prêts bancaires. Or, s'agissant, pour la plupart, de prêts à taux variable, la hausse des taux d'intérêt a provoqué une

[46] Parmi les autres permis de travail existants, il y a le permis de travail (salarié et compte propre) pour travailleurs transfrontaliers (permis F), d'une durée de cinq ans et renouvelable ; le permis de travail dans le cadre de prestations transnationales, destiné aux travailleurs et entreprises extérieurs de l'UE (permis G), d'une durée d'un an et renouvelable ; le permis de travail temporaire, dont le permis A, destiné au travail d'une durée limitée (comme le montage d'infrastructures), d'une durée d'un an renouvelable, et le permis T, destiné aux travailleurs saisonniers. La durée limite du permis T est de neuf mois à l'intérieur d'une période de 12 mois consécutifs.

augmentation de non-remboursements. Ces crédits étant surtout des crédits immobiliers, c'est alors le secteur de l'immobilier, la locomotive de l'économie espagnole, qui est au cœur de la crise.

En 2007, 800 000 logements ont été construits en Espagne, soit plus qu'en France, en Allemagne et en Italie réunis. En dix ans, les prix de l'immobilier ont été multipliés par trois. Néanmoins, avec la crise, le boom de la construction et la hausse des prix immobiliers se sont brusquement arrêtés. L'Espagne est alors aussitôt face à un ralentissement économique considérable : si l'économie espagnole était encore la plus dynamique de la zone euro fin 2007 (+3,7 %), elle enregistre désormais une croissance négative (- 0,2 % au troisième trimestre 2008) (*Le Monde*, le 11 novembre 2008). La fermeture d'agences immobilières, la cessation de l'activité des promoteurs, le surendettement des ménages et l'augmentation du chômage sont parmi les premières conséquences de cette crise.

Les familles espagnoles sont aujourd'hui parmi les plus endettées d'Europe et consacrent en moyenne 48 % de leurs revenus au remboursement de leurs prêts hypothécaires. En novembre 2008, le taux de chômage du pays était de 11,3 %, soit une augmentation du nombre de chômeurs de 37,5 % en un an (*ibid.*). Selon la dernière annonce de l'Institut national de l'emploi espagnol, datant de fin janvier 2009, le taux de chômage espagnol était de 13,91%, soit le niveau le plus élevé de l'Union européenne. Entre janvier 2008 et janvier 2009, le nombre de chômeurs a en effet augmenté de 1 065 million, soit une hausse de 47,1%. Le taux de demandeurs d'emploi pourrait atteindre les 17 % en 2010. Quant aux chiffres d'affaires des enseignes non alimentaires, une récente étude de la Fédération des enseignes internationales (Eurelia) prévoit une baisse des chiffres d'affaires dans les centres commerciaux de 5-15 % par rapport à 2007, et jusqu'à 40 % pour l'équipement de la maison. La crise a également conduit les Espagnols à changer leurs habitudes liées aux sorties : moins nombreux dans les magasins, au restaurant ou au spectacle, les audiences de la télévision, elles, augmentent (*Le Monde*, le 11 novembre 2008).

La crise économique espagnole touche également la population immigrée[47]. Le 19 septembre 2008, une première mesure est alors mise en place par le gouvernement espagnol : l'aide au retour volontaire des immigrés sans emploi. Depuis la fin octobre, les étrangers extracommunautaires inscrits au chômage bénéficieront ainsi de deux ans d'indemnités

[47] Voir l'article « Les Espagnols retournent aux champs », paru dans *Le Monde* le 11 décembre 2008. Cet article montre que, face à la crise, les immigrés sont désormais concurrencés par les autochtones, retournés dans un secteur qu'ils croyaient avoir laissé pour de bon. Le résultat : des centaines, voir des milliers, de migrants qui tournent en vain dans les villes de la région de Jaén en quête d'un travail.

chômage s'ils acceptent de quitter l'Espagne et de ne pas y revenir avant trois ans. Les candidats au retour toucheront 40 % de la somme avant leur départ et le reste environ un mois après leur arrivée dans leur pays d'origine. La mesure ne concerne cependant que les citoyens des 19 pays ayant signé une convention avec la sécurité espagnole. En septembre 2008, environ 87 000 des 300 000 étrangers qui à ce moment-là étaient enregistrés comme demandeurs d'emploi étaient alors concernés. Parmi les premiers groupes de migrants du pays, le Marocains et les Équatoriens sont touchés par la plan alors que les Roumains, premier groupe de migrants depuis juin 2008, sont exclus[48].

Pour le ministre du Travail et de l'Immigration, Celestino Corbacho, cette mesure est plus un instrument supplémentaire pour la gestion des flux migratoires qu'une initiative liée à la situation économique (*Le Monde*, le 21-22 septembre 2008). Il me paraît erroné, cependant, de dire qu'il n'y a aucun lien entre ces deux faits.

Autre mesure entreprise par le gouvernement espagnol : la réduction d'embauches des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine. La logique de cette mesure est, selon Corbacho, de donner priorité aux chômeurs étrangers et espagnols déjà en Espagne. En octobre 2008, le catalogue qui détermine les emplois pour lesquels les chefs d'entreprises peuvent chercher de la main d'œuvre à l'extérieur des frontières espagnoles a subi une réduction de 32,14 %. Le pourcentage est cependant bien plus important que ce qu'indique ce chiffre, puisque parmi les secteurs éliminés, figurent les services (le secteur qui pour le premier trimestre 2007 représentait 58,6 % des embauches à l'étranger), la construction (24,29 %) et l'agriculture (11,85 %). L'objectif du gouvernement est alors de réduire le nombre de contrats passés à l'extérieur, de façon à l'amener vers un chiffre proche du zéro. C'est d'ailleurs ce qu'a annoncé Corbacho début septembre 2008, non sans subir de vives critiques. Parmi les emplois qui survivent dans le catalogue, on trouve une demande de sportifs professionnels de haut niveau et d'entraîneurs sportifs dans la totalité des provinces et une demande de main-d'œuvre dans le secteur maritime (pilote de navires, machinistes…)

---

[48] Voilà ce que l'on peut lire dans *Le Monde* après la première semaine d'application de cette mesure : « 256 immigrés inscrits au chômage ont profité du plan de retour proposé par le gouvernement espagnol lors de la première semaine de sa mise en œuvre, à la mi-novembre […]. Les autorités estiment que le succès de l'initiative ira en grandissant avec le lancement prochain de la campagne d'information « Si tu penses à rentrer... ». L'ampleur de la crise économique espagnole, qui se traduit par un chômage de masse (les experts redoutent 4 millions de chômeurs en 2009), a déjà convaincu beaucoup d'immigrés de prendre un billet de retour via le plan classique que gèrent huit ONG : billet d'avion gratuit et aide de 400 euros. Sur les huit premiers mois de l'année, par exemple, le bureau des migrations du gouvernement équatorien à Madrid a enregistré plus de départs volontaires que pendant toute l'année 2007 » (*Le Monde*, le 11 décembre 2008, version électronique).

dans les provinces côtières, à Madrid et à Lleida. Si l'on supprime ces deux secteurs du catalogue, l'offre pour les étrangers disparaît dans treize provinces (*El País*, le 1er novembre 2008).

Ces deux mesures me semblent être directement liées à la crise économique qu'affronte actuellement l'Espagne. D'autres mesures et modifications en matière migratoire sont actuellement discutées, s'inscrivant dans un projet d'une nouvelle loi qui pourrait être présenté avant la fin de l'année 2008.

1.5 L'entrée en vigueur de la dernière loi : principales modifications

Depuis son entrée en fonction en tant que ministre du travail et de l'immigration le 12 avril 2008, Celestino Corbacho a évoqué plusieurs fois, quoique de manière plus ou moins officielle, l'intention du gouvernement de modifier la *Ley de Extranjería*. Le 1er octobre 2008, Corbacho, lors d'une intervention à la télévision espagnole[49], annonce que le projet d'une nouvelle loi sera présenté avant la fin de l'année 2008. La *Ley 2/2009* est finalement présentée en juin 2009, approuvée en octobre de la même année pour, enfin, entrer en vigueur deux mois plus tard, c'est-à-dire en décembre 2009. À cette période, les recherches menées sur le terrain dans le cadre de cette thèse sont terminées. Il n'a donc pas été possible d'observer *in vivo* les réactions et/ou conséquences de cette nouvelle loi. Je présenterai cependant ici brièvement ses principales modifications.

Une première modification concerne la durée de la rétention des sans-papiers interceptés à leur arrivée dans le pays. La durée du séjour dans des centres de rétention pour les personnes qui attendent le traitement du dossier de leur expulsion éventuelle s'étend désormais à 60 jours (et non pas à 40 jours comme lors de la loi précédente). Un durcissement du regroupement familial est également observé : le regroupement familial des parents des migrants ne pourrait s'effectuer qu'après l'obtention du permis de séjour permanent du migrant, c'est-à-dire au bout de cinq ans, et seulement lorsque les motifs d'une résidence en Espagne sont justifiés (Torrez, 2010). La possibilité de faire venir le conjoint et les enfants (mineurs) reste assurée. Ceux-ci, lorsqu'ils sont en état de travailler, se verront désormais attribuer un permis de travail.

D'une manière générale, nous pouvons dire que la nouvelle loi vise à limiter l'arrivée de nouveaux travailleurs sur un marché du travail déjà saturé. Si elle induit quelques

---

[49] Emission *59 Segundos* sur la chaîne TVE.

changements positifs (l'attribution d'un permis de travail aux migrants « regroupés » a été réclamé pendant des années par les organisations de solidarité notamment), elle reste critiquée (de par le non-droit de vivre en famille par exemple, soit une différence entre les migrants et les Espagnols). On note également que par les critiques émises par les ONG, les associations de migrants et les rapports émis par divers organismes, certaines restrictions identifiées dans le pré-projet ont finalement été écartées (*ibid.)*. Cette dernière loi s'inscrit néanmoins dans la continuité d'une politique migratoire de plus en plus restrictive.

Nous avons jusque là vu la dimension interne de la politique migratoire espagnole. La partie suivante abordera plus en détail la dimension externe.

2 L'ESPAGNE, PORTE D'ENTRÉE DANS L'ESPACE SCHENGEN

L'espace Schengen est né de la volonté de certains États membres de l'Union européenne de créer un espace de libre circulation, de supprimer les contrôles d'identités aux frontières à l'intérieur de cet espace et de coordonner la lutte contre l'immigration clandestine. Les accords Schengen sont signés à Schengen au Luxembourg, en 1985, par l'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays Bas et le Luxembourg. La convention repose sur deux grands principes : une liberté totale de circulation à l'intérieur de l'espace et un contrôle important aux frontières extérieures de l'espace. Ce contrôle peut d'ailleurs dépasser les limites des frontières des pays membres.

L'Espagne fait partie de l'Espace Schengen depuis 1991. Sont également membres l'Italie (depuis 1990), le Portugal (depuis 1991), la Grèce (depuis 1992), l'Autriche (depuis 1995), le Danemark, la Finlande et la Suède (depuis 1996), la Norvège et l'Islande (depuis 2001, non-membres de l'Union européenne ils bénéficient d'un accord particulier), et l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovénie, la Slovaquie et Malte (depuis 2007). Le Royaume-Uni et l'Irlande ne sont adhérents que pour une partie de l'accord et préservent ainsi le droit à contrôler les individus à leurs frontières. La Roumanie et la Bulgarie, bien que membres de l'Union européenne, ne font toujours pas partie de l'Espace Schengen. Ils pourront y entrer après amélioration du contrôle de leurs frontières extérieures. L'espace d'application de Schengen diffère donc de celui de l'Union européenne (pays membres de l'Union non membres de l'Espace Schengen et vice-versa).

L'accord définit aussi une harmonisation des conditions d'entrée et de visas. Un « visa Schengen » peut en effet permettre une circulation libre à l'intérieur de l'espace, même si

celui-ci a été délivré par l'ambassade d'un pays particulier. On est alors face à un « nouveau contexte pour l'entrée et le séjour dans les pays européens : le "Schengenland" » (Arab, 2007 : 168). Les personnes en possession d'un « visa Schengen », tout comme celles titulaires d'un passeport européen ou les étrangers ayant un titre de séjour d'une durée supérieure à trois mois, ne peuvent cependant séjourner plus de trois mois sur le territoire des autres États de l'espace ou y exercer une activité professionnelle sans démarche administrative (Simon, 2009 : 225).

2.1 Un ordre régional sécuritaire et des frontières militarisées

Comme le dit Gildas Simon, « plus largement, l'espace Schengen vise à la mise en place d'un ordre régional sécuritaire qui exprime fortement la volonté de séparer, d'isoler, dans une sorte de logique impériale, l'espace migratoire commun, le "dedans", du "dehors", c'est-à-dire des "pays tiers" » (Simon, 2008 : 225). L'établissement d'une liste commune des États soumis à visa témoigne de la création d'une « police des ressortissants issus des pays tiers et pauvres » (*ibid*.).

Cet ordre régional sécuritaire concerne également une militarisation des frontières extérieures. Le cas espagnol est en ce sens particulièrement illustratif. Nous avons déjà évoqué le système de surveillance mis en place sur la rive nord du détroit de Gibraltar en 1998 (le SIVE, système intégré de surveillance extérieure) et la construction de barrières métalliques autour de Ceuta (1997) et Melilla (1998) (Blanchard et Wender, 2007 : 212). Depuis 2002, le SIVE s'appuie sur une technologie particulièrement développée : radars, caméras thermiques et à infrarouges. Le dispositif met également en œuvre des moyens d'intervention maritimes et aériens uniques en Europe (Simon, 2008 : 226). D'abord entré en fonction à Algésiras, ville située à l'entrée du détroit de Gibraltar, le SIVE s'applique aujourd'hui sur le long des côtes espagnoles, les îles Canaries incluses (Amnesty International, 2005).

Fonctionnement du SIVE

« En termes d'économie politique, le SIVE est un dispositif de surveillance policière dont la logique est poussée à son comble puisqu'il s'agit de quadriller le territoire le plus finement possible et de contrôler au plus près les corps et leurs mouvements aux frontières -là où la puissance de l'Etat est de fait la plus sérieusement mise au défi. Concrètement, le système de blindage électronique des frontières espagnoles s'articule en trois temps. Le dispositif a pour base des stations de détection qui chacune permettent de contrôler un périmètre de 20 km. Chaque station est équipée d'un radar, de caméras thermiques et à infrarouge. Depuis la fin de l'année 2003, la Garde Civile a complété cet équipement par des capteurs sensoriels pouvant détecter des battements de cœur à distance. Une antenne satellite envoie en temps réel les

informations à un centre de contrôle de la Garde Civile. Dans un deuxième temps, ce centre traite l'information qu'il reçoit. Les images permettent de savoir de quel type d'embarcation il s'agit, combien de personnes se trouvent à bord, etc. Des logiciels calculent les trajectoires possibles. Sur la base de ces données, le centre de contrôle peut décider de l'envoi de troupes d'intervention mobiles - hélicoptères, bateaux, automobiles, etc. Ces dernières ont pour mission d'intercepter les *pateras* [50]. Lorsque celles-ci sont en difficulté, elles procèdent à leur sauvetage. C'est cet aspect du programme S.I.V.E. que met aujourd'hui en avant le gouvernement espagnol pour en justifier l'existence. »

www.migreurop.org[51]

Une autre mesure de contrôle des frontières est la création en 2004 de Frontex, l'agence européenne des frontières chargée de la coordination de patrouilles maritimes en Méditerranée et dans l'Atlantique. Le dispositif, des « gardes-côtes euro-africains », est opérationnel depuis 2005 et déplace continuellement la surveillance vers des espaces de plus en plus éloignés. Nous y reviendrons.

2.1.1 Le détroit de Gibraltar, laboratoire d'application des conventions de Schengen

Dans les années 1990, le détroit de Gibraltar, marge naturelle de l'Europe, s'affirme comme le point central de l'immigration irrégulière vers l'Espagne. Suite à l'instauration des visas pour les Marocains en 1991, le nombre de *pateras* augmente nettement et un premier centre pour migrants irréguliers ouvre à Tarifa, ville située dans la province de Cadix en Andalousie (Driessen, 1996, *in* Carling, 2007 : 22). Aussi, à cette période on note une diversification des flux d'arrivées, avec un nombre croissant de migrants Sub-sahariens (Carling, 2007 : 22). Une première tragédie de l'immigration clandestine a lieu en 1998, lorsque plusieurs migrants marocains meurent quand leur embarcation s'échoue près de Tarifa.

Avec seulement 14 kilomètres qui séparent les deux continents, le détroit de Gibraltar se présente comme un point de passage attractif. Néanmoins, depuis l'installation des dispositifs SIVE, on le rappelle, en 2002, les routes se sont diversifiées des deux côtés du détroit (mer atlantique ou méditerranéenne), avec des passages de plus en plus longs : 1) départs depuis la côte entre Tanger et Rabat vers la province de Cadiz, 2) départs depuis la côte entre Tétouan et Oued Laou vers la province de Malaga, et 3) départs près de Melilla

---

[50] Le mot *pateras* désigne en espagnol les embarcations de fortune (barques, constructions à base de pneumatiques, zodiacs, etc.) qui servent aux migrants à traverser les mers à destination de l'Europe.

[51] *Migreurop* est un réseau européen de militants et chercheurs dont l'objectif est de faire connaître la généralisation de l'enfermement des étrangers dépourvus de titre de séjour et la multiplication des camps, dispositif au cœur de la politique migratoire de l'Union européenne. Le réseau a publié le livre *Guerre aux migrants. Le livre noir de Ceuta et* Melilla en 2007. L'article cité plus haut a été mis en ligne sur le site du réseau le 16 septembre 2004 et a été consulté le 27 octobre 2008.

vers les provinces de Grenade et celle d'Almeria. Cette troisième catégorie correspond à la traversée la plus longue. En 2004, ces deux provinces ont accueilli presque trois quarts des embarcations arrêtées (Secretaría de Estado de Inmigración y Emigración, 2005, *in* Carling, 2007 : 22). En 2004 on note également, pour la première fois, des embarcations sur les côtes des îles Baléares (Arab, 2007 : 93) [52].

Suite aux contrôles des frontières de plus en plus sophistiqués, ce sont alors les *manières* de migrer qui ont changé dans le détroit. Comme le dit Chadia Arab (2007), « le migrant actuel doit se doter d'un "savoir-migrer" et élaborer des stratégies migratoires pour contourner la forteresse Schengen qui se trouve aux portes du Maroc. Ainsi, le migrant fait souvent appel à la clandestinité et brûle les frontières en pratiquant le *hrague*[53] pour atteindre ses objectifs. Ces passages signifient alors une transgression possible d'une condition économique sociale et d'un interdit territorial » (Arab, 2007a : 83). Dispositifs politiques de fermeture certes, mais aussi des capacités des migrants à les contourner donc. Le détroit de Gibraltar est alors ce que Guillaume Le Bodec (2007) décrit comme « l'espace modèle de la "frontérisation" de l'espace Schengen, mais aussi le symbole de son inefficacité » (Le Bodec, 2007) : si les passages du détroit ont diminué, d'autres se sont développés.

Citons également un article paru dans le journal *El Paí*s en novembre 2008, selon lequel on note cette année une augmentation des pateras arrivées sur la côte gaditane (Cadix). Le quotidien résume ainsi les tendances de la migration actuelle dans le détroit de Gibraltar : plus d'embarcations, mais moins de migrants, et un retour des *pateras* en bois de mauvaise qualité, et ce alors que l'on pensait que les embarcations pneumatiques de type Zodiac avaient pris le relai. Ce dernier point s'expliquerait, toujours selon le journal, par le fait que les organisateurs de la traversée n'investissent plus dans les embarcations : les migrants ne payent pas leur billet, mais transportent plutôt avec eux de la drogue (du haschich), où ont été recrutés pour travailler de manière informelle dans les serres ou dans un club (prostitution) une fois en Espagne (*El País*, le 2 novembre 2008, EE).

---

[52] Il faut cependant noter que la majorité des migrants marocains semble se rendre en Espagne non pas en *patera,* mais en se dissimulant sous ou à l'intérieur des camions ou cars, principalement à partir du port de Tanger (Arab, 2007*a* : 83).

[53] Le *hrague* est un mot utilisé en arabe et en berbère qui littéralement signifie « ceux qui brûlent ». C'est un néologisme qui désigne tous ceux qui tentent de partir en Europe sans papiers, ceux qui brûlent les frontières (Arab, 2007a).

2.1.2 La migration irrégulière via Ceuta et Melilla et les événements à l'automne 2005

Les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla représentent les seules frontières terrestres de l'Europe avec le continent africain. Ceuta (77 320 habitants au 01.01.2008 dont 3 082 étrangers[54]) est situé tout près du détroit de Gibraltar et possède huit kilomètres de frontières communes avec le Maroc. Melilla (71 339 habitants au 01.01.2008 dont 6 422 étrangers[55]) est située tout près de la ville marocaine de Nadore et la frontière qui sépare l'enclave du pays africain est de 10 kilomètres. Les résidents marocains des provinces voisines des deux villes espagnoles peuvent s'y rendre librement, ce que 50 000 personnes font chaque jour (Carling, 2007 : 23). Les départs vers la péninsule sont néanmoins restreints (les enclaves font partie de l'espace Schengen, mais les contrôles d'identité aux ports maritimes et aériens sont maintenus).

Carte 1 : La situation géographique des enclaves espagnoles Ceuta et Melilla

Source : www.lemonde.fr/europe/infographie/2005/10/06/les-enclaves-de-ceuta-et-melilla_696221_3214.html.

La migration sub-saharienne vers les enclaves commence vers la fin de l'année 1991 et ces premiers migrants y sollicitent l'asile (Fayrén et Adell, 2000, *in* Carling, 2007 : 23). La majorité n'a pas vu leur demande approuvée, mais il est apparu difficile de les rapatrier. Le même scénario se produit à Ceuta quelques années plus tard. Suite à un nombre de plus en plus important de migrants irréguliers, et des centres d'accueil surchargés, les autorités

[54] *Source* : Padrón.
[55] *Source* : *ibid*.

décident alors d'effectuer des transferts vers le continent espagnol. Entre 1996 et 1999, près de 10 000 migrants sont transférés vers la péninsule (Barros *et al*. 2002, *in* Carling, 2007 : 23). Parallèlement, comme déjà évoqué, les frontières des enclaves sont drastiquement renforcées (construction de barrières métalliques autour de Ceuta en 1997 et autour de Melilla en 1998) afin de réduire le nombre d'entrées.

Si les Algériens se débrouillent pour entrer avec des papiers marocains, les Asiatiques, eux, sont assistés par des passeurs (Carling, 2007 : 23). Quant aux Sub-sahariens, ils tentent généralement le passage par les deux barrières métalliques, séparées de cinq mètres et hautes de trois à cinq mètres et surmontées de fil barbelé. Arab décrit ainsi le passage : « Ces barrières sont équipées de postes d'observation, de caméras de sécurité et de sondes à fibres optiques de la garde civile. Les personnes escaladent la première barrière, font passer des échelles par-dessus les barbelés pour tenter de franchir la seconde barrière, avant que l'alarme ne retentisse et que la garde civile ne descende entre les deux barrières » (Arab, 2007*a* : 83). Pour ceux qui arrivent à passer, la stratégie est de s'enregistrer au commissariat le plus rapidement possible et, ainsi, espérer un jour être transféré dans la péninsule. Le processus est long et incertain, mais il est arrivé plusieurs fois que le gouvernement ait transféré des personnes non-expulsables, mais possédant un avis à quitter le territoire, vers le continent européen dans l'hypothèse de les voir quitter le pays par leur propre initiative. Néanmoins, une fois en Espagne, plusieurs de ces migrants ont pu trouver du travail et bénéficier d'une régularisation (Carling, 2007 : 24).

La migration « par les barrières » s'est surtout développée suite à la mise en place du SIVE. La communauté internationale ne la découvre cependant qu'après les événements de l'automne 2005. Dans les lignes qui suivent, je vais brièvement rappeler le contexte dans lequel ces événements ce sont déroulés.

- *Gourougou et Bel Younech, des ghettos dans la forêt ou « le peuple des clandestins »*

La forêt de Gourougou est située à proximité de Melilla alors que celle de Bel Younech se trouve à proximité de Ceuta. Durant les années précédant les événements de 2005, plusieurs centaines de migrants se réfugient ici dans l'espoir de passer un jour de l'autre côté des grilles. Certains attendent des mois, d'autres des années. Les migrants eux-mêmes nomment ces campements de fortune leurs « ghettos ». Ces derniers sont apparus au Maroc à la fin des

années 1990 (Laacher, 2007 : 131), période qui correspond à la mise en place des barrières autour des enclaves espagnoles[56].

Comme le montrent Blanchard et Wender (2007), les conditions de vie dans la forêt sont difficiles et la police marocaine n'hésite pas à s'y rendre, avec comme résultat le saccage des cabanes, la réquisition des biens, des arrestations et des violences. À partir de la fin de l'année 2004, suite aux répressions exercées par l'Europe sur le Maroc afin de contraindre le pays à aider ses partenaires européens dans la « lutte contre l'immigration clandestine », ces répressions policières se durcissent considérablement dans les campements, dans un premier temps dans ceux de Gourougou (Melilla). Selon un rapport de *Médecins sans frontières*, la rafle la plus importante dans cette forêt se déroule entre le 12 et le 14 janvier 2005, impliquant « 1200 membres des forces sécuritaires marocaines, 25 véhicules tout terrain, trois hélicoptères et la garde de la cavalerie » (*in* Blanchard et Wender, 2007 : 16). La forêt de Gourougou se vide ainsi petit à petit. Pour empêcher les migrants d'y revenir, des représentants des forces de l'ordre sont de garde à proximité des ghettos. Les migrants continueront cependant de tenter le passage à Melilla. À partir de février 2005, c'est la forêt de Bel Younech (Ceuta) qui est la cible de la police marocaine, et des rafles plus fréquentes et plus violentes que celles de Gourougou se succèdent. Les forces de l'ordre se placent à l'entrée de la forêt, où se trouve notamment la principale source d'eau des migrants.

C'est ainsi que, durant des mois, la tension et le désespoir augmentent dans la forêt. En août, plusieurs tentatives de passages massifs ont lieu à Melilla. Lors de la tentative du 29 août, un migrant camerounais décède[57]. En septembre 2005, la répression policière augmente de nouveau : les arrestations de migrants dans les quartiers populaires des grandes villes comme Rabat, Casablanca, Fès et Tanger se font plus nombreuses et les descentes de la police dans la forêt de Bel Younech sont plus fréquentes. En septembre et en octobre 2005, les migrants décident alors à nouveau d'attaquer massivement les grillages. Plusieurs d'entre eux décèdent lors de leur tentative de passer de l'autre côté de la frontière.

C'est alors à ce moment-là que commence l'importante couverture médiatique du phénomène. Parallèlement, la répression policière persiste : forêts contrôlées, arrestations et refoulement en masse vers la zone désertique entre le Maroc et l'Algérie. 1 500 personnes

---

[56] Voir l'ouvrage de Smaïn Laacher (2007), *Le Peuple des clandestins*, pour la remarquable organisation de la vie des migrants en forêt.

[57] Le migrant est mort suite aux violences commises par la *Guardía Civil* (notamment l'utilisation des armes munies de balles en caoutchouc). Un deuxième migrant serait mort dans des conditions identiques. Néanmoins, selon les autorités espagnoles et marocaines, la mort de cette personne pourrait être accidentelle et ne se serait pas forcément produite en territoire espagnol, ni près du grillage (Wender, 2007 : 17).

environ sont découvertes par des ONG et des journalistes près d'un petit village non loin de la frontière algérienne et dans une zone totalement désertique. Parmi les refoulés figurent également des demandeurs d'asile, au moins un réfugié statutaire et des migrants en situation régulière (comme les migrants dispensés de visa pour entrer au Maroc et qui disposent d'un droit de séjour de trois mois). Les obligations internationales en matière de protection des réfugiés ne sont donc pas respectées. Suite à ces refoulements, le Sénégal et le Mali organisent rapidement le rapatriement de leurs ressortissants. Les autres migrants et demandeurs d'asile passeront des semaines dans des bases militaires avant d'être soit rapatriés (Sénégalais, Maliens, Camerounais, Guinéens et Gambiens) soit refoulés à la frontière algérienne (principalement des demandeurs d'asile).

En décembre 2005, c'est l'Algérie qui, à son tour, procède à des arrestations et refoulements massifs de migrants. Ces derniers sont soit renvoyés par avion (principalement vers le Mali), soit refoulés dans le désert près de la frontière malienne.

- *Les enclaves après les événements en 2005*

Même si le nombre d'entrées de migrants irréguliers à Ceuta et Melilla a diminué depuis 2005 (5 566 entrées), des migrants parviennent toujours à entrer dans les enclaves (1994 entrées en 2006, 1 553 en 2007). En octobre et novembre 2008, suite aux pluies importantes entraînant des trous dans les clôtures qu'entourent Melilla, plusieurs tentatives d'entrées, dont certaines sont réussies, ont lieu en l'espace de quelques jours. Voilà ce que l'on peut lire dans la presse espagnole : « L'inondation ouvre Melilla aux migrants » (*El País*, le 28 octobre 2008, édition électronique) ou « La rumeur selon laquelle la frontière est brisée court dans le Maroc entier » (*El Mundo*, le 2 novembre 2008, édition électronique).

Tableau 11 : Migrants irréguliers entrés à Ceuta et à Melilla 2005-2007

	2005	**2006**	**2007**
Ceuta	2 324	1 351	-
Melilla	3 242	643	-
Total	5 566	1 994	1 553

Source : ministère de l'Intérieur espagnol.

Quant à la répression policière des migrants au Maroc, elle semble toujours être d'actualité. Le refoulement à la frontière algérienne de 400 migrants en 2006 en constitue un

premier exemple. Cet événement n'attire pas l'attention médiatique, désormais tournée vers les îles Canaries[58].

2.1.3 De Ceuta et Melilla aux îles Canaries

Depuis les événements survenus à Ceuta et Melilla en 2005, les points de passage vers l'Europe ont changé. Les départs en bateau vers les îles Canaries semblent désormais être privilégiés, avec des points de départs de plus en plus lointains.

La première *patera* à débarquer sur les îles Canaries depuis le continent africain arrive en 1994. Il s'agit d'une embarcation de sept Sahraouis. Durant les années suivantes viennent plusieurs membres du Polisario[59] et autres figures de l'opposition sahraouie. À partir de 1997, ce sont principalement les Marocains qui empruntent cette voie. Ils sont remplacés par les Sub-Sahariens à partir de 2000 (Carling, 2007 : 24). Ces derniers constituent aujourd'hui le premier groupe de migrants à arriver par voie maritime sur les îles.

Jusqu'en 1999, la Guardia Civil n'a qu'un bateau de patrouilles aux Canaries (Rodríguez, 1999 *in* Carling 2007 : 24). À cette époque, l'organisation des départs se fait principalement à partir de Laayoune, la ville la plus importante du Sahara Occidental. Les départs se concentrent sur une zone d'une centaine de kilomètres, entre Saguia el–Hamra (non loin de Laayoune) et Tarifa (sud du Maroc). Puis, les départs se déplacent plus vers le sud et la Mauritanie et le Sénégal deviennent des pays de départ des embarcations.

L'année 2006 est l'année record en termes de nombre de migrants venus par voie maritime aux Canaries. 31 678 migrants sont arrivés sur les îles cette année-là. Depuis lors, le nombre d'arrivées s'est réduit, ce qui s'expliquerait par une surveillance des côtes africaines plus méthodique, notamment par le déploiement de Frontex, opérationnel sur les côtes africaines depuis août 2006. Entre cette date et décembre 2007, le dispositif de Frontex a intercepté 155 embarcations et 12 8647 migrants au large de l'Afrique. La baisse des arrivées pourrait également s'expliquer par une politique de reconduite plus systématique : alors qu'entre 2006 et 2007 l'immigration irrégulière (détectée) baisse de 54%, les rapatriements, eux, augmentent de 6%. En fait, parmi les 50 318 migrants étant entrés en Espagne de manière irrégulière en 2007, 46 471 sont rapatriés, soit 92.3% (ministère de l'Intérieur

---

[58] Pour aller plus loin sur l'après Ceuta et Melilla, voir les actes de la journée du 20 mars 2006 organisée par Gisti et intitulée : « Externalisation de l'asile et de l'immigration. Après Ceuta et Melilla, les stratégies de l'Union européenne ». Actes parus dans *Gisti,* hors série de *Plein Droit*, juin 2006.

[59] Mouvement politique et armé, principalement composé d'indépendantistes Sahraouis.

espagnol). Une hypothèse est que suite à cette « nouvelle tendance », certains candidats seraient plus réticents à tenter leur chance. Néanmoins, des rencontres lors de mon séjour au Sénégal l'été 2007 vont à l'encontre de cette hypothèse, car des personnes rapatriées m'ont dit vouloir retenter la traversée. Par exemple, un informateur, habitant du village des pêcheurs à Saint-Louis, point stratégique des départs du nord du Sénégal, m'a dit avoir été renvoyé des Canaries à deux reprises, mais qu'il était actuellement en train d'économiser pour tenter une troisième traversée (carnet de terrain, juin 2007).

Ainsi, malgré « la lutte contre l'immigration clandestine », les migrants continuent de tenter leur chance. Selon un article de *El País*, paru en octobre 2008, des milliers de "sans-papiers" attendent à Nouadhibou (Mauritanie) pour aller aux Canaries. Au moment de la parution de cette article, le centre de détention des immigrés de la ville, autre dispositif dans la « lutte contre l'immigration clandestine », d'ailleurs pointé du doigt par Amnesty International pour ses conditions de détention, compte 620 détenus, soit le double des chiffres habituels (*El País*, le 1er octobre 2008, parution électronique)[60]. En septembre 2008, un *supercayuco* (expression utilisée par la presse espagnole) arrive aux Canaries. Il s'agit du plus grand nombre de migrants arrivés dans la même embarcation, soit 230 personnes.

L'année 2009 marque un tournant considérable en ce qui concerne le nombre de migrants arrivés aux Canaries. Lors de cette année, 2 242 migrants arrivent dans l'archipel canarien depuis le continent africain, soit le chiffre le plus bas depuis dix ans (*El Mundo,* le 2 janvier 2010, parution électronique). Aussi, et toujours en 2009, aucune pirogue ne part du Sénégal. Lors des trois premiers mois de l'année 2010, seules deux pirogues atteignent les îles Canaries (*Canarias 7*, le 30 mars 2010, parution électronique). Pour certains, les *cayucos* canariens, c'est « déjà de l'histoire »[61]. Si cette constatation est relative, elle témoigne toutefois de la rapidité de l'évolution des dynamiques liées aux routes migratoires.

Tableau 12: Nombre d'embarcations et de personnes arrivées par voie maritime en Espagne

Année	Embarcations détectées	Migrants interceptés
1999	475	3 569
2000	807	15 195

[60] Voir l'étude réalisée par la Croix Rouge espagnole et le Croissant Rouge mauritanien où plus de 5000 migrants en Mauritanie, prêts à partir pour les Canaries, ont été interviewés entre 2006 et 2008 (www.revistapueblos.org/spip.php?article1848).

[61] Je me réfère ici à des discussions informelles ayant eu lieu en mai 2010 avec des chercheurs et étudiants suivant de près cette évolution.

2001	1 060	18 517
2002	1 020	16 670
2003	942	19 176
2004	740	15 675
2005	567	11 781
2006	-	39 180
2007	-	18 057

Source : Sevilla Pérez et Suarez Robles (2006) pour la période 1999-2005, ministère de l'Intérieur espagnol pour la période 2006-2007.

Tableau 13: Nombre de migrants arrivés par voie maritime en Espagne par lieu d'arrivée

	2004	**2005**	**2006**	**2007**
Péninsule	7 247	7 066	7 052	5 579
Canaries	8 426	4 715	31 678	12 478
Total	15 672	11 781	38 730	18 057

Source : ministère de l'Intérieur espagnol.

Tableau 14: Embarcations et migrants arrêtés par Frontex (août 2006-décembre 2007)

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jui	Aot	Sep	Oct	Nov	Déc	Total
2006	x	x	x	x	x	x	x	9	17	13	11	12	62
Embarcations													
2007	2	4	7	8	10	9	12	8	15	9	2	7	93
2006	x	x	x	x	x	x	x	807	1476	519	470	1018	4290
Migrants													
2007	375	585	905	613	805	556	753	800	1310	965	381	526	8574

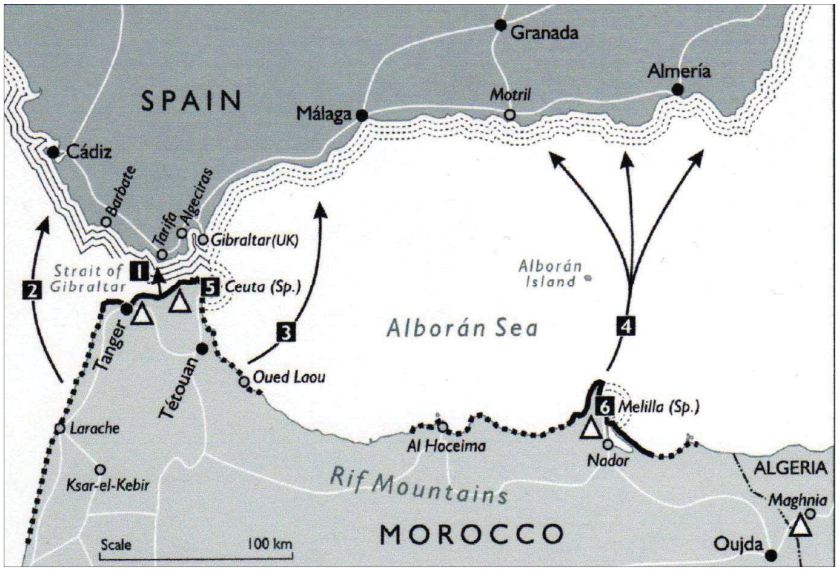
Source : ministère de l'Intérieur espagnol.

À propos de l'immigration vers les Canaries, nous pouvons citer les travaux de Godeneau et Zapata Hernández (2007) sur l'immigration irrégulière à Tenerife. Cette étude montre que 92 % des migrants en situation irrégulière sur l'île s'y sont rendus par voie aérienne, la plupart de manière régulière (généralement avec un visa de tourisme de trois mois). Concernant les migrants venus par voie maritime[62], les Africains sont les plus nombreux. 51,5 % des Marocains et 36,6 % des Algériens en situation irrégulière sur l'île se

[62] Les données incluent les migrants ayant effectué le voyage par voie maritime depuis le continent africain vers la péninsule, avant de se rendre aux Canaries.

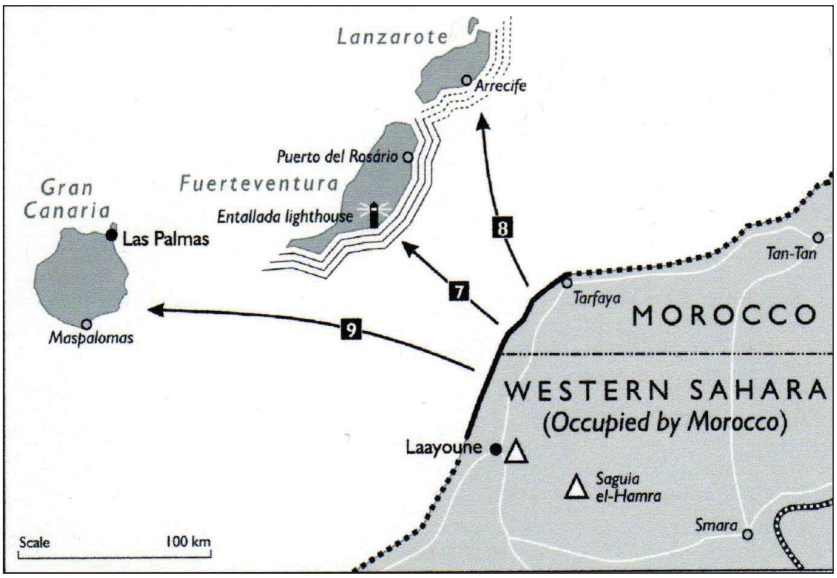
sont rendus à Tenerife par cette voie. Pour les autres nationalités africaines, le pourcentage est de 36,6 %. Ainsi, pour les Africains d'origine subsaharienne en situation irrégulière à Tenerife, seulement un migrant sur trois s'est rendu sur l'île par voie maritime. Cette observation va à l'encontre de l'image que l'on peut avoir, notamment dans la presse, de l'immigration subsaharienne aux Canaries.

Carte 2: L'évolution des routes migratoires clandestines dans le détroit de Gibraltar et par les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla



Source : Carling, 2007 (les données concernent la période 2000-2005).

Carte 3: L'évolution des routes migratoires clandestines vers les îles Canaries



Source : Carling, 2007 (les données concernent la période 2000-2005).

2.2 La prise de conscience des limites de l'approche sécuritaire des migrations

Les événements tragiques qui ont eu lieu à Ceuta et Melilla en 2005, ainsi que l'augmentation des *pateras* arrivées sur les îles Canaries, ont provoqué un changement dans la dimension externe de la politique espagnole d'immigration.

La dimension externe de la politique migratoire s'est initiée dans les années 1990 avec, nous l'avons déjà évoqué, la signature d'un premier accord, *l'Accord de Malaga*, entre l'Espagne et le Maroc en 1992. Par cet accord, le Maroc s'engage à réadmettre toute personne ayant transité sur son territoire[63]. Néanmoins, la mise en œuvre de l'accord n'aura lieu qu'en 2005, suite aux événements survenus dans les enclaves espagnoles[64]. Ce n'est qu'à partir de l'an 2000 que l'Espagne développera davantage ses relations avec les pays africains en termes de migrations. Nous avons déjà évoqué qu'à partir de cette année-là, l'Espagne a vu ses nombres de migrants, réguliers et irréguliers, augmenter de manière exceptionnelle. Les pays africains étant plutôt réticents à la signature d'accords consacrés exclusivement à la réadmission, seulement cinq accords sont signés entre 1992 et 2003 (García Andrade, 2008). Le dénominateur commun de ces accords concerne les réadmissions de personnes en situation irrégulière. Il s'agit ainsi, là encore, d'une politique fondée sur le contrôle[65], privilégiant les intérêts du pays de destination (l'Espagne) à ceux des pays de départ (causes de l'immigration clandestine par exemple).

C'est la Commission européenne qui constate que le succès des négociations des accords de réadmissions dépend des « mesures d'incitation qui pourraient être offertes aux pays tiers et qui devraient alors s'inscrire dans le cadre d'un agenda de coopération plus large » (García Andrade, 2008 :18). Suite à cette prise de conscience, l'Union européenne va développer une nouvelle orientation des politiques extérieures en matière d'immigration.

Suite aux événements de Ceuta et Melilla en 2005, le gouvernement espagnol demande d'inscrire la question migratoire à l'ordre du jour du Sommet de Chefs d'État et de

---

[63] Les accords ne concernent pas les réadmissions de Marocains en Espagne.

[64] Suite aux assauts en 2005, le gouvernement marocain a accepté de rapatrier 73 des migrants ayant réussi à entrer dans les enclaves. Néanmoins, selon les autorités espagnoles, ces dits rapatriements n'ont pas eu lieu en vertu de l'accord de 1992, mais en raison de « bonnes relations qui unissent les deux pays et par un geste exceptionnel de solidarité » (*El Mundo*, le 13 octobre 2008, *in* García Andrade, 2008 : 7). Pour les autorités espagnoles, l'accord de 1992 ne s'adapte pas à la réalité actuelle : lors de la signature des accords, le pays n'était pas encore le pays de transit qu'il est devenu aujourd'hui (García Andrade, 2008 : 7).

[65] La politique migratoire fondée sur des instruments de contrôle inclut des « mécanismes de contrôle aux frontières, de lutte policière et judiciaire contre les réseaux de trafic illégal de personnes, de restriction en matière de visas et le rapatriement forcé des migrants clandestins vers leurs pays d'origine ou de transit » (García Andrade, 2008 : 4).

Gouvernement de l'Union européenne, tenu à Hampton Court (Royaume Uni) le 27 octobre 2005. Ici, les grandes lignes d'action à suivre dans la coopération avec l'Afrique sont définies. Le sommet constitue ainsi le point de départ pour l'appropriation, au Conseil européen de décembre 2005, de « l'Approche Globale sur la question des migrations : Priorités d'action centrées sur l'Afrique et la Méditerranée »[66]. Paula García Andrade (2008) définit l'approche globale des migrations comme « une conception politique qui essaierait de tenir compte aussi bien des intérêts des pays de destination que de ceux des pays d'origine et de transit au moment d'affronter le phénomène migratoire. Il s'agirait alors de combiner des instruments de contrôle de type sécuritaire avec des mécanismes de gestion des flux migratoires légaux, sans oublier la mise en place des moyens préventifs consacrés à réduire la nécessité de migrer » (García Andrade, 2008 : 20).

2.2.1 Le cas espagnol : la Plan Afrique 2006-2008

En Espagne on se rend compte que la coopération avec le Maroc dans le contrôle des frontières maritimes et terrestres, tout comme l'établissement du SIVE dans le détroit de Gibraltar, n'ont fait que déplacer les routes de plus en plus vers le sud (Mauritanie, Sénégal et Guinée Conakry). Nous pouvons alors dire que l'année 2005 marque le début d'une nouvelle étape de la politique migratoire espagnole.

Cette réorientation s'est plus particulièrement concrétisée par l'adoptation du Plan Afrique en 2006[67]. Il s'agit d'un plan dirigé vers les relations politiques, économiques et sociales avec les pays de l'Afrique Subsaharienne. La période de l'application est celle de 2006-2008. Les relations entre l'Espagne et cette partie du monde étant jusque-là très timides, le plan comble un vide historique de la politique extérieure espagnole (Iranzo 2006, *in* García Andrade, 2008 : 21). Plusieurs objectifs sont définis dans le plan : la coopération pour gérer les flux migratoires ; la consolidation de la démocratie, des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité ; la lutte contre la pauvreté ; la participation active au développement de la Stratégie de l'Union européenne pour l'Afrique ; le renforcement des échanges économiques et la stimulation des investissements ; l'accroissement de la coopération culturelle et, enfin, l'augmentation de la projection politique et de la présence institutionnelle espagnole dans la région.

---

[66] Document annexe aux Conclusions du Conseil européen de Bruxelles , 15-16 décembre 2005.
[67] Le Plan est disponible sur http://www.maec.es/es/Home/Paginas/planafrica.aspx.

Malgré la diversification des objectifs du plan, se dégage cependant l'idée selon laquelle l'Espagne aurait construit cette politique avec comme (seul) objectif de réduire l'immigration irrégulière en provenance de l'Afrique Subsaharienne. Néanmoins, même si tel est le cas, il convient de souligner que, par la mise en place de ce plan, l'Espagne contribuerait au développement du continent. Chose qu'elle n'aurait probablement pas faite si l'accroissement de l'immigration irrégulière africaine ne s'était pas produit. De plus, les aides que recevront les pays, ne semblent pas dépendre de leur collaboration dans le contrôle des flux migratoires.

2.2.2 Les trois dimensions du Plan

Le Plan Afrique concerne trois aspects : l'interne, le multilatéral et le bilatéral. Sur le plan interne, l'Espagne renforcera les mesures de contrôle des frontières et perfectionnera les mécanismes d'obtention d'information sur les routes migratoires ainsi que sur les réseaux de l'immigration illégale. Aussi, tout en acceptant le respect des droits de l'Homme et du droit international, le gouvernement accélèrera les procédures de rapatriement immédiat des migrants arrivant sur le territoire national de façon irrégulière. Mais la dimension interne du plan contient aussi des mesures visant l'intégration des immigrés en Espagne : renforcer le rôle des diasporas en Espagne et en Europe ; soutenir plus fermement les administrations régionales et locales ainsi que les ONG consacrées à l'accueil des migrants ; établir des nouvelles lignes budgétaires spécifiques pour les questions migratoires et, enfin, favoriser l'intégration du collectif africain en Espagne par le biais d'une meilleure connaissance mutuelle des deux cultures.

La dimension multilatérale du plan encourage des initiatives et projets au niveau international afin d'aborder les questions migratoires de manière conjointe entre les pays de destinations, d'origine et de transit des flux migratoires. La conférence ministérielle eurafricaine sur la migration et le développement tenue à Rabat en 2006 constitue un premier exemple d'une telle initiative.

Sur le plan bilatéral, le gouvernement espagnol souligne l'importance de l'approche globale et rompt avec l'approche exclusivement sécuritaire des années précédentes. L'Espagne fera ainsi l'effort de conclure des accords de coopération et de réadmission de « la nouvelle génération » avec des pays dits prioritaires comme le Sénégal, le Mali, le Ghana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert, la Guinée-Conakry et la Gambie. La dimension bilatérale prévoit également une augmentation des déplacements, visites et contacts politiques

entre l'Espagne et l'Afrique, notamment pour l'établissement d'ambassades dans des pays où l'Espagne était jusque-là absente.

Il est probablement trop tôt pour tirer des conclusions globales de l'impact et de l'efficacité du Plan Afrique 2006-2008. Nous pouvons toutefois avancer que malgré cette réorientation récente de la politique extérieure espagnole, l'approche sécuritaire semble toujours prévaloir dans les faits. Il faut également souligner la forte médiatisation de l'immigration irrégulière en provenance de l'Afrique. Cette dernière, n'aurait-elle pas influencé le rang des préoccupations de la politique espagnole ? Car les flux migratoires d'origine africaine ne sont pas les plus importants en Espagne ; ceux provenant de l'Amérique du Sud les dépassent largement, et cela tant par leur aspect régulier que par leur aspect irrégulier.

3 LE PAYSAGE MIGRATOIRE ESPAGNOL D'AUJOURD'HUI

Il s'agit de dresser un tableau quantitatif de la population étrangère en Espagne : premières nationalités, sexe, âge, type du permis de séjour, et répartition spatiale. Les données ici présentées sont majoritairement celles de l'*Anuario Estadístico de Inmigración* 2007, publié par l'*Observatorio Permanene de la Inmigración*. Ces dernières correspondent soit à la date du 31 décembre 2007, soit à une date antérieure à celle-ci lorsque les données du 31 décembre ne sont pas disponibles, soit à l'ensemble de l'année 2007. D'autres données sont issues du *Padrón*, notamment celles présentées dans la partie sur la répartition spatiale de la population étrangère en Espagne. Les données du *Padrón* correspondent à la date du 1er janvier 2008 et prennent également en compte, nous le rappelons, les étrangers en situation irrégulière.

3.1 Principales données sociodémographiques de la population étrangère en Espagne

Au 31 décembre 2007, le nombre d'étrangers en situation régulière en Espagne était de 3 979 014. Parmi eux, 2 162 190, soit 54,35 %, étaient des hommes et 1 816 392, soit 45,65 %, étaient des femmes. A cette date, la population étrangère représentait 8,97 % de l'ensemble de la population en Espagne.

3.1.1 Les premières nationalités

Les étrangers en Espagne sont majoritairement originaires des pays géographiquement proches ou des pays hispanophones : 38,87 % viennent des pays de l'Union européenne, 30,55 % sont originaires des pays de l'Amérique ibérique et 21,15 % viennent des pays africains (majoritairement du Maroc). Les pays asiatiques représentent 6% des étrangers, les pays européens non-communautaires 2,89%, les pays nord-américains 0,48% et ceux de l'Océanie 0,05%.

En ce qui concerne les premières nationalités, à la fin de l'année 2007, les Marocains étaient les plus nombreux. Ils étaient suivis des Roumains, des Équatoriens, des Colombiens, des Anglais et des Bulgares. Soulignons qu'au cours de l'année 2008, le nombre de Roumains a dépassé celui des Marocains. En conséquence, ce sont désormais les Roumains qui constituent le premier groupe d'étrangers en Espagne. C'est l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne le 1er janvier 2007 qui explique l'augmentation récente, mais importante, des ressortissants roumains en situation régulière en Espagne. Comme le montre le tableau ci-dessous, suite à l'entrée du pays dans l'Union, le nombre de Roumains est passé de 211 325 (2006) à 603 889 (2007), soit une augmentation de 186%. L'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne lors de la même année se traduit également par une augmentation notable des ressortissants de ce pays. Les Bulgares sont ainsi passés de 60 174 (2006) à 127 058 (2007), ce qui correspond à une augmentation de 111%. Les autres nationalités qui marquent une augmentation supérieure à 50% entre 2006 et 2007 sont les Hongrois, les Estoniens, les Slovènes, les Nicaraguayens, les Tchèques et les Slovaques. Cette évolution témoigne d'une tendance actuelle de « nouveaux migrants » : ceux issus des pays de l'Europe de l'Est jusque-là peu présents sur la scène migratoire espagnole.

Les dix premiers groupes d'étrangers en Espagne représentent plus des deux tiers du total du nombre d'étrangers. Notons également que malgré une forte visibilité du collectif africain, notamment dans les médias, seulement deux nationalités africaines figurent parmi les vingt premiers groupes d'étrangers : les Marocains et les Algériens.

Tableau 15: Premières nationalités en situation régulière en Espagne en 2006 et 2007

Pays	31/12/2006	31/12/2007	Variation	%
Total	3 021 808	3 979 014	957 206	32
Maroc	543 721	648 735	101 014	19
Roumanie	211 325	603 889	392 564	186
Equateur	376 233	395 808	19 575	5

Colombie	225 504	254 301	28 797	13
Royaume Uni	175 870	198 638	22 768	13
Bulgarie	60 174	127 058	66 884	111
Italie	98 481	124 936	26 455	27
Chine	99 526	119 859	20 333	20
Pérou	90 906	116 202	25 296	28
Portugal	72 505	101 818	29 313	40
Argentine	86 921	96 055	9 134	11
Allemagne	77 390	91 670	14 280	18
Pologne	48 031	70 850	22 819	48
République dominicaine	58 126	70 775	12 649	22
Bolivie	52 587	69 109	16 522	31
France	56 170	68 377	12 207	22
Ukraine	52 760	62 409	9 649	18
Algérie	394 33	45 825	6 392	16
Cuba	39 755	45 068	5 313	13
Brésil	30 242	39 170	8 928	30
Autres pays	525 001	627 332	102 331	19
Apatrides/non connus	1 147	1 130	-17	-1

Source : l'Anuario Estadístico de Inmigración 2007.

3.1.2 Groupes d'âge

83% des étrangers réguliers en Espagne ont entre 16 et 64 ans, ce qui correspond au groupe en âge de travailler. 13% ont moins de 16 ans et 4% ont 65 ans ou plus. Les différences de sexe dans les trois groupes sont peu signifiantes. Les femmes sont toutefois un peu plus nombreuses dans les groupes 0-15 ans et 65 ans et plus, alors que les hommes sont un peu plus nombreux dans le groupe 16-64 ans. Plus de 95 % des Tchèques, des Kenyans, des Slovaques, des Indonésiens et des Paraguayens se trouvent en âge de travailler. En revanche, moins de 70% des Suisses, des Norvégiens, des Finlandais, des Gambiens, des Danois et des Anglais appartiennent au groupe en âge de travailler.

Dans les groupes d'âge quinquennaux, ce sont les 30 à 34 ans qui sont les plus nombreux (16%). Ils sont suivis des 25 à 29 ans (15%) et des 35 à 39 ans (13%). En comparant les données de 2007 avec celles de 2006, on note une légère augmentation du nombre d'étrangers ayant moins de 25 ans, ce qui s'explique par l'arrivée de migrants de plus en plus jeunes ainsi que par la naissance en Espagne de nouveaux étrangers.

Les étrangers les plus jeunes sont majoritairement originaires d'Afrique (22% des Africains ont moins de 16 ans) et d'Asie (17%). Les Gambiens, les Marocains et les Congolais sont les trois groupes où le pourcentage de personnes de moins de 16 ans est le plus

important. On note une différence de sexe entre les populations les plus jeunes ; les garçons les plus jeunes viennent de Gambie, de la Guinée équatoriale, de Russie, de Chine et du Maroc, alors que les filles les plus jeunes sont originaires de Gambie (plus de la moitié des femmes gambiennes ont moins de 16 ans), de Guinée Bissau, du Pakistan, du Mali et de l'Egypte.

Les étrangers les plus âgés sont majoritairement originaires de l'Amérique du Nord (17 % des Nord-Américains ont 65 ans ou plus), de l'Europe communautaire (8%) et d'Océanie (7%). Les pays ayant la population la plus âgée sont la Suisse, la Norvège, la Finlande, le Royaume-Uni et le Danemark. Ces cinq pays ont tous une population de 65 ans ou plus qui dépasse les 25% du total du groupe. Les étrangers originaires de ces pays sont, nous le savons, dans leur majorité des retraités en quête d'un climat doux et des prix plus favorables que dans leur pays d'origine.

3.1.3 Lieu de naissance de la population étrangère

La grande majorité des étrangers résidant en Espagne sont nés à l'étranger, soit 95%. Parmi ceux nés à l'étranger, 91% sont nés dans le pays de leur nationalité, 1% est né dans un autre pays de leur continent et 3% sont nés dans un pays d'un autre continent. 5% des étrangers en Espagne sont donc nés en Espagne, soit 188 827 personnes.

60% des étrangers nés en Espagne sont Africains. 79% de ces Africains sont Marocains. Lorsque l'on regarde le pourcentage de naissance en Espagne à l'intérieur de chaque groupe d'étrangers, les Africains occupent la première place (13% des Africains sont nés en Espagne), suivis des Asiatiques (10%) et des Nord-Américains (8%). De l'autre côté du tableau on trouve les Ibéro-américains ; seulement 1% d'entre eux est né en Espagne.

Parmi les pays représentant un pourcentage élevé de naissances dans un autre pays du continent d'origine figurent les Palestiniens (28%), les Jordaniens (23%), les Luxembourgeois (15%), et les Croates (13%). Concernant les étrangers nés sur un autre continent que celui de leur nationalité on trouve un pourcentage important chez les Italiens (57%), les Israéliens (32%), les Canadiens (28%) et les Grecs (24%). L'importance des naissances d'Italiens en dehors de l'Italie et du continent européen s'expliquerait par les vagues d'émigrés italiens vers l'Amérique ibérique lors du 20ème siècle car les descendants de ceux-ci auraient gardé ou

obtenu la nationalité des parents/grand parents[68]. Seulement 38% des Italiens en Espagne sont finalement nés en Italie.

3.1.4 Type de permis de séjour

Concernant les types de permis de séjour[69] en Espagne, une première distinction est faite entre les permis délivrés aux ressortissants de l'Union européenne et de l'Espace Economique Européen (EEE) et ceux accordés aux étrangers originaires de pays tiers (en dehors de l'UE et de l'EEE). Le permis remis au premier groupe, suite à la demande de la personne en question, est nommé *certificado de registro* (certificat de registre). La carte délivrée à la famille du détenteur du *certificado* est appelée *tarjeta de residencia de familiar de ciudadano de de la Unión* (carte de séjour d'un membre de la famille d'un ressortissant de l'Union). Les permis de ce premier groupe sont regroupés sous l'appelation *Regimen Comunitario* (régime communautaire).

Les permis accordés aux pays tiers sont ceux du *Régimen Général* (régime général). Les ressortissants de ces pays doivent dans un premier temps obtenir une *autorisation de residencia* (autorisation de résidence). Celle-ci peut être temporaire ou permanente. Ils peuvent ensuite, sous demande, se faire délivrer une *tarjeta de residencia* (carte de résidence).

Au 31 décembre 2007, 59% des étrangers titulaires d'un permis de séjour étaient affiliés au *Regimen general* et 41% au *Regimen Comunitario*. Parmi les permis en vigueur à cette date, 26% correspondaient à une autorisation de travail en tant que salarié (*cuenta ajena*), 0,38% étaient liés à une autorisation de travail à leur propre compte (*cuenta propia*), 11% étaient liés à des raisons non-lucratives[70], 21% correspondaient à un permis permanent, permettant de résider et de travailler de la même manière que les Espagnols, et 41% correspondaient au *certificado de registro* ou au *tarjeta de residencia de familiar de ciudadano de de la Unión*. On note une augmentation de 34% de permis permanents par rapport à l'année 2006. Les Africains et les Asiatiques sont les deux premiers détenteurs de

---

[68] Des entretiens effectués avec des Argentins notamment montrent comment les migrants des pays de l'Amérique latine peuvent demander la nationalité italienne par lien sanguin, leur permettant ainsi de venir en Espagne en tant que ressortissant de l'Union européenne. Ils sont donc nés Argentins en Argentine, mais deviennent Italiens par la suite et migrent vers l'Espagne.

[69] Nous avons choisi le terme de « permis de séjour » pour l'ensemble des appellations utilisées (certificat, autorisation et carte).

[70] Ce permis est pour ceux qui vivent en Espagne avec leurs moyens propres et qui, ainsi, n'ont pas besoin de travailler.

ces derniers ; 52% des premiers et 45% des deuxièmes ont un permis permanent. Les Africains et les Asiatiques sont les deux plus anciens collectifs de migrants en Espagne.

Les Ibéro-américains et les Européens non communautaires représentent les pourcentages les plus élevés en termes de permis liés au travail en tant que salarié. Ce pourcentage est particulièrement élevé chez les Boliviens et les Paraguayens (plus de 70%). Pour les permis liés au travail à compte propre, les Ibéro-américains représentent 55% et les Asiatiques 20%. Les Chinois constituent la première nationalité de ce type de permis, soit 16%.

3.1.5 Les étrangers avec un permis de séjour lié aux études

Fin 2007, 40 132 étrangers étaient détenteurs d'un permis de séjour lié à la recherche ou aux études, ce qui correspond à une augmentation de 6 839, soit 21%, par rapport à l'année précédente. 53% de ces universitaires sont des femmes et 47% sont des hommes.

La plupart des étudiants étrangers en Espagne viennent du Mexique (14%), de Colombie (11%), du Brésil (8%), du Maroc (8%) des États-Unis (7%), du Pérou (5%), du Chili (5%), du Venezuela (4%), de Chine (4%) et d'Argentine 3%).

La législation espagnole permet au conjoint et aux enfants mineurs des étudiants d'obtenir une *autorización de estancia por studios para familiar* (autorisation de séjour pour études pour un membre de la famille). En 2007, parmi les 40 132 permis liés aux études, 2 139 d'entre eux, soit 5%, correspondaient à cette catégorie. Ce sont chez les Egyptiens (25%), les Iraniens (21%) et les Chiliens (19%) que le permis de séjour lié aux études d'un membre de la famille est le plus fréquent.

3.2 La répartition spatiale de la population étrangère en Espagne

La population étrangère ne se répartit pas de façon homogène dans l'espace géographique espagnol. D'une manière générale, c'est dans à Madrid et sur la côte méditerranéenne que la majorité des étrangers s'installe. Plus précisément, ce sont les provinces de Madrid (1 005 381), de Barcelone (745 216), d'Alicante (446 368), de Valence (294 846) et de Malaga (250 432) qui accueillent les plus grands nombres d'étrangers en Espagne. Ces cinq provinces regroupent 52% du total des étrangers en Espagne. Les trois premières, Madrid, Barcelone et Alicante, accueillent à elles seules 42% de la population étrangère. La forte concentration des étrangers sur la côte méditerranéenne s'explique par le climat qui engendre

une activité touristique et une production agricole tout au long de l'année, ce qui produit une offre d'emplois plus importante que dans d'autres régions. La concentration d'étrangers sur la côte méditerranéenne s'explique également par la présence de retraités européens, surtout des Anglais, en quête de soleil, de plages et de prix plus favorables que dans leur pays d'origine. Notons que la dépréciation de la livre sterling lors du deuxième semestre de 2008 a considérablement touché le pouvoir d'achat des Anglais, d'où la parution d'un article dans le journal *Le Monde* intitulé « Pauvres Anglais de la Costa Brava ».

Retraités sous le soleil ou des « Pauvres Anglais de la Costa Brava »

« Sur le port de Torrevieja, la pizzeria Festival est déserte. Il n'est que 21 heures, mais Luigi Borreli, le serveur italien, est résigné : "Notre restaurant ne travaille qu'avec la clientèle anglaise, qui dîne généralement à 19 heures. Nous avons fait trois couverts, ça sera tout pour ce soir". Les 12 800 résidents britanniques de cette agglomération de 104 000 habitants, sur la Costa Blanca, au sud d'Alicante, ne sortent plus guère. Plus de 70% d'entre eux sont des retraités qui ont choisi de quitter le Royaume-Uni pour une fin de vie paisible au pays du soleil bon marché. Ils n'avaient pas envisagé que la dépréciation accélérée de la livre sterling rognerait d'un tiers leur pouvoir d'achat […] Ce coin de la côte a surtout attiré des retraités aux revenus modestes. Sur la table de son séjour, Irfon Walters, 75 ans, étale les reçus mensuels de ses trois caisses de retraite. En décembre 2007, cet ancien policier gallois, installé à Torrevieja depuis huit ans "à cause du climat", qui fait le plus grand bien aux articulations de Glenys, son épouse, pouvait compter sur un revenu total de 1 779,25 euros. Un an plus tard, l'érosion de la livre ne lui laisse que 1 346,31 euros. "Nous étions déjà modestes, mais maintenant nous nous interdisons tout luxe", explique le vieil homme […] Dans le local plutôt cosy d'Age Concern, une association britannique d'aide aux personnes âgées, des dames permanentées ne servent plus seulement le thé et les petits biscuits aux habitués de la bibliothèque. "Depuis ce mois de janvier, nous avons commencé la distribution de soupes à des compatriotes dans la gêne", révèle la présidente, Judith Ferris. De dix à trente plateaux repas par jour, au prix symbolique de 50 centimes d'euro […] La responsable baisse la voix pour énumérer les cas où Age Concerne a dû intervenir financièrement : "Nous avons les liquidités pour faire face à l'urgence, mais pas sur le long terme", prévient-elle. Signe que la brusque paupérisation de cette population commence à inquiéter les autorités britanniques, un émissaire du consulat d'Alicante viendra dans les locaux d'Age Concern chaque troisième vendredi du mois pour y tenir une permanence »

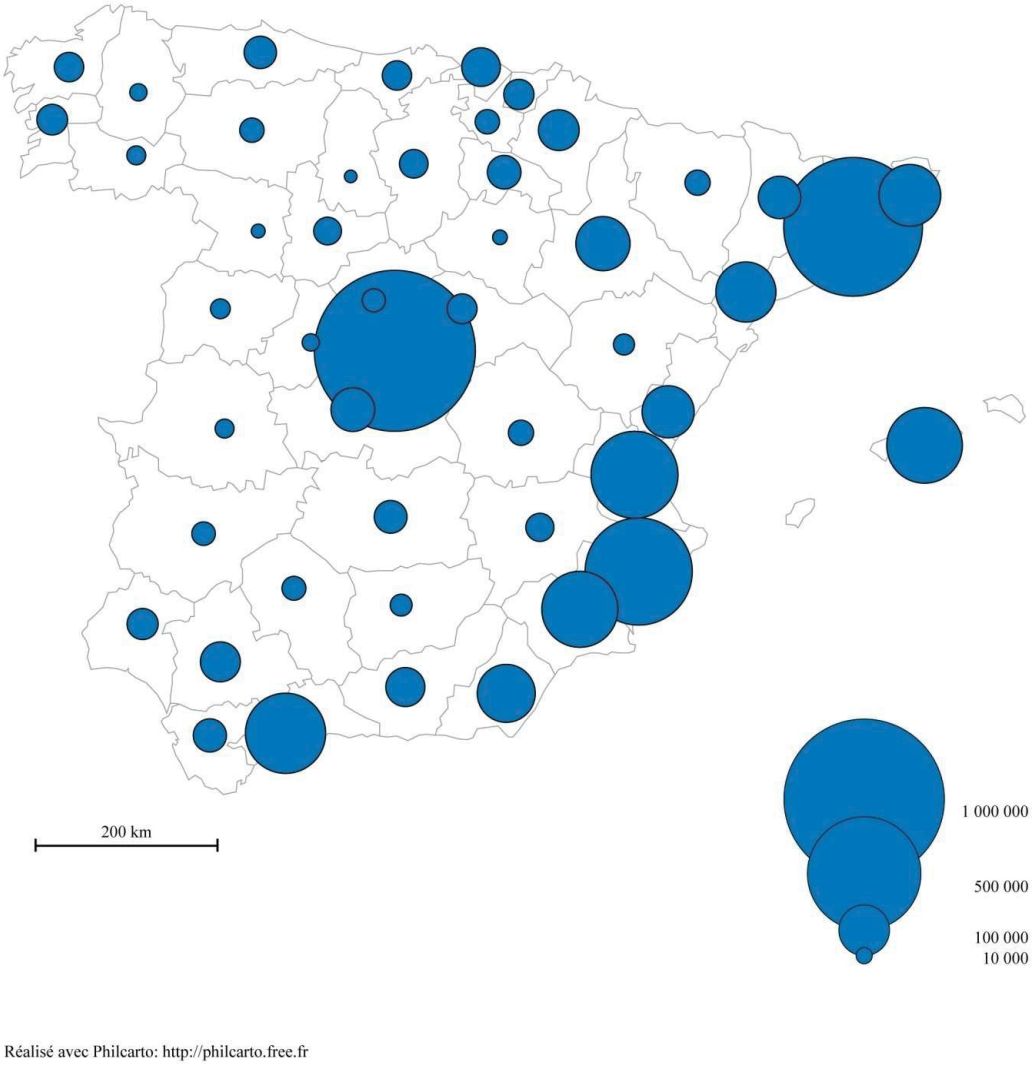
Source : Le Monde, le 20 janvier 2009, version électronique.

L'image des Anglais que donne cet article ne pourrait bien évidemment pas se généraliser pour l'ensemble de la population anglaise en Espagne. Toutefois, il indique la tendance d'un appauvrissement de ce collectif et remet, par là, en cause certaines idées reçues sur les étrangers originaires de l'Europe du Nord en Espagne.

Au sujet des retraités européens sur la côté méditerranéenne, citons également Gildas Simon (2008) qui fait référence au cas des Norvégiens. La Norvège gère en effet ses propres maisons de retraite ou centres de soins en Espagne, avec un personnel norvégien ou parlant norvégien. Même si, comme le souligne l'auteur, il s'agit d'un phénomène numériquement minoritaire, « ces enclaves norvégiennes sur le sol espagnol, apparemment sans lien social et culturel avec l'extérieur, suggèrent une sorte de parenté avec les *gated communities* ; l'édification des murs est contagieuse » (Simon, 2008 :129).

Quant aux provinces où l'on note une faible présence étrangère, celles-ci se trouvent dans le centre et dans l'est. Ce sont ainsi les provinces de Zamora (7 669), de Palencia (5998), de Soria (8 420), de Lugo (11 582) et d'Avila (11 782) qui comptent le moins d'étrangers. L'ensemble de ces provinces, à l'exception de Lugo, se trouve dans la région de Castille et León, qui est la région où se situe Salamanque. La province de Salamanca se classe d'ailleurs en huitième position accueillant le moins d'étrangers (15 355). Le peu d'étrangers dans ces provinces s'explique principalement par le peu d'opportunités de travail que l'on y trouve ; il s'agit de zones avec peu de tourisme, peu d'industrie et avec une faible production agricole.

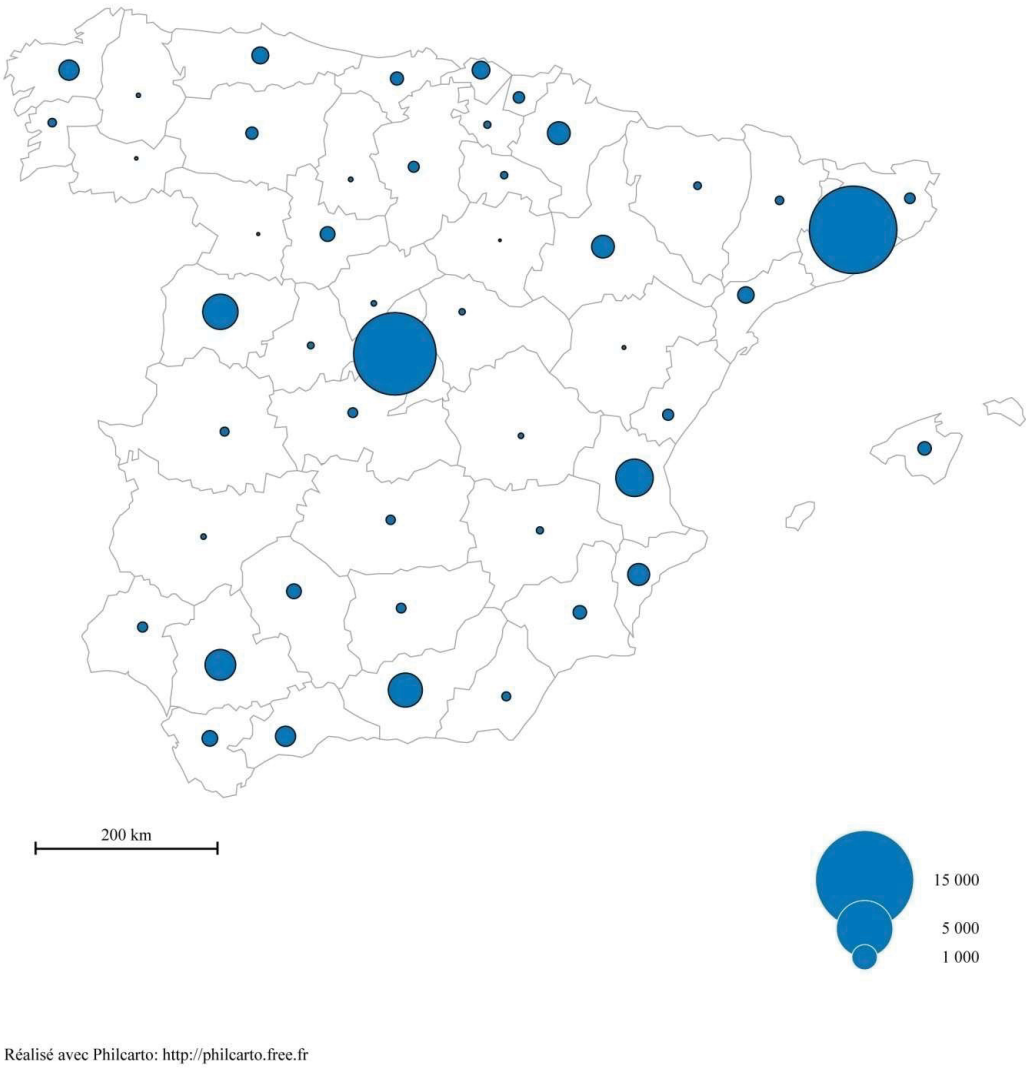
Carte 4: La répartition spatiale de la population étrangère en Espagne (2008)



Élaboration : Julien Barbier et Gunhild Odden, avec Philcarto et les données du Padrón.

Si Salamanque se trouve parmi les provinces ayant une faible présence étrangère, elle se classe quatrième lorsque l'on regarde la répartition spatiale des étudiants étrangers. Seulement Madrid (10 598), Barcelone (11 845) et Valence (2 194) comptent plus d'étudiants étrangers que Salamanque 1 919). C'est sans doute la renommée de l'Université, d'ailleurs la plus ancienne d'Espagne, qui explique la position de Salamanque en ce qui concerne l'accueil des étudiants étrangers.

Carte 5: répartition spatiale des étudiants étrangers en Espagne (2007)



Élaboration : Julien Barbier et Gunhild Odden, avec Philcarto et les données de l'Anuario *Estadístico de Inmigración 2007.*

Si l'on regarde la répartition spatiale des six premiers groupes d'étrangers en Espagne, à savoir les Roumains, les Marocains, les Équatoriens, les Anglais, les Colombiens et les Bulgares, on constate que ces six communautés n'investissent pas l'espace géographique espagnol de la même manière.

Chez les Roumains, on constate une très forte concentration dans la capitale (25%), puis une répartition relativement homogène tout au long de la côte méditerranéenne, avec un petit avantage pour Castellon (7%) et Valence (6%). On remarque également une présence notable de Roumains dans la province de Zaragoza (6%). Barcelone est la cinquième province préférée par les Roumains (4%). Les cinq provinces regroupant le plus de Roumains représentent 48% des Roumains dans le pays.

Chez les Marocains, on note une nette préférence pour Barcelone (19%). Les autres provinces où l'on trouve un nombre important de Marocains sont Madrid (12%), Murcia (9%), Almeria (5%) et Alicante (5%). Le modèle de répartition spatiale des Marocains est assez similaire à celui des Roumains, avec une présence importante dans la capitale et une répartition relativement homogène tout au long de la côte méditerranéenne. Les cinq provinces où l'on trouve la majorité des Marocains regroupent 50% de l'ensemble des Marocains vivant en Espagne.

Concernant les Équatoriens, leur répartition spatiale est plus concentrée que pour les deux collectifs précédents. La capitale accueille le plus grand nombre d'Équatoriens (32%). Barcelone (17%), Murcia (11%), Valence (6%) et Alicante (6%) sont les autres provinces préférées par cette population. Ces cinq provinces comptent 72% de l'ensemble de la population équatorienne en Espagne.

Pour les Anglais, la côte méditerranéenne est nettement préférée aux autres provinces espagnoles. La présence des Anglais en dehors de la côte est particulièrement faible par rapport aux autres collectifs. Les provinces où l'on trouve la majorité des Anglais sont Alicante (35%), Malaga (18%), les Baléares (6%), Murcia (6%) et Almeria (5%). Ces cinq provinces regroupent 70% des Anglais.

S'agissant des Colombiens, il s'agit d'un collectif relativement dispersé dans l'espace géographique espagnol. Ils se distinguent des collectifs précédents avec une présence plus notable dans le nord du pays. Les lieux préférés par les Colombiens ne diffèrent cependant pas tellement de ceux des autres nationalités. Les provinces où la majorité des Colombiens s'installe sont Madrid (24%), Barcelone (11%), Alicante (7,2%), Valence (7%) et les Baléares (4%). Ces cinq provinces représentent 53% de l'ensemble du groupe.

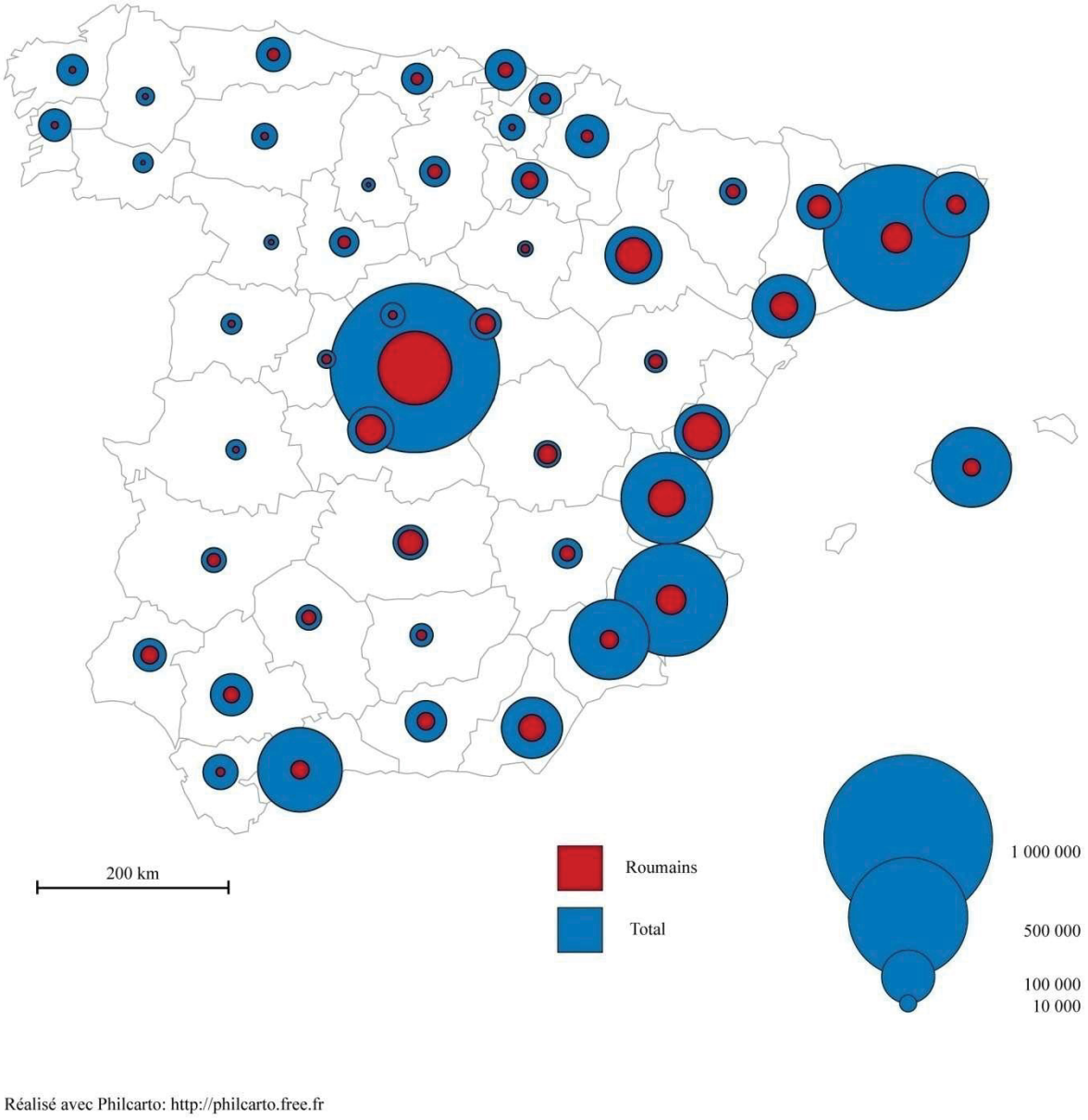
Les Bulgares se différencient des autres nationalités par une présence importante dans le nord-est, notamment dans la région de Castille et León. Ainsi, les Bulgares sont majoritairement installés à Madrid (20%), à Valence (14%), à Alicante (8%), à Valladolid (5%) et à Segovia (5%). Ces cinq provinces regroupent 52% des Bulgares. La présence des nationaux bulgares à Valladolid et Segovia est particulièrement intéressante car, comme nous l'avons vu, ces deux provinces figurent parmi celles où la présence étrangère est la plus faible. En fait, à Segovia, les Bulgares représentent 35% de l'ensemble de la population étrangère. A Valladolid, ce pourcentage est de 26%. Au niveau national, les Bulgares ne représentent que 3% du total des étrangers. Remarquons également l'absence de la province de Barcelone dans les préférences de ce collectif (voir les cartes pages suivantes).

***

J'ai dans ce chapitre retracé l'histoire migratoire espagnole, avec ses principales réponses politiques, et j'ai évoqué le paysage migratoire espagnol actuel, avec ses caractéristiques sociodémographiques essentielles. Cette démarche nous a permis de contextualiser le terrain sur lequel les données des chapitres suivants sont issues. Cette contextualisation se présente comme nécessaire pour lire les chapitres suivants. Mais elle a également représenté une étape importante dans ma démarche empirique. Si le chapitre méthodologique et le chapitre historico-politique peuvent paraître fort éloignés, il n'en est rien. En effet, ma connaissance de cette histoire et des politiques migratoires s'est révélée importante lors des relations construites sur le terrain. D'abord parce que beaucoup trouvaient en moi une personne avec qui ils pouvaient tout simplement « discuter de l'immigration ». Ensuite parce que certains ont considéré ces mêmes connaissances, surtout celles d'ordre juridique, comme un « contre-don ». Comme le dit Bouillon, « la relation ethnographique est une relation interpersonnelle au sein de laquelle les enquêtés *donnent* quelque chose à l'ethnographe (du temps, des informations, de l'hospitalité) qui se doit donc de *rendre* » (Bouillon, 2005 : 76). En effet, les migrants qui étaient dans les situations les plus précaires, des sans-papiers notamment, m'ont souvent demandé conseil quant à leurs droits, leurs possibilités d'obtenir des papiers, un logement, un travail. Je les ai alors informés et conseillés comme je le pouvais. Parfois, ces conseils ont porté leurs fruits. Lorsque ces mêmes informateurs m'ont « recommandé » à d'autres informateurs potentiels, ils ont alors pu eux-aussi évoquer cette logique de « contre-don » : « il faut lui accorder un entretien, elle aide les immigrés ».

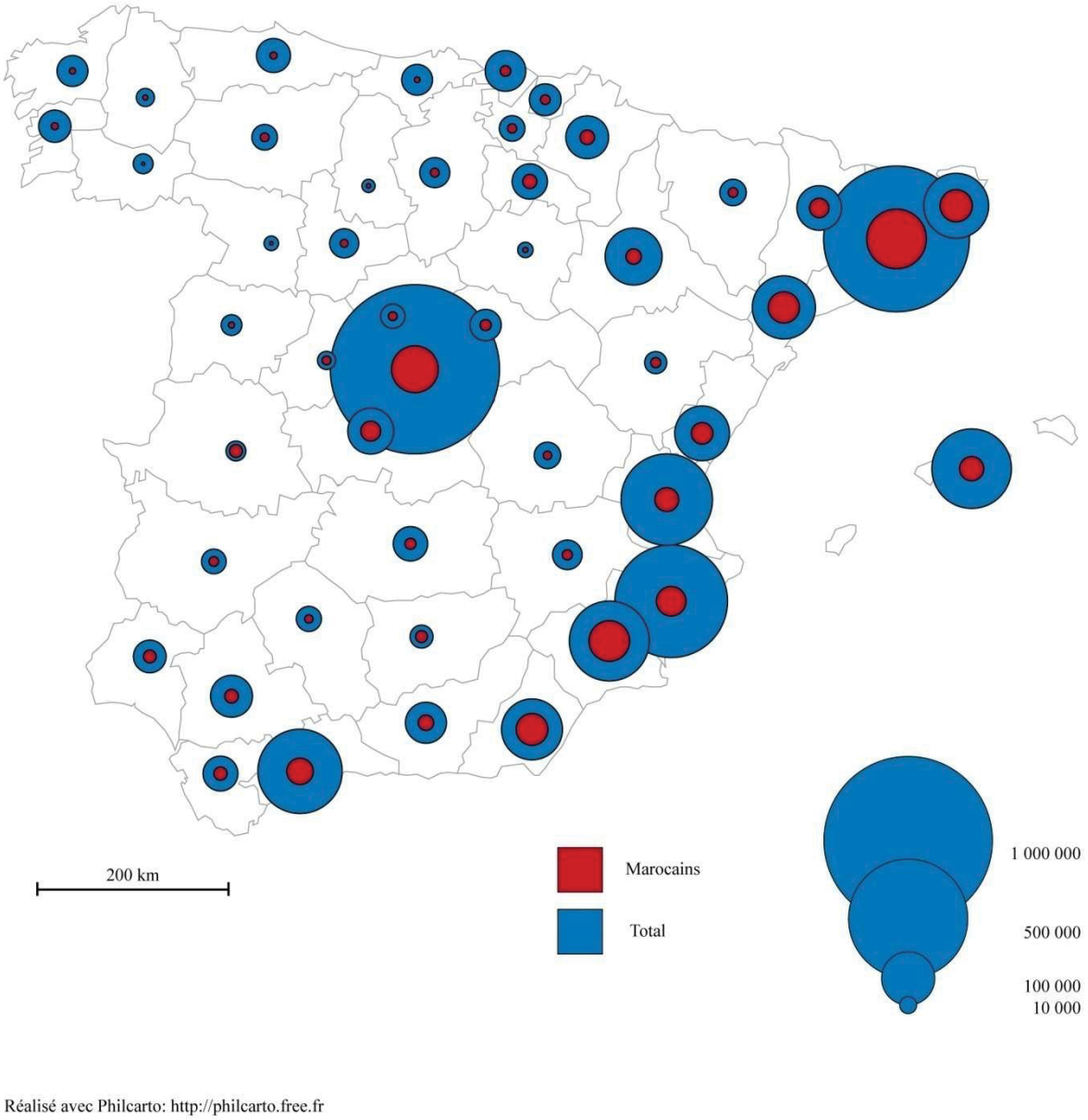
Après avoir, dans ces trois premiers chapitres, présenté mes démarches théoriques et méthodologiques ainsi que le contexte migratoire espagnol, place maintenant à la ville de Salamanque.

Carte 6: La répartition spatiale des Roumains en Espagne (2008)



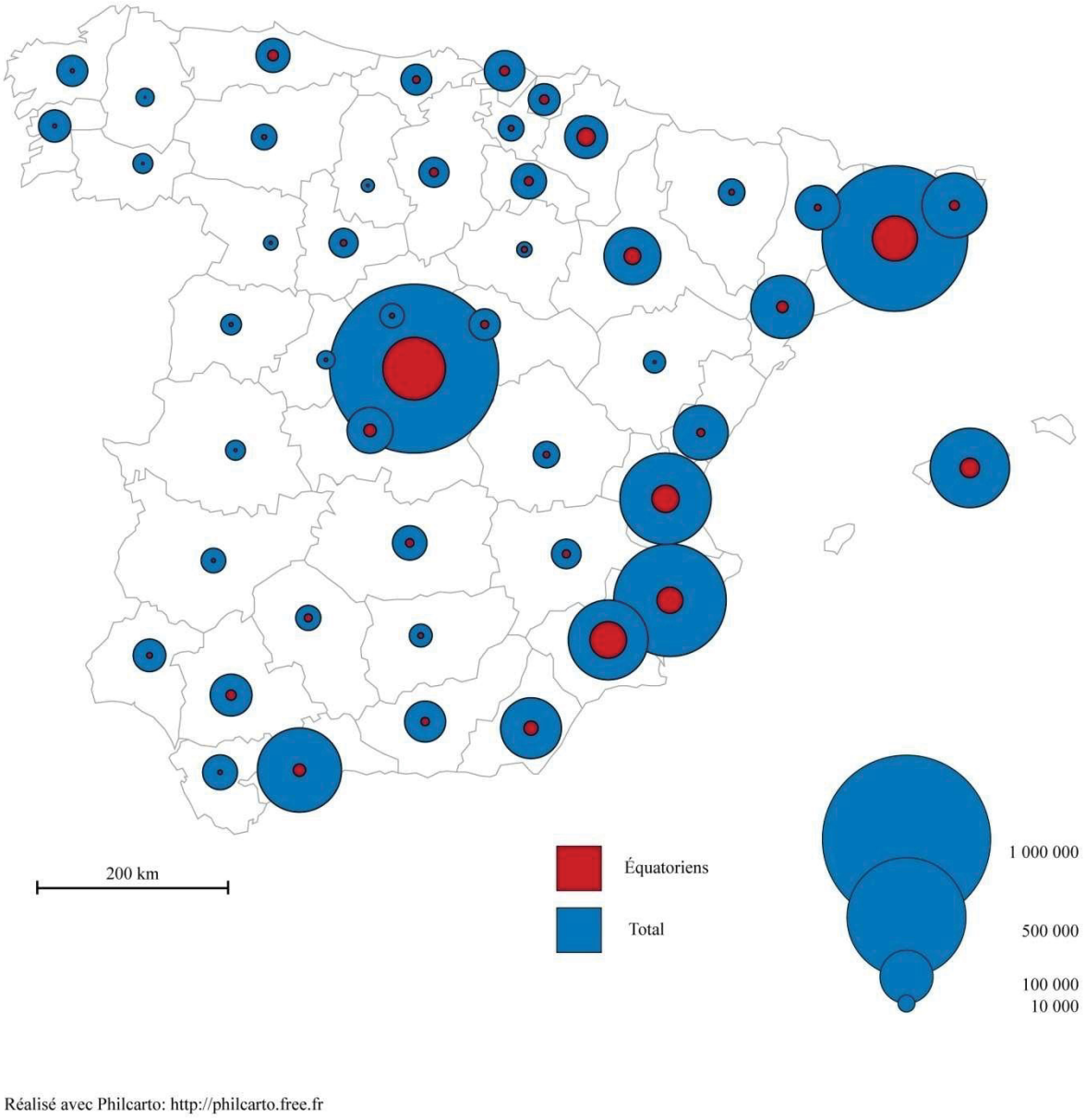
Élaboration : Julien Barbier et Gunhild Odden, avec Philcarto et les données du Padrón.

Carte 7: La répartition spatiale des Marocains en Espagne (2008)



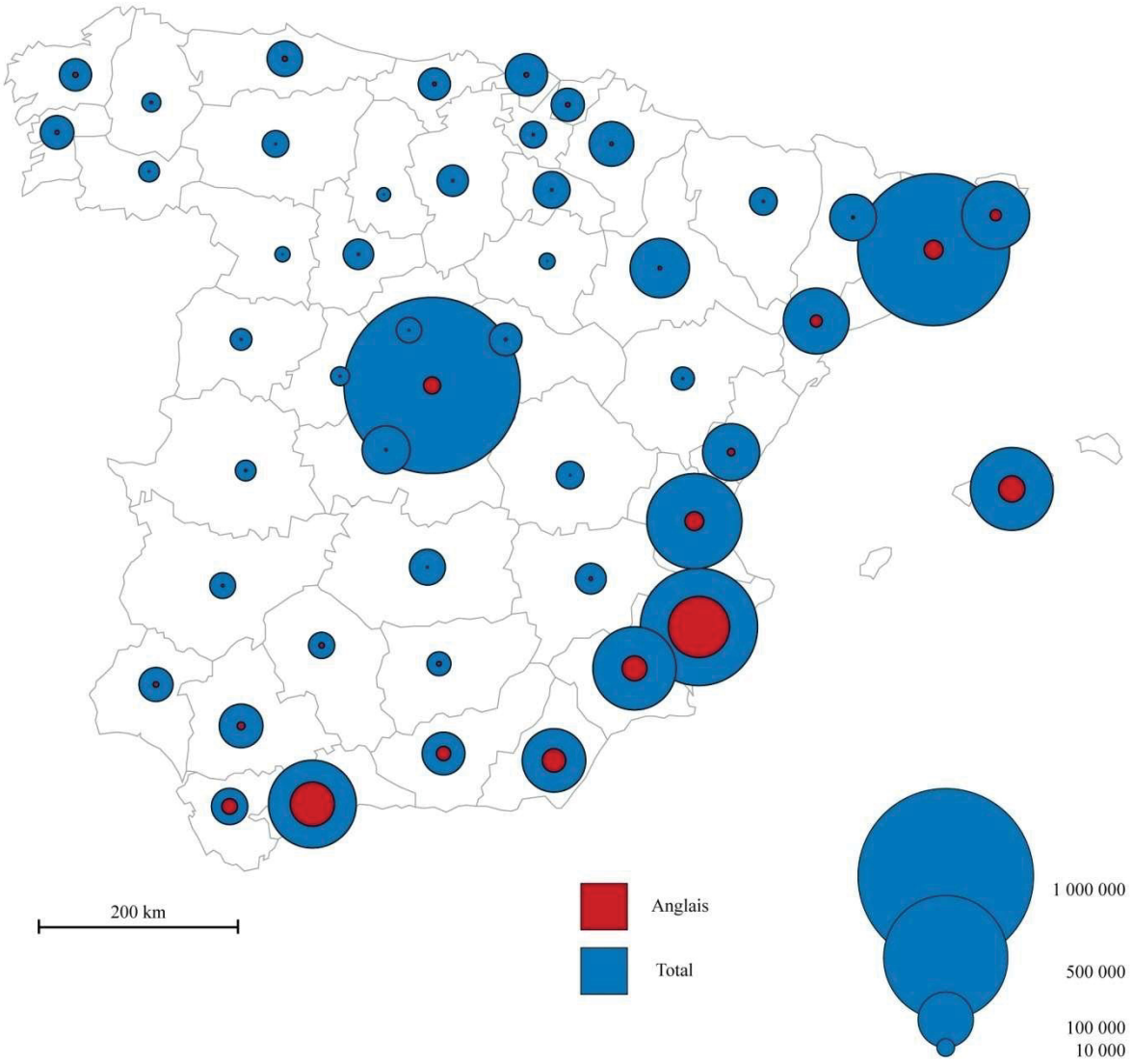
Élaboration : Julien Barbier et Gunhild Odden, avec Philcarto et les données du Padrón.

Carte 8: La répartition spatiale des Équatoriens en Espagne (2008)



Élaboration : Julien Barbier et Gunhild Odden, avec Philcarto et les données du Padrón.

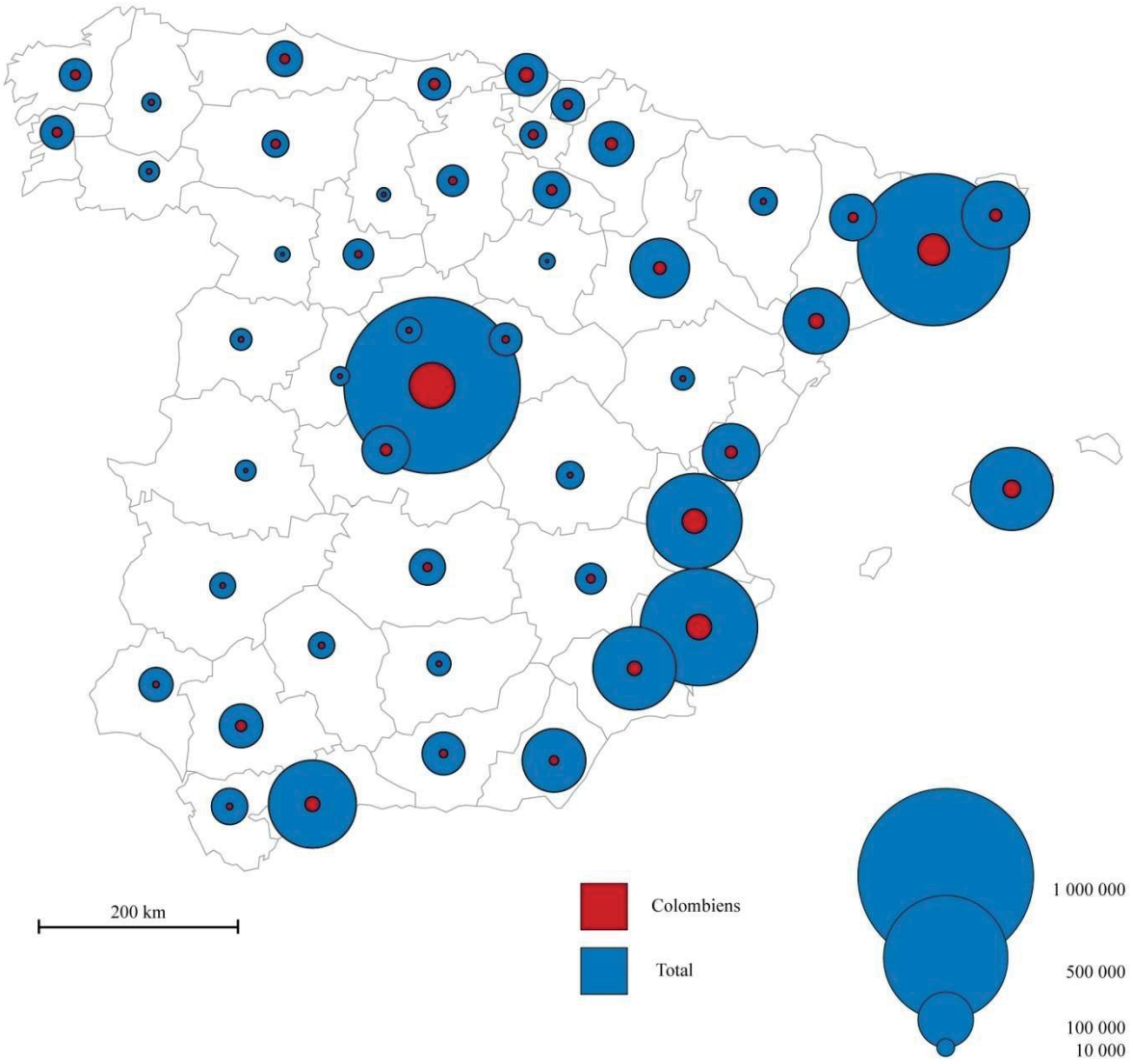
Carte 9: La répartition spatiale des Anglais en Espagne (2008)



Réalisé avec Philcarto: http://philcarto.free.fr

Élaboration : Julien Barbier et Gunhild Odden, avec Philcarto et les données du Padrón.

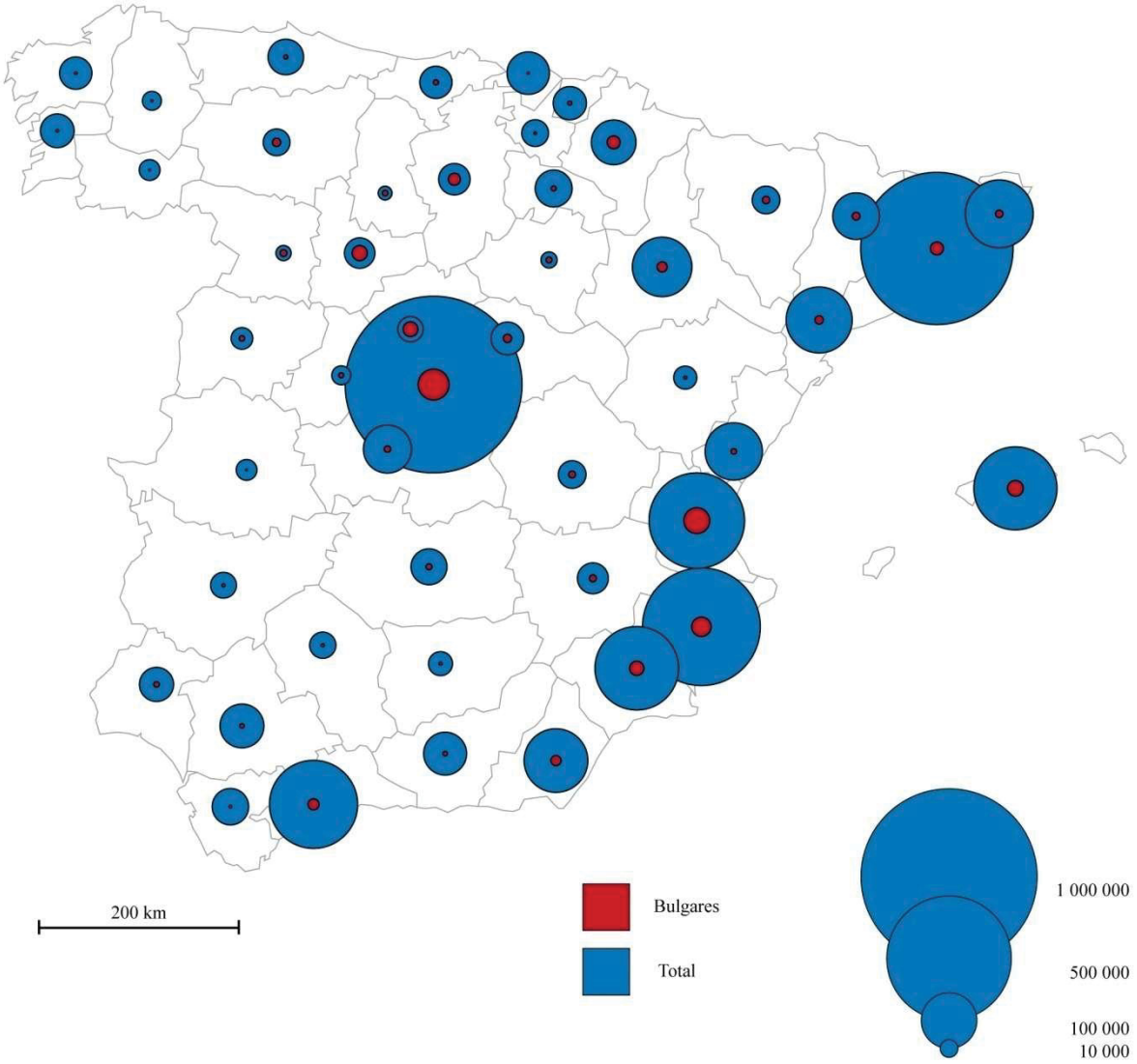
Carte 10: La répartition spatiale des Colombiens en Espagne (2008)



Réalisé avec Philcarto: http://philcarto.free.fr

Élaboration : Julien Barbier et Gunhild Odden, avec Philcarto et les données du Padrón.

Carte 11: La répartition spatiale des Bulgares en Espagne (2008)



Réalisé avec Philcarto: http://philcarto.free.fr

Élaboration : Julien Barbier et Gunhild Odden, avec Philcarto et les données du Padrón.

CHAPITRE IV
SALAMANQUE, UNE VILLE INTERIEURE ESPAGNOLE

Ville intérieure avec une faible présence étrangère, Salamanque se distingue des villes espagnoles traditionnellement privilégiées dans l'étude des migrations. Ce chapitre a comme premier objectif de contextualiser l'entrée empirique de ma recherche. Dans un premier temps, je m'efforcerai d'identifier les caractéristiques de la ville pour ensuite retracer son histoire migratoire. Puis, dans un deuxième temps, je me pencherai sur ses différents quartiers et évoquerons, par là, les tendances résidentielles de la population étrangère. Enfin, dans un troisième moment, j'aborderai plus particulièrement le cas des étudiants étrangers : Salamanque, c'est avant tout une ville étudiante. Un deuxième objectif de ce quatrième chapitre est ainsi de décrire et analyser les mobilités estudiantines dans la ville, tout en évoquant que *les études* peuvent également occuper une place centrale dans le parcours migratoire des informateurs non-étudiants (projet d'étude futur, abandonné, non-réussi…)

1 SALAMANQUE, QUELLE SPECIFICITÉ

1.1 Principales caractéristiques de la ville

La province de Salamanque fait partie de la communauté autonome de Castille Leon, située dans le centre-ouest de l'Espagne. La ville de Salamanque se situe dans le centre de la province, à environ 200 kilomètres de la capitale Madrid et à environ 100 kilomètres de la frontière portugaise. Située sur le plateau central d'Espagne, le climat est de type continental, avec des étés chauds et des hivers froids. Salamanque compte actuellement 155 740[71] habitants, ce qui nous conduit à la caractériser comme une ville moyenne.

Salamanque est avant tout une ville universitaire. Fondée en 1218, l'Université publique est la plus ancienne d'Espagne et elle est mondialement reconnue. La renommée de l'Université attire chaque année un très grand nombre d'étudiants étrangers. Les Espagnols non-originaires de la province y viennent également à Salamanque pour faire leurs études : lorsque l'on regarde le nombre d'étudiants originaires d'un autre secteur universitaire

[71] *El Padrón*, le 1er janvier 2008

espagnol (géographiquement parlant), Salamanque se classe, au niveau national, deuxième. Si l'on regarde le nombre d'étudiants étrangers, Salamanque se place, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, quatrième. En d'autres termes, la ville accueille des mobilités étudiantes aux origines géographiques divergentes.

La ville est aussi une ville touristique. Elle se distingue cependant des villes touristiques côtières. C'est avant tout l'architecture du vieux centre, celle de l'Université incluse, qui attire des touristes du monde entier. Salamanque est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1988 et fut par ailleurs capitale européenne de la culture en 2002. Une université célèbre et une architecture remarquable font de Salamanque un « nom de marque » : on associe à la ville prestige et notoriété. Comme nous le verrons, ces caractéristiques sont couramment mises en avant par les informateurs eux-mêmes. On pourrait ainsi penser que lorsque l'on est migrant à Salamanque, l'image véhiculée (et vécue) n'est pas la même que lorsque l'on est migrants à El Ejido[72], à Lavapiés[73] ou à Raval[74].

Salamanque, c'est aussi une ville frontière. Cette caractéristique se traduit tout d'abord par le nombre de Portugais que l'on trouve dans la ville. En 2007, ils constituaient le troisième groupe de migrants avec un titre de séjour[75]. Ces derniers peuvent être migrants étudiants ou migrants économiques. Néanmoins, ce n'est pas que la présence des Portugais qui est liée à cette proximité frontalière. En effet, Salamanque se présente comme la ville la plus proche du point de passage des trains à destination du Portugal et en provenance de la France. Ainsi, certains migrants se retrouvent à Salamanque après avoir été arrêtés par la police à la frontière portugaise. Même si numériquement il s'agit là d'un phénomène peu important (deux informateurs expliquent être venus dans la ville de cette façon[76]), les parcours s'inscrivant dans ce cadre démontrent comment l'on peut arriver à Salamanque de manière hasardeuse. De même, ils sont illustratifs de la capacité des migrants à se débrouiller lorsque l'on ne dispose, au moment d'arriver dans la ville, d'aucun lien établi au préalable. Par la mobilisation de ressources différentes, ces « arrêtés à la frontière » ont par la suite choisi de

---

[72] On rappelle les événements dans cette ville du Sud de l'Espagne en 2000, lorsque des émeutes racistes ont eu lieu.
[73] Quartier central de Madrid, associé à l'immigration et ayant pour certains une image péjorative.
[74] Quartier central de Barcelone, associé à l'immigration et ayant pour certains une image péjorative.
[75] MTAS, septembre 2007. Chiffre correspondant à l'ensemble de la province de Salamanque.
[76] Ce qu'il convient de souligner, c'est que même s'il est *a priori* peu important, ce phénomène existe. Nous pouvons par ailleurs penser que la plupart des migrants arrêtés à la frontière portugaise retenteront le passage, éventuellement par un autre endroit, ou bien ils iront dans une autre ville que Salamanque. Il est néanmoins possible qu'un certain nombre d'entre eux *passeront,* à un moment donné, par Salamanque. Ils n'y resteront cependant pas.

rester à Salamanque. Du moins pour un certain temps. Le parcours de l'un d'entre eux, le Guinéen Djibril, sera décrit de manière précise dans le chapitre VIII.

Enfin, Salamanque est une ville à l'image tranquille. Cette tranquillité est surtout mise en avant par les sans-papiers qui, par cette expression, font référence aux contrôles policiers et aux répressions juridiques. Si les conditions des sans-papiers en Italie, qui est pour beaucoup le pays dans lequel ils avaient initialement prévu de se rendre, ou dans des villes espagnoles telles Madrid ou Barcelone se présentent comme de plus en plus difficiles, Salamanque conserve une partie de l'image laxiste de l'Espagne des années 1980 et 1990, voire du début des années 2000. Surgit alors une autre caractéristique de la ville, étroitement liée à la précédente : celle d'une ville de passage. En effet, pour beaucoup de sans-papiers, Salamanque ne représente qu'un lieu de passage, un lieu où l'on s'arrête pour obtenir les papiers pour ensuite poursuivre la route vers d'autres lieux, plus opportuns en termes de travail. Car Salamanque, c'est aussi, pour terminer, une ville avec peu d'opportunités de travail.

Le marché du travail à Salamanque est essentiellement concentré autour des services. On y trouve peu d'industries ou d'exploitations agricoles. La ville de Guijuelo, située à 50 kilomètres de Salamanque, constitue une petite exception avec quelques entreprises de charcuterie. Le peu d'opportunités de travail de la région a comme conséquence un taux de chômage élevé. Au premier semestre 2009, le taux de chômage dans la province de Salamanque était de 17,72%, soit plus de 27 500 chômeurs. Ce taux place Salamanque en tête de la région de Castille Leon en ce qui concerne le chômage (*La Voz de Salamanca*, le 24 avril 2009, version électronique). Il est également plus élevé que la moyenne nationale qui, elle, à la même période était de 17,36 %[77]. Le taux de chômage qu'enregistre la province est, d'une manière générale et outre les caractéristiques propres à Salamanque, lié à la crise économique qui a, nous l'avons déjà vu, débuté en 2008 : en 2006, le taux de chômage était de 10,25 % (*Tribuna*, le 27 janvier 2007, version électronique), soit un niveau nettement inférieur à celui du début de l'année 2009.

[77] Au premier semestre 2009, l'Espagne enregistre le taux de chômage le plus élevé depuis 1998 (17.36 %) et un nombre de chômeurs (plus de 4 000 000) jamais vu depuis trente ans (*Le Monde*, le 24 avril 2009). En 2008, 2 000 000 de travailleurs ont perdu leur emploi en Espagne.

Carte 12: La situation géographique de la province de Salamanque

Source : http://commons.wikimedia.org.

Carte 13: La situation géographique de la ville de Salamanque

Source : http://felipernas.com/?cat=7.

1.2 Principales caractéristiques de la population étrangère

1.2.1 L'évolution du nombre et les premières nationalités

Comme pour le reste de l'Espagne, l'immigration à Salamanque est récente. Selon la Croix Rouge, mais aussi selon les informateurs eux-mêmes, les premiers immigrés sont arrivés dans les années 1980. Ils sont principalement Sénégalais, Marocains ou Chinois[78]. Les chiffres ne sont disponibles qu'à partir de l'année 1998 (chiffres du *Padrón*) ou l'année 2003 (chiffres du ministère), dès lors ce sont les Sénégalais, Marocains et Chinois eux-mêmes qui ont pu me fournir de l'information sur ces premières arrivées. Nous verrons ici brièvement l'histoire migratoire dans la ville de ces trois groupes.

- *Les pionniers de l'immigration*

C'est en 1984 qu'un premier groupe de Marocains vient s'installer à Salamanque. Il s'agit de trois ou quatre amis, originaires des environs d'Agadir dans le sud du Maroc, qui choisissent Salamanque comme destination « par pur hasard ». C'est le fils de l'un d'entre eux, Asbaku, qui me raconte cette histoire en avril 2007. Les pionniers de l'immigration marocaine à Salamanque s'installent dans le centre de la ville et commencent aussitôt à exercer la vente ambulante dans les bars et cafés. Asbaku, lui, les rejoint l'année suivante, en 1985. Il a alors 24 ans. Ayant auparavant étudié l'arabe à l'Université de Marrakech, il entame dès son arrivée dans la ville des études d'espagnol. À cette époque, il n'existe pas de cours spécifiques pour les immigrés. C'est alors à l'école de langue officielle[79] qu'il apprend l'espagnol. Il trouve ici d'autres étudiants étrangers, surtout des étudiants européens. Durant cinq ans, il va suivre des cours dans cette école. Parallèlement, il exerce une activité économique. D'abord il travaille comme aide cuisinier, ensuite il est engagé en tant qu'assistant auprès de personnes âgées. Le fait qu'il n'ait pas de titre de séjour ne pose pas de problème. Comme il le dit, « à cette époque, il y avait tellement peu d'immigrés que la question des papiers se posait pas». Selon ses dires, c'est surtout à partir de l'année 2000 que le nombre de Marocains dans la ville commence à augmenter de façon notable. Pour Asbaku,

---

[78] On remarque que des *étudiants étrangers* étaient là avant cette époque. Je ne dispose cependant pas de données permettant de retracer l'histoire et les caractéristiques des mouvements estudiantins. Cette présente histoire migratoire est donc celle des trois premiers groupes de migrants dits *économiques*. Ce dernier peut néanmoins inclure des étudiants.

[79] *La escuela oficial de idiomas*, également fréquentée par des étudiants espagnols qui apprennent des langues étrangères.

ces arrivées sont liées au phénomène des *pateras*. Au moment où a lieu notre entretien, Asbaku estime qu'entre 1 200 et 1 500 Marocains habitent la ville, dont environ la moitié est sans-papiers. Quant aux secteurs de travail dans lesquels ces migrants sont impliqués, ils sont, selon notre informateur, principalement investis dans 1a construction. En deuxième position on trouve le secteur agricole, suivi des services (essentiellement des serveurs dans les bars et cafés, des videurs de discothèques…) et, enfin, le secteur de l'entretien (surtout des « femmes de ménage »). Peu de Marocains sont aujourd'hui impliqués dans la vente ambulante, soit une tendance qu'Asbaku explique par les nombreuses difficultés que l'on rencontre lorsque l'on souhaite se lancer dans ce genre d'initiatives (avoir un titre de séjour, obtenir l'équivalence du permis espagnol, posséder une voiture, avoir des économies pour acheter la marchandise…). Comme il le dit, « vendre, ce n'est pas quelque chose que tout le monde peut faire ». Ainsi, travailler dans la construction se présente comme « plus facile ». Actuellement Asbaku travaille dans la vente ambulante. Il est aussi le président de l'association des Marocains et de la mosquée de la ville. Il vit dans El Encinar, où il est propriétaire d'un appartement, et est marié à une Espagnole. Il a aujourd'hui la nationalité espagnole. Selon Asbaku, les Marocains constituent un groupe très mobile : dès qu'une opportunité de travail se présente dans une autre région, on s'y rend. Ainsi, un certain nombre de Marocains circulent entre les champs agricoles du Sud du pays et Salamanque notamment. 1 692 Marocains résident actuellement à Salamanque province (chiffres provisoires du *Padrón* au 1er janvier 2010).

Parmi les Sénégalais qui sont venus dans la ville dans les années 1980, nous pouvons distinguer deux groupes différents : ceux qui se sont installés dans la ville-même, et ceux qui se sont installés dans la zone résidentielle El Encinar. À l'époque, ces deux groupes ne se connaissent pas et ne s'inscrivent pas dans les mêmes réseaux[80]. Ceux qui résident dans la ville logent dans des auberges et vendent leur marchandise dans les bars salmantins. Ils sont très mobiles et vont jusqu'à Paris chercher les objets qu'ils vendent. Aujourd'hui, plusieurs d'entre eux sont encore présents à Salamanque. Concernant le deuxième groupe, c'est Abdou qui en est le pionnier. Ce Sénégalais, aujourd'hui âgé d'une quarantaine d'années, quitte le Sénégal lorsqu'il est encore mineur. Son projet est alors de « faire l'aventure ». À cette époque, Abdou s'identifie par conséquent à « un aventurier ». Comme le montre Anaïk Pian, « le terme aventurier renvoie à la qualification que se donnent les Sénégalais explorant de manière pionnière une région encore peu connue ». Pour la sociologue, le terme peut désigner

[80] Il existe une certaine confusion lorsqu'il s'agit de déterminer lequel des deux était réellement le premier à venir.

« une catégorie particulière d'acteurs de la migration dont le projet migratoire comme le périple ne sont pas, malgré l'existence de points relais et le support des réseaux migratoires, entièrement balisés d'avance et sont donc ponctués de fortes incertitudes et de nombreuses bifurcations » (Pian, 2009 : 12-13). En quittant le Sénégal, Abdou passe par une dizaine de pays africains. Il s'arrête plus longuement en Libye où il travaille « dans l'électronique » durant quatre ans et demi. Puis son périple continue, d'abord en Inde, puis en Europe. En 1985, son vol transite par Madrid et, sur un coup de tête, il décide de rester dans cette ville. Il ne connait personne en Espagne et loue une chambre dans une auberge située à la Puerta del Sol[81]. Il rencontre par la suite des compatriotes qui l'orientent vers la vente ambulante. C'est alors en exerçant cette activité qu'il fait la connaissance d'une jeune Argentine, également impliquée dans ce commerce. Celle-ci invite alors Abdou chez elle dans El Encinar à côté de Salamanque. Cette zone lui plaît et il décide de s'y installer.

> *Comme j'étais le premier sénégalais à venir vivre ici, c'est mon amie argentine qui a été mon garant. Pendant quatre mois, elle est venue avec moi pour payer le loyer, soit le temps qu'il a fallu pour que le propriétaire ait confiance en moi et que sa présence ne soit plus nécessaire* (citation issue de l'ouvrage *25 Aniversario, Urbanización El Encinar*[82], ma traduction).

Durant deux ans, Abdou est le seul Sénégalais à vivre dans cette zone. Puis, d'autres compatriotes commencent à venir. Ayant construit des relations de confiance avec ses voisins espagnols, c'est Abdou qui les aide à louer des appartements. À une époque, et selon Abdou, environ 300 Sénégalais habitaient la zone, réputée pour sa tranquillité et sa proximité des marchés où beaucoup d'entre eux travaillent. Plus récemment, ce nombre dans El Encinar a baissé. Selon les données du *Padrón*, on en trouve 67 en 2008 et 58 en 2009[83]. Dans le centre de Salamanque on note une tendance inverse : 39 Sénégalais en 2008 et 47 en 2009[84]. Plusieurs de nos informateurs sénégalais ont en effet quitté la zone résidentielle pour le centre ville. Dans le discours des Sénégalais, il existe toujours une distinction entre « ceux du centre » et « ceux de El Encinar ». D'une manière générale, cette différence semble pouvoir

---

[81] *Puerta del Sol* est une place de Madrid.

[82] Il s'agit d'un ouvrage édité par la mairie de Terradillos à l'occasion du 25e anniversaire de la zone résidentielle. Abdou fut alors sollicité pour écrire son histoire. La traduction intégrale du texte d'Abdou figure dans mon mémoire de Master 2 (Odden, 2006 : 47-48).

[83] Une petite partie de cette baisse pourrait également s'expliquer par les Sénégalais qui se naturalisent et qui, de ce fait, statistiquement sont Espagnols. Plusieurs Sénégalais dans la zone sont en effet Espagnols.

[84] Les chiffres au niveau municipal ne sont disponibles pour les Sénégalais qu'à partir de l'an 2008 sur le site de l'INE.

s'expliquer par l'origine géographique et les principales caractéristiques des personnes issues des deux groupes. En effet, dans le centre ville on trouve surtout des jeunes sénégalais « modernes »[85], souvent originaires de la banlieue dakaroise. En revanche, dans El Encinar ils sont plus âgés, plus « traditionnels » et souvent issus d'un milieu rural. Actuellement 186 Sénégalais résident dans la province (chiffres provisoire du *Padrón* au 1er janvier 2010).

En ce qui concerne les Chinois, c'est à partir d'un entretien réalisé avec Antonio[86], en mars 2009, que j'ai pu reconstruire une partie de l'histoire migratoire de ce groupe dans la ville[87]. Ce Chinois est né en 1972 à Qingtian, un district situé dans la province de Zhejiang[88]. À l'âge de quatre ans, Antonio part vivre à Hong Kong avec ses parents et ses deux frères. Lorsqu'il a 16 ans, ils s'installent tous à Paris : le père a obtenu les papiers requis pour pouvoir faire du commerce en Espagne. Ils restent trois mois à Séville où ils ont de la famille. Puis ils partent à Salamanque où ils en ont aussi. Nous sommes alors en 1987. Selon Antonio, une quarantaine de Chinois habitent à Salamanque à cette époque et on y trouve déjà six restaurants chinois. Ses parents ouvrent eux aussi un restaurant et Antonio oscille alors entre ses études au lycée et le travail au restaurant de ses parents. Une fois le lycée terminé, il se consacre entièrement à l'entreprise familiale. En 2001, la famille décide de vendre le restaurant. À cette époque, les « bazars chinois » commencent à fleurir et la famille veut elle aussi « tenter sa chance » dans cette nouvelle niche économique. Au bout de quatre ans, ils décident de retourner à la restauration, non pas parce que le bazar n'est pas prospère, mais parce que « leur truc c'est la restauration ». Ainsi, en 2006, la famille ouvre un nouveau restaurant. Il s'agit du plus grand restaurant de toute la ville. Les parents étant désormais âgés, c'est Antonio, désormais marié à une Chinoise et père de trois enfants, et un de ses frères, qui à cette époque vient de rentrer du Brésil où il a tenu un restaurant durant cinq ans, qui gèrent

---

[85] En parlant ici en termes de Sénégalais « modernes » et « traditionnels », je m'inspire de la typologie développée par Goldberg (2007). Je reviendrai à celle-ci dans le chapitre VI lorsque nous verrons l'implication des Sénégalais sur la scène nocturne.

[86] Les Asiatiques rencontrés tendent à utiliser un prénom occidental (et non pas leur prénom asiatique). En donnant un nom fictif à ces informateurs, j'ai donc opté pour un prénom occidental.

[87] On note que les institutions n'identifient pas les Chinois comme un des premiers groupes de migrants dans la ville. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les Chinois ont peu de contact avec celles-ci, et ce depuis le début. À une époque (en 2004/2005 notamment), le centre culturel de Caritas constituait néanmoins une exception : des enfants chinois venaient y jouer, les adultes participaient au cours de langues, à l'organisation d'événements culturels… Néanmoins, leur présence dans le centre est désormais moins visible, même si toujours existante.

[88] Comme en France, un très grand nombre des immigrés chinois sont originaires de cette province. Selon un documentaire réalisé par une équipe de chercheurs de l'Université de Pompeu Fabra à Barcelone (*Qingtian. La inmigració xinesa a Barcelona*, 2009), 70% des Chinois en Espagne sont originaires de Quingtan. Par ailleurs, et pour les premières étapes de l'immigration chinoise en Espagne, voir Beltrán, 1997. Pour la diaspora chinoise, voir aussi les travaux de Ma Mung.

l'établissement. Le deuxième frère, lui, est investi dans du commerce transnational (import-export de matériaux de construction entre la Chine et l'Espagne) et circule ainsi entre les deux pays. Les déplacements spatiaux de cette famille chinoise s'inscrivent dans une logique de mobilité récurrente chez les migrants issus de cette région de la Chine : « Les mouvements migratoires des Chinois du Zhejiang se caractérisent par des *retours*, des "*re-migrations*", des "*migrations à rebonds*" […]. Le plus souvent, le premier pays d'installation est une "tête de pont" pour une migration vers une autre destination » (Poisson, 2006 : 421-430). Nous pouvons alors penser que d'autres Chinois à Salamanque s'inscrivent dans une logique migratoire similaire. 565 Chinois résident actuellement dans la ville province (chiffres provisoire du *Padrón* au 1er janvier 2010). Ici comme ailleurs, l'entreprenariat reste leur activité principale. Selon Antonio, la ville compte aujourd'hui une cinquantaine d'établissements commerciaux tenus par cette population. Il estime qu'un tiers de ceux-ci sont des restaurants, un deuxième tiers des bazars et un dernier tiers des boutiques de vêtements premier prix. Ce dernier type de commerce constitue la dernière niche économique développée par les Chinois à Salamanque.

Après avoir vu quelques caractéristiques propres aux trois groupes pionniers de l'immigration à Salamanque, nous verrons maintenant l'évolution quantitative de l'ensemble de l'immigration dans la ville.

- *L'évolution qualitative de l'immigration*

Lorsque l'on se réfère aux chiffres issus du registre de population (*Padrón*) - qui, nous l'avons déjà vu, incluent les étrangers en situation régulière, sont disponibles à partir de 1998[89] et nous renseignent sur la *municipalité* de Salamanque - on note que le nombre d'étrangers inscrits dans ce registre baisse entre 1998 et 1999, mais augmente annuellement à partir de 1999. Ce n'est cependant qu'à partir de l'année 2000 que l'augmentation devient importante, avec entre 565 (2002) et 1685 (2003) personnes de plus inscrites chaque année.

Tableau 16: Évolution du nombre d'étrangers inscrits dans le registre de population (Padrón) du municipal de Salamanque (1998-2006)[90]

[89] Les chiffres de 1996 sont également disponibles, mais non pas ceux de 1997. Pour une continuité annuelle, j'ai choisi de baser les données à partir de 1998.

[90] Le tableau dévoile également comment des nouvelles nationalités ont été inclues au fur et à mesure de l'évolution de l'immigration dans la ville.

Année/ Provenance	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total étrangers	812	790	1 018	2 052	2617	4302	5639	6900	7884
Total Europe	310	309	379	506	584	1 010	1 317	1 675	1946
UE (25)	-	-	-	-	417	569	650	788	994
Allemagne	-	-	-	-	35	53	55	80	97
France	-	-	-	-	-	-	88	104	128
Italie	-	-	-	-	-	-	-	164	189
Royaume-Uni	-	-	-	-	24	41	47	56	71
Reste Europe	-	-	-	-	-	-	285	887	952
Bulgarie	-	-	-	-	-	-	-	106	112
Roumanie	-	-	-	-	-	-	-	398	459
Total Afrique	152	144	174	357	423	563	728	856	929
Maroc	-	-	-	-	198	294	403	518	557
Total Amérique	240	265	357	995	1394	2475	3 302	3 899	4433
Argentine	-	-	-	-	-	-	312	375	375
Bolivie	-	-	-	-	-	-	-	322	425
Colombie	-	-	-	-	435	697	976	1026	1038
Équateur	-	-	-	-	115	260	393	406	392
Pérou	-	-	-	-	-	-	-	283	350
Total Asie	94	70	111	191	213	252	288	465	568
China	-	-	-	-	-	-	-	281	339
Reste (Océanie et apatrides)	-	2	2	2	3	3	4	5	8

Source : Padrón.

Si l'on se réfère aux chiffres du ministère, c'est-à-dire ceux qui concernent uniquement les étrangers en situation régulière dans la *province*, l'évolution se présente comme suit : 4 824 en 2003, 5 728 en 2004, 6 993 en 2005, 8 181 en 2006 et 11 546 en 2007. Soit une augmentation de 58% en quatre ans. Notons que la régularisation des immigrés en 2005 n'a pas vraiment conduit à une augmentation plus importante que celle des autres années. C'est en effet l'année 2007 qui connaît l'accroissement le plus important : 3 365 personnes de plus qu'en 2006, ce qui correspond à une augmentation de 29%, et ce en seulement neuf mois puisque les chiffres de l'année 2007 sont ceux du 30.09. L'augmentation du nombre de personnes en situation régulière en 2007 peut, en premier lieu, s'expliquer par l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union Européenne le 01.01.2007.

Nous observons en effet qu'en 2006, on compte 500 Roumains en situation régulière dans la province. En 2007, ils sont 1482, ce qui correspond à une augmentation de 66.3%. Les Bulgares passent de 398 à 892, soit une augmentation de 55.4%. L'entrée de ces deux pays

dans l'Union européenne explique donc une partie de l'augmentation du nombre d'étrangers originaires de l'UE en 2007. Notons également, lors de cette période, un important accroissement du nombre de Portugais : 521 en 2006, 986 en 2007 (nous ne saurons pas donner une explication à cette augmentation). Enfin, prenant comme point de départ les quinze premières nationalités dans la province en 2006, l'ensemble de ces populations augmentent en nombre en 2007. Parmi eux, cinq de plus de 20% : les Boliviens, les Italiens, les Chinois, les Dominicains et les Brésiliens.

S'adapter au contexte migratoire : le cas des Boliviens

L'augmentation du nombre de Boliviens est à Salamanque, comme pour le reste de l'Espagne, particulièrement récente. D'ailleurs, ce n'est qu'en 2005 que la catégorie « Boliviens » apparaît dans les données du Padrón municipal (voir Tableau 16). C'est une employée à Caritas qui me parle une première fois du « boom des Boliviens ». Nous sommes alors en 2007. Un entretien réalisé avec le président de l'association des Boliviens dans la ville m'a permis de retracer cette histoire migratoire. Notre entretien a lieu en février 2009 dans une boulangerie colombienne. Selon Sandro, c'est en 2000 que les tous premiers Boliviens viennent s'installer à Salamanque. Il s'agirait, entre autres, de son oncle. Sandro, lui, arrive à Salamanque en 2001. Il s'installe alors chez ce même oncle. À cette époque, et selon ses dires, « maximum cinq » Boliviens résident dans la ville. Une vague importante d'arrivées est par la suite notée en 2004/2005. En 2007, les Boliviens sont soumis à l'obligation de posséder un visa de touriste pour pouvoir se rendre en Espagne, ce qui aurait, dans une certaine mesure, freiné le nombre d'arrivées. Néanmoins, à cette période, les Boliviens continuent à venir, notamment par le biais du regroupement familial. Après avoir été en situation irrégulière pendant trois ans, Sandro fait lui aussi venir sa femme, avec qui il aura deux enfants par la suite, une fois que sa situation juridique le lui permet. Sandro loue actuellement un appartement dans le quartier Garrido et travaille dans la construction. Il affirme que le nombre de Boliviens dans la ville s'est désormais stabilisé. Si l'on regarde les chiffres du Padrón, le nombre de Boliviens a, en 2010, même baissé par rapport à l'année précédente : 1016 personnes en 2010 contre 1016 en 2009. La population bolivienne se présente en effet comme une population ayant adapté de façon particulièrement rapide sa tendance migratoire en Espagne. Arrivés de manière massive au début et au milieu des années 2000 (période correspondant à l'essor économique), ils commencent déjà à repartir (période correspondant à la crise économique)[91].

[91] Lorsque l'on regarde les chiffres du *Padrón* au niveau national, on note 210 624 Boliviens en Espagne en 2010 contre 230 703 en 2009, soit une baisse de 20 079 personnes. C'est la première fois que l'on observe une diminution du nombre de Boliviens en Espagne depuis les arrivées massives du début des années 2000.

Tableau 17: Nombre d'étrangers avec titre de séjour par continent dans la province de Salamanque, 2003-200 (31/12 pour chaque année sauf pour 2007 où les chiffres se réfèrent au 30.09)

Année/provenance	2003	2004	2005	2006	2007
Total	4 824	5 728	6 993	8 181	11 546
Union européenne	1 110(EEE)	952	968	1 112	4198
Reste Europe	480	655	1 008	1 221	380
Afrique	933	1171	1 327	1512	1810
Amérique Latine	1783	2 366	3 052	3 639	4343
Amérique du Nord	122	123	125	129	128
Asie	380	447	500	553	671
Océanie	0	1	1	2	5
Inconnu	16	13	12	13	11

Élaboration propre à partir des chiffres du MTAS

Tableau 18: Quinze premières nationalités avec titre de séjour dans la province de Salamanque au 31.12.2006 et 30.09.2007, avec le pourcentage de l'augmentation entre les deux périodes

Pays	31.12.2006	30.09.2007	Augmentation %
Maroc	983	1205	18.4
Colombie	938	1084	13.5
Portugal	521	986	47.2
Equateur	513	569	9.8
Roumanie	500	1482	66.3
Pérou	454	533	14.8
Bulgarie	398	892	55.4
Bolivie	395	575	31.3
Chine	370	481	23.7
Argentine	326	331	1.5
Brésil	238	300	20.7
République Dominicaine	201	261	23.0
Sénégal	200	208	3.8
Ukraine	188	220	14.5
Italie	187	258	27.5

Source : MTAS.

L'immigration à Salamanque représente une certaine diversité. Remarquons que les trois principales nationalités, qu'il s'agisse des données sur les étrangers en situation régulière (province) ou celles du registre de population (municipal), représentent trois continents (Roumanie/Europe, Colombie/Amérique du Sud, Maroc/Afrique). Nous référant aux quinze

premières nationalités en situation régulières, elles incluent également un pays de l'Afrique noire (Sénégal), un pays asiatique (Chine) et un pays de l'Europe du Sud (Italie). Les 11 546 étrangers qui au 30.09.07 étaient en situation régulière représentent 99 nationalités. Ces dernières seraient même un peu plus nombreuses puisque quatorze personnes sont recensées dans la catégorie « autres nationalités d'Afrique » et huit autres dans celle de « autres nationalités d'Asie ». Parmi les 105 nationalités que le MTAS identifie dans ses données, seulement les Islandais, les Bosniaques, les Libériens, les Sierra Léonais, les Irakiens et les Néo-Zélandais ne sont pas représentés dans la province.

2 LES QUARTIERS DE LA VILLE

Le quartier du centre, nommé Centro, et aussi celui du centre historique. Avec l'expansion de la ville, d'autres zones se sont développées progressivement autour du vieux centre. Salamanque compte aujourd'hui 40 quartiers administratifs[92].

La tendance actuelle du marché du logement à Salamanque est marquée par les intérêts de ses deux principaux demandeurs : les étudiants et les immigrés. Si les premiers préfèrent le centre historique avec ses bars et ses discothèques aux zones de leurs facultés et payent en moyenne 600 € pour un appartement quatre pièces, les immigrés, eux, privilégient un loyer plus économique et s'installent ainsi plutôt dans les quartiers plus éloignés du centre, surtout dans le Nord de la ville, où le loyer d'un appartement de quatre pièces se situe autour de 450 €. D'ailleurs, selon les professionnels de l'immobilier à Salamanque, le montant des loyers est resté le même depuis cinq ans, ce qui est dû à la stagnation du marché (journal *Tribuna de Salamanca*, le 22 juin 2007, édition électronique). Dans certaines zones, il a même

[92] Les données obtenues par la mairie de Salamanque indiquent que, pour la mairie, Salamanque compte 40 quartiers administratifs. Ces données nous montrent le nombre d'habitants total de chaque quartier ; le nombre d'habitants étrangers ; le nombre d'habitants dans chaque foyer ; la répartition par sexe ; la répartition par tranche d'âge et le niveau d'études des habitants. Il n'a pas été possible d'obtenir des données par nationalités, un travail qui, selon les dires de la mairie, auraient été « trop coûteux en termes de temps ». La mairie a pu, en revanche, fournir un document élaboré par la sous-délégation du gouvernement indiquant, lui, les données par nationalités. Cependant, la sous-délégation n'opère pas avec le même découpage administratif : les données de celle-ci comptent non pas 40 quartiers mais 44. Ce différent explique donc pourquoi les tableaux numéros 19 et 21 ne comptent pas le même nombre de quartiers. Puisque ce sont les données obtenues directement par la base de données de la mairie de Salamanque qui sont les plus récentes, je choisis donc de dire que la ville compte 40 quartiers, tout en tenant compte du fait que ce chiffre puisse différer selon les sources mobilisées. Il faut également souligner que les données de la mairie, c'est-à-dire celles issues du *Padrón*, prennent en compte les étrangers en situation irrégulière alors que celle du la sous-délégation du gouvernement n'incluent que ceux en situation régulière.

baissé. Notons que Salamanque diffère de certaines autres villes espagnoles où la population étrangère s'installe dans le vieux centre (Madrid, Barcelone…)

2.1 Les quartiers du Nord : ceux préférés par la population étrangère

2.1.1 Le quartier de Garrido Norte, là où une majorité des étrangers s'installe

Situé dans le Nord de la ville, Garrido Norte, qui s'étend sur une petite superficie, est le quartier le plus peuplé de Salamanque. D'après les chiffres de la mairie, environ 14 000 personnes y résident parmi lesquelles on compte 892 étrangers, soit 12% du total des étrangers, de 48 nationalités différentes. Garrido Norte est donc le quartier qui compte le plus grand nombre d'étrangers. Ces derniers ne représentent toutefois que 6% de la population totale du quartier, soit un pourcentage légèrement plus important que pour l'ensemble de la ville (5%). D'autres quartiers enregistrent en effet un pourcentage d'étrangers plus élevé que Garrido Norte : Tenerias (13,5%), Chamberi (11,9%), Universidad (11,2%), Glorieta C. Jardin (8,3%), Vidal (7,2%) et Garrido Sur (7,0%). Cependant, si l'on regarde le *nombre* d'étrangers dans ces quartiers, ils sont peu importants : 86 étrangers à Tenerias, 197 à Chamberi, 128 à Universidad, 72 à Glorieta C. Jardin, 491 à Vidal et 577 à Garrido Sud (quartier voisin de Garrido Norte, comptant lui aussi un nombre important d'étrangers et faisant de la zone Garrido – dénomination commune pour les deux quartiers – la zone préférée des étrangers avec un nombre total 1469, soit 18,3 % du total des étrangers).

Tableau 19: Nombre d'habitants (total) et d'étrangers par quartier au 21.02.2008

Nom du quartier	Nombre d'habitants (total)	Nombre d'étrangers	%
Centro	4547	175	3.8
San Juan	2464	70	2.8
Sancti-Spiritus	1117	34	3.1
San Cristobal-Clar	3625	162	4.5
San Esteban	826	43	5.2
Universidad	1151	128	11.2
San Vicente	1200	40	3.3
Ursulas-San Marcos	2575	97	3.8
Labradores	6550	178	2.7
Alamedilla	2477	72	2.9
Santo Tomas	1817	71	3.9

Fontana	666	24	3.6
Tenerias	639	86	13.5
Hospîtal	430	33	7.7
San Bernardo	5994	337	5.6
Carmelitas-Oeste	9953	358	3.6
Carmen	2432	120	4.9
Pizarrales	8113	335	4.1
Blanco	3990	159	4.0
Vidal	6791	491	7.2
Glorieta-C.Jardin	867	72	8.3
Salesas	6907	413	6.0
Garrido Sur	8360	577	7.0
Chinchibarra	5410	318	5.9
Garrido Norte	**14299**	**892**	**6.2**
Estación	3753	104	2.8
Puente Ladrillo	4785	160	3.3
Rollo	6958	299	4.3
Delicias	5733	287	5.0
San Isidro	2347	78	3.3
Prosperidad	6453	195	3.0
Tormes	2386	40	1.7
San José	3917	149	3.8
La Vega	1387	18	1.3
Teso De La Feria	1375	63	4.6
Arrabal	471	16	4.0
Alambres-San Buena	1414	30	2.1
Chamberi	1659	197	11.9
Tejares	3228	141	4.3
Buenos Aires	1057	33	3.1
Total*	150966	7464	4.9

Source : la mairie de Salamanque
* Chiffres du 22.02.2008

En termes de nationalités, les Colombiens sont les plus nombreux à Garrido Norte (138). Ils sont suivis des Marocains (94), des Équatoriens (69), des Boliviens (73) et des Roumains (65). En fait, nous sommes face à une immigration peu nombreuse (ce qui constitue une différence par rapport à l'ensemble de l'Espagne), mais cosmopolite (soit une similitude par rapport au niveau national). Ce qu'il convient de souligner, c'est que ce cosmopolitisme était à Salamanque encore inimaginable il y a dix ans. Une offre importante de logements et

des loyers peu onéreux font de cet espace un lieu attractif pour les migrants. Nous reviendrons à l'histoire et à l'évolution de ce quartier lorsque nous aborderons les dynamiques liées au commerce ethnique dans le quartier (chapitre VII).

Tableau 20: Les habitants étrangers du quartier Garrido Norte en 2006, par ordre Djibrilbétique

Pays	Nombre	% (à l'intérieur du groupe d'étrangers)
Angola	2	0.2
Argentine	38	4.5
Australie	1	0.1
Bangladesh	2	0.2
Bolivie	73	8.6
Brésil	15	1.8
Bulgarie	23	2.7
Burkina Faso	2	0.2
Cameroun	1	0.1
Chili	24	2.8
Chine	40	4.7
Colombie	138	16.3
Congo	6	0.7
Côte d'Ivoire	1	0.1
Costa Rica	1	0.1
Cuba	12	1.4
Équateur	69	8.1
Egypte	5	0.6
Etats-Unis	3	0.4
Ethiopie	1	0.1
Gabon	1	0.1
Guinée Equatoriale	5	0.6
Honduras	3	0.4
Inde	1	0.1
Iran	7	0.8
Islande	1	0.1
Japon	3	0.4
Mali	1	0.1
Maroc	94	11.1
Mauritanie	1	0.1
Mexique	9	1.1
Moldavie	28	3.3
Nicaragua	1	0.1
Niger	1	0.1
Nigeria	14	1.7
Norvège	1	0.1
Panama	2	0.2
Paraguay	4	0.5
Pérou	42	5.0
République Dominicaine	17	2.0
Roumanie	65	7.7
Russie	20	2.4
Sénégal	20	2.4
Afrique du Sud	1	0.1
Suisse	1	0.1
Ukraine	24	2.8
Uruguay	2	0.2
Venezuela	21	2.5
Total	847	100

Source : Sous-délégation du gouvernement à Salamanque.

2.1.2 Les préférences résidentielles selon les nationalités

Lorsque l'on regarde les préférences résidentielles des premières nationalités (les Colombiens, les Marocains, les Brésiliens, les Roumains, les Équatoriens, les Boliviens et les Chinois), il y a quelques divergences. On note que le quartier Garrido Norte est le quartier préféré des Colombiens (11,3% des Colombiens habitent ce quartier), des Marocains (15,8%), des Roumains (13,5%), des Équatoriens (16,1%) et des Boliviens (17,7%). Chez les Chinois, Garrido Norte est le deuxième quartier préféré du groupe (9,9%, soit le même pourcentage que pour le quartier Carmelitas-Oeste). Les Chinois préfèrent en effet le quartier Salesas. 19,4% des Chinois à Salamanque résident dans ce quartier, ce qui constitue le pourcentage le plus élevé en termes de concentration résidentielle par nationalité. Salesas, un quartier connu pour ses bars à tapas et son cinéma, est, comme Garrido Norte, situé dans le Nord de la ville. Les préférences de la population chinoise ne sont alors pas si différentes de celles des autres groupes (préférence pour le Nord). Le quartier Garrido Sur, quartier voisin de Garrido Norte, est le deuxième quartier préféré des Colombiens (7,8%), des Marocains (9,9%) et des Boliviens (9%, soit le même pourcentage que pour le quartier Rollo). Il se place en troisième position chez les Roumains (7,5%) et chez les Équatoriens (10,5%). Quant au quartier Vidal, situé à l'Ouest de la ville, c'est le quartier préféré des Roumains (13,5%, soit le même pourcentage que pour Garrido Norte) et le deuxième quartier préféré des Marocains (8,6%) et des Boliviens (10,2%). Chez les Brésiliens, il se classe troisième (8,6%).

Ce sont en effet chez les Brésiliens que l'on observe les différences les plus importantes par rapport aux autres nationalités. Les Brésiliens sont les seuls à ne pas avoir le quartier Garrido Norte parmi leurs trois quartiers préférés. Seulement 15 Brésiliens, soit 2,8%, y résident. Les quartiers privilégiés par ce groupe, en plus de Vidal, sont Carmelitas-Oeste (9,3%) et San Bernardo (également 9,3%). On note que San Bernardo ne figure parmi les trois zones préférées d'aucun autre groupe. Les trois quartiers privilégiés par la population brésilienne se situent dans l'Ouest de la ville. La tendance de la population brésilienne à s'installer ici pourrait en partie s'expliquer par le nombre d'étudiants que ce groupe compte : le campus de l'Université de Salamanque se situe à proximité, plus précisément dans le Sud-ouest. Les quartiers du Nord sont donc relativement éloignés de l'Université et semblent, selon mes propres observations et selon la presse locale, compter moins d'étudiants étrangers que d'autres zones.

On retient alors que lorsque l'on regarde les choix résidentiels des premières nationalités, on note une préférence pour les quartiers du Nord chez l'ensemble des pays, sauf pour les originaires du Brésil qui, eux, privilégient les quartiers de l'Ouest. Ces derniers attirent également, mais dans une mesure moindre que les quartiers du Nord, les Marocains, les Roumains et les Équatoriens. Enfin, on peut remarquer que le quartier du centre, le quartier historique nommé Centro, accueille très peu de personnes issues des pays ici mentionnés : 36 Colombiens (3%), 11 Marocains (1,8%), 16 Brésiliens (2,9%), 4 Roumains (0,8%), 7 Équatoriens (1,6%), 4 Boliviens (1%) et 7 Chinois (1,7%).

Tableau 21: Répartition par quartier des premières nationalités (2006)

Quartier/pays	Colombie	Maroc	Brésil	Roumanie	Equateur	Bolivie	Chine
Alambres-San Buena	2	2	1	-	-	-	3
Alamedilla	10	1	10	2	1	1	6
Arrabal	-	-	3	-	-	-	1
Blanco	24	7	6	13	8	-	3
Buenos Aires	4	3	3	3	-	30	-
Capuchinos	30	5	24	10	6	1	10
Carmelitas-Oeste	81	38	**51 (9.3%)**	3	39	1	**40 (9.9%)**
Carmen	19	19	11	15	-	15	1
Centro	36	11	16	4	7	4	7
Chamberi	20	17	8	-	-	36	-
Chinchibarra	69	8	6	21	18	13	13
Delicias	66	23	17	27	27	6	16
Estación	27	8	17	20	13	1	20
Fontana	3	1	-	-	-	-	-
Garrido Norte	**138 (11.3%)**	**94 (15.8%)**	15	**65 (13.5%)**	**69 (16.1%)**	**73 (17.7%)**	**40 (9.9%)**
Garrido Sur	**95 (7.8%)**	**59 (9.9%)**	23	**36 (7.5%)**	**45 (10.5%)**	**37 (9.0%)**	27
Glorieta-C Jardin	18	1	20	3	-	-	-
Hospital	15	1	7	-	4	1	1
La Platina	8	2	15	-	1	-	3
La Vega	2	-	-	-	-	-	-
Labradores	44	8	10	4	7	2	20
Pizarrales	31	27	24	31	7	2	5
Prosperidad	12	7	12	24	4	12	14
Puente Ladrillo	31	20	6	13	3	1	2

Rollo	**86**	13	32	25	32	**37**	3
	(7.1%)					**(9.0%)**	
Salesas	54	31	20	26	**47**	22	**78**
					(11.0%)		**(19.4%)**
San Bernardo	73	28	**51**	27	21	13	3
			(9.3%)				
San Cristobal-Clar	18	11	11	14	1	6	13
San Esteban	12	2	1	-	-	2	-
San Isidro	2	13	3	-	11	5	-
San Jose	9	24	2	4	13	3	-
San Juan	8	1	3	3	3	4	7
San Vicente	6	1	15	-	-	-	-
Sancti-Spiritus	7	1	2	6	-	2	2
Santo Tomas	18	3	14	3	6	4	10
Tejares	10	10	1	1	4	29	-
Tenerias	10	27	7	4	2	-	-
Teso de ma Feria	5	-	2	4	3	-	1
Tormes	14	-	3	-	2	3	1
Universidad	30	2	8	1	1	7	-
Ursulas-San Marcos	8	14	15	1	1	3	-
Vidal	50	**51**	**48**	**65**	20	**42**	11
		(8.6%)	**(8.8%)**	**(13.5%)**		**(10.2%)**	
Vistahermosa	3	-	-	-	3	-	-
Zurguen	6	2	2	1	-	-	2
Total	1218	596	545	482	429	413	402

Source : la mairie de Salamanque

Photo 6 : Le vieux centre et la Plaza Mayor, zone préférée par les étudiants en termes de logement, très fréquentée par les touristes la journée, lieu de rencontres incontournable pour les jeunes adultes le soir. Source : Microsoft Live Search Maps.

Photo 7 : Garrido Norte, avec le parc du même nom, seul espace vert de la zone. Source : Microsoft Live Search Maps.

3 LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Nous l'avons déjà dit, Salamanque est surtout une ville universitaire. La ville compte deux universités : une publique (la plus connue) et une privée. La première compte environ 30 000 étudiants, alors que la deuxième compte près de 10 000. S'ajoutent à ces chiffres le très grand nombre d'étudiants étrangers qui viennent à Salamanque pour étudier l'espagnol pour une durée variable[93]. Les deux universités proposent de tels cours. L'Université publique accueil chaque année plus 7000 étrangers en cours de langue, soit des *Cursos Internacionales*[94]. 150 000 étudiants et professeurs du monde entier ont suivi ces cours depuis leur création il y a presque 40 ans[95]. En plus des cours proposés par les Universités, il existe dans la ville un nombre important d'écoles de langues privées accueillant eux aussi de très nombreux étudiants du monde entier.

Si « le commerce » de la langue espagnole est particulièrement important, c'est d'abord parce que le castillan de Salamanque est considéré comme « pur », c'est-à-dire que l'on n'y trouve pas un accent prononcé comme dans d'autres régions en Espagne. Le maire Julián Lanzarote, lui, veut même faire de Salamanque le référent principal en matière d'enseignement du castillan. Peu avant les élections municipales en 2007, il tient le discours suivant : « Nous pouvons faire de ce cadre notre principale industrie, celle de laquelle toute la ville vivrait dans le futur […] Faire de Salamanque et la langue espagnole la même chose qu'Hollywood fait avec le cinéma », soulignant que cette « industrie de l'espagnol » impliquerait les Universités, la Chambre de Commerce, les écoles de langues et l'hôtellerie (quotidien *El Norte de Castilla*, version électronique du 18 mai 2007).

La renommée de l'Université, les caractéristiques du castillan, l'image de Salamanque comme ville tranquille et/ou l'existence de réseaux formels (échanges institués) ou informels (amis ou autres connaissances) sont les aspects mis en avant par les étudiants lorsqu'ils expliquent leur choix de venir étudier dans la ville.

> *Il y avait déjà une fille que j'ai connue à l'Université de Dakar ici. Bon, je me suis dit que comme elle était là, j'allais avoir une copine ici ; que je n'allais pas me sentir totalement dépaysée. Et puis Salamanque a une réputation aussi, l'Université je veux dire. Donc voilà pourquoi je suis ici à Salamanque, c'est tout (Amina, Sénégal, mai 2008).*

---

[93] Allant d'une semaine à plusieurs années.
[94] Cours internationaux.
[95] *Source :* le site internet de l'Université.

C'est ici que l'on trouve l'origine de la langue espagnole. Aussi, Salamanque c'est une petite ville et ça me paraissait commode. Puis l'Université de Salamanque, c'est la plus ancienne d'Espagne donc j'ai aimé qu'elle ait une histoire ancienne, c'est pour ça que j'ai choisi Salamanque, c'est tout (Béa[96], Chine, février 2009).

Mon Université a des accords d'échanges seulement avec l'Université de Salamanque, une Université au Mexique et une autre au Pérou. Mes parents n'ont pas voulu que j'aille au Mexique ou au Pérou donc c'est pour ça que j'ai dû choisir Salamanque. Avant de venir, je ne savais rien de Salamanque (Sandra, Corée du Sud, février 2009).

On souligne que la renommée de l'Université est également mise en avant par des informateurs non-étudiants, notamment en termes de possibilités pour les enfants d'étudier dans une bonne université. Comme le dit Marco, un entrepreneur colombien auparavant en Allemagne, à Barcelone, puis à Madrid :

Moi, j'ai fait des études en administration d'entreprises agricoles. À Barcelone et à Madrid, j'ai regardé un peu ce que je pouvais faire. Finalement, en me renseignant j'ai compris que c'était à Salamanque que j'avais le plus de possibilités de trouver un travail dans ce domaine. En plus, Salamanque était une ville où mes enfants pouvaient étudier ; Salamanque a une référence en termes d'études ! C'est pour ça que je suis ici à Salamanque [avec ma femme et mes trois enfants] (Marco, Colombie, entrepreneur, janvier 2008).

3.1 Les différents types de mobilités estudiantines

Nous pouvons distinguer deux types d'étudiants étrangers à Salamanque : les étudiants qui viennent dans le cadre d'un programme d'échange, soit des « échanges institués », et les étudiants qui organisent leur séjour sans appui institutionnel, soit les « étudiants libres ».

3.1.1 Les échanges institués

Historiquement, les échanges institués comprennent les flux d'étudiants originaires des pays ayant une histoire coloniale avec le pays d'accueil. Dans ce cas, la connaissance de la langue et l'éventuelle familiarité avec le système éducatif constituent des facteurs facilitant

[96] L'ensemble de mes informateurs asiatiques utilisent en Espagne un prénom occidental. C'est pourquoi les prénoms fictifs que je leur ai donnés le sont également.

l'échange. C'est ainsi que l'on voit depuis de nombreuses années des étudiants indiens ou pakistanais en Angleterre, des étudiants magrébins ou africains en France (Murphy-Lejeune, 2003) et des étudiants latino-américains en Espagne. Depuis quelques années, on observe la mise en place de programmes d'échanges laissant place à l'accueil d'étudiants originaires de « nouveaux » pays. Les programmes Erasmus et Erasmus-Mondus en constituent les exemples les plus connus. S'ajoutent à ceux-ci d'autres échanges institués, tels, en Espagne, les dits boursiers du gouvernement.

Amina, étudiante sénégalaise

Née en 1978 au Sénégal, Amina est arrivée en Espagne par le biais d'une bourse du gouvernement espagnol en 2006. Elle est l'aînée de cinq sœurs, sa mère est institutrice et son père est professeur d'art plastique. Depuis qu'elle est petite, ses parents l'encouragent à s'investir dans les études. Après son bac, elle part étudier à Dakar où elle obtient une maîtrise en espagnol, puis elle passe deux ans à l'école normale supérieure où elle se forme en tant que professeur de collège. Elle obtient sa qualification et est affectée dans un établissement situé entre Dakar et Saint-Louis en 2006. Peu après, elle apprend que la bourse du gouvernement espagnol pour laquelle elle a postulé huit mois auparavant lui a été accordée. Elle raconte ses démarches pour obtenir une telle bourse : « C'est après la maîtrise que j'ai commencé à penser que les opportunités au Sénégal n'étaient pas très claires. Avec une maîtrise en langues, tu n'as pas beaucoup d'opportunités, c'est soit l'enseignement, soit le chômage. J'ai donc fait les démarches nécessaires pour demander la bourse ; j'avais des amis qui étaient partis et chaque année ils affichaient les annonces de bourse. J'ai tout fait par internet et j'ai moi-même contacté l'Université de Salamanque, le Sénégal n'a rien à voir dedans. Quand j'ai eu la réponse je me suis dit que j'avais un peu peur. Je me suis dit « tu vas laisser ton boulot ici, tu vas là-bas, tu ne sais pas encore si tu vas retrouver ton boulot si tu rentres au Sénégal ». Puis je me suis dit « courage, ça va être une expérience de toute façon. Tu vas venir en Espagne, vivre la langue, le diplôme espagnol il va être plus valorisé et si tu retournes avec une thèse il y a des plus fortes chances que te sois enseignante à l'Université ». Donc je me suis dit que j'allais tenter le coup et… je suis là. »

Entretien, mai 2008.

On note par ailleurs que les étudiants Erasmus occupent une place centrale à Salamanque. En termes de nombre certes[97], mais la notion de « Erasmus » est aussi mobilisée – par les étudiants eux-mêmes comme par la population locale – afin de désigner plus largement « l'étudiant étranger » :

> *Dans ma classe, la moitié des élèves ce sont des Espagnols et l'autre moitié ce sont des Erasmus. Enfin, Erasmus… je ne sais pas exactement ce que c'est Erasmus. C'est lorsque l'on fait un échange universitaire, non ? (Sandra, Corée du Sud, février 2009).*

Ainsi, lorsque l'on parle d'étudiants Erasmus, on se réfère souvent tout simplement aux « étudiants étrangers ».

3.1.2 Les étudiants libres

Une catégorie qui, depuis quelques temps, suscite une attention croissante chez les chercheurs s'intéressant aux mobilités étudiantes est celle des étudiants libres[98]. Ces derniers se caractérisent par une mobilité « spontanée » organisant eux-mêmes le séjour sans soutien institutionnel (Gordon et Jalada, 1996, *in* Murphy-Lejeune, 2003). De plus en plus nombreux, « cette expansion ajoute une dimension marchande à l'enseignement supérieur européen […], c'est pourquoi certains suggèrent d'envisager les mouvements d'étudiants à l'heure actuelle comme faisant partie d'ensembles plus larges qui incluent les migrations professionnelles et les flux financiers » (Casles et Miller, 1994 *in* Murphy-Lejeune, 2003 : 15).

À Salamanque, nous pouvons distinguer deux types d'étudiants libres : ceux qui viennent pour étudier à l'Université, et ceux qui viennent pour étudier l'espagnol dans des écoles de langue privées. Si les frais d'inscription à l'Université ne sont pas particulièrement élevés[99], ceux des écoles de langue le sont. Véritables «produits commerciaux », elles paraissent fort éloignées de la sphère cognitive de l'Université. Parallèlement, ces écoles peuvent constituer une porte d'entrée vers le monde universitaire. Plusieurs informateurs ont, après avoir étudié l'espagnol dans de telles écoles, poursuivi leur carrière d'étudiants migrants

---

[97] Pour l'année scolaire 2007/2008, l'Université de Salamanque (publique) accueillait 1 353 étudiants s'inscrivant dans le programme d'échange européen Erasmus. En termes de nationalités, elles se repartissent comme suit (six premières): Italie (297), France (251), Allemagne (234), Portugal (115), Royaume Uni (92) et Belgique (83). *Source :* site de l'Université (campus.usal.es/gabinete/comunicacion/Informe_Erasmus08-09.pps).

[98] Les *free-movers* en anglais (Murphy-Lejeune, 2003)

[99] Les frais à l'Université privée sont bien évidemment plus élevés que ceux de l'Université publique, ils restent toutefois moins élevés que ceux des pays tels que l'Angleterre ou les États-Unis.

à l'Université. Dans ces cas, les écoles de langues font figure « d'institutions d'accueil » : elles permettent une familiarisation avec la langue, les codes culturels et le fonctionnement institutionnel :

> *Avant de venir, j'avais déjà l'idée de faire un master en Espagne. Mon projet depuis la Chine c'était en effet d'apprendre l'espagnol, puis de faire un master. Maintenant, j'ai fait les papiers, je les ai donnés au secrétariat et j'attends actuellement la réponse à savoir si je suis acceptée ou non (Bea, Chine, février 2009).*

Il est en effet plus facile d'organiser un séjour à l'Université après avoir déjà passé un certain temps en Espagne. C'est donc ainsi que les écoles de langues peuvent constituer une première étape de l'expérience migratoire de certains étudiants.

3.2 L'expérience migratoire des étudiants

Les parcours des *étudiants* s'inscrivent plus largement dans le cadre d'une expérience migratoire. Lors de l'expérience de l'adaptation, les individus sont confrontés « à un monde inconnu dont il[s] ne maîtrise[nt] pas les règles de navigation sociale » (Murphy-Lejeune, 2003 : 69). Amina, une étudiante sénégalaise, décrit comment le « être ensemble » espagnol ne lui parle pas :

> *Au début, mon problème c'était que je ne me sentais pas très bien avec les Blancs. Bien qu'ils étaient gentils et tout ça, je ne me retrouvais pas dans leur culture. Quand on était ensemble ici [dans le salon] je m'ennuyais trop vite, je n'arrivais pas à m'y retrouver. Je m'ennuyais tellement qu'au bout de cinq minutes, moi je ne pouvais pas m'intégrer [dans la conversation] donc je m'en allais dans ma chambre [...] Maintenant ça a beaucoup changé, maintenant je me marre bien, mais au début je m'ennuyais tellement, cinq minutes avec eux… mais je te jure ! Mais j'ai appris à m'intégrer je crois (Amina, Sénégal, mai 2008).*

Les expériences d'adaptation identifiées par les étudiants sont souvent les mêmes que celles évoqués par les migrants : difficultés liées à la langue, à la nourriture, au froid… D'autres sont plus spécifiquement liées au monde universitaire. La familiarisation avec des nouveaux codes hiérarchiques universitaires constituent un premier exemple :

> *En Corée, les relations entre les professeurs et les étudiants sont très, très, très formelles. Mais ici, ce n'est pas tellement formel. Ici tu peux dire « tu » par exemple. En Corée, tu dis toujours « vous ». Aussi, ici je dois appeler le professeur par son*

prénom. S'il s'appelle Felipe, je dois lui dire « Felipe ». Je ne suis pas très à l'aise avec ça, surtout quand le professeur a plus ou moins 50 ans. Ça me fait vraiment bizarre [...]. Aussi, ici les professeurs et les élèves peuvent sortir prendre un verre ou un café ensemble. Mais j'aime bien cette mentalité, comment dire, ce sont des bonnes relations, des relations plus proches. En Corée, sortir avec son professeur c'est presque impossible (Sandra, Corée du Sud, février 2009).

Du côté pédagogie par exemple – les relations humaines – ici, les profs ça m'a beaucoup marquée. À l'Université de Dakar, les profs se prennent un peu comme des Dieux, tu vois, donc tu n'oses même pas les approcher. Ils ont des bureaux tous, pour que les étudiants puissent venir poser des questions, mais personne n'ose entrer, parce qu'ils te crient dessus, ils ne respectent rien ; ils viennent quand ils veulent… Donc, ce n'est pas meilleur là bas. Mais ici, côté relations humaines avec les profs c'est super. Il n'y a pas de vouvoiement déjà, donc on les appelle par leurs noms. Avec tous les profs ça a été pareil je crois, et c'est quelque chose qui m'a beaucoup marquée (Amina, Sénégal, mai 2008).

D'autres expériences identifiées sont plus liées au niveau de l'enseignement. Plusieurs étudiants rencontrés évoquent un niveau universitaire nettement inférieur à leurs espérances ou à celui de leur Université d'origine.

Il n'y a pas beaucoup de méthodologie de la recherche ici, nada. Tu vas faire une thèse et tu ne sais pas par quoi commencer. Chaque prof a sa propre méthodologie, c'est ça le problème ici ; chaque prof va dire qu'il faut travailler comme ça ou comme ça. Si tu vas voir un autre étudiant, lui c'est tellement différent donc… Sinon, je vois qu'il n'y a pas beaucoup d'organisation aussi. Pour certains cours c'est vraiment le désordre. Normalement on peut avoir les photocopies avant pour lire et pour pouvoir entrer un peu dans le bain, le sujet du cours, mais des fois on les a trop tard, c'est n'importe quoi. C'est n'importe quoi, franchement. L'organisation, ça m'a un peu déçue. Je me suis dit que finalement, ils ne sont pas si… je ne sais pas. Ils ne sont pas si… comment dirais-je… finalement ils ne sont pas si meilleurs que nous, dans notre université à Dakar. Je pense bien que j'aurais pu avoir cet enseignement de qualité à l'Université de Dakar. C'est une bonne Université, hein […] Donc par rapport à la qualité de l'enseignement, je dirais comme ci comme ça parce qu'on parle de l'Université de Salamanca, mais en fait…je ne sais pas trop (Amina, Sénégal, mai 2008).

Je pense que le niveau, c'est moyen. C'est beaucoup plus facile qu'en Corée. Et puis il n'y a presque pas de devoirs, mais ça j'aime bien ! (Sandra, Corée du Sud, février 2009).

3.2.1 La construction de réseaux sociaux nationaux et internationaux

L'espace social des étudiants étrangers – défini comme les rapports de l'individu à l'environnement, mais aussi comme les rapports des individus entre eux (Murphy-Lejeune, 2003 : 149) – semble essentiellement se construire autour de deux pôles : le logement et les cours.

Le logement constitue pour les étudiants une première forme d'enracinement. Nous pouvons distinguer différentes formules de logement : 1) la cohabitation internationale dans un logement indépendant (partage d'un logement par des étrangers et/ou des Espagnols ; 2) la cohabitation dans une résidence universitaire ; 3) le logement indépendant ; 4) la cohabitation chez des natifs (principe de famille d'accueil, généralement proposé par les écoles de langues) et la cohabitation ethnique (partage d'un logement avec des personnes originaires du même pays). Le marché du logement salmantin fait que la première formule est la plus récurrente : il est en effet très facile pour les étudiants étrangers de trouver une chambre dans une cohabitation. De même, cette option est largement plus économique que celle des résidences universitaires. La formule choisie peut dépendre de différents facteurs (choix des parents, prix…) :

> ***Pourquoi tu as choisi une résidence universitaire ?*** *La vérité c'est que j'ai voulu vivre avec une famille espagnole mais mes parents n'ont pas voulu. Ils avaient peur qu'ils ne me traitent pas bien, donc mieux plus libre dans une résidence […]* ***Mais maintenant tu n'habites plus la résidence, pourquoi tu l'as quittée ?*** *C'était trop cher, 750€ par mois. En plus, la nourriture… bon, ce n'est pas que je n'aimais pas ils servaient la même chose tous les jours (Bea, Chine, février 2009).*

Il n'est en effet pas rare que les étudiants changent de logement au cours de leur séjour, même lors de séjours courts. Cette mobilité résidentielle est, elle aussi, liée au contexte salmantin : s'il est facile de louer une chambre, il est tout aussi facile de la quitter au profit d'une autre. Ainsi, les étudiants n'hésitent pas à changer d'appartement lorsque celui-ci, pour une raison ou une autre, ne leur plaît pas ou plus (mauvaise entente avec les pairs, odeurs, mauvais standing, situation géographique…) Il en résulte, dans les appartements, des flux de départs et d'arrivées importants. Ces flux s'expliquent également par les arrivées constantes de nouveaux étudiants dans les écoles de langues : il est possible d'intégrer ces écoles tous les lundis de l'année.

Le tableau ci-dessous illustre les départs et les arrivées d'un appartement situé à proximité du centre-ville et des deux Universités. Acheté et renouvelé par une jeune

Espagnole, Frida, en 2007/2008, le logement comporte cinq chambres, deux salles de bains et une cuisine. Comme dans beaucoup de colocations l'appartement ne possède pas de salon, ce qui permet de maximiser le nombre de pièces pouvant être louées. C'est donc la cuisine qui fait figure de pièce commune. Frida, salariée, habite elle-même le logement et loue depuis l'été 2008 les quatre chambres restantes à des étudiants pour des périodes plus ou moins longues. Une de mes informatrices, Sandra, une étudiante coréenne, est la première à venir vivre dans l'appartement avec Frida. Elle dit avoir choisi ce logement car il est « neuf et moderne ». Lorsque Sandra quitte les lieux sept mois plus tard, elle aura vécu, durant son séjour dans l'appartement, avec huit personnes de huit nationalités différentes : une Hongroise, une Chinoise, une Française, une Italienne, une Taïwanaise, une Espagnole, une Coréenne et une Norvégienne (moi).

Tableau 22: Les départs et les arrivées dans un appartement situé à proximité des Universités et du centre

Chambre /Période	**Juillet 2008**	**Rentrée universitaire**	**Après rentrée universitaire**	**Noël**	**Janvier**	**Février**
Chambre 1	x	Hongroise	Hongroise	x	Chinoise	Chinoise
Chambre 2	x	Française	Italienne	Italienne	Italienne	Taïwanaise
Chambre 3	Espagnole (propriétaire)	Espagnole (propriétaire)	Espagnole (propriétaire)	Espagnole (propriétaire)	Espagnole (propriétaire)	Espagnole (propriétaire)
Chambre 4	Coréenne	Coréenne	Coréenne	Coréenne	Coréenne	Nouvelle Coréenne
Chambre 5	x	Coréenne	Coréenne	Coréenne	Coréenne	Norvégienne (moi)

Élaboration propre

La cohabitation implique que l'étudiant étranger est vite associé à un groupe de pairs, soit à ses « colocatataires ». D'ailleurs, les « anciens » montrent toujours aux « nouveaux » les règles de la maison (répartition des tâches ménagères, emplacement de chacun dans le réfrigérateur et les placards, fonctionnement du lave-linge…), les intégrant ainsi dès leur arrivée à une sorte de cohésion socio-spatiale.

La formule de la cohabitation est aussi une formule enrichissante par rapport aux échanges interculturels. C'est souvent la cuisine qui fait figure de lieu d'échanges : on peut y passer des heures et des heures en discutant de tout et de rien. L'Espagnol va patiemment

aider l'étudiant chinois à conjuguer correctement les verbes, l'étudiant chinois va donner sa recette pour un soin visage fait maison à son colocataire suisse, le colocataire suisse va faire écouter la musique de son pays à l'ensemble des habitants de la maison... L'organisation de soirées, parfois thématiques - comme lors de fêtes nationales - est également fréquente. Le repas devient alors important. D'ailleurs, plusieurs étudiants affirment avoir appris à cuisiner lors de l'expérience migratoire :

> *Ici, j'ai appris à cuisiner. Avec mes parents je n'ai jamais cuisiné et dans la résidence universitaire dans laquelle j'étais en Chine il y avait un restaurant universitaire. Il n'y avait pas de cuisine dans la résidence. Donc ici j'ai appris un peu, c'est une amie qui m'a appris, elle étudie ici […]. Donc maintenant, lorsque je reçois des amis chinois, je leur prépare des plats chinois. En revanche, lorsque je suis seule, je bois juste un peu de lait et je mange des céréales ou du pain (Béa, Chine, février 209).*

3.2.2 Les cours

Les cours constituent un deuxième espace social des étudiants. Nous pouvons distinguer trois types de liens sociaux susceptibles d'être créés dans ce cadre : les liens ethniques (regroupement d'individus issus du même pays), les liens internationaux (regroupement d'étudiants originaires de différents pays) et les liens avec les natifs. Les liens sociaux que les étudiants nouent différencient selon le contexte institutionnel de leur séjour. D'abord, étudier dans une école de langues favorise la création de liens ethniques ou internationaux : l'ensemble des étudiants y sont étrangers. On note également que les écoles organisent quotidiennement des activités culturelles (projection de films, cours de cuisine, sortie tapas…), ce qui permet aux élèves de se retrouver en dehors du cadre du cours d'une part et de connaître les élèves des classes parallèles d'autre part. En revanche, étudier à l'Université permettrait plus facilement la construction de liens avec les natifs. On note cependant que dans certaines filières, le nombre d'étudiants étrangers est supérieur au nombre d'étudiants espagnols, rendant pour certains ce contexte similaire à celui des écoles de langues :

> *La majorité des élèves de ma promotion est étrangère, il y a peu d'Espagnols. Franchement, même les profs le disent : « il y a très peu d'Espagnols ». Je crois que la majorité vient de l'Amérique Latine, surtout du Mexique, les Mexicains il y en a beaucoup, puis des Colombiens… Puis il y a deux Africains, non trois. Parfois j'oublie que l'un c'est un Africain ; il est Egyptien et blanc donc ! Ensuite il y a une Japonaise, une Chinoise et il y avait une fille aussi qui était venue de… de la*

Roumanie je crois, d'un pays de l'est je crois, mais elle a fait qu'un seul cours avec nous (Amina, Sénégal, mai 2008).

Néanmoins, même si le logement et le contexte institutionnel influencent les réseaux sociaux susceptibles de se créér, les étudiants ont, comme le montre Murphy-Lejeune (2003), *a priori* accès à chacun d'entre eux (ethniques, internationaux, natifs). C'est ainsi que chacun « y puisera différemment pour créer son propre mélange personnel » (Murphy-Lejeune, 2003 : 162). Ce mélange se crée en fonction des attentes et besoins de chacun. À titre d'exemple, Béa, une étudiante chinoise en espagnol pour étranger, définit ses amies originaires du même pays qu'elle comme ses meilleures amies : « Nous parlons la même langue donc la communication c'est plus facile ». Un cercle d'amis moins intime est composé d'amis de différentes nationalités étrangères : « J'ai des amis du Japon, de Taïwan, du Brésil, des États-Unis, du Canada… On s'est connu en cours ou dans la résidence universitaire ». Enfin, un dernier cercle de connaissances plus large inclut quelques Espagnols, également connus dans la résidence universitaire ou par le biais d'une amie. Amina, elle, Sénégalaise et étudiante à l'Université, identifie ses camarades de classe, étrangers comme espagnols, comme ses meilleures amis : « On est un groupe avec une chinoise, une japonaise, une Colombienne, Elena, Carlotta, Pia… Je ne sais pas comment, mais on est devenu un groupe et on sort toujours ensemble ». Amina a également développé des liens proches avec son colocataire espagnol : « Avec Rico, on est devenu très proches. Il est presque devenu comme un Sénégalais puisque l'on mange sénégalais et on discute des choses du Sénégal ». N'ayant pas accès à un réseau universitaire ethnique, ce qui s'explique par le peu d'étudiants sénégalais que l'on trouve dans la ville, c'est vers les Sénégalais non étudiants qu'Amina s'est dirigée afin de construire un tel tissu social :

Au Sénégal, je ne fréquentais pas de milieux qui n'étaient pas intellectuels. J'ai toujours été avec les intellectuels, mais ici, bon, c'est situation oblige je crois. Il n'y a que [des Sénégalais non-étudiants] donc… Mais je n'ai pas de préjugés dans ce domaine, vraiment. Je peux aller chez eux ou faire des trucs avec eux sans aucun problème. Mais je sais que discuter avec eux de problèmes sensibles ou bien avoir des discussions vraiment constructives, ce n'est pas possible, vraiment c'est pas possible du tout. Donc on mange le thiebudjen, on prend le thé, on regarde le théâtre, les clips, on discute de banalités, des trucs comme ça. Mais entrer dans des sujets… déjà ils m'ont collé l'étiquette comme quoi je suis féministe et révolutionnaire ! […]Mais sinon je me sens bien avec eux, on se marre bien, c'est super (Amina, Sénégal, étudiante en 3ème cycle, mai 2008).

Photo 8 : Des étudiantes étrangères (une Allemande, une Anglaise et une Chinoise), toutes à Salamanque pour apprendre l'espagnol, se retrouvent pour partager un repas de plats asiatiques (Photo : G. Odden, février 2008).

Photos 9 et 10 : À gauche, deux étudiantes étrangères, les deux en première année de thèse. Fréquentant la même faculté, elles sont devenues amies et se voient régulièrement en dehors du cadre universitaire. Ici, l'étudiante sénégalaise a invité l'étudiante chinoise à une fête sénégalaise. Avant de s'y rendre, elles se sont préparées ensemble et A prête une tenue traditionnelle africaine à B. Après la fête, elle lui en fait cadeau. À droite, la même étudiante sénégalaise faisant une présentation de son pays au Centre culturel de Caritas (Photo : G. Odden, février (droite) et mai (gauche) 2008).

Le cas d'Amina illustre sa capacité à circuler entre différents réseaux, soit une disposition acquise au cours de l'expérience migratoire. Ici, c'est le besoin de « rétablir un genre de relation groupale primaire autour de la culture native » (Murphy-Lejeune, 2003 : 165) qui l'emporte sur la dissymétrie sociale entre Amina et ses compatriotes. En d'autres termes, la situation migratoire permet la création de liens sociaux peu probables dans le pays d'origine.

3.2.3 Travailler parallèlement aux études

Certains étudiants étrangers exercent une activité salariale ou entrepreneuriale. Une étudiante japonaise donne un coup de main dans le bar à tapas de son père[100] ; un frère et une sœur brésiliens travaillent eux aussi dans l'établissement commercial du père[101] ; deux filles chinoises travaillent comme serveuses dans un restaurant chinois ; une Brésilienne s'occupe d'une personne âgée… Amina, Sénégalaise, a auparavant distribué des tracts afin d'avoir un peu d'argent en plus de sa bourse d'études :

> *Distribuer des pubs pour un bar, je l'ai fait juste une semaine parce que je devais commencer les cours, j'ai donné le boulot à [mon colocataire espagnol] Lucas ensuite, c'est lui qui a continué toute l'année après […] Mais là je pense à chercher un autre boulot, je commence à y penser franchement parce que ma bourse va se terminer en septembre, va falloir se débrouiller un petit peu […] J'ai fait quelques économies et tu peux trouver quelques petits boulots par ci par là qui vont pas beaucoup te déranger pour étudier (Amina, Sénégal, mai 2008).*

Si les exemples ici cités sont des cas où l'étudiant exerce un travail à Salamanque, d'autres ont des activités s'inscrivant dans un cadre transnational. À titre d'exemple, Sandra, étudiante en lettres à l'Université et en espagnol pour étrangers dans une école privée, a donné des cours sur internet :

---

[100] Il s'agit d'une fille qui est venue en Espagne dans le cadre de ses études et non pas dans le cadre d'une migration familiale. Ainsi, même si le contexte familial a joué dans la décision de la ville d'étude, il ne s'agit pas juridiquement d'une migration familiale. En mai 2008, elle était rentrée au Japon où vit sa mère.

[101] Ici la frontière entre immigration familiale et la mobilité estudiantine est moins définie que dans le cas précedent. L'établissement commercial ne peut en effet ici pas fonctionner sans la présence des enfants.

J'ai travaillé un peu mais ce n'est pas vraiment un travail, c'est l'enseignement privé sur internet. J'ai donné des cours d'anglais sur Skype à une petite fille coréenne (Sandra, Corée du Sud, février 2009)[102].

Yoshi, un Japonais étudiant en espagnol pour étrangers dans une école privée, s'inscrit lui aussi dans une logique d'entreprenariat transnational et virtuel. Yoshi est mon colocataire et je me rends vite compte qu'il ne se rend que très rarement en cours. Il semble en effet qu'apprendre l'espagnol ne soit pas (ou plus) son objectif principal. Après avoir tenté diverses activités commerciales, notamment la vente de petits gadgets pour des téléphones portables dans la rue et au marché, il se lance dans la vente des chaussures de la marque Campers (marque espagnole) vers le Japon. Yoshi possède son propre site internet à partir duquel les Japonais commandent les chaussures. Il va ensuite se fournir dans un petit magasin de chaussures tenu par un Espagnol (situé à côté de son école de langue) qui lui fait des remises, puis il expédie les chaussures vers le Japon. Sa chambre est, par ailleurs, remplie de boîtes de chaussures. Son petit commerce transnational lui permet de vivre relativement aisément à Salamanque. Si Yoshi ne se rend que rarement à l'école de langue pour laquelle il paye, c'est que son attestation de scolarité lui permet l'obtention d'un titre de séjour. Le cas de Juliana, jeune fille brésilienne s'inscrit dans la même logique : sa priorité étant son job d'assistante auprès d'une personne âgée, lors des six semaines que j'ai passées à l'école, je n'ai pas vu ma camarade de classe plus de cinq fois. On pourrait alors certainement parler de migrants économiques se dissimulant, du moins officiellement, sous un statut d'étudiant. Évoquons aussi les étudiants universitaires étrangers qui, une fois leur cursus terminé, restent dans la ville et qui, dès lors, se retrouvent en situation irrégulière. Enfin, certains migrants déjà installés dans la ville exercent une activité lucrative liée aux étudiants étrangers. C'est le cas d'une femme japonaise qui propose un service de logement et d'orientation aux étudiants japonais récemment arrivés. Ainsi, l'Université et les écoles de langues sont effectivement des voies d'immigration.

Enfin, pour terminer sur les étudiants étrangers et leur implication dans le monde du travail, il faut mentionner le cas des étudiants qui travaillent volontairement dans des structures associatives. C'est le cas de quelques étudiants rencontrés au Centre culturel de Caritas notamment. Ici, deux filles marocaines, étudiantes en médecine, donnent des cours

---

[102] On note qu'elle n'identifie pas elle-même cette activité comme « un vrai travail », ce qui peut s'expliquer par sa particularité virtuelle et déterritorialisée. En effet, la vie du travail organisée dans un monde virtuel, se situant au-delà des sociétés nationales, n'est pas (encore) la norme chez la plupart des individus.

d'espagnol aux migrants et participent à l'animation de diverses activités du centre. Cet investissement peut s'expliquer par un désir d'assister les compatriotes, souvent dans des situations précaires, dans leur parcours d'adaptation. Si les motivations semblent surtout être individuelles (envie d'aider, d'avoir une expérience), il faut également évoquer le statut qu'un tel engagement crée au sein de la communauté marocaine dans son ensemble : étudiantes et enseignantes, ces filles deviennent des personnes ressources pour le groupe. Néanmoins, elles ne sont *a priori* que de passage. En février 2008, l'une d'entre elles était rentrée au Maroc où elle avait obtenu un travail prospère dans le secteur médical, soit un retour (réussi) encore peu probable pour les compatriotes restés. Ici, l'articulation entre trajectoires individuelles et destins collectifs dévoile ce que Tarrius désigne comme « l'apparition de collectifs, plus ou moins stables, où les critères d'identification des individus et la hiérarchie de la préséance *sont tributaires des temporalités, des fluidités, des mobilités, et plus précisément des capacités circulaires de chacun*[103] (Tarrius, 2000 : 6).

3.3 Le capital de mobilité ou une élite migrante

D'une manière générale, les étudiants étrangers se caractérisent par un important capital de mobilité : « Ils ne vivent pas le va-et-vient comme une déchirure, mais comme une conquête, un "plus". Ils savent qu'ils peuvent toujours repartir ailleurs. Contrairement aux sédentaires alourdis par leurs possessions, ils apprennent à voyager léger. Ils ont fait le premier pas pour se libérer. L'avenir leur est ouvert, inachevé… » (Murphy-Lejeune, 2003 : 77). Ce capital se caractérise par des expériences antérieures et l'expérience en cours. Cette dernière est souvent constituée, en plus du séjour dans la ville d'études, de déplacements multiples : week-ends ou vacances ailleurs en Espagne ou en Europe et/ou retours au pays. Nous pouvons, en effet, parler d'une « mobilité incessante » pour reprendre l'expression employée par Tarrius à propos des circulations des élites professionnelles européennes (Tarrius, 2000 :4 5).

Les déplacements des étudiants étrangers le week-end et lors des vacances s'inscrivent dans la catégorie des *voyages touristiques*. Assoiffé de découvrir, chaque déplacement constitue une valeur ajoutée au parcours de l'étudiant. Willy, étudiant chinois, a depuis son arrivée en Espagne en 2008 réalisé un grand nombre de voyages. Sa page personnelle sur

[103] Texte mis en italique par l'auteur.

Facebook[104], où il met régulièrement en ligne un album retraçant ses déplacements, m'a permis de les restituer : Lisbonne, Valencia, Oslo, Barcelone, Bilbao, Luxembourg, Paris, Bruxelles, Gijón, Santander, Athènes, Santorin, Malte, Tarragona, Milan, Bratislava, Prague, Krakow, Stockholm et Malmö. Les photos, plusieurs centaines, montrent surtout des paysages et des bâtiments caractéristiques. Si de tels voyages sont bénéfiques en termes de capital culturel, ils le sont également en termes de socialisation et d'autonomisation. Sandra, étudiante coréenne, raconte :

> *Des fois, je voyage avec des amis et des fois je voyage seule. La première fois que j'ai voyagé seule j'avais un peu peur. Tout simplement parce que c'était la toute première fois. En Corée, je ne pouvais pas voyager seule, mes parents ne voulaient pas. Mais voyager seule ici a été une expérience très enrichissante pour moi, ça s'est sûr (Sandra, Corée du Sud, février 2009).*

Si la formule des déplacements touristiques est la plus fréquente, les étudiants étrangers peuvent également rentrer au pays. Là le but du voyage n'est alors pas le même et le retour à Salamanque pose parfois des questions de (ré)adaptation :

> *[Je suis allée au Sénégal pendant les vacances et à mon retour en Espagne] je pensais que j'allais être trop, trop, triste mais finalement je crois que je suis devenue plus mature, parce que la première fois quand je suis venue ici j'ai pleuré toutes les larmes de mon corps, j'ai pleuré toutes les larmes de mon corps ! Donc je me disais que quand je vais revenir des vacances ça va être horrible. Et finalement, je n'ai pas pleuré cette fois-ci, j'ai pas pleuré, mais ça a été très dur de me réadapter encore, ça c'est sûr. Je crois qu'il y a eu un mois avant de retrouver le rythme espagnol. C'est tellement différent, tellement différent (Amina, Sénégal, mai 2008).*

Ce qu'il convient de souligner, c'est la capacité des étudiants à être mobiles, à s'adapter, se réadapter. Cette mobilité constitue une ressource dans leur parcours et les étudiants en sont conscients. Avoir vécu et voyagé à l'étranger est considéré comme un atout par les étudiants eux-mêmes et la mobilité s'inscrit ainsi plus largement dans une stratégie leur donnant de nouvelles opportunités une fois rentrés. Comme on me l'a dit à de nombreuses reprises, « lorsque l'on connait une langue étrangère et que l'on a une expérience de l'étranger, on a plus de chances d'obtenir un travail intéressant dans le pays d'origine ».

---

[104] Ayant vécu dans le même appartement que Willy, nous avons décidé de rester en contact par le biais de ce réseau social. Ses photos donnent par ailleurs une idée de l'image que Willy souhaite transmettre à ses amis en ce qui concerne ses voyages touristiques.

Enfin, nous avons déjà dit que le séjour des étudiants étrangers est *a priori* un séjour temporaire (surtout juridiquement) et que les étudiants ne sont ainsi que « de passage ». Néanmoins, comme souligné dans le chapitre deux, différents éléments peuvent conduire à une redéfinition du projet migratoire estudiantin (rencontre avec un conjoint par exemple) et le retour n'est alors plus envisageable. Pour d'autres, le « partir ou rester » est plutôt flou. Voilà ce que me répond Amina à la question de savoir si elle projette de rester en Espagne ou de rentrer au Sénégal une fois les études terminées :

> *C'est ça mon problème, j'y réfléchis beaucoup, beaucoup, si je décroche la thèse, c'est sûr presque [que je retotourne], c'est plus probable, que là j'aurais vraiment de la chance pour intégrer l'université, je pense bien, mais sinon je me demande est-ce que ça vaut la peine de retourner pour intégrer encore comme professeur au lycée sans être intégrée dans la fonction publique sans des salaires intéressants, après tous les efforts qu'on a fait pour les études, mais ça je ne sais pas encore, on verra, de toute façon ce que je préfère c'est rentrer chez moi, vivre auprès des miens, je me sens plus à l'aise là-bas, c'est mon souhait, et je souhaite que ça se réalise. Franchement c'est mieux que d'être ici. Ici je ne pense pas qu'avec mes diplômes de littérature espagnole, des trucs comme ça, j'aurais des opportunités pour avoir un travail qui me correspond, sinon je vais ranger les diplômes et faire du Fatou Fatou comme les Moudou Moudou[105], mais je ne crois pas. Même mes parents ne sont pas d'accord. "Si tu trouves pas de boulot, reviens ici et tu peux faire professeur" (Amina, Sénégal, mai 2008).*

3.4 Lorsque le projet d'étude ne se concrétise pas

Pour d'autres encore, l'expérience d'étudiant étranger ne commence jamais – bien que ce soit le projet du départ – ou bien n'est pas réussi. C'est le cas de trois informateurs, Leonora de Colombie, Jafar du Maroc et Marcelinho du Brésil. Nous verrons ci-dessous leurs trajectoires.

Leonora a fait des études universitaires en économie et, avant de partir en Espagne, elle travaille comme employée de bureau dans une entreprise de papeterie. En 2000, elle part enceinte, avec un visa de touriste pour Salamanque accompagnée de son mari : le couple aspire à de « nouveaux horizons, à un autre type de vie ». Leonora projette notamment d'effectuer un master à l'Université. Ils choisissent Salamanque car Leonora y a une amie colombienne de longue date. Arrivée à Salamanque, la colombienne abandonne l'idée de poursuivre ses études : sa fille naît et il faut trouver des « solutions économiques ». Son mari

[105] Le Moudou est le nom donné aux commerçants sénégalais, parfois transnationaux. Si les hommes sont appelés *Moudou-Moudou,* les femmes sont nommées *Fatou-Fatou*.

parvient à obtenir du travail à Madrid (« à Salamanque il n'y avait pas de possibilités ») et Leonora obtient un travail d'entretien dans une église. Leurs visas de touristes ayant expiré, le couple se trouve à ce moment-là en situation irrégulière. En 2001, afin de pouvoir travailler tout en ayant sa fille à ses côtés, Leonora décide de monter son propre commerce. C'est d'ailleurs ainsi, en devenant autonome, qu'elle régularise sa situation. Son mari, lui, obtient la régularisation par un contrat de travail à Madrid. Elle ouvre alors un *locutorio* dans le quartier situé derrière la gare, plus précisément sur l'Avenida de los Comuneros. En 2007, elle en ouvre un deuxième, cette fois dans le quartier Garrido : « C'est une zone avec beaucoup d'étrangers ». Actuellement une jeune fille colombienne travaille dans le premier commerce ouvert. Dans le deuxième travaillent Leonora et une autre fille, également Colombienne. Ces initiatives entrepreneuriales sont fort loin du projet de départ mais témoignent d'un parcours plutôt réussi.

Jafar est né en 1988 dans le Nord du Maroc. Son père est gendarme et sa mère femme au foyer. Lors de son enfance et sa jeunesse, ses frères et sœurs, plus âgés que lui, partent tous pour l'Europe. Jafar, lui, décide de rester au Maroc pour passer le bac et « faire plaisir à ses parents » : ses frères et sœurs n'ont pas fait d'études. Une fois le bac acquis, Jafar décide de poursuivre ses études en Europe : la note moyenne obtenue au bac ne lui permet pas de faire des études dans les filières qu'il juge les plus opportunes en termes de réussite professionnelle (médecine, droit…) Il part alors au Luxembourg où vit son frère, et entame des études de marketing. Parallèlement à ses études, il travaille dans un bar. Étant logé chez son frère, il ne paye pas de loyer et parvient à économiser pas mal d'argent. Après un an au Luxembourg, Jafar ne parvient pas à valider son année universitaire. Il décide alors de poursuivre ses études à Rennes, où il a des amis marocains, et change ses papiers. Une carte de résidence pour deux ans lui est alors accordée par les autorités françaises. Bien que motivé au départ, Jafar se rend vite compte qu'il ne validera pas son année universitaire en France non plus. Les matières sont nombreuses et on lui dit qu'en tant qu'étranger, il est obligé de toutes les valider sous peine de perdre son titre de séjour. Au bout de quelques mois, et vivant sur ses économies du Luxembourg, Jafar décide alors d'aller en Espagne : en France, il ne trouve pas un travail qui lui plaît et « il faut vivre ». La priorité de Jafar n'est alors plus les études, mais le travail. En d'autres termes, aller en Espagne c'est aussi une redéfinition du projet migratoire initial. C'est d'abord à Palencia que Jafar se rend. Sa sœur y habite et son beau-frère lui trouve rapidement du travail dans le secteur agricole. Il juge ce travail très fatigant, surtout pendant le ramadan. Au bout de quatre mois, il se rend alors à Salamanque où vit un autre de ses frères. Après quelques mois passés à Salamanque, il retourne en France pour renouveler son titre de séjour.

Cependant, n'ayant pas validé ses études à Rennes, le renouvellement lui est refusé. De retour à Salamanque, Jafar se dit qu'il ne va pas rester et ne s'inscrit pas au registre de population. Il fréquente régulièrement la scène nocturne et tisse des liens avec le patron de son bar préféré. Désormais sans-papiers, celui-ci ne peut pas l'engager comme barman, mais lui propose un poste dans les « relations publiques ». Depuis l'automne 2008, l'activité principale de Jafar est la distribution de tracts la nuit, trois fois par semaine. Il vient tout juste de s'inscrire au registre de population : « J'étais en train de me dire que je n'allais pas rester, j'ai perdu un an et quatre mois. Si je l'avais fait avant… maintenant il me reste deux ans et demi [avant de pouvoir être régularisé] ». Le projet actuel de Jafar est alors d'obtenir (à nouveau) un titre de séjour lui permettant d'exercer une activité autre:

> *Mon avenir c'est d'avoir les papiers et de travailler comme une personne normale, tu vois. Dans une société ou dans une entreprise. Parce que je ne vais pas travailler toute ma vie dans les relations publiques, ni de barman, ni de… J'aimerais avoir un boulot stable, un salaire stable, faire ma vie. C'est tout. Et quand j'ai des vacances, je pars au bled voir mes parents et quand les vacances sont finies je reviens et je bosse. C'est tout* (Jafar, Maroc, mars 2009).

Marcelinho est un Brésilien né en 1982. Il est le dernier de cinq frères et sœurs. Sa mère tient un restaurant alors que son père est décédé. Au Brésil, Marcelinho fait des études pharmaceutiques. Parallèlement à celles-ci, il travaille dans la pharmacie de son oncle. Son frère étant parti en Europe en 2005 – d'abord en Italie, puis en Espagne –, Marcelinho veut lui aussi partir. Ainsi, en 2007, il rejoint son frère à Salamanque. Son idée est alors d'étudier, apprendre la langue, « faire des petits trucs » et rentrer au Brésil par la suite. Néanmoins, même s'il identifie les études comme son projet principal, il vient avec un contrat de travail que son frère lui a trouvé dans un restaurant chinois[106]. En d'autres termes, il sait depuis le Brésil qu'il travaillera :

> *Mon idée c'était d'étudier, mais il faut travailler pour vivre et pour avoir des papiers [c'est pour ça que je suis venu avec un contrat]. Mais au moment où j'ai commencé à vouloir étudier, j'ai rencontré une montagne de problèmes, comme l'obtention de*

[106] Il s'agit d'un contrat de travail dans le restaurant chinois déjà décrit dans ce chapitre. Comme je l'ai alors déjà signalé, l'un des Chinois responsables de cet établissement tenait auparavant un restaurant au Brésil. C'est donc au Brésil que le frère de Marcelinho a connu cet entrepreneur chinois. Cette connaissance est d'ailleurs la raison même de son arrivée dans la ville : après s'être retrouvé en situation irrégulière à Madrid, c'est son ami chinois qui lui propose un contrat dans son restaurant à Salamanque, ce qui lui permet de régulariser à nouveau sa situation. Les deux frères brésiliens ont donc pu obtenir une carte de séjour par le biais d'un contrat de travail dans ce restaurant chinois.

l'équivalence de mes diplômes. Il me manquait plein de papiers en fait, et tout ça a duré longtemps, ça m'a fatigué et découragé, mais j'ai essayé de rester rationnel, sinon tu ne vas pas avancer dans la vie (Marcelinho, février 2009).

Marcelinho travaillera durant un an dans le restaurant chinois. Il est ici le seul employé non-chinois et apprend alors quelques bases de mandarin. À cette époque, son frère ouvre un restaurant. Ainsi, lorsqu'il ne travaille pas avec les Chinois, il se rend disponible pour aider son frère. En 2008, il décide de quitter le restaurant chinois et commence à travailler dans un bar « espagnol ». Simultanément, il s'occupe d'un homme âgé. Il s'agit du travail d'un ami brésilien, parti au pays pour « régler les papiers ». Marcelinho le « remplace » le temps qu'il revienne. Il s'agit d'une faveur amicale. Fin 2008, le Brésilien change de nouveau de travail. À cette époque, son frère a fermé son restaurant « à cause de la crise » et les deux se retrouvent à travailler dans une chaine locale de fastfood. Lors de notre entretien formel en février 2009, Marcelinho y travaille toujours. Il n'a pas pour autant abandonné ses projets d'études. Ceux-ci sont en évolution constante depuis notre première rencontre en 2007 : études de langues, école de tourisme, pilote d'avion… De même, ces projets sont très présents dans son discours. Néanmoins, même si les projets ne manquent pas, se lancer dans les études semble difficile. Outre les obstacles rencontrés lors de l'obtention de l'équivalence de ses diplômes, j'ignore la raison de cette difficulté si ce n'est que ce n'est « jamais le bon moment ». Ce non-investissement dans les études semble cependant peser sur le moral de Marcelinho, l'amenant à un certain sentiment d'infériorité, par rapport à moi[107] (étudiante en thèse) et sa copine (diplômée d'une école de management d'hôtel hollandais et actuellement employée dans un hôtel à Oslo). Ce sentiment d'infériorité l'empêche même d'aller rejoindre sa petite-amie, avec qui il projette pourtant de se marier : « Carla [sa copine] a terminé ses études et elle travaille maintenant. Je ne peux pas aller vivre avec elle tant que je n'ai pas terminé moi aussi mes études » (février 2009).

---

[107] Cet informateur est le seul avec qui un certain malaise s'est installé quand à sa situation juridique. Ayant pensé qu'il s'est retrouvé en situation irrégulière, il a été très blessé que je puisse le placer dans la catégorie des « sans-papiers ». Marcelinho est également le seul informateur qui n'a pas pu me communiquer avec certitude l'année de son arrivée dans le pays. Lorsque je lui ai demandé s'il ne pouvait pas vérifier cela dans son passeport, il l'a également mal pris. Comme il me l'a dit plus tard, il s'est senti comme « un immigré illégal ». D'autres informateurs n'ont en revanche eu aucun problème à parler de thèmes similaires, qu'ils soient/aient été on non en situation irrégulière. La raison de la réaction de Marcelinho pourrait s'expliquer par son identité d'étudiant. En fait, même si formellement il n'est pas – ou plus – un étudiant, son discours et ses projets sont construits autour des études. D'ailleurs, Marcelinho s'est à plusieurs occasions proposé de m'aider dans mes recherches. Parfois il s'est même lancé dans des initiatives sans que je sois au courant. Il s'est également présenté, lorsqu'il a pu m'accompagner sur le terrain, comme « un étudiant qui fait un travail sur l'immigration à Salamanque à l'Université ».

Ces trois exemples montrent comment le projet et le statut juridique se modifient en fonction du contexte rencontré. Venus avec trois types de visas différents (visa de touriste pour Leonora, visa d'études pour Jafar et visa de travail pour Marchelino), ils étaient tous au départ animés d'un projet commun : celui d'étudier. Leonora est par la suite passée de touriste à migrant (économique), avec une étape intermédiaire en tant que sans-papiers ; Jafar est passé d'étudiant à sans-papiers alors que Marcelinho, lui, est resté migrant (économique), avec un projet d'études qui est toujours d'actualité.

***

Nous avons ici vu les principales caractéristiques de la ville de Salamanque : ville intérieure ayant une faible présence étrangère et avec peu d'opportunités de travail, mais aussi ville étudiante, ville touristique, ville frontière, ville « tranquille » et ville de passage… Voilà des caractéristiques contextuelles qu'il faut intégrer dans l'analyse des mobilités à l'œuvre dans la ville. Nous avons également vu les principales caractéristiques de la population étrangère et nous sommes plus longuement penchés sur le cas des étudiants. On retient alors plus particulièrement que la frontière entre le statut de *migrant étudiant* et le statut de *migrant économique* est plutôt souple : l'on peut facilement basculer de l'un à l'autre. De même, ces deux groupes interagissent dans de multiples situations. Il n'est ainsi pas adéquat d'exclure l'une ou l'autre catégorie lorsque l'on étudie les mobilités dans une ville comme Salamanque.

3ÈME PARTIE : PRATIQUES D'ANCRAGE, DE CIRCULATION ET DE PASSAGE DES MIGRANTS À SALAMANQUE

CHAPITRE V
LE RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'ACCUEIL, LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX ET LES PROJETS DES MIGRANTS

Dans ce cinquième chapitre, nous interrogerons le rôle des institutions dans le parcours des migrants. Nous questionnerons plus particulièrement trois types d'organisation formelle différents : les ONG, les associations des migrants et l'église. Il s'agit de démontrer comment les migrants rencontrés s'approprient, ou non, ces institutions afin d'en faire une ressource, d'identifier le type de liens susceptibles d'être créés dans un tel contexte et, enfin, de comprendre le rôle des institutions dans la (re)formulation du projet migratoire.

1 LES ONG COMME ACTEUR DE L'INSERTION DES MIGRANTS

Les ONG se présentent désormais comme un acteur central en ce qui concerne l'insertion, ou les *pratiques d'ancrage*, des migrants dans les sociétés qui les accueillent. Comme l'avance Gil Araújo (2003), depuis quelques décennies, une importante évolution de l'État-providence a été celle de l'incorporation des ONG dans la gestion des collectifs défavorisés. Cette tendance est particulièrement visible en Espagne, un phénomène que Gil Araújo explique par : 1) l'incorporation tardive de l'Espagne au modèle de l'État-providence, 2) l'arrivée tardive des migrants dans le pays en comparaison avec d'autres pays européens, et 3) la tradition (catholique) de la subsidiarité et de la charité (Gil Araújo, 2003 : 170).

Les ONG qui travaillent avec la population migrante en Espagne offrent des services différents : accueil, appui juridique, logement, santé, formation, emploi et promotion culturelle. Les activités sont dans leur majorité financées par la mobilisation de fonds publics. Une importante partie du travail est réalisée par des volontaires. Selon Gil Araújo (2003), nous avons ainsi affaire à une dynamique de privatisation de services qui devraient être garantis par l'État et à l'utilisation du travail non-rémunéré. Pour l'auteure, il s'agit d'un « détournement des principes des droits sociaux, ces derniers se présentant de plus en plus comme des *aides* soumises à la volonté de l'État (de les financer) et à la discrétion des organisations. Souvent, ce système ne fait que contribuer à atténuer les situations d'exclusion générées par la loi sur l'immigration elle-même » (Gil Araújo, 2003 : 170, ma traduction).

On retient ici le lien existant entre l'État espagnol et les ONG proposant un appui aux migrants. Nous n'interrogerons cependant pas davantage ce lien. Notre objectif est plutôt celui de situer les ONG à Salamanque dans leur contexte local et de rendre compte de l'utilisation que les migrants en font.

1.1 Les ONG à Salamanque

Il existe à Salamanque plusieurs ONG qui proposent un service d'accueil destiné à la population migrante, la Croix Rouge et Caritas se présentant comme les structures les plus importantes.

La Croix Rouge de Salamanque dispose d'un programme destiné aux immigrés depuis le début des années 1990. À sa création, une seule personne se chargeait de répondre aux demandes de cette population. Puis, au fur et à mesure de l'évolution de la présence des migrants dans la ville, d'autres professionnels ont intégré le programme, tels des travailleurs sociaux, des médiateurs culturels et sociaux, des psychologues et des avocats. Chez Caritas, l'attention portée à la population remonte à l'année 1992 lorsque la communauté sénégalaise s'est approchée de l'organisme afin de demander des cours d'espagnol. Comme pour la Croix Rouge, plusieurs personnes aux profils différents (éducateurs, avocats, assistants sociaux…) font aujourd'hui partie du programme. Les deux ONG peuvent également compter sur un nombre important de bénévoles. Nous y reviendrons.

Les principales demandes de la part des migrants sont celles d'informations et conseils relatifs aux papiers et à l'emploi. D'autres requêtes peuvent porter sur la scolarisation ou la garde des enfants, l'obtention d'un logement, l'assistance sanitaire, le don d'aliments ou de vêtements, les cours de langue… D'ailleurs, c'est souvent à l'extérieur du cadre d'accueil que se trouvent les services demandés. L'institution constitue ainsi un point de départ de l'apprentissage de la mobilité de ressources à l'intérieur de la ville. Comme le dit la directrice du programme de la Croix Rouge :

> *Ce qui nous intéresse, c'est que les immigrés apprennent à se mobiliser à l'intérieur du cadre social dans lequel ils vont devoir s'intégrer […] Ici [à la Croix Rouge], il y a l'accueil, la disposition, et on fait un effort pour leur expliquer les choses. Mais ce qu'ils veulent réellement, ce n'est pas ici [mais ailleurs dans la ville] (Montse, psychologue chez la Croix Rouge, février 2005 [M1].*

Pour reprendre les termes de Eme et Neyrand (1997), ces institutions jouent ainsi « un rôle prépondérant dans des dynamiques d'apprentissage de l'autonomisation des personnes […]. Il s'agit de faire comprendre les pratiques et le fonctionnement des organismes, des équipements, d'apprendre à s'en servir, de dévoiler les normes qui président aux relations entre les individus et des organismes » (Eme et Neyrand, 1997 : 7).

Outre les conseils donnés et la transmission de différents types d'information, les deux ONG effectuent également un travail important de sensibilisation au phénomène migratoire auprès de la population autochtone. Ce travail peut prendre plusieurs formes : intervention dans les collèges ou autres établissements, projection de films suivis de débats, organisation d'événements avec dégustation de plats étrangers, spectacles de danse, concerts, etc. Enfin on note que la Croix Rouge dispose d'un foyer d'accueil destiné aux demandeurs d'asile mineurs et que la Caritas possède un Centre Culturel. Nous y reviendrons.

Cours de sensibilisation dans un collège salmantin

À deux reprises, j'ai participé à des sessions de sensibilisation dans un des collèges de la ville. Une fois comme observatrice et une deuxième fois comme intervenante. Ce sont des jeunes étudiants espagnols, en stage conventionné à Caritas, qui organisent les deux sessions. Lors de la première séance, les collégiens, âgés d'une quinzaine d'années, doivent réaliser un défilé de mode dans la salle de cours. Il s'agit de montrer des tenues traditionnelles du monde entier. Lorsqu'un élève défile, les autres doivent deviner l'origine de la tenue qu'il porte. L'ambiance est décontractée (rires et blagues) et les élèves s'entraident à mettre les vêtements. La classe ne compte que deux élèves issus de l'immigration. Il s'agit de deux garçons originaires de la Guinée Equatoriale. L'un d'entre eux est choisi pour porter une tenue africaine. Il semble très satisfait du choix de ses camarades. Les élèves parviennent à trouver l'origine de l'ensemble des tenues. La séance est close par de la « musique du monde ». Lors de la deuxième session, il s'agit de faire un exposé sur le Sénégal et l'immigration sénégalaise en Espagne. Une étudiante sénégalaise co-anime avec moi la séance et parle de sa propre expérience migratoire : attentes, déceptions, racisme, apport culturel etc. À la fin de la séance, les collégiens sont invités à poser des questions. Surgissent alors des interrogations telles que : « Pourquoi les femmes au Sénégal ne travaillent pas ? » ou « Pourquoi les immigrés volent et prennent nos boulots ? » L'ambiance devient quelque peu agitée. L'un des étudiants guinéens intervient et dit que «il y a des bonnes et des mauvaises personnes partout ». Il est alors applaudi par la salle. Si la première séance était plutôt une séance de jeux (deviner les origines des tenues), la deuxième était plus destinée à faire réfléchir les élèves, à revisiter quelques préjugés liés aux mouvements migratoires.

Carnet de terrain, février 2008.

Photos 11 et 12 : Cours de sensibilisation dans un collège espagnol. On remarque que les élèves se donnent un coup de main lors de la préparation du défilé. La distinction entre tenues de femmes et tenues d'hommes n'est pas systématique : un garçon enfile une robe destinée aux femmes (Photo : G. Odden, février 2008).

1.1.1 Le rôle des ONG dans le parcours des migrants

Le rôle des ONG dans le parcours des migrants rencontrés diffère. Pour certains, ces institutions sont la cause de leur présence dans la ville.

Hassane est un jeune migrant ayant été transféré à Salamanque – contre son gré – après avoir déposé une demande d'asile à Barcelone. Originaire du Niger, il est le fils aîné d'une famille où le père, gendarme, est décédé. À l'âge de 15 ans, sa mère décide de l'envoyer en Europe. Avec un faux passeport et accompagné d'un passeur – Hassane l'identifie lui-même comme tel – le jeune Nigérien se rend en Belgique en 2003. Là, il sollicite une demande d'asile et est ensuite placé dans une famille d'accueil au Luxembourg chez laquelle il habite durant trois ans. Il part ensuite étudier en Belgique mais demeure sous la responsabilité de sa famille d'accueil. Sa situation juridique reste non définie : sa demande d'asile lui a été refusée et sa demande de régularisation ordinaire est toujours en cours. Vivant mal la situation, Hassane part, en 2007, « tenter sa chance » en France, sans succès. Après un bref retour en Belgique, il se rend à Barcelone où il dépose une nouvelle demande d'asile. Suite à cette démarche, il est transféré à Salamanque et intègre le foyer des jeunes demandeurs d'asile de la Croix Rouge. Sa demande d'asile lui est à nouveau refusée et le

jeune Nigérien reçoit une invitation à quitter le territoire espagnol. Hassane contacte alors un avocat qui l'aide à obtenir, en 2009, un titre de séjour « pour des raisons exceptionnelles ». Selon Hassane, il paye une certaine somme à cet avocat afin qu'il appuie sa demande de régularisation[108]. C'est donc à l'*extérieur* du réseau des ONG que le migrant se rend afin de pouvoir régulariser sa situation. Après l'obtention de ses papiers, le jeune migrant quitte le foyer de la Croix Rouge et s'installe dans son propre appartement. Il suit actuellement une formation de mécanicien, travaille comme volontaire à la Croix Rouge, est membre actif d'un réseau religieux et pratique l'athlétisme à un haut niveau. Son projet actuel est celui d'une carrière sportive. Son cas témoigne de va-et-vient, de renouvellements de mouvements, entrepris en fonction des possibilités d'obtenir les papiers. Si sa présence à Salamanque est le résultat d'une décision institutionnelle, Hassane a par la suite su saisir les opportunités qui se présentaient à lui. Il se définit aujourd'hui comme « très bien intégré à Salamanque », tout en restant en contact étroit avec ses connaissances en Belgique, au Luxembourg et au Niger[109].

1.1.2 Savoir mobiliser les ressources institutionnelles

Pour la plupart des migrants, leur arrivée dans la ville ne peut être liée aux ONG : c'est une fois sur place qu'ils prennent connaissance de leur existence et, éventuellement, s'en approchent. Ce sont généralement des compatriotes déjà sur place qui incitent les nouveaux arrivés à prendre contact avec des institutions telles Caritas, la Croix Rouge ou autres. L'ensemble de ces structures bénéficient d'une bonne réputation au sein de la population migrante et la phrase « elles aident les immigrés » est récurrente :

> *Ici, il y a des organismes comme Caritas et Comisiones Obreras [un syndicat de travail] et ils sont là pour aider les immigrés, pour nous aider. Si un jour tu as un problème, et que tu veux que ce problème soit réglé, tu dois toujours aller voir ces organismes et voir ce qui se passe là-bas (Lamine, Sénégalais, février 2006 [M2]).*

Une fois le contact noué, il faut savoir saisir les opportunités qui s'y présentent, « en profiter » comme le dit Lamine :

---

[108] Alors que les services des avocats exerçants au nom des ONG sont gratuits. D'ailleurs, il est possible qu'il s'agisse ici d'un « achat de papiers ».

[109] Deux autres personnes rencontrées se situent dans la même cadre que Hassane (ils sont arrivés dans la ville par le biais d'organismes les accueillant). Il s'agit de deux jeunes Camerounais. La trajectoire de l'un d'entre eux sera présentée dans le chapitre VIII.

Je suis allé un jour à Caritas et j'ai vu qu'ils proposaient une formation. Ils m'ont dit qu'il y avait une bourse pour la faire […] C'était une opportunité et je ne voulais pas qu'elle m'échappe. C'est pour ça que j'en ai profité pour faire une formation de mécanicien de trois mois (Lamine, Sénégalais, février 2006 [M2]).

Pour Jean-Paul, également Sénégalais, le monde institutionnel représente un monde à l'intérieur duquel il a parfaitement appris à naviguer. Au Sénégal, Jean-Paul travaille comme gendarme. Il est marié et père d'une petite fille. En 2002, il vient en Espagne par le biais d'un contrat fictif en tant qu'assistant coiffeur. Son frère est déjà en Espagne, à Valladolid, et c'est la petite amie de celui-ci, coiffeuse, qui accepte de lui faire un tel contrat. Il affirme être venu en Espagne avec « énormément d'illusions, pensant qu'en Europe l'argent peut se ramasser dans les rues ». Arrivé à Salamanque, où il est logé chez son oncle, Jean-Paul apprend qu'il ne pourra pas trouver du travail ici : son titre de séjour lié à son activité (non-existante) d'assistant coiffeur est valable uniquement dans la région de Valladolid et ne peut être modifié que dans un an. Il part alors rejoindre son frère à Valladolid. Néanmoins, au bout de quelques mois celui-ci revient travailler à Salamanque. Ne connaissant personne d'autre à Valladolid, Jean-Paul se voit obligé de rentrer vivre chez son oncle, tout en sachant qu'il ne trouvera pas de travail à Salamanque avant d'avoir passé un an en Espagne :

« Je suis allé partout dans la ville afin de nouer des contacts avec les gens, par ici et là, tu sais. Je me suis fait beaucoup d'amis afin d'essayer de trouver une solution à mon problème [de papiers]. C'est à ce moment-là que j'ai connu beaucoup de gens […] Je me suis levé tous les jours à 8h pour aller en ville, prendre des contacts, appeler des gens pour les rencontrer » (Jean-Paul, Sénégal, février 2008).

Afin de préparer au mieux son entrée sur le marché du travail, il décide de suivre une formation de soudeur, puis une deuxième de paysagiste. Il obtient les diplômes des deux formations. Puis, un ami d'enfance vient le rejoindre dans l'appartement de son oncle. Ce dernier n'apprécie par l'arrivée de son ami : il ne peut pas avoir les deux personnes à sa charge. Jean-Paul part alors voir l'assistante sociale du quartier afin de trouver une solution. Celle-ci les aide à obtenir un logement social, pris en charge par les services sociaux[110]. N'ayant toujours pas d'activité salariale, Jean-Paul continue à explorer les institutions et à entretenir les contacts établis. Ayant désormais passé près d'un an en Espagne, il doit obligatoirement trouver un précontrat lui permettant de renouveler son titre de séjour. Dans le

[110] Il est effectivement possible pour des étrangers en situation irrégulière d'obtenir un tel logement. Certains critères doivent toutefois être remplis. Il faut, par exemple, être inscrit dans le *Padrón* depuis un certain temps.

cas contraire, il se retrouvera sans-papiers. C'est surtout à UGT qu'il noue des relations fructueuses : il y va une ou deux fois par semaine et à chaque fois la personne qui le reçoit appelle diverses entreprises afin de les convaincre de l'employer. C'est finalement ainsi qu'il trouve du travail dans une entreprise de charcuterie locale. Même s'il n'a pas cotisé le montant requis afin de pouvoir aspirer à un renouvellement du titre de séjour, il parvient par le biais de ce contrat à le renouveler. Jean-Paul est alors le premier Africain à être employé dans ce secteur. Nous sommes alors en 2003. Lors de notre entretien, en 2008, 15 à 20 Sénégalais y travaillent[111]. Ils y sont presque tous entrés grâce à l'appui de Jean-Paul, devenant désormais une personne ressource dans le milieu sénégalais. Ce cas témoigne du passage d'un système de recrutement formel (les institutions appellent les entreprises) à un système informel (les Sénégalais se recommandent entre eux dans les mêmes entreprises).

Seydou est lui aussi un Sénégalais qui durant des semaines parcourt les institutions dans l'espoir de, ainsi, pouvoir trouver du travail. Seydou, né en 1981, est originaire de la région de Matam, située à l'est du Sénégal. À sept ans, ce Sénégalais toucouleur tidjane quitte le Sénégal pour aller vivre avec sa grand-mère en Guinée et c'est là que Seydou est scolarisé. Après l'obtention du bac, il étudie durant deux ans le droit à l'Université. Faute de moyens, et après avoir envoyé sans suite quelques dossiers à des universités européennes, il laisse ses études et part travailler en Gambie où son père détient un commerce d'objets d'art. Il y reste sept mois, puis il va à Dakar pour essayer d'obtenir un visa pour l'Espagne car son frère, installé à Salamanque, lui a trouvé un contrat de travail dans un élevage. Au bout de 21 jours il obtient son visa, s'envole pour Madrid en novembre 2006 et commence à travailler le lendemain dans un élevage situé à environ une heure de la ville de Salamanque :

> *Je travaillais tous les jours, du lundi au lundi, de 8h à 18h, donc…des fois 19h. Et les papiers qu'il (le patron) a présenté au niveau de la sécurité sociale disent que je travaille du lundi au vendredi de 8h à 16h, donc…c'est comme ça quoi. Mais avec tout ça il ne faut pas entrer dans les détails parce que pour moi c'est une faveur quoi […] Il me logeait et il me payait 500€ par mois […] J'avais pas la possibilité d'apprendre l'espagnol là bas, j'étais seul avec les animaux et les animaux ne parlent pas ! […] J'étais seul, beaucoup frappé par la solitude (Seydou, juillet 2007).*

[111] En 2009, suite à la crise, le nombre de Sénégalais travaillant dans le secteur de la charcuterie était moins important. Parmi ceux ayant perdu leur emploi, certains avaient pris la route pour le sud dans l'espoir d'être employés dans le secteur agricole.

Une fois le contrat de quatre mois terminé, Seydou s'installe dans le centre de Salamanque avec quatre autres Sénégalais. Ces derniers, il ne les connaît pas mais comme il le dit, « ils sont tous du Sénégal ». Son objectif maintenant est de trouver du travail et de s'inscrire dans des cours de langues pour apprendre l'espagnol. Pour les cours, il se dirige vers la Croix Rouge et le centre culturel de Caritas, mais les deux institutions lui disent qu'il n'y a pas de place pour le moment. Pour le travail, il va au syndicat de travail UGT, à l'agence de l'emploi de Caritas et à l'agence nationale des demandeurs d'emploi (INEM). Il se rend également directement dans des entreprises susceptibles de l'embaucher. Dans ces dernières, on prend son numéro de téléphone ainsi qu'une photocopie de son passeport et de sa carte de séjour. C'est finalement par ce biais qu'un jour une entreprise l'appelle et lui propose un travail dans un abattoir. Il y travaille d'abord de jour, puis de nuit. Son projet maintenant est de trouver une formation en espagnol :

> *Avant que tu fasses quoi que ce soit ici en Espagne il faut d'abord apprendre l'espagnol. Quand tu as la chance d'apprendre l'espagnol, quand tu as la capacité de lire, écrire, dialoguer avec les gens en espagnol, à ce moment-là tu as des opportunités…moi j'ai été à l'université, j'ai mille chances de faire autre chose, mais j'ai aucune chance de faire quoi que ce soit ici en Espagne si je ne parle pas espagnol. Donc la langue c'est primordial pour moi (Seydou, juillet 2007).*

Seydou souhaite également continuer ses études universitaires, mais là un problème se pose : s'il est venu avec ses papiers sénégalais, ses études il les a faites avec ses papiers guinéens. Si cela ne se peut pas, il aimerait effectuer une formation en électricité ou bien suivre une formation en comptabilité gestion. Seydou ne veut cependant que parler de projets qui pourraient avoir lieu dans un futur proche :

> *"L'homme propose, Dieu dispose, des choses s'imposent". Parce que si quelqu'un m'avait dit que j'allais faire des études au profit d'un travail nocturne, je ne l'aurais pas cru, et pour cela je n'aime plus anticiper les choses (Seydou, juillet 2007).*

Lorsque je retrouve Seydou en 2008 et en 2009, il a enfin pu commencer à suivre des cours de langues au centre culturel de Caritas. Il est très fier du progrès qu'il a fait et semble ne pas manquer un seul cours. En puisant dans différentes réseaux institutionnels – un peu dans une logique de pouvoir « maximiser ses chances » – Seydou a donc pu concrétiser ses projets principaux : trouver un travail et apprendre l'espagnol dans un cadre formel. Le Sénégalais ne s'est appuyé sur les réseaux internes au groupe que pour trouver un logement. Son expérience en Guinée semble, en effet, lui porter préjudice : certains Sénégalais ne le

considèrent pas comme une « vrai Sénégalais ». Il ne s'inscrit donc pas dans la logique de recrutement informel décrit plus haut. D'ailleurs, selon ses dires, des compatriotes lui auraient même « volé » son poste à l'abattoir lorsque, courant 2008, il se retrouve en arrêt suite à un accident de travail. Pour lui, savoir mobiliser les ressources institutionnelles se présenterait alors comme un moyen de se débrouiller sans l'appui communautaire.

Pour d'autres encore, s'approcher des institutions révèle moins d'une initiative propre que de celle d'un pair. Djenabou s'inscrit dans une telle logique. Cette jeune fille guinéenne est née en 1986 à Conakry. Dans son pays, elle étudie au lycée, suit une formation en informatique, joue au football et fréquente les cybercafés. En 2006, elle se marie avec Boubakar, un Guinéen déjà installé à Salamanque et bien plus âgé qu'elle. Il s'agit d'un mariage arrangé. Peu après commence alors le voyage pour le rejoindre. À l'époque, l'Espagne n'a pas encore d'ambassade en Guinée. C'est donc au Sénégal que la jeune fille doit se rendre pour obtenir les papiers requis afin de retrouver son mari. C'est plus particulièrement dans une famille qui habite le quartier de Kebemer qu'elle se rend : son mari connait un Sénégalais à Salamanque originaire de ce quartier. Par hasard, lorsque Seydou – le Sénégalais dont le parcours fut décrit dans l'exemple précédent – se rend de Gambie jusqu'à Dakar pour obtenir son visa, c'est dans la même maison qu'il loge. Ainsi, cette maison fait pour deux informateurs fonction de lieu de transit. Pour Seydou, il s'agit d'une migration de transit plutôt courte (21 jours), pour Djenabou l'attente se présente comme plus longue : sept mois. Si l'on a tendance à associer la migration par regroupement familial à une migration binaire et linéaire, le parcours de Djenabou témoigne d'une migration par étape. Cette dernière se présente pour la jeune fille comme une expérience particulièrement enrichissante :

> *En arrivant à Dakar, je pensais que j'allais rester genre deux jours – le temps d'avoir les papiers – puis j'allais partir pour l'Espagne. Mais ça a pris beaucoup plus de temps… mais finalement ça a été une belle expérience, génial, hein ! Comment te dire… ça m'a beaucoup servi, j'ai appris beaucoup de choses là-bas. Parce que le Sénégal et la Guinée c'est très différents, hein ! J'ai appris à faire des plats sénégalais, j'ai appris quelques notions en wolof, j'ai appris des choses sur les confréries, j'ai vu des choses que je n'avais pas vues avant… tout ça j'ai beaucoup aimé (Djenabou, Guinée, mai 2008).*

En juillet 2007, je me rends à Kebemer pour retrouver Djenabou. Je me dis qu'il serait très intéressant de la rencontrer et, ainsi, prendre connaissance de ses attentes, ses projets, ses espérances quant à sa future vie en Espagne. C'est son mari qui m'a donné les coordonnées,

15 jours auparavant, me permettant de la retrouver. Il est très heureux de ma future rencontre avec sa femme et me demande plus particulièrement de lui parler de l'Espagne, lui apprendre quelques notions en espagnol et faire en sorte « qu'elle prononce bien, avec un accent espagnol ». Néanmoins, lorsque je me retrouve dans la maison en question, une maison de deux étages, comportant des jolis meubles et de nombreuses photos. Djenabou n'est plus là: elle a enfin obtenu son visa et est partie aussitôt, en compagnie d'une Sénégalaise déjà installée à Salamanque (« Comme ça, je n'ai pas voyagé seule »). On me montre alors des photos de la jeune guinéenne pour me prouver qu'elle avait bien résidé là. 14 jours plus tard, à Salamanque, je rencontre Djenabou une première fois. Son mari et elle me racontent qu'elle va étudier l'espagnol, faire des formations et, par la suite, travailler. Djenabou insiste sur le fait qu'elle ne souhaite pas avoir d'enfant pour l'instant. Je la retrouve 10 mois plus tard, en mai 2008, avec une petite fille de un mois. Elle m'accorde alors un entretien formel pour me parler de sa première année en Espagne :

> *Dès mon arrivée à Salamanque, j'ai commencé à prendre des cours d'espagnol avec Caritas. J'ai aussi fait une formation pour apprendre à faire le ménage, c'est aussi Caritas qui a organisé ça et ça a duré quatre mois. Après j'ai fait une formation dans l'hôtellerie, ça c'était 15 jours et c'était la fondation Caixa que l'organisait. Après je n'ai pas continué parce que comme j'étais enceinte ...* ***Où es tu allée te renseigner pour prendre connaissance de tous ces cours et formations ?*** *Ah non, c'est pas moi [qui me suis renseignée]. C'est mon mari qui m'a donné l'information, hein. C'est lui qui m'a informé de tout ça (Djenabou, Guinée, mai 2008).*

La première année en Espagne de la jeune guinéenne est ainsi marquée par une implication importante dans les cours et formations que propose le monde institutionnel. Cette implication est le résultat de la connaissance du mari des ressources existantes d'une part, et la capacité de Djenabou à les utiliser d'autre part, soit une utilisation liée à une motivation de « apprendre et connaître du monde ». C'est dire que le contact avec le monde institutionnel lui a servi en termes d'apprentissage certes, mais également en termes de construction de liens sociaux. En effet, comme beaucoup de femmes qui migrent dans le cadre d'un regroupement familial, Djenabou ne disposait - au moment d'arriver dans la ville - que d'un réseau très limité. De plus, le peu de Guinéens que l'on rencontre dans la ville ne favorise pas la construction de liens communautaires. Ainsi, et selon ses propres dires, c'est dans le cadre des ces cours et formations qu'elle a rencontré la plupart de ses amis :

J'ai rencontré beaucoup d'amis là-bas [aux formations], de plusieurs nationalités. Avec les amis on se promène on… j'ai toujours aimé avoir des amis, l'amitié pour moi ce n'est pas compliqué, je n'ai pas ce problème (Djenabou, Guinée, mai 2008).

En mai 2008, j'observe par ailleurs Djenabou se promener avec une jeune sénégalaise récemment arrivée. Elle me raconte alors qu'il s'agit d'une fille qu'elle a connue à Dakar mais qui est, ensuite, partie en Italie rejoindre son mari. Ayant eu des problèmes avec ce dernier, elle est allée par la suite à Salamanque chez des familiers. Si les migrants circulent, il en est de même pour les amitiés : on noue des liens, on se sépare, on se retrouve. Enfin, puisque la grossesse de Djenabu a mis en attente son projet de travailler en Espagne, elle est actuellement en train de réfléchir sur son futur. Selon ses dires, une solution afin de pouvoir intégrer le marché du travail serait d'« envoyer »[112] la petite chez ses parents en Guinée[113].

D'autres femmes rencontrées, également venues par le biais du regroupement familial, racontent elles aussi avoir noué des liens avec le monde institutionnel. Comme pour Djenabou, ce contact est souvent lié aux formations professionnelles (plus que les cours d'espagnol). D'autres peuvent avoir recours à ces organisations pour recevoir un appui psychologique, éventuellement matériel, lié à des violences conjugales ou des troubles psychologiques, lié à l'expérience migratoire ou non. C'est le cas de deux informatrices rencontrées en 2006.

- *Lorsque les ONG s'approchent des migrants*

Si dans la plupart des cas ce sont les migrants qui s'approchent des institutions, le scénario inverse peut également se présenter.

Goa, un Guinéen arrivé en Espagne avec un visa de touriste en 2007, est abordé une première fois par une représentante de Caritas lorsqu'il distribue des tracts publicitaires dans la rue pour un compatriote proposant des services de voyance. Comme le dit la femme en question, « distribuer de telles pubs est en Espagne interdit, en plus nous ne connaissons pas ce garçon alors je lui ai dit de passer au Centre culturel ». C'est donc dans ce Centre que je rencontre Goa une première fois, peu après son arrivée en Espagne. Il ne parle pas espagnol et maîtrise mal le fonctionnement institutionnel. En tant que volontaire, on me demande de

---

[112] J'utilise ce terme, et le mets entre guillemets, car c'est l'expression utilisée par les informateurs eux-mêmes.

[113] Cette pratique est par ailleurs observée chez certaines familles sénégalaises. Un informateur clé me demande même conseils à ce sujet : il a peur qu'en laissant les enfants effectuer toute leur scolarité en Espagne, ils n'apprennent pas le français. Ainsi, et toujours selon cet informateur, la possibilité pour eux d'avoir un jour un poste prestigieux au Sénégal ne sera pas envisageable.

l'accompagner chez l'avocat afin de faire le point sur sa situation juridique, chez le médecin afin qu'il obtienne une carte sanitaire, et au pôle emploi pour qu'il soit familiarisé avec les ressources lui permettant de chercher un travail. Chez l'avocat, il est constaté que Goa est en situation irrégulière. Il propose alors de nous « donner de l'argent afin que nous lui donnions des papiers ». L'avocat lui explique par la suite qu'une telle procédure n'est pas légale. À cause de sa situation irrégulière, sa recherche d'un emploi se présente également difficile. Une personne ressource à Caritas lui recommande alors de « nouer des liens de confiance avec des employeurs susceptibles de lui proposer un contrat de travail soit 1) dans le cadre d'une régularisation pour avoir passé trois ans en Espagne, soit 2) dans le cadre d'un retour au pays avec un contrat, ce qui permet de revenir de manière légale en Espagne ». Déjà inscrit dans le *Padrón*[114], l'obtention de la carte sanitaire se déroule sans difficultés majeures. À la fin de notre « tournée institutionnelle », Goa me tend un billet. J'explique qu'il s'agit d'un service donné dans le cadre de mon activité de volontaire chez Caritas et refuse. La rencontre du Guinéen avec le monde institutionnel salmantin est représentative pour beaucoup de sans-papiers : non-familiarisation avec les codes institutionnels, incitation de la part des ONG à tisser des liens de confiance avec des employeurs potentiels et remise d'un très grand nombre d'adresses où l'on peut se diriger (associations, églises, ONG…), d'« outils » donnant accès à diverses ressources. Ayant par la suite perdu contact avec Goa, j'ignore comment il a mobilisé ces outils par la suite. Ne bénéficiant que d'un réseau communautaire très limité et ne maîtrisant guère l'espagnol, sa situation, lors de notre dernière rencontre, se présentait comme difficile.

Il arrive que les ONG mobilisent d'importantes ressources afin d'« aider » telle ou telle personne. L'histoire de Boba en constitue un exemple. Comme dans le cas précédent, c'est dans le cadre de mon travail de volontaire que j'ai pu suivre la procédure d'accompagnement de ce jeune migrant sans domicile fixe. Il s'agit d'un Sénégalais qui était mineur à son arrivée à Salamanque dans le cadre d'un regroupement familial. C'est son père, en Espagne depuis plusieurs années, qui le fait venir alors que sa mère reste au Sénégal. Son enfance et sa jeunesse sont marquées par une éducation stricte, parfois violente. Je rencontre Boba une première fois en 2006 dans l'appartement de l'un de mes informateurs clé. Il est alors majeur et a quitté le foyer familial pour s'installer dans un appartement qu'il loue avec

[114] Désormais, les nouveaux arrivés s'inscrivent très rapidement dans le *Padrón*. Si de nombreux sans-papiers n'ont pas pu se régulariser dans le cadre de la normalisation exceptionnelle de 2005 car non-inscrits, les migrants savent désormais que le *Padrón* peut leur être bénéfique. D'abord, y être inscrit constitue une preuve de la présence sur le territoire espagnol. Ensuite, y être inscrit donne également accès aux services sanitaires.

l'argent qu'il gagne en vendant des disques au marché le dimanche. Il a une petite amie espagnole et son apparence est soignée. Il est poli et un peu intimidé en ma présence. En conflit avec son père, il n'a pas pu renouveler ses papiers et est en situation irrégulière. Je retrouve Boba en 2007. Il n'est plus avec sa petite amie et refuse, dans un premier temps, de me dire où il habite. Je constate également que son cercle d'amis n'est plus le même. Auparavant plus ou moins proche de ses compatriotes, ces derniers ne font plus partie de son réseau. Au bout de plusieurs semaines de conversations informelles, Boba m'apprend qu'il est désormais sans domicile-fixe et me conduit au Centre d'urgence de la Croix Rouge, où il loge, et à la Casa de los Pobres, où il mange le midi. Il est donc déjà en contact avec le monde institutionnel, mais uniquement dans une logique de survie (dormir et manger). À ce moment là, il ne bénéficie d'aucun suivi personnel. Il me montre également l'endroit où il garde secrètement ses quelques affaires : un petit sac caché dans une ruine abandonnée. Comment en est-il arrivé là ? C'est après avoir vu ses disques confisqués que Boba s'est retrouvé dans une situation d'endettement, le conduisant à devoir quitter son appartement. Après quelques passages conflictuels chez des compatriotes[115], le jeune sénégalais décide de se débrouiller seul et noue des liens avec des personnes dans des situations similaires. En 2007, j'observe, au fil des semaines, son apparence se dégrader et constate que l'alcool, la drogue, la violence et les vols sont de plus en plus présents dans son quotidien. Caritas est au courant de la situation, ils ont notamment été contactés par l'hôpital de la ville qui leur apprend qu'il a été poignardé[116], et me demandent d'accompagner Boba au service de désintoxication de la Croix Rouge. Le jeune sénégalais entame par la suite un accompagnement spécialisé. Néanmoins, devenue une personne de confiance, il me montre comment il dissimule du vin dans des bouteilles de soda afin de tromper son thérapeute. Le suivi se révèle plus comme une façon d'occuper les journées, et ce dans un cadre loin de la rue où règne la violence, que d'une véritable envie de s'en sortir. Parallèlement, il est convoqué au tribunal pour vente de disques piratés dans une région voisine. Les avocats de Caritas s'investissent dans la préparation de son procès, mais ne peuvent pas exclure une expulsion vers le pays d'origine. Bouba décide finalement de ne pas se présenter au tribunal. Après s'être bagarré au centre d'urgence de la Croix Rouge, il en est exclu. L'assistante sociale de Caritas lui trouve ensuite une place dans un autre hébergement. À ce moment là, en juillet 2007, je quitte Salamanque. Lorsque j'y

[115] On l'accuse de voler notamment.

[116] Cet exemple témoigne du dialogue constant entre les différentes institutions, qu'elles assistent spécifiquement la population migrante ou non.

reviens, en janvier 2008, j'apprends que Bouba ne serait resté que quelques jours dans le logement en question, puis il aurait quitté la ville « avec des Roumains ». Soit une mobilité s'inscrivant dans une stratégie de survie : à Salamanque, il a désormais des ennemis. En 2009, j'apprends que Bouba serait revenu quelques jours à Salamanque pour « visiter » et qu'il est toujours avec « les Roumains ». D'ailleurs, d'après mes informateurs l'ayant croisé, il parlerait désormais « couramment le roumain ». Bouba fait partie de ces migrants qui n'ont pas, ou plus, de projets de vie précis. Leur quotidien est plus une question de survie qu'autre chose. Et à partir de là, les institutions se présentent moins comme une ressource que pour ceux qui s'y approchent dans un but particulier.

Enfin il faut mentionner que tous les migrants rencontrés n'ont pas été en contact avec les ONG. Comme le dit Marco, un entrepreneur colombien :

> *Je ne suis jamais allé dans ces institutions. Enfin si, une fois je suis allé à Salamanca Acoge mais j'ai vu que cela ne me correspondait pas. Je pense que ces organisations c'est plus pour d'autres types d'immigrés, soit des gens qui viennent sans ressources, sans avoir étudié ou qui ont d'autres types de difficultés (Marco, Colombie, janvier 2008).*

Les étudiants ont eux aussi un contact peu important avec les ONG, beaucoup d'entre eux ignorant même leur existence. Parmi les étudiants rencontrés, c'est sous forme de volontariat qu'ils sont en contact avec ces structures.

2 L'ÉGLISE

L'église peut, elle aussi, jouer un rôle dans l'accueil, la construction de réseaux et les projets des migrants. D'abord, l'incapacité des ONG à accueillir l'ensemble des migrants souhaitant s'inscrire en cours de langues[117] a incité plusieurs paroisses à proposer de tels cours. Les migrants qui suivent des cours dans ce cadre vont généralement se diriger vers la paroisse se trouvant le plus près de leurs domiciles, ce qui favorise la création de liens avec des personnes habitant le même quartier, ou un quartier proche. L'église peut également proposer des services tels l'hébergement, généralement accompagné d'un suivi personnalisé et ou/la

[117] Les listes d'attente dans les ONG sont, en effet, très longues. Pour s'assurer que l'ensemble des places sont occupées, les « élèves » doivent respecter minutieusement les règles établies : venir à l'heure, prévenir lorsque l'on ne vient pas… Si l'on est absent un certain nombre de fois, on perd sa place. Les cours ont lieu tous les jours en début de soirée.

possibilité de travailler. Deux structures d'un tel type ont été identifiées dans la ville : le Centre d'accueil du Père Antonio et le Centre d'accueil du Père Damien. Nous verrons ici plus particulièrement le cas du premier. Il s'agit de reconstituer son histoire, décrire ses principales caractéristiques et rendre compte de l'utilisation que les migrants en font.

2.1 Le Centre d'accueil du Père Antonio

Le Centre d'accueil du Père Antonio se situe dans le Nord-Est de la ville, plus précisément dans le quartier Puente Ladrillo, l'un des quartiers les plus excentrés. La route pour s'y rendre paraît longue : on se rend à Garrido Norte, on traverse les voies ferrées, on se retrouve dans une zone résidentielle, on marche longtemps, puis on aperçoit l'église, puis une grande porte et le joli jardin qui se cache derrière. Je m'y rends en février 2008. Il fait beau, mais froid. Quelques habitants fument leurs cigarettes dehors. Je vais « dans la maison ». Dans la cuisine, ils ont allumé un feu. Certains discutent autour d'une table. Le Père Paco m'accueille et me fait visiter les lieux. La chambre où logent les habitants est le contraste même du joli jardin : une dizaine de lits superposés dans une petite pièce sombre. Certains sont dans leur lit et « font la sieste », d'autres lisent, jouent avec leurs portables… C'est dimanche et ils ne travaillent pas.

C'est depuis le début de son affectation à la paroisse du quartier, au début des années 1980, que le Père accueille dans sa maison des jeunes personnes se trouvant dans des situations difficiles. À cette époque, il n'existe pas de structures adaptées à ceux qui rencontrent des problèmes familiaux ou des problèmes liés à l'alcool ou à la drogue. Ainsi, c'est vers le Père que certains de ces jeunes se dirigent. Ils sont pour la plupart originaires du quartier et le connaissant déjà, ou bien ils ont été envoyés chez lui par la Croix Rouge ou par Caritas. À cette époque, l'ensemble des habitants du centre sont Espagnols.

À sa création, la fonction première du centre est celle d'offrir à ces jeunes un alternatif au foyer familial. Puis, dans un deuxième temps, le Père crée deux entreprises afin de donner la possibilité aux habitants de travailler et, ainsi, se responsabiliser et gagner de l'argent. Une entreprise est dans le secteur agricole, plus précisément dans l'élevage de moutons, et une deuxième dans le secteur de l'entretien.

Le premier étranger à venir habiter chez le Père serait un migrant Nigérien. Nous sommes alors en 1993. Puis d'autres Subsahariens sont venus. À la fin des années 1990, ce sont surtout des Latino-Américains qui fréquentent le centre. Au moment de l'entretien avec le Père Paco, en février 2008, 18 personnes habitent le centre : cinq Marocains, deux

Sénégalais, quatre Honduriens, trois Boliviens et quatre Espagnols. Les personnes ayant des problèmes de dépendance à l'alcool ou à la drogue, ce qui est le cas de l'ensemble des occupants espagnols, sont suivies par les programmes spécifiques de la Croix Rouge ou de Caritas. Pour les étrangers, il semble que c'est surtout leur statut de sans-papiers qui est à l'origine de leur présence dans le centre. La possibilité d'offrir des contrats permettant une régularisation existe grâce aux deux entreprises que possède le Père. En février 2008, plusieurs habitants du centre avaient ainsi pu obtenir des papiers[118]. Trois autres étaient rentrés dans leur pays d'origine avec un contrat de travail afin de revenir en Espagne de façon régulière. Rentrer au pays d'origine dans le but de revenir avec un visa représente un certain risque : l'obtention d'un visa de cette façon n'est pas systématique. Ainsi, certains préfèrent attendre les trois ans requis avant d'aspirer à une régularisation.

Cire, un migrant sénégalais, fait partie des habitants n'ayant pas voulu tenter un retour au pays : l'idée de ne pas pouvoir revenir représente une crainte trop importante. Originaire de Saint-Louis, où il travaille comme couturier, Cire est venu en Espagne par voie maritime. Avec les tenues qu'il coud pour la fête du Tabaski, il arrive à économiser assez d'argent, 800.000 FCFA, pour partir en pirogue aux Canaries : il a déjà essayé d'acheter un visa, mais l'intermédiaire est parti avec tout on argent. Il paye son voyage en pirogue 500.000 FCFA et laisse 300.000 FCFA à sa mère. Il quitte Saint-Louis en janvier 2007 et arrive à Las Palmas à Gran Canaria une semaine plus tard. Il reste là 40 jours avant d'être transféré à Madrid, puis dans un centre d'accueil de la Croix Rouge en Andalousie. Son projet est alors d'aller en Italie où il a de la famille. Néanmoins, il apprend que « c'est trop dangereux pour les sans-papiers là-bas ». Son frère, au Sénégal, a des contacts à Salamanque et lui dit d'aller là-bas. Ciré arrive alors à Salamanque en mars 2007 où il est logé dans un appartement dans le quartier Garrido. Sept hommes sénégalais habitent l'appartement. Cire ne les a jamais vus auparavant. Là il se lance dans la vente de disques dans les bars (jamais au marché, il n'est allé au marché qu'une fois, « pour acheter un sac »), mais ses colocataires lui conseillent cependant d'arrêter, jugeant cette activité trop dangereuse pour lui qui n'a pas de papiers (un de ses colocataires a déjà été jugé pour production de disques piratés), puis il accompagne un compatriote qui est chauffeur/livreur, mais là aussi ses colocataires lui ont dit de quitter cette activité (son compatriote était alcoolique). Il travaille ensuite un peu dans la construction,

[118] Si un statut de sans-papiers semble être à l'origine de la présence dans le centre, cela n'implique pas que les migrants quittent la structure une fois régularisés. Dans le chapitre VIII, nous verrons en détail le parcours d'un migrant sénégalais qui a pu se régulariser par le biais du centre d'accueil du Père Antonio et pourquoi il a, par la suite, fait le choix d'y rester.

mais son patron ne souhaite pas le garder étant donné sa situation irrégulière. C'est alors à ce moment-là qu'il entre en contact avec le Père Antonio. Cire part par la suite vivre dans ce foyer et commence à travailler dans l'agriculture et à prendre des cours d'espagnol dans une paroisse voisine. Son projet est de rester dans le centre le temps d'obtenir les papiers, puis d'aller en Italie où il a de la famille. Son parcours témoigne d'un projet qui se redéfinit en fonction de l'information recueillie (« L'Italie, c'est dangereux pour les sans-papiers ») et les opportunités qui se présentent (vivre et travailler dans un foyer). Pour Cire, il ne s'agit cependant pas d'une redéfinition totale : son projet reste celui d'aller en Italie. Néanmoins, à cause d'un contexte politique plus difficile que prévu, ce projet est « mis en attente ». Salamanque se présente ainsi comme un lieu de passage, un lieu où l'on s'arrête le temps d'obtenir les papiers pour ensuite poursuivre la route. Pour Cire, ce n'est pas l'existence de ce centre qui explique son arrivée dans la ville. En revanche, il se présente comme la raison pour laquelle il y est resté. Ne bénéficiant que d'un réseau très étroit – ses anciens colocataires ne sont que des connaissances de son frère et ne peuvent pas l'héberger dans la durée –, il ne serait certainement pas resté dans la ville si la possibilité de vivre chez le Père ne s'était pas présentée.

Enfin, le Père Antonio propose aussi un autre type d'appui à la population migrante salmantine : un appui associatif. Il est en effet le président de l'association des migrants latino-américains. Dans cette dernière partie du chapitre V, nous verrons alors de plus près les dynamiques d'association de migrants dans la ville.

3 LES ASSOCIATIONS DE MIGRANTS

S'il existe de nombreuses structures sur lesquelles les migrants peuvent s'appuyer, plusieurs groupes de migrants disposent également de leur propres associations. En 2006, et d'après les données de Caritas et de la Croix Rouge, on comptait sept associations de migrants dans la ville. Les groupes ayant un telle organisation formelle étaient les Nigériens, les Marocains, les Argentins, les Boliviens, les Péruviens, les Latino-Américains et les Sénégalais. L'ensemble de ces associations ont été approchées. Plus récemment, d'autres associations ont émergé. À titre d'exemple, les Sénégalais et les Péruviens comptent désormais deux associations chacun.

Les Brésiliens en auraient également une[119]. Enfin, un migrant chinois interviewé en 2009 me confie que les Chinois sont eux aussi sur le point de créer une telle structure.

Il ne s'agit pas ici de donner un tableau complet des associations de migrants à Salamanque[120], l'objet étant plutôt de démontrer l'existence d'une *dynamique d'organisation collective*. À partir de l'exemple de quelques associations, il s'agit d'interroger les conditions d'émergence de ces associations (Hily, 1993), leur rôle collectif au sein du groupe, au sein de la société d'accueil, mais aussi au sein de la société de départ. Enfin, il s'agit d'interroger le rôle de telles organisations au niveau individuel : s'inscrivant *a priori* dans des stratégies migratoires collectives, ces associations peuvent également s'inscrire dans des stratégies migratoires individuelles.

3.1 Historique des associations des migrants à Salamanque

La création de la toute première association de migrants date du milieu des années 1990. Elle regroupe des migrants aux origines différentes. Cette initiative est née d'une collaboration entre différents migrants et quelques personnes issues des ONG qui, timidement, commencent à se rendre compte de la nécessité de créer de telles organisations. Les ONG assistent encore aujourd'hui les migrants souhaitant se lancer dans de telles initiatives. En d'autres termes, les liens entre les associations de migrants et les ONG sont étroits, et ce depuis le début.

Abdou, l'un des premiers Sénégalais installés à Salamanque et dont le parcours fut présenté dans le chapitre IV, fait partie des migrants ayant participé à la création de cette première association. En tant que membre actif, il participe à différentes tables rondes organisées par Caritas, la Croix Rouge, la mairie de Salamanque, la sous-délégation du gouvernement ou l'Université. C'est lors d'un événement important, ayant lieu à l'Université, que l'idée de créer une association sénégalaise lui vient. Nous sommes alors en 1998. Comme il le dit, « j'ai pensé qu'avec tant d'opportunités [de se faire entendre], il fallait en profiter et je suis allé à Caritas pour leur en parler [121] […] Bon, on a fondé l'association avec Caritas et on l'a officialisée » (février 2006 [M2]). L'association des Sénégalais est ainsi née suite aux démarches et à l'investissement d'une personne ressource au sein du groupe. Nous

[119] Il s'agit d'une information donnée par un Brésilien. Je n'ai pas été en contact avec cette association et je n'ai pas eu la confirmation de son existence auprès de la mairie.
[120] Il est possible qu'il existe des associations de migrants dont j'ignore l'existence.
[121] On remarque l'utilisation de termes tels « opportunités » et « en profiter ».

reviendrons à Abdou plus tard : président de l'association en question jusqu'en 2003, il est aujourd'hui responsable d'une autre association, créée en 2008.

Pour l'association des migrants latino-américains, c'est le Père Antonio qui est à l'origine de sa création en 2000. À cette époque, les Latino-Américains du quartier sont de plus en plus nombreux à venir à la paroisse locale. Le Père les incite alors à créer une association afin d'« aider les compatriotes qui sont en train d'arriver ». Son souhait est que « les migrants eux-mêmes s'organisent afin d'avancer dans la vie » (Père Paco, février 2008). Dans un premier temps, le Père fait figure de président officiel de l'association. Au moment de renouveler les mandats, il souhaite laisser sa place à quelqu'un d'autre. Néanmoins, comme le dit un autre Père religieux de la paroisse, « le Père Antonio inspire aux migrants de la confiance et ils n'ont pas voulu élire un nouveau président ». Ainsi, huit ans après sa création, le Père Antonio est toujours le président de cette association.

Ces deux exemples témoignent de conditions d'émergence différentes. Si la première association est le fruit d'une initiative ayant eu lieu *à l'intérieur* du groupe de migrants, cela n'est pas le cas pour la deuxième. Un dénominateur commun se dégage toutefois : celui d'une collaboration étroite avec le monde institutionnel (ONG, l'Église…) Cette observation vaut pour l'ensemble des associations auprès desquelles je me suis approchée.

3.1.1 Le rôle au sein du groupe

Quel est le rôle de ces associations au sein du groupe migrant ? Pour y répondre, il convient, dans un premier temps, d'aller chercher les motivations exprimées dans les prospectus et/ou sur les sites internet[122].

L'association des résidents boliviens à Salamanque

« L'association des résidents boliviens à Salamanque s'est créée afin de promouvoir l'intégration des Boliviens et des Boliviennes, soit une intégration basée sur le respect et la solidarité de la part de la société espagnole […] Les objectifs [de l'association sont] : a) informer et orienter les compatriotes sur les modalités de leur séjour, b) organiser des événements qui permettent de promouvoir nos cultures et nos identités et participer aux activités organisées par d'autres associations de migrants, d'institutions humanitaires, étatiques et privées, c) participer à des festivals qui permettent de promouvoir la culture brésilienne et c) organiser des ateliers , des séminaires et des formations avec l'appui des institutions espagnoles.

L'association Maison Pérou

[122] Il s'agit ici de la traduction des objectifs des cinq associations disposant d'un prospectus et/ou d'un site internet et qui figurent dans les données qui m'ont été transmises par la Croix Rouge en 2005. Pour les associations des Argentins et des Sénégalais, ce sont leurs sites internet qui ont été consultés, pour les autres il s'agit des données telles qu'elles figurent dans les prospectus des associations.

« L'objectif central de l'association de Péruviens est de a) réaliser l'interconnexion entre les immigrés péruviens dans la communauté de Castille Leon, b) promouvoir et préserver l'héritage et l'identité autochtones (en général) et c) préserver les racines culturelles des résidents péruviens en Espagne ».

L'association Maison des Argentins à Salamanque

« Les objectifs pour lesquels l'association a opté peuvent se résumer de la façon suivante : a) Fournir de l'information et des conseils à tous les immigrés argentins, en transit[123] ou résidants, en Castille Leon et, surtout, à Salamanque sur leurs droits tels qu'ils sont stipulés dans la loi organique 4/2000, b) organiser des événements, des séminaires et/ou des rencontres afin de préserver notre identité et ses liens avec le peuple espagnol, et ce en vue de promouvoir l'échange culturel entre les deux nations, c) organiser des activités sportives et récréatives au sein de la communauté argentine de Castille Leon, d) fournir une assistance de soutien au peuple argentin en envoyant des médicaments, des matériaux scolaires, des vêtements et autres produits de première nécessité, e) participer au développement autonome et durable des collectivités argentines étant dans des situations sanitaires, nutritives et éducatives vulnérables, f) organiser des événements afin de promouvoir nos coutumes et identités et participer à des événements organisés par des institutions humanitaires telles la Croix Rouge espagnole, Caritas etc., g) signer des conventions avec des établissements publics, avec d'autres organisations à but non-lucratif et avec des institutions humanitaires, et ce afin d'accomplir les objectifs ici mentionnés ».

L'association des immigrés hispano-américains

« Nous sommes une association d'immigrés majoritairement latino-américains avec une intention très claire : gagner de la visibilité comme collectif afin de développer des projets qui sont bénéfiques pour ceux qui, pour une raison ou une autre, ont décidé de venir dans ce pays et, pour le moment[124], s'installer dans la province de Salamanque. Nous souhaitons nous appuyer mutuellement lors des premières étapes d'adaptation et de choc culturel. L'expérience migratoire est l'une des expériences les plus difficiles à affronter pour un être-humain. Nous avons alors formé une communauté allant au-delà de la seule résolution de problèmes à caractères pratiques. Les objectifs [de l'association sont de] a) donner de l'aide solidaire, b) veiller sur le bien-être des familles, c) chercher l'intégration pleine des membres, d) promouvoir et diffuser la culture de chaque pays représenté dans l'association, e) aider à valoriser le monde du travail et la création d'emplois, f) assurer, à travers la mairie, la gestion de la formation d'aide à domicile pour personnes âgées ».

L'association des Sénégalais de Salamanque

« Les objectifs [de l'association] sont de a) organiser des activités culturelles pour faire connaître la culture sénégalaise à la société d'accueil, b) défendre les droits des travailleurs sénégalais en Castille Leon, tant pour ceux qui ont le statut d'employé que pour ceux qui travaillent à leur propre compte (vente ambulante), c) informer sur les droits et les obligations de tout étranger qui prétend résider en Castille Leon et appuyer ses démarches administratives (régularisation, regroupement familial, renouvellement de papiers…), d) veiller sur les Sénégalais qui arrivent pour la première fois en Castille Leon, assurer l'accueil, l'information des ressources existantes, tout ce qui est nécessaire pour favoriser l'intégration, e) appuyer et promouvoir des activités orientées vers l'intégration des Sénégalais résidents en Castille Leon et soutenir les actions d'autres organisations qui travaillent dans cette direction, f) cultiver les relations avec d'autres associations, g) promouvoir et finaliser les projets destinés à la coopération et à la solidarité avec des pays en voie de développement, spécialement le Sénégal.

---

[123] On remarque que l'association elle-même souligne l'éventualité d'une présence migratoire à Salamanque non définitive.

[124] J'ai traduit *por el momento* par « pour le moment ». Ici aussi, l'éventualité d'une présence migratoire à Salamanque non définitive est évoquée donc.

Trois points communs se dégagent : favoriser « l'intégration » des migrants dans la société d'accueil, promouvoir la culture d'origine et, enfin, cultiver les liens avec d'autres réseaux formels. L'association des Sénégalais et celle des Argentins se distinguent par un objectif supplémentaire : la mise en place de projets de coopération avec le pays d'origine.

Le premier point, celui de favoriser « l'intégration », se rapproche des objectifs des ONG et autres institutions. Comme pour ces dernières, les associations de migrants *informent* leurs membres des ressources existantes. Certaines associations ont également leurs propres ressources. C'est le cas de l'association des migrants hispano-américains, qui, par exemple, dispose d'une *bolsa de trabajo* (« sac » de travail), constituant un système permettant de trouver du travail :

> *En fait, l'association a un téléphone, en ce moment c'est la secrétaire qui l'a, et les gens qui ont du travail à proposer ou ceux qui cherchent du travail l'appellent pour l'en informer. Elle a donc un carnet où elle note tout ça. Les personnes qui sont à la recherche d'un travail peuvent être en situation irrégulière ou non, mais la plupart sont en situation irrégulière puisque ce sont eux qui ont le plus de mal à trouver du travail. Il s'agit en effet surtout d'emplois un peu précaires, comme garder des personnes âgées. Donc comment on procède? Quelqu'un appelle la secrétaire puisque ils ont besoin de quelqu'un pour garder une personne âgée. La secrétaire leur parle des conditions à respecter et s'ils sont d'accord, elle envoie quelqu'un pour occuper le poste. Afin de s'assurer que tout va bien, elle continue à rester en contact avec l'employé(e). Avant on demandait deux euros pour assurer ce service, on voulait que ceux qui cherchent un emploi se responsabilisent [mais maintenant c'est gratuit]. On a pu trouver du travail à beaucoup de personnes par ce biais, surtout à des femmes, mais aussi à quelques hommes (Padre Paco, février 2008).*

L'association bénéficie également d'un système de prêt économique, permettant aux migrants de créer leur propre établissement commercial. Beatrice, une Colombienne, a ainsi pu ouvrir un kiosque situé dans le quartier Garrido Norte. Arrivée à Salamanque en 2001, où elle « a une amie », cette Colombienne travaille d'abord dans le secteur du ménage. Puis elle trouve un emploi dans une bijouterie. Pratiquante, elle s'approche de l'association des hispano-américains. En 2006, par l'appui de celle-ci, elle ouvre sa propre petite boutique. En 2008, elle affirme avoir le projet d'ouvrir un magasin d'accessoires : son kiosque lui apporte peu de bénéfices. « Mon truc ce sont les magasins d'accessoires ». En Colombie, c'était en effet dans ce secteur qu'elle travaillait. On note qu'un informateur Péruvien a lui aussi ouvert un kiosque dans le même quartier par le biais de l'association des hispano-américains. L'association des Boliviens quant à elle dispose d'un système de répartition d'aliments.

D'après le président, une fois par mois, environ 300 Boliviens, dont 70 enfants, reçoivent de la nourriture dans le cadre d'une distribution organisée dans une téléboutique « bolivienne » du quartier Garrido Norte[125].

Le deuxième point, promouvoir la culture d'origine, renvoie plus largement à des questions d'identité. Les associations sont souvent sollicitées pour participer à des tables rondes ou à des festivités culturelles, ce qui donne une certaine *visibilité ethnique* des groupes migrants au sein de la ville. La fête annuelle culturelle de la Croix Rouge ou la Semaine Latine, devenue aujourd'hui Salamanque latine et organisée par plusieurs acteurs institutionnels de la ville[126], en constituent deux exemples parmi d'autres. Les associations peuvent également organiser leurs propres festivités culturelles, liées, par exemple, à la fête nationale du pays d'origine. Ce deuxième cas de figure donne lui aussi une certaine visibilité du collectif : ces événements sont généralement cités dans la presse locale. La participation à ou l'organisation de tels événements dépendent des priorités de chaque association. En effet, si certaines sont très actives, d'autres le sont moins. Lorsque, dans les entretiens, les informateurs évoquent le manque d'investissement de l'association les représentant, c'est souvent le responsable qui est visé. En d'autres termes, même si une association représente une collectivité, pour cette même collectivité la représentation de l'association peut se réduire à une seule personne. Dans ce cas, l'envie de s'approcher et/ou s'investir dans cette structure dépendrait des liens déjà existants avec sa direction.

Le troisième point, cultiver les liens avec d'autres réseaux formels, est en relation avec les premiers. De par des liens étroits avec les autres institutions dans la ville, les associations peuvent se qualifier d'ouvertes. Il faut néanmoins noter que la circulation entre les différents réseaux associatifs et institutionnels concerne surtout les responsables des associations de migrants, faisant figure de véritables *network builders.* De par leurs compétences relationnelles, ce sont eux qui nouent et entretiennent ces liens.

---

[125] Il s'agit d'une téléboutique ayant ouvert après le recensement des commerces étrangers de ce quartier. C'est pourquoi elle ne figure pas dans le chapitre VIII où ces commerces sont présentés.

[126] La semaine latine fut organisée une première fois en 2008. Désormais, cet événement culturel est nommé *Salamanca latina*. Il s'agit d'une initiative regroupant les institutions et associations suivantes : l'institut de l'Amérique ibérique de l'Université de Salamanque, l'Association des immigrés Hispano-américains, l'association des Argentins, l'Association des Péruviens, Caritas, la Croix Rouge, Culture d'intégration et de danses ethniques de Bolivie (CIDEBOL), Oxfam, Manos Unidas, Red Iberoamericana de Animación Sociocultural (RIA), Salamanca Acoge et Santa Marta Acoge. L'événement dispose d'un site internet très complet (http://americo.usal.es/salamancalatina), avec notamment des liens vers des réseaux sociaux virtuels tels *Facebook* ou *Twitter*.

3.2 Les dynamiques associatives sénégalaises

Pour les raisons évoquées dans le chapitre II, la communauté sénégalaise est la communauté que j'ai le plus enquêtée. Nous tenterons ici de décrire et d'analyser les dynamiques associatives au sein de ce groupe à partir de la fête culturelle annuelle sénégalaise, la célébration du Grand Magal et nous évoquerons l'émergence d'une deuxième association sénégalaise.

Si la dynamique associative chez les Sénégalais est plutôt importante, surtout par rapport au nombre de migrants originaires de ce pays dans la ville, il ne s'agit cependant pas d'un fait propre à Salamanque. À partir d'un bilan des travaux portant sur les associations de migrants en Espagne, Gonzáles-Enríquez (2005) montre que les Sénégalais se distinguent des autres groupes de migrants dans le pays comme étant « particulièrement actifs dans la formation d'associations » (Gonzáles-Enríquez, 2005 : 4). L'auteur explique ce fait par les caractéristiques du Sénégal (société ayant une tradition communautaire et associationiste). Aucune autre différence entre les groupes de migrants en Espagne n'est relevée en termes de dynamiques associatives.

3.2.1 La fête culturelle annuelle sénégalaise

Lors des premières années d'existence de l'association, les Sénégalais avaient pris pour habitude d'organiser annuellement la fête de la Tabaski[127] dans El Encinar. À cette fête étaient aussi invités des Espagnols, notamment des voisins de El Encinar. Cependant, si certains tenaient à célébrer cette fête musulmane, d'autres ont pensé qu'il n'était pas approprié d'organiser une fête religieuse. Les Sénégalais ont alors eux-mêmes décidé que la fête du tabaski allait être remplacée par la fête nationale sénégalaise. Cette décision a d'ailleurs fait beaucoup parler d'elle dans les journaux locaux et le maire de Terradillos de l'époque disait qu'il « regrettait cette décision ». La mairie soutenait en effet cette fête et offrait même le mouton à sacrifier. Depuis quelques années, c'est donc la fête nationale sénégalaise, le 4 avril, que l'on fête dans El Encinar (Odden, 2006).

J'ai assisté à cette fête à trois reprises : en 2005, en 2007 et en 2008. En 2005, une semaine culturelle est organisée à cette occasion. Celle-ci comporte une exposition de photos du Sénégal, diverses conférences (une sur le tourisme au Sénégal et une deuxième sur les lois

[127] La Tabaski, également appelée « le fête du mouton », commémore le sacrifice d'Abraham et est célébrée chaque année dans les familles sénégalaise musulmane par le sacrifice d'un mouton.

de l'immigration), un repas dit de confrérie, un concert, un match de football et une table ronde portant sur l'expérience migratoire. En 2007, un premier changement est observé : la fête n'a plus lieu la semaine du 4 avril, mais au mois de mai. En effet, à cause du grand nombre de Sénégalais passant l'hiver, ou une partie de l'hiver, au pays, la date est reportée au mois de mai permettant à un plus grand nombre de personnes d'y participer. Cette année-là, seuls le repas et le match de football sont organisés. L'année suivante, en 2008, la période et la formule sont les mêmes. Il semble en effet que la personne responsable s'investisse de moins en moins dans l'organisation de tels événements. Si le repas et le match sont toujours à l'ordre du jour, c'est que cela semble correspondre à une attente de la part de la communauté sénégalaise. Pour celle-ci, l'association est avant tout associée à cette fête. Il s'agit d'un moment où l'on retrouve les compatriotes et salue les nouveaux.

« Hacemos une fiesta » : scènes observées

Le 22 mai 2008, j'assiste à une conférence de presse organisée par l'association des Sénégalais à l'occasion de la fête annuelle qui doit avoir lieu deux jours plus tard. La conférence a lieu dans les locaux de Caritas. Des représentants de l'ONG y sont présents. À l'heure où l'événement doit commencer, nous sommes cinq personnes présentes dans la salle : moi et quatre journalistes. Le président, en retard, vient en tenue de travail (il travail comme livreur la semaine et comme vendeur ambulant le week-end) et passe dans une pièce voisine afin de se changer. C'est en effet lors de sa pause déjeuner qu'il est venu tenir cette conférence de presse. Le président présente les banques Caja Duero et la Caixa, Caritas et la mairie de Terradillos comme les organisateurs [sponsors] de l'événement. Le programme est dévoilé et le « faire connaître la culture sénégalaise aux Espagnols » est révélé comme l'objectif principal de la rencontre. Trois représentants de la télévision locale viennent par la suite et installent leur caméra dans la salle. L'organisateur sénégalais poursuit son discours et souligne la bonne intégration de ses compatriotes dans El Encinar : « Ils sont comme des Espagnols ». Les journalistes sont ensuite invités à poser des questions. Surviennent alors les interrogations suivantes : Combien de Sénégalais y a-t-il à Salamanque ? (Réponse : environ 200). Y a-t-il des Sénégalais qui ont la nationalité espagnole? (Réponse : oui). Est-ce qu'une partie des activités liées à la fête va être organisée à Salamanque (et non pas dans El Encinar)? (Réponse : non, pas cette année). Dans quelle mesure la crise économique influence-t-elle la communauté sénégalaise ? À cette dernière question, le président répond que les Sénégalais « repensent actuellement le retour ». En d'autres termes, certains Sénégalais envisagent un retour plus précipité que prévu. Le 23 mai, la fête est annoncée dans la presse locale.

Le 24 mai 2008 je me rends dans El Encinar. Dans le bus, je rencontre un de mes informateurs sénégalais. Il a invité un ami brésilien, souhaitant lui monter « comment on fait

une fête sénégalaise ». Arrivée dans la cité, je me rends dans l'appartement où se préparent les plats qui vont être servis. Il s'agit de l'appartement du secrétaire de l'association. Auparavant installé dans un appartement plutôt ancien, je constate qu'il occupe désormais un logement d'un standing largement supérieur. Dans le salon sont présentes plusieurs filles sénégalaises que je n'ai jamais vues auparavant. J'observe qu'une de mes informatrices, du même âge que les filles, les salue, mais n'engage pas de conversations avec elles. Plus tard elle me dit « Je leur ai juste dit "bonjour, comment ça va" et des trucs comme ça. Au Sénégal on ne pose pas trop de questions ». Pour ces jeunes filles récemment arrivées, la fête se présente comme une occasion de se présenter aux « anciens ». Néanmoins, elles restent en retrait durant toute la fête et des liens plus profonds ne semblent pas se tisser[128]*. Une jeune fille chinoise en tenue traditionnelle sénégalaise est également présente dans l'appartement. Il s'agit de l'amie d'une des Sénégalaises. Ce sont les femmes qui cuisinent alors que les hommes portent les plats jusqu'au collège où va avoir lieu le repas. Lorsque l'heure du repas approche, ceux qui ne sont pas encore en tenues traditionnelles se retirent du salon et de la cuisine pour s'habiller. Le secrétaire me demande de repasser sa tenue ; une sénégalaise me demande conseil pour la tenue à mettre (elle en a emporté plusieurs) : elle est enceinte et ne souhaite pas que cela se voit : « Au Sénégal, on ne parle pas trop des grossesses ». Arrivés dans les locaux, nous nous asseyons et commençons à manger. Deux plats seront servis : un plat à base de viande et un deuxième à base de poisson. Les locaux ne comptent pas un nombre suffisant de chaises permettant à tous de s'assoir. Ainsi, certains Sénégalais mangent le premier plat très rapidement et laissent ensuite leur place. Ceux-ci mangent alors le deuxième plat debout dans le couloir. Je compte une centaine de Sénégalais, une trentaine de Marocains et une quinzaine d'Espagnols présents. Ces deux derniers groupes sont surtout des voisins de la cité. En plus du Brésilien et de la Chinoise déjà mentionnés, j'y retrouve également un de mes informateurs guinéens. Sa femme, récemment arrivée, m'a dit quelques jours auparavant qu'elle aimerait bien aller à cette fête pour « connaître et voir du monde ». Néanmoins, elle n'est pas venue. Ayant récemment eu un bébé, son mari me dit qu'elle est « mieux à la maison ». Après le repas, les participants sont invités à danser : les tables sont rangées et des chaises sont placées tout le long des murs. Lorsque la musique est sénégalaise, les Sénégalais dansent. Lorsqu'elle est marocaine, les Marocains dansent. Quelques Espagnols se joignent à eux. Mettre de la musique marocaine semble être une stratégie permettant aux voisins marocains de se sentir inclus à la fête. À la fin de l'événement, le président de l'association tient un discours en wolof. Plusieurs Sénégalais interviennent alors pour dire qu'il « faut parler espagnol ». Le président explique alors que la fête va se terminer puisque les locaux doivent être libérés. Soucieux de ne pas pouvoir quitter les locaux à l'heure convenue au préalable avec la mairie, plusieurs Sénégalais rangent rapidement la*

---

[128] J'apprends plus tard que ces filles font partie des Sénégalaises ayant été recrutées par le gouvernement espagnol, suite à un accord avec le gouvernement sénégalais, afin de cueillir des fraises pour une durée déterminée dans le Sud de l'Espagne et ayant, par la suite, « fui » ces même champs agricoles afin de rester en Espagne. Voir l'article de Chadia Arab (2009) sur les Marocaines à Huelva, recrutées dans une même logique ou celui de Michel Peraldi (2007) sur les situations précaires des femmes recrutées dans l'optique des « contrats en origine », soit « la traduction littérale de l'expression espagnole *"contratos en origen"* » (Arab, 2009 : 175).

salle. Certains affirment regretter que la fête n'ait pas duré plus longtemps. La moitié des Sénégalais à Salamanque auraient assisté à cet événement.

Carnet de terrain, mai 2008.

En 2009, un nouveau type d'événement s'ajoute à l'organisation de la fête annuelle. Il s'agit de la célébration du Grand Magal[129]. On revient alors à une célébration de caractère religieux. Auparavant fêté dans la sphère privée, soit dans un appartement de El Encinar, le Grand Magal est cette année organisé dans les locaux du collège de la zone résidentielle. Cette initiative serait celle d'un « nouveau » Sénégalais, Daouda. Arrivé en Espagne par voie maritime en 2006, ce jeune sénégalais se rend d'abord dans la banlieue madrilène. Puis, il vient s'installer à Salamanque en 2007. Il est fortement impliqué dans le Mouridisme et connait parfaitement les différentes *dahiras* d'Espagne, l'organisation interne des confréries[130]. Il constate qu'à Salamanque, l'organisation des Mourides est moins importante que dans d'autres villes espagnoles et sollicite le président de l'association des Sénégalais pour, dans un premier temps, mettre en place une célébration plus officielle du Grand Magal :

> *Lors de ma première année à Salamanque, j'étais nouveau et les gens ne me connaissaient pas donc je n'ai pas trop dit [à propos de leur façon de célébrer le Grand Magal]. Puis, j'ai commencé à connaître des gens et j'ai eu envie de faire quelque chose, de proposer quelque chose. Pour le Magal, j'en ai parlé à B [le président de l'association]. Il m'a dit que [célébrer ça de façon importante] ça allait être difficile, mais je lui ai dit qu'il faut le faire parce que l'islam c'est notre religion et le Magal c'est notre fête (Daouda, février 2009).*

Il est difficile de dire dans quelle mesure nous pouvons inscrire cette cérémonie dans le cadre de l'association. Néanmoins, c'est vers son président que Daouda s'est dirigé afin d'en parler. Par la suite, c'est le président qui a fait les démarches permettant de célébrer la fête dans les locaux du collège, qui organise la conférence de presse la veille de l'événement et qui est cité dans les journaux le lendemain de la célébration. Ce qu'il convient de souligner,

---

[129] Le Grand Magal est la plus importante célébration religieuse de la confrérie des Mourides. Les Mourides se rendent dans la ville sainte de Touba (Sénégal) lors de cette fête qui commémore le départ en exil de Cheich Ahmadou Bamba, fondateur de la confrérie.

[130] Marfaing écrit à propos des *dahiras* : « Dans les *dahira*, les *talibes* [ou les fidèles des marabouts] prient, apprennent le Coran et lisent les écrits de Cheich Ahmadou Bamba. Ils y apprennent ensemble les préceptes de l'islam et, par extension, des mourides : solidarité, travail et discipline » (Marfaing, 2003 : 44).

c'est que (le président de) l'association peut faire *figure de pont* vers d'autres organisations formelles.

En effet, Daouda souhaite mettre en place une « véritable *dahira* » à Salamanque, peut-être même acheter une maison où auront lieu les activités de cette organisation religieuse. C'est dire que les dynamiques associatives au sein de la ville sont elles-aussi influencées par les mobilités migrantes : lorsqu'une nouvelle personne ressource arrive, une nouvelle initiative peut prendre forme[131].

Photo 13 : Le repas servi lors de la fête annuelle sénégalaise (Photo : G. Odden, mai 2008).

[131] Cette initiative ne fait cependant pas l'unanimité au sein du groupe : à Salamanque comme ailleurs, l'ensemble des Sénégalais ne s'identifient pas au Mouridisme.

Photo 14 : Après le repas, les participants sont invités à danser (Photo : G. Odden, mai 2008).

Photo 15 : La célébration du Gran Magal (Photo, G. Odden, février 2009).

Photo 16 : Les femmes assistent à la cérémonie. Pour l'occasion, elles ont toutes mis des tenues traditionnelles. On remarque les femmes marocaines assises au dernier rang (Photo, G. Odden, février 2009).

3.2.2 L'émergence d'une deuxième association sénégalaise

Cependant, les initiatives associatives ne se créent pas uniquement par les « nouvelles arrivées ». Nous avons vu qu'Abdou, l'un des premiers Sénégalais à s'installer dans la région, a participé à la fondation de la toute première association de migrants à Salamanque, puis à celle de la communauté sénégalaise où il reste le responsable jusqu'en 2003. En 2007, il crée une nouvelle association, cette fois-ci en collaboration avec la mairie de la commune de Terradillos[132]. Il s'agit d'une association de développement, destinée à construire une école dans la commune de Meckhe, sa commune d'origine. Cette initiative s'inscrit dans une nouvelle lignée d'association de migrants à Salamanque. Si les associations liées au développement sont récurrentes dans des pays comme, par exemple, la France, il s'agit, en Espagne, d'un phénomène plus récent. La récapitulatif qui suit témoigne des différentes étapes de la création et de l'évolution de cette association.

[132] L'association s'inscrit dans le cadre de « projets de coopération internationale » du gouvernement espagnol.

Genèse de l'Association pour le développement de la commune de Meckhe (juillet 2007 – octobre 2008)

- Le 13 juillet 2007 se crée l'Association pour le développement de la commune de Meckhe (ADM) par huit habitants de la cité de El Encinar. Son objectif est de contribuer au développement économique, social, culturel et éducatif de cette commune de la République sénégalaise. Le premier projet de l'association, élaboré par ses fondateurs, est celui de construire une école.

- Le 25 juillet 2007, l'Association demande à être inscrite dans le registre national des associations du ministère de l'Intérieur.

- Le 10 décembre 2007, le ministère de l'Intérieur confirme l'inscription de l'association dans le registre national et communique son numéro officiel d'association.

- Le 26 décembre, l'association reçoit leur numéro d'identification fiscale.

- Le 25 janvier, l'association ouvre un compte bancaire.

- Le 30 janvier 2008, l'Association est officiellement présentée devant une cinquantaine de personne dans le collège de El Encinar. À la présentation assistent deux personnes de la mairie, dont le mairie, confirmant la participation économique de 25 000 € de la commune de Terradillos. Le lendemain, le journal local *El Adelanto* consacre une page entière à l'association et son projet. Deux jours plus tard, une interview avec le président et le secrétaire est diffusée sur la chaîne de télévision locale Canal4.

- Fin février 2008, l'association compte une bonne vingtaine de membres et plus de 500€ de cotisations et de dons ont été recueillis. Fin juin, l'association compte 60 membres et 3000€ de cotisations et de dons.

- Fin juin, les élèves du collège de El Encinar organisent un marché et la totalité de l'argent récolté est reversé à l'association (642,21€). Le président de l'association intervient dans le collège pour parler de Meckhe.

- Le 1er juin 2008, l'association participe à la deuxième édition de la fête culturelle de El Encinar, organisée par la mairie de Terradillos.

- En juillet 2008, le président et le vice-président de l'association partent au Sénégal pour participer *in situ* à l'organisation de l'achat des matériaux à utiliser pour la construction de l'école. Ils reviennent avec le compromis suivant : les travaux commenceront dès qu'un premier montant sera reçu le constructeur choisi.

- Le 1er août 2008, 3 100 €, provenant de cotisations des membres et de dons, sont versés chez le constructeur. Commencent alors les travaux.

- Le 19 août 2008, l'association signe un accord de collaboration avec la marie de Terradillos pour la gestion du projet. Celle-ci verse alors un premier montant, 6000€, sur le compte de l'association. Un nouveau virement sera effectué à partir du moment où les dépenses ayant eu lieu suite à ce versement seront justifiées.

- Le 1er septembre 2008 le constructeur émet une première facture pour les matériaux achetés, soit 4.000.000 CFA (6 097, 96€)

- Le 16 septembre 2008, l'association justifie, auprès de la mairie, les dépenses faites suite au premier versement.

- En octobre 2008, les fonds récoltés lors du concours de théâtre d'amateurs, organisé par la mairie de Terradillos et l'association « Ici on fait du théâtre » sont donnés à l'association, soit environ 700€.

- En octobre 2008, la totalité des briques nécessaires à la construction de l'école ont été achetées et les murs, d'une hauteur d'un mètre environ, de trois salles de cours (une de plus qu'initialement prévu), un entrepôt, un bureau et deux toilettes ont été dressés.

- À cette même période, l'association compte 72 membres, dont 52 Espagnols et 20 étrangers. La majorité des étrangers sont Sénégalais. Parmi les 70 membres résidents en Espagne, 49 sont originaires de Salamanca (dont 17 de Terradillos). Les autres viennent d'Asturies (1), d'Avila (1), de Barcelone (1), de Caceres (2), de Madrid (1), de Navarra (2), de Valladolid (4) et de Zamora (2).

Cette genèse, réalisée à partir du premier bilan officiel de l'association, témoigne d'une dynamique associative regroupant un grand nombre d'acteurs. Ces derniers sont impliqués de façon différente, allant des collégiens de la cité espagnole qui récoltent des fonds aux migrants sénégalais personnellement impliqués dans le projet. En 2009, d'autres acteurs s'investissent dans le projet : une société de consultation met en ligne, sur une base volontaire, le site internet de l'association[133] ; l'équipe de football de Barcelone offre à l'association un ballon signé par tous les joueurs stars du club ; la mairie de Guijuelo récolte et remet des vêtements destinés aux habitants de Meckhe ; l'Université de Salamanque fait le don de deux ordinateurs et d'une imprimante ; le conseil municipal de Salamanque accorde à l'association 4 988,52 € ; une école de la commune de Guijuelo fait le don d'équipement immobilier et l'association d'art Arte Miranda de matériaux scolaires. En décembre 2009, un reportage sur l'association, montrant notamment l'avancée des travaux – l'école compte maintenant deux étages –, est diffusé sur la chaîne régionale de la Castille Leon Cyl8 et l'on apprend que le rez-de-chaussée du bâtiment devrait accueillir les premiers élèves dès la rentrée de septembre 2010. On note également qu'en janvier 2010, l'association reçoit le prix de solidarité collective de la Croix Rouge pour l'année 2009.

Il est intéressant de noter que la plupart des membres[134] de l'association sont Espagnols. Cela s'explique par deux raisons : Abdou, vendeur ambulant, dispose d'un réseau espagnol étendu. Sillonnant les marchés de la région depuis les années 1980, il a noué des liens amicaux avec plusieurs de ses clients habituels. C'est ainsi, en discutant avec Abdou au marché, que certains Espagnols ont pris connaissance du projet et sont, par la suite, devenus membres de l'association. Si les Espagnols sont majoritaires, cela s'explique également par le faible intérêt que la communauté sénégalaise à Salamanque dans son ensemble porte pour cette initiative. En effet, pour beaucoup d'entre eux, ce projet est « le projet d'Abdou ». En parlant de l'association avec les migrants sénégalais, certains pensent que « ce que fait Abdou c'est bien » sans s'engager davantage. D'autres sont plus sceptiques, avançant des phrases telles : « Il va partir avec tout l'argent ». Pour d'autres encore, ce projet de développement aurait dû avoir lieu à l'intérieur du cadre de l'association sénégalaise déjà existante. Il s'agit

[133] www.meckhe.org
[134] La cotisation minimum mensuelle pour les membres de l'association est de 5€.

en effet d'une initiative ayant créé certaines tensions à l'intérieur du groupe sénégalais à Salamanque.

Abdou est au courant de ces quelques tensions. Elles ne semblent cependant pas le préoccuper. Conscient que la plupart de ses compatriotes ne s'investiront pas, ce sont les liens avec les institutions et les membres espagnols qu'il cultive[135]. Le rôle de l'association au sein de la société d'accueil n'est pas moindre pour autant : sa présence dans les médias et ses liens avec des acteurs différents participent à la construction d'une image positive des Sénégalais à Salamanque. Ce n'est cependant pas une association se présentant comme une ressource pour l'ensemble de la communauté sénégalaise au même titre que les ONG ou « l'autre » association sénégalaise. D'une manière générale, les associations de développement s'inscrivent moins dans des stratégies migratoires collectives que dans des stratégies migratoires individuelles. Ainsi, il s'agit surtout d'un projet s'inscrivant dans le parcours migratoire d'Abdou. De Meckhe à Salamanque, en passant par la Libye, l'Inde et Madrid, Abdou fait partie des migrants ayant plutôt réussi leur expérience migratoire. Déjà propriétaire de trois maisons au Sénégal, soit des symboles visibles de réussite, cette initiative de développement s'inscrit dans une attente des villageois. Comme l'écrit Lacroix à propos des motifs des migrants à s'investir dans des projets de développement (2005), « leur implication, l'effort de solidarité, est […] liée à leur devoir de migrant, à cette dette qu'ils ont contractée à leur départ » (Lacroix, 2005 : 75). En ce sens, le choix d'Abdou de donner à l'école le nom de son père décédé, lui-même originaire du village, est plutôt significatif. Pour ce migrant, c'est le fait de *pouvoir* créer une telle association qui se présente comme une ressource, ici et là-bas.

***

Nous avons ici vu trois types d'organisations formelles : les ONG, l'Église et les associations de migrants. Concernant les ONG, il semble que la « bonne » utilisation des organisations est animée par un projet de départ, qu'il s'agisse de l'apprentissage de l'espagnol, l'obtention d'un travail, d'un logement ou de papiers, le suivi d'une formation professionnelle ou autre. En l'absence d'un projet défini, comme c'est le cas pour les migrants dont le contact avec ces

[135] L'ambassade sénégalaise constitue un exemple. Selon la mairie de Terradillos, elle payera les frais de douanes de l'import du matériel récolté. Concernant les membres espagnols de l'association, on note qu'Abdou souhaite organiser un voyage au Sénégal leur permettant de voir *in situ* l'école dont ils ont assuré une partie du financement.

institutions ne relève pas de leur propre initiative, en faire une ressource se présente comme moins évident. Le Centre d'accueil du Père Antonio, quant à lui, représente pour les sans-papiers une véritable *étape* dans leur parcours, incluant tous les aspects de la vie quotidienne : logement, travail, repas, bavardage, conflits… Là aussi la réussite de l'intégration dans la maison est liée à un projet de départ : celui d'obtenir des papiers. Lieu où la clandestinité est légale, le centre accueille une diversité ethnique qui doit co-vivre dans un espace limité. Les liens noués ne semblent cependant pas être des plus intimes. Comme le remarquait Anderson dans son étude sur les *hobos*, la proximité n'implique pas forcément familiarité, ni intimité (Anderson, 1993). Enfin, l'*intégration*, le *network building* et la *visibilité* ethnique se dégagent comme les principaux objectifs des associations migrantes dans la ville. Quant au rôle de ces organisations dans le parcours des migrants, c'est surtout dans ceux de leurs pionniers qu'elles se présentent comme une ressource.

CHAPITRE VI
LES PRATIQUES DE LA VILLE

Comment les migrants à Salamanque habitent-ils la ville ? Comment ils se l'approprient, l'investissent, la pratiquent ? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre dans ce chapitre. Après avoir brièvement abordé l'usage du quartier, des parcs et de la rue, nous décrirons et analyserons plus en détails deux lieux de « l'ethnicisation » de la scène urbaine : la marché hebdomadaire et la scène nocturne.

1 PRATIQUER LA VILLE

1.1 Des noms de quartier peu connus et un usage limité

Dans les entretiens réalisés avec les migrants, ce sont les questions liées à l'usage du quartier et les lieux fréquentés à l'échelle de la ville qui ont été les plus difficiles à approfondir. D'abord, très peu d'informateurs connaissent le nom de leur quartier. En effet, seuls quelques informateurs résidant à Garrido ont pu identifier la dénomination administrative de leur quartier. Ce quartier se distingue des autres et sera étudié plus en détail dans le chapitre VII. Les autres informateurs ont soit répondu « qu'ils ne savaient pas », soit donné le nom de leur rue lorsque je leur ai demandé dans quel quartier ils vivaient. L'extrait d'entretien suivant illustre le type de réponse donnée à cette question :

> - *Tu sais comment s'appelle ce quartier ?*
> - Ce quartier non, mais la rue c'est *calle de los niños*[136]
> - *Mais tu ne connais pas le nom administratif du quartier*
> - Non, je sais que j'habite la « calle de los niños », c'est tout (rires) ! (Amina, Sénégal, mai 2008).

Cette tendance peut s'expliquer par deux facteurs. D'abord, Salamanque est une ville relativement petite et la délimitation en termes de quartiers se présente comme moins importante que pour des villes plus grandes. Ensuite, beaucoup des migrants interviewés habitent la ville depuis peu de temps. Nous pouvons penser que de telles connaissances se construisent dans la durée.

---

[136] Nom fictif.

Les informateurs ont aussi été peu bavards en ce qui concerne leurs pratiques du quartier. Certains affirmant n'y faire que « passer et partir » :

> *- Est-ce que ce quartier c'est un quartier que tu fréquentes beaucoup ? Par rapport aux commerces ou…*
> - Non, je vais plus loin. Je fais mes courses à Carrefour. Et aussi, comme les autres Sénégalais habitent un peu loin d'ici, eh bien ce quartier c'est juste pour passer et partir (rires)! (Amina, Sénégal, mai 2008).

Une autre informatrice, Hawa, également Sénégalaise, habite le quartier de la gare (quartier voisin du quartier Garrido). En lui demandant de parler des lieux où elle a l'habitude de faire ses courses, elle me répond qu'elle « fait toutes ses courses dans les magasins situés sur la Plaza Mayor ». Ici, il semble que c'est une pratique idéalisée qui est transmise. L'image quelque peu luxueuse de la Plaza Mayor pourrait faire qu'elle se présente, aux yeux de certains, comme un lieu idéal pour faire ses achats. On n'y trouve cependant aucun magasin alimentaire, faisant de la Plaza Mayor un lieu peu probable pour les courses.

D'autres, lors des entretiens, ont énuméré un certain nombre d'établissements commerciaux de proximité qu'ils fréquentent tels la pharmacie ou la boulangerie, parfois le bar du coin. Cependant, il a là aussi été difficile de creuser, d'avoir plus d'informations que le simple nom du lieu. Pour mieux cerner ces pratiques, il a donc fallu entrer par un lieu déterminé, soit le quartier Garrido : c'est surtout ici que de telles pratiques ont été identifiées. Nous y reviendrons alors dans le chapitre suivant.

1.2 Au-delà des quartiers

Quant aux pratiques de la rue et des parcs à l'échelle de la ville, c'est plus par le biais d'observations et de conversations informelles qu'elles ont pu être identifiées : parmi les migrants interviewés, de telles pratiques ont suscité peu de réponses me permettant d'approfondir le sujet. Certains affirmant même qu'ils ignorent l'existence d'espaces verts dans la ville. Cela peut s'expliquer par l'origine et le type de migrants avec qui un entretien formel a été effectué : peu de migrants latino-américains ou de migrants sans domicile fixe ont été interviewés de manière formelle, soit les deux groupes pour qui les parcs (latino-américains) ou la rue (sans domicile fixe) se présentent comme des lieux de socialisation importante.

1.2.1 L'usage des parcs

Chez la population latino-américaine, l'utilisation de l'espace public, surtout les places et les parcs, est élevée, allant jusqu'à l'appropriation. La *Plaza de Burgos* en constitue un exemple. Située à l'ouest de la ville, à proximité d'une grande surface commerciale – un Carrefour –, cette place est entourée de grands blocs d'immeubles la rendant difficilement visible depuis la rue. Il faut, en d'autres termes, connaître l'endroit pour avoir l'idée de s'y rendre. C'est un Espagnol qui m'en parle une première fois : il habite le quartier et me dit que « beaucoup de Latinos y viennent la samedi pour jouer au basket ». Lors de l'entretien réalisé avec le président de l'association des Boliviens, je demande des précisions à propos de ce lieu. Il m'apprend alors que ce ne sont pas « les Latinos », mais les Boliviens qui se retrouvent sur cette place tous les samedis après-midis. Cela m'est également souligné par le président de l'association des Péruviens. L'image de la place chez les Espagnols (place fréquentée par les « Latinos ») et les Latinos eux-mêmes (place fréquentée uniquement par les Boliviens) n'est ainsi pas la même.

Le parc *Parque de los Jesuitas* constitue un deuxième lieu où la présence de migrants issus des pays de l'Amérique latine est visible d'une part, et évoquée par les migrants latino-américains eux-mêmes comme un lieu qu'ils fréquentent régulièrement d'autre part. À titre d'exemple, si les Boliviens se retrouvent sur la *Plaza de Burgos* le samedi, le dimanche c'est plutôt dans le *Parque de los Jesuitas* qu'ils vont venir. Ils ne sont cependant pas les seuls : des Équatoriens, des Péruviens et autres nationalité latino-américaines s'y retrouvent aussi. Il s'agit aussi d'un endroit très populaire chez les étudiants étrangers souhaitant prendre un bain de soleil, pique-niquer ou tout simplement « se reposer ». Les Espagnols y sont également nombreux, faisant du parc un lieu pratiqué par des personnes aux statuts et origines divergents.

Si, dans le cas de la *Plaza de Burgos,* nous pouvons parler d'une *appropriation* d'un espace public (absence d'autres nationalités que la bolivienne, peu de place pour d'autres groupes[137]), pour le *Parque de los Jesuitas* il s'agit plutôt d'une *utilisation* d'un tel espace (présence de plusieurs nationalités, beaucoup de place pour d'autres groupes).

---

[137] Lorsque je parle ici en termes de « *place* pour d'autres groupes », je parle moins de la superficie de l'endroit que de son ambiance générale. En fait, c'est avec un informateur brésilien que je me suis rendue sur ce lieu. Lui comme moi, nous avons senti dans les regards discrets des personnes présentes un certain scepticisme nous donnant l'impression que « ce lieu n'était pas le nôtre ». Ne connaissant qu'une seule personne à l'intérieur de la communauté bolivienne à Salamanque, je n'ai jamais pu « négocier ma place » au sein de ce groupe. Pour ce

Photo 17 : Plaza de Burgos. Le 28 février 2009, jour de ma visite, le temps était gris. Une centaine de Boliviens étaient présents dans le parc ce jour-là. Selon le président de l'association des Boliviens, « les femmes ne viennent pas trop en hiver ; il fait trop froid ». Effectivement, nous y avons observé une majorité d'hommes, la plupart d'entre eux présents sur le terrain de basket (photo : G. Odden, février 2009).

Photo 18 : Les femmes observent les hommes qui jouent au basket. Certaines n'ont pas souhaité être photographiées. En revanche, elles m'ont proposé de photographier les enfants (photo : G. Odden, février 2009).

---

faire, il aurait fallu plus de temps. Et à partir de là, j'aurais pu peut-être, moi aussi, avoir « ma place » sur la *Plaza de Burgos*.

Photo 19 : Le parc se trouve à l'intérieur de gros blocs d'immeubles, récemment construits. Il n'est pas visible depuis la route principale ou depuis le centre commercial Carrefour. C'est certainement pour cela que beaucoup de Salmantins ne connaissent pas l'endroit. On note également que l'ensemble des personnes sont habillées en survêtement, ceux qui ne jouent pas au basket également (photo, G. Odden, février 2009).

Des dynamiques similaires sont observées dans d'autres villes espagnoles, faisant parfois l'objet de conflits de taille entre la population migrante et la population autochtone. À titre d'exemple, González Pérez et Somoza Medina (2004) évoquent la tension à Mallorque dans un quartier de promotion publique des années 1970 entre des Espagnols originaires du Sud de la péninsule ibérique – arrivés sur l'île il y a trois ou quatre décennies – et des Équatoriens - installés dans la ville depuis quelques années seulement :

> *Chaque week-end, entre 200 et 400 Équatoriens se réunissent dans un parc public proche de ce quartier de résidence de population immigrante péninsulaire [...]. Alertés par la présence majoritaire d'Équatoriens, les résidents espagnols manifestent ces mêmes dimanches dans le but de faire pression sur les autorités publiques quant aux activités des Américains. Les uns argumentent qu'ils se concentrent uniquement avec l'intention de faire du sport, les autres les accusent de salir le parc, de provoquer du bruit et de vendre de la nourriture et des boissons sans l'autorisation municipale correspondante. Les affrontements entre voisins et immigrants se répètent tous les week-ends* (González Pérez ; Somoza Medina, 2004 : 15).

À Salamanque, les conflits ayant été identifiés se limitent à ceux évoqués dans la presse locale. Ceux-ci semblent peu importants. Les enfants migrants - ou enfants de migrants - se baignant dans des fontaines publiques lors des beaux jours constituent un exemple. Par ailleurs, nous reviendrons au cas du parc Garrido, situé dans le quartier du même nom, dans le chapitre suivant.

En abordant des thèmes liés à la pratique de la ville au-delà des quartiers (et hors les institutions abordées dans le chapitre précédent), deux lieux sont particulièrement évoqués dans les entretiens : la scène nocturne et le marché hebdomadaire.

2 LA SCÈNE NOCTURNE

La vie nocturne à Salamanque est très animée et constitue un cadre propice pour l'analyse des lieux de rencontres, des modes de sociabilité et des expressions identitaires.

Plusieurs aspects caractérisent la vie nocturne de la ville : les bars et les discothèques sont nombreux, se concentrant tous autour du vieux centre, à proximité de la *Plaza Mayor* et sur la *Gran Vía*[138], ils sont ouverts tous les jours de la semaine, on sort tard, c'est-à-dire vers minuit ou une heure du matin, il y a beaucoup de monde et aussi, généralement, beaucoup d'alcool. À la *Plaza Mayor*, dans les rues ou à l'entrée des bars, on trouve plusieurs dizaines de personnes distribuant des tracts avec les offres du jour de *leur* bar : *open bar*, deuxième consommation gratuite, etc. Pour attirer et fidéliser les clients, certains lieux organisent régulièrement des soirées à thèmes ou des concours, d'autres placent des danseuses peu habillées « en vitrine », etc. Même si ce sont essentiellement les étudiants de la ville qui fréquentent la scène nocturne, on y rencontre aussi d'autres acteurs, aux statuts différents, comme les migrants. À propos de statuts sociaux et vie nocturne, citons Magdalena Jarvin qui énonce qu'une première particularité de la sociabilité nocturne est qu'elle « a pour principe fondateur l'égalité des rapports et une non prise en compte *a priori* des statuts sociaux des

[138] Si l'on trouve un très grand nombre d'étudiants étrangers dans les lieux situés autour de la *Plaza Mayor*, sur la *Gran Via* on trouve plus de jeunes Espagnols et plus de Latino-Américains, certains affichant un style *hip-hop*. Ici nous avons par exemple croisé des musiciens équatoriens avec des jeans et t-shirts très larges, des casquettes cachant une partie du visage et une manière de marcher un peu « gangster ». Lorsque nous les revoyons jouer dans le centre quelques jours plus tard, c'est une toute autre identité qu'ils affichent : tenues, musique et danse traditionnelles.

interactants » et que « dans cette perspective, la scène nocturne se présente comme un théâtre dans lequel chacun interprète un rôle » (Jarvin, 2007, pp. 19-20).

Il s'agit alors de montrer comment la vie nocturne joue un rôle dans le processus de la socialisation et de la construction identitaire ; de décrire comment les migrants se mettent en scène face aux pairs et saisir les significations de cette mise en scène et, enfin, d'identifier les motivations de fréquenter - ou non - cette scène.

2.1 « Faire la fête à l'espagnol » ou le processus d'un apprentissage

Pour certains informateurs, la scène nocturne représente un monde qu'ils ne fréquentaient pas dans le pays d'origine. C'est alors à Salamanque qu'ils ont été introduits au concept de « faire la fête », avec tous ses ingrédients connexes (danse, drague, alcool, tabac…) Béa, une étudiante chinoise, raconte ses premiers pas dans la vie nocturne salmantine :

> *- Est-ce qu'il t'arrive de sortir ?*
> - Oui, des fois, mais pas souvent. Je suis sortie seulement trois fois depuis que je suis là [soit trois fois en quatre mois].
> *- Tu peux me parler de ça ? La première fois que tu es sortie par exemple, avec qui c'était et où est-ce que vous êtes allés ?*
> - La première fois c'était avec une fille chinoise qui vivait dans la même résidence universitaire que moi. On est sorti mais je ne me rappelle pas du nom du bar. On a pris une bière et on a dansé un peu mais rien d'autre d'intéressant. La seconde fois et la troisième fois, c'était avec des Espagnols, également de la résidence. La deuxième fois j'ai beaucoup… j'étais un peu saoule et un peu folle
> *- Folle ? Pourquoi ?*
> - J'ai beaucoup parlé
> *- Beaucoup ou trop ?*
> - Trop, ce n'est pas bien
> *- Tu as dit des choses que tu ne voulais pas dire ?*
> - En fait, j'ai dit « j'aime tes cheveux » à un Espagnol que je ne connais pas. Ça c'est un peu bizarre. Mais rien d'autre.
> *- Tu t'es sentie un peu…*
> - Oui, donc j'ai décidé de ne plus jamais boire de l'alcool
> *- Et la troisième fois, c'était ce week-end ?*
> - Oui, j'ai bu un peu et j'ai dansé un peu, mais tranquillement
> *- Si tu ne sors pas beaucoup c'est parce que… (elle m'interrompt)*
> - Oui, je pense que c'est très mal de boire beaucoup d'alcool et en plus je n'aime pas l'odeur du tabac
> *- En Chine tu sortais ?*
> - Jamais
> *- La première fois c'était ici ?*
> - Oui, en Chine c'est plus populaire d'aller au karaoké avec les amis que dans les bars et discothèques (Béa, février 2009)

On note que pour Béa, sortir à Salamanque est synonyme de sortir « dans les bars et dans les discothèques ». En Chine, en revanche, sortir c'est souvent « aller au karaoké avec les amis ». Faisant du modèle espagnol le modèle de référence lors du contexte de l'entretien,

elle répond par la négation lorsque je lui demande si en Chine il lui arrivait de sortir. Nous pouvons néanmoins penser qu'il est probable qu'elle allait au karaoké. Ainsi, ce n'est pas le fait de sortir qui est nouveau, mais les endroits fréquentés. Si, lors de l'entretien, Béa affirme ne pas sortir de manière fréquente, cela a évolué depuis. Ayant vécu dans le même appartement qu'elle, j'ai moi-même pu constater que les sorties se faisaient de plus en plus fréquentes. Béa étudie aujourd'hui à Barcelone. Sur *Facebook* elle a créé un album intitulé *Fiesta,* accompagné du commentaire suivant : *« Il fallait créer un album de fiesta. Je vais ajouter d'autres photos au fur et à mesure. La belle Ana*[139][amie espagnole figurant sur les photos]*, tu peux tagger*[140] *ces photos si tu veux »* (ma traduction).

Sofia, une étudiante coréenne, raconte qu'elle a été surprise par les relations peu formelles entre les filles et les garçons lorsque l'on fait la fête à Salamanque :

> - Une fois je suis allée à une soirée organisée par une Française. Il y avait ses amis français, mais aussi des Brésiliens et des gens d'autres pays. Et là, une chose qui m'a vraiment surprise c'est qu'une fille française et un garçon brésilien… ils se sont jamais vus auparavant et… (elle fait le geste montrant qu'ils se sont embrassés)
> - *Ils se sont embrassés ?*
> - Oui ! Ils avaient beaucoup bu et j'ai vu comment… En Corée, ce n'est pas possible d'embrasser quelqu'un que tu viens de rencontrer, comment dire… Donc l'autre jour, j'ai demandé à des amis si c'était normal ici, si c'est quelque chose que l'on peut faire. Et ils m'ont dit « oui, bien sûr, c'est normal, pourquoi on ne pourrait pas le faire ? » Mais en Corée, c'est impossible alors c'était comme un… on peut dire choc ?
> - *Choc, oui*
> - Un choc culturel
> - *Hmm, parce qu'en Corée il faut être un couple peut-être*
> - Oui, il faut être des petits-amis. Ça se fait uniquement entre petits-amis, pas dans une soirée comme ça. C'est pour ça que j'ai été un peu surprise (Sofia, Coréenne, février 2009)

Pour Pierre, un jeune demandeur d'asile camerounais, c'est également à Salamanque qu'il a commencé à fréquenter les bars et les discothèques :

> *Au Cameroun, je ne sortais pas parce que là bas je ne voulais pas adopter ce mode de vie. Si j'avais adopté ce mode de vie au Cameroun, je ne serais pas en Espagne aujourd'hui. Au Cameroun, je ne vivais pas avec ma famille, je vivais seul, et je savais qu'à la fin du mois il fallait payer ma maison, l'électricité, l'eau donc… non, je ne suis jamais sorti là bas, pas une seule fois. Tu sais, je travaillais au marché, du lundi au dimanche, pas toute la journée mais de 6h ou 7h jusqu'à 14h, donc aller dans des boîtes de nuit et faire des histoires, non. Parce que moi je réfléchissais : je voyais qu'autour de moi il n'y avait personne pour m'aider. Il fallait donc que je fasse attention à moi, parce que je devais construire ma vie. Moi je réfléchis beaucoup à ce*

---

[139] Nom fictif.

[140] « Tagger » est le terme utilisé sur ce réseau social lorsque la ou les personnes sur une photo sont identifiée(s).

que je fais car je suis responsable de tout acte que je commets. Donc c'est pour ça que je ne sortais pas au Cameroun (Pierre, Cameroun, février 2009).

Ne pas sortir dans le pays d'origine était donc, pour Pierre, un choix s'inscrivant dans une logique rationnelle. Nous pouvons même relier cette rationalité à son projet migratoire : il savait que s'il adoptait un tel mode de vie, ses chances de sortir du pays se réduisaient. Aujourd'hui, le jeune camerounais est un habitué de la vie nocturne salmantine, pour « passer le temps » et « connaître du monde » dit-il :

Quand je suis arrivé ici, j'ai commencé à aller en boîte parce qu'il n'y avait rien d'autre à faire. En ce moment je ne travaille pas alors vraiment, il n'y a rien d'autre à faire. Donc il faut sortir en boîte pour passer le temps. Parfois je suis dans mon lit, mais je n'arrive pas à dormir parce que je réfléchis beaucoup. Alors parfois je sors pour passer le temps et… le temps passe, le temps passe. Donc c'est pour passer le temps, oui […] Aussi, j'étais obligé de sortir pour connaître des gens. Parce qu'ici, si tu ne sors pas tu ne vas pas connaître des gens. C'est ça qui m'a poussé à sortir. Pour connaître des gens et… oui, faire des connaissance, quoi […] J'ai beaucoup d'amis que j'ai connus en boîte à Salamanque. Je trouve ça bien sortir et connaître des gens. Quand tu sors, quelqu'un te dit par exemple « lui, c'est un Sénégalais » et on se salue. Moi, je ne savais pas qu'il y avait des Sénégalais ici. C'est quand j'ai commencé à sortir que j'ai trouvé des Sénégalais et des Nigériens par exemple (Pierre, Cameroun, février 2009).

Une grande partie de la communauté africaine s'est en effet rencontrée en soirée. Si certains se contentent de se saluer (« on se salue parce que nous sommes des Africains »), d'autres ont pu tisser des liens plus profonds et se fréquentent à d'autres moments.

Même si c'est lors de son expérience migratoire que Pierre a commencé à sortir, son comportement s'inscrit toujours dans une certaine rationalité. Afin de ne pas dépenser trop d'argent, il ne prend avec lui que le montant nécessaire pour acheter une ou deux bières. Il peut également lui arriver de ne rien acheter du tout : « Il y a des jours où je décide de ne pas boire ». En 2007, lorsque je rencontre Pierre une première fois, j'observe un jeune homme plutôt discret. Sa tenue est simple (jean et pull/t-shirt « classiques »), il boit peu d'alcool, il ne fume pas et ne recherche pas d'aventures amoureuses. Il reste souvent au comptoir seul ou bien il discute tranquillement avec des compatriotes ou autres amis africains. Cette mise en scène de soi est la même lorsque je le retrouve en 2008 et en 2009.

Un scénario analogue est observé dans le cas d'Massoma. Ce dernier est lui aussi un jeune demandeur d'asile camerounais. Lorsque je le rencontre une première fois en 2007, c'est un garçon timide et réservé que j'observe. S'identifiant comme musulman, il me dit ni

boire ni fumer. Son cercle d'amis est surtout celui des jeunes volontaires du Centre culturel de Caritas. En 2008, Massoma apparaît comme moins timide et son apparence générale est plus « fashion » : petites tresses dans les cheveux, tenues vestimentaires soignées, des gros diamants dans les oreilles… En 2009, j'observe le jeune Camerounais boire et fumer, il sort plusieurs fois par semaine et son cercle de connaissances est très important. Il salue un très grand nombre de personnes, allant du videur aux étudiants étrangers, compatriotes ou autres migrants. Il « navigue » constamment entre différents bars et apparaît comme très distinct du jeune garçon rencontré deux ans auparavant. Il accepte de me voir dans le cadre d'un entretien – ce qui aurait pu permettre de mieux comprendre cette évolution – mais ne répond pas au téléphone lorsque je l'appelle. Lorsque l'on se croise ultérieurement, dans un de ses bars habituels, il me dit que « il y a tellement de filles qui l'appellent » et qu'il « ne savait pas que c'était moi ». Enregistrant mon numéro sur son portable – pour m'identifier –, il me promet de répondre à mon prochain appel. Néanmoins, lorsque je le rappelle, il ne décroche toujours pas. Si j'ai pu nouer des liens de confiance avec certains informateurs, comme Pierre[141], ce n'est donc pas le cas pour tous.

2.1.1 Trouver une fille, se jouer des identités

Une première motivation exprimée est celle de « connaître du monde » :

> *Quand je suis arrivé ici, je suis sortie pour connaître des gens. Tu rencontres beaucoup de personnes quand tu fais la fête. Et maintenant, je sais où se trouvent les meilleurs endroits, les meilleures personnes, où il faut aller (Marcelinho, Brésil, février 2009).*

Pour beaucoup de garçons, « connaître du monde » implique surtout de « trouver une fille »[142]. Certains cherchent une « histoire d'un soir », d'autres veulent une petite amie,

---

[141] C'est un informateur sénégalais qui m'a introduit à ce jeune camerounais, Pierre. Lors de notre première rencontre, dans la rue, il est très sceptique à mon égard. Je décide alors de ne pas le rappeler pour un entretien. L'ayant ensuite recroisé à plusieurs reprises sur la scène nocturne, c'est deux ans après notre première rencontre que je le (re)sollicite pour un entretien formel, chose qu'il accepte sans hésiter cette fois-ci. Le fait de fréquenter les bars et autres lieux similaires permet donc de nouer des liens de confiance avec certains migrants.

[142] La motivation de « trouver quelqu'un » peut également exister chez les filles. Néanmoins, les filles interviewées ne l'expriment pas.

d'autres encore, des sans-papiers notamment, cherchent une fille avec laquelle ils pourront se marier et, ainsi, régulariser leur situation[143].

Pour attirer les filles, chacun a sa stratégie. Alioune, Sénégalais, est un habitué des sorties nocturnes. Lorsqu'il sort, c'est toujours avec le même copain, également Sénégalais. « Il est *cool* comme moi », me dit-il lorsque je lui demande pourquoi il est toujours avec cet ami, et non pas avec ses colocataires avec lesquels il semble être beaucoup plus proche. Son lieu préféré, c'est la *Chupitería*, lieu de passage obligé pour beaucoup : ici un *chupito*, petit verre d'alcool fort, coûte 1€. Nombreux sont alors ceux qui passent par ce bar pour boire « beaucoup et vite », sans dépenser trop d'argent. Alioune appelle cet endroit « sa maison »; il le fréquente depuis plusieurs années et connaît très bien le patron et les employés. Ces derniers lui offrent souvent des verres, même des cadeaux (comme une montre avec les initiales d'une marque de bière etc.). Après la *Chupiteria*, Alioune et son ami vont généralement au bar situé juste à côté (le propriétaire est le même). Ici le duo achète toujours une bouteille de champagne. Alioune m'explique que c'est pour « attirer les filles ». En fait, lorsque les filles s'approchent et demandent pourquoi ils boivent du champagne, le duo répond qu'il fête l'anniversaire de l'un d'entre eux. Et ainsi se lance la conversation. Alioune peut alors se dire Français. J'ai aussi observé d'autres Sénégalais se comporter ainsi. Comme ils parlent souvent français, c'est plus crédible. Alioune peut également dire qu'il est Américain. Je lui demande ce qu'il fait si l'interlocutrice est anglophone. « Je dis, avec l'accent américain, que je suis là pour apprendre l'espagnol et que je préfère que l'on parle espagnol », me répond-il[144].

Après la *Chupitería* et le bar voisin, les deux amis Sénégalais continuent « la tournée ». Alioune salue ses compatriotes, mais les échanges ne vont pas plus loin. Pendant la journée, en revanche, il va recevoir ces mêmes personnes chez lui, aller manger chez eux… La nuit constitue en effet un cadre autre, et pour « trouver une fille », mieux vaut ne pas être un groupe trop important. Un certain nombre de Sénégalais récemment arrivés rentreraient en effet dans la typologie de « Sénégalais modernes » de Goldberg (2007) : des jeunes hommes entre 25-35 ans, de milieu urbain (Dakar) et ayant un niveau socio-éducatif plus élevé que ceux classés dans l'autre catégorie : les « traditionnels ». Aussi, Goldberg définit les

---

[143] L'été 2007, des sans-papiers récemment arrivés m'affirment que « le prix » à payer pour qu'une fille accepte un tel engagement (un « faux » mariage) est de 3000€.

[144] On m'a aussi « fait le coup » à moi : un Marocain me dit qu'il est Egyptien. « Du Caire ? », je demande. « Non, d'Alexandrie », me répond-il. Après cette première rencontre, je croise ce garçon à plusieurs reprises et sa nationalité marocaine lui devient difficile à dissimuler.

Sénégalais « modernes » comme des agents qui changent les relations avec « le toubab » et qui génèrent une continuité, mais aussi une rupture, vis-à-vis des normes et valeurs dominantes dans la société d'origine : « Ils s'habillent et se sentent plus attirés par l'Occidental », et « certains fument et boivent de l'alcool, presque obligatoirement, et beaucoup d'entre eux se consacrent à la " chasse" de femmes blanches » (Goldberg, 2007, p. 275, ma traduction). Aussi, et toujours selon Goldberg, pour ces Sénégalais, travailler n'est pas tout dans la vie, il faut aussi « en profiter ».

D'autres expriment le fait de « retrouver des compatriotes » comme la raison pour laquelle ils sortent le soir. Certains lieux se distinguent comme plus «ethniques » que d'autres.

> *Ma discothèque préférée, c'est El Sabor. C'est une discothèque latine et lorsque j'y vais, je rencontre mes amis et d'autres compatriotes. On prend un verre ou bien on discute juste […] On y trouve beaucoup de Brésiliens, mais c'est un bar multiculturel, c'est un bar avec des personnes originaires de différents pays. Souvent, il y a des fêtes brésiliennes, mais il n'y a pas que des Brésiliens qui viennent, il y a un mélange, tu peux y pratiquer la langue que tu veux ! Si tu veux apprendre le portugais, c'est là-bas que ça se passe […] Il y a genre deux autres bars aussi où sont organisées des fêtes brésiliennes. Le Brésil, c'est un pays très connu pour ses fêtes, même s'il n'y a pas que ça, et les gens s'approchent de ces bars où il y a des fêtes brésiliennes pour connaître un peu plus notre culture et pour la samba, ils apprennent à danser la samba (Marcelinho, Brésil, février 2009).*

2.1.2 La scène nocturne comme lieu de travail

Pour certains, la scène nocturne constitue leur lieu de travail. Marcelinho travaille la nuit dans un fastfood. Le Brésilien regrette de ne pas pouvoir profiter pleinement de cette ville festive qu'il décrit :

> *Mon travail, c'est un travail nocturne donc je ne profite pas de la vie nocturne, même si je fais partie d'elle. Mais Salamanque c'est une ville de fête. Si tu veux faire la fête, c'est du lundi au dimanche. C'est la fête tous les jours, aux heures que tu veux. Mais moi, même si je suis Brésilien – le Brésil c'est un pays de fête ! – je n'en profite pas beaucoup, je ne peux pas (Marcelinho, Brésil, février 2009)*

Par son travail, Marcelinho connait « l'autre côté » de la vie nocturne salmantine : celle des bagarres, des gens ivres, des menaces. En fait, à l'heure des sorties de boîtes, c'est souvent dans le fastfood où il travaille que les gens s'arrêtent pour manger un peu.

Marcelinho doit alors faire face à un grand nombre de situations, parfois dangereuses. Si cette « autre Salamanque » est relativement peu visible, elle existe[145].

Parmi les videurs on compte plusieurs étrangers[146]. Lamine, Sénégalais, exerce cette activité, en plus d'un travail salarié dans une entreprise, depuis plusieurs années. Son premier travail, il l'a obtienu après avoir été sollicité par un Espagnol qui s'entraîne dans la même salle de sport que lui. Les videurs semblent souvent circuler entre différents lieux[147] et, lors de ma dernière rencontre avec Lamine, c'est dans une discothèque de salsa qu'il travaille. Ce poste, il l'a obtenu par le biais d'un compatriote l'ayant « recommandé » au patron espagnol des lieux. Un soir, l'hiver 2008, je passe plusieurs heures avec Lamine sur son lieu de travail. S'agissant d'une discothèque située un peu à l'extérieur du centre, avec une clientèle plus âgée que celle des lieux décrits plus haut, j'observe comment Lamine reçoit les clients avec beaucoup de professionnalisme. Habillé en costume, avec un manteau noir plutôt chic et des gants, également noirs, il appelle les clients « madame » ou « monsieur » et leur ouvre élégamment la porte. Quand ces mêmes clients repartent, il sert la main à certains, échange des phrases plaisantes mais polies avec d'autres. Lorsqu'il doit refuser l'entrée à quelqu'un, il explique que « les baskets sont interdites » mais qu'ils peuvent revenir à une autre occasion si vêtus différemment[148]. Lorsque le ton monte, il arrive à gérer la situation en se montrant calme et compréhensif (« Je vous comprends, mais ce sont les règles »). Ce monde paraît loin du cadre du marché (où je l'ai observé vendre des disques piratés et habillé « à l'américaine » quelques mois auparavant), de son domicile (où je l'ai tantôt observé avec des petites-amies espagnoles, tantôt vu habillé en tenue traditionnelle, regarder la lutte sénégalaise à la télévision, manger sénégalais) ou de son quartier dakarois Camberene (où j'ai visité sa famille et ses amis, tous adeptes du mouridisme). Lamine fait partie de ces migrants qui savent

---

[145] En janvier 2009, un jeune garçon espagnol est mort suite à un conflit ayant eu lieu dans un bar situé sur la *Gran Via*. C'est Marcelinho qui me l'apprend lorsque j'arrive dans la ville une semaine après les faits.

[146] Beaucoup de bars ont des videurs et une certaine sélection existe. Nous avons vu des videurs refuser un étudiant chinois qui était en jogging (de marque Adidas, il nous dit qu'il ne savait pas que ça ne se faisait pas de sortir en survêtement), un étudiant anglais d'origine indienne qui portait un turban et des Africains parce qu'on ne les « connait pas » ou parce qu'il y a « une soirée privée ». Les videurs sont souvent eux-mêmes migrants. Nous avons observé une scène entre un Marocain et un Sénégalais où le videur marocain ne laissait pas entrer le Sénégalais. Le Sénégalais lui crie alors « Je fréquentais ce bar alors que toi, t'étais encore au Maroc ! » La sélection d'entrée reste néanmoins relativement souple.

[147] Des conflits, plus ou moins importants, peuvent être la raison du changement de discothèques des videurs. Lamine explique avoir quitté le premier lieu où il travaillait car son patron « ne le laissait pas travailler avec un blouson d'hiver ». Or, il avait très froid.

[148] D'ailleurs, plutôt que de devoir refuser ses propres compatriotes, ils leur a expliqué au préalable que s'ils souhaitent venir dans « sa discothèque », il faut venir « correctement habillé ».

circuler entre différents mondes sociaux, qui adaptent leur langage, leur tenues vestimentaires, bref « leur « savoir-être » en fonction de la situation.

3 LE MARCHÉ HEBDOMADAIRE

Le marché se présente comme une scène urbaine où l'implication des migrants et importante. À partir du marché hebdomadaire, il s'agit de décrire l'évolution de ce lieu et les tactiques de vente des migrants commerçants.

3.1 La vente ambulante en Espagne

Nous pouvons définir la vente ambulante comme « la réalisation d'une activité par des commerçants, hors d'un établissement commercial permanent, de forme habituelle, occasionnelle, périodique ou continue » (Euro Info Centre[149]). Cette activité peut être formelle ou informelle, parfois les deux. J'entends par une activité économique informelle « toutes les activités génératrices de revenus qui ne sont régulées par l'État et qui ont lieu dans des environnements sociaux où des activités similaires sont régulées » (Portes 1994 *in* Reyneri 2003 : 142, ma traduction). Je vais ici exclure de la définition de l'économie informelle le travail non-payé (il est difficile de distinguer, dans un lieu comme le marché, la différence entre « travail non-payé » et « coup de main amical/familial/solidaire »), mais je vais inclure la production et la distribution de produits contrefaits, considérés comme étant situées « entre l'économie informelle et l'économie illégale (Reyneri, 2003 : 142, ma traduction).

En Espagne, la vente ambulante a été pratiquée par les autochtones durant plusieurs décennies. Dans son étude sur les Sénégalais à Madrid, Wabgou (2000) montre que dans la capitale espagnole, ce sont les jeunes Espagnols - surtout des Gitans – qui pratiquent cette activité économique jusqu'à la fin des années 1980. L'activité est alors considérée comme normale et courante. Puis, avec l'expansion économique espagnole, la vente ambulante commence à être vue comme marginale par les autochtones et nombreux sont ceux qui se redirigent vers d'autres secteurs. Ce sont alors des exilés de l'Amérique latine, surtout des Argentins, qui vont prendre le relais. Au début des années 1990, ils sont remplacés par les migrants africains (Herranz 1994, *in* Wabgou 2000). Aujourd'hui, les Africains sont toujours

[149] Euro Info Centre, Bordeaux Aquitaine, Fiche pratique « La vente ambulante en Espagne » (www.centre.cci.fr document lu le 14 février 2010).

très nombreux dans la vente ambulante à Madrid. Ce fait peut se généraliser pour l'ensemble de l'Espagne. On note également, depuis quelques années, l'arrivée de nouvelles nationalités. Ce relais d'acteurs montre comment l'investissement des migrants dans la vente ambulante n'est pas un nouveau phénomène, mais représente un élément de continuité de modèles socio-économiques déjà existants (Odden, 2007). De même, les migrants ne sont pas à l'origine de l'économie informelle. En Espagne, comme dans d'autres pays européens, l'économie informelle est ancrée depuis longtemps et les migrants qui entrent dans ces pays trouvent dans cette économie des opportunités de travail riches et variées (Reynerie 1999 ; 2003, Kitty 2005).

3.2 *El rastro* ou « l'autre Salamanque »

Le marché de Salamanque a lieu tous les dimanches. Sa désignation en espagnole est celui du *rastro*, ce qui signifie « marché aux puces » en français. On y trouve principalement des habits de tout type, des chaussures et des accessoires (lunettes, bijoux, sacs, valises, ceintures…), mais aussi des CD et DVD, des objets de décoration, des gadgets divers et quelques antiquités. On n'y trouve pas d'aliments frais (sauf un vendeur de poulet grillé, placé à l'entrée), ni d'animaux vivants. En revanche, le lieu compte plusieurs bars où l'on peut consommer des tapas ou des frites.

Historiquement, le marché se déroulait le long du Rio Tormes[150]. Il y a quelques années[151], de par son expansion, il a été déplacé sur le parking du complexe sportif d'Alemedilla, situé à l'extérieur de la ville[152]. Le parking est aménagé afin d'assurer au mieux l'organisation du marché : il est divisé en plusieurs allées qui à leur tour sont subdivisées en de multiples parcelles de taille identique. Les commerçants achètent leur emplacement à la mairie. Celui-ci est fixe et attribué selon les disponibilités. Puisque l'entrée du marché donne sur l'allée numéro 1, c'est elle qui est la plus fréquentée et donc la plus prisée par les vendeurs. Certains se débrouillent pour obtenir un emplacement dans cette allée[153], alors que

---

[150] Depuis la Calle Rector Esperabé jusqu'au pont romain (*Vive y Descubre Salamanca*, León : Everest, année d'édition inconnue).

[151] L'année de ce déplacement, selon différents informateurs, a eu lieu « au début des années 2000 ». Dans certains guides touristiques, c'est encore l'ancien lieu qui figure.

[152] Ce complexe compte, entre autres, des cours de tennis et plusieurs piscines extérieures, très populaires en été

[153] En discutant des "meilleures allées" avec un vendeur sénégalais et un vendeur gitan, le premier demande au deuxième « comment il a obtenu un emplacement sur l'allée numéro 1 ». Le vendeur gitan répond alors qu'«il

d'autres doivent se contenter de l'allée numéro 4, située à l'opposé de l'entrée et peu fréquentée.

Les étudiants étrangers qui visitent le marché lors de leur séjour dans la ville sont généralement étonnés de découvrir un lieu si différent de ceux qu'ils fréquentent habituellement. Un informateur le désigne alors comme « l'autre Salamanque ». *El rastro* est en effet un lieu populaire. Le dimanche, l'ambiance est bien différente de celle de la Plaza Mayor[154]. Le marché est donc principalement fréquenté par des personnes issues des classes populaires. On y trouve peu d'étudiants et encore moins de touristes. Pour beaucoup, il s'agit plus d'un lieu de socialisation qu'un endroit pour faire ses courses. J'ai, lors de mes nombreux dimanches passés sur le marché, observé un grand nombre de visiteurs habituels, Espagnols ou non. Ayant développé des relations amicales avec les vendeurs, ils vont s'arrêter pour discuter avec eux, parfois même leur donner un coup de main. Une femme espagnole me dit :

> *Moi, j'habite El Encinar et il y a beaucoup de Sénégalais là bas. Je les connais bien et ils sont très sympas. Lorsque je viens ici au marché, je les aide un peu. Une fois, j'ai vendu avec Omar durant toute la semaine de la fête du mois de septembre (Maite, Espagnole, conversation informelle, juillet 2007).*

Pour d'autres, c'est un endroit où l'on se rend pour rencontrer des compatriotes. Amina, étudiante sénégalaise, raconte :

> *Quand je suis venue ici, c'était bien mais le Sénégal me manquait. J'avais envie de retrouver des compatriotes, de parler wolof, de vivre un peu la culture […] Et une fois, lorsque je me suis perdue dans la rue avec ma sœur qui est venue me voir, un vieux, un Espagnol, a été très gentil et il nous a un peu guidées. Il a demandé d'où on venait et on a dit « du Sénégal ». Il nous a dit qu'il y avait un marché sénégalais à la Plaza España [située dans le centre]. J'ai dit « ah bon ? » et il a répondu « oui, chaque dimanche ». Il s'est trompé d'endroit, quoi. Mais le dimanche suivant je me suis dit « aujourd'hui je vais connaître les Sénégalais, c'est décidé » et houp, je suis allée à la Plaza España. [Arrivé là bas] j'ai demandé « où est le marché du Sénégal ?» On m'a répondu, « ah non, ce n'est pas ici ». Heureusement j'ai vu l'autre là, K [une femme sénégalaise] de El Encinar, c'est le frère de…bon, je ne sais pas. Elle m'a mise en contact avec A qui était dans un bar à côté. Je l'ai saluée, on s'est*

---

s'est débrouillé », sans donner des indications précises. Il ajoute également qu'il a redessiné lui-même son carré, augmentant ainsi la surface.

[154] Le dimanche, la Plaza Mayor est fréquentée par un grand nombre de familles espagnoles, issues des classes moyennes ou de la bourgeoise salmantine et en tenue de dimanche.

présenté, des trucs comme ça et je lui ai demandé où était le marché […] Elle m'a dit « ah, le marché c'est un peu éloigné ». Donc elle m'a expliqué et j'ai poursuivi mon chemin avec une fille espagnole qui allait là-bas. Donc je suis arrivée là bas, j'ai vu des têtes, je les ai entendus parler et je me suis dit « youpi ! » (rires). Et quand je leur disais « Salamaalekum », ils me disaient « malekumsalaam » ! (rires) Et c'est là où j'ai connu D [aujourd'hui son meilleur ami]. Ils ont été trop sympa avec moi. K m'a offert un sac pour mon ordinateur… plein de trucs comme ça. [Ils ont dit] « t'es nouvelle, t'es nouvelle ? » (rires) C'était bien quand même. Les Sénégalais sont très, très, très solidaires. Ca quand même, c'est très bien. La solidarité qui se crée automatiquement comme ça (Amina, Sénégalaise, mai 2008).

La population gitane est le groupe le plus représenté parmi les vendeurs à Salamanque[155]. Les premiers étrangers à s'investir dans la vente ambulante sont arrivés dans la région dans les années 1980. Marocains ou Sénégalais, ils vendaient des produits tels que des montres, des sacs, des écharpes, des lunettes etc. Un entrepreneur sénégalais me raconte qu'à l'époque, il allait à la rue du Temple à Paris pour acheter la marchandise qu'il revendait à Salamanque :

En Espagne, à cette époque, il n'y avait pas encore de commerces proposant ce type de marchandise. On l'achetait à Paris et on la revendait en Espagne. Ça marchait très bien. Puis, les Chinois sont arrivés. [Ils ont ouvert des commerces] et ils ont cassé les prix. C'est à ce moment-là que j'ai quitté la vente ambulante. Aujourd'hui, je fais de l'import/export de voitures entre l'Espagne et le Sénégal et je fais du business avec des containers que je remplis en Espagne et que j'envoie au Sénégal (Dennis, entrepreneur sénégalais, février 2009).

Parmi les premiers vendeurs étrangers arrivés à Salamanque, certains sont toujours présents sur le marché. Actuellement, ce sont les Sénégalais qui constituent le groupe de migrants le plus important parmi les vendeurs. Ils sont une bonne centaine. On compte également quelques dizaines de Marocains[156], mais aussi quelques vendeurs originaires d'autres pays[157].

---

[155] Même si nous avons parle d'un "relais d'acteurs », la population gitane reste donc présente dans la vente ambulante.

[156] La plupart des Marocains au marché n'habitent pas, selon le président de l'Association des Marocains, à Salamanque, mais plutôt dans les autres villes de la région telles que Zamora ou Valladolid.

[157] Une enquête auprès de l'ensemble des vendeurs aurait pu me permettre de dire avec précision l'origine de chacun d'entre eux. Néanmoins, la possibilité d'effectuer un tel recensement a été écartée. Ayant adopté la stratégie de l'observation participante, me présenter avec un carnet aurait pu fausser celle-ci. On peut néanmoins noter que si les Sénégalais sont de loin les plus nombreux, suivis des Marocains, quelques autres nationalités sont présentes sur le marché. J'y ai notamment rencontré une famille commerçante du Burkina

La littérature qui traite des migrations sénégalaises met généralement en lien l'activité commerciale des Sénégalais avec le Mouridisme. Ici, je ne vais pas développer le rôle de cette confrérie musulmane en ce qui concerne l'implication des Sénégalais dans le commerce. D'abord, ce sujet a déjà été largement exploré dans la littérature. Ensuite, mes recherches sur le terrain ont démontré que si le Mouridisme joue un certain rôle dans la vie sociale des Sénégalais (comme par exemple la célébration du *Grand magal*), son rôle dans la vente ambulante est moins évident. De plus, tous les Sénégalais ne se définissent pas comme Mourides[158]. La priorité est ainsi donnée à l'explication que donnent les vendeurs eux-mêmes en ce qui concerne leur implication dans la vente ambulante :

> *Le marché, ça c'est typique en Espagne. Il paraît qu'il y en a dans le sud de la France, mais c'est vraiment typique en Espagne qu'ils organisent des marchés hebdomadaires. Avant, c'était les gitans qui faisaient ce genre de travail, eux seuls qui faisaient ce genre de commerce. Comme les immigrés noirs, principalement des Sénégalais, sont venus ici, ils n'avaient pas la possibilité d'avoir un travail normal donc ils ont pensé faire la même chose. Bon, je ne sais pas mais les gitans disent qu'ils sont une communauté un peu marginalisée, un peu défavorisée. C'est un peu la même chose pour les immigrés de l'Afrique noire. Généralement, enfin c'est ce que l'on voit, beaucoup des immigrés de l'Afrique noire viennent sans qualification professionnelle, alors pour s'insérer dans le tissu professionnel, dans le monde du travail, ils ont souvent des difficultés. Donc le plus simple à faire, c'est de faire du commerce. En plus, la loi espagnole te permet de te mettre à ton propre compte et payer tes impôts… C'est comme ça que l'on fonctionne (Ibrahim, commerçant ambulant sénégalais, février 2006).*
>
> *Ceux qui sont arrivés les premiers, ils travaillaient dans la vente ambulante. Quand d'autres sont venus, les premiers ne pouvaient pas leur trouver du travail, donc ce qu'ils ont fait, c'était d'orienter les nouveaux arrivés vers la vente pour qu'ils soient vendeurs. Aussi, c'était un travail que tout le monde peut faire […] C'est pour ça qu'il y a beaucoup de vendeurs sénégalais (Abdou, commerçant ambulant sénégalais, mars 2006).*

Le contexte espagnol, le manque de qualification professionnelle et l'importance des liens forts sont donc les facteurs mentionnés par les Sénégalais eux-mêmes lorsqu'ils expliquent les raisons de leur implication dans la vente ambulante à Salamanque. S'ajoute à

Faso et une originaire de la Côte d'Ivoire. Enfin, un entretien a été effectué avec un commerçant taïwanais, auparavant vendeur ambulant au marché et aujourd'hui gérant d'un restaurant à Garrido Norte.

[158] Leyla Sall (2007), dans sa thèse sur les vendeurs ambulants sénégalais à Paris, tire des conclusions similaires, évoquant que la littérature surestime le poids du mouridisme.

ces facteurs l'image de Salamanque comme « ville tranquille » en termes de contrôle policier et de répression juridique. Pour beaucoup de vendeurs sans-papiers, Salamanque est en effet préférée aux villes côtières et à la capitale, pourtant plus opportunes par rapport aux gains des ventes.

3.2.1 Les différents types de vendeurs sénégalais

On peut distinguer quatre types de vendeurs sénégalais au marché de Salamanque, chacun ayant sa propre stratégie en termes d'organisation et d'objets vendus.

Un premier groupe est celui des vendeurs en situation régulière, ayant un permis de travail lié au secteur du commerce[159] et un emplacement fixe au marché. La vente ambulante peut être leur activité principale (ils se rendent alors sur différents marchés durant la semaine) ou secondaire (ils sont salariés la semaine et commerçants autonomes le dimanche). Ces vendeurs proposent principalement des objets tels que des sacs, lunettes, vêtements, lunettes de soleil, écharpes, ceintures etc. La marchandise est majoritairement achetée à Madrid, où les commerçants se rendent régulièrement pour se fournir. Une poignée d'entre eux vendent des objets importés du Sénégal (statues, bijoux et bobo africains). Certains produits peuvent être contrefaits. En d'autres termes, formalité (être officiellement un commerçant autonome) et informalité (vendre des objets contrefaits) se mêlent. Néanmoins, depuis deux ans, on note que l'ampleur et le gain de la vente d'objets contrefaits sont moins importants qu'auparavant. À titre d'exemple, en 2006, des faux sacs de marques Louis Vuitton ou Carina Herrera étaient exposés sur un grand nombre de stands et pouvaient se vendre jusqu'à 100€, parfois plus. En 2008, ces mêmes sacs se faisaient plus rares et se vendaient à 30 ou 40€, parfois moins. Cette tendance était encore plus visible en 2009. Cette évolution peut s'expliquer par la production de masse de ces objets et la familiarité des clients avec les contrefaçons[160] : ces sacs ne sont plus un objet inédit, on en trouve partout et tout le monde y a accès. En d'autres termes, la demande et la valeur d'objets contrefaits sont en déclin, laissant peu de bénéfices aux commerçants. Il faut également mentionner une volonté de certains vendeurs « d'être en

---

[159] Lorsque l'on regarde les secteurs de travail dans lesquels les Sénégalais à Salamanque sont impliqués, on observe que 41 d'entre eux, soit 63%, possèdent un permis de travail lié au secteur du commerce. Parmi les autres secteurs, figurent l'agriculture (1 Sénégalais ayant un permis lié à ce secteur), l'industrie (7), la construction (8), l'hôtellerie, les services domestiques, les autres services (3) (chiffres de l'année 2005, obtenues par la sous-délégation du gouvernement à Salamanque).

[160] Selon un vendeur, au début de "l'aventure" des contrefaçons, les Espagnols n'avaient pas conscience qu'ils achetaient des produits contrefaits. Ils étaient alors prêts à « mettre le prix ».

règle ». La phrase : « Moi, je ne vends plus ces choses là » revient régulièrement dans les conversations informelles avec les vendeurs. Néanmoins, même si la présence des contrefaçons est nettement moins importante qu'avant, on les trouve toujours exposées sans aucune crainte. Comme le dit une vendeuse, « le pire que je risque, c'est une amende ». La marchandise contrefaite, hors les CD et DVD, ne semble en effet pas être la priorité de la police au marché de Salamanque. Pour ce groupe de vendeurs, la tendance à vendre moins d'objets contrefaits que les années antérieures s'explique alors plus par la tendance du marché que par des contraintes juridiques.

Vendre des vêtements de mode : entre savoir faire et savoir être

Âgée d'une trentaine d'années, Nafissatou est arrivée à Salamanque par le biais du regroupement familial en 1996. En 2000, elle commence à vendre au marché avec son mari. En femme d'affaires, elle transforme leur stand en un véritable « magasin de mode » : un grand carré avec des « couloirs » et même une cabine d'essayage. On y trouve des jeans, blousons en cuir, débardeurs, pulls, trench-coats, jupes, robes… le tout dernier cri. Nafissatou dit regarder toutes les émissions de mode à la télé pour se « tenir au courant ». Elle part chaque semaine acheter les « dernières sorties » à Madrid : « Je fais d'abord un tour dans l'ensemble des magasins de vente en gros, puis je fais mon choix et je remplis la voiture avec la marchandise choisie ». On trouve toujours des pièces tape-à-l'œil chez Nafissatou, très semblables à celles que l'on trouve chez les grandes chaînes de prêt-à-porter espagnoles. Nafissatou fait également attention à son propre apparence : extensions de qualité («Mes cheveux ont l'air d'être les miens, c'est parce que mes extension, je les ai payées très chères !), silhouette soignée (« Avec mon mari on fait du footing, sinon, avec le travail et les plats sénégalais, on grossit ») et une tenue scrupuleusement choisie (« Je mets ce que je pense pouvoir vendre ce jour-là, en fonction du temps et des tendances »). En un espagnol parfait, elle a toujours la bonne formule pour convaincre les acheteurs potentiels (« Le rose, ça te va très bien, en plus c'est le dernier qui me reste »). Parmi ses clients figurent, selon ses dires, des jeunes « fashion victims » espagnols, mais aussi des avocats, des médecins… Beaucoup sont des clients habituels avec lesquels des relations amicales se sont développées (« Où sont les enfants aujourd'hui ? » ou « Nous voudrions aller au Sénégal découvrir »). Si son stand se distingue des autres par le type et la qualité de la marchandise proposée, il en est de même pour les prix qui sont relativement élevés par rapport à la moyenne du marché. Les affaires de Nafissatou et son mari semblent prospères. Ils possèdent une maison à Mbour, une autre à Dakar et deux appartements neufs à Salamanque. Ils ont également deux voitures – un fourgon pour le travail et une autre pour les sorties. Ils financent les études universitaires de plusieurs membres de la famille au Sénégal et voyagent régulièrement au pays. Nafissatou trouve cependant que « faire les marchés » c'est dur: « On travaille beaucoup [sept jours sur sept]), c'est fatigant donc ça ne va pas durer ». Nafissatou songe à ouvrir son propre magasin, non pas pour l'argent (« Si j'ouvre un magasin, je vais

gagner beaucoup moins que ce que je gagne au marché »), mais pour des meilleures conditions de travail.

Information recueillie lors des conversations formelles et informelles avec Nafissatou entre février 2006 et mars 2009

Un deuxième groupe de vendeurs est constitué de vendeurs en situation irrégulière ayant un stand. Sans-papiers, ceux-ci ne peuvent pas obtenir un emplacement fixe. Ils vont alors soit 1) « emprunter » celui d'un compatriote rentré au pays ou resté à la maison[161], soit 2) attendre la fin de la matinée pour voir si un emplacement reste libre, soit 3) louer le bout de l'emplacement d'un autre commerçant, généralement un gitan. Ce troisième point illustre ce que l'on peut nommer la « concurrence coopérative » entre les différents groupes de vendeurs. En d'autres termes, on coopère lorsque les deux groupes en sortent gagnants (le gitan encaisse le vendeur sans-papiers pour le bout de l'emplacement qu'il lui loue et le sans-papier peut vendre sa marchandise). Les vendeurs sans papiers avec un stand vendent la même marchandise que ceux en situation régulière avec en stand. Néanmoins, depuis 2009, ils ne vendent plus de marchandise contrefaite. Ce choix se traduit par la crainte d'être enregistré dans les fichiers policiers pour « vente d'objets illicites », ce qui plus tard pourrait les empêcher d'obtenir un titre de séjour. Il s'agit alors là d'une stratégie anticipative, basée sur l'expérience d'autres compatriotes. Le choix de vendre la marchandise depuis un stand, plutôt que de la vendre à même le sol, s'inscrit dans la même logique. Ce groupe de vendeurs souhaite en effet se faire le plus discret possible, se glissant dans la peau de vendeurs en situation régulière. Si certains d'entre eux ont une voiture, la plupart se déplacent en bus, que ce soit pour aller à Madrid acheter la marchandise ou pour se rendre au marché. Lors de ces déplacements, les objets qu'ils vendent sont mis dans des gros sacs de types cabas, rendant le voyage particulièrement fatigant.

Du commerce transfrontalier africain au marché de Salamanque

Au Sénégal, Moudou est d'abord investi dans le commerce transfrontalier entre le Sénégal et le Mali, puis il ouvre son propre magasin de textile à Kebemer. En 2006, il laisse son commerce à son oncle et tente la traversée par voie maritime pour arriver aux îles Canaries.

[161] Lorsque le temps est mauvais, nombreux sont ceux qui ne viennent pas.

Ayant des contacts à Salamanque, c'est ici qu'il s'installe. Peu après son arrivée, un mariage avec sa fiancée sénégalaise est organisé. Il n'assistera alors pas à son propre mariage. À Salamanque, Moudou est vite introduit à la vente de disques piratés, mais suite à la « dureté » du secteur (« il faut courir vite », « c'est dangereux »), il décide de privilégier la vente d'objets comme les sacs, les bonnets, les chaussettes et établit un accord avec un commerçant gitan qui tous les dimanches lui loue le bout de son emplacement. En 2008, durant la saison touristique, il part dans la région de Barcelone pour vendre. De retour à Salamanque, son ancien emplacement n'est plus disponible et il négocie un nouvel emplacement. Il est désormais assisté par un nouvel arrivé, également sans-papiers. Moudou songe à refaire une saison à Barcelone : un nombre de commerçants sénégalais en hausse et une crise économique de plus en plus notable le poussent à mobiliser ses réseaux ailleurs en Espagne et à circuler en fonction des opportunités qui se présentent.

Information recueillie lors des conversations informelles réalisées avec Moudou en 2007, en 2008 et en 2009 et avec sa famille au Sénégal en 2007.

Les vendeurs en *situation régulière* qui vendent des disques piratés à même le sol constituent le troisième type de vendeurs. Ces vendeurs ont souvent une activité salariée la semaine et vendent des disques le dimanche pour arrondir les fins de mois, économiser ou envoyer de l'argent au pays. Selon mes informateurs, mais aussi selon mes propres observations, il est possible de gagner jusqu'à 200 € par jour en vendant des disques au marché de Salamanque :

> *Nous, nous sommes là pour travailler, pour gagner beaucoup d'argent et construire quelque chose au Sénégal. Moi, je travaille dans une entreprise toute la semaine, le week-end je travaille dans une discothèque où je suis videur et le dimanche je vends des disques. Les Espagnols aiment dépenser leur argent, acheter des disques et des choses comme ça. C'est pour ça que je travaille autant (Lamine, mai 2007, conversation informelle)*[162].

[162] En 2009, Abdoulaye avait fait le choix de ne plus vendre de disques. Il se concentre désormais sur son activité de salarié la semaine et de videur le week-end.

Photo 20 : Certains migrants sans papiers arrivent à avoir un emplacement formel. Soit ils en sous-louent un (généralement à des Gitans), soit ils empruntent celui d'un compatriote. Les sans-papiers vendent de moins en moins de produits contrefaits. « C'est trop risqué », me disent-ils (photo : G. Odden, février 2009).

Photo 21 : À la fin du marché, lorsque les rues se vident, les policiers sont plus indulgents et « laissent » les vendeurs de disques vendre leur marchandise. Sur cette photo, nous pouvons apercevoir les vendeurs tout au long de l'allée. À cette heure, les vendeurs sont alors plus « tranquilles » et demandent même à être photographiés (photo : G. Odden, février 2009).

Enfin, un dernier groupe est celui des vendeurs en *situation irrégulière* qui se consacrent à la vente de disques. Il s'agit pour la plupart d'entre eux de jeunes garçons[163] récemment arrivés en Espagne. Beaucoup d'entre eux ont la vente de disques comme seule source de revenus, d'autres l'allient à une activité salariée, généralement exercée avec les papiers d'un compatriote. Dans les lignes qui suivent, nous verrons de plus près les dynamiques propres à la vente de disques piratés.

3.2.2 Les vendeurs de disques sénégalais : tactiques et accords informels

La vente de disques piratés à Salamanque remonterait au début des années 2000. À cette époque, les vendeurs sont peu nombreux. Ils vendent au marché, dans les bars et dans les rues touristiques salmantines. En 2005, la ville affiche une politique visant l'élimination des vendeurs ambulants dans les rues touristiques. Suite à plusieurs arrestations, les vendeurs de disques finissent par déserter le centre ville. Actuellement, la vente de disques piratés s'exerce principalement au marché dominical et, dans une mesure moindre, dans quelques bars situés en dehors des zones touristiques. Si en 2005, j'ai observé quelques vendeurs de disques chinois, ces derniers ne semblent plus s'investir dans le secteur. Les Sénégalais restent le premier groupe associé à cette activité, suivi de quelques Gitans et, depuis 2009, une famille marocaine.

Concernant le nombre de vendeurs de disques au marché, j'en ai, lors de l'hiver 2006, compté une dizaine. En 2007, ils étaient une bonne trentaine. Cette évolution s'explique principalement par l'arrivée massive de Sénégalais en Espagne lors de l'été 2006. L'année 2006 est, nous le rappelons, l'année record d'arrivés de migrants par voies maritimes aux îles Canaries. Parmi ces derniers, certains se sont en effet dirigés vers Salamanque où ils ont été introduits à la vente à la sauvette. En 2008 et en 2009, le nombre de vendeurs de disques est resté stable. Si d'anciens sont partis, d'autres sont arrivés. La vente de disques piratés permet en effet aux nouveaux arrivés de s'engager rapidement dans une activité économique, les premiers disques pouvant être avancés. Néanmoins, beaucoup ne la considèrent que comme une étape vers « autre chose ». C'est ainsi que le secteur de la vente de disques piratés reste relativement fluide : les acteurs concernés changent constamment.

---

[163] Je n'ai jamais observé de filles vendant de disques piratés au marché de Salamanque. Néanmoins, une fille sénégalaise, aujourd'hui mère de deux enfants, aurait, selon d'autres informateurs, exercé auparavant cette activité.

Samba, vendeur de disques arrivé par voie maritime

Samba est né en 1972, originaire de la communauté rurale de Touba, marié et père de trois enfants. Au Sénégal, il travaille comme commerçant dans un grand marché dakarois. Son idée de départ est « d'aller en Europe ». Il se renseigne auprès de différents acteurs susceptibles de l'aider dans ses démarches, et opte finalement pour « la pirogue » car c'est l'option la moins chère : 500 000 f.cfa. Arrivé sur les îles Canaries, il est ensuite transféré à Madrid par les autorités espagnoles. Il se rend alors dans El Encinar où il a plusieurs connaissances. Peu après, il part pour l'Italie. Ce pays semble plus correspondre à l'idée qu'il avait de l'Europe. Néanmoins, il déchante vite par rapport à la réalité qu'il observe. Ce sont finalement ses amis restés au Sénégal qui vont le persuader de retourner à Salamanque : ils ont entendu, eux aussi, que « l'Italie, ce n'est pas sûr pour les sans-papiers ». De retour en Espagne, Samba s'initie à la vente ambulante. Celle-ci se présente comme la seule opportunité qui s'offre à lui : il trouve du travail dans la construction mais lorsque l'on apprend qu'il n'est pas en règle, on lui dit qu'il ne peut malheureusement pas continuer. Un dimanche en 2007, je suis moi-même présente au marché lorsque la police lui confisque la totalité de ses disques, soit une perte de plusieurs centaines d'euros. Par ailleurs, en 2007, Samba déménage. Il fait en effet partie d'un groupe de Sénégalais, la plupart sans-papiers et arrivés en 2006, désirant quitter la zone résidentielle pour Salamanque (« Dans El Encinar il n'y a rien », « Il y a peu de bus », « Salamanque, c'est mieux pour nous »). Ensemble, ils louent un appartement trois pièces dans le nord de la ville. En 2008, Samba trouve du travail avec les papiers d'un compatriote à Guijuelo et déménage une deuxième fois. Il loue alors un appartement avec deux compatriotes, également salariés à Guijelo. Même en habitant à 50 km de Salamanque, Samba continue à vendre des disques au marché le dimanche et passe ainsi le week-end avec ses compatriotes restés dans l'ancien appartement. Lorsque je visite Samba à Guijuelo, il me dit cependant vouloir abandonner la vente à la sauvette. Lorsque je le retrouve au marché en 2009, ce n'est plus en tant que vendeur mais en tant que visiteur. Le marché reste en effet un lieu de socialisation important pour la communauté sénégalaise à Salamanque.

Information recueillie lors d'entretiens formels réalisés en avril 2007 et en février 2008 et lors de conversations informelles réalisées en 2007, en 2008 et en 2009.

La vente de disques à la sauvette est une activité que peu s'imaginaient faire avant de venir en Espagne. En fonction du réseau qui les entoure en arrivant, les nouveaux migrants vont soit être incités à se lancer dans ce type de vente, soit en être dissuadés. Dans ce dernier cas, c'est surtout l'argument des problèmes que le migrant pourrait rencontrer pour obtenir des papiers qui est avancé. Comme déjà souligné, lorsque l'on est arrêté par la police pour vente d'objets illicites, on est enregistré dans les fichiers policiers, ce qui peut rendre plus difficile un éventuel processus de régularisation. Pour ceux qui sont encouragés à se lancer

dans le business des disques piratés – généralement par des compatriotes faisant la même chose –, l'introduction au secteur peut être rapide et l'apprentissage des stratégies à adapter se fait sur le tas. Ibou, arrivé à Salamanque avec des faux papiers, via le Portugal, en 2006 raconte :

> *Je suis arrivé ici à Salamanque un vendredi à 8h du soir et le dimanche matin mon colocataire sénégalais m'a emmené au marché pour vendre des disques. Il m'a un peu montré et j'ai commencé à vendre. J'étais très étonné de voir ça. Tu sais, tu vends et quand la police arrive il faut courir. Je n'avais jamais vu ça avant ! Alors quand les autres ont commencé à courir, eh bien j'ai couru aussi (Ibou, juillet 2007).*

Pour les vendeurs de disques, l'arrivée au marché constitue une première difficulté à affronter. Depuis quelques années, la police se place à l'entrée du marché, parfois même à l'arrêt de bus situé à proximité, et essaye ainsi d'empêcher les vendeurs de rentrer avec leur marchandise. Ces derniers doivent alors trouver des entrées alternatives. Il n'est ainsi pas rare de les voir sillonner le champ ou la forêt situés à proximité du marché. Une fois entré sur le marché avec les disques, il faut dissimuler la marchandise. Avant de commencer à vendre, il faut « prendre la température » et s'informer sur la présence des policiers, notamment ceux en tenue civile. Salamanque étant une petite ville, il est possible de reconnaître, du moins pour les plus expérimentés, ceux qui ne portent pas leur uniforme. Certains connaissent même personnellement les policiers, civils ou non, et vont, lorsqu'ils ne sont pas en possession de marchandise, échanger quelques phrases de *small talk* avec eux[164].

Chaque vendeur a un endroit fixe où les disques sont stockés : derrière les fourgons ou sous le stand d'un compatriote. Dissimuler la marchandise sous un stand peut être problématique. Lorsque les forces de l'ordre la trouvent, ce qui arrive, c'est le vendeur responsable du stand qui reçoit une amende pour possession d'objets illicites. Les vendeurs formels se trouvent ainsi dans le dilemme entre solidarité communautaire et la crainte de devoir payer une amende. Un petit nombre de vendeurs cachent leurs disques dans le bar principal du marché, généralement sous une table. Le propriétaire du bar, un Espagnol[165], ne semble pas être gêné par cette tactique. D'ailleurs, en attendant de pouvoir vendre, nombreux

---

[164] J'ai à une reprise observé une scène où la police mettait en garde un vendeur, lui disant de « ne pas essayer de vendre ». Il s'agissait là d'un informateur ayant été confronté à la police à plusieurs reprises, et non seulement pour vente de disques piratés. Cette mise en garde pourrait s'interpréter comme une sorte de « dernière chance » : « Si tu ne vends pas, on te laisse ; si tu vends, on t'embarque ».

[165] Si le propriétaire du bar est Espagnol, les deux employées des lieux sont originaires d'un pays de l'Europe de l'Est.

sont ceux qui vont prendre une boisson ou des tapas au bar et discuter avec le patron. Ce dernier, lorsque les vendeurs lui disent que « la journée a été mauvaise », ne va pas hésiter à leur acheter quelques disques. On est alors là aussi dans une sorte de solidarité commerçante (tu m'achètes des boissons, je te laisse cacher tes disques chez moi et je t'en achète quelques-uns).

« Mettre » (*poner* en espagnol) est l'expression utilisée par les vendeurs pour désigner le fait d'étaler leurs disques sur un tissu à même le sol. Ce tissu est fabriqué de telle sorte qu'il se referme rapidement comme un sac, ce qui permet aux vendeurs de fuir rapidement avec la marchandise en cas d'arrivée impromptue de la police. Où « mettre » les disques ? En fait, l'emplacement des vendeurs correspond plus ou moins à leur ancienneté. Les meilleurs places, nous l'avons déjà vu, sont celles de l'allée numéro un. C'est donc ici que l'on trouve les vendeurs les plus expérimentés. Les vendeurs moins habitués vont plutôt se positionner sur les allées numéro trois et quatre où il y a moins de monde. Si la recette y est moins importante, il est ici plus facile de surveiller les environs.

Il arrive que les vendeurs formels non-Sénégalais placent des objets tels que des cartons ou chaises, reliés avec une ficelle, pour empêcher que les vendeurs de disques s'installent devant leur stand. Cette stratégie ne semble cependant pas être particulièrement fructueuse puisque les vendeurs trouvent toujours un bout libre pour mettre leur marchandise, ce qui ne les empêche pas de regretter cette démarche (« Regarde ce qu'ils ont fait, ce n'est pas gentil »). Malgré cette initiative de la part des vendeurs informels, aucune insulte, ni de conflits importants n'ont été repérés entre ces deux groupes. D'ailleurs, certains vendeurs à la sauvette étalent toujours leur disques devant le stand des mêmes commerçants gitans et ont développé un ton amical et plaisantent avec eux. Aussi, pour alerter les vendeurs de disques de l'arrivée des policiers, certains vendeurs formels vont leur faire signe.

Les disques sont vendus à 2 €, les trois disques sont vendus à 5 €. Pour les plus récemment arrivés, la phrase du « un deux, trois cinq » [*uno dos, tres cinco*] est souvent parmi les seules qu'ils sachent dire. Lorsque des clients leur demandent s'ils ont tel ou tel film, ils répondent alors « regardez », plutôt que d'essayer de comprendre de quel film il s'agit. Ceux qui parlent mieux l'espagnol sont plus bavards et vont essayer de convaincre les clients

d'acheter. Lorsque ces derniers reviennent avec un disque qui ne fonctionne pas[166], les vendeurs disent alors que « moi, je n'ai jamais vendu ce film-là ».

D'une manière générale, si la police ne tolère pas la vente de disques dans la matinée, elle se montre plus flexible à la fin du marché. Ainsi, entre 13h et 15h, les vendeurs peuvent travailler tranquillement. Certains ne viennent d'ailleurs que pour ces deux heures là. Néanmoins, ceux qui n'ont comme seule source de revenus la vente de disques le dimanche se voient obligés de commencer la vente plus tôt, au risque de se faire confisquer la marchandise où d'être conduit au poste de police.

En 2007, 13 770 disques piratés ont été confisqués par la police à Salamanque (*La Gaceta*, le 28 mai 2008). La majorité des vendeurs ont vu en effet leurs disques saisis au moins une fois. Ceux qui sont emmenés au poste de police essaient, dans la mesure du possible, de dissimuler leur identité sénégalaise et de dire qu'ils ont acheté les disques « à des Chinois ». Certains vont tout de même finir au tribunal. Même ici la solidarité de la communauté sénégalaise est visible : il est arrivé qu'une personne clé du groupe - un homme d'une quarantaine d'années ayant fait des études universitaires et ayant une certaine connaissance du système juridique espagnol – est apparu comme l'interprète des vendeurs accusés. En traduisant la version de ces derniers, il a changé leur histoire pour qu'ils aient un jugement moins sévère. Comme il le dit :

> *Certains de ces jeunes garçons n'ont aucune idée de comment se défendre. Ils pensent que leur marabout au Sénégal va les protéger. Au tribunal, j'ai même vu des jeunes qui ont commencé à réciter le coran. Et lorsque la peine est prononcée, et que celle-ci est peu importante, ils vont appeler les parents au Sénégal et dire que c'était grâce au marabout.*

Les vendeurs convoqués au tribunal sont généralement condamnés à payer une amende et à une peine avec sursis. Le montant de ces amendes semble varier, mais il est possible de se retrouver dans des situations d'endettements suite à ces procès. C'est le cas d'un de mes informateurs. Lorsque l'on est jugé pour la *production* de disques piratés, il y a de fortes chances que la peine soit synonyme d'emprisonnement. Quelques Sénégalais à Salamanque ont en effet été condamnés à de la prison pour implication dans la production et la distribution d'objets illicites.

---

[166] Un vendeur a eu une fois l'idée de vendre des disques vierges. Le dimanche suivant, de nombreux clients sont alors revenus mécontents. Hors de ce fait particulier, il peut arriver que les disques ne fonctionnent pas et ce n'est alors pas intentionnel de la part des vendeurs.

Stratégies déployées et acteurs mobilisés dans la *production* et la *distribution* de disques piratés

J'ai dans le quartier x[167] pu observer plusieurs aspects liés au trafic de disques piratés : c'est ici que, dans un appartement situé dans un grand immeuble et habité par plusieurs Sénégalais, les vendeurs viennent se fournir, généralement le vendredi ou le samedi soir. Ils disposeront alors des toutes dernières sorties pour le marché du dimanche. Ces créneaux semblent être prédéfinis par celui qui gère le commerce. Lorsque nous avons effectué ces observations, une seule personne s'occupait du *business*. Appelons le Ada. Cette personne est restée très discrète à mon regard : elle ne m'a pratiquement pas parlé et, lors de mes visites dans cet appartement, elle a essayé de dissimuler son activité en distribuant la marchandise dans une autre pièce. Les autres habitants de l'appartement ont en revanche été bien plus bavards sur ce sujet. L'un d'entre eux est d'ailleurs celui qui auparavant gérait le trafic, avant de passer le relais à Ada. C'est ainsi que j'ai pu avoir des informations sur le sujet et comprendre ce qui se passait autour de nous lorsque nous étions dans cet appartement.

Ce sont surtout d'autres Sénégalais qui viennent acheter des disques dans cet appartement, mais des Gitans viennent également s'y fournir. Les Sénégalais bénéficient de la solidarité interne du groupe et ceux qui sont récemment arrivés ou qui ont des soucis financiers peuvent bénéficier d'une avancée de la marchandise. Ils rembourseront alors celle-ci plus tard. Les Gitans doivent en revanche payer de suite. Les Chinois, quant à eux, disposaient – à l'époque où ils étaient eux-aussi impliqués dans ce type de vente – de leur propre réseau (et arrêtés par la police, plusieurs Sénégalais m'ont dit avoir déclaré qu'ils avaient acheté la marchandise chez les Chinois…). Si c'est dans cet appartement que les disques sont distribués, ils sont produits ailleurs : il s'agit d'une chambre louée dans une collocation par le Sénégalais, Ada, qui gère la distribution. Cette personne gère donc aussi la production. Les autres personnes qui habitent cet appartement sont espagnoles et ne sont *a priori* pas au courant de l'activité de piratage qui a lieu chez elles. Ada se rend régulièrement dans cet appartement, surtout la journée mais aussi la nuit. Cette chambre semble, en effet, avoir été louée pour mieux dissimuler la production. Pour apprendre comment télécharger des DVD et des disques, les Sénégalais ont fait appel à des Espagnols qu'ils ont payé pour cela. Mais lorsque nous demandons quel site de téléchargement ils utilisent, on nous dit que « non, ça on ne peut pas vous dire »… Quant aux pochettes des disques/DVD (pochette en plastique avec photocopie de la pochette originale) c'est un Espagnol, gérant d'une imprimerie située à proximité de l'appartement où est distribuée la marchandise, qui s'en charge. De la chambre de la production à l'appartement de la distribution, les disques sont transportés dans un sac à courses avec des roues. Dans la rue, pas facile de s'imaginer que le contenu du sac soit autre chose que des courses. Ada vend un disque aux revendeurs à 50 centimes d'euros. Au marché et dans les bars, ce même disque est revendu, comme je l'ai déjà indiqué, à 2€, les trois à 5€. Les DVD sont un peu plus chers.

Le *business* de disques piratés mobilise ainsi plusieurs acteurs : Sénégalais (production et distribution + vente du produit final), Espagnols (vente de pochette en plastique), et Gitans (achat du produit final pour revente).

À la question de savoir si d'autres Sénégalais qu'Ada gèrent un tel commerce informel de disques piratés, j'ai identifié deux cas où un tel commerce a été abandonné. J'ai également identifié le cas d'un jeune sénégalais qui, auparavant, achetait des disques vierges, fabriquait les pochettes chez lui, avec l'aide de sa copine espagnole, et qui ensuite vendait des disques vierges au marché. Lorsque les acheteurs revenaient la semaine suivante pour lui dire que la marchandise ne fonctionnait pas, il affirme leur avoir dit que « ça, c'est un autre noir qui vous l'a vendu ! » Ce même garçon a également volé des disques à un de ses compatriotes (épisode évoqué par les deux personnes concernées). Entre les Sénégalais il y une certaine solidarité certes, mais aussi concurrence, conflits, jalousie et intrigues. Enfin, j'ai identifié un Sénégalais qui souhaite se lancer dans le trafic de disques. Être à la tête d'un tel réseau s'avèrer être plutôt prospère.

3.2.3 Quitter le marché

Comme le dit Torrez Pérez (2004), le lien entre l'immigration sénégalaise et la vente ambulante n'est pas automatique : en Italie, 60% des Sénégalais ayant un permis de travail

[167] Je n'identifie pas le quartier.

sont salariés dans les industries du Nord du pays. Une activité salariale offre, nous l'avons déjà dit, des conditions de travail plus stables.

À Salamanque, de plus en plus de Sénégalais délaissent leurs activités sur le marché au profit d'un emploi de salarié. L'industrie de la charcuterie se présente, depuis quelques années, comme un secteur qui attire de plus un plus de Sénégalais. Ces derniers sont généralement recrutés par le biais de compatriotes qui les « recommandent » à leurs patrons. Cette tendance concerne également les sans-papiers qui parfois parviennent à entrer sur le marché du travail formel en présentant les papiers d'un compatriote. Néanmoins, cette situation reste une situation instable puisque celui-ci pourrait à tout moment récupérer ses papiers afin de s'engager lui-même dans une activité salariée[168].

Certains sans-papiers arrivent également à négocier un contrat de travail avec lequel ils rentrent au pays afin de revenir en Espagne de manière légale. Ceci est le cas de Djamel, un jeune sénégalais de 20 ans, arrivé en Espagne par voie maritime en 2006. Ayant travaillé comme mécanicien à Dakar, il trouve à Salamanque, peu après son arrivée, un garage qui accepte de l'employer de façon irrégulière de temps à autre. Avec la confiance qui s'installe, Djamel convainc son patron de lui faire un contrat de travail formel. En 2008, après avoir longuement réfléchi (lorsque l'on retourne de cette façon, on n'est jamais sûr de revenir : le visa peut toujours être refusé), il part à Dakar et revient avec les papiers requis un mois plus tard. Néanmoins, à cause des obligations administratives que cette démarche demande, nombreux sont les employeurs qui ne souhaitent pas se lancer dans une telle procédure. Comme le dit un vendeur de disques sans-papiers, en dialogue avec une entreprise de charcuterie : « *Ils disent qu'ils ont du travail pour moi, mais la secrétaire dit qu'elle n'a pas le temps de faire les papiers dont j'ai besoin pour aller au Sénégal [chercher un visa]»* (Nokor, May 2008).

Quant aux migrants irréguliers qui n'arrivent ni à entrer sur le marché du travail formel avec des faux papiers, ni à négocier un contrat avec lequel ils rentrent au pays d'origine afin de revenir de manière légale, la situation se présente comme plus difficile lorsqu'il s'agit de trouver un emploi. Depuis la régularisation en 2005, les contrôles de travail se font plus régulièrement et les peines sont plus strictes. En d'autres termes, il est

---

[168] Selon certains informateurs, il est possible que deux personnes travaillent avec les mêmes papiers lorsqu'elles ne résident pas dans la même région. Elles ne semblent néanmoins pas prendre ce risque lorsque les deux individus concernés habitent à Salamanque. J'ai par ailleurs également entendu parler de cas où les papiers ne sont pas prêtés, mais loués. Ce cas de figure semble surtout se présenter lorsqu'il s'agit de personnes d'origines nationales différentes.

aujourd'hui plus risqué d'employer des migrants sur une base irrégulière qu'avant la régularisation de l'année 2005 et il en résulte que les migrants sans-papiers peinent aujourd'hui à trouver du travail. S'ajoute à cela la crise économique : vu le grand nombre de salariés disponibles sur le marché, des secteurs où les sans-papiers étaient auparavant nombreux – comme le secteur de l'agriculture – privilégient aujourd'hui des migrants réguliers voire des Espagnols.

***

Ce chapitre avait comme objectif d'identifier les pratiques de la ville. D'une manière générale, et en dehors du quartier de Garrido Norte sur lequel je reviendrai dans le chapitre suivant, il a été particulièrement difficile d'obtenir des éléments significatifs sur l'usage des différents quartiers : les informateurs ne connaissent que très rarement leurs noms et ont été peu bavards à ce sujet. Il est possible qu'une ville de cette taille, que l'on peut traverser à pied en une bonne demi-heure, ne favorise pas l'étude des pratiques en termes de quartiers. J'ai alors opté pour une entrée en termes d'espaces définis afin d'étudier les pratiques de la ville : les parcs, la scène nocturne et le marché hebdomadaire, représentant tous des lieux où l'ethnisication de l'espace urbain est particulièrement visible. D'abord, l'étude des parcs a permis de révéler deux dynamiques distinctes : une *appropriation* des Boliviens de la *Plaza de Burgos* et une *utilisation* de plusieurs groupes, de migrants ou non, du *Parque de los Jesuitas*. La scène nocturne quant à elle regroupe des acteurs aux origines et statuts différents. Il s'agit d'un cadre complexe, pouvant être un objet d'une recherche indépendante. Il me semble néanmoins avoir montré comment l'apprentissage de « faire la fête à l'espagnol » fait partie de l'expérience migratoire, comment ce cadre constitue pour beaucoup un lieu propice pour nouer des liens. Aussi, nous avons vu comment le rôle joué le soir n'est peut-être pas identique à celui joué la journée. Enfin, j'ai procédé par une étude plus approfondie du marché de Salamanque, avec un accent particulier sur l'investissement des Sénégalais. Si les résultats issus de cette étude sont similaires à ceux trouvés sur des lieux commerciaux ailleurs, comme par exemple les travaux de Sall (2007) sur les vendeurs sénégalais à Paris, le marché de Salamanque est illustratif, malgré une politique locale de plus en plus restrictive depuis quelques années, de l'image de Salamanque comme ville tranquille. C'est dire que c'est justement *cette* image qui conduit certains commerçants à vendre sur *ce* marché.

CHAPITRE VII
LE QUARTIER DE GARRIDO NORTE

Alors que les Sénégalais sont nombreux dans la vente ambulante, l'entreprenariat devient également important chez d'autres groupes de migrants. À Salamanque, c'est surtout dans le quartier Garrido Norte que l'on note une implantation de plus en plus visible de commerces ethniques. Il s'agit ici de décrire l'évolution du quartier, les tactiques d'insertion des migrants commerçants et les nouvelles formes de relations qui s'y établissent. Il s'agira aussi de discuter de la survie des petits commerces et de replacer les parcours et projets de ces migrants dans le contexte économique actuel.

1 HISTOIRE DU QUARTIER

La création du quartier Garrido Norte date des années 1950. On y construit d'abord des appartements affectés aux travailleurs ferroviaires. Puis, dans les années 1960, on commence à construire des grands blocs d'immeubles identiques, principalement destinés aux personnes d'origine rurale, venues dans la ville pour y travailler. Un certain nombre d'habitants du vieux centre, issus des classes moyennes ou peu favorisées, vont également s'installer dans le quartier. Les personnes appartenant aux classes sociales plus aisées demeurent dans le vieux centre. L'expansion de la zone urbaine est alors également synonyme d'une ségrégation spatiale plus marquée qu'auparavant. L'évolution du quartier est, par ailleurs, très rapide et jusqu'à la fin des années 1980, les services et infrastructures proposés ne correspondent pas aux besoins des habitants. Les années 1990 vont cependant marquer un tournant par la construction de logements de bonne qualité, l'introduction d'espaces verts et le développement d'infrastructures adaptées. Ce développement n'est d'ailleurs pas propre à ce quartier, mais correspond à une évolution que l'on retrouve dans d'autres quartiers périphériques espagnols à cette période. Aussi, durant les années 1990, le niveau d'études de la population à Garrido progresse, ce qui a pour effet de favoriser la création d'associations et de centres culturels. Cette époque voit aussi surgir de nouveaux problèmes : alcoolisme, drogue, etc. Enfin, les années 2000 sont celles où l'on observe l'installation d'une population

migrante favorisant la création de commerces tenus par des personnes issues de ces migrations.

1.1 L'arrivée des migrants à Garrido Norte

Concernant la population migrante, il n'a pas été possible d'obtenir des chiffres nous permettant de retracer l'histoire migratoire du quartier de manière quantitative[169]. Malgré mes tentatives, il n'a pas non plus été possible de reconstituer cette histoire de façon plus qualitative (principales vagues d'arrivées, caractéristiques des migrants, etc.) à partir d'entretiens réalisés avec les employés des deux structures sociales du quartier, le centre d'action sociale de Garrido et Salamanca Acoge. Cela peut s'expliquer par les faits suivants : 1) la présence des migrants dans le quartier est récente, 2) Salamanca Acoge est implanté dans le quartier depuis peu, et 3) le centre d'action sociale est relativement peu fréquenté par les migrants, même si, me dit-on, « on voit de plus en plus de couleurs dans la salle d'attente ».

Salamanca Acoge et le centre d'action sociale de Garrido

Salamanca Acoge est un réseau national d'appui aux migrants. La structure salmantine est ouverte depuis 2005 et compte un siège situé à Garrido Norte et un autre situé dans le quartier San José, où ont lieu les cours d'espagnol et les formations que la structure propose. L'association compte six employés : un coordinateur, un avocat, un éducateur, deux travailleurs sociaux et un sociologue. L'appui et les services proposés sont : l'accueil et l'information, l'attention socio- professionnelle, la consultation juridique, la sensibilisation, l'éducation et la promotion interculturelle, des logements temporaires et un programme sur la diversité. Les objectifs sont : proposer un service spécifique d'attention aux immigrés, défendre les droits de l'immigré (droits légaux, droit du travail, droits sociaux ou autres) ; appuyer le processus d'intégration des personnes immigrées dans la société d'accueil ; sensibiliser la société d'accueil à la réalité de l'immigration; dénoncer des situations de discriminations d'immigrés, promouvoir les associations pro-immigrés et celles des immigrés mêmes (source : prospectus de Salamanca Acoge, janvier 2008). 54 % des utilisateurs sont originaires de l'Amérique Latine, 20 % de l'Afrique (surtout le Maroc) et 11 % de l'Union européenne (surtout la Roumanie et la Bulgarie). La première demande de la part des utilisateurs est celle de l'emploi. Suite à celle-ci, des nécessités juridiques ou sociales sont souvent identifiées (source : entretien avec une assistante sociale, janvier 2008).

[169] À la mairie de Salamanque, on me dit que « un tel travail [obtenir ces chiffres] serait trop coûteux. Nous n'avons pas les ressources pour le faire ». En effet, ces chiffres existent, mais demandent à être sortis des bases de données de manière manuelle par un fonctionnaire.

Au centre d'action sociale de Garrido, un centre social municipal installé dans le quartier depuis 1999, mon arrivée est plutôt préparée : une pédagogue, employée dans les services sociaux depuis 20 ans et présente au centre en question depuis son ouverture, m'accueille et a déjà préparé un dossier avec divers documents, notamment une étude sur la zone. Elle ne souhaite cependant pas faire d'entretien, et surtout pas un enregistrement : elle ne sait pas si elle peut répondre à mes questions. Elle me propose gentiment de lire les documents et revenir si j'ai des questions. J'arrive toutefois à avoir les informations suivantes : le centre est peu fréquenté par les migrants, même si on note une présence croissante. Les Latino-américains sont ceux qui s'approchent le plus et on y voit très peu d'Africains. « Les Latino-Américains sont plus demandeurs, les Africains plus débrouillards » me dit-on. Les sollicitations concernent souvent une demande d'assistance économique. Même un sans-papiers peut bénéficier d'une aide économique, à condition d'être inscrit dans le registre de population de la ville depuis au moins un an. Les migrants en situation irrégulière peuvent également bénéficier d'un logement gratuit. C'est alors le centre qui paye la totalité du loyer.

C'est donc auprès des Espagnols habitants du quartier que je me suis dirigée afin de recueillir de l'information me permettant d'avoir une idée plus précise de l'histoire migratoire à Garrido Norte.

Paco, un Espagnol, est né dans le quartier en 1964. Il y a passé toute sa vie. Ses parents, originaires du milieu rural, viennent s'installer à Garrido dans les années 1950. Il a par ailleurs vécu dans plusieurs appartements différents dans le quartier. Musicien, Paco rencontre, dans le cadre de son travail, une danseuse professionnelle colombienne avec qui il se marie en 1995. Ils divorcent en 2005. Selon ses dires, sa femme fait partie des tout premiers étrangers du quartier :

> *Ça ne fait pas très longtemps que l'on voit des étrangers dans le quartier. On a commencé à en voir dans les années 1980, non… plutôt dans les années 1990. Ma femme colombienne est venue dans les années 1990 […]. Il y a avait très peu de Colombiens quand elle est venue. Mais lorsque je me suis marié avec elle, en 1995, il y avait déjà plus de Colombiens, d'Équatoriens… Mais ma femme était parmi les premiers à venir ici, au début des années 1990 […].* ***Moi : Donc les premiers qui sont venus, c'était des Latino-américains ?*** *Oui, oui, oui. Quand j'étais petit, il y avait très peu de noirs. Le peu de noirs que l'on voyait, on les voyait à la télévision, dans une série américaine ou dans un documentaire. Lorsque l'on voyait un noir dans la rue, on avait peur car ce n'était pas normal. Tu en a vu à la télévision, mais quand tu les vois dans la rue ! Donc c'est comme ça que je le vois : il y en avait très peu. Et quand est-ce que j'ai commencé à voir des noirs ici ? Eh bien il y a cinq ans. Et cette année, c'est l'année où j'ai vu le plus de noirs venir, avec des pirogues et tout. C'est l'année*

où j'ai vu le plus de noirs, des gens de couleurs, ici [dans le quartier] […] ***Moi : Et les personnes originaires de l'Europe de l'Est, je ne sais pas si tu as remarqué à partir de quand ils ont commencé à venir ?*** *Ils sont venus plus tard, plus tard que les Latino-Américains. Donc ceux de l'Est…, il y a environ cinq ans, un très grand bloc de Roumains, de Yougoslaves, des gens comme ça est venu. Donc il y a cinq ans. Et il ya quelques Russes aussi. Moi, j'ai une amie russe aussi (Paco, Espagnol, février 2009).*

Jaime, un autre habitant espagnol, né en 1980 et originaire d'un petit village situé dans la région de Zamora habite le quartier depuis ses 18 ans, soit depuis l'année 1998. Ce sont ses parents qui, au milieu des années 1990, achètent un appartement à Garrido Norte. Leur idée est alors de s'y installer. Néanmoins, pour des raisons diverses, ils décident de rester dans le village. Lorsque les enfants sont en âge d'aller à l'Université, ce sont alors eux qui partent vivre dans l'appartement. Jaime y habite d'abord avec sa sœur, puis avec un oncle, des amis ou des étudiants. En d'autres termes : les arrivées et les départs se font régulièrement. En 2006, Jaime part travailler en Irlande. Au bout de six mois, il revient à Salamanque pour repartir six mois plus tard en Ecosse avec une bourse d'étude. De retour dans la ville, il obtient une nouvelle bourse et part cette fois-ci au Canada. Il revient à Salamanque en décembre 2008. Entre chaque séjour à l'étranger, il dit observer une transformation du quartier en termes d'origines de ses habitants.

Quand moi je suis arrivé ici, il n'y avait pas de gens de couleurs, tout le monde était pareil, tu sais. Puis, ils sont arrivés par étapes. Une chose très curieuse, c'est ce qui s'est passé avec les bandes du parc en face de chez nous. Moi et ma sœur, nous avons grandi dans ce quartier et dès le début il y a avait des bandes. Des bandes d'Espagnols. Pas des bandes dangereuses, mais il fallait faire un peu attention quand même : j'avais 18 ans et j'étais nouveau. Ces bandes, elles trainaient toujours devant chez nous : dans le parc ou à l'entrée de l'immeuble. Puis, les bandes ont commencé à changer, au rythme des arrivées de gens de l'extérieur. Les gens qui trainaient devant la porte de la maison, c'était de plus en plus des immigrés. D'abord des Sud-Américains, puis, soudainement, des Marocains. Maintenant, j'observe une montagne de Marocains. Mais l'idée a toujours été la même : boire et fumer des joints assis devant l'immeuble. C'est le changement que j'ai vu (Jaime, Espagnol, mars 2009).

On peut donc avancer que les premiers étrangers du quartier sont venus au milieu des années 1990. Cette première vague, peu importante, concerne surtout les Latino-américains. Les arrivées s'intensifient dans les années 2000 : surtout des Latino-américains, avec

notamment une vague de Boliviens à partir de 2004[170], mais d'autres nationalités apparaissent également. D'abord des Marocains, puis des personnes originaires de l'Afrique noire et celles de l'Europe de l'Est.

1.2 Représentation actuelle du quartier

Le quartier Garrido Norte est loin d'être un quartier dégradé et il n'a pas une mauvaise image[171]. Dans les entretiens et conversations informelles réalisés avec les habitants espagnols, c'est la qualification de « quartier ouvrier » ou de « quartier-village » qui revient régulièrement :

> *« Ici, c'est un quartier d'ouvriers, de travailleurs, tu comprends ? Ce n'est pas un quartier spécialement joli, mais ou moins c'est un vrai quartier. En fin de compte, c'est comme un village à l'intérieur de la ville et ça, j'aime beaucoup. Le centre, ce n'est pas réel. Ici, au moins, il y a beaucoup de vie réelle » (Jaime, Espagnol, mars 2009).*

Pour ce qui est des difficultés de caractères plus sociaux que rencontre Garrido, la presse locale relève la pauvreté. Des faits de bagarres, de conflits ou de vols y sont également révélés régulièrement. Ces faits sont aussi évoqués par quelques informateurs :

> *Je sais qu'il y a eu des problèmes. Il y a un an et demi – c'est ma sœur qui me l'a dit – il y a eu des problèmes dans le parc juste en face. Je ne sais pas si c'était un groupe de gens de l'Amérique du Sud, du Maroc ou d'ici – on m'a dit que c'était des Marocains – mais il y a eu une bagarre ou quelque chose et ils ont tiré et une balle est rentrée dans notre appartement. On a dû changer la fenêtre. Sinon, je ne sais pas, je n'ai jamais rien vu, mais j'ai lu des choses dans le journal. Mais je ne fais pas très confiance aux journaux. Sinon, des vols… si, ma sœur s'est fait voler son sac une fois. Par des Roumains je crois, des jeunes roumains, presque des enfants (Jaime, Espagnol, mars 2009).*

> *Il n'y a jamais eu de problèmes directs entre les Espagnols et les étrangers, pas que je sache en tous les cas. En revanche, il y a des problèmes à l'intérieur des différents groupes. Entre les Équatoriens par exemple, parce que les Équatoriens boivent*

---

[170] Je me réfère ici à l'histoire des migrants boliviens dans la ville évoquée dans le chapitre IV.

[171] Ce sont les quartiers situés à l'extrême sud de la ville qui portent les images les plus stigmatisantes à Salamanque. Ceux-ci se caractérisent, entre autres, par un haut niveau de chômage, une détérioration progressive de l'environnement, des difficultés relationnelles entre les Gitans et les autres populations et des problèmes liés au trafic de drogue. Par ailleurs, le rivière *Tormes* marque la frontière physique, mais aussi symbolique, entre cette zone et le reste de la ville.

beaucoup. Et les Marocains aussi ils ont toujours leurs affaires entre eux. Mais entre nous, on vit ensemble. Sinon, [il y a dans le quartier] des vols. Des vols dans les magasins et des vols de sacs à mains, surtout ceux des femmes. Et il y a certainement des choses que l'on ne sait pas, mais c'est surtout des petits vols je crois (Paco, Espagnol, février 2009).

La discrimination en termes d'accès au logement envers les étrangers issus de certains pays est également évoquée par les informateurs. Une Espagnole qui travaille dans une des agences immobilières de la zone me dit que certains propriétaires leur donnent des consignes comme quoi ils ne souhaiteraient pas voir des personnes issues de tels ou tels pays louer leur appartement (février 2008). Une Sénégalaise, ayant récemment déménagé, me dit qu'elle a toujours détesté l'appartement dans lequel elle a vécu depuis son arrivée en Espagne en 2000. Néanmoins, « puisque personne ne veut des Noirs », ce n'est qu'en 2008 qu'elle parvient à trouver un nouvel appartement (février 2009).

Après avoir retracé l'histoire et, brièvement, la perception du quartier, nous verrons maintenant plus particulièrement comment la population étrangère se l'est approprié.

1.3 La mosquée

Fin 2006 on trouve à Garrido une mosquée, la première de la ville et de la province. Ce sont les Marocains qui sont derrière cette initiative et c'est par cette population que la mosquée est essentiellement fréquentée. Elle se situe, par ailleurs, non loin du café marocain et de la boucherie halal. Les Marocains, nous l'avons vu, ont également une association, *Association des Marocains à Salamanque*. Les locaux de l'association se trouvent à l'intérieur d'une église, dans un autre quartier de la ville (plus au sud). Dans ces locaux, sont organisées diverses activités et festivités. Néanmoins, depuis l'ouverture de la mosquée, l'association n'est plus très active et c'est maintenant autour de la mosquée que cette population se retrouve. Des activités pour les enfants sont par exemple proposées. Nous avons demandé à visiter la mosquée, ce qui nous a été refusé. Dans la presse, on peut néanmoins lire que la mosquée propose des cours d'arabe à « tout intéressé ».

La mosquée a été accusée en mai 2007 d'accueillir des islamistes radicaux et, selon la presse (*Europa Press* et *Tribuna*), les Forces de Sécurité de l'État auraient fait une enquête. « Ils [les islamistes] ont été vus avec les habits typiques des Talibans, tous près d'une mosquée », peut-on lire dans la presse. Les réactions de la communauté musulmane ne se font pas fait attendre, même à l'extérieur de Salamanque. Ainsi peut-on lire sur

www.webislam.com: « Moi, durant toutes mes années de musulman, je n'ai jamais vu quelqu'un en Espagne habillé avec les tenues typiquement afghanes, je crois alors que c'est probablement à Salamanque que je devrais aller pour le voir » (notre traduction). Le journal local *Tribuna* a publié un article sur les réactions des musulmans à Salamanque face à cette accusation. Nous avons choisi de traduire l'intégralité de l'article, riche en informations :

Le collectif musulman réagit face aux investigations policières sur les islamistes radicaux
« Nous, nous sommes une culture de paix ; c'est comme si on disait qu'il y a des gens de l'ETA parmi nous »

Il est 18h20. Un léger vent aide à supporter la chaleur pesante du soir sur la Plaza Barcelona. Pendant qu'Ali guide le photographe et le rédacteur de ce journal jusqu'à la mosquée, en marchant, il gesticule, met ses mains sur la tête : « Mais comment est-ce possible ? », s'exclame-t-il. Des questions fusent : « Nous, on ne peut pas, mais … des islamistes radicaux ? Des imams ? Des tuniques larges ? Des moustaches ? » Ali réagit face à l'information publiée par TRIBUNA, citant des sources venant des Forces de Sécurité de l'Etat. « Par dégout, je n'ai pas mangé et je ne crois pas que je dormirai. Tu sais comment mon fils a réagi ? Tu le sais ? »

On frappe à la porte, Ali discute avec quelqu'un de l'intérieur et quelques secondes après apparaît le président de la mosquée, Asbaku, qui se déchausse et demande, pour entamer la conversation : « Nous ne comprenons pas comment ils peuvent dire qu'il y a des islamistes radicaux ici ». Les idées se succèdent, certaines sont incompréhensibles. Les esprits se calment, Asbaku affirme : « C'est tout faux parce qu'ici nous n'avons pas d'imam. Sais-tu combien ça coûte d'en avoir un ? Cela seules des mosquées comme celle de la M-30 et celle de Grenade peuvent se le permettre. Nous, nous n'avons pas de quoi payer la facture d'électricité ». Vont-ils faire quelque chose ? Oui. « Nous parlerons avec le sous-délégué du gouvernement de toute cette information », confirme le président de la mosquée, parce que jusqu'à ce jour, et ce après des mois d'activité – l'ouverture remonte à octobre 2006 – « nous n'avons pas eu de problème avec les voisins, il n'y a jamais eu de conflit ».

Ali s'immisce à nouveau dans la conversation. « Déjà que l'extrême droite colle ses autocollants là bas – autour de la boucherie marocaine de la Plaza Barcelona –, ici ils font des graffitis… maintenant tu verras, ils auront encore plus de motifs pour venir… » Le tour de paroles se maintient, le sujet change : les enfants. « Tu sais le mal que ça leur fait cette information ? Maintenant ils ne veulent déjà plus venir ». Asbaku interrompt : « On entre et compte le nombre de musulmans qui se trouvent à l'intérieur ? » Deux. La conversation se poursuit à l'intérieur, une fois la troisième prière de la journée terminée – il en restera deux –. Asbaku parle de l'affluence au lieu de culte islamique pour renforcer la thèse qui supporte le peu d'activités qui réunissent quotidiennement le collectif musulman de la capitale. « Déjà, tu vois le monde qu'il y a. Nous venons peu, à part le lundi et mercredi dernier, à cause du garçon marocain qui est mort après avoir été renversé par une voiture à Guijuelo ». A cette occasion, nuance-t-il «nous nous sommes réunis assez nombreux ici pour offrir nos condoléances aux parents, nous avons emporté de la nourriture… », et ils ont ainsi pris soin de la famille après l'accident où un petit de trois ans est mort.

Les tuniques larges que portent les imams, un détail qui nourrit l'information fournie par les Forces de Sécurité de l'État, sont selon le président de la mosquée un costume habituel dans la prière, pour le confort, et la barbe large personne ne l'affiche « à part une personne qui a l'habitude de fréquenter la zone, même si elle n'est pas très longue, et en plus cette personne porte aussi des tuniques larges ».

Du lundi au dimanche l'activité est minime, sauf le vendredi, « qui est le jour sacré des musulmans » explique Ali, « on se réunit, c'est comme votre dimanche », rappelle Asbaku. Les autres membres de la mosquée écoutent, regardent, font taire et, à la rigueur, acquiescent les affirmations des uns et des autres, les porte-parole d'un collectif blessé par l'information. « Nous sommes ici depuis une vingtaine d'années et il n'y a jamais rien eu, et avec ce que ça nous a coûté d'ouvrir la mosquée ! » Ils expliquent les démarches, longues et difficiles. « C'est qu'ils ne nous donnaient pas l'autorisation pour ouvrir. Maintes et maintes fois et rien », racontent-ils. Au final ils ont réussi leur objectif parce que « ils ont considéré l'espace comme si c'était l'espace d'une association culturelle ».

> L'entrevue touche à sa fin : « C'est qu'on doit terminer la prière, mais sérieusement, c'est tout faux. Des islamistes radicaux ? Eux se sont des fondamentalistes… C'est comme si on disait qu'il y a des gens de l'ETA parmi nous. Rien que des mensonges ».
>
> Les adieux coïncident avec une phrase qui sert d'épilogue à la visite : « Nous sommes une culture de paix ».
>
> *La Tribuna*, le 31 mai 2007, traduction propre.

L'observation de quelques imams aux alentours de la mosquée serait, selon le sous-délégué du gouvernement à Salamanque, à l'origine des suspicions : « Quelques imams sont venus prier dans la mosquée et cela pourrait avoir alarmé certaines personnes ». www.webislman rétorque : « Pourquoi cette information a-t-elle été diffusée ? Certainement pas pour augmenter la popularité des musulmans au sein de la société de Salamanque […] La génération des peurs infondées et de la destruction de la coexistence. Eux constituent les menaces authentiques qui devraient faire peur aux citoyens de Salamanque » (31 mai 2007, ma traduction). Hormis ce fait, identifié dans la presse locale, d'autres conflits liés à la mosquée n'ont pas été identifiés. D'ailleurs, lorsque l'on ne connaît pas l'adresse du lieu, rien ne laisse penser qu'il s'agit là d'un lieu de culte. Il n'existe en effet aucune affiche, symbole ou autre à l'entrée de la mosquée, située dans un bâtiment « banal ». C'est d'ailleurs le coiffeur espagnol voisin des lieux qui, lorsque je cherche l'endroit, me confirme que c'est bien là que l'on voit « plein de musulmans le vendredi » (mai 2008).

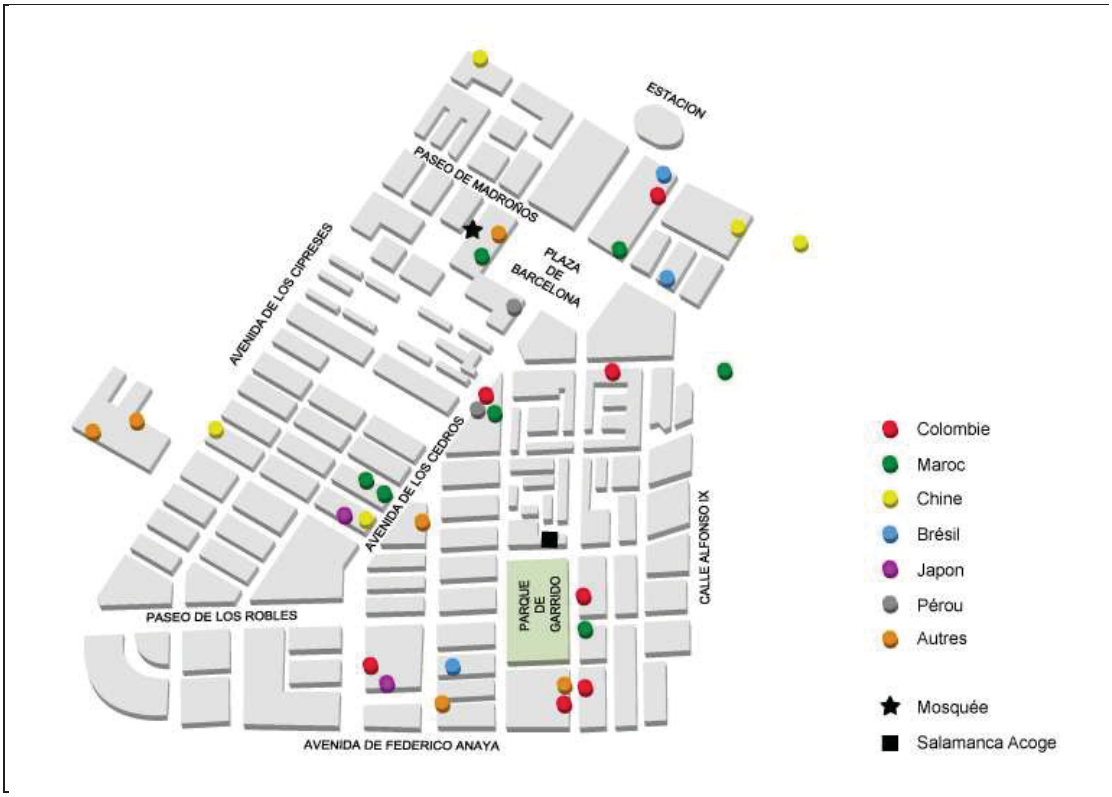
2 INVESTIR DANS LE COMMERCE : ENTRE OPPORTUNITÉ ET APPROPRIATION

Comme le montrent Solé et Parella, le secteur du petit commerce constitue en Espagne un secteur « en crise ». En effet, à cause d'une rentabilité trop faible ou des départs à la retraite, la population autochtone a progressivement fermé ses négoces. Dès lors, et malgré une marge bénéficiaire très réduite, les initiatives liées au commerce restent particulièrement attractives pour des migrants entrepreneurs : un important fonds de capital n'est pas indispensable de même qu'une formation particulière (Solé et Parella, 2005 : 16). C'est alors dans cette logique qu'une recomposition commerciale se manifeste à Garrido Norte, avec 32 établissements « étrangers » recensés. Quels sont alors les principales caractéristiques des commerces et des commerçants de cette zone ?

2.1 Principales caractéristiques des commerces et des commerçants

Les données cartographiques permettent de révéler que les commerces à Garrido Norte se répartissent de façon dispersée dans le quartier. De même, elles ne dévoilent pas de concentration en termes de nationalités dans une zone ou une rue particulière.

Carte 14 : La répartition géographique des commerces tenus par la population migrante à Garrido Norte



Elaboration propre. Fond de carte : la mairie de Salamanque.

La présence des commerces tenus par la population migrante est particulièrement récente. Parmi les 32 commerces identifiés, 25 ont ouvert en 2006, en 2007 ou en 2008. Il faut toutefois noter l'existence d'un certain nombre de commerces ayant clos leur activité. J'ai par exemple identifié trois établissements tenus par des Sénégalais et qui ont fermé lors des dernières années (deux bars et une téléboutique). Il semble, en effet, qu'il s'agit d'un secteur particulièrement fluide. Par exemple, parmi les commerces identifiés en février, deux d'entre eux avaient fermé en mai. De même, en mai j'ai constaté l'existence de deux établissements qui en mars n'étaient pas ouverts. D'ailleurs, la construction du Corte Ingles sur la Avenida

de Federico Anaya, à environ 200 mètres de la limite sud du quartier, a amené un grand nombre des commerces situés en face du futur centre commercial à fermer.

Tableau 23: Ancienneté des établissements

Année de l'ouverture de l'établissement	Nombre
2008*	4
2007	12
2006	9
2005	2
2004	3
2003	1
Avant l'an 2003	1 (en 2000)
Total	32

**Jusqu'en mai 2008*

En termes d'origine des entrepreneurs, on compte douze nationalités différentes. Notons que ceux qui sont les plus représentés, les Marocains et les Colombiens, avec sept commerces pour chaque groupe, constituent également les deux premières nationalités à la fois dans le quartier et dans la ville.

Tableau 24: Origine des commerçants

Pays	Nombre
Maroc	7
Colombie	7
Chine	5
Brésil	3
Japon	2
Pérou	2
Autres	6 (Taïwan, Sénégal, Guinée équatoriale, Bulgarie, Portugal, République dominicaine)
Total	32

Élaboration propre

On note également une diversification en termes de type de commerces. Ces derniers ont pu être catégorisés dans 14 types différents. Les bars sont toutefois les plus nombreux, soit un établissement sur quatre. La tendance à investir dans de tels établissements est liée probablement au type de quartier (quartier résidentiel) et à l'importance des bars de proximité dans la société espagnole ; le « bar du coin » est un lieu de rencontres dans lequel s'observe une étonnante mixité sociale.

Tableau 25: Type de commerces

Type de commerce	**Nombre**
Bar	8
Téléboutique	4
Bazar	4
Kiosque	3
Restaurant	3
Salon de coiffure	2
Textile	2
Autres (agence immobilière, boutique cadeaux, boulangerie, entreprise du bâtiment, retouche vêtements, boucherie halal)	6
Total	32

Élaboration propre

Le niveau d'études des commerçants est plutôt élevé. 16 d'entre eux, soit 50%, ont fait des études universitaires, allant jusqu'à bac+5.

Tableau 26: Niveau d'études des commerçants

Niveau d'études	**Nombre**
Universitaires	16 (trois des sept Colombiens, quatre des six Marocains, un des cinq Chinois, deux des trois Brésiliens, les deux Péruviens, les deux Japonais, le Taïwanais et le Bulgare)
Secondaires	14
Inconnu	2
Total	32

Élaboration propre

Notons également que parmi les 32 entrepreneurs on trouve 21 hommes et 11 femmes. 23 sont mariés, dont 6 avec une personne d'une nationalité distincte (un Taïwanais avec une

Malaisienne, une Dominicaine avec un Hollandais, un Colombien avec une Allemande, un Japonais avec une Espagnole, un Marocain avec une Espagnole et une Bulgare avec un Espagnol). L'ensemble des personnes mariées ont des enfants. L'entrepreneur le plus jeune est né en 1986 (un Colombien) alors que le plus âgé est né en 1944 (un Péruvien). Deux personnes sont venues en Espagne dans les années 1980, six autres dans les années 1990. Les autres sont venus dans les années 2000, l'époque où l'Espagne a vu arriver le plus grand nombre de migrants.

À propos des noms des commerces, on observe chez les Marocains une tendance à utiliser des noms ayant une connotation marocaine, musulmane, arabe ou africaine : Salon de thé Riad, Peluquería Casablanca, Cyber-locutorio Atlas, Locutorio Karim, Carnicería salchicería Halal ou Adisa Bazar. Notons également que deux de ces commerces écrivent aussi, sur l'enseigne du commerce, le nom en écriture arabe. Seulement un établissement marocain n'entre pas dans cette catégorie : le Bar el Parque, dont le nom se réfère à sa situation proche du parc principal du quartier.

Chez les Colombiens, on constate une tendance inverse : un seul commerce (sur sept) utilise un nom ayant une connotation avec la Colombie. Il s'agit du bar Mi Rancho (« en Colombie, *el rancho* c'est comme la maison », patron du bar, mai 2008). Parmi les cinq commerces chinois, deux annoncent par leur nom une identité chinoise (Gran Bazar dragon Chino et Oriente Mao S.L.). Parmi les trois établissements brésiliens, un utilise un « nom brésilien » (Samba café). Les deux commerces japonais affichent par leur nom une identité japonaise (Ai –amour en japonais- et Soba Sho). Pour les six établissements restants, le salon de coiffure guinéo-équatoriale utilise un nom indiquant l'africanité du salon (Afrodick).

La vente ambulante dans le quartier

Il est possible de voir à Garrido quelques vendeurs ambulants. Nous avons observé un nombre très réduit de vendeurs qui emportent avec eux divers types de marchandises : cannes à pêche, outils, ventilateurs… Ces vendeurs sont marocains, tous originaires du même village. « Il s'agit de véritables commerçants, ils font semblant de pas parler espagnol et jouent sur l'apparence un peu pauvre », me dit un de leurs compatriotes. Il est aussi, dans le quartier, possible d'observer quelques vendeurs de disques piratés. Ces derniers, très discrets et pas très nombreux, sont Sénégalais. J'ai suivi l'un d'entre eux lors de sa « tournée ». En effet, l'informateur en question a une dizaine de bars dans lesquels il se rend régulièrement. Plutôt que de « passer juste », comme on voit un bon nombre de vendeurs de disques le faire ailleurs en Espagne, l'informateur s'assoit au comptoir et commande une boisson, parfois aussi des tapas. Puisque devenu un habitué des lieux, les autres clients savent pertinemment

pourquoi il est là. Lorsqu'ils souhaitent acheter un disque, c'est alors eux qui s'approchent du vendeur qui, à ce moment-là, sort la marchandise de son sac. Quand celle-ci est sortie, d'autres clients vont s'approcher, des phrases vont être échangées, des produits achetés et des nouveaux liens tissés. Comme le dit le Sénégalais lui-même, vendre de telle manière dans les bars peut aussi être fructueux en termes de relations : « Il y a beaucoup de gens qui travaillent dans la construction dans les bars, et peut-être un jour ils vont me dire qu'il y a du travail pour moi ».

Information recueillie lors de conversations informelles en 2007 et en 2008.

On retient plus particulièrement que très peu de commerces sont spécifiques à un seul groupe ethnique. Ainsi, plusieurs commerces s'adressent à une large clientèle, qu'elle soit établie de longue date (les Espagnols) ou récemment arrivée. En effet, la faible présence étrangère à Salamanque ne favorise pas la création de tels commerces. Il résulte de cette particularité une clientèle mixte, moins probable dans les quartiers espagnols les plus marqués par les migrations. À titre d'exemples, le kiosque implanté dans le quartier depuis une vingtaine d'années et tenu par une Colombienne propose, en plus des produits classiques (journaux, bonbons, boissons), des produits alimentaires latino-américains. Selon elle, les clients sont alors soit des Espagnols du quartier qui viennent pour acheter la presse, soit des Latino-Américains qui, eux, achètent surtout les produits alimentaires. La vente de produits alimentaires destinés à une clientèle spécifique en plus d'une autre activité est également observable dans une téléboutique colombienne et un restaurant taïwanais. Cette « mixité » se retrouve dans le cas de l'agence immobilière gérée par des Brésiliens. En plus des biens de vente et de location à Salamanque, elle propose la vente de maisons dans les pays d'origine des migrants (principalement en Amérique-Latine). Le salon de coiffure guinée-équatoriale propose à la fois un service de coiffure destiné à la clientèle espagnole (des dames du quartier) et un service plus ciblé pour une clientèle soit africaine ou afro-caribéenne, soit espagnole, assoiffée de produits ethniques, qui vient pour des tresses et des extensions. Cette conjugaison de services et de produits permet aux migrants commerçants de se faire une place dans le quartier comme commerce de proximité et de maximiser leurs gains en offrant des produits diversifiés.

Parmi les commerces dirigés vers une clientèle spécifique, on répertorie une boucherie halal et un salon de coiffure « marocain ». D'une manière générale, les commerçants marocains semblent davantage orienter leurs établissements vers une clientèle issue du même groupe communautaire. Cette tendance est visible dans, comme nous l'avons

vu, le choix des noms donnés à leurs établissements : Salon de thé Riad, Peluqería Casablanca, Locutorio Karim, certains l'inscrivant aussi en caractères arabes sur l'enseigne. Les commerces marocains sont parmi ceux qui sont le plus « ethniquement visible ».

Si certains commerces affichent une identité ethnique par le choix du nom, parfois aussi par des objets ou affiches mis en valeur à l'entrée, d'autres n'ont aucune « visibilité ethnique ». D'ailleurs, pour les habitants espagnols du quartier, la présence de commerçants étrangers n'est pas identifiée comme particulièrement importante[172]. :

> *C'est que je me rends pas compte si ce sont des étrangers ou… Bon, la boulangerie, ils ont changé de propriétaire, je ne sais pas si ce sont des Sud-Américains maintenant ou si ce sont des… bon, quand je suis allé il y avait deux filles sud-américaines. Sinon, qu'est-ce qu'il y a comme autres commerces… attends, je crois que dans cette rue [où l'on se trouve], à la droite… bon, peut-être qu'ils l'ont fermé ou changé – je ne vais pas souvent vers là bas – mais il y avait un bar genre chinois. Chinois, ça se peut ? Là bas, il y a toujours eu un bar tenu par des étrangers, et ils l'ont ouvert, fermé, ouvert…* ***Moi : Ils sont de Taïwan.*** *Ah oui. Et maintenant je me rappelle d'un autre bar, je ne sais pas s'il est toujours ouvert car je ne suis pas allé depuis longtemps, mais en tous cas avant il y avait un bar de tapas japonaises.* ***Moi : En face de l'école maternelle ?*** *Oui, je suis allé là-bas, ça fait quelque temps mais je suis allé plusieurs fois.* ***Moi*** *:* ***Et tu peux m'expliquer pourquoi tu es allé dans ce bar ?*** *Parce qu'un bar de tapas japonaises à Garrido, eh bien il faut y aller ! Et la femme qui le gère est très sympa, elle parle, elle t'explique toutes les histoires. Je suis allé avec une amie japonaise, elle est repartie au Japon il y a une semaine. Sinon, je ne me suis pas rendu compte d'autres commerces, ici dans cette zone (Jaime, février 2009).*

Jaime, jeune étudiant, dit en effet peu fréquenter les commerces du quartier. Lorsqu'il sort prendre un café ou un verre par exemple, c'est plutôt dans les bars des quartiers voisins qu'il va. Néanmoins, lorsque, en 2005, il cherche un emploi, c'est dans un bar du quartier, tenu par un Sénégalais et aujourd'hui fermé, qu'il se dirige :

> *Je me disais qu'il [le Sénégalais] cherchait des gens. Il ne me restait que deux matières à la fac [donc j'avais le temps pour travailler] et je suis entré dans le bar lui demander s'il avait besoin de monde. Il m'a dit que oui. J'avais déjà de l'expérience puisque mes parents étaient dans l'hôtellerie. Donc j'ai commencé et il y avait que lui*

[172] En revanche, chez les étrangers, et surtout chez les commerçants étrangers, la présence de commerçants non-espagnols est considérée comme relativement importante.

et moi qui travaillions dans le bar. Moi, je travaillais le matin et lui le soir. Il arrivait vers 15h, 16h. Enfin, des fois… (Jaime, Espagnol, février 2009)[173].

Jaime ne connait donc qu'un petit nombre de commerces étrangers, mais un autre habitant dit les connaître « presque tous » : il se promène quotidiennement avec son chien dans les rues du quartier et observe ainsi les diverses fermetures et ouverture de commerces. Il ne s'est cependant rendu que dans quelques bars :

Moi, je vais souvent dans les bars, et lorsqu'un nouveau bar ouvre j'y vais. Peu importe que le propriétaire soit espagnol ou non. Par exemple le bar marocain, j'y allais souvent à une époque. Moi et le propriétaire on est devenu des bons amis, il m'a même ramené un cendrier du Maroc (Paco, Espagnol, conversation informelle, février 2008).

Alejandro, un autre habitant du quartier, tient des propos similaires :

Moi, j'habite le quartier depuis que j'ai cinq ans et avec mes amis nous avons nos habitudes en ce qui concerne les bars que l'on fréquente. Quand on a vu qu'un japonais a ouvert un bar, on s'est dit qu'il fallait aller voir. Et maintenant c'est devenu notre lieu de rencontre habituel. J'y vais tous les soirs et entre nous on dit « on va chez le japonais ? ». Le propriétaire, je le connais bien maintenant et quand il est revenu du Japon la dernière fois, il m'a ramené un kimono (Alejandro, conversation informelle, Février 2008).

Il semble en effet que les habitants espagnols du quartier soient curieux de découvrir les nouveaux bars qui s'y ouvrent. Cette curiosité peut s'expliquer par une envie de découvrir un lieu exotique ou tout simplement par un souhait de découvrir un nouveau bar, indépendamment de l'origine du propriétaire. Que ce lieu devienne un lieu que l'on va, par la suite, fréquenter de façon régulière semble dépendre des relations qui s'y établissent, notamment avec le propriétaire. Puisque, nous l'avons vu, le « bar du coin » joue en Espagne un rôle important en ce qui concerne les relations de proximité, nous verrons dans les lignes qui suivent le cas de deux bars « étrangers »: le bar japonais Ai et le bar brésilien Samba. Si le premier est installé dans le quartier depuis plusieurs années, le deuxième est ouvert depuis peu de temps.

---

[173] Au bout de quatre mois, Jaime laisse son travail : il doit, comme il le dit, « lutter pour obtenir son argent » et son patron est, toujours selon ses dires, « une très bonne personne mais un très mauvais chef ». De plus, le lieu accueille principalement des clients exclus des autres bars du quartier, généralement pour des problèmes liés à l'abus de la consommation d'alcool, ce qui rend le cadre du travail difficile.

Photo 22 : Salon de coiffure Casablanca, pour hommes. Le propriétaire a également une téléboutique, située juste à côté le salon de coiffure (photo : G. Odden, mai 2008)

Photo 23 : L'intérieur du bar japonais Soba Sho. Le propriétaire, seul employé des lieux, est habillé en tenue japonaise et discute avec un de ses clients habituels. Ce dernier vient tous les jours « chez le japonais » et ce depuis l'ouverture du bar.

2.2 Le bar japonais Tokyo

Ouvert en 2003, le bar japonais *Tokyo* est le « commerce étranger » le plus ancien de notre échantillon. Les propriétaires, un couple hispano-japonais, se définissent eux-mêmes comme « les premiers étrangers du quartier ». Lui, Mio, est un Japonais originaire de la province de Mie-Ken alors qu'elle, Carmen, est une Espagnole originaire de la province de Salamanque. Leur histoire illustre la façon dont ce couple à réussi à s'insérer dans un quartier où les habitants ne sont encore que peu habitués à la présence des étrangers, et encore moins aux établissements affichant une appartenance autre qu'espagnole.

Mio, ingénieur de formation, se rend en Espagne une première fois en 1990 pour « visiter comme touriste ». Il y reste trois mois. Ce pays lui plaît et il revient peu après pour étudier l'espagnol. Durant une année, il prend ainsi des cours de langues dans une école privée et habite chez une famille d'accueil espagnole. Très attiré par la culture espagnole, il s'inscrit par la suite en faculté de beaux-arts, il apprend la danse sévillane et s'initie à *torear*. Il apprend vite et devient subséquemment professeur de danse, mais aussi un *torero* connu, du moins à Salamanque. Les Salmantins l'appelleront alors « le *torero* japonais ». Il se rend régulièrement dans une propriété d'élevage de taureaux pour s'entraîner et c'est ici qu'il rencontre, en 1992, Carmen, étudiante en tourisme et petite fille de la propriété du domaine. Ils entament alors une relation amoureuse, peu appréciée par le père de la jeune fille. Mio est bon cuisinier et fait découvrir les plats japonais à Carmen ; lorsqu'il était étudiant à Tokyo, Mio travaillait comme aide cuisinier de sa résidence universitaire. Carmen est enchantée par la gastronomie japonaise et le couple se dit alors qu'ouvrir un jour à Salamanque un bar proposant des tapas japonais pourrait être une idée.

Le couple se marie en 1994. Carmen a alors 20 ans[174]. En 1995, ils s'installent au Japon où ils sont accueillis dans la famille de Mio, une famille aisée (la mère détient notamment un magasin de chaussures et elle est impliquée dans la politique). Les deux trouvent du travail, Mio comme ingénieur chez Toyota et Carmen dans le secteur du tourisme. Ils gagnent très bien leur vie. Durant leur installation dans ce pays, Carmen retourne à plusieurs reprises en Espagne, notamment pour donner naissance à leurs deux filles (qui d'ailleurs ont la double nationalité). Le couple reste 10 ans au Japon, puis Carmen souhaite revenir en Espagne.

---

[174] Misa ne souhaite pas relever son âge.

J'étais au Japon et, suite à la mort de ma mère, je suis entrée dans une dépression très grave. J'étais très triste et, bon, les Japonais sont des bonnes personnes mais personne ne me demandait : « Pourquoi tu pleures ? » par exemple […]. Alors j'étais très triste et j'ai dû revenir ici […]. [Revenir] ce n'était pas pour gagner de l'argent, c'était pour la tête et le cœur ; pour être plus tranquille, plus relaxée.

Le souhait de rentrer en Espagne est alors surtout celui de Carmen ; elle juge le caractère « froid » et « distant » des Japonais, « difficile à vivre ». Et ce, surtout pour une « latine ». Cependant, dans son discours, Carmen tient également à préciser que les Japonais sont « plus respectueux », « plus disciplinés » et plus ordonnés » que les Espagnols.

De retour en Espagne, le couple achète une maison à trois kilomètres de Salamanque (ils rêvaient de la campagne) ainsi que deux appartements dans la ville. Ces derniers sont destinés à être loués à des étudiants et constituent pour le couple une sorte d'assurance économique. Ils écartent l'idée de chercher du travail en tant que salariés : le marché du travail ne suit pas leurs aspirations. Le frère de Carmen tient un bar à l'Avenida de Portugal et il les incite à en ouvrir un. Peu attiré par les bars dits « classiques », le couple décide alors, comme ils l'avaient dit plus de dix ans auparavant, d'ouvrir un bar proposant des tapas et des boissons japonaises. Mio ne veut pas de cession, il veut acheter. Le seul local à un prix abordable est un petit local situé à l'extrême nord du quartier Garrido, dans une petite rue résidentielle et en face d'une école. Ils achètent les lieux, de 50m2, au prix de 102 000 €. Carmen est sceptique car elle trouve le local petit et n'aime pas la zone. En voyant pour la première fois le bar, elle se souvient avoir dit « *madre mía*, personne ne va venir ici ». Dans un premier temps, leur idée est d'ouvrir un *izakaya*, un bar japonais traditionnel où l'on se déchausse à l'entrée. Néanmoins, après réflexion, ils jugent la zone peu adaptée à un tel type de bar :

Dans une autre zone on aurait pu faire quelque chose de plus sophistiqué, mais dans ce quartier, non […] Ici en Espagne, quand tu vois un joli endroit, tu n'y entres pas parce que tu penses que c'est cher. Alors je me suis dit « on met des tabourets et des choses comme ça » et peu à peu les gens vont s'habituer et je me suis dit que peut-être ils vont finir par prendre des tapas japonais et une bière.

Puisque le père de Carmen est peu enchanté par la relation de sa fille avec Mio, ils décident d'appeler le bar *Ai* (avec le point du « i » remplacé par un cœur), ce qui signifie « amour » en japonais.

Mio réalise entièrement l'aménagement intérieur du bar. Aujourd'hui, on y trouve trois tables avec des petits tabourets, puis des tabourets plus hauts pour le comptoir et le long

de la moitié du local. Sur les murs, plusieurs mots japonais, écrits en calligraphie japonaise. Ces derniers sont soit le nom des villes ayant signifié quelque chose dans la vie du couple, soit des noms comme, par exemple, « force » ou « richesse ». Sur le mur sont également exposés des cadres avec des prénoms en calligraphie japonaise et avec l'annonce suivante : « ton nom en japonais pour 15 € ». Mio est en effet également diplômé en calligraphie et a alors le droit d'exposer publiquement et/ou d'utiliser son savoir dans un but lucratif.

Photo 24 : Façade du bar Ai, montrant le style et les couleurs de l'enseigne : les couleurs du Japon, le rouge et le blanc, sont utilisées, tout comme la calligraphie japonaise (photo : G. Odden, février 2008).

Quant aux tapas, elles sont présentées de la même manière que dans les autres bars du quartier, c'est-à-dire placées dans des petites vitrines en verre sur le comptoir et donc visibles pour le client. Chaque type de tapas est présenté avec un mot explicatif de sa composition. Pour les plats, on peut consulter la carte, celle-ci d'ailleurs comporte des photos. Contrairement à ce que l'on peut s'attendre, des sushis ne sont pas proposés. Des alcools japonais sont exposés derrière le comptoir.

Si c'est le cas pour un grand nombre de bars espagnols, *Ai* ne possède ni machine à sous, ni machine à tabac : « Mes enfants viennent souvent et je ne veux pas qu'il y ait ça. » Ce n'est pas non plus un endroit où l'on vient pour jouer aux cartes ou regarder des matchs de foot : « Au début on mettait les matchs de foot mais il y a eu beaucoup de problèmes, comme

des bagarres, alors on a arrêté ». En revanche, on y trouve un bon nombre de livres et de revues japonaises, destinés aux enfants ou aux adultes :

> *Je veux diffuser la culture japonaise. Ceci n'est pas uniquement un bar, mais également un lieu où les gens peuvent connaître le Japon et la culture japonaise ; les habitudes, la langue, la manière de vivre, la manière de s'habiller, la nourriture… Je pense que ce sont les choses qu'il faut transmettre et je pense que c'est bien, que ce ne soit pas uniquement un bar mais également un endroit où tu puisses connaître des choses sur un pays.*

Le bar met également à disposition des clients trois journaux quotidiens : un journal local, un journal national ainsi qu'un journal sportif.

Concernant les réactions des habitants lors de l'ouverture du bar, Carmen les qualifie de « mauvaises » :

> *[Les réactions ont été mauvaises] parce que dans cette zone ils ont construit des logements sociaux et les gens sont venus de la campagne. Ces logements étaient économiquement plus accessibles que ceux du centre. Donc il y avait beaucoup de familles nombreuses, donc des familles avec plus de trois enfants, et la plupart de ces personnes n'ont pas étudié, donc ils n'ont pas…ils ne voient pas plus loin que les haricots, les tortillas, les patates et la paella. Donc quand on a ouvert ici, ils ont dit « regardez, comme c'est bizarre ! » Nous, on était les premiers étrangers à venir ici, mais maintenant il y en a déjà une montagne, mais nous avons réussi à monter un bar dans un quartier si caché de Salamanque. Mais tu sais, mon père, qui d'ailleurs porte une casquette de paysan, quand mon frère a ouvert son bar, mon père lui a donné beaucoup d'argent, des millions (de pesetas), mais à moi, rien. La famille rigolait de cette nourriture. Tu sais, ils disaient des choses comme « elle est folle ». Et mon père voulait qu'on mette dans la moitié du bar des choses espagnoles, mais moi je ne voulais pas. Du vin et de la bière, oui, parce que peut être quelqu'un veut entrer pour l'ambiance, sans manger, [mais c'est tout].*

Pour trouver le rythme et les clients du bar, il faut un certain temps. Dans un premier temps, le bar est ouvert non-stop de sept heures du matin jusqu'à la fermeture le soir, et ce tous les jours de la semaine. Nous demandons si cela constitue une stratégie pour attirer les clients, mais on nous répond qu'il s'agit plutôt de cerner les habitudes des habitants du quartier. Ils voient que personne ne vient si tôt le matin et commencent alors à ouvrir à 9h. Puis, ils se rendent compte que cette heure est également trop matinale ; les gens ne viennent pas avant midi ou une heure, l'heure de l'apéritif. Actuellement, Carmen et Mio ouvrent le bar à 11h30. La semaine, ils le ferment entre 15h et 18h30 et le week-end entre 16h et 18.30

(l'heure de manger et de faire la sieste). Néanmoins, si des gens viennent pour manger, ils ne vont pas fermer. Mais comme Carmen le dit, dans cette zone les gens ne viennent pas trop pour se restaurer. Ceux qui viennent pour manger sont surtout des gens venant de l'extérieur du quartier. Or, ces personnes fréquentent le bar surtout le soir. La nuit ils ferment à 1h ou à 1h et demie, « selon s'il y des clients ou pas ». Le bar est fermé le mardi.

Pour ce qui est des clients, Carmen dit avoir refusé, surtout au début, l'accès à beaucoup de personnes :

> *J'ai dit à beaucoup de personnes âgées qu'ils ne peuvent plus venir. Ces personnes se comportaient très mal*[175] *[...] Moi, je suis une personne très tranquille, je m'énerve pas facilement, mais si ces messieurs là voient une fille qui travaille dans le bar, ils vont te dire des choses, même si mon mari est là, et je ne veux pas qu'il s'énerve non plus, même si lui auss'il est très tranquille. Ce genre de choses, ça s'est passé plusieurs fois. Mais ces personnes-là on les a maintenant plus ou moins écartées… Et moi, j'ai maintenant plus de caractère aussi. Maintenant, si quelqu'un dit quelque chose je leur dis « écoutez, vous, vous ne pouvez pas venir ici parce que ceci n'est pas un club*[176]*, il n'y ni de demoiselles, ni rien de cela. » C'est qu'ils le voient comme quelque chose d'exotique et au début, il y en avait qui pensaient qu'ici c'était un disco-bar ou quelque chose comme ça, comme c'était différent des autres bars du quartier, tu comprends ?*

Concernant les clients habituels, Carmen dit savoir « ce qu'ils veulent et comment ils le veulent » et les relations sont plutôt amicales.

> *Certains entrent parce qu'ils veulent parler avec mon mari et beaucoup d'entre eux parlent un peu japonais maintenant ; ils entrent et ils disent « bonjour » en japonais ou bien ils commandent le vin ou demandent l'addition en japonais. Au début ils étaient sceptiques, mais maintenant ils sont comme des amis. Ils entrent et disent « Mio ! » Bon, ce n'est pas son vrai prénom mais comme son prénom est un peu difficile à retenir il l'a changé.*

Au sujet des clients venant de l'extérieur, il s'agit surtout d'étudiants (japonais, espagnols ou autres). Un étudiant japonais me dit qu'il a voulu amener ses amis dans ce bar

---

[175] En parlant de « personnes âgées qui se comportent mal », Carmen se réfère à ce que l'on appelle en Espagne des *viejos verdes*. Ce sont des hommes âgés qui regardent ou font des commentaires, souvent de caractère sexuel, aux jeunes filles.

[176] En Espagne, un *Club* peut constituer un lieu de prostitution organisée. À Salamanque, on peut en repérer plusieurs à l'extérieur de la ville, situés au bord de la route.

« pour leur faire découvrir la cuisine japonaise ». Mais les étudiants ne constituent pas l'unique groupe à fréquenter ce lieu :

> *Il y a des maçons, des médecins, des ingénieurs… tous les types de classes sociales viennent, donc il y a un mélange de cultures, de niveau social, de tout, donc je ne sais pas… Il est un peu bizarre le bar, non ? Tu vois un monsieur de la campagne et après tu vois un médecin, puis des étudiantes allemandes… C'est comme un mélange de personnes différentes.*

Le vendredi et le samedi soir sont les moments où le bar est le plus animé. Au niveau de la fréquentation, Carmen distingue également une différence entre la fin et le début du mois : le bar est plus fréquenté en début du mois. L'été constitue également une période de fréquentation basse, due à l'absence des étudiants. *Ai* ferme par ailleurs 15 jours au mois d'août.

Concernant les prix, le bar affiche les mêmes que ceux des autres bars du quartier, même peut-être un peu moins chers, car « les habitués connaissent bien les prix du coin. » Le couple affirme travailler avec un bénéfice minimum, notamment à cause des produits japonais, particulièrement coûteux à l'achat (trois fois plus chers qu'au Japon). Ces derniers proviennent d'un des deux magasins japonais accrédités à Madrid. Ils évitent les magasins chinois qui peuvent détenir les mêmes produits, à un prix plus économique, mais qui les importent de manière non conforme. Une bière japonaise achetée à 2 € est revendue à 2 € 20. « C'est peu, mais sinon ça ne se vend pas. On dit qu'il faut doubler le prix, mais qui va acheter une bière à 4 €, 4 € 50 ? Ici, personne. A Madrid, si. Là-bas ils la vendent à 4 € 50 la bière, même à 6 €. »

Le couple se rend à Madrid une fois tous les trois mois pour voir « s'ils ont amené un tel produit » ou pour voir « s'il y a quelque chose de nouveau ». Autrement, ils passent la commande par téléphone, tous les deux ou trois mois, et un camion vient les livrer, sous condition d'acheter pour un minimum de 1500 €.

Carmen et Mio sont les seuls à travailler dans le bar. Si un jour ils employaient une troisième personne, ce serait une personne « qui connait bien le Japon et la culture japonaise » car « beaucoup de clients demandent des informations » sur ce pays. Si Carmen affirme ne pas avoir aimé le quartier au début, cinq ans plus tard elle le voit différemment. La famille s'y est même installée (*Paseo de la Estación*) en 2007 car les allers-retours entre la maison et le bar devenaient trop pesants :

Il y a un projet de construction important, El Corte Ingles, donc c'est une zone qui va se développer dans un futur proche. Et tout près il y a le Multiuso où il y a beaucoup de concerts et le vendredi les gens se stationnent jusqu'à ici. Et après il y a le centre commercial Los Cipreses. Donc c'est comme une ceinture. Et en plus c'est une zone plus verte, il y a plus d'arbres, c'est plus libre, plus propre […] C'est un endroit agréable, un peu différent, c'est plus familier, les gens sont plus proches.

Le couple aimerait toutefois trouver un local plus grand. Faute de temps, ils ne sont pas retournés au Japon depuis l'ouverture du bar et ils n'envoient pas d'argent au Japon.

Le bar *Ai* affiche donc une identité japonaise. À son ouverture, le bar a été perçue comme quelque chose d'« exotique » (et par là des analogies aux *clubs* de rencontres ont été faites) et de « bizarre » (on ne connaissait pas cette cuisine) par les habitants du quartier. Quatre ans plus tard, le bar est devenu un lieu de rencontre habituel de fréquentation. Comme le dit Carmen, « prendre une bière espagnole et un tapas japonais est maintenant quelque chose d'habituel dans le quartier ». *Ai* a donc su faire sa place dans le quartier.

Si le bar est surtout fréquenté par des personnes du quartier la journée, il attire des gens venant de l'extérieur le soir. Pour les habitués du quartier, il s'agit d'un bar de proximité. Si le bar avait affiché une identité autre que japonaise (espagnole, mexicaine, italienne…), ils auraient tout aussi bien pu le fréquenter. En revanche, pour les personnes venant de l'extérieur le bar est utilisé pour ses caractéristiques japonaises : l'étudiant japonais veut manger japonais, l'étudiant espagnol en langue japonaise veut pratiquer la langue qu'il étudie, l'avocat souhaite des renseignements sur le Japon afin de préparer son voyage… C'est dire que *Ai* conjuge *proximité* et *japonité.*

2.3 Le bar brésilien Samba

Le bar brésilien *Samba* a ouvert en 2008 et Paulo le patron dit que les réactions des habitants ont été « bonnes », il a donc été bien accueilli.

Ma première visite dans ce bar aux couleurs brésiliennes n'a eu lieu que quelques jours après son ouverture, en janvier 2008. Le patron s'est montré particulièrement disponible et m'a raconté son histoire sans hésiter, même s'il était un peu gêné par son niveau en espagnol.

Adilson est né à Mandaguari (province de Paraná) en 1952. Il est divorcé et père de trois enfants, dont deux sont récemment arrivés à Salamanque pour poursuivre leurs études universitaires et pour aider leur père dans son commerce. Avant de partir de son pays, Adilson travaillait dans le secteur de l'alimentation à Guarulhos (province de São Paulo). En 2004, il

part pour le Portugal. Là, à Almada (tout près de Lisbonne), il monte son propre commerce : un bar-restaurant « du même type que celui-ci » me dit-il, car je lui demande de préciser de quel genre d'établissement il s'agissait. Néanmoins, les affaires au Portugal ne sont pas rentables et, par une relation salmantine, il décide de tout arrêter et de venir à Salamanque où il obtient un contrat de travail dans un restaurant brésilien situé dans le centre de la ville. C'est ainsi qu'il régularise sa situation. Adilson reste dans ce restaurant un an et huit mois. Puis, il décide de créer son propre établissement. Dans un premier temps, il cherche des locaux : il en trouve un à la Plaza Mayor mais il est petit et cher, il en repère un autre à Garrido mais celui-ci est situé dans une rue trop calme. Il opte alors pour un troisième local, également situé à Garrido : « J'ai vu qu'il y avait du passage dans la rue où il était situé et en plus les locaux étaient très bien ». Les locaux, de 60 mètres carrés, ont en effet été rénovés peu avant qu'Adilson achète le commerce et ils sont lumineux et modernes (nous ne connaissons pas le montant de la transaction, mais le loyer mensuel des locaux est de 612 €). De plus, les couleurs du bar sont…le jaune et le vert ! (Adilson me confirme que le bar était déjà comme cela). Le style et les couleurs sont très travaillés et on y trouve un mur vert, des chaises vertes, des rideaux jaunes, des lampes vertes, un joli parquet et un comptoir habillé de faïences grises. De même, je trouve les lieux particulièrement propres et le fais remarquer au propriétaire qui me dit alors qu'il laisse toujours intentionnellement quelques déchets par terre car, même s'il ne l'aime pas, c'est comme ça que les Espagnols l'aiment (il est en effet habituel de voir, dans les bars à Salamanque, un grand nombre de serviettes, des mégots par terre). Enfin, pour le décor, Adilson souhaite ajouter plus de « choses du Brésil ». Il attend notamment l'arrivée d'un grand oiseau en bois.

C'est le fils du patron qui décide d'appeler le bar *Samba Café* : « Ça sonne brésilien, et puis toi, quand tu as vu Samba tu t'es dit que c'était brésilien ». L'enseigne est écrite en vert sur un fond jaune, avec l'oiseau typique du Brésil, un toucan.

Les tapas exposées sur le comptoir sont pour la plupart espagnoles. Les spécialités brésiliennes se font sur place. Lors de ma première visite, c'est plutôt avec fierté qu'Adilson me prépare lui-même une *empanada* (sorte de pain garni) de banane et de cannelle. Lors d'une autre visite, un soir relativement tard, je commande une portion de tapas espagnoles. Adilson me dit alors que « il ne faut pas » car « les tapas espagnoles sont là dans leur bac sur le comptoir depuis le matin et ne sont pas bons »… Ces derniers semblent surtout être proposés pour satisfaire les clients espagnols. Mais, à l'étonnement d'Adilson, les Brésiliens les commandent également. « Regardez, ils sont Brésiliens mais veulent manger espagnol ! », s'exclame t-il lorsque deux jeunes Brésiliens commandent des *croquetas* (boulettes frites).

Adilson dit vouloir, avec le temps, remplacer une partie des tapas espagnols par des produits brésiliens. Il se fournit soit au rayon des produits de l'Amérique Latine de Carrefour, soit il se fait livrer de Madrid.

Selon Adilson, afficher un caractère brésilien est une stratégie qui permet d'attirer des clients, Brésiliens ou non. Quant à moi, j'y ai observé une majorité de clients brésiliens, mais aussi quelques Espagnols. Concernant ces derniers, j'ai par exemple observé une scène où deux jeunes garçons espagnols demandent à une employée s'ils peuvent photographier un groupe de Brésiliens travestis. « Demande-leur ! » répond-elle. Ils se rapprochent alors des Brésiliens en question qui, finalement, ne souhaitent pas être photographiés. Voilà pour dire que le bar attire une catégorie de personnes auxquelles les Salmantins sont peu habitués et qui, par conséquent, suscite curiosité. Selon Adilson, les clients sont originaires de quartiers différents, « certains viennent même de Santa-Marta ! » (ville voisine), me dit-il. Un Brésilien m'explique pourquoi il se rend régulièrement dans le bar :

> *Moi, j'y vais (dans le bar brésilien) parce que c'est un garçon brésilien et je m'entends très bien avec lui, il est très travailleur. Et j'y vais pour manger, surtout des choses brésiliennes comme les empanadas. Donc j'y vais parce que ça a un lien avec mon pays, parce que tu sais, ici à Salamanque il y a beaucoup de bars, et moi je fréquente beaucoup de bars, mais concernant ce bar en particulier, j'y vais parce qu'il est brésilien ; pour écouter de la musique brésilienne et parler un peu en portugais (Pietro, Brésilien, 26 ans).*

Le patron qualifie les réactions après l'ouverture du commerce de « seulement positives ». Quinze jours après son ouverture, il a d'ailleurs fait l'objet d'un article dans *La Tribuna Universitaria.* En plus de ses enfants, le patron emploie une Mexicaine, étudiante en médecine et petite amie de son fils.

Adilson est déjà retourné en vacances au Brésil depuis le début de sa trajectoire migratoire et n'exclut pas l'idée d'y retourner plus tard dans un but à caractère plus commercial. Il envoie régulièrement de l'argent à son ex-femme et à ses filles restées au pays. Il habite lui-même à Garrido (Estación).

Adilson est l'entrepreneur le plus âgé que j'ai rencontré. Le fait qu'il ait fait venir deux de ses enfants, âgés d'une vingtaine d'années, témoigne d'une stratégie familiale. Notons cependant que les deux enfants ne vont pas uniquement travailler pour leur père, mais également effectuer des études universitaires. Le bar, plus moderne que les autres du quartier, affiche une identité brésilienne et semble être majoritairement fréquenté par cette population.

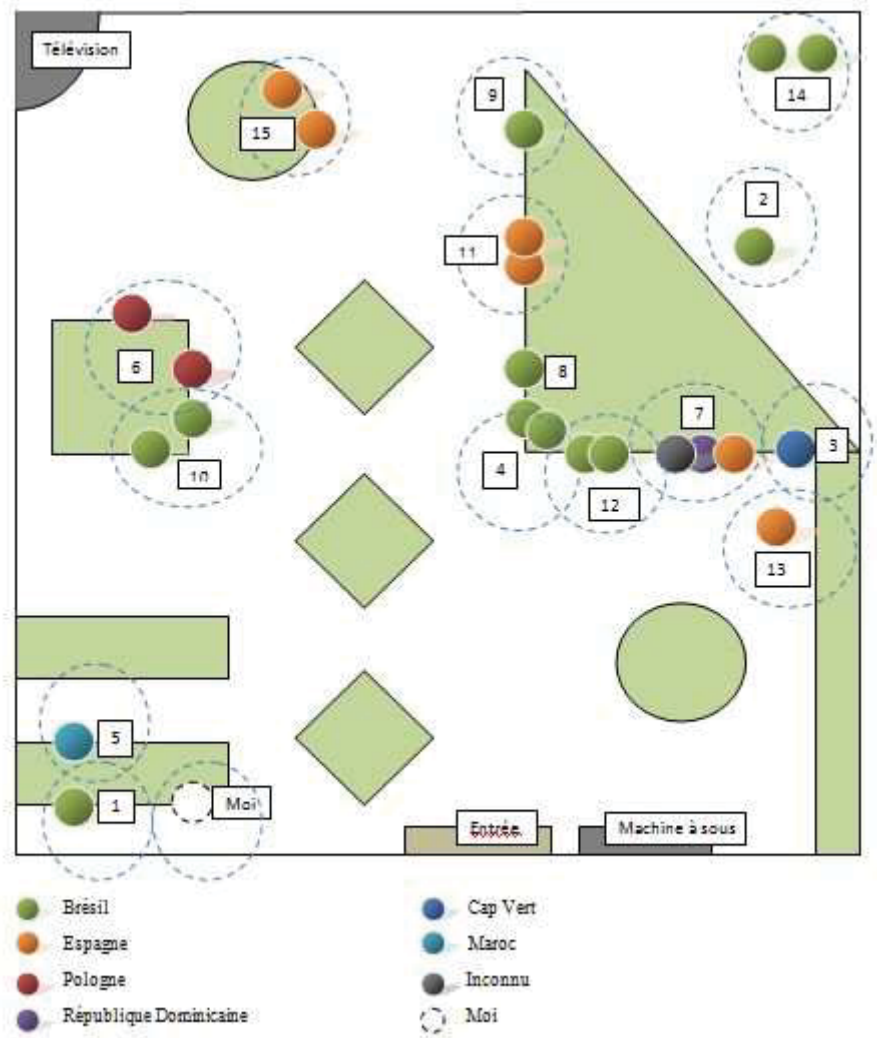
Photo 25 :L'intérieur du bar brésilien Samba Café (Photo, G. Odden, mars 2009)

Un an après son ouverture, le bar Samba est devenu un véritable lieu de rencontres pour la communauté brésilienne de Salamanque[177]. Cependant, l'établissement n'est pas uniquement fréquenté par des Brésiliens. Comme pour le bar japonais, on y trouve une autre clientèle. Un soir durant l'hiver 2009, j'ai recensé 32 personnes de six nationalités différentes dont une employée de bureau marocaine, un cuisinier brésilien, un ouvrier cap-verdien, un videur brésilien, deux étudiantes polonaises, une étudiante brésilienne et une étudiante espagnole. L'accès gratuit à internet et le caractère « branché » des lieux fait que ce bar est très fréquenté. La majorité des clients viennent de l'extérieur du quartier[178]. En effet, comme nous l'avons vu dans la chapitre IV, les Brésiliens et les étudiants, les deux premiers groupes à fréquenter les lieux, préfèrent habiter les quartiers plus proches du centre ou du campus universitaire. Pour le bar Samba, on peut alors avancer que la proximité devient « un mode mineur d'usage » [179], ce qui témoigne, comme pour l'exemple précédent, d'une certaine

[177] On rappelle que selon le *Padrón*, la municipalité de Salamanque compte 512 Brésiliens (2008), faisant de ce groupe un des premiers groupes de migrants à Salamanque.
[178] On rappelle également que selon les données de la mairie de Salamanque (2006), seulement 15 Brésiliens habitent à Garrido Norte.
[179] BATTEGAY, Alain, « Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la place du Pont à Lyon », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 19, n°2, 2003, pp. 9-20 (voir p. 15).

recomposition de la clientèle des bars du quartier (des clients qui ne sont plus uniquement des clients de proximité). Le croquis suivant témoigne des arrivées, des départs et des configurations des déplacements des clients.

Croquis 1, clients du bar brésilien Samba café, le lundi 2 mars 2009 (Tranche horaire d'observation : 19h30 – 23h).



19h30 : J'arrive au bar. J'y trouve :

1 Mon informateur clé pour la soirée, M. Jeune garçon brésilien. Client habituel du bar (vient tous les jours). Lorsque je le retrouve à 19h30, il est là depuis le début de l'après-midi. Il a son ordinateur portable avec lui (il y a un spot wifi gratuit dans le bar). M habite un village situé à une dizaine de kilomètres de Salamanque et travaille de nuit dans un fastfood.

2 Derrière le comptoir, un jeune garçon brésilien, fils du propriétaire. Arrivé en Espagne fin 2007, début 2008, peu avant l'ouverture du bar.

3 Homme cap verdien. Au comptoir. Client habituel. Travaille dans la construction. Parle portugais avec les Brésiliens. Je l'entends dire des mots et des phrases en français aux autres clients de temps en temps (exemple : « en français on dit "un verre d'eau" »).

4 Homme brésilien avec un petit enfant dans les bras. Le monsieur est le petit ami de la fille du propriétaire du bar. Ils attendent un bébé. La petite fille qui est avec lui est la fille du patron du restaurant brésilien dans lequel il travaille. Il y occupe la fonction de *chorrasquiero* (celui qui cuit la viande). Ce restaurant est situé dans le centre de Salamanque.

19h35

5 Une jeune fille marocaine vient rejoindre M. et s'installe à notre table. Je les laisse discuter. Elle travaille comme secrétaire dans la sécurité sociale et gère un bar familial dans le quartier. Au bout d'un certain temps elle me dit qu'elle a l'impression de m'avoir déjà vu. « Peut-être lors d'une soirée », me dit-elle. Je lui dis que nous nous sommes vues dans son bar familial dans le cadre de mon travail. Elle se souvient alors de notre entretien et que, l'année dernière, je suis venue plusieurs fois dans le bar prendre un café et lire le journal.

20h05

⇦ La fille marocaine repart. Avec M., ils se donnent RV pour le lendemain pour essayer de récupérer une prime pour travailleurs dont ils ont entendu parler.

20h15

6 Deux filles polonaises viennent s'installer à une table avec leurs propres ordinateurs portables. L'une travaille dans un office de tourisme à Salamanque. L'autre est étudiante à l'Université de Salamanque et est actuellement en stage dans le secteur du tourisme. Il s'agit de clientes habituelles et M. va les saluer. Il m'explique que « ce sont des amies ».

20h20

7 Un couple formé d'une femme originaire de la République dominicaine et d'un homme espagnol vient s'installer au comptoir. Ce sont des clients habituels. Ils sont accompagnés d'un homme dont ne connaissons pas la nationalité. Il pourrait être dominicain.

20h25

8 Une fille brésilienne vient s'installer au comptoir avec son ordinateur portable. Elle est étudiante du troisième cycle (droit). Elle travaille un peu sur son ordinateur et discute beaucoup avec le barman. L'homme cap verdien se déplace pour parler avec elle. Il s'agit d'une cliente habituelle.

9 Une autre fille brésilienne vient s'installer au comptoir. M. l'a déjà vue dans le bar mais ne la connait pas personnellement. Il pense qu'elle travaille dans la restauration parce qu'elle est « bien habillée ». La fille reste seule au comptoir et ne discute pas beaucoup avec les autres.

21h20

10 Deux Brésiliens, un frère et une sœur, viennent rejoindre les deux filles polonaises. Ils travaillent également dans un office de tourisme. Le garçon est le petit ami d'une des filles polonaises.

21h30

⇦ Le frère et la sœur brésiliens repartent. Ils habitent à l'extérieur de Salamanque. L'homme cap verdien repart également

11

Deux Espagnols viennent s'installer au comptoir. Selon M. il n'agit pas de clients habituels mais de gens « de passage ».

21h40

Les filles polonaises repartent.

21h55

Le couple (fille dominicaine, monsieur espagnol) et le monsieur partent.

La fille brésilienne avec son ordinateur change de place et s'installe maintenant côté droite du comptoir (là où étaient le couple et l'homme).

22h

12 Deux hommes brésiliens viennent s'installer au comptoir. Il s'agit de clients habituels. Les travaillent comme videurs.

22h20

Les deux Espagnols « de passage » repartent.

22h45

Les deux videurs brésiliens repartent.

22h50

13 Une fille espagnole vient chercher la fille brésilienne avec son ordinateur.

22h50

14 Le monsieur brésilien avec la petite fille revient, seul, et repart cinq minutes plus tard.

23h00

15 Le propriétaire vient avec un client habituel ; un jeune brésilien professeur de *capoeira*. Ils se rendent dans la cuisine.

16 Un couple espagnol, vient s'installer sur la table du fond.

Il se fait tard et je décide de rentrer ; j'ai déjà passé 3h30 dans le bar.

2.4 La crise et ses conséquences

Le secteur du petit commerce constitue certes un secteur fluide, avec des changements de propriétaires et des fermetures récurrentes. La crise économique accentue encore cette tendance et touche particulièrement les petits commerçants. Deux autres caractéristiques propres à la ville de Salamanque doivent également être mentionnées pour mieux comprendre la difficile survie des petits commerces. Selon la presse locale, la superficie moyenne des établissements commerciaux est la moins importante d'Espagne, ce qui à son tour peut avoir

comme conséquence des marges bénéficiaires particulièrement faibles. En outre, El Corte Ingles, la plus importante chaîne espagnole de grands magasins, est en train de s'implanter dans la ville, à deux pas du quartier Garrido Norte. Depuis le début des chantiers, un très grand nombre de petits commerces situés dans la rue en face des futurs grands magasins ont dû fermer[180]. Carlos, un Espagnol né dans le quartier, me raconte :

> *Moi, le quartier me fait de plus en plus de peine. Il me fait beaucoup de peine parce que chaque jour quand je me lève, je vois une nouvelle pancarte où il est écrit « à vendre », « liquidation » ou « fermeture » dessus. Et ça, ça me fait beaucoup de peine. Avant, le quartier tournait, mais il y a actuellement une crise très forte et le quartier est en train de s'arrêter. Plus rien fonctionne, tout ferme. C'est très triste. Aussi, les gens ne sortent plus comme avant. Maintenant, à 11h du soir les rues sont déjà vides » (Paco, Espagnol, 45 ans, mars 2009).*

Il serait intéressant de voir si, après l'ouverture du *Corte Ingles* à l'automne 2009, s'installera une dynamique comme celle observée dans d'autres villes espagnoles où l'implantation des grands magasins a conduit à une baisse de la fréquentation des commerces du centre historique et à une implantation de magasins comme Zara ou H&M dans les rues alentours. D'ailleurs, si les grands magasins sont actuellement en crise, la formule espagnole connait un franc succès.

2.4.1 Laisser son commerce

L'histoire de Khady, une sénégalaise de 26 ans, constitue un premier exemple d'un projet commercial touché par la crise actuelle. Cette jeune sénégalaise est venue à Salamanque en 2000 par le biais du regroupement familial. Une fois en Espagne, elle commence à vendre sur les marchés avec son mari, déjà inséré dans le réseau sénégalais de vente ambulante. Durant ses premières années en Espagne, Khady souhaitait pourtant trouver un travail salarié. Après de nombreux échecs, elle mobilise son réseau familial et elle fait le va-et-vient entre Salamanque et l'île de Majorque, où elle développe une activité commerciale de tressage africain pour les touristes. En 2006, Khady pense pour la première fois ouvrir son propre commerce. En 2007, avec l'aide du programme d'appui de la Croix Rouge[181], elle ouvre une

---

[180] L'hiver 2009, date de ma dernière visite dans le quartier, c'est un quartier métamorphosé que je retrouve : un très grand nombre de commerces fermés, des rues désertées et un discours désespéré des habitants.

[181] Dans le cadre d'un projet nommé « Proyecto Impuls@ », la Croix Rouge à Salamanque offre aux personnes souhaitant créer leur propre entreprise un service d'information et d'orientation et facilite l'accès de ces

boutique de cadeaux proposant de l'artisanat sénégalais, sacs, ceintures, lunettes etc. et un service de tresses/extensions. On retrouve alors là aussi cette « mixité » de produits/services qui conduit, à son tour, à une « mixité » de clients. Début 2008, Khady me parle de la crise économique : « On ne vend plus rien, et ce n'est pas que moi, j'ai parlé avec le boucher à côté et c'est pareil pour lui, les gens n'achètent même plus de viande » (mai 2008). Un an plus tard, Khady décide de fermer la boutique : « Ce n'était plus possible, on a tenu jusque-là mais ça devenait trop difficile » (février 2009). Khady ne semble cependant pas trop regretter son activité : elle continue la vente sur le marché de Salamanque avec son mari et dit vouloir faire la saison à Majorque.

2.4.2 Circuler pour mieux s'installer

L'histoire de Pietro se présente comme un autre exemple d'un projet commercial ayant eu une courte durée de vie dans le quartier. Lorsque ce jeune Brésilien, aujourd'hui âgé de 27 ans et juriste de formation, quitte le Brésil en 2005, c'est avec l'intention d'aller en Italie pour étudier l'italien. Avant de se rendre à Rome, il fait une escale d'un mois à Madrid, où il a une connaissance. Il part ensuite pour l'Italie, pays pour lequel il possède un visa d'étudiant. Durant deux mois, il va effectuer plusieurs allers-retours entre Rome et Madrid, pour finalement s'installer à Madrid : « Ça me paraissait plus convenable ; j'y avais plus d'amis » (avril, 2008). Durant une année scolaire, Pietro étudie l'espagnol. Il commence ensuite à chercher du travail, sans succès. Aussi, son visa d'étudiant étant expiré, la situation devient plus difficile. Le jeune Brésilien décide alors de rentrer au Brésil avec un contrat de travail et, ainsi, revenir légalement en Espagne. Afin d'obtenir un tel contrat, Pietro mobilise une vieille connaissance : un entrepreneur chinois ayant fait fortune au Brésil et qui aujourd'hui habite Salamanque où il possède un restaurant chinois. C'est ainsi que ce jeune brésilien se retrouve à Salamanque, où il travaillera durant un an dans le restaurant de son ami. Il fait également venir son petit frère du Brésil, Marcelinho, et ensemble ils décident de monter leur affaire.

> *On avait de l'argent pour investir et on a vu qu'on avait l'opportunité d'avoir notre propre commerce, être autonomes. Aussi, à ce moment-là, le marché de l'immobilier était très bon donc on a également acheté une maison à l'extérieur de Salamanque,*

---

personnes à des microcrédits. Dans notre échantillon, trois commerçants, toutes des femmes, affirment avoir bénéficié de ce programme.

pensant qu'elle allait prendre beaucoup de valeur (Marcelinho, Brésilien, employé d'un fast-food, 26 ans, février 2009).

En 2007, les deux frères investissent dans un restaurant traditionnel espagnol et une agence immobilière dans le quartier Garrido Norte. Peu après, la crise économique espagnole commence à se faire sentir et un an après l'ouverture des deux établissements, les deux frères se voient obligés de les fermer. Ils commencent alors à travailler dans une chaîne de fast-food. L'hiver 2009, Pietro part à Ibiza pour « visiter et voir s'il y a quelque chose à faire là bas ». Marcelinho reste à Salamanque : ils sont toujours propriétaires de leur maison et Marcelinho a des projets d'études à l'Université. Néanmoins, ce ne serait que pour un laps de temps :

La vérité, c'est que nous n'allons pas rester ici. Nous avons des projets…Je ne sais pas comment t'expliquer ça, mais on change d'idées continuellement. Aujourd'hui je peux te dire une chose et demain je t'en dis une autre, tu comprends ? Donc là, je crois qu'on va rester ici encore quelques mois et après on ira dans une autre ville, une autre province ou une autre région. Une chose qui est vraie, c'est que Salamanque est un lieu de passage ; on est ici pour un laps de temps. Aujourd'hui je suis ici, mais demain je ne peux pas te dire où je serai. Moi, ça m'est égal où je suis. Ce qui importe, c'est que l'on bouge un peu pour après trouver un lieu où on se sent bien (Marcelinho, Brésilien, employé d'un fast-food, 26 ans, février 2009).

Ces propos témoignent du caractère fluctuant du projet migratoire (« On change d'idées continuellement ») et de la ville de Salamanque comme lieu de passage (« Nous n'allons pas rester ici »). En effet, ne trouvant plus d'opportunités à Salamanque, ces migrants entrepreneurs s'inscrivent dans une logique de successions de projets qui ne se limite pas à une seule inscription territoriale. Mohammed, un commerçant marocain ayant fermé son bazar à Garrido Norte fin 2008, me dit :

Moi, je suis un commerçant : je peux vendre du tissu à Salamanque aujourd'hui, puis du goudron à Dakar demain. Je vais bientôt aller en France, en Italie, en Chine et au Sénégal pour voir si je peux faire quelque chose là bas. En Espagne, il n'y a plus de possibilités d'avancer (Mohammed, Marocain, commerçant, 32 ans, mai 2008).

En effet, le projet migratoire se dessine et se redessine au gré des rencontres et des opportunités. Une fois l'occasion saisie, ces migrants iront vers des lieux plus opportuns en termes de travail. Cette logique de successions de projets permet par ailleurs à ces migrants de s'inscrire « non pas à un territoire ou à une structure politique ou idéologique, mais à ce monde particulier que représente l'organisation générale d'une société-monde par projet »

(Hily et Rinaudo, 2002 : 346). Si Salamanque est depuis bien longtemps considérée comme un lieu de passage par les migrants, la crise actuelle ne semble que consolider davantage cette caractéristique de la ville.

Photo 26 : Le chantier du futur El Corte Ingles : « Ni des appartements chers, ni de l'emploi précaire ». Le chantier se trouve administrativement dans le quartier Garrido Sur, mais la frontière avec Garrido Norte n'est qu'à une centaine de mètres (photo : G. Odden, février 2008).

Photo 27 : L'ancien magasin Adisa Bazar, tenu par un Marocain , Adil. Lors de notre rencontre en mai 2008, Adil était sur le point de vendre son commerce. « En Espagne, il n'y a plus d'opportunités », nous disait-il. En nous rendant dans le magasin en février 2009, pour retrouver sa trace, ce sont des locaux vides que j'ai trouvé, avec des affiches « à louer » accrochées sur la porte et les vitrines. En février 2009, j'ai observé un très grand nombre de commerces fermés dans cette rue (Alfonso IV) (photo : G. Odden, février 2009).

***

Nous avons vu ici comment la figure du migrant commerçant a pu et su s'insérer dans un contexte local marqué par une tradition ouvrière espagnole et comment cette insertion mène à la création de nouvelles formes de sociabilités entre les autochtones et les migrants. Si la plupart des établissements développent une stratégie de proximité, d'autres attirent une clientèle venant de l'extérieur, donnant ainsi du sens au quartier à l'échelle de la ville. Quartier porteur de dynamiques contemporaines, on vient désormais à Garrido Norte pour chercher ce que l'on ne trouve pas ailleurs. Ces caractéristiques (quartier ouvrier qui devient un quartier de migrants, « mixité » de produits/services/clients, absence de phénomène de « ghettoïsation ») ne sont cependant pas propres au quartier Garrido Norte ou à Salamanque, mais se retrouveraient dans d'autres villes moyennes en Espagne. Cette hypothèse me conduit à proposer Salamanque comme modèle de ville moyenne d'une part et comme modèle de ville de la partie moins migrante en Espagne d'autre part.

CHAPITRE VIII
PRATIQUES DE CIRCULATION ET DE PASSAGE

Dans ce huitième et dernier chapitre, les parcours de certains informateurs seront décrits et analysés de manière fine et précise. Les histoires choisies sont parmi celles qui, lors du contexte de l'entretien - ou *des* entretiens -, se sont révélées les plus détaillées[182], c'est-à-dire celles qui ont permis d'obtenir des informations précises sur la situation de l'informateur au pays d'origine, sur les différentes étapes de sa vie et sur sa situation actuelle. Aussi, les informateurs dont l'histoire sera ici présentée ont été suivis dans la durée. Enfin, les trajectoires choisies sont celles où la migration n'est pas linéaire. Ce sont donc des parcours plutôt chaotiques qui ont été choisis. Il s'agit d'illustrer finement comment le projet migratoire se dessine et se redessine au gré des rencontres et des opportunités, de trouver des éléments généralisables à partir de parcours *a priori* dissemblables.

1.1 Pierre, Cameroun

Pierre est né à Douala au Cameroun en 1987[183]. Il est le cinquième de huit frères et sœurs[184]. Ses parents divorcent lorsque Pierre est tout petit. La dernière fois qu'il a vu son père c'était en 2000. Petit, sa mère, l'envoie à l'école. Il n'est pas en mesure de dire jusqu'à quel âge il a été scolarisé, mais dit avoir arrêté l'école le jour où elle n'avait plus les moyens de la lui payer. Son enfance et sa jeunesse semblent marquées par l'absence d'une autorité parentale et une capacité de débrouillardise. Il quitte le foyer de sa mère vers ses 12 ans pour, dans un premier temps, aller vivre avec sa grand-mère paternelle dans l'ouest du pays. Puis, il mobilise d'autres réseaux familiaux et amicaux et se déplace en fonction des opportunités qu'ils offrent. Pour gagner sa vie, il fait des petits commerces :

> *Au Cameroun, depuis peut-être l'âge de 12 ans, moi, je suis indépendant moi. Dans la famille, il n'y a personne qui s'occupe de moi. [A cet âge là] je suis [déjà] un*

---

[182] Le fait que l'histoire d'aucune femme ne figure dans ce chapitre n'est pas un choix intentionné : peu de femmes ont pu donner des récits détaillés.
[183] C'est l'année de naissance qu'il m'indique, un peu hésitant.
[184] Les dix sont tous les enfants de la mère de Pierre. En revanche, ils n'ont pas tous le même père car le premier mari est décédé. C'est du deuxième mari qu'elle est divorcée.

homme ; il faut que je me déplace pour me débrouiller, quoi. Pour pouvoir me défendre dans la vie. Moi, j'ai beaucoup bougé, jusqu'à aujourd'hui où je me trouve en Espagne […] J'avais personne qui pouvait m'éduquer et [me dire] « tu dois rester ici, tu ne dois pas te déplacer », bon, quelqu'un qui pouvait me donner des ordres, quoi […] À un certain niveau, je me suis décidé de retourner sur Douala pour me débrouiller et gagner un peu de sous. Moi aussi j'avais dans la tête l'idée qu'il faut aller faire des découvertes, faire l'aventure, sortir du pays […] J'ai fait beaucoup de différents types de commerces. Quand j'ai commencé le commerce c'était pour me battre dans la vie, parce que je n'ai personne pour m'aider dans la vie. J'ai un papa, mais mon papa ne s'occupe pas de moi. Moi, je suis indépendant, il faut que je me batte pour pouvoir survivre. Et ma maman n'a pas assez de moyens pour nous tous, quoi. Moi je peux faire en sorte que ma maman s'occupe des petits frères et moi je me débrouille seul. Oui, c'est ça, quoi. J'ai vendu des habits, j'ai vendu des emballages, j'ai vendu beaucoup de choses.

Avant de partir du Cameroun, ce sont des oignons que Pierre vend. Cette niche économique l'amène à tisser des liens avec des Camerounais musulmans, souvent impliqués dans ce type de commerce. Selon Pierre, ce sont les musulmans qui vont acheter les oignons dans des pays comme le Niger. Pierre leur rachète alors des petites quantités qu'il revend au marché. « Au Cameroun, il y avait beaucoup de personnes à qui je vendais qui pensaient que moi aussi, j'étais musulman ». À un moment donné, impliqué dans ses relations avec les commerçants musulmans, Pierre songe à devenir musulman. Néanmoins, en raison de certaines obligations que ce choix lui imposerait, il se décourage : « Moi, je bois de la bière et je mange la viande de porc, donc laisser tomber ça c'est un peu difficile ». C'est finalement en cours de son expérience migratoire que Pierre se convertira, non pas à l'Islam mais au Christianisme.

Avec l'argent qu'il a pu économiser en vendant ses oignons, Pierre part du Cameroun en mars 2005, accompagné de celui qu'il qualifie de son meilleur ami. Son projet migratoire, en sortant du pays, est d'aller en Espagne. Parlant déjà le français et l'anglais, il explique le choix de ce pays par, en particulier, son envie d'apprendre l'espagnol. Mais plus qu'une envie de maîtriser cette langue, c'est l'envie de « faire l'aventure » qui incite Pierre à migrer. L'expression de « faire l'aventure » ou l'autodétermination du « je suis un aventurier » est d'ailleurs récurrente chez les migrants africains. Pierre dit avoir étudié la carte avant de partir et avant de commencer le périple, il s'imagine se rendre en Espagne en traversant le détroit de Gibraltar en bateau depuis le Maroc. Il ignore qu'il lui faut un visa pour se rendre en Espagne. De même, il ne sait pas ce que c'est une carte de séjour. Il possède un passeport, mais par peur de le perdre en cours de route, il le laisse au Cameroun.

Dans un premier temps, Pierre et son ami partent du Cameroun au Nigeria par voie maritime. Il s'agit d'une embarcation régulière, qu'empruntent les commerçants camerounais transfrontaliers notamment. Pour traverser le Nigeria ils prennent le bus. Arrivés à la frontière avec le Niger, ils payent des passeurs qui leur font passer la frontière à moto. Une fois au Niger, ils continuent le voyage jusqu'à Tamanrasset, au sud de l'Algérie. Ils auraient mis plus ou moins deux semaines pour se rendre du Cameroun jusqu'en Algérie. Arrivés à Tamanrasset, les deux aventuriers apprennent que pour pouvoir circuler à l'intérieur de l'Algérie, il leur faut un passeport. Pierre n'a plus d'argent et ne peut pas se procurer un nouveau passeport. Son ami, plus chanceux, continue alors seul le voyage vers le nord de l'Algérie. Pierre, lui, reste dans le sud pour essayer de gagner un peu d'argent. Il vit alors dans ce que les migrants nomment eux-mêmes « le ghetto » :

> *Quand tu arrives en Algérie, il y a par exemple des Maliens, il y a des Camerounais, il y a des Nigérians, il y a des Sénégalais… Donc ce sont des ghettos. Chaque tribu a son ghetto. Par exemple, les Camerounais ont leur ghetto, les sénégalais ont leur ghetto et ainsi de suite […].Quand on te présente l'Algérie à la télévision, on peut te présenter rien que la capitale, qui est vraiment jolie, jolie, jolie. Mais on ne te présente pas les villes qui ne sont pas bien. C'est quand tu arrives là-bas que tu découvres que l'Algérie ce n'est pas comme à la télévision […]. Quand je suis arrivé en Algérie, j'étais vraiment déçu donc. C'était vraiment difficile, difficile. C'était vraiment trop, trop difficile.*

Pierre reste quatre mois à Tamanrasset. Il vit dans des conditions très difficiles. Durant quatre mois il ne se lave pas et ne peut pas manger à sa faim. Afin de trouver du travail et, ainsi, comme il le dit « progresser jusqu'au Maroc », il part tous les matins sur les chantiers pour demander du travail. Il parvient ainsi à travailler durant deux mois. L'argent gagné lui permet d'acheter un passeport béninois (acheté environ 30€) et continuer la route. C'est d'ailleurs l'expérience vécue dans le sud de l'Algérie qui conduit Pierre à croire en Dieu et à prier régulièrement :

> *Quand j'étais au Cameroun, je ne croyais pas à ces histoires-là. Moi, je pratique depuis que je fais l'aventure. J'ai compris que Dieu existe. Dieu existe. En sortant faire l'aventure, je suis arrivé à un niveau où qu'il fasse chaud, qu'il pleuve, que tu ne manges pas, c'est pareil ; […] durant presque huit mois d'aventures, je ne suis jamais tombé malade […] C'est à partir de ce moment là que j'ai compris que la prière est nécessaire, que Dieu existe.*

C'est aussi à Tamanrasset que Pierre entend parler, pour la première fois, des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla :

> *Quand je suis arrivé en Algérie, on me commentait déjà ça [les enclaves]. C'étaient des types qui étaient là-bas qui me parlaient déjà de cette histoire-là. Pour moi, c'était du nouveau, quoi. Parce que moi, je n'avais jamais entendu parler de ces histoires-là. C'est à partir de là que j'ai essayé de voyager jusqu'au nord de l'Algérie, puis au Maroc, et voir ce dont on me parlait chaque jour.*

Cette nouvelle information conduit Pierre à modifier légèrement son projet initial ; il ne tentera plus le passage par le détroit de Gibraltar (on lui dit d'ailleurs que le passage maritime est de plus en plus difficile), mais privilégiera la possibilité d'entrer en Espagne par l'enclave de Melilla. Il refuse cependant de trop changer son projet.

> *J'ai compris que l'on peut aussi passer par la Libye. On peut aussi aller en Mauritanie ou au Sénégal. Il y a beaucoup d'amis qui ont pris ces chemins-là. Moi je ne suis pas parti parce que mon objectif… je ne voulais pas changer de plan ; depuis le Cameroun je m'étais préparé donc je ne voulais pas changer de plan, quoi. J'ai dit « non ». J'ai persisté et j'ai suivi mon chemin.*

Arrivé dans le nord de l'Algérie, où il reste deux mois, Pierre retrouve de nouveau une organisation en termes de ghettos. Ceux-ci permettent d'organiser la traversée de la frontière entre l'Algérie et le Maroc, la marche pour arriver jusqu'à Melilla et l'arrivée dans la forêt – où d'importants ghettos existent également – située à proximité des grilles de l'enclave. Pierre marche pendant une semaine pour arriver du nord de l'Algérie jusqu'au nord du Maroc. Arrivé près de Melilla, il est emmené dans la forêt et tente, par la suite, d'« attaquer » les barrières plusieurs fois. Sans succès. Il se manifeste finalement auprès de la police marocaine pour être refoulé jusqu'à la frontière algérienne :

> *Moi, je ne pouvais plus rester dans la forêt. C'était une question de survie. Je n'avais plus de quoi manger et il fallait que je retourne en Algérie […]. Dans la forêt tu n'as personne qui peut t'aider. Tu peux sortir de la forêt et mendier auprès des Marocains et après retourner dans la forêt. C'est tout. En Algérie, en revanche, tu as la possibilité de chercher du travail. Par exemple, tu trouves un petit job et on te paye 500 dinards. Là bas, c'est beaucoup d'argent. Si tu travailles comme ça deux jours, tu peux retourner dans la forêt [au Maroc] et avec cet argent-là tu peux acheter du pain, des tomates… Si tu ne travailles pas et que tu es dans la forêt, tu n'as rien. Tu peux juste sortir et mendier auprès des Marocains. Quand tu vois un Marocain, tu essayes*

de lui expliquer ton problème […]. Les Marocains âgés ils t'aident, mais pas les jeunes. Les jeunes marocains sont trop violents.

C'est donc en bus que Philipe est renvoyé à la frontière algérienne. Il y reste un mois. Lorsqu'il a pu économiser un peu, il refait une deuxième fois le trajet à pied pour arriver à la forêt de Melilla. Nous sommes alors à l'automne 2005. Pierre participe à l'attaque massive des barrières fin septembre/début octobre, sans parvenir à rentrer en Espagne : il passe la première, mais est arrêté par la police – de façon très violente – avant de grimper la deuxième. Il retourne alors dans la forêt. Le lendemain, le jour où les autorités marocaines organisent un « nettoyage » de la forêt, Pierre s'y trouve :

Le lendemain, la police est venue dans la forêt pour ramasser tout le monde. Il y avait un hélicoptère qui circulait et des gens qui couraient. L'hélicoptère disait aux policiers vers où les gens couraient et c'est comme ça qu'ils ont pu les arrêter. Moi et deux autres Camerounais, on s'est caché. On n'a pas bougé pendant quatre heures. Ils ont pris tous mes amis, mais nous trois, ils nous ont pas vus. Ils étaient tout près, mais ils ne nous ont pas vus. On a prié pendant quatre heures [et quand la police est partie] on s'est dit qu'il faut essayer de traverser. On est sorti de la forêt pour aller à Melilla. Il y avait une entrée qui était en construction. Normalement, il y a des policiers de la Guardía Civile qui surveillent cette entrée, mais au moment où l'on arrivait, il n'y avait personne […]. Avant d'entrer, on a quand même demandé à des Espagnols s'il y avait des policiers. C'étaient des ouvriers qui travaillaient là. Ils nous ont dit « non, pas pour le moment, vous pouvez passer ». On est alors rentré tranquillement.

Une fois à l'intérieur de l'enclave, les trois migrants se cachent. Pour ne pas susciter de la curiosité, ils décident de sortir de leur abri un par un. Pierre sort le dernier. Il demande « aux Arabes » où se trouve le commissariat. Sur la route, il rencontre un ami. Celui-ci l'amène au camp des migrants et lui donne des vêtements propres. Pierre se glisse alors dans le décor et fait comme s'il faisait partie des migrants arrivés en masse la veille. Au bout de sept mois, Pierre a alors réalisé son projet initial : entrer en Espagne. Il a, en tout, passé 15 jours sur la route entre le Cameroun et l'Algérie, six mois en Algérie et 15 jours dans la forêt près de Melilla.

Pierre reste 10 jours à Melilla avant d'être transféré à Murcia par les autorités espagnoles. D'ailleurs, lors de son entretien au commissariat de Melilla, il ne change pas d'identité : « Je n'ai pas voulu compliquer les choses, beaucoup ont changé [leur nationalité] mais moi j'ai dit que j'étais Camerounais. Je suis Camerounais et je suis fier de l'être ». À Murcia, il est pris en charge par une association. Il y reste cinq jours avant de prendre le bus

pour Madrid : il souhaite retrouver son meilleur ami avec qui il a fait route commune jusqu'au sud de l'Algérie. Ils se donnent rendez vous dans le centre de Madrid. Néanmoins, puisque Pierre arrive tard, son ami n'a pas pu l'attendre. Pierre doit alors se débrouiller seul :

> *Quand je suis arrivé à Madrid, j'ai demandé à n'importe quel noir, même à des Espagnols, où sont les Camerounais. Le problème, c'est que je ne parlais pas espagnol. Mais j'ai eu de la chance et j'ai ainsi trouvé des Camerounais.*

Ces Camerounais hébergent Pierre la première nuit et l'amènent le lendemain à la Croix Rouge. Ici, il s'enregistre afin de pouvoir bénéficier d'une assistance d'urgence. Puisque les listes d'attente pour le centre d'hébergement de la Croix Rouge sont longues, il doit, dans un premier temps, se contenter d'une carte indiquant les auberges et les endroits où il est possible de dormir et manger gratuitement. Il est ensuite pris en charge par la Croix Rouge.

À Madrid, Philipe décide de demander l'asile : il a appris qu'en Espagne, c'est au bout de trois ans que l'on peut demander une régularisation. Comme il le dit, « il faut réfléchir sur ce que l'on va faire durant ces trois ans-là ». Pour lui, demander l'asile est donc une stratégie afin d'obtenir des papiers, éventuellement un permis de travail dans l'attente du traitement du dossier. C'est la Croix Rouge qui l'assiste dans sa démarche. À partir du moment où sa demande d'asile est déposée, les responsables de son dossier décident de le transférer à Salamanque. Madrid est, selon les dires de ses tuteurs, une ville trop grande pour des jeunes demandeurs d'asile[185] :

> *Les jeunes qui demandent l'asile, ils ont un logement à Salamanque. C'est pour ça qu'ils m'ont envoyé ici […]. Ça me paraissait bien. Ils m'ont dit que l'avantage, c'était que j'allais pouvoir étudier et être logé pendant un certain temps. Je ne pouvais pas refuser, car moi à Madrid je n'avais personne, j'étais seul. Donc cette chance là qu'ils m'ont donnée, il fallait que je l'exploite.*

Arrivé à Salamanque, début 2006, Pierre est accueilli dans un foyer de jeunes demandeurs d'asile. Il y trouve quelques Camerounais, quelques Somaliens, un Turc et un Ivoirien. Il commence alors à prendre des cours d'espagnol, à la Croix Rouge le matin et à

---

[185] Pierre dit avoir « quelque chose comme 18 ans » au moment de demander l'asile, en 2005, ce qui correspond à son année de naissance (1987). Il est néanmoins possible qu'il ait dit être plus jeune : il est quelque peu hésitant lorsque je lui demande des précisions sur son âge au moment de déposer sa demande. Le programme par lequel il est pris en charge est, de toute façon, un programme destiné aux mineurs. Cependant, il se peut aussi que des migrants qui sont tout juste majeurs puissent l'intégrer.

Caritas le soir. Au bout de six mois, il obtient un permis de travail lui donnant le droit d'exercer une activité salariale, même si la décision concernant sa demande d'asile n'est pas encore prononcée. Dans un premier temps, il va suivre une formation de plomberie d'une durée de huit mois. C'est la Croix Rouge qui l'aide à trouver cette formation : « Je leur ai dit que je voulais faire quelque chose, ils [les gens de la Croix Rouge] m'ont alors emmené dans le bureau de l'emploi, *la oficina de empleo* où j'ai expliqué mon problème. C'est ainsi que cette formation s'est présentée ». Après l'avoir terminé, Pierre se retrouve pendant quelque temps inactif, il cherche des « petits boulots » sans succès. Puis, un jour, il trouve en emploi dans la maçonnerie. C'est un footballeur camerounais, joueur de troisième division à Salamanque, qui lui facilite ce travail. Comme il le dit, son ami footballeur a beaucoup de contacts.

En 2007, ses tuteurs lui apprennent qu'il est temps pour lui de quitter le foyer d'accueil :

> *Ils m'ont dit que je devais sortir, que mon temps était arrivé car je parlais déjà bien l'espagnol. Je me suis dit qu'avec le travail que j'avais obtenu, ça tombait bien. La maison, c'est pour ceux qui ne parlent pas bien l'espagnol, ceux qui doivent apprendre pour pouvoir s'intégrer dans la société espagnole. Il fallait donc que je sorte pour laisser ma place à quelqu'un d'autre.*

Dans un premier temps, Pierre s'installe dans le quartier de Garrido : il y connait des Congolais qui veulent bien lui louer une chambre. Après avoir travaillé trois mois dans la maçonnerie, son contrat s'achève. Il se voit alors obligé de quitter Salamanque, où il peine à trouver du travail, pour Madrid. Il laisse alors sa chambre à un ami camerounais. À Madrid, il a beaucoup de connaissances camerounaises. Néanmoins, il rencontre là aussi des difficultés pour trouver du travail. Lors de sa recherche, il s'inscrit dans des agences d'intérim et achète régulièrement les journaux où il consulte les annonces. C'est finalement ainsi qu'il obtient, enfin, un emploi. Il s'occupe alors du déchargement de containers. Ce n'est cependant que temporaire. Au bout de cinq mois passés à Madrid, dont seulement un mois avec du travail, Pierre décide de retourner à Salamanque : la vie madrilène est trop chère lorsque l'on ne travaille pas.

De retour à Salamanque, Pierre regagne l'appartement des Congolais où son ami camerounais occupe toujours son ancienne chambre. Durant un mois, ils vont faire chambre commune, puis Pierre décide de repartir. Cette foi-ci, il se dirige vers le Nord de l'Espagne, plus précisément à San Sébastian où il a un ami, lui aussi Camerounais. Celui-ci l'héberge

chez lui durant quelques jours, puis Pierre parvient à louer une chambre dans une collocation avec des Équatoriens :

> *[Avec les Équatoriens], ça s'est très bien passé. Moi, je peux vivre avec n'importe qui, quelque soit la nationalité, parce que moi je suis d'abord un garçon trop tranquille. Je peux vivre avec n'importe qui sans problème.*

Afin de trouver du travail, Pierre parcourt les agences intérim. Néanmoins, c'est finalement par un ami qu'il va trouver un travail, un mois après son arrivée dans la ville :

> *Un ami m'a branché avec quelqu'un. Il m'a dit : « Tu vas à tel endroit, tu expliques à ce monsieur, comme ça, comme ça, comme ça ». Bon je suis allé, j'ai expliqué au monsieur et il m'a dit qu'il n'y avait aucun problème. Je lui ai donné les photocopies de mes documents et il m'a dit que tel jour il va m'appeler. Bon, avant ce jour-là, je l'ai rappelé et je lui ai dit « moi, quand est-ce que je vais commencer à travailler ? ». Il m'a dit que tel jour je devais venir […]. J'ai insisté pour qu'il sache que moi je suis vraiment dans le besoin.*

Ce travail, dans la peinture industrielle, Pierre le garde durant deux mois et demi. La totalité de ses collègues sont étrangers, principalement des Marocains, des Équatoriens et des Brésiliens. Puis, avec l'arrivée de la crise économique – nous sommes alors fin 2009 –, l'entreprise n'a plus rien à lui proposer. Il retourne alors à Salamanque. La chambre qu'il avait auparavant occupée n'est plus disponible et Pierre doit chercher un logement. Il loue finalement une chambre chez des Nigériens.

Puisqu'il a maintenant passé plus de trois ans en Espagne, Pierre cherche à Salamanque un contrat avec lequel il pourrait envisager un processus de régularisation. Néanmoins, la crise économique rend se démarche particulièrement difficile :

> *Je ne trouve pas de contrat puisque il n'y a pas de travail. Il n'y a pas de travail. S'il y avait du travail, j'aurais peut-être eu la chance de trouver un contrat. En plus, c'est très difficile de trouver un contrat d'un an, mais c'est le contrat qu'ils me demandent [pour pouvoir être régularisé]. Même si tu trouves un patron qui te fait un contrat, il ne va pas te faire un contrat d'un an. Il te fait d'abord trois mois, puis il te fait six mois, puis un an. Mais te faire directement un an, c'est difficile, c'est difficile.*

Pierre peut cependant chercher du travail avec son permis reçu suite à sa demande d'asile. Ce permis ne requiert pas un contrat d'une durée déterminée, mais doit être renouvelé tous les six mois. C'est par peur d'un non-renouvellement de ce permis (refus de la demande d'asile par exemple) ou l'obtention d'un permis de résidence sans permis de travail (statut

d'asile accordé mais sans le droit de travailler) qu'il préconise une régularisation classique (trois ans en Espagne et avec un contrat 'un an) plutôt qu'une régularisation liée à sa demande d'asile. Découragé par la situation (« j'ai cherché, mais il n'y a pas de travail »), Pierre demande le chômage. Ayant travaillé de façon régulière, il y a droit. Celui-ci lui est accordé pour une durée de quatre mois avec un montant mensuel de 400€. Il vit alors avec cet aide, mais aussi avec ses propres économies. Pour essayer « d'avancer », il s'inscrit dans une formation professionnelle mais n'est pas sélectionné : il y a trop de monde inscrit.

Notre entretien formel a lieu en février 2009, soit au moment où Pierre est officiellement au chômage. Son projet à ce moment-là est alors de trouver un travail, et ce dans l'unique objectif d'être régularisé et, ainsi, pouvoir rentrer au Cameroun visiter la famille. En mars 2010, j'appelle Pierre par téléphone. Il dit alors ne pas avoir quitté Salamanque depuis notre dernière rencontre, ni avoir obtenu des papiers.

1.2 Djibril, Guinée

Djibril, Guinéen, est né en 1979 au Sénégal de parents guinéens. Il passe une partie de son enfance au Sénégal, puis toute sa famille décide de retourner en Guinée. Djibril ne s'identifie plus du tout au Sénégal :

> *Pour le Sénégal, je n'ai pas beaucoup à dire parce que c'était mes parents, ce sont mes parents qui ont immigré là-bas hein, et après on est entré en Guinée, je ne connais pas leur histoire, pourquoi ils…je n'ai pas demandé, aujourd'hui je n'ai rien à voir avec là-bas, le fait que j'ai ma nationalité guinéenne, puis…on est tous rentré, on n'a plus de famille là-bas au Sénégal.*

En Guinée, Djibril termine le collège, entre au lycée, mais il laisse les études pour travailler dans le commerce, « du petit commerce comme tout le monde en Afrique ». Son père est également commerçant. Djibril regrette d'avoir arrêté ses études (« c'était un peu la honte ») et, inspiré par ses compatriotes qui « rentrent d'Europe avec beaucoup d'argent », il décide de partir. Il dit ne pas avoir d'idée précise du travail qu'il fera en Europe, mais qu'il était déterminé à y apprendre un métier. Lorsque nous lui demandons s'il a pu obtenir un visa il nous répond :

> *Bien sûr ! Moi, en Guinée, c'est différent des autres (pays de l'Afrique de l'Ouest,) parce que les Guinéens qui sont en Europe, pour ne pas dire 100%, je peux te dire que 99% sont venus avec un visa. Soit les gens viennent avec un contrat de travail, et c'est*

quelque chose que moi je ne savais pas [que l'on peut faire], mais ça existe, soit les gens viennent avec un visa. Moi je suis venu comme ça, avec un visa de touriste, la plupart des Guinéens viennent comme ça avec un visa de touriste […]. Les Guinéens vont jamais dans les bateaux, ça c'est interdit, bon, les gens ont même pas ce courage[186].

En 2000, âgé de 21 ans, Djibril s'envole donc pour Paris où il reste une semaine, puis il se rend en Hollande, la destination qu'il a choisie : il y a de bons amis et il pense qu'il peut obtenir des papiers. Après l'expiration de son visa, il demande l'asile politique. Il avoue aujourd'hui sans hésiter que sa demande n'était pas fondée, qu'il s'agissait d'une stratégie pour pouvoir rester. Après avoir déposé sa demande, il est alors envoyé dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile où il reste six mois. Sa demande est rejetée et Djibril veut alors aller au Portugal où on lui a dit qu'il est possible pour les sans-papiers de travailler. Il retourne en France et prend le train de la gare du Nord pour le Portugal. À la frontière entre l'Espagne et le Portugal, la police portugaise monte dans le train et demande aux étrangers en situation irrégulière de descendre. Djibril est fouillé et la police découvre qu'il n'a pas beaucoup d'argent :

Moi, j'avais pas d'argent, si j'avais eu de l'argent ils m'auraient envoyé jusqu'à la France, parce que tous ceux qui viennent là-bas ils viennent de la France, ils prennent le train à la gare du Nord, pour le Portugal (…). Moi j'avais juste l'argent pour le billet de bus, ils (la police) m'ont mis dans un bus, le bus est arrivé ici (à Salamanque), je suis descendu, j'ai regardé, je me suis dit « ici je connais personne, je comprends pas la langue ni rien […]. J'ai appelé un cousin, il m'a envoyé de l'argent et j'ai logé une semaine à l'hôtel et Caritas m'a aidé un peu. ***Qui est-ce qui t'a dit que tu pouvais aller à Caritas ?*** *C'est quelqu'un qui m'a montré. Un Sénégalais. Je l'ai vu comme ça, je l'ai arrêté. Bon le Sénégalais je l'ai vu à la Gran Via (une des rues principales de la ville), j'ai dit « Bon écoute, je fais quoi là ». Il m'a dit « Bon, va à Caritas, tu vas leur expliquer ». C'est comme ça, que je suis allé là-bas (à Caritas), ils m'ont dit que je pouvais venir manger, puis j'ai pris une chambre avec des Sénégalais et j'allais manger à Caritas.*

---

[186] Ce besoin de souligner que l'on ne fait pas partie de « ceux venus en pirogue » ressort dans d'autres entretiens. Une personne nous décrit en détail comment s'est passé son vol, comment ses colocataires ont déchiré son billet de retour. Cette personne est réellement venue par voie maritime, aux Canaries. Comme le dit Michel Peraldi, « la légalité (où la non-légalité) du voyage suffirait désormais à construire la figure du migrant, son statut dans les sociétés qu'il parcourt comme celle où il s'installe » (Peraldi, 2007, p. 68). Souligner que l'on est venu légalement, ou dissimuler que l'on est arrivé de manière illégale serait alors une façon de se distinguer du statut de « pateriste » (celui qui est venu en *patera*, le mot espagnol désignant les embarcations clandestines) et l'image qu'il véhicule.

Deux mois après son arrivée à Salamanque, Djibril régularise sa situation dans le cadre de la régularisation de 2001. Caritas l'aide à trouver un précontrat, document indispensable pour pouvoir prétendre à l'obtention d'une carte de séjour. Après avoir obtenu ses papiers, il décide de ne pas se lancer directement dans une activité salariale, mais de réaliser une formation professionnelle (le précontrat ne s'est donc pas transformé en contrat) :

> *Je n'ai jamais aimé travailler sans avoir un métier, j'ai toujours voulu travailler avec mon propre métier… connaître mon propre travail. Alors, quand j'ai eu les papiers, j'ai appris les machines, ce qu'on appelle ici* excavadora*, la machine qui ouvre les routes les grands chantiers (…) pelleteuse, justement, c'est ça mon métier.*

Après avoir terminé la formation, Djibril trouve du travail « dans beaucoup de coins » et il est souvent amené à se déplacer : Asturies, Madrid, Valence…Il s'identifie fortement à son travail :

> *Moi, je suis un grand professionnel ; à Madrid, beaucoup de gens ont peur de moi, quand on parle de travail et quand je viens, ils se disent : « Lui il est mieux que moi ». Parce que j'ai ouvert en 2004, dans un quartier à Madrid, et justement il y avaient des petites routes, il y avait des camions, des gens, des…pouf ! Tous ceux qui sont venus pour ouvrir (le chantier) là-bas ont refusé, ils ont dit « Non, je peux pas ». Moi, j'étais la septième personne à être venue, et c'est moi qui ai fait le chantier. Ca c'est…je suis fort…oui…c'est ça mon métier.*

En 2003, il achète son propre appartement dans le quartier Garrido. En 2006, il entame la construction d'une maison en Guinée, chose qu'il dit faire pour pouvoir garder un pied dans son pays d'origine, mais aussi pour « ne pas avoir à être chez les gens » quand il s'y rend. Ce dernier point a également été souligné dans d'autres entretiens, notamment par une femme sénégalaise qui a acheté un logement à Dakar pour ne pas être « obligée » d'aller chez la famille, chose qu'elle juge fatigante et contraignante. Construire sa propre maison est certes une manière de montrer sa réussite, mais pourrait aussi témoigner d'un individualisme renforcé par l'expérience migratoire.

Djibril se rend en Guinée plusieurs fois par an, « dès qu'il a des vacances ». Lorsque nous lui demandons s'il a un CDI, il nous répond qu'il ne souhaite pas avoir un tel contrat, qu'il préfère que « le patron lui donne l'argent ». Cette phrase n'est pas claire. Peut-être y a-t-il une partie de travail au noir. De toute manière, Djibril semble avoir opté pour un fonctionnement lui donnant une certaine flexibilité, ce qui à son tour lui permet d'aller régulièrement en Guinée, quelques fois de manière prolongée (trois mois par exemple).

Certaines personnes nous ont d'ailleurs fait part de leur mécontentement d'avoir un « contrat fixe » car, avec ces contrats, il est difficile d'effectuer de longs séjours au pays d'origine. Un de nos informateurs salariés est toutefois resté au pays deux mois sans prévenir son patron espagnol. De retour à Salamanque, le patron le reprend, mais à une condition toutefois : qu'il ne reparte pas l'année suivante. Ainsi nous dit-il : « Je ne peux pas partir cette année parce l'année dernière je suis parti deux mois ». Certains patrons espagnols semblent alors avoir une marge de tolérance envers leurs employés migrants.

Djibril travaille aussi sur un projet d'acheter une maison à Malaga :

> *Une maison à Malaga, oui c'est ce que je veux. J'ai envie de rester à Malaga, bien sûr. Je veux essayer de négocier (avec la banque), voir si c'est possible. Parce que le prix des maisons augmente alors…Mais si tu revends, tu gagnes pour toi…* ***Mais tu te déplaces beaucoup, tu ne vas pas pouvoir rester à Malaga ?*** *Jamais, si j'achète je peux louer, tant qu'il y a l'argent pour payer la banque…*

Ce projet témoigne d'une dispersion territoriale intéressante des logements dont Djibril est (sera) propriétaire : Salamanque, Malaga, Guinée. De plus, actuellement Djibril habite la plupart du temps à Madrid, lieu où son dernier contrat a été réalisé. Ici, il loue un appartement avec un couple guinéen. Quant à son appartement à Salamanque, il le loue à un Ghanéen et un Burkinabé. Il s'y rend aussi régulièrement lui-même. Comme lorsque nous nous sommes rencontrés au marché, la rencontre ayant précédé notre entretien. Pour beaucoup de migrants, le marché est un lieu pour retrouver les amis, les saluer, prendre de leurs nouvelles… Nous nous sommes également croisés sur le soir quelques semaines plus tard.

Djibril dit avoir peu d'amis. Il affirme avant tout être « un travailleur » qui ne « trafique pas ». « Il y a peu de gens qui me connaissent, on me reconnaît dans la rue mais sans me nommer, il n'y a pas beaucoup de causeries ». Les deux fois où nous avons croisé Djibril, au marché et au bar, il était en effet seul. Il semble qu'il ne souhaite pas que les gens entrent dans son intimité : « Je fais ma vie ». Il a toutefois vécu une relation avec une fille espagnole qui a duré plusieurs années :

> *Je pense que l'amour n'a pas de frontière, ni de nationalité. Un jour, je peux rencontrer la femme de ma vie (…). Je vois beaucoup de gens qui marient là-bas en Afrique une femme, sans métier, sans études, sans avenir, et qui restent ici pour nourrir ces gens qui ne sont pas à côté d'eux. Quand je fonderai une famille, c'est pour qu'elle reste avec moi.*

Aussi, Djibril aime beaucoup sortir en discothèque : « Je suis quelqu'un qui sort beaucoup, j'aime trop la fête. Moi, quand j'ai du temps libre, je suis en disco ». Le *Irish Rover*, beaucoup fréquenté par les étudiants étrangers, est son lieu préféré à Salamanque. Il va également à *El Sabor*, bar à salsa brésilien, fréquenté par beaucoup d'Africains. La clientèle y est plus âgée que dans le premier. Djibril ne boit pas d'alcool et il ne fume pas, mais il ne se considère pas comme un musulman pratiquant : il prie, mais pas cinq fois par jour. Aussi, il nous montre sa très grosse chaîne qu'il porte autour du cou : « Ça, c'est interdit ! ». Il ne connait pas l'existence de la mosquée à Garrido, mais est étonné lorsqu'on lui dit qu'il y en a bien une : « Ça, c'est à côté de chez moi ! ».

Depuis peu, Djibril a bénéficié d'une promotion au sein de son entreprise, ce qui l'amène à se déplacer régulièrement :

> *Le fait que maintenant on m'a pris comme le gars, le monsieur le plus intelligent de l'entreprise, là maintenant je ne fais que me déplacer (...) ; on m'a donné une fourgonnette, je ne fais que marcher [comprendre : déplacer] maintenant. J'ai aussi ma propre voiture. Là, je suis venu avec ma propre voiture parce que je ne me déplace pas au nom de l'*empresa.

Quant aux projets futurs d'Djibril, il souhaite créer une entreprise en Guinée, dans son domaine à savoir la construction :

> *Je pense faire une entreprise, pour travailler là-bas. Mais seulement il faut, pour le moment, se battre ici, il faut travailler durement pour avoir l'argent, puis avoir les relations aussi parce qu'une entreprise, une seule personne ne peut pas le faire, tu vois. Il faut le faire avec d'autres aussi… sinon je pense à ça, parce qu'en Afrique, il y a beaucoup de choses à faire là bas, il y a du travail, et le jour où les Africains se rendent comptent qu'ils sont en retard, il y aura du travail. Actuellement, comme on ne pense qu'à la guerre ça va pas, mais ça va changer, j'espère que ça va pas rester comme ça…mais du moins je pense que les gens sont beaucoup plus intelligents, il y a beaucoup de choses à faire en Afrique, il y a les routes, il y a les… J'espère faire une entreprise, parce que pour qu'un pays se développe, il faut des gens qui connaissent un travail et qui travaillent, c'est ça développer un pays, avec la nouvelle génération on peut, mais pour faire tout ça il faut que l'Afrique soit tranquille, il faut que la sécurité soit réelle. S'il y a la sécurité, il y a la justice, et la santé. Parce qu'il y a de l'argent en Afrique, par exemple dans mon pays il y a de l'or, il y a du pétrole, rien ne nous manque ! C'est la tête qui manque, donc.*

1.3 Akim, Algérie

Akim est né à Tiaret en Algérie en 1964. Il a deux sœurs et deux frères, l'un est informaticien, l'autre juriste. Jeune, ses parents, agriculteurs, l'encouragent à s'investir dans les études. Après avoir obtenu le baccalauréat, il part étudier à l'Université de Mascara où il se forme en tant qu'ingénieur. Après avoir terminé ses études, il commence à travailler comme conseiller à la mairie, puis comme chargé d'études dans un cabinet d'aménagement du territoire. Parallèlement, il prépare le concours de Magistère qu'il obtient. Ensuite, il est recruté comme maître-assistant à l'Université de Mascara. C'est ici qu'il commence à réfléchir sur un projet de migrer, en juin 1999 :

> *Étant professeur à l'Université, j'ai reçu une invitation d'un congrès international qui se tenait en Australie : la loi dit qu'il faut une invitation pour participer à un congrès, ça te permet d'y aller sans aucun problème. Donc quand j'ai reçu l'invitation, qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai fait les démarches pour y aller. Mais ils ne m'ont pas laissé y aller, c'était un problème de visa.*

Lorsqu'Akim songe à aller à un congrès en Australie, c'est aussi pour éventuellement y rester. Maintenant qu'il est décidé à partir, il commence à se renseigner. Il veut aller en Italie :

> *En principe, j'allais aller en Italie. J'ai planifié d'aller en Italie. Mais le visa était trop difficile. J'ai choisi l'Espagne à la dernière minute. Mais je voulais aller en Italie, j'aime l'Italie [...] Donc après j'ai parlé avec le consul espagnol à Oran. Il me dit : « Je te donne un visa et tu essayes d'étudier ». Il m'a donné un visa rapidement et facilement.*

Akim demande un visa d'études, mais obtient un visa de tourisme de 40 jours. Comme il le dit, il « ne sait pas ce qui s'est passé ». Depuis l'Algérie, il se renseigne sur internet sur des écoles de langues susceptibles de l'accueillir. Il trouve alors une académie de langue située à Salamanque. En avril 2000, il part en avion pour Alicante, puis il prend le bus jusqu'à Salamanque. Ici, son école de langue lui a réservé une chambre et il commence les cours aussitôt. Il reste deux mois à l'école : à l'expiration de son visa, il se retrouve en situation irrégulière et sa priorité devient alors celle de trouver un travail et, ainsi, obtenir des papiers.

Après avoir quitté sa chambre du début, il se loge durant sept mois dans un *hostal*. Durant ce temps, il cherche activement du travail. C'est finalement au commissariat – où il s'est rendu dans l'espoir de pouvoir trouver une solution – qu'on lui dit d'aller à la Croix

Rouge. Il va par la suite prendre connaissance des services proposés par Caritas où une femme devient un peu son tuteur informel. Elle lui propose notamment de s'installer dans un des logements que gère Caritas. Akim sent alors que sa situation devient un peu plus « normale » que lorsqu'il était à l'*hostal*. Néanmoins, il peine à trouver du travail et reste inactif pendant deux ans. En 2002, il reçoit une invitation à quitter le territoire : il s'est fait contrôlé par la police dans les rues de Salamanque. Avec l'aide des avocats de la Croix Rouge, il réussit à faire annuler son expulsion. Décidé à obtenir des papiers, il décide, toujours en 2002, de tenter sa chance en France où il envisage de s'installer. Il prend le bus jusqu'à Paris et dit ne pas être trop inquiet pour le voyage, malgré sa situation irrégulière. Lors du trajet, il fait la connaissance d'un Indien du Portugal qui l'amène à la préfecture de Paris. Ici, il ne peut cependant que constater qu'ils ne pourront pas l'aider. Puis, il aperçoit un local de la Croix Rouge où il se rend :

> *J'ai fait des tournées et j'ai vu la Croix Rouge. Je suis entré et je leur ai dit : « Voilà, je suis immigré, je dois parler avec le directeur de la Croix Rouge ». Ils m'ont dit : « Oui, seulement il faut voir avec le bureau central qui se trouve vers les Champs Élysées ». Donc, j'ai pris le métro. Puis ils m'ont expliqué qu'avoir des papiers, c'était impossible ».*

Akim reste une semaine à Paris. Il passe deux nuits à la station de bus où il est descendu en arrivant d'Espagne (« J'y ai connu du monde, j'ai passé le temps avec eux »), puis quelques nuits dans des hôtels situés à proximité de cette station. Après une semaine, il décide de se diriger vers l'Italie : il a l'espoir d'y avoir plus de chance. En bus, il se rend à Rome. Ici, il se renseigne dans la rue et dans les bars des possibilités pour des sans papiers d'obtenir un titre de séjour. C'est finalement un italien qui parle français qui va lui « expliquer qu'avec Berlusconi, c'est difficile d'obtenir des papiers ». Découragé, Akim décide de rentrer à Salamanque au bout de deux jours et refait le même voyage dans le sens inverse.

De retour à Salamanque, il retrouve le même logement qu'il avait avant son départ. Appuyé par Caritas, il va faire une formation de paysagiste. Puis, en 2004/2005, son tuteur informel de Caritas lui trouve un contrat dans le secteur du ménage avec lequel il obtient des papiers dans le cadre du processus de régularisation en 2005, soit 5 ans après son arrivée en Espagne. Après le nettoyage, il trouve un travail en tant que paysagiste. Ce dernier, il l'effectue jusqu'en mai 2007, période à laquelle des problèmes de santé l'obligent à être mis

en congé maladie. En septembre 2008, il quitte l'appartement de Caritas et loue une chambre dans un appartement situé à Garrido qu'il partage avec deux Espagnols et une Espagnole.

Lorsque notre premier entretien formel a lieu, en février 2008, Akim et toujours en congé maladie et habite toujours à Garrido. Il me dit alors qu'il a un projet d'entamer des études doctorales, en sciences de l'environnement, à l'Université de Salamanque. Il a déjà obtenu une équivalence auprès du rectorat et a également trouvé un directeur de thèse lui ayant donné son accord. Il projette alors d'entamer ces études à la rentrée 2008. Comme il le dit, avec une thèse, il peut aspirer à un poste à l'Université.

> *[Après la thèse], je vais essayer de rester à l'Université ici. Mais j'ai aussi d'autres plans, je ne sais pas, mais peut-être aller en Angleterre ou au Danemark. Je ne sais pas. Où peut-être aller aux États-Unis où… c'est ça mes autres plans. Mais ici à Salamanque, le but c'est de travailler à l'Université.*

Akim dit d'ailleurs être dégoûté de l'Espagne : « J'aime voyager, je n'aime pas rester dans le même milieu pendant longtemps. Je n'aime pas ça ».

En septembre 2008, le congé maladie d'Akim prend fin et il devient chômeur : il ne retrouve pas de travail. Il décide donc de partir en Finlande où il pense avoir plus de chance d'obtenir un emploi. De plus, il maîtrise très bien l'anglais. Il remplit le formulaire de demande d'immigration de l'État finlandais et l'envoie à l'ambassade finlandaise à Madrid. Néanmoins, après avoir reçu sa demande, l'ambassade lui dit qu'il faut d'abord chercher du travail : le formulaire est à remplir seulement à partir du moment où l'on a un contrat de travail. L'ambassade lui donne alors le lien vers un site finlandais où il peut consulter les offres. Nonobstant, l'ensemble des offres étant en langue finlandaise, Akim perd espoir et décide de laisser tomber ce projet.

En novembre, il se rend en Algérie pour la première fois depuis huit ans et demi. Il y reste 20 jours et est frappé par les changements qu'a vus le pays depuis son départ :

> *Il y a eu des changements politiques, économiques et sociaux. Avec le nouveau président, il y a plus de démocratie. Il y a des investissements et l'emploi des jeunes et des femmes ça a changé.*

De retour à Salamanque, Akim postule pour un poste dans une société finlandaise implantée en Espagne. Lors de notre deuxième entretien formel, en février 2009, il attend toujours la réponse. Lors de cette rencontre, j'apprends par ailleurs que son projet de thèse dont il m'avait parlé un an auparavant ne s'est pas concrétisé :

L'année dernière, j'avais envie de le faire. C'est la science de l'environnement, c'est… c'est magnifique. C'est bien. Mais à la fin, quand à chaque fois que tu fais des contacts on te dit qu'il faut voir cette personne là, puis une troisième puis une quatrième et ainsi de suite. Je me suis dit : « Je le laisse ». ***Moi :*** ***Parce que tu m'avais dit que tu avais un directeur de thèse et tout, mais ça n'a pas…*** *Si, je l'ai gardé.* ***Moi : Donc ce n'était pas ça [qui posait problème], c'était pour avoir de l'information ou ?*** *Pour avoir de l'information oui.* ***Donc tu as laissé.*** *J'ai laissé oui* ***Pour de bon où tu retenteras l'année prochaine ?*** *Je ne sais pas. Franchement, je ne sais pas. Je suis en train d'y réfléchir.*

Lorsque je demande à Akim de me parler de ses projets les plus proches, il me dit qu'il va soit travailler dans la compagnie auprès de laquelle il a postulé, soit travailler dans la pizzéria d'un ami algérien, auparavant installé à Marseille et à Salamanque depuis deux mois. Cet ami vient de trouver des locaux où il va ouvrir un restaurant et a dit à Akim qu'il pourrait y travailler. En dehors de ces deux projets, quelque peu flous, il dit ne pas chercher de travail, désormais persuadé qu'il n'en trouvera pas : « À Salamanque [maintenant] il n'y a pas de travail ». Il précise d'ailleurs que les journées c'est difficile, qu'il ne sait pas toujours quoi faire pour s'occuper. Pour ce qui est des projets un peu plus lointains, il rêve toujours de quitter l'Espagne. Il ne songe néanmoins pas à aller ailleurs en Espagne, chose qu'il explique par son réseau social à Salamanque.

Akim est régulièrement en contact avec Caritas et la Croix Rouge :

Avec la Croix Rouge, j'ai d'excellentes relations. Quand il y a par exemple quelque chose de nouveau, des « cursos » qui m'intéressent, des classes ou des formations qui peuvent m'intéresser, ils m'appellent. J'ai des bonnes relations avec la directrice.

Il dit connaître l'ensemble des Algériens dans la ville et plusieurs Marocains. Il affirme cependant ne pas très bien s'entendre avec ces derniers :

Avec les Marocains, il y a une proximité culturelle mais on ne s'entend pas à 100%. Parce que les comportements, c'est différent. La politique, c'est différent ; l'éducation c'est différent. On ne s'entend pas bien, bien. C'est la vérité. Je vous dis la vérité […]. Par exemple, tu ne peux pas avoir un Marocain comme ami, ils ont un comportement qui n'est pas honnête. Bon, ce n'est pas tous, mais la majorité.

En dehors de ses amis algériens, Akim fréquente des personnes d'autres nationalités, notamment deux Américains – membres du mouvement religieux des Mormons – qu'il a rencontrés dans les rues de Salamanque. Deux fois par semaine, Akim prend des cours d'anglais gratuits chez ces deux missionnaires qu'il qualifie d'amis. Il fréquente de temps à

autre les bars, surtout ceux où se retrouvent les étudiants étrangers, mais n'est pas actif sur la scène nocturne salmantine. Lors de notre dernière rencontre, il habitait toujours le même appartement mais ne le partageait plus avec les trois Espagnols de l'année dernière. Désormais, un Égyptien et deux Sénégalais sont ses colocataires.

En décembre 2009, j'écris un mail à Akim pour prendre de ses nouvelles et lui demande s'il a des nouveaux projets. La réponse que je reçois en janvier 2010 est la suivante : « Salut, la vérité c'est que je n'ai pas de projet. *I'm sad here in Spain*. À te lire très prochainement ».

1.4 Mohammed, Sénégal

Mohammed est un Sénégalais originaire de la ville de Saint-Louis et né en 1971. Il n'a jamais été scolarisé. Ses parents sont bijoutiers et à l'âge de sept ans, Mohammed commence à travailler dans la bijouterie familiale. C'est alors son grand frère qui lui « montre les choses » et l'initie au métier. En 1999, il se marie avec une Sénégalaise. Peu après, le couple devient parent d'une petite fille. Mohammed continue à travailler dans la bijouterie, plutôt prospère, jusqu'à ce qu'il parte pour l'Espagne en 2003. S'il décide de partir, c'est pour « gagner encore plus » et parce que son meilleur ami, une personne avec qui il a passé toute son enfance et toute sa vie d'adulte, vit désormais à Barcelone. Cet ami a des contacts en Mauritanie et c'est ainsi que Mohammed va se rendre irrégulièrement sur le continent européen.

> *Moi, je suis allé à Nouadhibou en Mauritanie, mon ami à Barcelone avait des contacts avec la mafia là-bas, et je suis parti avec un très grand bateau de pêche qui allait au Portugal. J'ai payé 3000€ pour le voyage et je n'ai eu aucun problème. Chaque fois, le bateau prend trois personnes, mais ces trucs là ca n'existe plus maintenant, mais moi je l'ai fait, c'était très cher, tout le monde peut pas le payer, mais moi je l'ai payé avec mon argent.*

Arrivé au Portugal, il se renseigne pour trouver la gare, puis il se rend à Barcelone via Madrid pour retrouver son ami sénégalais. Son idée est alors d'éventuellement ouvrir une bijouterie encore plus grande que celle qu'il avait au Sénégal.

Arrivé à Barcelone, il loge chez son ami qui vit avec d'autres compatriotes dans le centre barcelonais. Mohammed est alors vite introduit à la vente ambulante, l'activité qu'exercent ses colocataires. Il commence ainsi à vendre des disques piratés et des bonnets, gants et autres devant le Corte Ingles et sur le port. Il perd vite ses illusions et songe à rentrer au Sénégal :

Les premiers jours et les premiers mois, j'ai pensé à rentrer parce que c'était très dur. Quand tu arrives, tu ne sais pas comment ça fonctionne : tu ne travailles pas et quand tu travailles tu cours [pour échapper à la police], donc tu ne peux pas travailler non plus. Et comment tu peux avoir de l'argent si tu ne travailles pas. Mes compatriotes m'ont dit : « T'inquiète pas », mais il y a avait beaucoup de frais et la ville était très grande et ça n'allait pas bien.

Courant 2003, Mohammed est arrêté par la police suite à un contrôle de papiers. N'ayant pas de titre de séjour, il passe deux jours au commissariat et ressort avec une invitation à quitter le territoire espagnol. Fin 2003, la situation à Barcelone devient de plus en plus difficile : à l'approche des fêtes, lorsque les Espagnols sont particulièrement demandeurs des objets que les vendeurs ambulants proposent, la présence policière dans les rues barcelonaises devient telle que Mohammed ne peut plus vendre. Un ami sénégalais à Salamanque lui propose alors de venir chez lui, lui disant que dans la ville où il habite c'est mieux pour les sans-papiers : on peut y exercer la vente ambulante sans difficultés.

Arrivé à Salamanque début 2004, Mohammed s'installe à Garrido dans un appartement qu'il partage avec sept ou huit compatriotes. Il vend des disques piratés au marché, dans les rues du centre ville de Salamanque et dans quelques marchés alentours. Puis, les contrôles policiers deviennent de plus en plus fréquents et la vente de disques de plus en en plus risquée, ce qui l'oblige à limiter son activité de vente au marché le dimanche. En 2005, il repart avec son ami à Barcelone. C'est l'année de la régularisation exceptionnelle et on les prévient qu'il y est possible d'acheter des contrats leur donnant accès à un titre de séjour.

J'avais un ami sénégalais qui m'a dit qu'il connaissait un patron espagnol qui toujours donnait des contrats, seulement il fallait lui donner 1600€. Je lui ai dit « ok, il n'y a aucun problème » et je lui ai donné l'argent [au Sénégalais]. Mais c'était des conneries, c'est une forme d'escroquer les gens, parce qu'ils créent des entreprises, ils donnent des contrats à une montagne de gens, genre 30 ou 40, mais seulement 10 personnes peuvent légalement travailler dans l'entreprise. Donc qu'est ce qui s'est passé ? La police s'est rendue compte et le Sénégalais est parti (au Sénégal avec mon argent). Donc après, nous on a eu des problèmes et on attendait. On attendait. J'ai eu le Sénégalais au téléphone et il m'a dit « t'inquiète pas, les papiers vont venir ». J'ai attendu pendant sept mois : je ne savais pas où était le patron espagnol et je ne savais pas quoi faire donc je suis retourné à Salamanque [fin 2005].

De retour à Salamanque, Mohammed est accueilli chez un ami vivant un peu à l'extérieur du centre. C'est là que je le rencontre une première fois en février 2005. Il est alors

très réservé et refuse de m'accorder un entretien car, comme il me le dit, « il n'a pas la tête à faire ça ». Il dort sur un matelas dans le salon et vend des disques au marché le dimanche. Au bout de quelques mois, il change d'appartement et retourne dans le centre. Habitant désormais près de la scène nocturne, il dit à cette époque fréquenter régulièrement les bars et les discothèques du centre.

En 2006, Mohammed a passé trois ans en Espagne et pense alors pouvoir régulariser sa situation.

> *Quand j'ai fait trois ans, je suis allé voir l'avocate de Caritas et je lui ai dit : « Écoute, comment je fais ? ». Elle m'a dit d'emporter tous les papiers qui pouvaient prouver ma présence en Espagne depuis 2003 et c'est que j'ai fait. Elle a regardé mes papiers, et elle a dit : « Je pense que tu peux te régulariser, maintenant il faut un contrat de travail. Va chercher du travail ! » Puis, elle a vu que j'avais une invitation à quitter le territoire. Moi, je croyais que je ne l'avais plus.*

Mohammed ne saisit pas bien la situation et commence à chercher du travail. Un ami lui parle d'un centre d'hébergement où il est possible d'obtenir du travail et, éventuellement, un contrat. Il s'approche de cette structure et l'intègre aussitôt. Ils sont alors quatre personnes à y être hébergées et à y travailler, dans le secteur agricole et dans le ménage :

> *Quand je suis arrivé dans le centre, j'ai commencé à travailler même si je n'avais pas de papiers. Le premier mois, ils me payaient 300€ ou 400 €, puis ils ont vu que moi je travaillais bien. Ils m'ont dit « toi, tu travailles très bien, on va te payer la même chose que ceux qui sont là avec des papiers ».*

À cette époque, Mohammed a toujours des problèmes liés aux papiers : la structure qui le prend en charge lui a proposé un contrat, néanmoins son ordre d'expulsion – reçu à Barcelone cinq ans auparavant – l'empêche d'obtenir un titre de séjour. Désespéré, il se dirige vers l'association des Sénégalais pour demander conseil. Ici, une personne ressource évoque son histoire auprès de différents hommes politiques ayant un certain pouvoir dans la ville. Avec la mobilisation de l'association, l'ordre d'expulsion est annulé. En avril 2007, Mohammed obtient un titre de séjour. Il continue à être hébergé et à travailler pour le centre d'accueil. Je retrouve Mohammed à ce moment-là. Il refuse toujours de m'accorder un entretien, cette fois en me disant « qu'il habite avec des Espagnols et que je ne peux pas venir les déranger ».

En novembre 2007, il part en vacances au Sénégal. Avec son patron, ils ont conclu qu'il y reste un mois. Au final, il reste deux mois au pays : « J'ai appelé mon patron et je lui ai

dit que j'avais des choses à régler. Il m'a dit que c'était ok ; que de toute façon il n'y avait pas beaucoup de travail à ce moment là. Donc je suis resté deux mois : un mois de vacances payés et un mois sans revenus ». Quand je lui demande de parler de son séjour au pays, voilà ce qu'il me répond :

> *Là bas, je n'ai pas fait grand chose, seulement dormir, manger et discuter avec les amis. Je n'ai fait rien d'autre que de me reposer. Mais j'étais aussi en train de voir où je pouvais faire du commerce là bas, mais je n'ai rien vu parce que je ne comprends pas bien les choses : ça fait quatre ans que je ne suis pas allé au Sénégal et les choses ont beaucoup changé. Quand je suis arrivé là, je n'ai rien compris. Rien, rien. [Maintenant] il faut une montagne d'argent pour faire du commerce, sinon ce n'est pas possible.* ***Moi : mais tu penses le faire ?*** *Oui, j'en ai envie. L'idée c'est que lorsque j'arrive là bas en vacances, j'ai un commerce, un magasin, où je peux travailler. Parce que l'on ne peut pas que dormir et manger, ce n'est pas normal. Après deux mois sans rien faire il n'y a plus d'argent […] J'aimerais que ma femme s'occupe du commerce lorsque moi je suis en Espagne. Maintenant elle ne travaille pas, mais si le commerce se situe tout près de la maison, elle pourra y aller. Par contre, si le commerce se situe trop loin de la maison non parce que là il faudrait que l'on emploie une femme pour s'occuper de la maison et des enfants, tu sais.*

Mohammed dit ne pas savoir dans quel type de commerce il aimerait investir. Pour l'instant, c'est un projet.

Après son séjour au pays, Mohammed retourne dans son centre d'hébergement. Une vingtaine de personnes habitent maintenant le foyer. La cohabitation est parfois difficile et les règles intérieures sont nombreuses et contraignantes. C'est à cette époque, en février 2008, que je retrouve Mohammed. Il est alors d'accord pour m'accorder un entretien formel, soit deux ans après notre première rencontre.

Désormais en situation régulière, Mohammed pourrait quitter le foyer. S'il y reste, c'est pour, dit il, « rendre service au responsable du centre » :

> *J'ai un contrat de six heures de travail par jour, mais tous les jours je travaille huit heures. Ce n'est pas normal, mais ce n'est pas grave parce le Père [responsable du foyer] m'a donné l'opportunité d'avoir des papiers et ça c'était un service très grand pour moi. En plus, quand je travaillais sans papiers le Père me payait quand même 800€ ! Mais je n'aime pas du tout vivre dans ce centre : il y a des horaires pour sortir, des horaires pour rentrer, beaucoup de choses. Je ne peux plus aller dans les bars ou discothèques par exemple. Mais lorsqu'une personne te rend un service, il faut respecter cette personne et la remercier. Aussi, si tu as besoin d'aide il faut supporter la situation, tu comprends ? Donc rester ici c'est ma manière de remercier le Père pour m'avoir aidé.*

En février 2008, le projet prioritaire de Mohammed est de trouver un nouveau contrat de travail : son contrat actuel prend fin en avril de la même année. Il songe alors à quitter le foyer à ce moment là et prendre un appartement dans le centre ville. Pour les projets un peu plus lointains, Mohammed pense désormais rentrer au pays tous les ans et, éventuellement, concrétiser son projet d'y ouvrir un commerce. C'est toutefois à Salamanque où il dit qu'il va vivre.

***

La présence dans la ville des quatre informateurs s'inscrit dans des logiques distinctes : la présence dans la ville de Pierre est liée au programme d'accueil des jeunes demandeurs d'asile de la Croix Rouge ; Djibril est venu dans la ville après un passage frontalier ayant échoué et habite aujourd'hui à Madrid, tout en gardant son appartement à Salamanque ; Akim est venu à Salamanque pour étudier alors que pour Mohammed, c'est l'image de la ville comme « tranquille » qui l'a incitée de s'y installer. Un dénominateur commun se dégage toutefois : des dynamiques migratoires marqués par des va et vient, des renouvellements de mouvements et des investissements dans différents lieux pouvant être lu à la lumière du projet. Nous avons plus particulièrement vu comment le projet se définit et se redéfinit au gré des rencontres et des opportunités; comment le projet – associé à la notion de réseaux et à l'environnement contextuel – permet de *lire le mouvement* : un projet d'obtention de papiers conduit à une pratique circulaire, à la mobilisation de ressources institutionnelles ; un projet de travail mène lui aussi à une mobilité réengagée, à la mobilisation de réseaux divergents. Et une fois les papiers et le travail obtenu – les éléments les plus centraux dans les parcours – , on semble s'installer, dans le mouvement (Djibril) ou dans la ville (Mohammed).

Conclusion

Dans cette thèse qui se proposait d'étudier la mobilité des migrants et ses effets sur l'évolution de l'espace urbain à Salamanque, j'ai cherché à croiser une sociologie des parcours migratoires et une sociologie urbaine, avec comme clé de lecture la notion de projet migratoire. L'hypothèse de départ, qui avait comme objectif de guider la démarche et la réflexion, était celle d'un projet migratoire qui se dessine et se redessine au gré des rencontres et des opportunités. Par une procédure méthodologique compréhensive, s'inscrivant dans le cadre de la socio-anthropologie, il s'agissait de saisir la logique des parcours, c'est-à-dire par une approche longitudinale de reconstituer les successions temporelles de mobilité, d'événements, de situations, de projets, et de décrire et d'analyser les manières d'investir – spatialement et temporairement – la ville.

Une ville moyenne de faible présence migratoire

Cette thèse a d'abord montré que le choix d'effectuer un travail d'enquête dans une ville qui n'est pas une ville où la densité des migrants est forte est d'un intérêt réel. Cela a déjà été souligné dans d'autres recherches. Julie Garnier (2006, 2008), dans ses travaux sur les commerçants africains en Poitou-Charentes, montre notamment que derrière une présence migratoire numériquement faible peut se cacher une diversité importante en termes d'origines nationales. Cette observation est également valable pour Salamanque où, nous l'avons vu, 99 nationalités sont recensées (MTAS, 2007). Une présence migratoire faible n'est donc pas synonyme d'absence de diversité. L'étude des mobilités des migrants dans un tel contexte n'est cependant pas, selon Garnier, exempte de difficultés : elles demeurent « majoritairement invisibles » en l'absence de « quartiers labellisés », de « centralités commerciales » ou de concentration spatiale migratoire importante. Mais comme l'auteur le souligne, « cela présente néanmoins l'avantage d'interroger les outils méthodologiques dont nous disposons pour observer les présences et les initiatives étrangères dans la ville. Étudier des initiatives migrantes moins visibles en repartant des espaces fréquentés et des situations urbaines de coprésence permet de considérer la question de l'hétérogénéité sociale et culturelle » (Garnier, 2008 : 94). À partir d'espaces et d'acteurs différents au sein de la ville, et non seulement les espaces et les acteurs commerciaux, cette thèse a ainsi cherché à décrire des situations de coprésence variées, permettant de rendre compte de cette hétérogénéité sociale et culturelle

dont parle Garnier : rencontres entre migrants étudiants et migrants économiques, entre migrants circulaires et migrants sédentaires, entre migrants commerçants et clients Espagnols. Par une description profonde de ces rencontres, la recherche avait pour objectif de les décrire et de les analyser, de saisir « les rites d'interaction » ou « le théâtre de la vie sociale » pour reprendre les formules goffmaniennes. Un premier apport de cette thèse est alors celui d'avoir procédé par une entrée par la ville, plutôt que par celle d'un ou des groupe(s) ethniques prédéfinis, et, ainsi, d'avoir rendu compte de dynamiques de mobilités divergentes, correspondant à des logiques et à des stratégies multiples, et ce dans un contexte de faible présence migratoire encore peu étudié.

D'un point de vue méthodologique, la recherche a plus particulièrement montré l'intérêt de procéder par une immersion dans la durée. Celle-ci a permis de rendre compte de l'évolution de différents lieux de la ville, de la reformulation du projet des informateurs « en discours et en pratiques » (Dubucs, 2009 : 382) et d'accéder à des informations que l'on n'obtient pas lors d'une première rencontre. D'ailleurs, ce dernier terme est caractéristique de la démarche inspirée par celle de Tarrius, cette *rencontre* avec l'Autre. Par une expérience relationnelle de l'enquête de terrain, j'ai cherché à montrer l'intérêt de rendre compte des conditions de production du savoir anthropologique : ma propre expérience et mon propre statut ont joué un rôle dans le choix du sujet et dans la construction des données et ont, ainsi, été dévoilés. Comme le dit Caratini, cette « approche réflexive voudrait montrer que l'on n'est pas anthropologue par accident, et que cette quête de l'altérité, qui est aussi une quête de l'identité, est d'abord individuelle, profondément ancrée dans une pratique personnelle qui conditionne toutes les phases de la démarche et dont l'archéologie est à chercher bien en deçà de la première expérience de terrain » (Caratini, 2004 : 5).

Lire le parcours

Quant à la notion de projet migratoire, constituant un fil rouge dans la carrière des migrants, elle apparaît, selon moi, d'un grand intérêt pour *lire le parcours*, dans le temps et dans l'espace. Cette notion ne permet cependant pas à elle seule une lecture satisfaisante ; elle doit être associée à d'autres notions. Nous avons vu que Ma Mung propose une réflexion en termes de « conditions extérieures » et de « dispositions intérieures ». Les conditions extérieures désignent alors « l'environnement dans lequel se réalisent les migrations » (Ma Mung, 2009 : 27). Ici, l'environnement a d'abord été appréhendé en termes de contexte national d'une part, et de contexte local d'autre part.

Le contexte national ici est avant tout marqué par un passage récent de pays d'émigration à pays d'immigration ; une augmentation du nombre d'étrangers spectaculaire, faisant du pays l'un des premiers pays récepteurs de migrants ; un besoin de main-d'œuvre et, ainsi, des opportunités réelles d'emploi; et, enfin, une politique migratoire relativement souple. Nous avons ainsi vu, à titre d'exemples, comment des migrants sans-papiers en cours de route pour l'Italie, ou ayant tenté une expérience migratoire dans ce pays, se sont retrouvés en Espagne, leur présence dans le pays étant le résultat d'informations recueillies en cours de route et d'un contexte migratoire italien plus difficile que prévu. Puis, plus récemment, ce même contexte a été bouleversé : des politiques migratoires plus restrictives et un marché du travail saturé.

Le contexte local, quant à lui, est marqué par une faible présence étrangère et un marché du travail peu opportun. Pour les étudiants, c'est la renommée de l'Université, les caractéristiques du castillan salmantin et/ou l'existence de réseaux formels (échanges institués) ou informels (amis ou autres connaissances) qui peuvent expliquer le choix de venir étudier dans la ville. Pour les migrants, les liens forts sont également mis en avant lorsqu'il s'agit de dire sa présence dans la ville. Cette tendance n'est pas une spécificité propre à cette ville, mais s'inscrit dans une logique globale des mouvements migratoires. En revanche, son statut de ville frontière (proximité avec le Portugal), de ville d'accueil (ONG accueillant des jeunes demandeurs d'asile) qui offre une image de ville tranquille caractérise plus spécifiquement le contexte local et s'inscrit dans cet « environnement des migrations ». Nous avons ainsi vu comment un refoulement à la frontière portugaise ou le dépôt d'une demande d'asile peut conduire à une redéfinition de l'espace d'ancrage pensé, comment, par son image de « ville tranquille », Salamanque peut représenter un lieu de transit, une migration par étape qui initialement n'était pas prévue.

La capacité de puiser dans un réseau, de le mobiliser ou de contribuer à le créer, relève des dispositions intérieures. Nous avons vu comment cette mobilisation ou création peuvent se révéler fructueuses en termes de projets, qu'il s'agisse de la réalisation d'un projet déjà identifié – généralement fruit, lui aussi, d'une rencontre antérieure – ou de l'identification d'un nouveau projet. C'est dire que la rencontre et le projet vont de pair, l'un engage l'autre et vice-versa. C'est aussi dire que notre hypothèse de départ est confirmée. Ce résultat s'inscrit dans la logique d'autres recherches empiriques menées sur le sujet (Pian, 2008, Hily et Rinaudo 2002a). Tout individu n'est cependant pas doté des mêmes capacités relationnelles permettant de s'inscrire dans cette logique de projet, ou des capacités à mobiliser les réseaux

existants. Le savoir-être et le savoir-faire – les dispositions intérieures – se révèlent alors inégalitaires dans l'expérience migratoire.

Investir la ville

Pour certains, la ville de Salamanque représente une première installation alors que d'autres ont vécu une expérience migratoire ailleurs avant de venir à Salamanque. D'autres encore y reviennent, soit dans la logique d'une circulation (des allers-retours qui se répètent), soit dans la logique d'une réinstallation (on y revient après un séjour plus ou moins long dans une autre ville espagnole ou dans un autre pays). Enfin, il y a ceux qui projettent de quitter la ville, dans un futur proche ou lointain. C'est dire que les parcours des migrants rencontrés sont marqués par des va-et-vient, des renouvellements de mouvements, des investissements dans différents lieux et des projections de mobilité future. Des parcours qui, à leur tour, se réalisent en fonction d'un projet en constante évolution, se dessinant et se redessinant en fonction des rencontres et des opportunités ; une logique confirmant l'hypothèse selon laquelle on circule pour mieux s'installer. Ces migrants sont donc mobiles, mais ils sont également ancrés – d'une manière ou d'une autre – dans la ville.

Nous avons vu comment les institutions de la ville, et plus particulièrement les ONG et l'Église, se présentent comme des ressources importantes pour les migrants. Leur « bonne utilisation », semble cependant dépendre d'un projet de départ : l'obtention des papiers ou d'un hébergement, l'apprentissage de l'espagnol, la recherche d'un travail... En revanche, en l'absence d'un projet défini, faire de ces structures formelles une ressource semble plus difficile. Une autre caractéristique des ONG est celle d'organiser, en collaboration avec les associations de migrants, des événements culturels, donnant une visibilité importante à la « multi-culturalité » dans la ville. Néanmoins, ces manifestations traduisent surtout une volonté des autorités – qui les subventionnent – et des organisations de transmettre l'image d'une coprésence paisible, d' une « intégration réussie ». Les fêtes culturelles des associations des migrants, organisées par des personnes ressources du groupe, rentreraient dans la même typologie : si elles sont appréciées par les migrants, et témoignent d'une sociabilité en termes d'identification à tel ou tel groupe, ces événements ne sont que très ponctuels et ne donnent qu'une image très partielle – parfois fabriquée en fonction de la construction sociale de l'immigration idéale – des dynamiques migratoires dans la ville. Ce sont surtout les associations qui se sont organisées pour la distribution de nourriture (l'association des Boliviens), de *bolsa de trabajo* (système de recrutement) ou de microcrédits (l'association des Latino-Américains) que l'on peut catégoriser comme jouant un rôle allant au-delà de la simple

visibilité ethnique du groupe au sein de la ville. Nous avons vu comment certains ont pu monter leur propre établissement commercial en mobilisant ces ressources associatives.

Nous avons également vu comment les parcs, le marché hebdomadaire et la scène nocturne sont représentatifs des lieux de « l'ethnicisation » de la scène urbaine. Si les Boliviens se sont appropriés la *Plaza de Burgos*, le *Parque de los Jesuitas* est fréquenté par des groupes aux statuts et origines divers. Au marché, ce sont surtout les Sénégalais qui ont su se faire une place, tout en collaborant avec la population locale gitane, toujours majoritaire, et l'investissement se joue sous la forme d'apprentissage du rôle de vendeur, d'accord tacite, de tolérance, de stratégies, d'un ordre établi en fonction de l'ancienneté. La scène nocturne, enfin, nous a montré comment l'on « apprend à faire la fête » ; comment ce cadre pour beaucoup constitue un lieu propice pour nouer des liens, amicaux ou amoureux ; comment les interactions de la nuit ne sont pas les mêmes que celles de la journée. Le quartier Garrido m'a permis d'analyser les interactions avec les Espagnols ; de montrer comment le migrant commerçant a su et pu s'insérer dans un contexte local marqué par une tradition ouvrière et comment cette insertion a mené à la création de nouvelles formes de sociabilités entre autochtones et migrants. Si la plupart des établissements développent une stratégie de proximité, d'autres attirent une clientèle venant de l'extérieur, donnant ainsi du sens au quartier à l'échelle de la ville. Quartier porteur de dynamiques contemporaines, on vient désormais à Garrido Norte pour chercher ce que l'on ne trouve pas ailleurs. Ces caractéristiques (quartier ouvrier qui devient un quartier de migrants, « mixité » de produits/services/clients, absence de phénomène de « ghettoïsation ») ne sont cependant pas propres au quartier Garrido Norte ou à Salamanque, mais se retrouvent dans d'autres villes moyennes en Espagne, ce qui m'amène à décrire Salamanque comme un modèle de ville moyenne, mais aussi comme un modèle de villes espagnoles moins receveuses de migrants.

Aujourd'hui à Salamanque, les migrants tentent donc d'organiser leurs quotidiennetés, leurs installations provisoires ou plus durables, dans un milieu urbain loin des capitales comme Madrid ou Barcelone. Sans être particulièrement caractérisée par des politiques généreuses pour intégrer les nouveaux arrivés, Salamanque offre cependant des possibilités, certes peu importantes, d'accéder à des ressources dans un contexte urbain où des rencontres et des échanges entre les établis et les nouveaux arrivés sont réels. Les ressources utiles de l'espace local sont donc accessibles sans trop de difficultés : le migrant sait vite comment se repérer et à quelle porte frapper dans la ville.

Situer mes enquêtes à Salamanque s'est avéré d'une grande pertinence pour analyser les modalités d'organisation des migrants et saisir la logique des parcours et des manières

d'investir la ville. Ce type de configuration urbaine qualifiée de « ville moyenne » peut alors permettre, par contraste avec les dynamiques observées dans les métropoles, de reposer la question des places qu'occupe l'étranger lors de ses cheminements migratoires, soit une orientation ramenant finalement au statut de l'espace et à sa signification sociale.

Bibliographie

Approche théorique

ANDERSON Nels, 1993, *Le Hobo*. *Sociologie du sans-abri*, Paris : Nathan, 319 p.

BECKER Howard, 1985, *Outsiders. Études sociologiques de la déviance*, traduction française, Paris : Métailié, 247 (1re édition américaine : 1963).

BONICCO Céline, 2006, « Goffman et l'ordre de l'interaction. Un exemple de sociologie compréhensive », *Philonsorbonne,* N°1, 2006-07, pp. 31-48.

BOURDIN Alain, 2005, « Les mobilités et le programme de la sociologie », *Cahiers internationaux de sociologie*, Volume CXVIII, janvier-juin, pp. 5-21.

DURKHEIM Émile, 2002, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : PUF, 160 p. (1re édition : 1895).

ELIAS Norbert, 1997, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur d'une communauté*, traduction française, Paris : Fayard, 278 p. (1er édition anglaise : 1965).

GOFFMAN Erving, 1988, *Les Moments et leurs hommes*, Paris : Minuit, 252 p.

RAPPORT Nigel, OVERING Joanna, 2000, *Social and cultural anthropology: the key concepts*, London : Routledge, 464 p.

URRY John, 2005, *Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, traduction française, Paris : Armand Colin, 253 p. (1re édition anglaise : 2000).

SIMMEL George, 1999, *Sociologie. Étude sur les formes de la socialisation*, Paris : PUF, 780 p. (1re édition allemande : 1908).

Sociologie urbaine

AUTHIER Jean-Yves, BACQUÉ Marie-Hélène, GUÉRIN-PACE France (sous la direction de), 2006, *Le quartier. Enjeux Scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte, Collection recherches, 293 p.

BASSAND Michel, KAUFMANN Vincent, JOYE Dominique (sous la direction de), 2007, *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 411 p.

BEUSCART Jean-Samuel, PEERBAYE Ashveen, 2003, « Urbanité(s) (avant propos) », *Terrain et Travaux,* Volume 2, Numéro 5, pp. 3-6.

BORDREUIL Jean-Samuel, 1999, « Changement d'échelle et/ou changement de formes. Note sur les défis contemporains de "l'urbanisme métropolitain" », *Les annales de la recherche urbaine,* n°82, pp. 71-77.

CAPRON Guénola, MONNET Jérôme, 2000 (sous la direction de), *L'Urbanité dans les Amériques : les processus d'identification socio-spatiale*, Toulouse : Presses de l'Université du Mirail, 220 p.

FIJKALOW Yankel, 2007, *Sociologie de la ville*, Paris : La Découverte, 122 p.

FIJKALOW Yankel, 2004, *Sociologie de la ville*, Paris : La Découverte, 123 p.

GRAFMEYER Yves, 2006a, *Sociologie urbaine,* Paris : Armand Colin, 128 p.

GRAFMEYER Yves, 2006b, « Le quartier des sociologues », in AUTHIER Jean-Yves, BACQUÉ Marie-Hélène, GUÉRIN-PACE France (sous la direction de), 2006, *Le quartier. Enjeux Scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte, pp. 21-31).

GRAFMEYER Yves, JOSEPH Isaac, 2004, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine* (sous la direction de), Paris : Flammarion, 377 p.

LANNOY Pierre, 2004, « Quand Robert Park écrit *La ville* (1915). Essai de scientométrie qualitative », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, Numéro 11, pp. 157-184.

Réseaux

BADIE Bertrand, 1995 « Préface », *in* COLONOMOS Ariel (sous la direction de), *Sociologie des réseaux transnationaux*, Paris : L'Harmattan, pp. 15-17.

CEUSSET Yves, 2007, *Le lien social*, Paris : Armand Colin, 125 p.

GRANOVETTER Mark, 1973, « The Strenght of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, Numéro 78, pp. 1360-1380.

HILY Marie-Antoinette, BERTHOMIÈRE William, MIHAYALOVA Dimitrina, 2004, « La notion de "réseaux sociaux" en migration », *Hommes et migration*, Numéro 1250, pp. 6-12.

LÉVESQUE Maurice, WHITE Deena, 2001, « Capital social, capital humain et sortie de l'aide sociale pour des prestataires de longue durée », *Canadian Journal of Sociology*, Numéro 26, Volume 2, pp. 167-192.

MERCKLÉ Pierre, 2004, *Sociologie des réseaux*, Paris : La Découverte, 121 p.

PONTHIEUX Sophie, 2008, « Les analyses du capital social : apports et controverses », *Informations sociales,* Numéro 147, pp. 32-33.

Méthodologie

ARBORIO Anne-Marie, FOURNIER Pierre, 2005, *L'observation directrice,* Paris : Armand Colin, 127 p.

BARROS Françoise de, ZALC Claire, 2008, « Faire parler des archives, historiciser un terrain : les salariés d'une entreprise familiale (Lens, 1945-1975) », *in* ARBORIO Anne-Marie *et al.* (sous la direction de), *Observer le travail*, Paris : La Découverte, pp. 45-59.

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris : La Découverte, Collection repères, 356 p.

BERTAUX Daniel, 2004, *Le récit de vie*, Paris : Armand Colin, 126 p.

BOUILLON Florence, 2005, « Pourquoi accepte-t-on d'être enquêté ? Le contre don, au cœur de la relation ethnographique », *in* BOUILLON Florence, FRESIA Marion, TALLIO Virginie, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris : Centres d'Études Africaines, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), pp. 75-95.

BOUVIER Pierre, 1997, « L'objet de la socio-anthropologie : Crise, déstructuration, recomposition, perdurance », *Socio-anthropologie* [En ligne], Numéro 1, 7 p. Mis en ligne le 15 janvier 2003, consulté le 08 septembre 2009. Url : http://socio-anthropologie.revues.org/index27.html

CARATINI Sophie, *Les non-dits de l'anthropologie*, Paris : Presses universitaires de France, 128 p.

DE SARDAN, Jean Pierre Olivier, 1995, « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie ». *Enquête*, n°1, pp. 71-109.

ELIAS Norbert, 1993, *Engagement et distanciation*, traduction française, Paris : Fayard, 258 p. (1er édition allemande : 1983).

GEERTZ Clifford, 2007 [1988], *Works and Lives. The Anthropologist as Author*, Stanford, Californie: Stanford University Press, 157 p.

KAUFMAN Jean-Claude, 2004, *L'entretien compréhensif*, Paris: Armand Colin, 127 p.

MOHIA Nadia, 2008, *L'expérience de terrain. Pour une approche relationnelle dans les sciences sociales*, Paris : La Découverte, 304 p.

Migrations

ALIOUA Mehdi, 2008, « À la rencontre de la sociologie d'Alain Tarrius. Du paradigme de la mobilité au territoire circulatoire », *e.migrinter*, Numéro 1, pp. 8-20.

ARAB Chadia, 2008, « La circulation migratoire : Une notion pour penser les migrations internationales », *e.migrinter,* Numéro 1, pp. 20-25.

BATTEGAY Alain, 2003, « Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la place du Pont à Lyon, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 19, Numéro 3, pp. 9-22.

BERTHOMIÈRE William, HILY Marie-Antoinette, 2006, « Décrire les migrations internationales. Les expériences de la co-présence », *Revue européenne des Migrations internationales*, Volume 22, Numéro 2, pp. 67-82.

CORTES Geneviève, FARET Laurent, 2009, « La circulation migratoire dans "l'ordre des mobilités" », *in* CORTES Geneviève, FARET Laurent (sous la direction de), *Les Circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris : Armand Colin, pp. 7-19.

DORAÏ Kamel, HILY Marie-Antoinette, LOYER Frantz, MA MUNG Emmanuel, 1998, *Bilan des travaux sur la circulation migratoire*, Poitiers : Ministère de la solidarité et de l'emploi, Migrinter, 145 p.

DUBUCS Hadrien, 2009, *Habiter une ville lointaine. Le cas des migrants japonais à Paris*, Thèse de Géographie, Université de Poitiers, 455 p.

EME B., NEYRAND Gerard, 1997, « Association de proximité et processus d'intégration », *Migrations Études*, n°70, [en ligne]. URL : i.ville.gouv.fr/sfPopelFileAssoc/download/file_id/75. Consulté le 02.02.2010. 14 p.

GARNIER Julie, 2008, « Mettre en scène l'altérité : stratégies, enjeux et contraintes. Le point de vue des "commerçants africains" en milieu urbain, *Diversité urbaine*, Volume 8, Numéro 1, pp. 89-112.

GARNIER Julie, 2006, *Pratiques de l'échange, circulations et stratégies spatio-temporelles : la mise en scène des commerçants africains en milieu urbain*, Thèse de Sociologie, Université de Poitiers, 582 p.

HILY Marie-Antoinette, 2009, « L'usage de la notion de "circulation migratoire" », in CORTÈS Geneviève, FARET Laurent (sous la direction de), *Les Circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris : Armand Colin, pp. 23-28.

HILY Marie-Antoinette, 2009, « "Être ici et là bas" : mobilité, appartenance », *in* OUESLATI Abderrazek, DUBUS Gilles (sous la direction de), *Regards sur les migrations tunisiennes,* Agadir : Éditions Sud contact, pp. 215-223.

HILY Marie-Antoinette, Rinaudo Christian, 2002a, « Entrepreneurs migrants sur le marché de Vintimille », PERALDI Michel, 2002, *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée* (sous la direction de), Paris : Maisonneuve & Larose, pp. 335-351.

HILY Marie-Antoinette, RINAUDO Christian, 2002b, « Vintimille, ville-marché : l'espace des circulations et du commerce », *in* HILY Marie-Antoinette, MA MUNG Emmanuel (sous la direction de), *Catégories et lieux des circulations migratoires*, rapport final pour la Mission de la Recherche (MiRe), Migrinter, Poitiers, juillet 2002, pp. 63-98.

HILY Marie-Antoinette, 1993, *Les Identités collectives à l'épreuve de l'émigration-immigration : le cas des Portugais en France*, Thèse de Sociologie, Université de Nice Sophia-Antipolis, 393 p.

LAACHER Smaïn, 2007, *Le Peuple des clandestins*, Paris : Calmann-Lévy, 215 p.

MARFAING Laurence, 2003, *Les Sénégalais en Allemagne. Quotidien et stratégies de retour,* Paris : Karthala, 219 p.

MAZZELLA Sylvie, 2004, « Belsunce, laboratoire urbain de la migration ? (note critique)», *Terrains et Travaux*, Volume 2, Numéro 7, pp. 19-24.

LACROIX Thomas, 2005, *Les réseaux marocains du développement. Géographie du transnational et politiques du territorial*, Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 257 p.

MA MUNG Emmanuel, 2006, « Négociations identitaires marchandes », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 22, Numéro 2, pp. 83-93.

MA MUNG Emmanuel, 2005, « La diaspora chinoise et la création d'entreprises : réseaux migratoires et réseaux économique en Europe du sud », *in* MULLER Laurence, DE TAPIA Stéphane (sous la direction de), *La Création d'entreprise par les immigrés. Un dynamisme venu d'ailleurs,* Paris : L'Harmattan, pp. 91-108.

MA MUNG Emmanuel, 2002, « La désignation des diasporas sur internet », *Hommes & Migration,* Numéro 1240, pp. 19-28.

MAZZELLA Sylvie, 2004, « Belsunce, laboratoire urbain de la migration ? (note critique)», *Terrains et Travaux*, Volume 2, Numéro 7, pp. 19-24

MISSAOUI Lamia, TARRIUS Alain, 2006, « Villes et migrants, du lieu monde au lieu-passage », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 22, Numéro 2, pp. 43-65.

MOROKVASIC-MULLER Mirjana, 1999, « La mobilité transnationale comme ressource : le cas des migrants de l'Europe de l'Est », *Cultures & Conflits*, 33-34, printemps-été 1999, [En ligne], mis en ligne le 16 mars 2006. URL : http://www.conflits.org/index263.html. Consulté le 18 septembre 2009.

MOROKVASIC-MULLER Mirjana, 1998, « Les anonymes de la mondialisation. La mobilité transnationale comme ressource : le cas des migrants de l'Europe de l'Est », communication présentée lors du colloque *Réseaux transnationaux entre l'Europe et le Maghreb*, Université d'Aix en Provence – IREMAM, 29 juin au 1er juillet 1998.

MURPHY-LEJEUNE Elizabeth, 2003, *L'Étudiant européen voyageur, un nouvel étranger*, Paris : Didier, 231 p.

ODDEN Gunhild, 2009, « La figure du migrant commerçant à Salamanque », *Migrations Société*, Vol. 21, N° 125, pp. 147-160.

ODDEN Gunhild, 2009 [2007], "Migrant entrepreneurship in a Spanish inland city: between the formal and the informal economies", *Journal of Mediterranean Studies*, Vol. 17, Numéro 2, pp. 339-355.

ODDEN Gunhild, 2003, *Rapport de pré-enquête. Les étudiants chinois à Poitiers*. Rapport de pré-enquête en Licence, Université de Poitiers, département de sociologie, 19 p.

PERALDI Miche, 2007, « Des "pateras" au transnationalisme. Formes sociales et image politique des mouvements migratoires au Maroc », *Hommes & Migrations*, N° 1266, pp. 66-80.

PERALDI Michel, 2002, *La Fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée* (sous la direction de), Paris : Maisonneuve & Larose, 495 p.

PERALDI Michel, 2001, Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migratoires transfrontaliers (sous la direction de), Paris : Maisonneuve & Larose, 361 p.

POISSON Véronique, 2006, « Des réseaux transnationaux : le cas des Chinois du Zhejiang », *Outre – Terre,* N°4, pp. 421-430.

POTOT Swanie, 2003, *Circulation et réseaux de migrants roumains : Une contribution à l'étude des nouvelles mobilités en Europe*, Thèse de Sociologie, Université de Nice Sophia-Antipolis, 351 p.

RAULIN Anne, 2000, *L'ethnique est quotidien. Diaspora, marchés et cultures métropolitains*, Paris : L'Harmattan, 229 p.

REMY Jean, 2000, « Métropolisation et diffusion de l'urbain : les ambiguïtés de la mobilité », *in* BONNET Michel, DESJEUX Dominique (sous la direction de), *Les Territoires de la mobilité*, Paris : PUF, pp. 178-188.

REMY Jean, 2004, « Culture de la mobilité et nouvelles formes de la territorialité », *in* VODOZ Luc, PFISTER GIAUQUE Barbara, JEMELIN Christophe (sous la direction de), *Les Territoires de la mobilité. L'air du temps*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, pp. 12-42.

REYNERI Emilio, 2003, « Immigration and the Underground Economy in New Receiving South European Countries: Manifold Negative Effects, Manifold Deep-rooted Causes », *International Review of Sociology*, Volume 13, Numéro 1, pp. 117-143.

REYNERI Emilio, 1999, "The Mass Legalization of Migrants in Italy: Permanent or Temporary Emergence from the Underground Economy", *in* BALDWIN-EDWARDS Martin, ARANGO Joaquin (sous la direction de), *Immigrants and the Informal Economy in Southern Europe*, Oxon : Franc Cass Publishers, pp. 83-104.

SALL Leyla, 2007, *Les Champs commerciaux sénégalais à paris. Coprésence, luttes pour l'espace et tactiques au sein d'espaces urbains interstitiels*, Thèse de Sociologie, Université de Poitiers, 525 p.

SCHAEFFER Fanny, 2004, *Le territoire des passe-frontières, dynamiques sociales, identitaires et spatiales de la structuration du champ migration marocain*, Thèse de Géographie, Université de Poitiers, 478 p.

SCHMOLL Camille, 2004, *Une place marchande cosmopolite. Dynamiques migratoires et circulations migratoires à Naples*, Thèse de Géographie, Université de Paris X, 550 p.

SIMON Gildas, 2008, *La Planète migratoire dans la mondialisation*, Paris : Armand Colin, 255 p.

TAPIA Stéphane de, 2005, « Les circuits d'approvisionnement des commerces turcs en Europe. Formation d'un champ transnational » *in* MULLER Laurent, TAPIA Stéphane de (sous la direction de), *La création d'entreprise par les immigrés. Un dynamisme venu d'ailleurs*, Paris : L'Harmattan, pp. 53-89.

TARRIUS Alain, 2007*a*, *La Remontée des Sud. Afghans et Marocains en Europe méridionale*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 201 p.

TARRIUS Alain, 2007*b*, « Nouvelles formes migratoires, nouveaux cosmopolitismes » *in* BASSAND Michel, KAUFMANN Vincent, JOYE Dominique (sous la direction de), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne : Presse polytechniques et universitaires romandes, pp. 135-169.

TARRIUS Alain, 2007*c*, « Le lien social fort comme préalable à la réussite économique ; Initiatives des migrants entrepreneurs des économies souterraines internationales ; parcours, étapes, transactions commerciales » *in* MULLER Laurent, TAPIA Stéphane de (sous la direction de), *La Création d'entreprise par les immigrés. Un dynamisme venu d'ailleurs*, Paris : L'Harmattan, pp. 21-51)

TARRIUS Alain, 2006, « Villes et migrants, du lieu monde au lieu passage », *Revue européenne des Migrations internationales*, Volume 22, Numéro 2, pp. 43-65.

TARRIUS Alain, 2002, *La Mondialisation par le bas*, Paris : Balland, 169 p.

TARRIUS Alain, 2001, *Les Nouveaux Cosmopolitismes*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 267 p.

TARRIUS Alain, 2000, *Les nouveaux cosmopolites. Mobilités, identités, territoires*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 265 p.

TARRIUS Alain, 1993, « Territoires circulatoires et espaces urbains. Différenciation des groupes des migrants », *Annales de la Recherche Urbaine*, Numéro 59-60. Disponible en ligne. Consulté le 18 septembre 2009. URL : http://www2.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/annales/tarrius.htm

ZEHRAOUI Ahsène, 2001, « Du concept d'adaptation au concept d'intégration : parcours de recherches », *in* GOSSELIN Gabriel, LAVAUD Jean-Pierre (sous la direction de), *Ethnicité et mobilisations sociales*, Paris : L'Harmattan, pp. 87-104.

Migrations en Espagne

AJA Eliseo, ARANGO Joaquín (sous la direction de), 2006, *Veinte años de inmigración en España. Perspectivas jurídica et sociológica (1985- 2004)*, Barcelone : Fundació CIDOB, 410 p.

AMNESTY INTERNATIONAL, 2005, *« Le Maroc, l'Union européenne et l'Espagne dans le domaine de l'asile et du contrôle des flux migratoires »*, document de travail de la Section Française de l'Amnesty International, [en ligne]. URL : http://www.libertysecurity.org /IMG/pdf/Maroc_UE_espagne_asile_et_migr._10_05.pdf. Consulté le 27 octobre 2008, 13 p.

ARAB Chadia, 2009, « Les Marocaines à Huelva sous "contrat en origine". Partir pour mieux revenir », *Migrations Société*, Vol. 21, N° 125, pp. 175-190.

ARAB Chadia, 2007*a* « Le "hrague" ou comment les Marocains brûlent les frontières », *Hommes et Migrations,* Numéro 1266, pp. 82-95.

ARAB Chadia, 2007*b*, La circulation migratoire des Aït Ayad : construction d'un espace migratoire entre le Maroc, la France, l'Espagne et l'Italie, thèse de géographie, Université de Poitiers

BELTRÁN Joaquín, OSO Laura et RIBAS Natalia (sous la direction de), 2007, *Empresariado étnico en España*, Documentos del observatorio permanente de inmigración, Numero 12, CIDOB, MTAS, 317 p.

BELTRÁN Joaquín, 1997, « Immigrés chinois en Espagne ou citoyens européens », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 13, N°2, pp. 63-79.

BLANCHARD Emmanuel, WENDER Anne-Sophie, 2007, *Guerre aux migrants. Le livre noir de Ceuta et Melilla*, Paris : Éditions Syllepse, 234 p.

CALAVITA Kitty, 2005, Immigrants at the Margins. Law, Race, and Exclusion in Southern Europe, New York : Cambridge University Press, 257 p.

CARLING Jørgen, 2007, « Unauthorized Migration from Africa to Spain », *International Migration*, Volume 45, Numéro 4, p. 3-37.

CARVAJAL Gómez, 2006, «Evolución de las cifras de extranjeros con tarjeta o autorización de residencia en vigor (1992-2004)", *in* AJA Eliseo, ARANGO Joaquín (dir.), *Veinte años de inmigración en España. Perspectivas jurídica et sociológica (1985- 2004)*, Barcelone : Fundació CIDOB, pp. 85-112.

COLLECTIF IOE, 2002, « L'immigration étrangère en Espagne », *Migrance*, Numéro 21, pp 106-115.

COLLECTIF IOE, 2001, « Política migratoria española en el marco europeo », 4° Meeting internazionale di Loreto, *Europa: Dialogo tra le cultura, una sfida*, 23-29 juillet 2001.

CRUZ ROJA SALAMANCA, 2007, *Catálogo de proyectos del auto empleo*

GARCIA ANDRADE Paula, 2008, « La gestion de l'immigration irrégulière entre l'Espagne et l'Afrique : D'une "approche sécuritaire" à une "approche globale" », colloque *Migration internationale clandestine en provenance d'Afrique vers l'Europe et développement durable*, [en ligne].URL : http://www.cermid.ma/l'immigration irrégulière entre l'Espagne et l'Afrique : D'une "approche sécuritaire" à une "approche globale.pdf. Consulté le 04.11.2008. 36 p.

GIL ARAÚJO Sandra, 2002, "Políticas públicas como tecnología de gobierno. Las políticas de inmigrantes y las figuras de la inmigración" in CLAVIJO Claudia, AGUIERRE Mariano, *Políticas sociales y estado de bienestar en España: Las migraciones*, Informe 2002, Madrid: Fundación Hogar del empleo, pp. 147-190

GODENEAU Dirk, ZAPATA HERNÁNDEZ Vicente Manuel (dir.), 2007, *La inmigración irregular en Tenerife*, Observatorio de la Inmigración de Tenerife, 543 p.

GONZÁLEZ-ENRÍQUEZ Carmen, 2005, *Active Civic Participation of Immigrants in Spain*, rapport de recherche du projet européen de recherche POLITIS (Builiding Europe with New Citizens ? An Inquiry into Civic Participation of Naturalised Citizens and Foreign Residents in 25 Countries), Université d'Oldenburg (www.uni-oldenburg.de/politis-europe).

GONZÁLEZ PÉREZ Jesús, SOMOZA MEDINA José, 2004, « Territoire et immigration en Espagne. Une étude de cas en Palma de Mallorca et León », *Cybergeo, Revue européenne de géographie*, article 274, juin 2004 (www.cybergeo.eu/index5020.html).

KOLLER Sylvie, 2007, « Politiques d'intégration en Espagne », *Études*, Tome 407, Numéro 3, pp. 177-186.

LE BOEDEC Guillaume, 2007, « Le détroit de Gibraltar. Les limites d'un espace de la lutte européenne contre les migrations irrégulières », *EchoGéo*, Numéro 2, [en ligne], mis en ligne le 22 février 2008. URL : http://echogeo.revues.org/index1488.html. Consulté le 27 octobre 2008, 17 p.

LÓPEZ SALA Ana María, 2002, « La transition migratoire espagnole et sa politique », *Migrance*, Numéro 21, pp. 132-139.

MARTIN-MUÑOZ Gema, 2002, « Avant propos. L'importance des migrations dans l'histoire de l'Espagne contemporaine », *Migrance*, Numéro 21, pp. 5-9.

MIRET Naïk, 2009, « L'immigration dans un contexte de basculement migratoire récent : l'exemple de l'Espagne », *in* AKOKA Karen, GONIN Patrick, HAMELIN Jean-Paul (sous la direction de), *Migrants d'ici et d'ailleurs, du transnational au local*, Poitiers : Atlantique, pp. 99-114.

MIRET Naïk, 1997, « L'évolution du panorama migratoire en Catalogne sud, 1950-1975 ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 13, Numéro 3, pp. 47-69.

MISSAOUI Lamia, TARRIUS Alain, 2006, « Villes et migrants, du lieu monde au lieu-passage », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 22, Numéro 2, pp. 43-65.

MOYA MALAPEIRA Jean-Paul, 2005, "La evolución del sistema de control migratorio de entrada en España", *in* AJA Eliseo, ARANGO Joaquín (dir.), *Veinte años de inmigración en España. Perspectivas jurídica et sociológica (1985- 2004)*, Barcelone : Fundació CIDOB, pp. 47-84.

ODDEN Gunhild, 2006, *Les Migrants sénégalais à Salamanque. Stratégies de mobilité sociale et trajectoires migratoires*, mémoire de Master 2 recherche, Université de Poitiers, département de géographie, 101 p.

ODDEN Gunhild, 2005, *Intégration et réseaux sociaux des immigrés : le cas des Argentins, Sénégalais et Roumains à Salamanque*, mémoire de Master 1, Université de Poitiers, département de sociologie, 101 p.

PAJARES Miguel (dir.), 2006, Inserción laboral de la población inmigrada en Cataluña. Efectos del proceso de normalización 2005 (Con análisis de datos de España y Cataluña). Informe 2006, Centre d'estudis i recerca sindicals (CERES)/Observatiorio Permanente de la Inmigración, 108 p. [en ligne]. URL : http://extranjeros.mtin.es/es/ObservatorioPermanenteIntegracion/OtrosDocumentos/archivos/20._Insercion_Laboral_de_la_poblacixn_extranjera_en_Cataluxa_2006.pdf Consulté le 15.11.2008.

SANTOLAYA, Pablo, 2006 "Los inmigrantes en situación irregular: derechos, expulsión y regularización (1990-2004), *in* AJA Eliseo, ARANGO Joaquín (sous la direction de), *Veinte años de inmigración en España. Perspectivas jurídica et sociológica (1985- 2004)*, Barcelone : Fundació CIDOB, pp.129-141.

SEMPERE Juan Jean-Paul, 2001, Les Pieds-noirs à Alicante, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 17, Numéro 3, pp. 173-198.

SERRA DEL POZO, Pau, *El Comercio Étnico en el Distrito de Ciutat Vella de Barcelona*, Barcelona : Fundación "la Caixa", 2006, 189 p.

SEVILLA PÉREZ Francisco, SUAREZ ROBLES Enrique, 2006, « L'immigration illégale en Europe : Le cas de l'Espagne », *Questions d'Europe* (policy papers de la Fondation Robert Schuman), Numéro 36, [en ligne]. URL : http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=qe-36. Consulté le 06.11.2008.

SOLÉ Carlota, PARELLA Sònia, 2005, *Negocios étnicos. Los comercios de los inmigrantes no comunitarios en Cataluña*, Barcelone : Fundació Cidob, 154 p.

TORREZ PÉREZ, Francisco, à paraître (2010), « Inmigración, crisis y política de extranjería. El espejo deformado », communication présentée lors des *II Jornadas migrante. Tres décadas de flujos migratorios*, à paraître aux Publicaciones Universidad de Murcia en septembre 2010.

TORREZ PÉREZ, Francisco, 2007, *Nous veïns a la ciutat : els immigrants a València i Russafa*, València : Universitat de València, 377 p.

TORREZ PÉREZ, Francisco, 2004, « Les immigrés, le processus d'insertion et les réseaux sociaux à Valence », *Hommes & Migrations*, Numéro 1250, pp. 24-37.

UNIVERSIDAD DE SALAMANCA, 2007, *Guía de emprendedores latinos de Salamanca*

WABGOU Maguemati, 2000, « Senegaleses en Madrid. Mercado de trabajo y vida asociativa desde la perspectiva de redes sociales », communication présentée lors du congrès sur l'immigration en Espagne en 2000.

Projet migratoire

ANDRIJASEVIC Rutvica, 2005, « La traite des femmes d'Europe de l'Est en Italie », *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 21, Numéro 1, pp. 155-175.

BOULY DE LESDAIN, Sophie, 1999, « Projet migratoire des étudiantes camerounaises et attitude face à l'emploi », *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 15, Numéro 2, pp. 189-202.

BOYER Florence, 2005, « Le projet migratoire des migrants touaregs de la zone de Bankilaré : la pauvreté désavouée », *Stichproben*, Numéro 8, Special Issue on African Migrations, Historical Perspectives and Conteporary Dynamics, pp. 47-67.

DE VILLIERS Johanna, 2003, « Le reproduction impossible. Entreprendre des études universitaires lorsque l'on est descendante d'immigrés maghrébins en Belgique », *Études et Sociétés*, Volume 2, Numéro 12, pp. 111-123.

IZQUIERDO ESCRIBANO Antonio, 2000, « El proyecto migratorio de los indocumentados según género », *Revista de Sociología,* Numéro 60, pp. 225-240.

MA MUNG Emmanuel, 2009, « Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations internationales : "penser de l'intérieur " les phénomènes de mobilité » *in* DUREAU Françoise, HILY Marie-Antoinette (sous la direction de), *Les Mondes de la mobilité,* Rennes : Presses Universitaires de Rennes, pp. 25-38.

MAI Nicola, 2001, « "Italy is beautiful". The role of Italian television in Albanian migration to Italy », *in* KING Russel, WOOD Nancy (sous la direction de) *Media and Migration: Constructions of Mobility and Difference*, Londres : Routledge, pp. 95-109.

MEMNI Chokri, 2007, « Regroupement familial et projets migratoires des femmes tunisiennes », *Journal of Mediterranean Studies*, Volume 17, Numéro 2, pp. 315-337.

NASRI Foued, « Les projets migratoires des jeunes Marocains », consulté le 16 septembre 2009. Url : http://jeunes-et-societes.cereq.fr/PDF-RJS2/FOUED.pdf

PETEK-SALOM Gaye, 1998, « Les ressortissants turcs en France et l'évolution de leur projet migratoire », *Hommes & Migrations*, Numéro 1212 (mars-avril), pp. 14-23.

PIAN Anaïk, 2009, *Aux frontières de l'Europe. L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc,* Paris : La Dispute, 237 p.

PONS Jean-Claude, VENDITTELLI Françoise, LACHAR Pierre, 2004, *L'Interruption volontaire de grossesse et sa prévention*, Paris : Masson, 335 p.

ROSENTAL Paul-André, *Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du 19ème siècle,* Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 255 p.

Tableaux et cartes, vue d'ensemble

Tableau 1:Tableau récapitulatif des lieux d'enquête à l'extérieur de la commune de Salamanque, avec le type des données et les outils d'enquête _____ *50*

Tableau 2: Période des séjours, lieu de résidence et principales caractéristiques des colocataires _____ *59*

Tableau 3: Tableau récapitulatif des lieux de l'enquête à Salamanque et les outils de l'enquête _____ *65*

Tableau 4: L'évolution du nombre d'étrangers en situation réguliers (1995-2008) _____ *82*

Tableau 5: les Lois des Étrangers (1985-2003) _____ *88*

Tableau 6: Les différents processus de régularisation en Espagne _____ *89*

Tableau 7: Demandes et autorisations du processus de régularisation des immigrés en Espagne 2005, par pays d'origine (24 premiers pays) _____ *91*

Tableau 8: Demandes et autorisations du processus de régularisation des immigrés en Espagne 2005, par communautés autonomes _____ *92*

Tableau 9: Expulsions de migrants en Espagne en 2006 et 2007 _____ *95*

Tableau 10: Les permis de travail (salariés et compte propre), vue d'ensemble _____ *97*

Tableau 11 : Migrants irréguliers entrés à Ceuta et à Melilla 2005-2007 _____ *108*

Tableau 12: Nombre d'embarcations et de personnes arrivées par voie maritime en Espagne _____ *110*

Tableau 13: Nombre de migrants arrivés par voie maritime en Espagne par lieu d'arrivée _____ *111*

Tableau 14: Embarcations et migrants arrêtés par Frontex (août 2006-décembre 2007) _____ *111*

Tableau 15: Premières nationalités en situation régulière en Espagne en 2006 et 2007 _____ *117*

Tableau 16: Évolution du nombre d'étrangers inscrits dans le registre de population (Padrón) du municipal de Salamanque (1998-2006) _____ *142*

Tableau 17: Nombre d'étrangers avec titre de séjour par continent dans la province de Salamanque, 2003-200 (31/12 pour chaque année sauf pour 2007 où les chiffres se réfèrent au 30.09) _____ *145*

Tableau 18: Quinze premières nationalités avec titre de séjour dans la province de Salamanque au 31.12.2006 et 30.09.2007, avec le pourcentage de l'augmentation entre les deux périodes _____ *145*

Tableau 19: Nombre d'habitants (total) et d'étrangers par quartier au 21.02.2008 _____ *147*

Tableau 20: Les habitants étrangers du quartier Garrido Norte en 2006, par ordre Djibrilbétique _____ *149*

Tableau 21: Répartition par quartier des premières nationalités (2006) _____ *151*

Tableau 22: Les départs et les arrivées dans un appartement situé à proximité des Universités et du centre _ *161*

Tableau 23: Ancienneté des établissements _____ *248*

Tableau 24: Origine des commerçants _____ *248*

Tableau 25: Type de commerces _____ *249*

Tableau 26: Niveau d'études des commerçants _____ *249*

Carte 1 : La situation géographique des enclaves espagnoles Ceuta et Melilla _____ *105*

Carte 2: L'évolution des routes migratoires clandestines dans le détroit de Gibraltar et par les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla _____ *112*

Carte 3: L'évolution des routes migratoires clandestines vers les îles Canaries _____ *112*

Carte 4: La répartition spatiale de la population étrangère en Espagne (2008) _____ *123*

Carte 5: répartition spatiale des étudiants étrangers en Espagne (2007) _____ *124*

Carte 6: La répartition spatiale des Roumains en Espagne (2008) _____ *126*

Carte 7: La répartition spatiale des Marocains en Espagne (2008) _____ *128*

Carte 8: La répartition spatiale des Équatoriens en Espagne (2008) _____ *129*

Carte 9: La répartition spatiale des Anglais en Espagne (2008) _____ *130*

Carte 10: La répartition spatiale des Colombiens en Espagne (2008) _____ *131*

Carte 11: La répartition spatiale des Bulgares en Espagne (2008) _____ *132*

Carte 12: La situation géographique de la province de Salamanque _____ *137*

Carte 13: La situation géographique de la ville de Salamanque _____ *137*

Carte 14 : La répartition géographique des commerces tenus par la population migrante à Garrido Norte __ *247*

ANNEXES

1 Questionnaire réalisé auprès des migrants commerçants à Garrido Norte

Questions posées

Depuis quelle année êtes-vous en Espagne ?

Depuis quelle année êtes-vous à Salamanque ?

De quel pays venez-vous ?

En quelle année avez-vous ouvert votre commerce ?

Quelle est votre année de naissance ?

Quelle est votre situation familiale ?

Quel est votre niveau d'études ?

Combien d'employés avez-vous ?

De quelles origines sont vos employés ?

Qui sont vos principaux clients ?

Avez-vous bénéficié d'un programme d'appui afin de pouvoir établir votre activité commerciale ?

2 Grille d'observation pour les commerces ethniques à Garrido Norte

Eléments observés

Nom du commerce

Adresse

Type de commerce

Description de l'emplacement du commerce (rue commerciale, résidentielle…)

L'enseigne (style des lettres, couleurs utilisées)

La façade extérieure du commerce (publicités ou affiches, décoration…)

Configuration de l'intérieur (chaises, tables, présentation des produits…)

Décoration intérieure (couleurs, affiches/tableaux/photos, objets de décoration, matières utilisées…)

3 Les grilles d'entretiens

3.1 Grille pour les entretiens réalisés avec les migrants commerçants à Garrido Norte (en plus de celles du questionnaire)

Questions liées au statut et à la trajectoire migratoire du commerçant

Lieu de naissance (ville)

Nationalité

Dernier travail occupé au pays

Dernier lieu habité avant de quitter le pays d'origine

Lieux habités et postes de travail occupés depuis le début de l'expérience migratoire

Situation juridique actuelle (type de carte de séjour)

Lieu de résidence actuel

Religion/confrérie/ethnie

Questions liées au projet commercial

Comment l'idée de monter un commerce est-elle venue ?

Démarches pour réaliser le projet

Choix de l'emplacement du commerce

Qui/quoi se trouvait auparavant dans les locaux du commerce ?

Superficie des locaux

La personne est-elle locataire ou propriétaire des locaux ?

Quel est le montant du loyer ou à combien les locaux/le fond de commerce ont-ils été achetés ?

Choix du type de spécialisation

Où la personne se fournit-elle ?

Choix du nom de commerce

Choix de la décoration du commerce

Origines des employés (même famille, même pays…)

Horaires d'ouverture

Clients et type de relations avec les clients

Réactions des habitants du quartier (ou autres) lors de l'ouverture du commerce

La personne a-t-elle des moyens publicitaires ?

Projets éventuels pour le commerce

La personne se déplace-t-elle à l'intérieur de l'Espagne ? Si oui, dans quel but ?

La personne se déplace-t-elle au niveau international Si oui, dans quel but ?

Remises d'argent et autres contacts avec le pays d'origine

3.2 Grille pour les entretiens réalisés avec les associations de migrants

Questions permettant de réaliser la fiche de l'association

En quelle année l'association a-t-elle été fondée ?

Quels sont les objectifs de l'association ?

L'association détient-elle un local, si oui, où ?

Combien de membres officiels compte l'association ?

Quelle est la fréquence des réunions éventuelles ?

Quels sont les activités et/services proposés ?

Questions permettant de reconstruire l'histoire de l'immigration à Salamanque du groupe défini

À votre connaissance, quand est-ce que les premiers [nom] se sont installés à Salamanque ?

Pourquoi sont-ils arrivés là ?

Où se sont-ils installés ?

À quel type d'activités se sont ils consacrés ?

Quelles sont les étapes qui ont suivi cette première installation ?

Aujourd'hui, à votre connaissance, combien de [nom] résident à Salamanque, sans-papiers inclus ?

À votre connaissance, y a-t-il des [nom] qui passent une partie de l'année ailleurs qu'à Salamanque (pays d'origine, travail sur la côte espagnole…) ?

Questions plus précises sur l'association

Pourquoi l'association a-t-elle été fondée ?

Qui a pris l'initiative de cette fondation ?

Auprès de qui l'association s'est-elle appuyée lors de sa fondation (Caritas, Croix Rouge…) ?

Si l'association possède un local, comment a-t-il été obtenu ?

Qui fréquente ce local ?

Quelle est la fréquence des services et activités proposés ?

Avec quelles instances l'association collabore-t-elle (l'Université, Caritas, Croix Rouge, autres associations de migrants…) ?
L'association possède-t-elle un site internet ? Si oui, qui a élaboré le site et qui le met à jour ?
L'association a-t-elle des projets futurs ? Si oui, lesquels ?

3.3 Grille pour les entretiens réalisés avec les institutions

Ancienneté
Types d'activités/services proposés à la population migrante
Qui sont les migrants qui s'approchent de la structure ?
Objectifs principaux
Questions liées à l'histoire migratoire de la ville

3.4 Grille pour les entretiens réalisés avec les Espagnols à Garrido Norte

Questions permettant d'établir la fiche de l'enquêté

Quel est votre année et lieu de naissance ?
En quelle année est-vous arrivé dans le quartier Garrido Norte ?
Dans quelle rue étiez/êtes vous ?
Quel type de logement occupiez vous/occupez vous ?
Quel est votre niveau d'étude ?
Quel est votre travail actuel ?
Quelle est votre situation familiale ?

Principales questions abordées

Pourquoi vous êtes-vous installé dans le quartier (si la personne est née dans le quartier, pourquoi ses parents se sont ils installés sans le quartier)?
Comment définissez-vous ce quartier et que représente-t-il pour vous ?
Depuis votre arrivée dans le quartier, quelles ont été selon vous les principales transformations du quartier ?
Connaissez-vous des personnes étrangères dans le quartier ? Si oui, qui sont-ils ?
Comment vous êtes-vous connus ?
Quel genre de relation entretenez-vous ?
Connaissez-vous des établissements commerciaux tenus par des étrangers dans le quartier ? Si oui, lesquels ?

Est-ce que vous y êtes déjà allé ? Si oui, dans quel but et à quelle fréquence ?
Selon vous, qui sont les migrants les plus nombreux dans le quartier ?
A votre connaissance, existe-t-il des situations problématiques ou des conflits entre Espagnols et immigrés dans le quartier ?

3.5 Grille pour les entretiens réalisés avec les migrants

Questions permettant d'établir la fiche de l'enquêté

Nom
Pays d'origine
Lieu de naissance
Année de naissance
Nationalité
Niveau d'études
Dernier travail occupé au pays d'origine
Dernier lieu habité avant de quitter le pays d'origine
Date du départ du pays d'origine
Date de l'arrivée en Espagne
Date de l'arrivée à Salamanque
Situation familiale
Situation juridique actuelle
Lieu de résidence actuel
Type de logement
Nombre de personnes habitant le foyer
Travail actuel
Religion/ethnie/confrérie

Enfance et parcours

Au pays d'origine
Profession des parents, nombre de frères et sœurs
Enfance, scolarisation, études
Trajectoires géographiques et professionnelles éventuelles

La construction du projet migratoire

Comment l'idée de partir est-elle venue ?

Dans quel pays la personne pensait-elle aller ? Pourquoi ?

Amis/famille/connaissances éventuels dans ce pays

Stratégies pour obtenir les papiers (visa, contrat de travail…) et/ou l'argent pour partir

Le voyage et les trajectoires spatiales et sociales jusqu'à aujourd'hui

Le voyage

L'arrivée (logement, difficultés, rencontres, premier travail…)

Trajectoires résidentielles et professionnelles depuis

› Auprès de qui la personne s'est-elle appuyée ? Quelles rencontres ont pu se montrer fructueuses en termes d'opportunités et de projets ?

Réseaux et pratiques du quartier

Pourquoi la personne habite-t-elle ce quartier ?

Avec qui habite-t-elle ?

A-t-elle eu des difficultés à trouver un logement ?

Est-elle propriétaire ou locataire ?

Connait-elle le nom du découpage administratif du quartier ?

Qu'est-ce qui lui plaît dans son quartier ?

Qu'est-ce qui ne lui plait pas dans le quartier ?

Connait-elle d'autres personnes dans le quartier ? Si oui, comment se sont-ils connus et dans quel contexte se fréquentent-ils ?

Quels sont les espaces que la personne fréquente dans la ville (commerces, cafés, parcs, institutions, lieu de travail…)

Réseaux et pratiques de la ville

La personne a-t-elle des amis en dehors du quartier ? Si oui, comment se sont-ils connus en dans quel contexte se fréquentent-ils ?

Quels sont les espaces que la personne fréquente dans la ville (commerces, cafés, parcs, institutions, lieu de travail…)

La personne va-t-elle au marché ? Si oui, dans quel but (courses, voir des compatriotes..) ?

La personne connait-elle l'existence d'une association pour les migrants de la même origine qu'elle ? Si oui, la personne a-t-elle déjà été en contact avec cette association ? Si oui, pourquoi ?

La personne fréquente-t-elle la scène nocturne ? Si oui, dans quel but et avec qui ? Quels sont ses bars et/discothèques préférés et pourquoi ? La personne fait-elle des nouvelles rencontres lors de ces sorties ? Si oui, qui sont généralement ces personnes et comment entrent-ils en contact ?

Réseaux et pratiques de l'espace en dehors de Salamanque

La personne effectue-t-elle des déplacements à l'intérieur de l'Espagne ? Si oui, quelle est le but, la durée et la fréquence de ces déplacements ? Sur qui la personne s'appuie-t-elle lors de ces déplacements (où est-elle logée etc.) ?

La personne effectue-t-elle des déplacements internationaux (pays d'origine ou autres) ? Si oui, quel est le but, la durée et la fréquence de ces déplacements ? Sur qui la personne s'appuie-t-elle lors de ces déplacements (où est-elle logée etc.) ?

Projets futurs

Projets futurs à court terme

Projets futurs à long terme

La personne pense-t-elle un jour rentrer au pays ?

L'entretien s'est généralement conclu par la question suivante : Pourquoi avez-vous accepté de me raconter votre histoire ?

4 Les données issues du questionnaire réalisé auprès des migrants commerçants à Garrido Norte.

Total des commerçants enquêtés : 32.

Nom	Type	Pays	Détails	S	Âge	Année ouvert-ure	Niveau d'études	Arrivée Espagne	Situation familiale	Pays du conjoint	Progr. appui	Nombre et origine des employés	Clients	Remarques
Meson y Bodega	Resto	Brésil	Plats espagnols	H	1981	2007	Université (droit)	2005	Célib.	-	-	4: Brésil, Colombie, Colombie, Espagne, pas même famille	De tout	fermé en mai 2008
Queen House	Agence immobil.	Brésil	Agence immobilière. classique plus vente de biens à l'étranger, surtout dans les pays d'origine des migrants	H	1981	2007	Université (droit)	2005	célib.	_	_	3: Espagne, Espagne, Brésil	Migrants et Espagnols	fermé en mai 2008 (même patron que Meson y Bodega)
Café y té Pacifico	Resto	Taiwan	Plats végétariens, européens et asiatiques, plus vente de produits alimentaires asiatiques	H	1966	2007*	Université (technologie)	1999 ou 2000	marié, enfants	Malaisie	-	2: Taiwan, Malaisie (le couple)	De tout	-
AI	Bar	Japon	Tapas et boissons japonaises	H	nsr	2004	Université (ingénieur)	1990	marié, enfants	Espagne	-	2: Japon, Espagne (le couple)	De tout	-
Samba café	Bar	Brésil	Tapas et boissons brésiliennes et espagnoles	H	1952	2008	Secondaires	2006	divorcé, enfants	Brésil	-	4: Brésil, Brésil, Brésil, Mexique (même famille)	Migrants brésiliens, quelques Espagnols	-

Kiosco Magallanes	Kiosque	Colombie	Kiosque classique plus vente de produits alimentaires latino-américains	F	1962	2006	Secondaires	2000	mariée, enfants	Colombie	PCR [187]	1: Colombie	Migrants et Espagnols	-
Europlanet2	Téléboutique	Colombie	Télé boutique, plus service d'entretiens (ménage), plus vente de produits alimentaires latino-américains	F	1967	2007	Université (économie)	2000	mariée, enfant	Colombie	-	2: Colombie, Colombie	Migrants	-
La Luna	Boutique cadeaux	Sénégal	Sacs, lunettes, valises, ceintures etc. plus artisanat et textile du Sénégal	F	1983	2006	Secondaires	2001	mariée, enfants	Sénégal	PCR	1: Sénégal (des fois d'autres)	Migrants et Espagnols	-
La Nueva Hornada	Boulangerie	Colombie	Produits boulangers de l'Amérique latine	H	1966	2007	Université (commerce)	2002 ou 2003	marié, enfants	Allemagne	-	3: Colombie, Colombie, Colombie (patr. non inclu)	Migrants latino américains	-
Cyber Locutorio Atlas	Téléboutique	Maroc	Télé boutique classique	F	1976	2007	Université (administration)	2002	mariée, enfant	Maroc	-	2: elle et son marie	Migrant pour les appels, Espagnols et migrants pour internet	-
Le Arche de edfer	Entreprise du bâtiment	Colombie	Tous services du bâtiment	H	1976	2006	Secondaires	2001	marié, enfant (s)	Colombie	-	19 : 70% de migrants	-	-
Salon de thé riad	Café	Maroc	boissons occidentales plus thé marocain	H	1980	2006 , changement de propriétaire en 2008	Secondaires	2002	célib. sans enfants	-	-	2 : Maroc	Surtout des hommes marocains	L'info. concerne le dernier proprio
Soba Sho	Bar	Japon	Tapas et boissons japonaises	H	1958	2006	Université (droit)	2004	marié, enfants	Japon	-	2: patron plus sa fille des fois (en février 2008, en	Espagnols du quartier la	-

[187] Programme d'appui de la Croix Rouge.

												mai 2008 elle était partie)	semaine, de tout le week-end	
Karim	Télébouti que	Maroc	Télé boutique classique	H	nsr	2007	Université (économie)	2000	marié, enfants	Maroc	-	La famille	Migrants et Espagnols	-
Ropa	Textile	Chine	textile bas prix, non grossistes	H		2005								
Oriente Mao S. L	Textile	Chine	Textile bas prix, grossiste et particuliers	H	1958	2006*	Secondaires	1985	marié, enfants	Chine	-	La famille	Surtout des gitans espagnols	-
Adisa Bazar	Bazar	Maroc	De tout	H	1976	2007	Université (filière inconnue)	-	Marié, un enfant	Espagne	-	2 ou 3 : Maroc	De tout	-
Afrodick	Coiffeur	Guinée Eq.	Coiffeur classique plus tresse et extensions	F	1983	2006	Secondaires	1994	célib. un enfant	-	PCR	2: patron plus espagnole	Migrants et Espagnols	-
Reformada Alarcon	Couture	Colombie	Couture classique	F	1967	2007	Secondaires	2003	célib. un enfant	-	PCR	3: mère et deux filles	Migrants et Espagnols	-
Sara	Bar	Rép. dom.	Bar classique	F	1966	2005	Secondaires	2003	mariée (en cours de divorce), 4 enfants	Pays Bas	-	1: plus les enfants	Migrants et Espagnols	-
El bar parque	Bar	Maroc	Bar classique, couscous sur commande	F	1982	2008	Secondaires	1996	célib.	-	_	2: elle et sa sœur	Migrants et Espagnols	-
Gran Bazar Dragon Chino	Bazar	Chine	De tout	H	nsr	2004*	« ne sait pas comment dire en espagnol »	2000 ou un peu plus tôt, ne sait plus exacteme	marié, enfants	China	-	2: lui et sa femme	Migrants et Espagnols	-

								nt						
Mi Rancho	Bar	Colombie	Tapas et boissons espagnoles et colombiennes, bijoux colombiens	H	1986	2007	Université (analyse clinique)	2003	célib. sans enfant(s)	-	-	2: lui et une amie colombienne	50% de Colombiens, le reste des Espagnols et d'autres nationalités	-
Kukuli	Kiosque	Pérou	Kiosque classique	F	1971	2006	Université (ingénierie informatique)	1998	mariée, enfants	Pérou	-	2: elle et son fils (j'y ai aussi vu une autre femme)	Espagnols	-
Donde siempre	Bar	Bulgarie	Bar classique	F	1968	2004	Université (pédagogie)	2002	mariée, enfants	Espagne	-	2: elle et son mari	Espagnols	-
Don Papao	Resto	Portugal	Plats brésiliens	H	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Peluqeria Casablanca	Coiffure	Maroc	Coiffure d'hommes	H	nsr	2008	Université (économie)	2000	marié enfant(s)	Maroc	-	1: un Marocain	Hommes marocains	-
Cibernetika. com	Télé boutique	Colombie	Télé boutique classique plus papeterie, plus vente de bijoux colombiens	F	1951	2008 (mai)	Secondaires	2006	mariée, enfant(s)	Colombie	-	1: la patronne plus les enfants il semble	Espagnols et migrants	-
Libreria, papeleria, kisoco Jaramillo	Kiosque	Pérou	Kiosque classique	H	1944	2000	Université (comptabilité)	2000 ou un peu plus tôt	marié, enfant(s)	Pérou	-	Les membres de la famille	Espagnols	-
Bazar las Islas	Bazar	Chine	De tout	H	1978	2007	Université (ne sait pas dire le nom de la filière en espagnol)	2000	marié, enfant(s)	Chine	-	Je vois trois personnes	Espagnols	-
Carniceria	Boucherie	Maroc	Viande halal, plus	H	1979	2006	Université	1999	marié,	Maroc	-	2: Maroc, non de la	Marocains et	-

Halal			produits alimentaires marocains, plus plaids.				(économie)		enfant(s)			même famille	musulmans en général plus quelques Espagnols non musulmans	
Bazar el Nuevo Siglo	Bazar	Chine	De tout	H	1978	2003	secondaires	Dans les années 1990	marié, enfant(s)	Chine	-	La famille, plus d'autres Chinois, plus des Espagnols	Espagnols	-

5 Les informateurs : vue d'ensemble

5.1 Les informateurs avec qui un entretien formel a été réalisé[188]

Num.	Nom fictif de l'informateur	Pays	Entretien enregistrés	Année de l'entretien	Conversations informelles (en plus de l'entretien)	Année(s) des conversation informelles
1.	Adam (f)	Sénégal	Oui	2008	Oui	2007, 2008, 2009
2.	Sofia (f)	Corée du Sud	Oui	2009	Oui	2009
3.	Bianca (f)	Chine	Oui	2009	Oui	2009
4.	Abdou (m)	Sénégal	Oui	2006 [M2]	Oui	2006, 2007, 2008, 2009
5.	Khady (f)	Sénégal	Oui	2005 [M1]	Oui	2006, 2007, 2008, 2009, 2010 (2010 sur *Facebook*)
6.	Lamine (m)	Sénégal	Oui	2006 [M2]	Oui	2006, 2007, 2008, 2009
7.	Alioune (m)	Sénégal	Oui	2007	Oui	2007
8.	Nafissatou (f)	Sénégal	Oui	2006 [M2]	Oui	2006, 2007, 2008, 2009
9.	Nokor (m)	Sénégal	Oui	2007	Oui	2007, 2008, 2009
10.	Djibril (m)	Guinée	Oui	2007	Oui	2008 (par téléphone)
11.	Cire (m)	Sénégal	Oui	2007	Oui	2007, 2008
12.	Ibou (m)	Sénégal	Oui	2007	Oui	2007, 2008, 2009
13.	Seydou (m)	Guinée-	Oui	2007	Oui	2007, 2008,

[188] Le tableau ne contient que les informateurs cités par un prénom (fictif) dans le document et avec qui un entretien formel, enregistré ou non, a été réalisés (migrants étudiants, migrants économiques, migrants commerçants à Garrido Norte et habitants espagnols à Garrido Norte). Le tableau ne contient pas les représentants des associations des migrants ou des institutions en contact avec la population migrante : ceux-ci sont cités dans les deux derniers tableaux.

		Sénégal				2009
14.	Samba	Sénégal	Oui	2008	Oui	2007, 2008, 2009
15.	Jean-Paul (m)	Sénégal	Oui	2008	Oui	2008, 2009
16.	Mohammed (m)	Sénégal	Oui	2008	Oui	2006, 2007, 2008, 2009
17.	Akim (m)	Algérie	Oui	2008, 2009	Non, mais contact par mail	Contact par mail entre 2008 et 2010
18.	Djenabou (f)	Guinée	Oui	2008	Oui	2007, 2008
19.	Pietro (f)	Brésil	Oui	2008	Oui	2008, 2009
20.	Marco (m)	Colombie	Oui	2008	Non	-
21.	Leonora (f)	Colombie	Oui	2008	Non	-
22.	Beatrice (f)	Colombie	Oui	2008	Oui	2008
23.	Carmen (f)	Espagne	Oui	2008	Non	-
24.	Adilson (m)	Brésil	Non	2008	Oui	2008, 2009
25.	Mohammed (m)	Maroc	Non	2008	Oui	2008
26.	Alejandro (m)	Espagne	Oui	2008	Oui	2008
27.	Paco (m)	Espagne	Oui	2009	Oui	2008, 2009
28.	Jaime (m)	Espagne	Oui	2009	Oui	2009
29.	Marcelinho (m)	Brésil	Oui	2009	Oui	2007, 2008, 2009
30.	Pierre (m)	Cameroun	Oui	2009	Oui	2007, 2008, 2009, 2010 (par téléphone en 2010)
31.	Daouda (m)	Sénégal	Oui	2009	Oui	2008, 2009
32.	Hassane (m)	Niger	Oui	2009	Oui	2008, 2009
33.	Antonio (m)	Chine	Oui	2009	Non	-
34.	Jafar (m)	Maroc	Oui	2009	Oui	2009

5.2 Des informateurs cités dans le texte, mais avec lesquels un entretien formel n'a pas été réalisé

Num.	Nom	Pays	Conversation formelles	Année(s) des conversation formelles
1.	Yoshi	Japon	Oui	2007
2.	Willy	Chine	Oui	2008
3.	Frida	Espagne	Oui	2009
4.	Goa	Guinée	Oui	2007
5.	Boba	Sénégal	Oui	2006, 2007
6.	Maite	Espagne	Oui	2007, 2008
7.	Dennis	Sénégal	Oui	2008
8.	Moudou	Sénégal	Oui	2007, 2008
9.	Boubakar	Guinée	Oui	2007, 2008, 2009
10.	Ada	Sénégal	Oui	2007, 2008, 2009

5.3 Les entretiens avec les associations de migrants

Num.	Nom (traduit de l'espagnol)	Entretien enregistré	Avec qui de l'association	Année de l'entretien enregistré	Conversations informelles (en plus de l'entretien)	Année des conversations informelles
1.	Association des Sénégalais de Salamanque	Oui	Le président et le secrétaire (identifié comme Ibrahim dans le texte) + l'ancien président (identifié comme Abdou dans le texte).	2005 et 2006 avec le président, 2006 avec le secrétaire et l'ancien président [M1 et M2]	Oui	2006, 2007, 2008 et 2009 avec les trois
2.	L'association Maison des Argentins à Salamanque	Oui	Le président et le comptable	2005 avec les deux [M1]	Non	-
3.	L'association des Marocains	Oui	Le président (identifié come Asbaku dans le texte)	2007	Non	-
4.	L'association des immigrés hispanp-	Oui	Le Père Paco, qui au moment de	2008	Non	-

	américains		l'entretien remplaçait le président de l'association.			
5.	L'association des résidents boliviens à Salamanque	Non	Le président de l'association (identifié comme Sandro dans le texte)	2009	Non	-
6.	L'association Maison Pérou	Oui	Le président de l'association	2009	Non	-
7.	L'association pour le développement de la commune de Meckhe	Oui	Le président de l'association (identifié comme Abdou dans le texte)	2006 (avant que l'association se crée) [M2]	Oui	2006, 2007, 2008, 2009

5.4 Les entretiens avec les institutions en contact avec la population migrante

Num.	**Nom (traduit de l'espagnol)**	**Entretien enregistré**	**Avec qui de l'institution**	**Année de l'entretien**	**Conversations informelles (en plus de l'entretien)**	**Année des conversations informelles**
1.	Croix-Rouge programme « immigrés »	Oui	Une psychologue, une assistante sociale, un médiateur culturel	2005 [M1]	Non	-
2.	Comisiones Obreras	Oui	La responsable du programme « immigrés »	2005 [M1]	Non	-
3.	Caritas	Oui	La responsables du programmes « immigrés »	2005 [M1]	Oui	2006, 2007, 2008, 2009 (avec divers acteurs de Caritas)
4.	Salamanca Acoge	Oui et non	Avec une assistante sociale (enregistré) et la responsable du centre (non-enregistré)	2008 (l'assistante sociale), 2009 (la responsable)	Non	-

5.	Le centre d'accueil du Père Antonio	Oui	Le Père Paco qui remplace le Père Antonio, gérant du centre	2008	non	-

6 Les cinq premiers groupes d'étrangers en Espagne par province (2008)

Province	Total étrangers	Roumains	Marocains	Équatoriens	Anglais	Colombiens	Bulgares
Total Espagne	5268762	731806	652695	427718	352957	284581	153973
MADRID	1005381	189477	77438	138667	9170	67390	30576
A CORUÑA	33711	1573	1435	567	818	3113	219
LUGO	11582	1144	940	130	220	1249	181
OURENSE	14006	708	454	235	63	996	98
PONTEVEDRA	36269	1762	1838	522	542	2931	286
ASTURIAS	40804	5280	1672	4114	778	3026	515
CANTABRIA	33242	5131	1243	2084	490	3960	820
ALAVA	22840	1616	3079	1225	203	2885	222
GUIPUZCOA	35935	3568	3189	2989	645	2543	506
VIZCAYA	58562	7659	4002	3347	710	6731	201
NAVARRA	65045	5100	7451	11499	433	4494	5446
LA RIOJA	43856	10303	7178	2869	207	3257	859
HUESCA	24363	6388	3235	1131	180	1115	1736
TERUEL	17043	6666	3674	312	113	967	332
ZARAGOZA	113486	43989	8199	10078	440	5182	3282
AVILA	11782	3112	2701	481	87	744	826
BURGOS	32073	6887	2656	2735	145	2113	4736
LEON	23380	1904	2827	878	133	2685	2154
PALENCIA	5998	671	711	276	41	662	981
SALAMANCA	15355	1712	1411	526	138	1052	981
SEGOVIA	20451	2563	2714	804	67	1120	7163
SORIA	8420	2563	989	1358	22	320	1202
VALLADOLID	29674	5422	2115	1524	145	1850	7599
ZAMORA	7669	1026	492	312	32	388	1517
ALBACETE	31128	8109	3657	2182	391	2376	1458
CIUDAD REAL	41396	21475	4290	2423	117	2524	1250
CUENCA	24348	12744	2566	1509	56	959	1509
GUADALAJARA	34310	13079	4299	2178	238	1845	2142
TOLEDO	74826	30770	14063	5571	174	4208	1422
BADAJOZ	21569	6275	3401	531	250	978	350
CACERES	13746	1542	5667	364	185	584	100
BARCELONA	745 216	31829	125187	71556	11636	31801	5548
GIRONA	149236	12236	36244	3316	4112	4539	1842
LLEIDA	69366	17927	13118	1617	265	3054	2029
TARRAGONA	139972	26086	34447	4505	4653	6893	2338
ALICANTE	446368	30165	30395	23997	121813	20667	11955

CASTELLON	106125	51999	16749	2285	1850	4507	1049
VALENCIA	294846	45933	19742	26584	11342	18983	21319
BALEARES	223036	10330	20625	13538	22055	9965	7985
ALMERIA	131330	24559	35431	6947	18091	2837	3241
CADIZ	42804	2831	6359	683	7860	1416	225
CORDOBA	21937	6835	2455	2154	924	1438	311
GRANADA	58775	10640	8479	2472	6638	2207	634
HUELVA	37110	10834	5578	1115	1000	1374	1030
JAEN	18572	3551	4836	1118	690	985	350
MALAGA	250432	11260	24300	5324	62871	6931	3875
SEVILLA	62319	9120	6671	3599	1996	4077	626
MURCIA	225625	11490	58355	47437	19911	6810	6668

Source : *Padrón*

7 Exemple d'entretien retranscrit

ENTRETIEN
SEJOUR FEVRIER 2009

PIERRE, CAMEROUN
MIGRANT/DEMANDEUR D'ASILE
Date et lieu de l'entretien: le 17 février 2009, à 16h dans un café près de la *Plaza Mayor*
Durée de l'enregistrement: 1h45minutes

Alors Pierre, tu es parti en quelle année en fait ?

Moi je sors en 2005

Tu te rappelles du mois ?

2005, c'est en mars

Et tu peux me parler du voyage du Cameroun jusqu'au Maroc ?

Oh, moi je suis du Cameroun, j'entre au Nigeria, du Nigeria j'entre au Niger, du Niger j'entre en Algérie et de l'Algérie j'entre au Maroc

Comment tu as fait pour te déplacer ?

Bon, je sors du Cameroun, il y avait les pirogues pour entrer au Nigeria parce que c'est séparé avec la mer, au Nigeria, maintenant, à partir de là, j'ai commencé à voyager avec le bus, du Nigeria jusqu'au Niger, et pour entrer au Niger, pour traverser la frontière Nigeria-Niger, j'ai pris la moto, au Niger maintenant je voyage avec la voiture, jusqu'en Algérie

D'accord, et la pirogue que tu as prise pour entrer au Nigeria, c'était une pirogue comment ? Pour faire l'immigration ou de la pêche ou ?

C'était comme, une pirogue avec deux moteurs

D'accord, et les autres qui étaient avec toi dans la pirogue, c'était aussi des immigrés ?

Bon, il y en avait qui partaient immigrer et d'autres qui partaient faire du commerce, traverser la frontière au Nigeria pour faire des achats et rentrer

D'accord, donc c'était un moyen de transport tout simplement…

Oui

…qui n'avait rien à voir avec l'immigration, tu n'as pas eu à payer un passeur

Non, j'ai payé la même chose que ceux qui partaient faire les achats, j'ai payé comme eux, moi j'étais pour voyager mais eux pour faire les achats et rentrer

D'accord, et tu m'avais parlé de ton ami qui était au Cameroun, vous êtes sortis en même temps ?

Oui, on est sorti le même jour, lui il est à Madrid

Et il t'a laissé en Algérie

Oui

Et tu dis que tu as pris une moto, c'est une moto que tu as achetée ou louée ou ?

Non, quand moi je suis entré au Niger du Nigeria, je suis entré par une photo donc c'est un Nigérien qui a la moto et qui me fait entrer avec la moto au Niger

Tu as dû lui payer un petit peu pour te laisser passer, non ?

Oui ! Tout il faut payer automatiquement, oui

Pour traverser

Oui, il faut payer pour traverser

Et pour trouver ces contacts, ce sont des gens que tu as rencontrés sur place ou des gens que tu connaissais déjà ?

Non, ce sont des gens que j'ai connus sur place. Bon, quand je suis entré au Nigeria, j'ai quand même eu la carte d'Afrique qui m'a un peu orienté. Moi, quand moi j'arrive à la frontière, j'essaye de voir, je me renseigne, pour savoir comment moi je peux rentrer au Niger, bon, on me donne des renseignements, comme ils connaissent la frontière, si je paye une telle somme ils peuvent me faire passer, en plus comme c'est une frontière gardée, ils connaissent comment il faut contourner pour entrer à l'autre côté, bon, je leur paye ce qu'ils demandent, c'est peu cher, c'est peu, bon, ils ont fait accepter et on a fait traverser la frontière, de l'autre côté ils ont un ami et ils nous ont laissé et ils sont retournés au Nigeria.

Donc la moto, c'était avec un Nigérien et la voiture c'était avec un ?

Non, la voiture c'était au Nigeria, parce que le Nigeria est très grand, quand j'entre au Nigeria je prends la voiture pour aller jusqu'à la frontière

Pour traverser le pays

Oui, le bus pour traverser le Nigeria, parce que le Nigeria c'est très grand

C'est vrai, donc t'avais pris une carte déjà au Cameroun ?

Oui, une carte d'Afrique, quoi, une carte d'orientation

Et avant de partir, tu avais une idée de la distance, que c'était très long

Oui, mais, j'avais l'idée que c'était très long, mais ce qui est sur la carte c'est différent de ce que nous parcourons en personne, car ça c'est la carte, oui, avant de sortir je savais que si j'entre au Nigeria je peux passer la frontière ici, je traverse la frontière j'entre au Niger, j'entre en Algérie, au Maroc, tout ça c'est sur la carte.

Et combien de temps ça t'a pris alors de partir du Cameroun, jusqu'en Algérie, plusieurs semaines, plusieurs mois, non ?

Non, du Cameroun jusqu'en Algérie c'est, je me rappelle plus parfaitement, bon, je crois que du Cameroun en Algérie, un truc comme deux semaines, quoi

Seulement deux semaines

Oui, seulement deux semaines

Donc tu es parti en 2005

2005 oui

Donc déjà mars, avril t'étais en Algérie en fait

Je quitte en mars, j'arrive en Algérie je pense le 13 ou 14 mars, je sors le premier mars du Cameroun

D'accord, et donc après c'est en Algérie que tu as passé quatre mois

Oui

C'est ça, hein

Oui, parce que je n'avais plus les moyens de continuer, quoi, moi j'ai cherché un job pour pouvoir continuer. Moi, j'ai de la famille au Cameroun, mais ma famille c'est une famille pauvre, quoi, ma famille n'est pas une famille aisée pour pouvoir m'aider. C'est pour ça que j'ai cherché un job pour pouvoir avoir un peu de sous pour pouvoir continuer le voyage

Et comment t'avais fait pour financer le voyage jusqu'en Algérie ? T'avais travaillé et mis de côté ?

Bon, moi, jusqu'en Algérie c'est des petits sous depuis le Cameroun

Des petits sous que tu as gagné dans ton travail de commerçant ?

Oui

Tu faisais quoi comme commerce, une boutique ou dans la rue ?

Non, dans un marché, je travaillais dans un marché, je faisais des petites ventes là, dans les marchés

Tu vendais quoi ?

Moi, je vendais des oignons

D'accord, c'est en économisant là que tu as pu partir jusqu'en Algérie

Oui

Et tu es né en quelle année en fait ?

Moi, je suis né en, je sais pas, en 1987

87 ? Oui ? (Silence) Tu es sûr ?

Oui, 87

Et… où au Cameroun est-ce que tu es né ?

Moi je suis né à Douala

Et est-ce que tu as toujours vécu à Douala ?

Bon, moi j'ai de la famille à Douala

et à l'Ouest, à… dans beaucoup de zones au Cameroun, moi j'ai vécu dans beaucoup d'endroits

Mais tu es né à Douala ?

Mais avant de sortir j'étais à Douala, c'est la plus grande ville

Donc tu es né à Douala, tu es parti de Douala, mais entre les deux tu as…

Dans beaucoup de villes, oui

Pourquoi tu as bougé autant ? Pour le travail ou ?

Non, mais, tu sais que moi, depuis le Cameroun, depuis peut-être l'âge de 12 ans, moi je suis indépendant, moi. Donc, la famille, il y a personne qui s'occupe de moi, moi je suis un homme, il faut que je me déplace pour me débrouiller, quoi, pour pouvoir me défendre dans la vie, moi j'ai beaucoup bougé, bougé, jusqu'à aujourd'hui je me trouve en Espagne

Hmm, donc tu veux dire que tu es resté chez ta famille jusqu'à 12 ans et après tu es parti ?

Bon, à 12 an j'étais encore avec la famille mais il y avait la grand-mère, je peux aller vivre avec la grand-mère ou aller vivre avec des amis ou avec des gens, mais j'avais personne qui pouvait m'éduquer : « Toi, tu restes ici ! » Tu vois : « Tu dois rester ici, tu peux pas te déplacer », bon qui peut me donner des ordres, quoi, donc, bon, en ce temps moi je vivais avec la grand-mère, je fréquentais, je fréquentais… à un certain niveau, je me suis décidé d'aller à Daola, je me suis décidé d'aller sur Daola me débrouiller, gagner un peu des sous, moi, aussi j'avais dans la tête qu'il faut aller faire des découvertes, il faut aller faire l'aventure, sortir du pays, bon, tout ce temps-là et je suis sorti

Ok, mais juste pour que je comprenne, tu es né à Douala

Oui

Tu as dis que tu as vécu chez la grand-mère

Ma grand-mère n'est pas à Douala

La grande mère est…

Douala c'est la capitale, c'est le littoral, et ma grand-mère se trouve à l'Ouest

D'accord, maintenant je comprends

Ma grand-mère est à l'ouest

Paternelle ou maternelle ?

Maternelle

D'accord, c'est pour ça que tu as pu aller à l'Ouest

Oui

Mais tes parents sont restés à Douala ?

Non, mes parents, bon, comme parents, plus ma maman, comme ma maman n'est plus avec mon papa, mon papa a… est dans le Sud-ouest, il est du Sud-ouest, il vit dans une autre ville qui s'appelle Manjou[189], de ce côté-là et ma maman vit...à Douala, donc moi je me suis déplacé un peu comme ça, la maman, la papa, la grand-mère…

Et pour quelle raison ils ne vivaient pas ensemble ? Ils étaient divorcés où c'était pour le travail ?

Ils ont divorcé, oui

Tu avais quel âge quand c'est arrivé

J'étais tout jeune, moi je me rappelle pas

Non, t'étais tout petit

Oui

D'accord. Donc tu as surtout grandi avec ta maman alors

Oui, avec ma maman

Et… combien de frères et sœurs tu as ?

Des sœurs…moi je suis le 5ème, seulement j'ai perdu un frère... j'ai quatre devant moi…et… cinq, je crois, cinq derrière, ça fait dix

Et il y a d'autres qui sont sortis du Cameroun aussi ?

Non, moi je suis le seul

Tu es le seul, et comment tu expliques ça, tu es au milieu, tu n'es pas le premier, tu es plus aventurier que les autres ?

Oui ! (Sourires)

Et quand t'étais petit et que tu étais avec ta maman, tu allais à l'école ?

Oui, j'allais à l'école

Tu as commencé l'école à quel âge ?

Seulement je me rappelle… je ne sais pas à quel âge… je sais quand même que j'ai fait l'école primaire et secondaire, j'ai arrêté en quatrième année technique, quatrième année technique, ma maman avait plus de moyens pour me faire continuer, j'ai dû me débrouiller seul, oui

D'accord, et tes frères et sœurs, il y en a qui ont fait des études plus longues ?

---

[189] Je ne suis pas sûre de l'écriture du nom de la ville.

Non, à partir de moi, je n'ai qu'un petit frère qui fait actuellement l'Université. Il fait l'Université, moi je suis arrivé ici, j'ai essayé d'envoyer un peu d'argent pour qu'il puisse progresser, quoi, puisque nous n'avons pas cette chance là, mais lui a eu la chance que moi je suis ici, que moi je suis ici pour me battre pour l'envoyer un peu de sous pour continuer, et… moi, je souhaiterais qu'il arrive très loin avec les études, si moi j'y suis pas arrivé c'est parce que maman n'avait pas les moyens. Actuellement il fait première année d'université.

Ah, et il fait quoi comme faculté ? Comme études ?

Non, moi je ne me rappelle plus, en plus moi je quitte le Cameroun quand lui il fait le premier, moi je sors du Cameroun quand lui il fait le premier

Et c'est grâce à toi qu'il a pu entrer à l'Université

C'est grâce à moi et c'est grâce a ceux qui sont au pays en train de l'encourager. Ma maman peut pas financer mais si j'envoie par exemple 100€ il peut faire beaucoup de choses, 100€/150€ il peut déjà payer sa pension de l'Université

Ça c'est super, oui

Oui, oui

Et tes parents ont divorcés quand tu étais tout petit, mais tu as gardé le contact avec ton père quand même ?

Non, moi j'ai gardé contact, mais moi… depuis que je suis… la dernière fois que j'ai vu mon père ça fait neuf ans, ça fait neuf ans que je n'ai pas vu mon père, pas vu mon papa, mais je connais l'endroit où se trouve mon papa, là que j'arrive au Cameroun je sais qu'il se trouve à tel niveau

D'accord. Et quand tu dis que vous êtes 10 frères et sœurs, ils sont peut être pas tous du même père et de la même mère

Non

Mais la même maman peut-être

Oui, même maman

Donc les 10 que tu dis c'est la même maman

Oui, en plus ma maman a eu son premier mari, son premier mari est décédé, elle a eu un deuxième mari qui est mon papa.

D'accord. Et quand tu dis que tu as passé quatre mois en Algérie, c'est beaucoup. Quand tu es arrivé, tu as logé où par exemple

Non, mais en Algérie, moi quand je suis arrivé en Algérie, j'ai pas été logé, en plus en Algérie, c'est difficile. De vivre là-bas, en plus là il y a la police aussi, de l'immigration, qui nous dérange. Donc on a des ghettos. On vit dans des petits ghettos, quoi

C'est où que vous étiez exactement ?

Moi j'étais d'abord à Tamanrasset, c'est l'Algérie du Sud

Oui, il y a le désert

Oui ! Tamanrasset, bon c'est là ou, bon, j'ai fait quatre mois, j'ai essayé de travailler, dans les chantiers pour pouvoir progresser jusqu'au Maroc

Donc c'est dans le Sud vraiment que tu as passé quatre mois, hein

Oui, et après, quand j'ai eu de l'argent il faut monter maintenant, parce que le Maroc est au Nord, il faut maintenant voyager jusqu'au Nord pour pouvoir arriver au Maroc

Donc après les quatre mois en Algérie, tu es monté dans le nord de l'Algérie pour pouvoir passer la frontière marocaine

Hmm

D'accord, et comment tu l'as vécu quand ton ami t'a quitté, tu es resté tout seul là bas ?

Non, mon ami m'a quitté, je suis resté, mais j'étais pas seul, j'étais avec d'autres gens que j'avais rencontrés aussi, qui sont là avant moi qui sont là depuis longtemps, bon, j'ai mon ami [qui] m'a laissé, j'étais pas un peu déçu mais j'avais plus d'argent, avec la grâce de Dieu, qui est le seul maître, je priais tous les jours, c'est grâce à Dieu que j'ai pu atteindre mon objectif, quoi. Bon, moi je suis sorti, bon, je me disais que moi j'ai la tête, j'ai prié, j'ai eu la chance de pouvoir travailler pour pouvoir progresser.

Et quand tu dis que tu avais un objectif, ton objectif c'était quoi exactement ?

Mon objectif, c'était de sortir du Cameroun, arriver en Espagne

Donc c'était vraiment l'Espagne, hein, ton objectif

Oui

Ce n'était pas l'Europe en général, ni l'Italie, ni la France ?

Non, moi je voulais faire l'aventure jusqu'en Espagne, je voulais sortir de mon pays, faire des découvertes, entrer au… quand je sors, bon, quand j'arrive par exemple en Algérie, l'Algérie qu'on me parlait, parce que quand moi je suis en Algérie, quand on te présente l'Algérie dans les chaînes de télévision, mais ils présentent… ils peuvent présenter rien que la capitale, qui est jolie, jolie, jolie, mais ils ne présentent pas d'autres villes qui ne sont pas bien. C'est quand tu arrives vraiment que tu découvres que : « Oh, l'Algérie comme il disaient, là, c'est même pas ce que moi je vois ».

Oui

Oui !Donc quand je suis arrivé en Algérie j'étais vraiment déçu, quoi, donc, c'était vraiment difficile, difficile. C'était vraiment trop, trop difficile. Bon, après j'ai prié, il n'y a que Dieu, grâce à Dieu j'ai pu trouver un job. Grace à Dieu j'ai pu aller au Maroc.

Et comment tu l'as trouvé ce job ?

Moi, je sors le matin, je me ballade pour demander des petits boulots dans les chantiers

Et tu communiquais en français avec les Algériens à ce moment là ?

En français, en français, parce qu'eux ils parlent l'arabe, mais ils parlent aussi un peu français, mais même s'ils parlent pas bien français, on s'entend. Moi je leur ai dit que je veux travailler même avec des gestes, et on s'entend !

Oui

Oui

Et d'ailleurs, ta langue maternelle au Cameroun, c'est quoi ?

Moi ma langue maternelle c'est, bon, nous au Cameroun on parle la langue Bamiléké

Bamiléké

Oui, nous parlons la langue bamiléké

Tous les Camerounais parlent bamiléké ?

Non, ça c'est…

C'est selon les ethnies

Oui, ça c'est mon ethnie, ça c'est par exemple la langue de l'Ouest

D'accord, donc c'est en fonction de la géographie et de l'ethnie

Non, selon les ethnies, nous avons au moins 200 ethnies

Et ton ethnie s'appelle comment ?

Ça c'est que je te dis que notre ethnie, nous sommes de Bamiléké

Donc c'est l'ethnie et la langue

Mais les Bamiléké il y a des différentes langues

Ah, les Bamiléké ont des langues différentes ?

Oui

Donc tu es Bamiléké et à l'intérieur il y a un dialecte

Oui, c'est Bamiléké mais à l'intérieur c'est ressemblable, quoi, c'est ressemblable. Bamiléké, il y a beaucoup de langues, quoi, donc les langues qui sont dans la région Bamiléké sont… c'est différent, un peu différent. Bamiléké, c'est par exemple dans l'Ouest, il y a dans l'Ouest Baham, il y a les Bafousaam, Tangante[190]… parmi tous ceux que je te cite là, ils parlent leur dialecte, c'est différent des autres, mais tous sont Bamiléké

Mais on se comprend quand même, avec les différences ?

Hmm, il y a certains qu'on peut comprendre, donc, c'est… un peu difficile d'expliquer quoi

---

[190] Je ne suis pas sûre de l'écriture.

Oui, je comprends, mais si tu sors de la région des Bamilékés, tu vas parler en quelle langue avec les autres Camerounais ?

Il faut parler en français. Français, anglais. Les gens parlent… tu peux communiquer parfaitement avec les gens en français, anglais

D'accord

Et à partir de ça, il y a des gens qui parlent leur dialecte et s'il parle leur dialecte tu peux rien comprendre

Il y a quand même des gens qui parlent ni français ni anglais ?

Non, il y a des gens qui ne parlent que leur dialecte, il y a des gens qui parlent rien qua sa dialecte, des gens qui, bon, comme certains des gens des villages n'ont pas eu la chance de fréquenter, bon, ils ne parlent rien que sleur dialecte, ils ne parlent ni français, ni anglais. Français, anglais, c'est comme la langue nationale, quoi

Oui, je comprends, mais toi à la maison par exemple tu parles bamiléké, avec ta maman par exemple

Oui, moi à la maison avec ma maman je parle le patois, après les amis je communique en français

Donc tu parles français, anglais…

Moi je me défends en anglais

Espagnol…

Avant d'arriver je parlais un peu arabe, mais comme l'espagnol domine l'arabe, je ne pratique plus, c'est plutôt l'espagnol qui le remplace

L'arabe tu l'as appris où ?

Au Maroc

Au Maroc ?

Au Maroc et en Algérie, ce sont des pays où on parle arabe

Pas au Cameroun

Non

Non ?

Non

Tu es musulman ? (Je vois sa très grosse croix juste après avoir posé la question) *Non, tu es chrétien*

Ah, non, je suis chrétien !

J'ai vu en te posant la question

Moi je suis chrétien, j'aime aussi les musulmans, quoi. C'est bon, selon moi, je sais que bon, ce n'est que le même Dieu pour qui nous prions, seulement la différence c'est que les gens ont des différentes

manières de prier. Mais il n'y a qu'un seul Dieu. Par exemple, les musulmans prient avec la tête… donc moi j'ai même voulu m'islamiser pour faire musulman

Ah oui ?

Après j'ai compris que c'est le même Dieu pour qui nous prions, sinon, pour la prière, si je suis avec les chrétiens je peux prier, si je suis avec les musulmans je peux prier, les musulmans ils récitent le coran, mais moi je connais pratiquer, par exemple, moi à la mosquée il y quelqu'un qui exécute

Et quand tu as pensé te reconvertir, c'est quand t'étais au Cameroun ?

Oui, au Cameroun, mais moi j'ai vu que, bon, c'était un peu compliqué, quoi, j'ai vu que moi je préfère laisser, mais si moi je veux prier comme musulman, je prie comme musulman

Et comment tu as eu cette idée de changer, tu avais des amis musulmans ou ?

Moi quand j'étais au Cameroun, le commerce que je faisais, c'était avec les musulmans que je faisais le commerce, donc, eux, c'est eux qui m'animaient, qui m'encourageaient. Bon, il faut que moi je fais l'islam comme eux, donc moi j'ai fait déjà, on fait déjà le même commerce et j'ai vu que, bon, « c'est bien, c'est bien », après je me suis découragé. Oui, ils ont aussi des petites conditions là, je peux pas trop boire la bière, je ne dois pas manger la viande de porc, c'est qu'ils ne mangent pas la viande de porc, tout ça, j'ai dis que « moi, je bois de la bière, moi je mange la viande porc », donc… laisser c'est un peu difficile, et moi je peux pas commencer et après le laisser

Oui

Moi, quand je commence c'est pour terminer, je peux pas commencer et au milieu…

Tu veux pas le laisser

Oui

C'est le faire ou ne pas le faire

Oui

D'accord. Et tu connais la différence, le pourcentage entre musulmans et chrétiens ?

La majorité c'est des chrétiens

Donc toi par ton travail, comment ça se fait que tu étais avec des Musulmans, c'est le hasard ou ?

Moi, ce que je vendais, la majorité qui vend ça ce sont des Musulmans, par exemple les oignons, l'ail ? (il me regarde pour voir si je sais ce que c'est l'ail)

Oui, oui

Les oignons, l'ail, c'est les Musulmans en majorité qui cultivent ça, ce sont des Musulmans

Ce sont les musulmans qui cultivent l'ail

Oui

Donc tu as acheté ta marchandise chez les musulmans

Oui, donc je prenais la marchandise chez les musulmans, en plus les musulmans qui sortent par exemple au Niger, dans d'autres pays arabes, ils partent acheter avec des camions, ils payent la douane, donc c'est une marchandise qui me plaît, qui m'a plu quoi, c'est pour ça que j'avais des contacts avec les musulmans. Et moi aussi, au Cameroun, il y a avait beaucoup de personnes qui passent, quand je vendais, qui pensaient que moi, bon, je suis musulman aussi : « Toi, tu es musulman ! » (Rires)

D'accord. Et toi tu as toujours été dans le commerce des oignons, ou ?

Non, moi j'ai fait beaucoup de différents types de commerce. Moi j'ai, quand j'ai commencé le commerce, c'était pour me battre dans la vie, parce que moi je n'ai personne pour m'aider, j'ai un papa mais mon papa ne s'occupe pas de moi, moi je suis indépendant, il faut que je me batte pour pouvoir survivre. Et ma maman n'a pas assez de moyens pour nous tous, quoi, et moi je peux faire que ma maman s'occupe de mes petits frères et moi je peux déjà me débrouiller seul, oui, c'est ça quoi. J'ai vendu des habits, j'ai vendu des emballages, j'ai vendu beaucoup de choses

Hmm, mais les oignons, c'était la dernière chose avant de partir ?

Oui

Et pour revenir à l'Algérie, tu dis que tu vivais dans des ghettos, il y avait beaucoup de migrants alors, qui attendaient avec toi un moment pour passer en Algérie ?

En Algérie, oui, quand on arrive en Algérie, par exemple il y a des Maliens, il y a des Camerounais, il y a des Nigériens, il y a des Sénégalais, donc c'est des ghettos, chaque tribun a son ghetto. Par exemple, les camerounais ont leur ghetto, les sénégalais ont leur ghetto, oui, ainsi de suite

Oui, donc c'est organisé, oui

Oui, c'est très bien organisé

D'accord, et… donc quatre mois, et deux mois de travail, et les deux mois de travail c'était à la fin je m'imagine

Bon, moi, c'est les deux mois que je travaille, j'ai passé deux mois sans travail, c'était vraiment difficile, difficile, moi j'ai eu la chance de trouver un petit job, bon c'est là où je voyage

Tu as pu avoir un peu d'argent, tu es monté dans le nord, tu passes la frontière avec le Maroc, là pareil : il y avait des passeurs algériens ?

Pardon ?

Pareil, pour passer au Maroc il y a des gens qui vous ont aidés aussi ?

Ah, pour entrer au Maroc

Oui

Non, mais quand tu es au Sud où j'étais, t'arrives au Nord de l'Algérie, et là aussi il y a les ghettos pour qu'on s'organise pour passer la frontière entre l'Algérie et le Maroc pour pouvoir aller à la frontière Maroc-Espagne.

Hmm, il y a un deuxième ghetto en Algérie

Oui

Et là vous vous organisez, mais là vous vous organisez comment en fait, en groupe ou ?

Il faut organiser en groupe, mais avant d'aller là-bas, toi tu viens d'arriver, tu es nouveau, mais avant d'arriver là-bas, il y a les anciens, il y a des gens qui sont là depuis un an, deux ans, donc toi tu arrives, c'est eux qui connaissent, ils connaissent, c'est eux qui t'emmènent

Ils y sont déjà depuis un an, deux ans au nord de l'Algérie ?

Oui

Et pourquoi ils restent ? C'est parce qu'ils arrivent pas à passer ou c'est pour rester aider ?

Bon, il y en a beaucoup qui sont là pour, bon, d'autres qui sont là parce qu'ils n'ont pas eu la chance de passer

D'accord, et dans le Nord combien de temps tu y es resté avant de passer la frontière alors ?

Dans le nord j'ai fait trois mois

Trois mois ? Ah, oui, quand même, dans le Nord aussi ?

Oui

Donc ca veut dire quatre mois dans le Sud de l'Algérie et trois mois dans le Nord de l'Algérie ?

Hmm

Ça fait sept mois en Algérie alors ?

Oui

C'est beaucoup, d'accord, et tu as passé la frontière…

Moi j'ai essayé deux fois, j'ai essayé deux fois, non moi j'ai essayé presque trois, quatre fois, hein. Moi j'ai été deux fois… deux fois que je saute cette barrière, j'entre au Maroc on me renvoie dehors

(Je ne comprends pas, il parle de la barrière Melilla, j'ai cru qu'il parlait de la frontière Algérie-Maroc) Parce que en fait, moi je connais la barrière avec Melilla, tu vois, je sais comment c'est.Par contre, la frontière entre l'Algérie et le Maroc, je ne vois pas comment elle est. Il y a aussi des barrières ?

La frontière ? Entre l'Algérie et le Maroc ? Oui, c'est des barrières

Parce qu'il y a les barrières entre Melilla et… là il y a deux barrières, ça je le sais, mais il y a aussi deux barrières entre l'Algérie et le Maroc ?

Non

Ah, non, la barrière c'est la frontière de l'Espagne, Maroc

Oui, donc du coup, d'accord c'est bon, alors on va reprendre parce qu'il y a un truc que j'ai loupé, les quatre mois dans le sud de l'Algérie, c'est en Algérie, mais les trois mois suivants c'est au Maroc en fait ?

C'est au sud de l'Algérie, après je suis allé pour aller à la frontière avec le Maroc, on doit sortir de l'Algérie, dans le nord de l'Algérie, et sortir de là dans la soirée aux alentours de 18h pour pouvoir traverser la frontière, Algérie-Maroc, pour pouvoir traverser cette frontière pendant la nuit, dans la nuit

Algérie, Maroc hein

Traverser cette frontière dans la nuit et parcourir le Maroc durant une semaine

D'accord

Une semaine ou cinq jours pour arriver à la frontière Maroc-Espagne

D'accord, donc c'est bien quatre mois dans le sud et après monter et trois mois dans le nord

Oui

Pour passer la frontière avec le Maroc

Oui

C'est ça, hein ?

Oui

Mais pourquoi c'est si difficile de passer la frontière avec l'Algérie et le Maroc ?

Non, ce n'est pas difficile, c'est pas difficile

C'est pas difficile

Nous, nous arrivons là bas, par exemple il y a le ghetto, c'est organisé, bon, quand tu arrives là-bas tu peux peut-être bien, te reposer et traverser, traverser ce n'est pas difficile, ce n'est que traverser dans la nuit, c'est le cadre, mais il faut traverser dans la nuit, pour essayer de se cacher dans la nuit, mais du Maroc à la frontière avec l'Espagne, c'est 250 km. 250 km, donc c'est ça que je te dis que c'est au moins une semaine ou cinq jours de marche pour quitter le Sud du Maroc pour arriver au Nord, pour arriver là-bas pour pouvoir attaquer cette barrière. En plus, quand on arrive là bas, on a des petits ghettos aussi dans des petites forêts pour pouvoir se cacher là-bas et pouvoir attaquer cette barrière dans la nuit pour pouvoir entrer. Bon, si tu attaques une fois bien et tu es entré et la police te rattrape ils vont t'envoyer encore au Sud du Maroc. Du Sud du Maroc tu peux encore entrer au Nord de l'Algérie dans le ghetto, faire peut-être une semaine et remonter encore

Oui, d'accord, et toi ils te l'ont fait ça ?

Non, moi je suis rentré volontairement, seulement j'ai essayé la barrière, c'était un peu difficile. Moi je suis rentré, encore en Algérie au Nord au ghetto, j'ai fait un mois au ghetto, je suis encore monté à la frontière, je suis parti, j'ai essayé d'attaquer la frontière, je suis arrivé au Maroc, j'ai fait deux semaines, nous avons essayé d'attaquer, bon, c'est là où moi je suis entré.

C'est là ou tu es entré. Mais en fait, entre tes deux tentatives tu es retourné en Algérie

Oui, puisque c'était difficile. La première fois que nous avons attaqué, bon, il y avait, c'était difficile, cette barrière pour passer ça dépend des périodes, parce qu'il y a des périodes c'est difficile en garde, et il y a des moment que, bon, la garde a un peu baissé. Par exemple en automne, en automne on

profite beaucoup en automne parce en automne il y avait la pluie, il y avait le vent, nous pouvons attaquer sans qu'eux ils se rendent compte. Quand souffle le vent, les gardes frontières sont dans leurs cabines, quoi, sont dans leurs cabines. Bon, quand nous attaquons, quand ils sortent, nous avons déjà traversé.

Oui, d'accord

Oui, donc ça dépend de la période

Donc c'est la deuxième tentative que tu as réussie ?

Oui

C'est juste une que tu n'as pas réussie

Oui

Mais un truc que je ne comprends pas quand même, parce que tu sais la forêt tout près de Melilla

Oui

Tu y es resté combien de temps alors

Deux semaines

Deux semaines seulement

Donc tu as passé peu de temps au Maroc en fait

Non, dans le Maroc j'ai passé peu de temps, c'est juste que, bon, parce que quand nous sortons du Nord de l'Algérie c'est pour pouvoir voyager et entrer en Espagne. Il y en d'autres qui voyagent comme ça, ils attaquent, première tentative ils entrent, donc là-bas c'est la chance !

Oui

Oui, d'autres entrent pas, on essaye de faire des petits ghettos dans la forêt, là, on essaye de rester là-bas, on essaye de fabriquer les échelles, on essaye d'essayer plusieurs fois, chaque nuit on essaye de tenter.

D'accord, mais… oui, en fait, quand tu as essayé la première fois, pourquoi tu es retourné en Algérie, pourquoi tu n'es pas resté dans la forêt à Melilla ? C'est plus près ?

Bon, moi je ne pouvais pas rester dans la forêt, pour des moyens de vivre, la subsistance, je n'avais plus de quoi manger, je n'avais plus de quoi manger et il fallait que moi j'entre encore en Algérie

C'était plus facile de trouver à manger en Algérie que dans la forêt à Melilla ?

Dans la forêt tu n'as personne qui peut t'aider là, tu peux sortir de la forêt, tu peux voir des marocains, tu peux même *pedir* [demander de l'argent] et après tu retournes dans la forêt. En Algérie, tu as la possibilité de chercher du travail, tu peux aller chercher du travail, bon, tu trouves un petit job on te paye 500 dinards, là-bas, c'est beaucoup d'argent, tu travailles comme ça deux jours tu peux entrer en forêt, avec cet argent là tu peux acheter du pain, tu peux acheter des tomates, pour faire des petites cuissons, quoi. Si tu ne travailles pas, si tu es en forêt, tu n'as rien, tu ne travailles pas tu n'as rien, tu

peux pas vivre là-bas. Il va falloir que tu entres en Algérie ou que tu rentres au Maroc. Quand tu vois un Marocain tu essayes de lui expliquer ton problème

Oui, et il y des Marocains qui t'ont aidé ?

Oui, il y a des Marocains… surtout des Marocains, des gens âgés, quoi, parce que les jeunes Marocains ils sont trop violents, oui, oui, trop violents. Si tu vois quelqu'un âgé comme ça, ils t'aident, ils t'aident

Donc, tu as fait 5 jours de marche et après tu es retourné et encore 5 jours de marche ?

Non, pour retourner tu n'as pas besoin d'y aller à pied. Si tu veux retourner tu sors seulement… puisque nous sommes cachés, si tu sors dans la rue, la police te voit, la police t'arrête. La police t'arrête

Donc la police t'arrête et c'est elle qui t'a amené en Algérie alors ?

Oui, moi je leur ai dit que moi je veux rentrer, que moi je ne peux pas rester en forêt. Eux ils savent que nous on est dans la forêt, il y a des moments où ils viennent nous déranger dans la forêt

Oui, la forêt à côté de Melilla. Elle s'appelle comment, c'est elle qui s'appelle Bel Younech ?

Hmm, la forêt… ?

Il y a deux forêts, une a Melilla et une à Ceuta

Non, moi je ne suis pas arrivé jusqu'à Ceuta, seulement à Melilla, à Melilla ça s'appelait Maravi, Maravi[191]

Maravi, d'accord, maintenant je comprends pourquoi tu es retourné en Algérie, c'est parce que la police vous a facilité le transport et…

Et la police, si elle te voit en route elle t'arrête, ou bien si tu fuis, tu entres dans la forêt ils ne te poursuivent pas. Mais si ils te voient et toi tu fuis pas, ils vont savoir si celui-ci veut rentrer. On t'arrête et on te fait rentrer, ils te refoulent en Algérie

Avec leur propre véhicule ou ?

Avec leur propre véhicule

Donc il sont…

Ils sont là pour ça, puisque l'Espagne aussi finance des agents pour rapatrier les immigrés

Oui, mais c'est vrai que… pourquoi ils te ramènent en Algérie parce que normalement ils devraient te rapatrier au Cameroun

Oui, mais, eux ils veulent que tu sortes, eux ils te prennent, ils te mettent en Algérie, ils savent que la police en Algérie elle va te prendre et te ramener dans d'autres pays voisins, comme ça tu vas rentrer au Cameroun ! Bon, moi j'ai pensé que c'est un business, ils te ramènent là-bas, tu vas faire trois

---

[191] Je ne suis pas sûre de l'écriture.

jours, tu vas remonter, c'est… (rires) comme ça. Ils m'ont fait rentrer, j'ai fait un mois j'ai essayé de chercher des petits jobs pour avoir encore un peu d'argent, je suis encore retourné

Oui

C'était difficile, quoi

Oui, je me perds un peu…

Oui, c'est une très longue histoire, c'est une très longue histoire, parce que nous avons beaucoup souffert, beaucoup souffert, puisque je t'ai dit de l'Algérie au Maroc il faut marcher une semaine, une semaine de marche, et nous ne pouvons pas marcher dans la rue, comme les gens marchent dans la rue, non, il faut contourner dans des petits villages, il faut aller dans des petits villages, en plus si la police t'arrête on te refoule. C'est difficile, tu peux peut-être marcher quatre jours, il te reste une journée pour arriver, on te prend, cinq jours, on te reprend, cinq jours de souffrance, il faut que tu reprennes encore à zéro. Tu es au point d'arriver et on te prend encore, tu dois rentrer.

Donc finalement cette marche de 5 jours toi, tu l'as faite deux fois

Oui, je l'ai fait deux fois

Et le retour en voiture c'est combien de temps alors, moins d'une journée

Non, c'est moins d'une journée

Moins d'une journée, hein

Oui, le retour c'est… ça dépend, si nous sommes nombreux, le retour c'est une journée, si nous ne sommes pas nombreux ils nous amènent dans des commissariats, ils nous donnent un peu à manger, ils essayent d'arrêter d'autres gens et ils nous refoulent avec des bus, ils nous refoulent avec des bus

D'accord, et en fait quand toi tu es arrivé aux barrières ton ami était déjà à l'intérieur ?

Oui, mon ami est arrivé avant moi, moi je quitte le Sud au Nord, j'arrive au Nord, les gens avec qui j'ai voyagé depuis le désert, on a voyagé ensemble, ils sont arrivés, ils sont montés directement au Nord. Puisque moi je suis resté dans le Sud, quand moi j'arrive au nord, on me dit que « ton ami il a déjà traversé, il a eu la chance, il est déjà en Espagne ». Moi, j'étais en Algérie quand mon ami était déjà en Espagne, c'est là où j'ai la chance d'entrer, quand j'ai un peu d'argent, j'ai essayé d'appeler le pays pour qu'on me donne son numéro de téléphone, j'ai appelé le pays, on m'a passé son numéro de téléphone, j'ai appelé

Ahh

Oui ! (Rires) Moi, je sais, quand tu mets quelque chose dans ta tête, quand tu veux atteindre un objectif, tu pries à Dieu de vraiment t'aider pour que tu réussisses à faire ce que tu as vraiment envie de faire, oui. Et avec la volonté et le courage, Dieu va t'aider. Quand il voit que nos objectifs c'est ça, il va t'aider . C'est pour ça… j'ai compris, avec les aventures j'ai compris beaucoup de choses. Moi, en sortant du Cameroun, je ne croyais pas en Dieu. C'est quand j'ai fait l'aventure que j'ai compris que « non », que « non » qu'il y a vraiment un Dieu qui existe. Parce que moi, j'ai passé des moments vraiment difficiles, j'ai compris vraiment. Jusqu'à aujourd'hui je ne peux pas dormir sans faire ma prière

Et ça c'est quelque chose que tu fais depuis ces moments-là, avant au Cameroun tu ne faisais pas ta prière

Non, moi, avant au Cameroun quand on me parlait des…moi je voulais même pas écouter. Moi, quand je suis sorti du Cameroun, c'est là que j'ai compris que… il y a un vrai, vrai Dieu. Je ne sais pas si toi tu crois ?

Moi je suis pas baptisée

Moi, moi non plus je suis pas baptisé

Je n'ai pas choisi de religion, je suis ouverte à toutes les religions si tu veux

Ah (un peu décu ?), non moi je ne veux pas savoir… moi, je veux savoir si tu crois que non, si vraiment Dieu existe

Je suis ni athée, ni croyante, je sais pas

Ah, c'est pourquoi moi, quand j'étais au Cameroun, je ne croyais pas à ces histoires. Moi je pratique depuis que je fais l'aventure, j'ai compris que non, que Dieu existe, Dieux existe. Moi, je sors à l'aventure, je suis arrivé à un niveau… s'il fait soleil, s'il pleut, toi tu restes comme ça, il pleut sur toi, tu te caches pas, moi je peux passer, il y a des jours comme ça, je mangeais pas, mais je tombe pas malade, mais je vis dans des mauvaises conditions… mais la maladie, non, il faut voir, tu t'imagines, depuis que je sors du Cameroun jusqu'en Espagne, j'ai fait presque huit mois d'aventures, je me suis pas lavé… c'est quand j'arrive dans le Nord que je me lave, donc les quatre mois que j'ai fait dans le sud, je ne me suis jamais lavé, et… je vis dans des mauvaises conditions, et… je peux manger ou je mange pas, donc… tomber malade, moi je ne suis pas tombé malade jusqu'à ce que je suis arrivé en Espagne. Et c'est à partir de là que j'ai compris que « non , la prière est nécessaire », Dieux existe, oui, Dieu existe, jusqu'à ce que j'ai prié, j'ai prié. Moi je suis arrivé en Algérie j'ai, bon, c'était au moment où c'était difficile d'entrer en Espagne parce que c'était au moment où on rapatriait beaucoup de gens

Oui, oui, c'est vrai, en 2005, oui

On rapatriait beaucoup de gens, on a tout fouillé, on a pris tout le monde dans la forêt, mais moi j'étais dans cette forêt

Toi tu étais dans la forêt quand la police est venue prendre…

Oui, pour ramasser tous les gens, on a pris tous mes amis, nous sommes restés trois, nous sommes restés trois quelque part comme ça (montre avec des gestes qu'ils se cachent/prient), mais regarde ce qui se passe : nous sommes ici, la police est ici, nous sommes ici, la police ne nous prend pas

Et pourquoi, ils vous voyaient pas ou ?

Non, c'est parce que quand je te dis que je crois en Dieu là, c'est les choses qui, c'est Dieu qui fait. Puisque nous étions là, on est là, on prie, on a seulement prié, prié, prié. Après, après quand la police est partie, quand c'était un peu calme, c'est là où nous sortons maintenant, on sort maintenant, on part maintenant nous trois traverser la frontière simplement, et on entre en Espagne

Ah oui ? Donc en fait vous étiez nombreux dans la forêt

On était nombreux

La police elle est venue, et elle a pris tout le monde sauf vous ?

On a pris… on a attaqué la frontière, il y a beaucoup de gens qui sont entrés côté espagnol, là où le lendemain la police est venue ramasser tous les gens, avec l'hélicoptère, il y avait l'hélicoptère qui se baladait, donc il y avait des gens qui couraient dans la forêt comme ça, quand il y avait l'hélicoptère, l'hélicoptère les voit, ils dirigent ceux qui sont en bas pour vous arrêter ou dire qu'à tel endroit il y a des personnes. Nous étions assis quelque part à trois, on voit la police mais la police ne nous voit pas. Maintenant nous sommes là, la police on la voit passer là, on la voit passer. Bon, c'est là que je dis que : « Bon, moi je crois vraiment que Dieu existe ». Parce après, ils ont fouillé, fouillé. Nous sommes assis quelque part, quatre heures de temps, ils arrêtent des gens, mais nous sommes là, trois, on prie, on prie, on a prié jusqu'à ce que… c'est là que je me dis que « non » vraiment que « non ». Dieu a fait qu'on nous ramène au Cameroun. Mais notre objectif, c'est d'aller en Espagne, là où nous sortons maintenant, trois nous partons comme ça, on peut traverser la frontière sans problème. Il y avait même pas de gardes. Nous avons traversé sans problème. Et on est en Espagne, c'est pour ça que je dis que Dieu existe. C'est la façon dont je suis entré, parce que je n'ai pas souffert, mais d'autres, certains, qui ont souffert, il y a beaucoup d'amis qui… je suis arrivé à Melilla et déjà ils étaient à l'hôpital, ils avaient des plâtres, beaucoup, un autre qui avait perdu l'œil, oui

Parce qu'ils ont été blessés par les balles là

Oui

De caoutchouc

Oui, donc c'est ça que je te dis que Dieu existe, parce que moi je suis arrivé… J'ai attaqué, nous avons attaqué, mais j'étais dehors. Mais la seconde fois, c'était clair, c'était vraiment que : « non, nous allons y arriver, nous allons partir ». Nous sommes sortis, nous avons traversé tranquillement jusqu'à Melilla, nous sommes partis au centre

Mais vous aviez des échelles quand même ?

Nous n'avons pas traversé avec les échelles

Par l'entrée principale ?

Il y a une autre entrée principale qui n'a pas les échelles, mais il y a les gens qui gardent là-bas, il y a la police qui garde là-bas

Oui, tu veux dire la route, hein

Oui, c'est comme la route

Donc il y a les barrières ou tu peux passer par la route

Oui

Et toi tu es passé par la route

Nous sommes, c'est là où je te dis que ce jour-là, là où on a fouillé toute la forêt, on a ramassé tous les gens, c'est ce jour-là que vraiment, c'était vraiment notre jour. Nous n'avons pas traversé la barrière puisque nous sommes sortis, c'est vraiment Dieu qui nous a aidé, quoi

Vous êtes sortis de la forêt, puis vous avez vu que vous pourriez tenter, et vous êtes passés…

On est passé sans problème

Il y avait personne

Il y avait des… bon, c'est une entrée qui est en construction, il n'y avait que des gens qui, bon, en plus c'est une entrée qui… il y avait les camions, des grilles, des policiers, des *Guarda Civils* qui sont là-bas, qui gardent, mais à notre moment, quand nous on partait, ils n'étaient pas là, ça peut être que nous sommes passés avant qu'ils ne sont revenus, c'est ça que je te dis que, bon, c'est un Dieu que… c'est Dieu qui dit que : « Non, ça serait comme ça »

Oui, c'est incroyable, hein

Oui, c'est incroyable. En plus c'est eux, quand c'est la route, c'est la garde qui est là, mais il n'y a pas la garde, au moment où nous sommes passés. On est trois, trois, au moment où nous sommes passés, il n'y avait pas la garde

Et quand tu dis que c'était en construction, ça veut dire que c'était pas une route où pouvaient rouler les voitures

Mais les voitures peuvent rouler, mais c'est en construction puisqu'ils veulent fermer cette route, c'est pour ça que c'est en construction, mais les voitures peuvent rouler, mais c'est en construction, ils veulent fermer. Ils veulent fermer comme on a arrêté les gens dans la forêt, on refoulait des gens, ils voulaient déjà fermer la frontière, donc c'était le dernier moment pour fermer la frontière pour que les gens n'entrent plus

Et vous avez pensé passer par les grillages aussi et vous avez vu la route avant qu'elle ne ferme

Avant qu'elle ne ferme, oui

Et donc, vous avez marché comment ? Vous n'avez pas couru ? Vous avez marché gentiment ?

Nous, nous sommes entrés, nous sommes entrés trop tranquillement, on a d'abord demandé s'il y a la garde, ils nous ont dit : « Non pour le moment la garde…. »

Qui c'est qui vous a dit que la garde… vous avez demandé à qui ?

Les gens qui sont là en train de construire

Ah, des Marocains, donc

Non c'est des Espagnols, ils sont en train de construire là, cette route ils veulent la fermer, c'était pour fermer comme ça pour enlever les gens dans la forêt. Bon la garde, ils se sont un peu déplacés, nous, nous sommes seulement passés rapidement

Donc vous avez demandé à des Espagnols s'il y avait la garde

Ils nous on dit que : « Pour le moment non », que nous pouvons passer. Donc nous sommes passés rapidement

Donc ils vous ont aidé

Oui, c'est pour ça que je te dis que c'était notre moment. Dieu a dit que : « Non, vous allez passer comme ça, vous allez entrer comme ça »

Et une fois à l'intérieur, vous avez fait comment ?

Non, une fois à l'intérieur, nous nous sommes cachés. Nous sommes trois, on connait pas l'intérieur, il fallait qu'on, on ne pouvait pas marcher en groupe, il fallait que l'on parte un par un, nous sommes d'abord restés deux, il y a une personne qui est d'abord partie, il est parti, après trente minutes une autre personne est partie aussi, et après trente minutes, moi aussi je suis sorti

Le troisième

Oui, moi j'étais le dernier, je suis sorti, et… j'ai demandé aux Arabes là où il y a le commissariat et ils m'ont indiqué, j'ai eu la chance que j'ai rencontré un ami qui est là ça fait longtemps, oui, il est au camp, il m'a dit que les gens ils sont même entrés hier soir, c'est là où il m'a dirigé, je suis arrivé aussi, quand je suis arrivé, bon, j'étais sale, sale, c'est les amis qui sont arrivés hier soir qui m'amènent maintenant, ils m'ont donné des vêtements, moi je me suis changé et aussitôt je faisais comme quelqu'un qui était la depuis longtemps

Ah, donc après les gens ont cru que tu faisais partie des gens qui sont arrivés la veille

Oui

Ils ont cru ça ?

Oui, mais les gens qui étaient dedans, plus mes amis qui étaient dedans, quand ils sont entrés, ils ne m'ont pas vu, mais le lendemain maintenant, quand j'entre, ils me demandent où j'étais, et je leur dis : « Non, moi j'étais encore dans la forêt, parce que c'était difficile », en plus les policiers qui sont dedans, ils peuvent pas savoir que moi je viens d'entrer, parce que je me suis changé comme quelqu'un qui était là depuis, oui

Ah, parce qu'en fait tes amis sont sortis la veille, et toi un jour après

Oui

C'est ça

Oui

Mais la veille tu as essayé avec tes amis quand même ?

Oui, j'ai essayé avec mes amis mais je n'ai pas eu la chance, en plus la police m'a arrêté. Mes amis, mes amis ont traversé

Hmm, donc la police t'a arrêté là aussi, mais ce jour-là elle t'a pas envoyé en Algérie

Non, ils m'ont envoyé, ils m'ont mis dehors, hors de la barrière

Juste dehors des barrières et après tu es retourné en forêt et tu es resté

On est resté et on est entré

Donc finalement tu as tenté deux fois les grillages, et une fois l'entrée c'est ça hein ?

Oui, l'entrée finalement c'était plus facile que les grillages, oui, c'était plus facile

Mais la veille tu avais réussi à passer quand même ?

Oui

Tu as passé les deux barrières où ?

Non, seulement la première, avant de passer la première la garde elle était déjà là

Et ça, c'était une attaque où vous étiez nombreux ?

Oui, nous étions nombreux

Tu te rappelles de la date ?

Je ne me rappelle pas de la date, mais je sais que c'était vers la fin du mois de septembre

Est-ce qu'il y a eu des morts lors de cette attaque ?

Bon, ça je sais pas puisque, bon, toi tu entres, toi tu te défends, tu peux pas savoir ce qui se passe avec les autres, toi tu te défends seul, tu entres, tu peux pas savoir ce qui se passe derrière, oui, c'est ça, donc c'est pour ça que moi je ne sais pas si il y a eu des morts ou si il n'y a pas eu de morts (rires), je peux pas savoir. Je ne sais pas, je n'ai pas eu la chance de traverser, ils m'ont mis dehors, je suis rentré

Et quand ils t'ont mis dehors, ils ont été gentils avec toi ou… comment ils t'ont traité en fait ?

Non, mais, quand ils te mettent dehors ils sont pas gentils, c'est des Marocains, ils n'ont pas été gentils avec moi, ils sont violents, ils sont violents… ils sont violents. Moi j'ai eu la chance qu'il ne m'ont pas cassé le bras ou… fait du mal

Ils n'ont fait aucune violence à toi ?

Ils m'ont fait la violence, mais c'était pas grave par rapport à certains

Et en fait les personnes avec qui tu es passé, c'est des Camerounais aussi ?

Oui, c'est des Camerounais, c'est des Camerounais. Bon, quand nous sommes entrés, chacun a choisi son chemin. Moi je sais pas si l'autre est passé à Valencia, je ne sais pas. Depuis que nous sommes entrés en Espagne nous nous sommes jamais vus, on ne sait plus

Donc vous vous être retrouvés dans le centre de Melilla bien sûr

Oui

Et une fois en Espagne, c'est là où vous avez perdu le contact ?

Oui

Tu les as connus en Algérie ou dans la forêt au Maroc ?

Non, je les ai connus dans la forêt au Maroc, on s'est connu dans la forêt au Maroc, c'est des Camerounais aussi

Quelle histoire, hein !

(Il rigole)

Et en fait, le plus dur c'est le ghetto dans le sud de l'Algérie, dans le nord de l'Algérie ou dans la forêt au Maroc

Non, le plus dur c'est dans le sud de l'Algérie

C'est le plus dur

Oui, après là-bas c'est la forêt au Maroc, c'est là où vraiment… c'est vraiment l'enfer, quoi. C'est vraiment l'enfer (rires)

Et pareil, dans la forêt vous êtes organisés en fonction des nationalités

Oui, c'est pareil, on est organisé : Sénégalais, Camerounais, Maliens, Congolais… oui

Il y a un chef pour…

Oui

Il y a un chef pour les Camerounais

Oui, toutes les nationalités ils ont un chef

Et c'est 15 jours que tu as fait dans la forêt

Hmm

Et comment vous avez fait pour décider d'attaquer massivement, parce qu'avant il n'y avait pas d'attaques comme ça ?

Non, mais pour faire les attaques massives il faut qu'on s'entend, on va d'abord voir les Camerounais, on va voir les Sénégalais, on va voir les Maliens pour pouvoir s'entendre et attaquer une fois, pour pouvoir avoir l'opportunité d'entrer, c'est pour ça que pour attaque massive on s'est entendu et…

Et quand tu entres dans la forêt, tu dois dire que tu es Camerounais et les Camerounais viennent te voir ou comment tu dois faire ?

Non, mais avant même de… avant même d'arriver, tu peux quitter le Sud de l'Algérie pour aller en forêt seul. Il faut partir en groupe et celui qui vous emmène c'est celui qui connait la route, il est comme un guide, c'est lui qui connaît la route, il connaît déjà la forêt, là où, à quel niveau se trouvent les Camerounais et il t'amène chez les Camerounais. Si c'est un Sénégalais il se dirige vers le camp où il y a les Sénégalais

Tu dis depuis le Sud, mais depuis le nord de l'Algérie, non ?

Oui, depuis le nord, depuis le nord

D'accord, c'est une sacrée organisation, hein ?!

Non, c'est organisé, c'est organisé

Quand tu as quitté le Cameroun, tu savais que tu allais en Espagne, c'était ton objectif, mais est-ce que tu savais que tu allais passer par Melilla ?

Non… non ! Moi je savais que le Maroc, le Maroc déjà, entrer en Espagne ça ne serait pas compliqué, c'est là que je me disais, bon, avant de sortir du Cameroun, parce que moi j'avais la carte, je savais déjà qu'au Maroc j'avais la possibilité d'entrer en Espagne, oui

Mais, parce que tu as vu que c'est près sur la carte ?

Oui, hmmm

Tu t'imaginais avec le bateau alors ?

Oui, moi j'imaginais que, bon, là-bas il y avait des bateaux, tu peux entrer

Est-ce que tu savais que Ceuta et Melilla ça existait, que c'était au Maroc ?

Non, je ne savais pas, je ne savais pas, moi je savais pas. C'est quand je suis arrivé au Nord de… moi, en fait, quand je suis arrivé en Algérie, on me commentait déjà ça, des types qui étaient là-bas qui me parlaient déjà de cette histoire, pour moi c'était du nouveau, quoi, parce que moi je n'avais jamais entendu, on me parlait de ces histoires là, c'est là où moi j'ai essayé de voyager pour arriver au Nord et au Maroc et voir ce dont on me parle chaque jour. Parce que traverser aussi, c'est pas facile, c'est trop difficile, et là bas, c'est vraiment « Dieu a dit que non, Dieu a dit que aujourd'hui, toi tu passes ». Donc, là-bas c'était vraiment difficile. C'est quand moi j'arrive là-bas que je découvre aussi ces zones là. J'ai découvert ça avec l'aide de Dieu

Et à aucun moment tu as envisagé ou entendu parles d'autres routes, par exemple l'Algérie et Italie ?

Non, c'est quand moi je sors de l'Algérie que je comprends qu'on peut aussi passer par la Libye, bon, et on peut aussi aller en Mauritanie et aller au Sénégal, oui, donc je suis arrivé. Il y a beaucoup d'amis aussi qui ont pris ces chemins là, d'autres qui sont passés par l'Italie pour aller en Libye, moi je suis pas parti parce que mon objectif, je ne voulais pas changer de plan, parce que depuis le Cameroun je m'étais préparé, depuis le Cameroun je m'étais préparé, donc je ne voulais pas changer le plan, quoi, que j'avais, oui j'ai dit que « non ». C'est là où j'ai persisté, j'ai suivi mon chemin, oui

Oui, d'accord, et dans la forêt, est-ce que tu as pu voir des organisations humanitaires ou… des choses comme ça… la Croix-Rouge ou quelque chose comme ça ?

Non, mais quand nous sommes dans la forêt, il y a certains gens qui sortent du côté Espagne, ils viennent nous ravitailler

C'est la Croix-Rouge espagnole ?

Moi je sais pas si c'est la Croix-Rouge espagnole, mais parfois ils nous donnent la nourriture, des aliments, quoi, du riz, des haricots, beaucoup de choses, des boîtes de conserve, des… des trucs à manger, quoi, des biscuits, des boissons, oui

Et en fait dans la forêt, combien de personnes tu crois qu'il y avait dans la forêt

Dans la forêt ?

Oui

Moi, je ne sais pas, mais je sais que… à peu près plus de 300 personnes, hein, plus de 300 personnes de nationalités différentes, plus de 300

Toutes des nationalités africaines ?

Oui, tous des Africains

Et alors, à Melilla tu t'es retrouvé dans le centre et tu es resté combien de temps ?

A Melilla moi j'ai fait 10 jours

Et en fait, comment ça se passe, ils ont fait des entretiens avec toi ?

Bon, à Melilla, bon, les entretiens avec nous, oui, oui, au commissariat avant qu'ils m'amènent dans les grandes villes, on est d'abord passé au commissariat, demander les pays, pour t'enregistrer, quoi

Au commissariat de Melilla, hein

Oui

Mais tu es d'abord allé dans le centre des immigrés

Oui, j'y ai fait dix jours, ils nous ont reçu, donné des habits, des gels pour le bain, tout ça et après maintenant ils vous amènent au commissariat pour enregistrer et on vous fait monter

Hmm, et là tu as dit que tu étais Camerounais ?

Oui, j'ai dit que je suis Camerounais

Donc t'as pas…

Non, moi j'ai pas compliqué, il y en a beaucoup qui ont changé, mais moi, moi je n'ai pas changé, moi je suis Camerounais, je suis fièr de l'être, oui

Donc après ils vous ont mis tous dans le même avion alors ?

Oui, ils nous ont mis dans l'avion

Vous étiez que des Africains ?

Ils ont pris des Africains mais aussi des Marocains, parce qu'il y a des Marocains aussi qui rentrent

Tu es allé à Madrid ou Barcelone ou ?

Non, moi j'étais à Madrid

Et à Madrid, comment ça s'est passé, il y avait des gens qui vous attendaient pour vous héberger ou comment ça s'est passé ?

Non, à Madrid, bon, à Madrid il y a la Croix-Rouge, il y a aussi beaucoup de gens, il faut alors que tu partes t'enregistrer à la Croix rouge, eux ils ont des centres pour héberger des gens, mais il faut quand même avoir la patience car il y a beaucoup de gens, avant que t'y arrives il y a des gens qui sont arrivés avant toi, quand tu as fait trois mois tu dois sortir pour que d'autres entrent.

Mais pour te rendre de l'aéroport pour te rendre à Madrid, tu as trouvé tout seul ?

Non, mais quand moi j'arrive à Madrid, j'ai trouvé n'importe quel noir que je vois, même que ça soit des Espagnols, j'essaye de… de me défendre, le problème c'est que moi je ne parlais pas espagnol, seulement j'ai eu la chance de trouver des Camerounais

À l'aéroport déjà ?

Non, à Madrid. À Madrid, et bon je leur ai demandé où sont les Camerounais, parce que les Camerounais sont un peu partout, je me suis renseigné là où sont les Camerounais, ils m'ont montré là où sont les Camerounais et je suis arrivé. C'est le lendemain qu'eux ils me dirigent, m'emmènent à la Croix Rouge, pour m'assister

Et les Camerounais ils sont à Lavapiés où ?

Oui, les Camerounais ils sont un peu partout, ils sont à Lavapies, ils sont à Tala, ils sont à Tirso de Molina… Tirso de Molina et Lavapies c'est la même zone

D'accord, donc c'est des Camerounais qui t'ont logé la première nuit

Oui, des Camerounais. Non, on n'a pas de logement on dort dans des *albergue*, dans des *albergue*

Dans des quoi ?

Albergue, albergue

Ah, auberge

Oui, en espagnol, on dormait dans des auberges, celui qui vient d'arriver il a nulle part où dormir, où tu peux passer à la Croix Rouge, la Croix rouge te fait un papier qui t'envoie à telle auberge, tu vas là-bas passer la nuit

Et toi tu payes pas ?

Non

Mais je comprends toujours pas comment tu as fait pour te rendre de l'aéroport jusqu'au centre de Madrid

Non, mais moi je suis arrivé à Madrid par le bus, par le bus, je prends le métro maintenant, je sors, mon ami qui était sorti avant moi il était à Madrid, on m'a dit qu'il était à Madrid, moi je suis arrivé à Madrid et je l'ai appelé, bon, il devait m'attendre à Sol, à Sol à Madrid, j'ai pris le métro, bon, comme lui il vit un peu loin, à cette heure tardive il n n'y a plus de métro. À l'heure que j'arrive à Madrid, lui il n'est plus là. C'est un autre maintenant, c'est un autre Camerounais maintenant qui, lui, qui m'a dirigé quelque part pour me trouver un endroit où dormir. C'est le lendemain que je vais à la Croix-Rouge

Ah, donc c'est le lendemain que tu es allé à la Croix-Rouge en fait

Oui

Et la première nuit t'étais dans une auberge qu'il t'a indiquée

Oui

Mais c'est lui qui a payé ou c'est toi qui a payé ou ?

Non, là on ne paye pas, non

Moi je croyais que tu avais atterri à Madrid, mais c'est où en Espagne que tu es arrivé avec l'avion ?

Non, l'avion c'était Melilla, on a fait escale à Malaga, de Malaga on est parti à Murcia, c'était Murcia. Je sors de Murcia et je prends le bus pour aller à Madrid

D'accord, et tu es y allé directement ?

Je suis resté cinq jours, parce qu'il y a une association ACSEN[192], il y a une association ACSEN pour t'héberger

Donc c'est une association qui vous a hébergés parce que vous êtes arrivés de Melilla et tout ça

Oui

Et après, tu as quitté parce qu'il y avait ton ami à Madrid, c'est ça ?

Oui, oui, oui

Maintenant je comprends, et le lendemain tu es allé à la Croix-Rouge. Et combien de temps tu es resté à la Croix-Rouge alors ?

Non, mais je suis parti à la Croix-Rouge seulement pour m'enregistrer, ils peuvent me… ils peuvent te trouver un logement, quoi. Bon, c'est là où je suis parti, il fallait que j'attends, bon je sais pas combien de temps j'ai attendu, bon, pour enfin être logé, quoi

Et entre temps, comment tu as fait ?

Ils te donnent la carte avec les différents endroits là où tu peux aller le matin manger et là où tu peux entrer dormir

Ah, donc tu es allé un peu partout en fait

Oui, pour manger le matin, la Croix-Rouge, quand elle m'a logé, il y a un centre où vous dormez et vous mangez là la soirée et il y a un autre endroit vous pouvez manger dans l'après-midi et un autre endroit où vous pouvez déjeuner le matin

D'accord, et finalement combien de temps tu es resté à Madrid ?

J'ai fait quelque chose comme deux mois

Deux mois. Et pendant les deux mois avec la Croix Rouge, hein

Oui

Et ta demande d'asile, tu l'a faite toute de suite ?

Oui, je l'ai demandée tôt, je l'ai demandée tôt

Et en fait ça, c'est quelqu'un qui t'a dit que tu pouvais le faire où tu savais seul…

---

[192] Je ne suis pas sûre de l'écriture.

La demande d'asile ?

Oui

Bon, moi je savais que moi je pouvais demander l'asile, mais bon, l'asile c'est un truc que, bon, tu peux seulement demander pour pouvoir avoir la possibilité dans la loi d'avoir des documents puisque bon, c'est, avoir les papiers en Espagne c'est trois ans, durant ces trois ans-là il faut aussi réfléchir sur ce que tu dois faire durant tout ce temps-là, c'est pas facile. Moi j'ai demandé l'asile, j'ai eu la chance qu'ils m'ont donné la permission de travail

Au bout de six mois, hein

Oui, ils m'ont donné la permission de travail, bon, c'est à partir de là maintenant que je quitte Madrid pour Salamanca

Donc déjà, c'est au bout de deux mois qu'ils t'ont dit de venir ici

Oui, non, ils m'ont d'abord, bon, quand j'ai demandé ils m'ont dit que moi je peux pas vivre à Madrid, parce que Madrid c'est trop grand. Pour vivre à Madrid

C'est toi qui l'a dit ?

Non c'est eux qui me l'ont dit, les gens de l'asile, que moi je peux pas vivre à Madrid, c'est pour ça qu'eux ils m'envoient à Salamanca, ils m'ont logé, pour avoir un logement à Salamanca. Depuis ce temps je suis à Salamanca.

Donc c'est eux qui ont décidé ça, mais parce qu'il y a déjà beaucoup de demandeurs d'asile à Madrid ?

Non, parce que nous sommes trop jeunes, nous pouvons pas vivre à Madrid, comme nous sommes trop jeunes nous pouvons pas vivre à Madrid, donc les jeunes qui ont demandé l'asile ils ont un logement à Salamanca, c'est pour ça qu'ils m'envoient ici

Et tu avais quel âge alors quand tu es venu à Salamanque ?

Salamanca, moi je suis arrivé ici quelque chose comme 18 ans. 18,19 ans

Donc t'étais majeur quand même ?

Hmmm

Mais même majeur, eux ils te considéraient comme jeune

Hmmm

Et comment tu l'as vécu alors quand ils t'ont dit que t'allais à Salamanque

Non, moi j'ai, moi ca me paraissait bien, c'était bien parce que l'avantage, ils m'ont dit là où je vais j'aurais l'avantage d'étudier et ils vont me loger pour un temps et je serai tranquille, je serai bien. Moi je pouvais pas refuser que moi je vais rester à Madrid, puisque j'ai personne à Madrid, je suis seul, avec cette chance qu'ils m'ont donnée, il fallait que, bon, moi j'essaye d'exploiter cette chance là. C'est pour ça que moi je suis venu à Salamanca. C'est à partir de Salamanca maintenant que moi je commence à étudier l'espagnol, parce que moi je ne parlais pas l'espagnol, il fallait quelqu'un pour

traduire. Tout ce que je parlais il fallait quelqu'un pour traduire. De plus, là-bas ils ont des gens qui parlent français, qui parlent la langue française

Et quand tu as déposé ta demande, tu l'as déposée où exactement ?

Bon, moi, je ne sais vraiment, bon, moi j'ai essayé d'expliquer à la Croix-Rouge mon problème, c'est eux qui m'ont emmené dans ce bureau

Donc c'est la Croix-Rouge qui t'as appuyé

Oui

Et t'as fait un entretien avec quelqu'un qui parlait espagnol ou quelqu'un qui parlait français ?

Non, avec un Espagnol et quelqu'un qui parle français

Donc c'était traduit en fait, pour expliquer ton histoire

Oui

Et après arriver à Salamanque tu étais dans l'appartement des menores…

Piso de acogida, oui

Et il y avait d'autres garçons quand tu y es arrivé je m'imagine

Oui, il y avait d'autres gens

C'était des jeunes aussi

Oui, des jeunes, des jeunes

Ils venaient d'où ?

Il y avait des Camerounais

Ah, il y avait des Camerounais

Oui… il y avait des Somaliens, il y avait un Turc et il y avait un Ivoirien

D'accord, et les Camerounais tu les connaissais pas déjà

Non, moi je ne les connaissais pas

Et maintenant, ces Camerounais sont toujours à Salamanque ?

Non, il y en a qu'un qui est resté à Salamanca

Ok, et après dans cet appartement tu as commencé à apprendre l'espagnol à la Croix Rouge alors ?

Oui

Et à Caritas aussi ?

Oui, j'ai aussi appris à Caritas, au même moment. Moi j'apprenais à Croix Rouge le matin, la soirée à Caritas

Donc comme ça tu as appris, tu as fait d'autres cursos ?

Oui, j'ai fait la formation de plomberie

C'était combien de temps ?

C'était huit mois

Ah, c'est beaucoup, tu te rappelles de quand c'était

C'était en 2006

En 2006, donc l'année après en fait

C'est l'année même que j'arrive à Salamanca

Ah, parce que tu es arrivé ici en 2006 ?

Hmm

Et c'était une formation organisée par…

Le bureau d'emploi ici, l'INEM

Ah, d'accord, et qui c'est qui t'a aidé à trouver cette formation ?

C'est les gens de la Croix-Rouge puisque je leur ai dit que je voulais faire quelque chose, ils m'ont emmené dans le bureau de *oficina de empleo*, le bureau d'emploi là-bas, et moi j'ai expliqué mon problème, bon, c'est quand cette formation est sortie ils m'ont donné la direction et je suis allé là-bas

D'accord. Et huit mois, ils t'ont payé un petit peu pour la formation ?

Non

Non, c'était une formation gratuite et t'as pu sacar una diploma, non ?

Oui

Et après cette formation, qu'est-ce que tu as fait ?

Après cette formation j'ai pu rien faire d'autre comme formation, moi j'ai essayé de trouver des petits jobs pour survivre. En plus, quand je suis sorti de cette maison, il fallait que je trouve un petit job pour pouvoir survivre

Parce qu'en fait tu es sorti de cette maison après avoir terminé la formation ?

Oui

D'accord, donc, fin 2006 en fait

2007, moi je sors en 2007

Tu es sorti en 2007 de l'appartement de la Croix Rouge. Et jusque-là, avant de quitter cet appartement, tu n'avais jamais travaillé, hein ?

Non, mais avant de quitter cet appartement j'avais déjà trouvé un petit travail

Ah, tu l'avais déjà trouvé

Oui, mais mon temps, ils m'avaient déjà avisé que moi je dois sortir, ils m'ont avisé, bon, quand j'ai trouvé le travail je dis, bon, ça tombe bien, si je dois sortir, j'ai déjà trouvé un petit travail et… je suis sorti. Eux ils m'ont dit que je dois sortir, ils m'ont dit que mon temps est déjà arrivé : je parle déjà bien l'espagnol, je dois quitter la maison. [La maison] c'est pour ceux qui ne parlent pas l'espagnol, ils doivent être là-bas pour apprendre et pour pouvoir s'intégrer aussi dans la société espagnole. Comme moi je parle déjà espagnol, il faut que je sorte et laisser la place à d'autres qui ne parlent pas et leur laisser l'opportunité à d'autres d'apprendre, oui, moi je suis sorti

Hmm, et t'avais déjà un petit travail que tu avais trouvé

Hmm

Et c'était quoi alors ?

C'était aide-maçon dans la maçonnerie

Ah, t'avais trouvé dans la maçonnerie, d'accord

Et ça tu l'as commencé avant de quitter l'appartement ou ?

Oui, je l'ai commencé avant de quitter l'appartement

D'accord, donc t'avais un peu d'argent pour prendre un appartement

Hmm

Et il était où l'appartement que tu as pris ?

Non, c'était ici à Salamanca

Non, je veux dire où, dans le centre ou à Garrido ou ?

Non, c'était à Garrido

Garrido Norte ou Garrido Sur ?

Moi, je sais pas si c'est Garrido Norte ou Garrido Sur, je sais pas!

D'accord, et la rue, tu te rappelles ?

F. A.[193]

C'est la même que maintenant ?

Actuellement je suis pas F.A.

Non, maintenant tu es G. C.

Oui

---

[193] Je n'identifie pas les rues.

D'accord, donc le premier c'était F. A. Et tu l'as trouvé tout seul ou la Croix-Rouge t'a aidé ?

Non, moi je l'ai trouvé tout seul puisque là-bas, c'est les Congolais qui vivent là-bas, donc, j'ai causé avec eux et ils m'ont dit que « non » je peux avoir une chambre chez eux, on peut vivre ensemble.

Donc c'était des Congolais que tu connaissais déjà

Hmm

D'accord, et combien de temps tu as duré là bas ?

Avec les Congolais ?

Oui

Oh, moi je sais, pas, hein. Je ne sais pas exactement combien de temps j'ai fait là-bas puisque quand je suis sorti de là-bas je suis allé à Madrid, de Madrid je suis encore rentré à Salamanca, et je suis sorti encore de là jusqu'à San Sebastian, de San Sebastian je suis rentré et j'ai trouvé une autre maison.

Là où tu es maintenant

Hmmm

Donc tu as fait trois maisons à Salamanque

Hmm

Croix-Rouge, F.A. et Gran Capitan

Oui

Et alors pourquoi tu es parti à Madrid ?

Comment ?

Pourquoi tu es reparti à Madrid ?

Non, pour chercher le travail !

Ah, pour chercher le travail, parce que tu avais déjà ton permis depuis longtemps

Oui

Et la maçonnerie, ça n'a pas duré alors.

Non, ça n'a pas duré, seulement trois mois

Oui, d'accord

Trois mois il n'y a plus de travail et c'est pour ça je suis parti à Madrid… à Madrid aussi c'était difficile, je suis encore rentré à Salamanca, je suis allé au Nord… et c'était pas facile

Et à Madrid tu as fait combien de temps ?

J'ai fait 5 mois à Madrid

C'est beaucoup, 5 mois

Oui

Mais tu n'as rien trouvé ?

J'ai travaillé seulement un mois, j'ai trouvé seulement un travail d'un mois, en plus j'ai beaucoup d'amis à Madrid, c'est pour ça que j'ai mis long à Madrid, pour rentrer, mais moi je pouvais pas continuer à vivre à Madrid sans travail, je vis à Madrid, il faut que je paye la maison, il faut que je mange, il faut que je paye les moyens de transport : je dois rentrer.

Qu'est-ce que tu as fait durant le mois que tu as pu travailler, à Madrid ?

A Madrid, moi j'ai travaillé dans les magasins, on décharge des containers avec des habits, DHL, DHL, c'est une *empresa*, moi j'ai travaillé là-bas pour décharger les camions, décharger les containers qui viennent avec… la marchandise. On décharge… comment on appelle, ah, on décharge dans les containers, on décharge, on essaye de classer, classer, classer, parce qu'il y a d'autres marchandises qui partent. Par exemple à San Sebastian, d'autres qui partent à Canarias…

Donc vous organisez…

Oui, on organise on décharge, on met sur des palettes, on emballe avec… euh…

Le gros plastique là

Oui, on emballe avec le plastique

Hmm, d'accord, et comment tu l'as trouvé ce travail ?

Moi je suis à Madrid, j'achetais les journaux avec les annonces de travail, les journaux… et j'essaye aussi de regarder les bureaux de travail

Donc c'était par tes propres démarches, c'était pas par un ami ou

Non, moi je l'ai cherché directement, moi aussi quand je me suis inscrit dans les différents trucs d'*empleo* comme Adeco, les trucs temporaires

Oui, oui, oui… Et en fait, quand tu te présentes aux employeurs avec ton permis de travail, ils sont sceptiques ou pas, parce qu'il y a des gens qui connaissent pas la procédure de l'asile, comment ça s'est passé

Quand ils voient déjà, c'est un document d'asile qui me permet de travailler, c'est bien écrit : « Permet de travailler en Espagne », donc ce n'est pas compliqué. Quand ils voient, déjà ils me demandent si j'ai déjà eu à travailler avec. Moi je leur dis : « Oui, j'ai déjà eu à travailler maintes fois avec ».

Donc tu n'as pas eu des problèmes par rapport à ça

Non

Et pour la maçonnerie, j'ai oublié de te demander comment tu l'as trouvé. Pareil, par tes propres démarches, ou…

C'était quelqu'un qui m'a branché avec son ami, il m'a mis en contact avec son ami, en plus son ami voulait quelqu'un pour travailler, moi j'ai dit à ce monsieur : « Moi, je cherche du travail, moi je veux travailler ». Il m'a mis en contact avec son ami, c'est là où son ami m'a pris et on a travaillé.

Et ton ami qui connaissait cette personne, c'était un Camerounais ou ?

Non, mon ami qui connaissait cette personne c'était un Camerounais, oui, c'était un Camerounais. Bon, comme il a des relations, quoi. C'est mon ami aussi, il joue au football ici à Salamanca, c'est lui qui m'a mis en contact avec cette personne, j'ai travaillé avec

Il joue au football à quel niveau ?

Troisième division ici à Salamanca

Et après Madrid tu es revenu ici alors ?

Oui

Et tu es resté combien de temps ?

Ah, moi je ne sais pas, je n'ai pas fait long, j'ai fait quelque chose comme un mois ou deux mois et je suis encore parti, parce qu'à Salamanca il n'y a pas de travail

Et comment tu as fait pour te loger, parce que ton appartement chez les Congolais, tu l'avais quitté ?

Non, quand je suis revenu je suis allé chez les Congolais parce que quand je suis allé à Madrid, j'ai laissé à A[194]., j'ai laissé à A., je suis allé à Madrid, je suis rentré de Madrid et il était encore là. Je suis resté avec lui, j'ai fait quelque chose comme trois mois, non trois semaines, un mois et je suis encore reparti

D'accord, et pourquoi San Sébastian ?

Bon, moi je suis parti San Sébastian parce que j'ai là-bas aussi un ami

Un Camerounais ?

Oui, je suis parti là-bas, bon, je suis parti là-bas aussi pour chercher du travail parce que je voulais travailler, je suis parti là-bas, eux ils ont pu m'héberger peut-être deux jours, trois jours avant que je ne trouve une autre maison, j'ai… ils m'ont hébergé comme ça, après j'ai trouvé une autre maison, j'ai pris la maison, j'ai eu la chance qu'après peut-être un mois, quelque chose comme ça, j'ai un petit travail aussi

Et c'était quoi alors ?

La peinture

La peinture, oui, et encore une fois, comment tu as fait pour le trouver, tu as cherché ou ?

J'ai cherché, exactement, j'ai cherché dans les bureaux, tous les bureaux d'emplois qui sont là-bas, mais ce travail je l'ai trouvé parce que, bon, par le contact de quelqu'un : un ami qui m'a branché m'a

---

[194] Un ami congolais que je connais.

dit que : « Non, va à tel endroit, tu expliques à ce monsieur, comme ça, comme ça, comme ça ». Bon, je suis allé, j'ai expliqué, le monsieur a dit qu'il n'y avait pas de problème, je lui ai donné les photocopies de mes documents, il m'a dit qu'à tel endroit, tel jour, il va m'appeler. Bon, avant ce jour-là je l'ai rappelé pour dire que ce jour-là… pour lui dire : « Moi, quand est-ce que je vais commencer à faire le travail ? » Il m'a dit que : « Non, tel jour tu dois venir »

Donc tu as insisté en fait

Oui, moi j'ai insisté pour qu'il sache que moi je suis vraiment dans le besoin, oui, bon c'est là qu'il m'a appelé et moi j'ai commencé à travailler avec

Et combien de temps ça a duré ce travail ?

Deux mois et demi

Deux mois et demi

Oui

Et la maison que tu as trouvée, c'était des Camerounais ?

Non, c'est des Sud-américains, des Équatoriens

Donc tu as vécu avec des Équatoriens pendant deux mois et demi

Oui

Et ça s'est bien passé ?

Non, ça c'est bien passé, ça s'est bien passé. Moi je peux vivre avec n'importe qui, quelque soit la nationalité, parce que moi je suis d'abord quelqu'un de trop tranquille, oui, moi je suis d'abord un garçon trop tranquille et je peux vivre avec n'importe qui sans problème

Oui… et dans la peinture tu as travaillé… c'était une grande entreprise ?

Oui, une grande entreprise, on travaillait dans la peinture industrielle, peinture de mur, non, peinture industrielle, peinture pour le sol. Il faut d'abord travailler le sol, il faut d'abord passer avec la machine, il faut mettre au moins trois couches de peinture

Ah, d'accord, dans des grands entrepôts, des trucs comme ça

Dans des grandes entreprises, la peinture industrielle dans des grandes entreprises, on met la peinture, on peut faire la peinture deux centimètres, oui, il faut d'abord travailler le sol avec les machines, après aspirer, jusqu'à ce que le sol soit lisse comme ça

Oui, et tu as appris sur place tout ça ?

Oui (rires). Quand tu arrives déjà on t'apprend, on t'apprend quelque chose, les machines, oui

Et il y avait surtout des Espagnols qui travaillaient avec toi ?

Des Espagnols, non, il y avait seulement quelque chose comme deux… bon, le monsieur qui a l'entreprise, lui, c'est un Espagnol et il y avait deux ou trois Espagnols qu'on a travaillé ensemble, bon la majorité des Marocains, des Équatoriens, des Brésiliens, des étrangers, quoi, bon surtout des

étrangers qui sont depuis longtemps à l'entreprise. Certains sont là depuis deux ans, d'autres ont fait sept ans

Et toi, au bout de deux mois et demi ça s'est terminé, alors

C'est terminé puisque, bon, comme la crise est arrivée, il n'y a plus de travail, il y a peu de travail, bon

Donc tu as quitté San Sébastian il n'y a pas très longtemps alors

Non, moi j'ai quitté San Sébastian au mois de, le 20 octobre comme ça, le 20 octobre comme ça

En 2008, quoi, il y a quelques mois

Oui, pour rentrer à Salamanca

Pour rentrer ici. Et là il y avait toujours A. dans ton appartement chez les Congolais ?

Non, quand moi je suis arrivé, c'était déjà occupé

Donc tu as dû chercher ailleurs ?

Hmmm

Donc c'est là que tu as cherché chez les Nigérians

Hmmm

Oui, et depuis tu habites avec eux

Oui

Ben, très bien

(Rires)

Et oui, tu m'as dit que tu sors souvent, tu sors tous les week-ends, hein ? Dans les bars et dans les discothèques ?

Non, oui

Oui ?

Oui

Et au Cameroun, tu faisais ça aussi ?

Moi au Cameroun, moi je sortais pas

Tu sortais pas au Cameroun

Au Cameroun je sortais pas parce que, pourquoi, parce que moi au Cameroun, ce mode de vie là, je ne voulais pas adopter ça au Cameroun puisque si je commençais ça au Cameroun, moi je ne devais pas être ici en Espagne aujourd'hui. Au Cameroun, j'avais un objectif dans ma tête, donc quand moi je prends une décision, je maintiens ma décision. Et en sortant du Cameroun, moi je ne vivais pas avec la famille, moi je vivais seul, donc il fallait… moi je connaissais déjà qu'il faut qu'à la fin du mois, moi

je paye la maison, je paye la lumière, je paye l'eau, donc, avec tout ça, au Cameroun je ne suis même pas allé dans les boîtes de nuit, non, sortir, non. Parce que moi je fais mon marché, du lundi au dimanche, mais pas toute la journée, de six heures, sept heures ou huit heures, jusqu'à 14 heures, du lundi au dimanche jusqu'à 14 heures. Donc aller en boîtes de nuit faire des histoires sortir par ci, par là, non. Parce que moi je réfléchissais. Moi, en fait… moi je dois réfléchir. Si moi je n'ai personne qui m'aide, je regarde derrière moi, je regarde devant moi, je ne vois personne pour m'aider. Il faut que moi je fasse trop attention parce que, bon, moi je dois construire ma vie. Moi je réfléchis beaucoup à ce que moi je fais et je serai responsable de tout acte que je commets. Donc c'est pour ça que je n'ai pas fait ça au Cameroun. Oui.

Et donc ta première sortie en boîte c'était ici à Salamanque ?

Non, c'était ici quand je suis arrivé à Salamanque, oui, c'est à partir de là que moi j'ai commencé à sortir, ce n'est pas que moi je connais pas ,au Cameroun j'ai connu beaucoup de boîtes de nuit, mais moi je sortais pas, j'étais pas habitué comme ici, oui, juste il y a les petites cérémonies, les petites fêtes, on sort avec les amis

Oui, mais pas comme ici, quoi

Pas comme ici la fête du vendredi et du samedi. Au Cameroun moi je ne m'intéressais pas trop à ça, moi je dois me lever le matin, pour sortir au marché, je peux pas aller en boîte et passer le temps mais ça veut dire que moi je perds déjà la tête. Moi, je me concentre parce que moi je veux, je me concentre, il faut que je me concentre pour avoir ce dont j'ai besoin. Donc quand moi je suis arrivé ici on sort en boîte parce que, bon, actuellement on n'a pas quoi faire, on n'a rien à faire et il faut sortir en boîte pour passer le temps. Parfois je suis dans mon lit, je ne peux pas dormir parce que je réfléchis beaucoup, quoi. Parfois je sors pour passer le temps, ça et… le temps passe, le temps passe. Pour passer le temps. Oui.

Et quand tu as commencé à sortir ici dans les bars et dans les boites, ça t'a surpris un peu ?

Bon… la première fois, mais, ça ne m'a pas trop surpris parce que, bon, chez nous au Cameroun dans les boîtes nous avons les fêtes, et moi au Cameroun, mais moi j'étais pas habitué comme ici. Et ici j'étais obligé de sortir pour pouvoir connaître des gens. Puisque si tu ne sors pas tu ne peux pas connaître des gens, oui. C'est ça qui m'a poussé à sortir, pour connaître des gens et… oui, faire des connaissances, quoi. C'est ce qui m'a poussé à sortir ici. Bon, moi, si je suis sorti ici, ma première fois c'était un peu étonnant, quoi, bon, petit à petit je me suis habitué. Petit à petit, petit à petit. Bon, jusqu'à aujourd'hui. Oui.

Et oui, tu dis que tu fais des connaissances dans les bars. Beaucoup de tes amis que tu vois régulièrement, tu les as connus dans les bars ?

Les amis, non, il y a beaucoup d'amis que j'ai connus en boîte à Salamanca. Quand… il y a les amis que j'ai connus, on s'est salué, bon, jusqu'à aujourd'hui.

Donc pour connaître des gens c'est bien, quoi

Oui, c'est bien, c'est bien, moi je trouve ça bien sortir connaître les gens. Quand tu sors, quelqu'un te dit par exemple : « Lui il est Sénégalais ». Moi je savais pas qu'il y avait les Sénégalais. Bon, c'est quand je sors que je trouve des Sénégalais, des Nigériens, bon, ça. Oui.

Et pour le futur, tu m'as dit que ça va bientôt faire trois ans maintenant

Non, moi je suis en Espagne ça fait trois ans déjà

Ça fait trois ans déjà. Donc ce qui t'empêche maintenant… Est-ce que ta demande d'asile t'empêche de demander la résidence ?

Non, elle ne m'empêche pas

D'accord, donc en fait, a priori, si tu trouves un contrat de travail maintenant, tu peux avoir la résidence ?

Oui

C'est ça, hein

Oui

Donc il te manque juste un contrat

Hmm

Et c'est ça qui te pose problème ? Trouver un contrat ?

Je ne trouve pas de contrat puisqu'il n'y a pas de travail, il n'y a pas de travail. S'il y avait le travail, peut être que, bon, je pourrais avoir la chance de trouver. Le problème aussi c'est que le contrat qu'il me demande de trouver c'est un an, un an c'est un peu difficile, quoi. Si tu trouvais déjà un *empresario* qui te fait un contrat, il peut pas te faire directement un an. Il te fait d'abord trois mois, après il te fait six mois, après il te fait un an. Mais te faire directement un an c'est difficile, c'est difficile

Et là actuellement, tu cherches activement en fait ?

Bon… moi j'ai cherché, mais actuellement je suis découragé parce que, bon, il n'y a pas de travail, moi j'ai trop cherché, bon, moi je vois que non, il faut que je sois un peu patient et j'essaye de continuer avec le carton que j'ai là, bon si au cas où on peut me quitter ce papier, eux ils peuvent me donner une résidence, mais sans permission de travail, donc il faut un contrat pour me donner la résidence avec permission de travail.

Attends, comment tu peux obtenir la résidence sans permis de travail ?

Au cas où ils me suppriment le papier que j'ai, parce que c'est un papier temporaire

De l'asile

Oui, ils peuvent me donner une permission de résidence en fait sans permission de travail

Pour avoir fait trois ans en fait ?

Oui

Ah, ça c'est possible en fait

Oui

D'accord, ok, et en fait ce que tu peux faire maintenant, c'est de continuer de chercher le travail avec ton papier de l'asile

Oui

Un mois, deux mois, parce que là il n'y a pas de restrictions de temps

Chaque six mois renouvelable

Ah, chaque six mois tu dois renouveler ta permission de travail par rapport à ta demande d'asile

Non, chaque six mois je dois demander qu'on me quitte la rénovation où qu'on me renouvelle le papier que j'ai, chaque six mois il faut que je demande

Ah, d'accord, mais pour qu'ils te la donnent il n'y a pas de…

Permission de travail, non, je n'ai pas besoin de demander avec contrat ou, non

Hmmm, d'accord… Et oui, en fait, oui, tu t'imagines comment les années à venir, tu comptes rester en Espagne, tu as un projet d'aller dans une ville particulière ?

Euh, moi, pour le problème de sortir de l'Espagne et aller dans un autre pays, bon, moi je n'ai pas encore cette idée-là, parce que, bon, il faut que je sois d'abord tranquille ici et que je puisse d'abord faire quelque chose puisque moi je ne peux pas directement quitter ici pour faire l'aventure dans un autre pays comme ça, non moi je n'ai pas encore ce programme là, donc le premier mois je suis encore en Espagne, oui

Et ici en Espagne, quels sont des objectifs en ce moment, c'est le travail, trouver du travail

Non, mon objectif c'est trouver un travail et pouvoir rentrer visiter ma famille, ça fait déjà longtemps. C'est ça mon objectif en premier

Oui, et qu'est ce que je voulais dire… je sais plus. Tu n'as pas de secteur de travail préférable pour…

Non

Ah oui, tu m'as dit que t'allais commencer une formation en mars ?

Non mais moi je me suis inscrit dans la formation, mais dans la formation il y a beaucoup de gens, ils ont dit qu'ils vont faire la sélection, donc ils ont fait la sélection et bon, moi je ne suis pas sélectionné. Donc il faut que moi j'attends encore ce qui va commencer peut être en mars ou avril (triste)

D'accord, et c'était quoi comme formation déjà

La formation de plomberie

Une deuxième en fait, parce que tu en as déjà fait une

Non, une formation de soudure métallique

Ah oui, oui, oui, c'est… oui, oui Et le quartier où tu habites maintenant, c'est un quartier qui te plaît ?

Bon…(rires) Moi je ne veux pas un endroit qui me plaît, moi j'aime un endroit où je serai tranquille, où je serai sans dérangements, si ça me plaît pas je cherche un autre appartement, moi je cherche autre

endroit là où je peux, mais là-bas pour moi, avec les gens que je vis, c'est quand même des gens qui sont gentils, quoi

Est-ce que tu sais comment ça s'appelle ce quartier ?

Non, je sais pas comment ça s'appelle (rires) !

Oui… donc t'envoie de l'argent à ton frère, tu envoies de l'argent à ta maman aussi

Avant, mais pour le moment moi je n'ai plus d'argent, ça fait déjà… ça fait longtemps que je ne travaille plus, et toutes les économies que j'ai faites depuis c'est à base de ça que moi je vis donc

Donc tu vis sur tes économies

Oui

En fait, en tant que demandeur d'asile, est-ce que tu as une aide ?

Non

Aucune

Aucune

Parce qu'en Norvège t'as une aide en fait

Mais au Nord de l'Espagne c'est la même chose, moi je sais pas mais nous n'avons pas d'aide. Parce que j'ai des amis dans le Nord qui ont demandé l'asile vers le Nord, ils ont l'aide. On leur donne quelque chose chaque mois mais nous ici, rien

Et est-ce que tu peux toucher le chômage là ?

Moi je touche le chômage mais ça va bientôt finir, ça manque seulement deux mois, 400€. Pendant 4 mois que je devais toucher. Ça me manque seulement deux mois pour que ça va finir. Et 400€ c'est peu, il faut payer la maison, il faut manger

Et les sorties ça coûte cher, non ?

Non, bon, moi, ça dépend, les sorties pour moi ça ne coûte pas cher

Non ?

Moi ça me coûte pas cher. Il faut que moi je m'organise. Bon, je sors, je sais que moi je vais sortir, je peux sortir avec peut être seulement 5€ en poche, je vais boire une bière et il y a des jours où moi je me décide : « je ne bois pas, je ne bois pas »

Ah, donc ça t'arrive de sortir et ne rien dépenser en fait

Parfois

Oui

Parfois, parfois. Parfois je sors et je bois peut-être deux bières, je danse et je rentre à la maison

D'accord. Bon, je crois que j'ai fini, je regarde rapidement hein (ma grille). Si tu veux ajouter quelque chose…

Non, si tu as des questions il faut poser (rires) !

Il n'y a pas d'association pour les Camerounais à Salamanque ?

Nous sommes très peu, nous sommes seulement trois ou quatre Camerounais ici à Salamanca

Bon, merci à toi

Il n'y a pas de quoi

J'arrête le magnétophone, on continue de parler. Il me dit qu'il avait laissé son passeport au Cameroun car il avait peur de le perdre. Une fois en Algérie on lui dit qu'il faut un passeport pour voyager à l'intérieur de l'Algérie. Il achète un passeport béninois à 30€. C'est pour ça, entre autres, qu'il a dû travailler dans le sud de l'Algérie. Au moment des événements à l'automne 2005, sa famille est allée à l'aéroport pour le chercher : ils croyaient qu'il avait été rapatrié. C'est seulement au bout de deux mois en Espagne qu'il les a appelés car il n'avait pas d'argent avant pour le faire. Il a demandé à la Croix Rouge s'il existe des vidéos de Melilla, mais ils n ont pas pu l'aider. Il y tient beaucoup car il veut montrer « ça » à sa famille car il dit que c'est « trop difficile d'expliquer par téléphone ». Il veut aussi montrer à ses enfants un jour et dire « regardez ce que votre papa a fait ».

Migrants dans la ville

Une étude socio-anthropologique des mobilités migrantes à Salamanque

Mots clés : mobilité, parcours migratoires, projet migratoire, sociologie urbaine, Espagne, Salamanque,

Cette thèse se propose d'étudier la mobilité des migrants et ses effets sur et l'évolution de l'espace urbain à Salamanque, une ville moyenne intérieure encore peu marquée par les migrations. Il s'agit de croiser une sociologie des parcours migratoires et une sociologie urbaine, avec comme clé de lecture la notion de projet migratoire. L'hypothèse de départ est celle d'un projet migratoire qui se dessine et se redessine au gré des rencontres et des opportunités. Par une procédure méthodologique compréhensive, s'inscrivant dans le cadre de la socio-anthropologie, il s'agit de saisir la logique des parcours, c'est-à-dire par une approche longitudinale de reconstituer les successions temporelles de mobilité, d'événements, de situations, de projets, et de décrire et d'analyser les manières d'investir – spatialement et temporairement – la ville.

Key words : mobility, migrant trajectories, migratory project, urban sociology, Spain, Salamanca

This thesis deals with migrant mobility and its influences on the evolution of the urban space in the city of Salamanca, a midsized municipality in the Spanish interior with relatively few migrants. The research aims to crossbreed urban sociology and migrant trajectories. The core of the research is the migratory project. The hypothesis is that the migratory project is defined, and redefined, as a consequence of meetings and opportunities. Through a comprehensive methodology, being a part of the social anthropology, and a longitudinal approach, the study reconstructs successions of mobility, events, situations and projects and describes how the migrants reside – spatially and temporally – in the city.